

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

**ÉTAT SOMMAIRE DES VERSEMENTS FAITS AUX
ARCHIVES NATIONALES PAR LES MINISTÈRES ET LES
ADMINISTRATIONS QUI EN DÉPENDENT**

(SÉRIE BB JUSTICE)

TOME IV

**AVEC UNE INTRODUCTION DE M. GEORGES BOURGIN
DIRECTEUR HONORAIRE DES ARCHIVES DE FRANCE.**

PARIS IMPRIMERIE NATIONALE

**HENRI DIDIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR, 4-6, RUE DE LA
SORBONNE**

1947 -1956

INTRODUCTION.

Lorsque M. Ch.-V. Langlois entreprit, en 1924, de dresser le bilan des versements faits aux Archives nationales par, les ministères et les administrations qui en dépendent, il avait l'intention de faire figurer à l'un des postes de ce bilan les apports opérés à notre grand dépôt par le ministère de la Justice. Il a fallu près d'une vingtaine d'années pour réaliser ces vues, et c'est seulement, avec le troisième successeur de M. Ch.-V. Langlois que paraît l'*État sommaire* de la série BB ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Sans doute faut-il, pour être correct, faire précéder ou suivre ces lettres du mot *Justice*, pour distinguer immédiatement cette série de la série BB que comporte également le fonds de la Marine, en dépôt aux Archives nationales.

Ce fonds est d'une importance capitale et d'une masse considérable. Sont-ce les raisons qui ont empêché qu'on en intégrât les éléments, sous la Monarchie de Juillet, à la grande série F, constituée entre 1830 et 1849⁽²⁾? N'est-ce pas plutôt le souci inconscient d'assurer aux papiers émanant de la Chancellerie, institution prééminente parmi les organes de l'État, une place à part que justifiait son rang⁽³⁾? A moins, tout simplement, comme le suggère M. Ch.-V. Langlois⁽⁴⁾, qu'on ait considéré qu'il y avait alors, aux Archives, une section administrative de laquelle relevait normalement la série F, et une section judiciaire qui semblait tout indiquée pour classer et conserver les papiers provenant du ministère de la Justice. Le sort malicieux devait faire qu'il n'en fût pas ainsi.

⁽²⁾ Ch.-V. Langlois, Introduction au t. I de l'*État sommaire des versements*, etc., (Paris, 1924, in-8°), p. LXXX. Sur l'histoire de cette série, voir l'introduction du marquis de Laborde à la publication par J. Tardif des *Monuments historiques* (Paris, 1866, in-4°), p. XCII, H. Bordier, *Les Archives de la France*, (Paris, 1855, in-8°), p. 98, et G. Servois, ancien Directeur des Archives, cité par Ch.-V. Langlois, *loc. cit.*, p. XCVII.

⁽³⁾ Dans l'ordre des préséances administratives, affirmé par l'*Almanach national*, le ministère de la Justice vient en tête. Le détenteur de ce portefeuille est considéré dans la pratique comme le vice-président du Conseil des ministres, chargé de suppléer au besoin le président du Conseil; toutefois il n'existe pas de texte de loi consacrant cet usage (Cf. G. Brière, *Les ministères français*, publications de la Société d'histoire moderne, Paris, 1911, in-8°, p. 15, n. 1). Notons que, à l'*Almanach national*, le ministre de la Justice vient tout de suite après le président du Conseil; sous le Second Empire, la Justice est placée après la Maison de l'Empereur et le ministère d'État.

⁽⁴⁾ Ch.-V. Langlois, *loc. cit.*, p. CV.

La Section judiciaire. -- A dire vrai, les archives gérées par la Section judiciaire étaient d'une tout autre nature, d'une tout autre origine que les papiers que contient la série BB; il s'agissait essentiellement des papiers émanant des diverses juridictions parisiennes et administrations supprimées par la Révolution. Le point de départ s'en trouve dans le décret du 7 août 1790, "relatif aux différents dépôts et chartriers existant dans la ville de Paris" -- en fait au nombre de cinq --, et qui devaient être réunis sous la surveillance d'un seul garde et de deux commis, la municipalité étant chargée de leur inspection⁽¹⁾. D'autre part, l'article 40 du décret du 6 mars 1791, "sur le nouvel ordre judiciaire", détermine les précautions à prendre pour la conservation des greffes des tribunaux supprimés; pour Paris, il est spécifié que les officiers municipaux nommeront "tel gardien qu'ils jugeront à propos... et qui, après la reconnaissance et levée des scellés, se chargera sur un bref état des minutes, registres,

archives de ces anciens tribunaux⁽²⁾”. C'est en vertu de ce texte que le corps municipal de la capitale maintint à Terrasse père, dont il sera plus d'une fois question ici⁽³⁾, la garde des dépôts et greffes du Parlement, celle des archives du Châtelet étant confiée à Gabé, ancien greffier de la juridiction⁽¹⁾. Mais il semble que le groupement proposé ait été quasi impossible⁽²⁾ et le décret du 12 brumaire an II (2 novembre 1793)⁽³⁾ prétendit résoudre la difficulté en constituant, avec les dépôts dont la réunion avait été prescrite, deux dépôts ou sections des Archives nationales -- jusqu'alors simple annexe de l'Assemblée -- sous les ordres et la surveillance de l'archiviste de la République : l'article II du décret était relatif à la section domaniale, dont le “dépositaire” était Cheyré; l'article III concernait la section qui renfermait “les monuments historiques, la partie judiciaire et contentieuse”, et son “dépositaire” serait Mallet.

⁽¹⁾ *Coll. des décrets*, août 1790, p. 45-46. Les dépôts visés sont les suivants : minutes et expéditions extraordinaires du Conseil; minutes du Conseil privé “quand il cessera d'être en activité”; dépôt du Louvre, “ sous la garde du sieur Farcy ”; dépôt des Augustins, “ sous la garde du sieur Lemaire ”; minutes du Conseil de Lorraine.

⁽²⁾ *Coll. des décrets*, mars 1791, p. 103.

⁽³⁾ François-Nicolas Terrasse, né le 7 mars 1743, mort le 7 avril 1824, a été tour à tour commis greffier Criminel du Parlement de Paris, du 9 septembre 1762 au 14 octobre 1790, date de la cessation des fonctions dudit Parlement, puis greffier provisoire et gardien des minutes du Parlement de Paris, du 2 novembre 1790 au 3 brumaire an III (24 octobre 1794), et ensuite chef de la Section judiciaire des archives. (Cf. son dossier dans AB IV^e, le registre matricule du personnel des Archives nationales et les pièces de AB V^A.)

⁽¹⁾ Rapport de Camus, cité par F. Ravaisson, *Rapport adressé à S. E. le ministre d'État, au nom de la Commission instituée le 22 avril 1861*, Paris, 1862, in-8°, p. 321-322.

⁽²⁾ D'après une lettre de Gohier, ministre de la Justice, 5 mai 1793, lue à la Convention. Cette lettre est citée par Camus, *loc.cit.*, p. 333; mais je ne l'ai trouvée ni dans les *Procès-verbaux* imprimés de cette Assemblée, ni dans les papiers qui en proviennent (C 253 et 255). Pour la suite de cette histoire, cf. en général l'introduction déjà citée du marquis de Laborde aux *Monuments historiques*, p. LXXIV, n. 2.

⁽³⁾ *Coll. des décrets*, brumaire an II, p. 111-113, qui se réfère, en plus du décret du 7 août 1790, au décret du 20 février 1793 (*Coll. des décrets*, janv.mars 1793, p. 253), au sujet de la réunion au dépôt du Louvre de différents autres dépôts.

A partir de ce moment, la Section judiciaire existe : le décret du 12 brumaire an II est son acte de naissance. Et on la retrouve dans le grand décret organique, si l'on peut dire, du 7 messidor an II (25 juin 1794), qui, définissant les fonctions des Archives nationales et organisant le triage, confirmait le décret du 12 brumaire an II, en ce qui concerne les deux dépôts judiciaire et domaniale⁽⁴⁾. Mais si Cheyré restait à la tête du second, c'est Terrasse père, le garde des archives du Parlement, qui fut chargé de gérer le premier, en vertu du décret du 3 brumaire an III (24 octobre 1794)⁽⁵⁾; le même texte spécifiait, en son article III, que “tous dépôts judiciaires seront, après le triage ordonné par l'article 8 de la loi du 7 messidor, réunis au local du Palais de Justice”. A partir de cette date et jusqu'en 1824, Terrasse père présidera aux vicissitudes de la Section judiciaire; il enregistre les accroissements de celle-ci : archives des tribunaux extraordinaires et révolutionnaires, ainsi que des conseils militaires⁽¹⁾ et des commissaires du Châtelet de Paris⁽²⁾, il accepte les éliminations qui ont été et vont être décidées par les organismes institués à cet effet⁽³⁾. Les régimes d'ailleurs vont se succéder, mais la dynastie des Terrasse -- le fils après le père -- et la Section qu'ils gèrent ne passeront point⁽⁴⁾. C'est ainsi que l'arrêté consulaire du 6 prairial an VIII (26 mai 1800), -- signé par Cambacérès en l'absence de Bonaparte et qui porte règlement des Archives nationales, -- tient compte des “deux sections qui en dépendent”⁽⁵⁾. Le 16 messidor an VIII (4 juillet 1800) intervient un autre arrêté⁽⁶⁾ au sujet des minutes existant dans les greffes des tribunaux

supprimés, et l'article 3 de cet arrêté spécifie qu'«il n'est rien innové en ce qui concerne les dépôts établis à Paris en exécution de l'arrêté des Consuls qui en a ordonné et maintenu la formation».

⁽⁴⁾ *Coll. des décrets*, messidor an II, p. 52-60. L'art. XXXIII du décret est particulièrement important à cet égard, où il est dit : «La conservation du dépôt auquel le triage réduira chacune des deux sections domaniale et judiciaire sera confiée, à Paris, à deux dépositaires, un pour chaque section».

⁽⁵⁾ *Coll. des décrets*, brumaire an III, p. 15.

⁽¹⁾ En vertu de la loi du 25 ventôse an IV (15 mars 1796), *Bulletin des lois*, 33, n° 239. C'est le point de départ de la série W des Archives nationales, pour laquelle on peut consulter l'introduction de M. G. Bourgin à l'inventaire n° 736; sur les tribulations du fonds du Tribunal révolutionnaire de Paris, à l'intérieur même du Palais de Justice, voir le curieux dossier BB¹⁸ 766, 621 D.

⁽²⁾ En vertu de la loi du 5 germinal an v (25 mars 1797), *Bulletin des lois*, 116, n° 1107. Il s'agit du fonds actuellement cote Y 10719 à 16022 *ter*.

⁽³⁾ L'histoire objective en reste à faire, après le verveux pamphlet du marquis de Laborde, *loc. cit.* Pour le Directoire, un arrêté du 5 floréal an IV (24 avril 1796, AF III 364, dr. 1756; cf. A Debidour, *Recueil des actes du Directoire exécutif*, t. II, 1911, Paris, in-4°, p. 217) établit un bureau pour le triage, le classement et la remise des papiers à conserver aux différents dépôts désignés par la loi du 7 messidor qui visait, on l'a vu plus haut, l'existence des deux dépôts ou sections.

⁽⁴⁾ Sur les premières vicissitudes de la Section judiciaire, Camus a rédigé une note imprimée de 5 p. in-f°, datée du 5 thermidor an XII (24 juillet 1802).

⁽⁵⁾ AF IV, plaquette 69.

⁽⁶⁾ AF IV, plaquette 93.

Jusqu'en 1847, la Section judiciaire demeura au Palais de Justice dans la Sainte-Chapelle et ses annexes⁽⁷⁾, administrée, toujours dans la dépendance des Archives nationales, par Terrasse père jusqu'en 1824, ensuite par Terrasse fils⁽⁸⁾. Ces deux fonctionnaires ont eu tour à tour à faire avec Camus, Daunou, le chevalier de La Rue et, une fois encore, Daunou⁽⁹⁾. Joignons-y l'Agence temporaire des titres, créée par le décret du 28 brumaire an III (18 novembre 1794)⁽¹⁾. Cette Agence a bien pu penser à regrouper au Palais, en un seul dépôt, la Section domaniale, la Section judiciaire et la Section historique⁽²⁾. Son oeuvre propre et réelle, ç'a été le triage des documents d'archives, triage que, pour des motifs divers, les Conventionnels avaient décidé et qui avait fait l'objet principal du décret du 7 messidor an II⁽³⁾. Le marquis de Laborde a dénoncé avec verve, parfois avec indignation, les erreurs alors commises par des gens passionnés ou ignorants⁽⁴⁾ ; peut être a-t-il un peu exagéré, car l'abbé Grégoire, qui n'a pas été tendre pour le « vandalisme révolutionnaire » -- c'est lui qui a inventé le mot et défini la chose -- ne se dresse point dans ses rapports, pourtant remplis de faits, du 14 fructidor an II (31 août 1794) et du 8 brumaire an II (29 octobre 1794)⁽⁵⁾, contre les destructions de papiers qui furent alors consommées; il est vrai que ses rapports sont antérieurs aux grands triages opérés. Supprimée avec toutes les agences et commissions administratives par la loi du 4 ventôse an IV (23 février 1796)⁽⁶⁾, l'Agence temporaire ressuscita en vertu de l'arrêté du 5 floréal an iv (24 avril 1796), auquel il a été fait allusion⁽⁷⁾, sous la forme d'un Bureau de triage, dont la loi du 5 brumaire an v (26 octobre 1796) assura l'existence⁽⁸⁾. Ce Bureau, qui ne devait disparaître, à la suite de difficultés avec Camus⁽⁹⁾, qu'en vertu de l'arrêté consulaire du 1^{er} pluviôse an IX (25 janvier 1801)⁽¹⁾, appliqua à la Section judiciaire quelques-unes des règles susvisées, semble-t-il, par l'ancienne Agence, mais en y introduisant une sorte de réserve, ou, pour le moins, une espèce d'hésitation.

⁽⁷⁾ AB xv 3, AB II 5 (voir, en particulier, l'exposé fait par Terrasse à Daunou, au moment

où celui-ci entra en fonction, et la correspondance de l'archiviste avec l'architecte du Palais de Justice, Beaumont). Cf. Henri Stein, *Le Palais de Justice et la Sainte-Chapelle de Paris*, Paris, 1912, in-8°, p. 80; joindre : H. F. Delaborde, *Les bâtiments occupés par le Trésor des Chartes*, dans *Mémoires de la Société d'histoire de Paris*, t. XXIX, 1902, p. 159-172.

(8) Sur Terrasse père, voir plus haut, p. VI, n.3 ; sur Terrasse fils, voir plus bas, p. XIII, n. 3.

(9) Sur la marche du service, outre les sources signalées à la note précédente, voir la correspondance et les rapports classés dans AB II 5 et 6, ABV^A 4, U 1013 à 1016.

(1) *Coll. des décrets*, brumaire an III, p. 195.

(2) Compte rendu de brumaire an iv, pour Camus (ABV^e 2).

(3) Voir plus haut, p. VII, n. 4.

(4) Dans l'introduction, déjà citée, en tête des *Monuments historiques* de J. Tardif, Inventaires et documents publiés par ordre de l'Empereur, Paris, 1866, in-4°.

(5) AD XVIII^e 36. Cf. Boutaric, *Le vandalisme révolutionnaire*, dans *Revue des Questions historiques*, t. XII, 1877, p. 338 sq.

(6) *Bull. des lois* 28, n° 195. Une loi du 11 prairial an IV (30 mai 1736) ordonne le paiement du traitement dû aux membres et employés de la ci-devant Agence jusqu'au 19 floréal (*Bull. des lois* 51, n° 431).

(7) Voir plus haut, p. VIII, n. 3.

(8) *Bull. des lois* 85, n° 810. Joindre la loi du 21 prairial an IV (9 juin 1796), attribuant au ministère des Finances, et non plus à celui de la Justice, la surveillance des préposés au triage des titres (*Bull. des lois* 53, n° 464). La loi du 5 brumaire suspend l'exécution de la loi du 7 messidor an II (voir plus haut, p. VII) dans les départements comme trop coûteuse, la maintenant seulement dans la Seine et les neuf départements situés à l'ouest du Rhin, réunis en l'an IV (art. III et IV).

(9) M. Pierre Géraudel, *A. G. Camus, garde général des Archives nationales (1740-1804)*, dans *Positions de thèses de l'Ecole des Chartes*, 1942, p. 61 sq., souligne deux faits essentiels de la carrière "archivistique" de Camus : sa lutte, à son retour de captivité, contre le personnel du triage (1798), l'arrêté consulaire du 28 mai 1800, qui faisait de lui une sorte de ministre rendant compte directement au Premier Consul. ,

(1) *Bull. des lois*, 64, n° 482, p. 250.

Voici comment dans un compte rendu imprimé du 25 thermidor an VIII (13 août 1801), les membres du Bureau rendent compte de leur travail⁽²⁾.

(2) ABV^o2.

“Dans 50 dépôts ou environ concernant l'ordre judiciaire, dont un grand nombre très volumineux, la Section du Bureau pour cette partie, composée seulement de deux membres, s'est occupée :

“1° de la recherche et du débrouillement de toutes les pièces des greffes des tribunaux supprimés, ainsi que leur placement provisoire au dépôt judiciaire;

“2° de l'examen de plus de 100.000 sacs de procédures civiles et des procédures criminelles provenant des greffes des ci-devant Châtelet et Parlement de Paris⁽³⁾, ainsi que des juridictions qui en dépendaient;

(3) C'est à la fin de l'an v qu'on s'est occupé du transfert à la Section judiciaire des archives du Châtelet (cf. Camus, dans Ravaisson, op. cit., p. 361-362). Sur le triage des archives du Parlement, voir Camus, *eod. loc.*, p. 368-370. Sur le contenu des archives judiciaires à l'époque de Camus, voir, de lui, une note non datée dans AB xv 3.

“3° de l'examen d'environ 6.000 cartons et liasses provenant des Archives des ci-devant chanceliers et gardes des sceaux de France.”

Il n'est pas sans intérêt, à la faveur de ce texte, de noter le premier rapprochement entre documents des greffes et papiers de la Chancellerie. Celle-ci, de fait, constituée en ministère depuis 1791⁽⁴⁾, ne laisse pas, en l'an IX, de manifester une sorte d'intérêt pour les fonds groupés dans la Section judiciaire. C'est ainsi que la Cour d'appel de Paris s'estimant l'héritière, en quelque sorte, de l'ancien Parlement de Paris⁽⁵⁾, revendiqua, à ce moment, la gestion des fonds de la Section judiciaire, alimentée en grande partie par cette institution, et Abrial, ministre de la Justice, soutint énergiquement cette revendication, qui fut non moins énergiquement repoussée par Camus, puis par Daunou⁽¹⁾. En 1804, quand Daunou fut en possession de ses fonctions de garde des Archives, en vertu du décret du 14 frimaire an XIII (15 décembre 1804)⁽²⁾, la Section judiciaire demeurait sous ses ordres⁽³⁾. Bien plus, il semble qu'à l'Hôtel Soubise, affecté aux Archives de l'Empire par le décret du 6 mars 1808⁽⁴⁾, il ait été question de transférer matériellement les papiers de la Section judiciaire, puisqu'on devait y réunir " toutes les archives existantes à Paris sous quelque dénomination que ce puisse être", et qu'on ait renoncé à ce projet seulement faute de place⁽⁵⁾. Le tableau systématique établi par Daunou en 1811, développé et réimprimé en 1813⁽⁶⁾, indique que, dans la masse des papiers groupés dans la Section judiciaire⁽⁷⁾, le garde des archives a commencé d'introduire une espèce d'ordre, imaginé des lignes générales de classement, puisqu'on voit apparaître, avec les cotes qui ont subsisté jusqu'à maintenant, les divisions classiques :

⁽⁴⁾ Voir plus bas, p. XVI.

⁽⁵⁾ Ce sentiment n'est pas complètement aboli dans les milieux judiciaires : la Cour d'appel de Paris a fait, en juillet 1935 et mai 1941, des versements aux Archives nationales, bien que, en droit administratif strict, c'eût été plutôt aux Archives départementales de la Seine à recevoir ces documents.

⁽¹⁾ Le point de départ de cette polémique est un arrêté du tribunal d'appel du 21 nivôse an ix (11 janvier 1801). La lettre d'Abrial soutenant le projet est du 9 pluviôse an ix (ag janvier 1801). L'offensive se poursuivra, en l'an XII, au Conseil d'État, menée par Berlier, président du Conseil des prises, puis, en l'an XIII à la secrétairerie d'État: Cambacérès, Boulay de la Meurthe, Regnaud de Saint-Jean d'Angély ont participé à la polémique, dont les pièces sont réunies dans AB v^A4. Cf. Bordier, *Les archives de la France*, Paris, 1855, in-8°, p. 8.

⁽²⁾ *Bull. des lois*, i^{er} vendémiaire -- 30 ventôse an XIII, p. 147.

⁽³⁾ Mémoire de Daunou analysé et reproduit en partie par le marquis de Laborde, *loc. cit.*, p. LXXIX; cf. Ch.-V. Langlois, *loc. cit.*, p. IX.

⁽⁴⁾ AF IV, plaq. 2132, art. 5 du décret. Cf. Bordier, *op. cit.*, p. 17.

⁽⁵⁾ Rapport de Terrasse père au chevalier de la Rue, 4 mars 1816, AB xv 3.

⁽⁶⁾ Paris, 1813, in-4°. Cf. marquis de Laborde, *loc. cit.*, p. XCII, qui ne ménage pas ses critiques à cette systématisation; Ch.V. Langlois, *loc. cit.*, p. LX.

⁽⁷⁾ Daunou lui-même ne fait qu'une allusion très rapide à la Section judiciaire dans l'espèce de tableau de son activité personnelle qu'il a rédigé au début de la Restauration et que j'ai publié (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. CII, 1941, p. 335).

V. -- Grande Chancellerie et Conseils;

X. -- Parlement de Paris;

Y. -- Châtelet;

Z. -- Cours et Juridictions diverses;

sans compter les " tribunaux criminels extraordinaires" auxquels devait être plus tard affectée la lettre W.

La Section judiciaire subira plus tard encore un assaut. Les Archives de l'Empire relevaient depuis longtemps du ministère de l'Intérieur⁽¹⁾; le 17 mars 1831, une ordonnance de Louis-Philippe les plaçait dans les attributions du ministère du Commerce et des Travaux publics⁽²⁾. Seulement, dès le 11 mai suivant, par une autre ordonnance, la Section judiciaire, cessant de faire partie des Archives du royaume, était rattachée au ministère de la Justice⁽³⁾; l'objet de cette ordonnance était d'assurer à la Chancellerie la perception des émoluments prévus pour l'expédition des pièces conservées dans les greffes. Mais, à la suite d'une correspondance souvent un peu vive entre Daunou, d'une part, Gasparin et Montalivet, successifs ministres de l'Intérieur, de l'autre, l'ordonnance du 21 novembre 1836 fut prise, qui abrogeait purement et simplement celle du 11 mai 1831.

⁽¹⁾ En particulier, en vertu du décret du 21 septembre 1812, *Bull. des lois*, n° 455, p. 222.

⁽²⁾ *Bull. des lois*, 1^{er} semestre 1831, p. 272-273. L'énumération limitative, à l'article 1^{er}, des attributions du ministère de l'Intérieur en exclut les Archives.

⁽³⁾ *Bull. des lois*, 1^{er} semestre 1831, p. 615-616.

A cette date, d'après Daunou, la Section judiciaire comprenait les divisions⁽⁴⁾ et les masses d'articles suivants :

⁽⁴⁾ *Bull. des lois*, 2^e semestre 1836, p. 667. Sur toute cette affaire, voir AB V^A 6; cf. Bordier, *op. cit.*, p. 8.

Grande Chancellerie (V)	8.698 art.
Parlement de Paris (X)	26.238 --
Châtelet (Y)	19.420 --
Juridictions spéciales (Z)	7.944 --
Tribunaux criminels extraordinaires (W)	800 --
	63.100 art.

Et Daunou voyait alors si grandement les choses qu'il fut même question de réunir à Paris les archives de tous les Parlements provinciaux⁽⁵⁾ : Daunou restait l'homme des archives du Grand Empire concentrées à l'Hôtel Soubise.

⁽⁵⁾ AB V^A 6.

De ce vaste projet, il ne devait plus être question plus tard. Mais cependant se réalisait rue des Francs-Bourgeois tout un programme d'extension⁽¹⁾. On devait aboutir, tôt ou tard, à souder aux fonds déjà groupés aux Archives du royaume les fonds de la Section judiciaire. De fait, au mois d'octobre 1847, celle-ci était transportée à l'Hôtel Soubise⁽²⁾; le transfert exigea, pour les 1.388 m³ de l'ensemble, 250 voitures, 125 journées d'hommes de peine et une dépense de 8.383 fr. 70. Les deux chefs de la Section judiciaire, Terrasse fils⁽³⁾ et Cauchois-Lemaire⁽⁴⁾, passèrent du même coup à l'Hôtel Soubise, mais, le 15 août 1848, le premier obtint sa mise à la retraite.

⁽¹⁾ H. Bordier, *op. cit.*, p. 40. A noter qu'inversement, sous le Directoire, il avait été question de la Sainte-Chapelle pour abriter les Archives nationales (projet Giraud, architecte des Beaux-Arts : cf. H. Stein, *op. cit.*, p. 158). Le Trésor des Chartes, transféré en l'an XIII, de la Sainte-Chapelle au Louvre, dans les locaux des Académies supprimées, avait passé en 1808 à l'Hôtel Soubise.

⁽²⁾ AB V^A 6, AB XXIII^c. Un fonds spécial de 10.000 francs avait été prévu à cet effet par l'ordonnance du 15 septembre 1847.

⁽³⁾ Né le 26 octobre 1776, Auguste-Nicolas Terrasse, après avoir été clerc, a été employé successivement au Bureau de l'Agence de l'envoi des lois et au Secrétariat du Gouvernement, puis fut nommé le 1^{er} juillet 1809 second commis à la Section judiciaire; adjoint de son père le 1^{er} janvier 1815, il lui succéda le 20 avril 1824 et fut mis, sur sa demande, à la retraite le 15 août 1848 (AB IV^o, registre matricule du personnel des Archives nationales, F⁷⁰ 359).

⁽⁴⁾ Né le 28 août 1789, mort le 9 août 1861, est entré aux Archives -- après une carrière de journaliste -- en 1840; chef adjoint de la Section législative et judiciaire, le 14 août 1856. Il a eu une carrière mouvementée du fait de son irascible caractère (AB IV^e, registre matricule du Personnel des Archives nationales, F⁷⁰ 354).

C'est Cauchois-Lemaire qui présida à la fusion, préalablement ordonnée par ordonnance du 5 janvier 1846⁽⁵⁾, de la Section judiciaire avec la Section législative déjà existante⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ *Bull. des lois*, 1^{er} semestre de 1846, p. 78 sq. En fait, ce texte porte règlement général pour les Archives du royaume. Son article I porte que celles-ci sont divisées en trois sections : historique, administrative, judiciaire.

⁽⁶⁾ AB XV i.

Après avoir décrit les vicissitudes multiples qui marquent l'existence de la Section judiciaire de l'an II à l'année 1847, il serait décourageant d'exposer l'étonnante mobilité des sections entre lesquelles les matériaux documentaires et le personnel des Archives, -- appelons-les désormais nationales --, furent répartis à dater de l'an VIII, quand l'arrêté consulaire du 8 prairial (28 mai 1800) les détacha du Corps législatif⁽⁷⁾. Disons seulement que la Section législative date du début de l'institution et redevint autonome en 1812 ; en 1897, la Section administrative se changea presque intégralement en Section moderne; la Section ancienne, enfin, fut formée en 1912, en vertu d'un décret du 14 décembre 1911⁽¹⁾, par la réunion de la Section historique, qui remonte aux origines et avait été réorganisée en 1897, et de la Section administrative et judiciaire. Celle-ci, constituée par le décret du 23 février 1897⁽²⁾, devait comprendre les fonds de l'ancienne Section judiciaire et une partie des fonds de l'ancienne Section administrative⁽³⁾.

⁽⁷⁾ *Bull. des lois* 45, n^o 327.

⁽¹⁾ *Bull. des lois*, partie principale, 1911, 2^e partie, p. 2814-2815.

⁽²⁾ *Lois, décrets, arrêtés, règlements relatifs : 1^o aux Archives nationales, 2^o aux Archives départementales*, Paris, 1905, in-8^o, p. 28-29.

⁽³⁾ Sur toutes ces mutations, qui, de l'extérieur, paraissent presque fantaisistes, cf. Henri Courteault, *Les Archives nationales de 1902 à 1936*, Paris, 1939, in-8^o, appendice II, p. 175 sq.

C'est à la Section législative, -- et point à la Section judiciaire logée au palais de Justice--, qu'avaient été, dès l'abord, intégrés, les papiers versés au dépôt central par le ministère de la Justice, héritier de la Chancellerie, et il aurait été logique qu'ils eussent passé à la Section judiciaire. Mais, élaborés principalement par le ministère de la Justice créé par la Révolution, ils devaient s'aligner, en quelque sorte, sur les fonds d'archives issus des autres ministères de même origine, et c'est la Section législative et judiciaire qui commença de les traiter⁽⁴⁾; ils sont aujourd'hui gérés par la Section moderne. On ne peut tout de même point considérer comme un pur hors-d'œuvre ce qui vient d'être dit de l'ancienne Section judiciaire, qui, au moins pour les papiers groupés sous la lettre V, -- sans compter d'autres références --, constitue la préface de la série BB Justice. De cette série, il est temps de parler et il convient tout d'abord de faire un rapide historique de l'institution qui en a élaboré les éléments.

⁽⁴⁾ Voir les rapports de Cauchois-Lemaire de février 1850 et février 1851 (AB XVI). A cette date, les quatre premières sous-séries (voir plus bas, p. LXV) étaient dégagées, correspondant à 8.200 liasses et 437 registres).

La création du ministère de la Justice. -- Le ministre de la Justice est le successeur du Chancelier de France. S'il manque encore une étude définitive sur les attributions de ce premier fonctionnaire de la monarchie, on les connaît cependant assez pour dire qu'il est le chef de la justice et de tous les conseils du Roi et, à ce titre, dresse les ordonnances, édits, déclarations et lettres-patentes qui ont trait à l'administration de la justice⁽¹⁾. D'ordinaire, il est garde des sceaux, c'est-à-dire qu'il détient les moyens matériels d'authentifier et de rendre exécutoires les ordres royaux, mais son office étant viager et lui-même inamovible, le roi ne peut se débarrasser d'un fonctionnaire vieilli ou qui a cessé de plaire; dans ce cas, il se borne à lui reprendre les sceaux et à confier ceux-ci à une personne de son choix, qui porte le titre rétréci de "garde des sceaux". On sait que, sur ce point, la force de la tradition a été telle que le ministre de la Justice des temps modernes, de 1815 à 1946, a toujours été nommé ou surnommé garde des sceaux et que cent cinquante ans après le décret du 7 septembre 1790, qui a supprimé les chancelleries⁽²⁾, on continue de donner le nom de Chancellerie à la réunion des services de son administration. Parmi ceux-ci, au reste, demeure, singulièrement réduit, celui qui a pour objet propre le scellement des lois et décrets⁽³⁾. La survivance du terme a été renforcée par l'institution d'un Chancelier de France sous la Restauration⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Abraham Tessereau, *Histoire chronologique de la Grande Chancellerie de France*, Paris, 1705-10, 2 vol. in-f°; Piganiol de la Force, *Du Chancelier de France*, dans *Collection Leber*, t. VI, 1838, in-8°, p. 197 sq.; Blanchard, *Compilation chronologique...*, Paris, 1715, in-f°; de Luçay, *Des origines du pouvoir ministériel en France*, 1881, in 8°; Marcel Marion, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1924, in-8°, p. 483-484; Paul Viollet, *Le Roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la Monarchie*, Paris, 1912, in-8°; Séligman, *La justice en France pendant la Révolution*, t. I, Paris, 1901, in-8°, p. 50 sq. Cf. Jean Bourdon, *La réforme judiciaire de l'an VIII*, Rodez, 1941, in-8°, t. I, 153 sq., 249 sq. Joindre les mémoires du XVII^e siècle conservés aux Archives nationales, U 939 et U 948, et à la Bibliothèque nationale, fonds français, nouv. acq. 19734, et ce que M. Louis André dit de Le Tellier, chancelier, dans son ouvrage *Michel Le Tellier et Louvois*, Paris, 1942, in-8°, p. 513-575.

⁽²⁾ Décret sur la "suppression des anciens officiers et tribunaux" (*Coll. des décrets*, septembre 1790, p. 30 sq.). Le décret ne concerne pas la Grande Chancellerie proprement dite, mais l'ensemble des chancelleries judiciaires (art. XXIII, p. 36).

⁽³⁾ Voir plus bas, p. LXXVII.

⁽⁴⁾ Voir plus bas, p. XXII.

Lorsque la Révolution commence, c'est Maupeou qui, depuis le 16 septembre 1768, est chancelier, mais c'est Barentin qui, à partir du 24 avril 1774 "donne le sceau"⁽⁵⁾. A Barentin, démissionnaire le 3 août 1789, après la grande crise de juillet, succède le lendemain⁽¹⁾ l'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé⁽²⁾, qui sera le dernier garde des sceaux de l'ancien régime. Le 21 novembre 1790, en effet, Louis XVI lui reprend les sceaux⁽³⁾ et nomme ministre de la Justice Duport-Dutertre, lieutenant du maire de Paris⁽⁴⁾. On est à la veille du vote du décret sur l'organisation du Tribunal de Cassation, en date du 27 novembre 1790, et dont l'article 3 1 prononce : "L'office de Chancelier de France est supprimé"⁽⁵⁾. Mais il faut attendre quelques mois avant que les fonctions de Duport soient définies avec précision⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ *Almanach royal*, 1784, p. 167 sq. Cf. Jacques de Maupeou, *Le Chancelier Maupeou*, Paris, 1942, in-8°; Georges Bourgin, *Note sur la Division civile du Ministère de la Justice et les Archives de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux* dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. VI, 1929, p. 258; et., *La Commission des administratiions civiles, police et tribunaux*, ibid., t. VII, 1930, p. 176.

⁽¹⁾ *Almanach royal*, 1790, p. 262. Cf. G. Brière, *Les ministères français (1789-1911)*, p. 21-22.

(2) Barentin, émigré, s'attribuera le titre de chancelier à la mort de Maupeou (29 juillet 1792). Sur Champion de Cicé, cf. Lévy-Schneider, *Mgr. Champion de Cicé*, Paris, 1901, in-8°.

(3) *Procès-verbal imprimé de la Constituante*, nov. 1790, p. 12. Champion de Cicé avait offert sa démission dès le 4 octobre.

(4) *Procès-verbal imprimé*, 22 novembre 1790, p. 17.

(5) *Coll. des décrets*, novembre 1790, p. 234.

(6) A l'*Almanach national* de 1791, p. 181 il est question du “département de la Justice et du sceau”, mais point des bureaux nouveaux, et c'est toujours l'organisation de la Grande Chancellerie qui est décrite. Duport-Dutertre, décrété d'accusation après le 10 août 1792, finira par passer devant le Tribunal révolutionnaire qui le condamnera à mort (W 298, dr. 285).

C'est le décret du 27 avril 1791, “relatif à l'organisation du ministère⁽⁷⁾”, qui détermine, en son article 5, les fonctions du ministre de la Justice. Elles doivent être :

(7) *Coll. des décrets*, août 1791, p. 265, sq. La sanction est du 27 mai. Voir le rapport de Deméunier, au nom du Comité de Constitution (AD XVIII^A24), et les textes groupés dans BB³⁰ 512, dr. 3.

1° de garder le sceau de l'État, de sceller les lois, les traités, les lettres-patentes de provisions d'offices, les commissions, patentes et diplômes du gouvernement;

2° d'exécuter les lois relatives à la sanction des décrets du Corps législatif, à leur promulgation et à l'expédition des lois;

3° d'entretenir une correspondance habituelle avec les tribunaux et les commissaires du Roi;

4° de donner aux juges des tribunaux de district et des tribunaux criminels ainsi qu'aux juges de paix et de commerce tous les avertissements nécessaires, de les rappeler à la règle et de veiller à ce que la justice soit bien administrée;

5° de soumettre au Corps législatif les questions qui lui seront proposées relativement à l'ordre judiciaire et qui exigeront une interprétation de la loi;

6° de transmettre au commissaire du Roi près le Tribunal de cassation les pièces et mémoires concernant les affaires qui lui auront été déférées et qui seront de nature à être portées à ce Tribunal ; d'accompagner ces pièces et mémoires des éclaircissements et observations dont il les croira susceptibles ;

7° de rendre compte à la Législature, au commencement de chaque session, de l'état de l'administration de la Justice et des abus qui auraient pu s'y introduire.

Et l'article 6 ajoute :

Il y aura près du ministre de la Justice trois gardes et un officier qui veilleront sur le sceau de l'État.

“Les secrétaires du Roi du Grand Collège, sont supprimés. “Sont pareillement supprimés les officiers de chancellerie, à l'exception de deux huissiers, lesquels serviront près la personne du ministre à l'audience du sceau et pourront exercer auprès du Tribunal de Cassation.”

Texte fondamental qui est la charte constitutive d'un organisme ministériel dont, depuis 1791, les caractères fondamentaux n'ont pas été modifiés.

Ce n'est pas que les secousses multiples subies par le système qu'édifia la Révolution française ne se soient pas fait sentir sur le ministère de la Justice lui-même. On n'indiquera ici que les étapes essentielles de cette histoire. Ainsi, lors de la fuite à Varennes, Duport-Dutertre se présente à la Constituante et dépose entre les mains de l'Assemblée le sceau de l'État, indiquant ainsi, par un geste symbolique, la carence de l'exécutif⁽¹⁾. Puis s'opère la réconciliation nationale, enregistrée par la Constitution de 1791⁽²⁾, et la section IV du chapitre II de celle-ci, consacrée aux ministres, le chapitre V, qui concerne le pouvoir judiciaire, formulent les principes de l'ordre nouveau en ce qui concerne la justice. Mais le conflit se rouvre entre le roi et la représentation nationale; toute une série de décrets, votés le 10 août 1792 par la Législative, règlent le mode de désignation des ministres, élus individuellement par l'assemblée, mais pris hors de son sein⁽¹⁾, et le mode d'authentifier, en dehors de la sanction royale, par l'apposition du sceau de l'État, les décrets non encore sanctionnés⁽²⁾. Avant la fin de la journée qui marque la fin de la Monarchie, Danton a été élu ministre de la Justice⁽³⁾. Le lendemain, le ministre constitutionnel, de Joly⁽⁴⁾, envoie au président de la Législative une humble lettre pour l'informer que, son successeur étant nommé, il aurait voulu lui remettre en personne les sceaux, mais que, le département ayant apposé les scellés sur le cabinet où ils sont gardés, il ne peut qu'adresser au président les clés de l'armoire et des coffres qui les renferment. Le 14 août, Danton demande à la Législative de décréter une nouvelle formule pour la promulgation des lois et de changer le sceau de l'État⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ *Procès-verbaux imprimés*, 21 juin 1791, p. 8. Cf. Séligman, *op. cit.*, t. II, p. 25-26.

⁽²⁾ *Coll. des décrets*, au 3 septembre, août-septembre 1791, p. 10 sq.

⁽¹⁾ *Coll. des décrets*, août, 2^e vol., p. 9-10.

⁽²⁾ *Eod. loc.*, p. 11-12. Sur le mécanisme de la sanction et l'organisation du bureau des décrets, voir les textes groupés par un ancien fonctionnaire de la Justice, dans ABXIX 612, dr. 6 et plus bas, p. XXVI.

⁽³⁾ *Coll. des décrets*, août-septembre 1792, t. I, p. 19. Cf. Séligman, *op. cit.*, t. II, p. 184 et n. 2.

⁽⁴⁾ G. Bourgin, *loc. cit.*, p. 260.

⁽⁵⁾ A. Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. IV, Paris, 1899, in-4°, n° 3842, p. 473. Sur la promulgation des lois, voir Jacques de Dampierre, *Les publications officielles des pouvoirs publics*, Paris, 1942, in-8°, p. 124 sq.

Au moment où la Convention va commencer de présider aux destinées du pays, les bureaux du ministère ont déjà reçu leur première organisation⁽⁶⁾. En dehors d'un secrétariat général, d'un secrétariat particulier du ministre, du service d'audience du sceau et du Conseil judiciaire, on distingue quatre bureaux : correspondance, bureau d'expédition, envoi des lois, sanction et archives. Jusqu'à l'an II en tout cas, rien de vraiment nouveau n'apparaît dans cette organisation, sinon une spécialisation progressive⁽⁷⁾, avec, en l'an II, à l'intérieur de la division de la correspondance, l'apparition du " criminel " et du " civile " ⁽⁸⁾. Notons également que, en dépit du grand bouleversement qui s'opère alors dans les institutions françaises, Garat, qui détient le portefeuille, est qualifié de " ministre de la Justice, garde du sceau de la République " ⁽¹⁾. A Garat, passant à l'Intérieur le 13 mars 1793, succède le secrétaire lui-même du ministre, Gohier, le futur membre du Directoire, dont le rôle ne dépasse pas le mois d'août 1794⁽²⁾. A cette date en effet, le ministère de la Justice devait être temporairement supprimé.

⁽⁶⁾ *Almanach national*, 1792, p. 230-231. Les cartons BB³⁰ 22 et 23 consultés à cet égard n'ont rien fourni.

⁽⁷⁾ *Almanach national*, 1793, p. 125 sq. La spécialisation, à ce stade de développement institutionnel, est surtout d'ordre géographique, la correspondance se trouvant répartie par grandes régions (ouest, nord et est, centre, sud de Paris).

⁽⁸⁾ *Almanach national*, an II, p. 232 sq. A la Division de la correspondance, on trouve trois bureaux pour le criminel et trois pour le civil. Dans l'ensemble et en contradiction avec ce qui a été constaté pour d'autres départements ministériels de l'époque révolutionnaire, -- la Guerre, par exemple, -- le personnel du ministère de la Justice paraît abondant.

⁽¹⁾ *Almanach national*, 1793, p. 125. Il n'est pas fait ici allusion au mode de désignation du ministre, élu et choisi hors de la Convention (décrets des 26 et 29 septembre 1792, *Coll. des décrets*, septembre-novembre 1792, p. 16 et 34), car l'accent est mis sur l'histoire administrative et non sur l'histoire constitutionnelle. Garat est le successeur de Danton. Cf. G. Bourgin, *loc. cit.*, p. 264.

⁽²⁾ Sur Gohier, voir la notice de James Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale*, Collection des documents inédits, t. I, Paris, 1891, in-4°, p. LXXXVI, et la *Nouvelle biographie générale* de Didot, t. XXI, Paris, 1858, in-8°, col. 76-81.

La Commission exécutive provisoire des administrations civiles, police et tribunaux. -- Le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), l'organisation ministérielle créée en 1790 faisait place aux douze commissions exécutives provisoires⁽³⁾. Leur personnel dirigeant ne fut élu que le 29 germinal (18 avril)⁽⁴⁾, les services de la Justice furent incorporés dans la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, laquelle réunissait ainsi plusieurs des attributions de la Chancellerie et de l'Intérieur. En liaison étroite avec la Commission, puis Agence de l'envoi des lois et avec l'Imprimerie des administrations nationales, cette Commission comprit sept divisions, plus deux bureaux annexes⁽⁵⁾, et l'on constate qu'à la deuxième et à la troisième de ces divisions deux anciens fonctionnaires du ministère de la Justice, Aumont et Mourre, étaient chargés respectivement des affaires criminelles et civiles.

⁽³⁾ *Coll. des décrets*, germinal an II, p. 101 sq. Cf. G. Bourgin, *loc. cit.*, p. 261 ; G. Belloni, *Les douze commissions exécutives établies en l'an II*, dans *La Révolution française*, 1924, t. LXXVII, p. 97 sq.

⁽⁴⁾ *Coll. des décrets*, germinal an II, p. 232-233. Cf. Belloni, *loc. cit.*, p. 104.

⁽⁵⁾ *Almanach national*, an III, p. 144 sq. Sur le fonctionnement de la Commission, on consultera un rapport de l'ex-commissaire provisoire Aumont, publié par G. Bourgin, dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. VII, 1930, p. 176 sq.

Pas plus que la plupart des institutions révolutionnaires, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux n'a fait jusqu'à présent l'objet d'étude sérieuse⁽¹⁾. Notons au demeurant, -- ce qui ajoute encore à la complexité du fonctionnement des institutions, -- que la Commission travailla d'abord sous le contrôle du Comité de Salut public, détenteur de l'Exécutif depuis la disparition du Conseil exécutif provisoire qui cessa de tenir séance à partir du 1^{er} floréal an II (20 avril 1794)⁽²⁾, puis, après la réorganisation des Comités de la Convention par le décret du 7 fructidor an II (24 août 1794)⁽³⁾, sous celui du Comité de législation⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Voir les cotes données par les articles déjà signalés de G. Bourgin (voir plus haut p. xv, n. 5). Sur le Commissaire Herman, qui avait été auparavant président du Tribunal révolutionnaire, voir son dossier de condamnation à mort, W 499, n° 550. Cf. A. Mathiez, *Herman et son frère*, dans *Annales révolutionnaires*, 1917, t. IX, p. 407 sq. Après la disparition d'Herman et de son adjoint Lanne (même dossier), exécutés après le 9 thermidor, c'est Mourre et Aumont qui furent chargés de régir la Commission. Sur ces personnages, voir Douarche, *Les tribunaux civils de Paris pendant la Révolution*, Coll. de doc. relatifs à l'hist. de Paris pendant la Rév. fr., Paris, t. II, 1907, in-8°, Annexe II, p. 927-928. Il manque également des études sur l'Agence de l'envoi des lois et sur l'Imprimerie nationale. Sur celle-ci voir plus bas, p. XXIII, n. 7.

⁽²⁾ AF II 23^A et AF II* 225.

⁽³⁾ *Procès-verbal imprimé*, fructidor an II, p. 109.

⁽⁴⁾ Les archives du Comité (sous-série DIII). Voir l'Inventaire n° 563, et G. Bourgin, *Le Comité de législation, Étude sur un fonds juridique des Archives nationales*, dans *Revue historique de droit français et étranger*, 1911, t. XXX, particulièrement p. 634 sq.

Le ministère de la Justice depuis l'an III. -- La Commission des administrations civiles, police et tribunaux fonctionna jusqu'au rétablissement des ministères, qui avait été prévu par la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795)⁽⁵⁾ et qui fit l'objet du décret du 10 vendémiaire an IV (20 octobre 1795)⁽⁶⁾. C'est Merlin de Douai qui, nommé ministre par arrêté directorial du 12 brumaire an IV (3 novembre 1795)⁽¹⁾, fut chargé de remettre la Chancellerie en état de fonctionner.

⁽⁵⁾ Article CXLVIII, *Coll. des décrets*, fructidor an III, p. 51.

⁽⁶⁾ *Coll. des décrets*, vendémiaire an IV, p. 80-84. Le décret, qui prévoyait l'institution de six départements ministériels, fut complété par celui du 12 nivôse an IV (a janvier 1796), instituant le ministère de la Police générale (*Coll. des lois*, t. I, p. 109-111).

⁽¹⁾ Debidour, *op. cit.*, t. I, p. 8. Sur Merlin de Douai, cf. G. Bourgin, *loc. cit.*, p. 262 et n. 10; E. Welvert, dans *Lendemains révolutionnaires*, Paris, s. d., in-8°, p. 339 sq.; Gruffy, *Merlin de Douai*, Paris, 1934, in-8°. Sur le ministère de la Justice pendant le Directoire, cf. G. Bourgin, *loc. cit.*, p. 263 et n. 2; *Almanach national*, an IV, p. 68-70; an v, p. 69-73; an VI, p. 93-98; an VII, avec une seule modification touchant le bureau de la comptabilité, devenu division, p. 93. Il convient toutefois de noter que Merlin fut également chargé du ministère de la Police générale du 17 nivôse an IV (7 janvier 1796) au 14 germinal an IV (3 avril 1796), -- réunion provisoire qu'on verra reparaître sous l'Empire (voir plus bas, p. XXII, n.4). Cf. *Nouvelle biographie générale* de Didot, t. XXXV, Paris, 1865, in-8°, col. 89.

Dès lors, jusqu'à nos jours, il n'y aura plus dans les services de celle-ci de changements véritablement caractéristiques⁽²⁾.

⁽²⁾ Il n'existe pas de travail d'ensemble sur l'histoire du ministère de la Justice. On peut consulter pour certaines périodes ou certains aspects de cette histoire : Hiver, *Histoire critique des institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848*, Paris, 1848, in-8°; Casenave, *Étude sur les tribunaux de Paris de 1791 à 1800*, Paris, 1873, in-8° (d'après les minutes du Palais de Justice de Paris, brûlées en mai 1871, lors de la Commune); A. Douarce, *Les tribunaux civils de Paris pendant la Révolution* (Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution française), Paris, 1905-1907, 2 vol. in-8°; J. Josal, *Le ministère des Finances, son fonctionnement, suivi d'une étude sur l'organisation générale des autres ministères*, Paris, 1882, in-8°. On pourra joindre les publications énumérées au *Catalogue général de l'histoire de France*, t. VII, Paris, 1861, in-4°, p. 314 sq.

Le Coup d'État de brumaire an VIII ne modifia rien, en effet, d'essentiel au système directorial⁽³⁾. Il faut tout de même indiquer que si, officiellement, Cambacérès n'a été ministre de la Justice que pendant les derniers mois du Directoire et sous le Consulat provisoire, en tout moins d'un semestre, il est demeuré le véritable ministre de la Justice de 1799 à 1814, sous les noms des successifs titulaires du portefeuille : Abrial, Régnier et Molé, qui n'eurent d'autres fonctions que celles d'un secrétaire général chargé de préparer la besogne du maître⁽⁴⁾. Ainsi a-t-il porté justement le titre d'Archi-Chancelier de l'Empire que lui conféra Napoléon I^{er} le 28 floréal an XII (18 mai 1804)⁽¹⁾. Le titre de "Grand-Juge" donné au ministre proprement dit⁽²⁾ correspond pourtant à une extension des pouvoirs du détenteur officiel du portefeuille⁽³⁾, et il faut noter encore qu'au ministre de la Justice finit par être attribué, par le Code civil et l'arrêté consulaire du 20 prairial an XI (9 juin 1803), tout ce qui concerne l'état civil, naguère relevant de l'Intérieur⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Cf. la Constitution du 28 frimaire an VIII (19 décembre 1799) [*Bull. des lois* 333, art.

54]. Abrial est le premier ministre de la Justice du Consulat : il est nommé le 4 nivôse an VIII (25 décembre 1799) [*Bull. des lois* 340, n° 3501].

⁽⁴⁾ J. Bourdon, *La réforme judiciaire de l'an VIII*, Rodez, 1942, in-8°, t. I, p. 209 sq., 254-256. M. Bourdon affirme, p. 240, que Cambacérès a été un jurisconsulte en même temps qu'un administrateur, -- lequel voyait lui-même toutes les propositions de nominations de magistrats et d'officiers ministériels (*ibid.*, p. 225-226). Cf. Pierre Vialles, *L'archichancelier Cambacérès*, Paris; 1908, m-8°; Jean Thiry, *Cambacérès*, Paris, 1935, in-8°.

⁽¹⁾ *Bull. des lois*, 28 floréal an XII.

⁽²⁾ Art. 78 du sénatus-consulte du 16 thermidor an x (4 août 1802) sur le Consulat à vie (*Bull. des lois*, germinal-fructidor an x, p. 546).

⁽³⁾ J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 253 : articles 81, 82, 86 du sénatus-consulte indiqué à la note précédente : présidence du Tribunal de Cassation et des tribunaux d'appel, quand le gouvernement le juge convenable; droit de "surveiller" et de "reprandre" les magistrats; exercice sous son contrôle par le Tribunal de Cassation du droit de censurer les tribunaux d'appel et criminels; seul membre de droit du Conseil privé qui prononce sur les grâces.

⁽⁴⁾ J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 252. Les nouvelles attributions du ministère de la Justice résultent des décisions du Conseil extraordinaire du 3 pluviôse an VIII (23 janvier 1800) [AF IV 123 1]. Ajoutons enfin, au sujet de la comptabilité, l'arrêté consulaire du 17 messidor an x (6 juillet 1802), chargeant le ministre de la Justice d'ordonner les traitements des magistrats et les menus frais des tribunaux. On ne mentionne ici que pour mémoire le rattachement du ministère de la Police générale (28 fructidor an x -- 15 septembre 1802), après la disgrâce de Fouché, au ministère de la Justice. Ce rattachement prend fin le 21 messidor an XII (10 juillet 1804). Cf. Ch. Schmidt, dans *État sommaire des versements...*, t. I, Paris, 1924, in-8°, p. 287; E. d'Hauterive, *Napoléon et sa police*, Paris, 1943, in-8°, p. 12-13.

Sous l'impulsion de l'Archi-Chancelier et du Grand-Juge, le ministère impérial de la Justice fonctionna selon la formule que la Révolution avait déjà mise au point⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ C'est ce qui résulte de l'étude des dossiers même de la Justice, faite, *op. cit.*, par M. J. Bourdon, t. I, p. 249 sq. Voir *Almanach national*, an XII, p. 102-104, an XIII, p. 116-119; la correspondance du Grand Juge avec l'Empereur, AF IV 1042; joindre AF IV* 450 et 451. A consulter également le répertoire des actes relatifs à la Justice, an XII-1814, AF IV* 373 à 379, la collection des lois, an ix-1810, AF IV 991 à 1009^B, la publication des lois, AF IV 1034, l'enregistrement des mises en jugement, AF IV* 3 a 2 et 323. Sur le mécanisme de l'élaboration des décrets impériaux, on peut se reporter à la critique minutieuse et ingénieuse de J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 74-80.

Avec la Restauration, il faut enregistrer de légères modifications. A la tête de la "Chancellerie de France"⁽⁶⁾ figure, depuis le 13 mai 1814, un chancelier en la personne de Dambray⁽⁷⁾. La charge de chancelier est d'ailleurs exercée par Dambray à la place de son beau-père Barentin, l'ancien Chancelier de France, jusqu'au 29 décembre 1819. A la mort de Dambray, c'est le marquis de Pastoret qui lui succède. La Charte du 14 août 1830, dans son article 25⁽¹⁾, déclare que la Chambre des Pairs est présidée par le Chancelier de France, mais le baron Pasquier, qui est pourtant nommé président le 3 août 1830, ne prend le titre de chancelier que par ordonnance du 27 mai 1837⁽²⁾, et, après la chute du régime de juillet, il n'est plus question de chancelier, s'il l'est toujours de chancellerie. Les termes de "ministre de la justice, garde des sceaux" finiront par prévaloir, à mesure qu'on s'éloigne de 1814⁽³⁾. En tous cas, l'institution elle-même ne variera pas, même pendant les périodes de crise ou de transition de 1830, 1848, 1852, 1870, 1875. Pas même avec la "Révolution nationale" de 1940. Peu importe qu'on ait adjoint au garde des sceaux un sous-secrétaire d'État sous la Restauration⁽⁴⁾ ou sous la Troisième République⁽⁵⁾, qu'on ait rattaché à la Chancellerie de grands services administratifs ou politiques comme la direction des cultes⁽⁶⁾, qu'on en ait distrait d'autres, qui

n'y avaient été agrégés que pour des raisons directement techniques, comme l'Imprimerie nationale⁽⁷⁾, les services constitutifs du ministère de la Justice sont les suivants⁽⁸⁾ :

⁽⁶⁾ *Almanach royal*, 1814-1815, p. 80.

⁽⁷⁾ *Bull. des lois*, avril-juillet 1814, p. 120. Le 3 avril 1814, le Gouvernement provisoire s'était contenté de désigner comme commissaire à la Justice le baron Henrion de Pansey. Cf. Renée Laude, *Henrion de Pansey (1742-1829)*, Paris, 1941, in-8°.

⁽¹⁾ *Bull. des lois*, 9^e série, t. I, p. 55. Cf. Pasquier, *Mémoires*, t. VI, Paris, 1895, in-8°, p. 331.

⁽²⁾ *Bull. des lois*, 1^{er} semestre 1837, n° 349.

⁽³⁾ Entre les deux termes s'insère souvent celui de secrétaire d'État.

⁽⁴⁾ Par exemple : de Trinquelague dans le premier cabinet Richelieu (9 mai 1816) ou le comte Siméon dans le cabinet Decazes (24 juin 1820) ou Bourdeau dans le cabinet Martignac (24 janvier 1829).

⁽⁵⁾ Par exemple Martin-Feuillée dans le "Grand Cabinet" Gambetta (14 novembre 1881) ou Varambon dans les cabinets de Freycinet, Duclerc et Fallières (1882-1883).

⁽⁶⁾ Cf. G. Bourgin, *Les sources manuscrites de l'histoire religieuse de la France moderne*, Bibliothèque d'histoire ecclésiastique de la France, Paris, 1925, in-8°, p. 55.

⁽⁷⁾ Au début, le ministère de la Justice, chargé de faire exécuter les lois, a l'obligation de les faire connaître par leur impression et leur distribution : de là, le rattachement de l'Imprimerie nationale et de l'Agence de l'envoi des lois (voir plus haut, p. XIX). Cf. plus bas, p. LXV, ce qui est dit de la sous-série BB⁴ qui, particulièrement sous les cotes 3 3 et suiv., contient des documents importants sur l'Imprimerie nationale. L'imprimerie des publications officielles est rattachée depuis 1910 au ministère des Finances, et, le 7 juin 1937, elle a fait aux Archives nationales un versement de dossiers se rapportant à la période 1656-1911, qui constituent la sous-série AJ¹⁷; voir l'inventaire n° 991.

⁽⁸⁾ Le cadre proposé résulte de l'analyse des *Almanachs* royaux, impériaux, nationaux, et de l'étude des sous-séries (voir plus bas, p. LXV), particulièrement de BB⁴ *passim* et BB³⁰ 497 à 508, 512 à 517. Mais c'est une étude de détail qu'il faudrait, à élaborer sur le plan de l'évolution institutionnelle, et dans le sens des préoccupations critiques qui ont guidé M. J. Bourdon pour sa belle thèse déjà citée, *La réforme judiciaire de l'an VIII*, Rodez, 1942, vol. in-8°, Introduction. Cet auteur remarque que les registres de correspondance permettent de mieux distinguer les divisions et les tribunaux que ne le fait l'*Almanach national* (Op. cit., t. I, p. 109).

Secrétariat particulier du ministre⁽¹⁾, secrétariat général et cabinet⁽²⁾; direction du personnel⁽³⁾, s'appliquant aux magistrats assis ou debout des cours, tribunaux de première instance, justices de paix⁽⁴⁾; comptabilité, y compris les pensions et les secours; division des affaires civiles⁽⁵⁾, traitant de toutes les questions de législation et d'organisation judiciaire et s'appliquant par un de ses bureaux à la désignation et au contrôle des notaires et officiers ministériels; direction des affaires criminelles et des grâces, dans laquelle a été intégré un bureau de statistique qui élabore des statistiques en matière civile et commerciale aussi bien que criminelle, et tient à jour le "casier central"⁽⁶⁾; service des archives, cette Cendrillon de l'administration, toujours sacrifié, s'amenuisant progressivement, pour être finalement abandonné à un fonctionnaire subalterne⁽⁷⁾ auquel la Chancellerie a compris la nécessité de substituer un archiviste-paléographe.

⁽¹⁾ Cf. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 109 et sq. A ne pas confondre avec le Bureau particulier (Id. *ibid.*, p. III sq., 257 sq.).

⁽²⁾ Cf. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. III, 256. Sur certaines erreurs d'attributions de dossiers au Cabinet, voir, plus bas, p. LVII, ce qui est dit de la sous-série BB³⁰.

⁽³⁾ Dont les papiers ont été particulièrement utilisés par M. Bourdon pour son livre sur le Consulat (*La réforme judiciaire de l'an VIII*), déjà cité, et M. Rousselet pour sa thèse *La magistrature sous la Monarchie de Juillet*, Paris, 1937, in-8°.

⁽⁴⁾ La magistrature coloniale doit être en grande partie considérée à part. Voir, à cet égard, la s.-- Série F⁸⁰, Algérie. Cf. G. Bourgin, *Les documents de l'Algérie conservés aux Archives nationales (Extrait de la Revue africaine)*, Alger, 1905, in-8°, p. 176-177; G. Bourgin et M. Dillay, *Inventaire du fonds de l'Algérie aux Archives nationales (F⁸⁰ suite)* [Extrait de la *Revue africaine*], Alger, 1929, in-8°, p. 50-51. Pour les colonies proprement dites, des indications de même nature pourraient être tirées des inventaires des fonds versés aux Archives nationales par le ministère des Colonies.

⁽⁵⁾ G. Bourgin, article cité dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. VI, 1929 (*Note sur la Division civile du Ministère de la Justice et les Archives de la Commission des Administrations civiles, police et tribunaux*).

⁽⁶⁾ Ce casier s'applique aux condamnés nés à l'étranger ou aux colonies, hormis l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, et à ceux qui ne possèdent pas d'acte de naissance.

⁽⁷⁾ Voir plus bas, p. XLIV n. 5.

Services judiciaires relativement autonomes. -- Le tableau qui précède constitue le cadre réduit des institutions qui ont élaboré les papiers de la série BB.

Mais ne figurent pas dans ce tableau deux services qui ont gardé une relative autonomie et qui, de fait, n'apparaissent pas, ou à peine, dans l'*Etat sommaire* de la série en question.

L'un de ces services est la Direction de l'Administration pénitentiaire, dont les bureaux, qui formaient depuis 1845 une division au ministère de l'Intérieur⁽¹⁾, ont été rattachés au ministère de la Justice seulement depuis le 13 mars 1911⁽²⁾. Logée en dehors des locaux où sont installés les bureaux de la Chancellerie⁽³⁾, cette Direction, a, en quelque sorte, une existence à part. Elle a, d'ailleurs, abandonné de nouveau le ministère de la Justice, en 1943, pour fonctionner sous l'égide du ministère de l'Intérieur⁽⁴⁾; en 1944, la Chancellerie l'a récupérée.

⁽¹⁾ *Almanach royal*, 1846, p. 159. Cf. J. Viard, dans *Etat sommaire des versements*, t. II, Paris, 1935, in-8°, introduction à la sous série F¹⁶, Prisons, p. 340.

⁽²⁾ *Bull. Des lois*, 1911, 1^{re} partie, p. 478

⁽³⁾ La Chancellerie est située place Vendôme, n° 13, la direction des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée, même place, n° 4.

⁽⁴⁾ Voir Journal officiel du 18 septembre 1943, p. 2470, loi du 15 septembre.

L'autre est la Commission du sceau, devenue en 1830 la Division du sceau⁽⁵⁾, rattachée en 1831 à la Division des affaires civiles qui prit le nom de Division des affaires civiles et du sceau⁽⁶⁾. Il s'agit de la juridiction gracieuse que l'ancien régime a pratiquée et qu'il a transmise, par delà l'ère révolutionnaire, à l'Empire et aux régimes ultérieurs : de fait, il s'agit de tout ce qui concerne les majorats⁽⁷⁾, les titres nobiliaires et les changements de noms⁽⁸⁾, la mouvante et grandissante matière des naturalisations⁽⁹⁾, l'admission à domicile des étrangers, la suppression de la qualité des Français⁽¹⁰⁾, la réintégration en cette qualité, les autorisations de servir à l'étranger, les dispenses pour mariage, toutes matières qui touchent le droit civil individuel, le droit familial et le droit international privé ou public⁽¹¹⁾. En 1945, ces services ont été partagés entre le ministère de la Justice et le nouveau ministère de la Population, ce dernier prenant la préparation des décrets d'acquisition, de perte ou de déchéance de la nationalité française, le premier gardant tout le reste, plus le contentieux de la nationalité française.

⁽⁵⁾ Créée par l'ordonnance du 31 octobre 1830 (*Bull. des lois*, juillet-décembre 1830, p.

354).

⁽⁶⁾ Rue Scribe, n° 17, jusqu'en 1945. Les services étaient auparavant rue de l'Université, n° 24.

⁽⁷⁾ Loi des 17 janvier, 30 avril et 7 mai 1849 (*Bull. des lois*, 1849, 1^{re} partie, p. 419-420).

⁽⁸⁾ Loi du 11 germinal an XI (1^{er} avril 1803) [*Bull. des lois* 26, n° 2614] ; décret du 8 janvier 1859 (*Bull. des lois*, 1859, 1^{re} partie, p. 17). Depuis 1875, il n'est plus statué sur les demandes en collation ou relèvement des titres, mais seulement sur leur transmission et leur confirmation (Béquet et Laferrière, *Répertoire du droit administratif*, t. XXIV, Paris, 1907, in-4°, p. 161-163).

⁽⁹⁾ Il est inutile d'insister sur une matière à laquelle les circonstances politiques donnent une importance considérable et qui a amené les pouvoirs publics à une réglementation foisonnante.

⁽¹⁰⁾ Même observation qu'à la note précédente.

⁽¹⁾ Un détail intéressant des services de la division, -- pas encore direction --, pour 1831 est donné par un tableau contenu dans BB¹⁷⁴ 80, dossier 8. -- Notons qu'un embryon de service héraldique et généalogique, fonctionnant aux Archives nationales, peut, en liaison avec les services du sceau et divers organismes existant actuellement à la Bibliothèque nationale, rendre des services considérables tant aux individus qu'aux institutions sur le plan ici indiqué.

Remarquons en passant que la procédure de l'authentification des lois par l'apposition d'un sceau, -- procédure qui nous vient des temps les plus reculés de notre histoire⁽²⁾ et qui ne se confond pas avec la sanction, la promulgation et la publication des lois, -- ne paraît jamais avoir relevé des services du sceau proprement dits⁽³⁾. Ce sont les décrets des 10-12 octobre et du 9 novembre 1789⁽⁴⁾ sur la sanction des lois, ainsi que le décret du 2 novembre 1790 sur la nouvelle forme des lois, qui formulent, pour les expéditions sur parchemin des décrets, la nécessité de leur scellement au moyen du sceau de l'État. Cet usage, transmis par la monarchie absolue à l'État constitutionnel, expliquait l'existence à la Chancellerie de matrices et le fonctionnement d'un service, matériellement assez humble, sur lequel nous ne sommes pas très bien renseignés⁽⁵⁾. Indiquons seulement que la monarchie constitutionnelle utilisa le grand sceau pendant sur queue de parchemin, que la Convention et le Directoire se contentèrent d'un timbre sec; que le Consulat se servit d'abord de ce dernier, puis d'un sceau plaqué et enfin du grand sceau pendant, que l'Empire, en dépit du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII qui en prévoyait l'emploi, n'utilisa jamais le grand sceau pendant pour l'authentification des lois, des sénatus-consultes et des décrets qui sont rarement munis d'un sceau plaqué et presque toujours dépourvus de toute empreinte, que la Restauration remit en usage le grand sceau pendant sur lacs de soie qui, sauf une interruption sous l'Assemblée constituante de 1848, fut employé jusqu'à la fin du Second Empire et n'a été utilisé par la Troisième République que pour les lois constitutionnelles de 1875 et la ratification française du traité de Versailles⁽¹⁾. Le musée du ministère de la Justice et la collection originale des lois, qui ont été confiés aux Archives nationales pendant la guerre et l'occupation (1939-1945)⁽²⁾, fourniront au diplomate moderne les éléments d'une étude qui manque encore et dont je ne puis, par avance, que souligner l'utilité.

⁽²⁾ Cf. Louis Rouvier, *Les sceaux de la Grande Chancellerie de France de 458 à nos jours*, Marseille, 1935, in-8°. Une belle collection de ces sceaux a été constituée aux Archives nationales; voir A. Coulon, *Le service sigillographique et les collections d'empreintes de sceaux des Archives nationales*, Paris, 1916, in-8°. On trouvera dans le *Répertoire de législation*, t. XXXIX, Paris, 1878, in-4°, p. 701, n. 1, et dans le *Répertoire de droit administratif*, t. XXIV, Paris, 1907, in-4°, p. 5, un historique du sceau et l'indication des textes concernant la forme du sceau de l'État.

⁽³⁾ C'est au Cabinet qu'en dernier lieu fonctionnait ce service.

⁽⁴⁾ *Coll. des décrets*, t. I, p. 161, et novembre 1790, p. 4.

⁽⁵⁾ Sur ses origines, voir BB⁴ 10.

⁽¹⁾ Cf. Robert Fawtier, *Ce qu'il advenait des sceaux de la couronne à la mort du roi de France dans Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1938, p. 529.

⁽²⁾ Voir plus bas p. LXXV et suiv.

Des services du sceau, juridiction gracieuse, il convient de rapprocher le Conseil du sceau des titres, créé par Napoléon I^{er}, le 1^{er} mars 1800⁽³⁾, auquel fut substitué, le 15, juillet 1814, une Commission du sceau⁽⁴⁾, dont le règlement parut le 8 octobre suivant⁽⁵⁾ et les attributions furent réglées par l'ordonnance du 28 février 1823⁽⁶⁾. La Commission du Sceau fut supprimée le 31 octobre 1830⁽⁷⁾ et ses attributions dévolues au Conseil d'administration du ministère; mais si, par la loi du 12 mai 1830, interdisant les majorats pour l'avenir⁽⁸⁾, une partie des attributions de la Commission se sont, du coup, trouvées balayées, la loi du 28 mai 1858, ayant rendu aux titres légitimement acquis leur importance réelle et leur droit au respect public⁽⁹⁾, il a bien fallu que le Second Empire entreprît de rétablir le Conseil du sceau des titres, ce qu'il fit par le décret du 8 janvier 1858⁽¹⁰⁾. Mais, le 10 janvier 1872, Adolphe Thiers signait un décret pour supprimer le Conseil⁽¹⁾, et les attributions de celui-ci furent dévolues, comme ç'avait été déjà le cas, au Conseil d'administration de la Justice; le Chef de la division du sceau y était admis avec voix délibérative, le Secrétaire général du ministère y remplissant les fonctions de Commissaire au sceau de France. Quant aux référendaires du sceau de France, créés par les ordonnances des 8 octobre 1814 et 31 octobre 1830⁽²⁾, comme les officiers ministériels de l'institution, ils continuèrent d'être seuls chargés de la poursuite des affaires sur lesquelles le Conseil du sceau était appelé à délibérer. Les "charges" des référendaires⁽³⁾, à la suite du décret du 11 juin 1892⁽⁴⁾, ont fini par s'éteindre et finalement ont été supprimées par le décret du 30 octobre 1935⁽⁵⁾; les papiers de cette corporation ont été versés aux Archives nationales par l'un des derniers titulaires⁽⁶⁾. Quelques traces documentaires des services du sceau subsistent dans les archives de la Justice⁽⁷⁾. Il en est de même du Conseil d'administration de la Justice⁽⁸⁾ dont il vient d'être question, et qui, créé par arrêté du 22 nivôse an VIII (12 janvier 1800)⁽⁹⁾, n'a cessé d'exister jusqu'à présent⁽¹⁰⁾. Comme la plupart des institutions judiciaires modernes, le Conseil pourrait faire l'objet d'une étude particulière.

⁽³⁾ Art. 11, du décret sur les majorats (*Bull. des lois* 186, p. 183). Le président en est alors l'Archi-Chancelier. Ses membres sont désignés le 12 mars (*ibid.*, p. 197). Voir Archives nationales, AF IV 1310.

⁽⁴⁾ *Bull. des lois* 25, n° 190.

⁽⁵⁾ *Bull. des lois* 43, n° 339, p. 267. Ses membres ont été désignés le 23 août 1815 (*Bull. des lois* 17, n° 82).

⁽⁶⁾ *Bull. des lois* 592, n° 14267.

⁽⁷⁾ *Bull. des lois*, juillet-décembre 1830, p. 354-356.

⁽⁸⁾ *Bull. des lois* 138, n° 308.

⁽⁹⁾ Rapport à l'Empereur, 8 janvier 1859 (*Bull. des lois*, 1859, 1^{re} partie, p. 17 sq.).

⁽¹⁰⁾ *Bull. des lois*, 1875, 1^{re} partie, p. 21-23. Pour la nomination de ses membres, décret de la même date, *ibid.*, p. 23-24.

⁽¹⁾ *Bull. des lois*, 1872, 1^{re} partie, p. 66. 67.

⁽²⁾ *Bull. des lois* 43, n° 339; 1830,

⁽³⁾ En voir l'état dans le dernier *Almanach national* paru, 1915-19, p. 129.

⁽⁴⁾ Cf. *Répertoire de droit administratif*, t. XXIV, Paris, 1907, in-4°, p. 190.

⁽⁵⁾ *Journal officiel*, 31 octobre 1935 Les derniers référendaires au sceau ont été MM. de Berly et de Savignat-Souvillouse.

⁽⁶⁾ AB XIX 2644 à 2684. Il faut noter ici qu'au Sénat impérial étaient enregistrées les lettres-patentes intéressant la noblesse impériale. Voir l'inventaire alphabétique des bénéficiaires de ces lettres-patentes dressé par Campardon (Inventaire des Archives

nationales, n° 592).

⁽⁷⁾ Voir plus bas p. LXXX.

⁽⁸⁾ Il ne faut pas le confondre avec une institution qui porte le même nom et qui se réfère aux habitudes gouvernementales de Napoléon I^{er}, lequel dans certains cas et pour l'étude de certaines questions importantes ou pressantes réunissait autour de lui un groupe de hauts personnages de l'État. Pour la Justice, voir AF IV 1231 (dossiers d'affaires examinées de l'an VIII à 1809) et AF IV* 179 (registre factice : examen, sous la présidence du Grand-Juge, de la situation des associations religieuses, 1808). De ce Conseil, on peut rapprocher sans les confondre avec lui, les Conseils privés pour recours en grâce (AF IV 1232 à 1235, AF IV* 96 à 98) et les Conseils privés concernant les prisonniers d'État pour 1809-1812 (AF IV 1237, AF IV* 95).

⁽⁹⁾ Cf. AF IV 1326 B; voir Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 254. Toutefois ce Conseil n'apparaît qu'à l'*Almanach Impérial* de 1853 p. 94.

⁽¹⁰⁾ Sur les attributions de ce Conseil en 1823, voir BB¹⁷A 26, dossier 3, projet d'arrêté du ministre. Pour ses procès-verbaux, 1848-1889 : BB²⁹ 366 à 371 ; pour ses avis : BB²⁹ 362 à 365, BB³⁰ 520 et 521.

On peut faire la même observation à propos du Conseil de Justice établi après du Ministre, en 1790, et qui avait à examiner les mémoires et lettres qu'on lui soumettait, offrant quelque intérêt au point de vue du droit civil, criminel et administratif⁽¹⁾. L'existence de ce Conseil ne paraît pas avoir dépassé l'an II⁽²⁾ ; mais du début du Directoire, le ministre Lambrecht institua un Bureau de consultation, qui remplit les mêmes fonctions⁽³⁾, et l'on peut en dire de même du Bureau de législation, qui a fonctionné au moins pendant une partie de la monarchie constitutionnelle⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ BB¹ 7 à 9 ; BB² 1. Cf. l'enregistrement dans BB²⁹ 1 à 3. Reconstitué par Danton le 14 août 1792, avec Barère, Robespierre, Collot d'Herbois et Bitouzé-Delinières ; Robespierre refusa d'y entrer (cf. G. Michon, *Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre*, t. II, Paris, Société des Etudes Robespierriennes, 1941, in-8°, p. 36-37). Voir G. Bourgin, *Note sur la Division civile*, loc. cit., p. 265-266 ; la lettre de Danton à Robespierre est publiée par G. Bourgin, *Annales historiques de la Révolution française*, 1930, p. 107. — Ne pas confondre ce Conseil avec les conférences tenues chez le ministre de la Justice par les juges des tribunaux de Paris ; mêmes sources. Cf. Sélégman, *op. cit.*, t. I, p. 385. Le texte des procès-verbaux de ces conférences, qui, au nombre de 55, ont duré de décembre 1791 à mars 1793, est donné par Douarche, *op. cit.*, t. II, Annexe I, p. 751 sq.

⁽²⁾ S'il semble avoir disparu en l'an II avec le ministère, la Commission exécutive provisoire, qui fonctionne à la place de celui-ci (voir plus haut, p. XIX), paraît avoir répondu aux mêmes catégories de questions que celles que le Conseil précité était chargé de résoudre. Cf. BB¹ 1 et 7 à 9, ans II-IV.

⁽³⁾ Arrêté du 15 brumaire an VI (6 novembre 1795) [BB³⁰ 512, dossier 1]. Les avis donnés par ce Bureau des lois, de l'an V à l'an VIII, sont groupés sous les cotes F⁷ 4321 à 4324. Cf. *Almanach national*, an IV, p. 69, et AA⁷ dossier 328, plaq. 2 à 4. Voir J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 261 à 264, qui indique qu'on eut fréquemment recours à ce Conseil jusqu'à l'achèvement et au vote des Codes, et le fera-t-on encore pour les procès portant sur des contrats antérieurs au Code civil, qui devaient être jugés d'après la législation sous laquelle ils avaient été conclus, d'où nécessité d'élucider les obscurités de la législation d'ancien régime.

⁽⁴⁾ 1821-1831. Voir BB² 13 à 88. — Je laisse totalement de côté le Comité de législation étrangère, institué par arrêté du 27 mars 1876, chargé principalement d'assurer la traduction en français des textes juridiques étrangers. Cf. J. Dubois, *Rapport sur l'organisation et les travaux de l'Office de législation étrangère et de droit international*, Paris, 1920, in-8°.

Services rattachés pour ordre au ministère de la Justice.—Sur beaucoup de points,

assurément, l'esquisse qui précède pourra être corrigée, améliorée, augmentée⁽⁵⁾. On remarquera qu'elle a mis en vedette exclusivement les services judiciaires avec leurs prolongements nécessaires, temporaires ou définitifs. Mais on doit considérer que toute la vie politique de la France, de la Révolution à nos jours, s'inscrit aussi dans la législation et l'administration judiciaire, -- dussions-nous ne considérer que les périodes de répression comme la Terreur Blanche, le lendemain du Coup d'État de 1851, l'après-Commune de 1871 -- et c'est dire que les services de ce département ministériel, -- du cabinet du ministre aux juridictions les plus humbles -- ont activement participé à donner au pays ses successives orientations politiques⁽¹⁾.

⁽⁵⁾ Voir en particulier BB¹ 1 à 9, et BB⁴ 1 à 10, 13 à 23. Joindre BB^{17A} 2, dossier 10 (septembre 1819), 11, dossier 22 (juillet 1821), 14, dossier 3 (janvier 1822), 69, dossier 3 (septembre 1829) ; BB³⁰ 512, dossier 3 ; 513, 514, 515, 516, dossier 1, pour la période an IX à 1867.

⁽¹⁾ Pour ne citer qu'un nom on peut ici se référer aux travaux de M. J. Tchernoff (voir plus bas, p. LXX, n. 4).

D'autre part -- indépendamment de l'administration des Cultes, dont le ministre de la Justice a eu temporairement à s'occuper⁽²⁾ -- au ministère de la Justice ont été rattachés plus temporairement encore :

⁽²⁾ Voir plus, haut, p. XXIII, n. 6.

1° l'administration des départements de la rive gauche du Rhin. -- Ce rattachement procède de l'arrêté directorial du 14 brumaire an VI (4 novembre 1797)⁽³⁾ qui mit fin au régime militaire institué dans la région. L'arrêté du 22 fructidor an VIII (9 septembre 1800)⁽⁴⁾, décidant que les préfets des quatre départements visés⁽⁵⁾ correspondraient non plus avec le seul ministre de la Justice mais avec tous ses collègues, semble marquer la fin de ce système⁽⁶⁾. Il paraît n'avoir eu aucun effet au point de vue des archives ou, du moins, il est vraisemblable que les papiers qui en furent issus ont passé à l'Intérieur d'où ils sont venus ensuite aux Archives nationales⁽⁷⁾;

⁽³⁾ AF III 8.

⁽⁴⁾ *Bulletin des lois* 43, n° 290.

⁽⁵⁾ Ce sont les départements de la Roër, de la Sarre, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre.

⁽⁶⁾ Ph. Sagnac, *le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*, Paris, 1917, in-8°, p. 235, 241, 247. Cf. J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 249.

⁽⁷⁾ J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 90.

2° le travail des émigrés. -- En liaison avec les ministères de la Police et des Finances, le ministère de la Justice a eu à s'occuper de tous les aspects de l'émigration, particulièrement au point de vue du droit personnel et familial⁽¹⁾. La Commission de radiation a fonctionné sous son contrôle⁽²⁾;

⁽¹⁾ Voir dans BB¹ les articles 2 à 128, qui vaudraient d'être l'objet d'une étude spéciale, en liaison avec les autres fonds où sont conservées des pièces de l'émigration (F⁷,O³). Sur l'un des aspects de la législation concernant les émigrés, l'ouvrage le plus récent est celui de M. Bouloiseau, *Le séquestre et la vente des biens des émigrés dans le district de Rouen*, Paris, 1937, in-8°; voir le *Recueil des textes législatifs et administratifs concernant les biens nationaux*, publié par la Commission de recherche et publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, t. I, Paris, 1926, in-8°. Cf. J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 258, citant un rapport, sans date, d'Abrial aux Conseils, où il dit : "Je sou mets à votre décision une troisième portion du travail de la Commission des émigrés, révisé avec beaucoup d'exactitude par mon cabinet".

(2) Je rappelle que l'essentiel des dossiers concernant les émigrés se trouve dans la série F⁷ : 3328 à 3339, lois et décrets, etc. ; 3340 à 3355, listes; 3356 à 3433, dossiers par noms; 3434 à 3436, minutes d'élimination non signées; 4825^A et ^B, listes; 4826 à 5789, dossiers classés par départements des demandes de radiation, arrêtés de radiation et de maintenue. Joindre, dans la série O³, les articles 2558 à 2681 et 772* à 777* (Inventaire n° 725, par G. Bourgin).

3° le travail des optants alsaciens-lorrains de 1871. -- Le rattachement a été opéré en raison des conséquences de droit international privé qu'impliquait l'option⁽³⁾;

(3) Les dossiers d'option constituent aux Archives nationales la sous-série BB³¹, Voir plus bas, p. LXXI.

4° le travail des dossiers de la médaille de la Reconnaissance française.-- Cette médaille a été instituée au cours de la guerre mondiale de 1914-1918, et les dossiers qui s'y rapportent constitués au ministère de la Justice⁽⁴⁾.

(4) Les dossiers de médailles constituent aux Archives nationales la sous-série BB³². Voir plus bas, p. LXXI.

Je ne rappelle une fois encore que pour mémoire le rattachement de l'Imprimerie nationale, initial prolongement de l'Agence de l'envoi des lois⁽⁵⁾.

(5) Voir plus haut, p. XXIII, n. 7. L'Imprimerie nationale est représentée aux Archives nationales par 26 articles versés le 7 juin 1937 et groupés sous la cote AJ¹⁷. Elle a été rattachée au ministère des Finances en 1910. Cf. A. Legrand, *L'Imprimerie nationale*, Paris, 1885, in-8°; *Ministère de la Justice et des Cultes, Commission chargée d'étudier le fonctionnement et la réorganisation de l'Imprimerie nationale*, Paris, 1897, in-8°; J. de Dampierre, *Les publications officielles des pouvoirs publics*, Paris, 1942, in-8°, p. 220 sq.

Il est enfin presque hors propos d'indiquer que les articles 65 et 68 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X (4 août 1802)⁽⁶⁾ le ministre de la Justice au Sénat et au Conseil d'État; le décret du 1^{er} juin 1806 sur l'organisation du Conseil d'État⁽¹⁾, créant la Commission des Affaires contentieuses dans cet organisme, lui en donne la présidence. Toutefois, ce n'est qu'après la chute de l'Empire que le ministre de la Justice devint le président de ce grand corps ; il a gardé jusqu'en 1945 cette prérogative ⁽²⁾, mais c'est à une histoire du Conseil d'État⁽³⁾ et à une étude sur ses archives⁽⁴⁾ qu'il conviendrait de rapporter les développements que ces indications impliquent⁽⁵⁾.

(6) *Bull. des lois*, germinal-fructidor an X,

(1) Titre IV, article 24 (*Bull. des lois*, juin-décembre 1806, p. 201).

(2) D'après une ordonnance du 31 juillet 1945 (*J. O.* du 1^{er} août, p. 4470), le Conseil d'Etat relève du président du Gouvernement provisoire de la République française en sa qualité de président du conseil des ministres et son assemblée générale peut être présidée par le président du Gouvernement, provisoire ou, en son absence, par le garde des sceaux, ministre de la Justice.

(3) L. Aucoc, *Le Conseil d'État avant et depuis 1789, ses transformations, ses travaux et son personnel*, Paris, 1876, in-8°.

(4) On sait que ces archives ont brûlé en mai 1871. Il existe aux Archives nationales un fonds spécial du Conseil d'État qui a été alimenté par le versement du 30 septembre 1937 (1029 liasses, série AL).

(5) Cf. J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 252.

Les locaux de la Chancellerie. -- Le problème de la conservation des archives est en grande partie un problème de locaux : quand on en change, ou lorsqu'ils deviennent trop étroits pour les services qui les élaborent, se posent des questions de classification ou de transfert, -- ou d'élimination. Joignons-y, bien entendu, l'action des passions humaines et le rôle de

l'ignorance, tout cela se vérifie à propos des archives de la Justice. Ayant qu'il y eût un ministère, au temps de la Chancellerie, au moment où la Résolution éclata, il y avait deux hôtels de la Chancellerie, l'un à Paris, l'autre à Versailles.

On possède un certain nombre de renseignements sur ce dernier qui, peut-être conçu par Mansart, modifié au milieu du XVIII^e siècle par Gabriel, entouré de jardins que Le Nôtre dessina, était bien occupé par Barentin, garde des Sceaux, en 1789⁽⁶⁾. Mais, comme on constate qu'il y avait également un hôtel de la Chancellerie à Compiègne, Fontainebleau et Saint-Germain ⁽¹⁾, il y a lieu d'admettre que, si l'on peut supposer que dans les déplacements du Roi un service restreint de chancellerie l'accompagnait pour assurer l'expédition rapide des actes royaux indispensables, les commis et leurs adjoints n'étaient point eux-mêmes astreints à de pareilles tournées, -- d'autant que cette errance pouvait se compliquer du fait du transfert des sceaux d'un chancelier disgrâcié à un garde des sceaux. Même à Versailles, il semble que les bureaux de la Chancellerie aient été peu de chose ⁽²⁾.

⁽⁶⁾ O¹ 1847; joindre O¹ 1828, 1832, 1833, 1834; N³, Seine-et-Oise, 509. Cf. Leigh-French et H. D. Éterlein, *The small-houses and gardens of Versailles from 1680 to 1815*, New-York, 1924, in-8°, p. 16, avec les gravures, p. 154-156. Cet hôtel se trouve 24, rue de la Chancellerie et est la propriété de M. de Pange.

⁽¹⁾ BB³⁰, 512, dossier 1.

⁽²⁾ Sur les plans du XVIII^e siècle, groupés dans O¹ 1847, on peut apercevoir un "cabinet" du secrétaire, et des "bureaux des secrétaires", le reste étant occupé par des pièces d'habitation et d'apparat. Après le départ du Roi, la Chancellerie de Versailles fut abandonnée, et, par la suite, convertie en sellerie. Le propriétaire actuel a restauré ce bel échantillon de l'art architectural français.

A Paris, l'hôtel du Chancelier, en tout cas, était depuis d'Aguesseau, l'hôtel des services de la Justice ⁽³⁾. En 1685, sur le conseil de Louvois, Louis XIV avait acheté l'hôtel de Vendôme, en vue d'établir une grande place dont les plans avaient été dressés par Mansart⁽⁴⁾ et sur laquelle auraient donné la bibliothèque du Roi, les hôtels des Académies, l'Imprimerie royale; les travaux commencés en 1687 furent abandonnés après la mort de Louvois, survenue en 1691. En 1699, le roi céda le terrain et les matériaux à la Ville de Paris, avec l'autorisation pour celle-ci d'établir une place moins grande sur des plans nouveaux du même Mansart. La ville vendit des portions du terrain acquis à des particuliers pour y construire des maisons d'habitation. C'est ainsi que, sur un terrain en partie acheté en 1699 à M. de la Vieuville, en partie possédé par sa femme, le fermier général Luillier, président du consortium de financiers qui construisit la place, bâtit l'hôtel qui, en 1702, portait le n^o i sur cette place. L'hôtel fut acheté en 1706 par M^{me} Poisson, femme du traitant Bourvallais, pour la somme de 236.000 livres; mais ce personnage ayant été taxé à 4 millions et demi de livres par la Chambre de Justice de 1716, il en fit délaissement au roi, et, en vertu de l'arrêt du Conseil du 5 septembre 1718⁽¹⁾, le roi accepta le délaissement, décidant, de surcroît, que l'hôtel servirait à perpétuité au logement des chanceliers de France. La maison voisine, par suite d'une taxe à laquelle avait été condamné un autre traitant, Villemarais, devait y être annexée ⁽²⁾. C'est dans ces bâtiments acquis, en somme, par voie judiciaire que devait fonctionner la Chancellerie d'ancien régime⁽³⁾ : là que fonctionnèrent les services de la Chancellerie quand Paris fut redevenu la capitale de la France, -- *l'Almanach royal* de 1790 le spécifie nettement⁽⁴⁾ -- là que, si l'hôtel de la Chancellerie de Versailles a été, dans une certaine mesure, le ministère de la Justice d'avant 1789, on a transporté, dans des conditions qui sont totalement ignorées, les archives de la Chancellerie versaillaise, -- transfert hypothétique qui a été suivi de bien d'autres réels transferts--; c'est là, en tout cas, que, jusqu'à nos jours, ont fonctionné les services de la Justice⁽⁵⁾.

(3) Cf. A. Wattine, *Magistrats célèbres du XVIII^e siècle*, Paris, 1941, in-8°, p. 143. Sur l'histoire des bâtiments du ministère de la Justice, voir BB³⁰ 517, 518^a et ^b, 522. Voir de même F¹³ 887, 889, 1273 et BB⁴ 11. Cf. Saint-Simon, *Mémoires*, éd. de Boislislo, t. XXXII, Paris 1921, in-8°, p. 111-112; marquis de Rochemont, *Promenades dans toutes les rues de Paris par arrondissement, 1^{er} arrondissement*, Paris, 1910, in-8°, p. 20. -- Sur la place (des Conquêtes sous l'ancien régime, des Piques sous la Révolution, Vendôme depuis le Directoire), cf. de Rochemont, *op. cit.*, p. 15 sq.; de Boislislo, *La Place des Victoires et la place de Vendôme*, p. 185-187.

(4) Voir le plan, avec la signature de Mansart, de la place Vendôme, dans Q¹ 1191.

(1) AD+ 750, imprimés.

(2) BB³⁰ 518, dossier 2.

(3) Le chancelier Maupeou conserva la disposition de l'hôtel de la Chancellerie, bien qu'exilé, jusqu'à la suppression du titre de chancelier, et son fils, le colonel, semble avoir continué quelque temps à l'habiter (J. de Maupeou, *Le chancelier Maupeou*, p. 198, n. 15).

(4) P. 262.

(5) Sous la réserve, bien entendu, des services "rattachés" (voir plus haut, p. XXIX), et actuellement aussi, compte tenu du transfert à Vichy, en 1940, du gouvernement de fait se disant gouvernement de l'État français,

Les archives de la Chancellerie.-- D'autres circonstances que celle qui vient d'être indiquée n'ont pas manqué d'apporter quelque trouble dans l'ordonnance des archives de la Chancellerie, puis du ministère de la Justice.

On notera qu'avant même que le nouveau ministre s'installât place Vendôme, dix des Comités de l'Assemblée constituante y élurent domicile, aux mois d'octobre et novembre 1789⁽⁶⁾. Puis survint, le 26 avril 1793, un incendie, dont on affirme toutefois qu'il n'apporta pas grand dommage aux papiers⁽⁷⁾. Quand la Commission exécutive provisoire des administrations civiles, police et tribunaux s'organisa, -- au temps où la place Vendôme débaptisée s'appelait la place des Piques, -- on peut penser que ce ne fut pas sans déterminer certains changements dans la répartition des bureaux et la distribution des dossiers. Le développement des fonctions du ministère de la Justice fut tel sans doute que, en 1826, à l'hôtel primitif de la Chancellerie, on dut lui adjoindre sur la rue Neuve-du-Luxembourg ⁽¹⁾, un bâtiment en vue d'y installer des bureaux. Cette installation se fit non sans difficulté, par suite d'une servitude de *non oedificandi* invoquée par une voisine, M^{me} Deville, et l'ayant droit de celle-ci, le baron de Schickler⁽²⁾. Ultérieurement, au regard des archives, il n'y aura qu'à constater ces remaniements intérieurs de directions, de divisions et de bureaux, ces déménagements et ces adaptations qui se traduisent, d'ordinaire, en des destructions plus ou moins clandestines des archives du service et en des versements plus ou moins ordonnés des dossiers de celles-ci à des dépôts réguliers.

(6) BB³⁰ 512, dossier 1.

(7) F¹³ 724; BB¹⁶ 703, dossier 21.

(1) Cf. F. et L. Lazare, *Dictionnaire administratif et historique des rues de Paris*, Paris, 1844, in-4°, p. 396-397.

(2) BB³⁰ 518^b.

Les archives du service ont été d'abord, nécessairement, les archives mêmes de la Chancellerie. Ce serait au XVI^e siècle, avec le chancelier Michel de l'Hôpital, qu'elles auraient été créées⁽³⁾. Quelle a été ensuite leur histoire, on ne le sait pas trop, et les spécialistes ne nous éclairent guère ⁽⁴⁾; du moins, Camus nous renseigne-t-il sur l'état des choses au début de la Révolution⁽⁵⁾.

(3) Ravaisson, *Rapport...*, p. 100-101. En adoptant cette façon de considérer les choses, on

ne tient pas compte du fait que les registres de la chancellerie de la fin du XII^e siècle à l'année 1568 constituent le fonds initial des archives de la chancellerie ; il s'agit des registres du Trésor des Chartes, sous les cotes actuelles des Archives nationales JJ^A à JJ^k et JJ³⁵ à JJ²⁶⁶, et sur lesquels on consultera, en dehors d'une riche littérature imprimée, un rapport spécial du Bureau du triage des titres dans AB^{vA} 1.

⁽⁴⁾ Voir en dernier lieu la thèse de doctorat en droit de M. E. Schwob, *Un formulaire de Chancellerie au XVIII^e siècle*, Paris, 1936, in-8°, p. 79-80.

⁽⁵⁾ Rapport publié comme appendice VI au *Rapport* déjà cité de Ravaisson, p. 289-290. Joindre le compte-rendu du Bureau du triage des titres, pour les travaux du 1^{er} prairial an v au 1^{er} frimaire an VI, dans AB^{vC} a, et l'article déjà cité de Boutaric, *Le vandalisme révolutionnaire*, dans *Revue des questions historiques*, t. XII, 1872, p. 374-376. Le marquis de Laborde, Introduction aux *Monuments historiques*, de J. Tardif, p. XVIII, n. 1, avance que les archives de la Chancellerie furent, sans doute au début de la Révolution, réunies aux “minutes des ministres” et gardées au dépôt des Augustins.

Il s'en faut que ces archives fussent alors centralisées : ce n'était pas la coutume de l'État monarchique. Dans l'hôtel même de la Chancellerie, il y avait deux dépôts :

1° l'un réunissait “toutes les affaires qui se traitaient par le chancelier ou le garde des sceaux”;

2° l'autre “toutes les affaires de la librairie”, dont le chancelier avait la surintendance.

Il semble que ce fût tout. Mais, autour de la Chancellerie, gravitaient d'autres collections.

Formé en vertu d'un arrêt du Conseil du 31 octobre 1759 et mis sous la direction du Contrôleur général des Finances, un dépôt des “lois propre à éclairer les divers objets d'administration publique”⁽¹⁾ avait été confié à la garde du futur historiographe de France J.-N. Moreau; puis, en 1768, Louis XV avait ordonné de constituer un dépôt d'histoire et de droit public renfermant “les doubles des inventaires de toutes les archives royales et des copies de tous les monuments que le Roi faisait rechercher et recueillir dans les chartriers des églises et des particuliers”⁽²⁾. Par arrêt du Conseil du 3 mars 1781, ces deux collections factices d'archives furent réunies, sous le nom de “Bibliothèque et dépôt de législation, histoire et droit public”, toujours sous la garde de Moreau, chargé d'en assurer l'accroissement. La partie “législation” avait été d'abord installée dans un local particulier de la Bibliothèque royale, les autres éléments de la “Bibliothèque et dépôt” se trouvant groupés dans une maison de la place Vendôme où le garde était logé⁽³⁾, puis le tout fut réuni dans cette maison⁽⁴⁾. Celle-ci pouvait être considérée comme une dépendance de la Chancellerie.

⁽¹⁾ E 2377, n° 167. Cf. Armand Baschet, *Histoire du dépôt des archives du ministère des Affaires étrangères*, Paris, 1875, in-8°, p. 368-369.

⁽²⁾ Camus, *loc. cit.*, p. 292 sq. Cf. Léopold Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, Hist. générale de Paris, Coll. de doc., Paris, 1868, in-4°, t. I, p. 559 sq.; Ch.-V. Langlois, *Manuel de bibliographie historique*, Paris, 1901-1904, in-8°, p. 314 sq.

⁽³⁾ Cf. de Rochegude, *op. cit.*, p. 18.

⁽⁴⁾ Camus, *loc. cit.*, p. 232. Sur les travaux de Moreau et de ses collaborateurs (1781-1792), voir BB³⁰ 177, dossier 1, Cf. Moreau, *Plan des travaux littéraires ordonnés par S. M. pour les recherches, la collection et l'emploi des monuments de l'histoire et du droit public de la Monarchie française*, Paris, 1782, in-8°. Joindre L. Delisle, *Le Cabinet des Manuscrits*, t. I, Paris, 1868, in-4°, p. 557, 575; X. Charmes, *Le Comité des travaux historiques*, Coll. de doc. in. t.I, Paris, 1886, in-4°, p. 4 sq.; H. Omont, *Inventaire des manuscrits de la collection Moreau*, Introduction, Paris, 1891, in-8°.

Mais de la Chancellerie relevaient encore quatre autres dépôts⁽¹⁾ :

⁽¹⁾ Camus, *loc. cit.*, p. 289-290.

1° au couvent des Célestins, le greffe, groupant des règlements “fort anciens” sur les fonctions des officiers de la Chancellerie ; les expéditions des lois enregistrées seulement à l'audience du sceau; une collection complète des minutes de provisions d'offices de 1675 à 1790; la suite des comptes rendus par la compagnie des secrétaires du roi relativement aux emprunts faits pour le compte du Gouvernement;

2° au couvent des Petits-Pères, les registres des “grands audiençiers”, contenant la transcription des lois, des provisions et des lettres enregistrées à l'audience du sceau, à partir de 1525, et 64 volumes de l'expédition des lois et provisions, enregistrées de même, à partir de la même date, et qui peuvent être la suite des registres du Trésor des chartes;

3° au même couvent, les registres des conservateurs des hypothèques sur les rentes, relatifs aux oppositions faites au sceau des lettres de ratification pour la vente de rentes sur l'État;

4° au couvent des Cordeliers, le dépôt des “rôles”, contenant la transcription des états de tous les offices, les oppositions faites au sceau de leurs provisions, l'enregistrement de celles-ci, le tout en registres se suivant de 1697 à 1780 et dont la suite se trouvait dans les bureaux des gardes-rôles.

Si nous comptons bien, la Chancellerie régénait donc, en 1789, sept dépôts d'archives.

Des fonds que ces dépôts contenaient ne nous sont parvenus que des portions infinitésimales ⁽²⁾ et, par suite, nous errons lamentablement quand nous essayons de nous représenter exactement le fonctionnement réel des institutions auxquelles correspondaient ces fonds. C'est qu'à leur encontre, en dehors d'exécutions sommaires et brutales, se sont tour à tour évertués l'Agence temporaire des titres, le Bureau du triage et, sans doute, après eux, l'archiviste de la République lui-même, Camus. Laissons de côté ce Dépôt de législation, qui n'était archives qu'à moitié et qui fut incorporé à la Bibliothèque du Roi dès la fin de l'année 1790⁽³⁾. Mais les 64 registres du couvent des Petits-Pères, dénoncés à Gohier, ministre de la Justice, par un commis de la Chancellerie, comme contenant des documents condamnables, furent l'objet d'une motion à la Convention, qui en décréta le brûlement⁽⁴⁾. En l'an **IV**, un autre ministre de la Justice, se conformant à la lettre de la loi du 7 messidor an II, fit transporter les papiers antérieurs à la Révolution qui se trouvaient place des Piques à l'ancienne Maison Commune, destinée à recevoir les papiers dont le triage n'avait pas encore été fait; il indiqua ensuite qu'il ne restait plus en ses mains que des pièces relatives à la convocation des États Généraux et qu'il mettait celles-ci à la disposition de Camus ⁽²⁾. La même année, le ministre de la Justice fera parvenir à son collègue de l'Intérieur divers dossiers utiles aux services de celui-ci ⁽³⁾. Nous savons aussi, par Camus surtout, que le dépôt du couvent des Célestins, demeuré sous la garde de M. de Beaumont, ancien archiviste des secrétaires du Roi, fut transporté en fructidor an v (août-septembre 1797), sur les ordres du Bureau du triage, au Palais de Justice, parce qu'il était situé dans le voisinage dangereux d'ateliers ⁽⁴⁾. Par contre, le dépôt des Cordeliers fut victime d'un “mouvement révolutionnaire”, au cours duquel ses papiers furent dispersés⁽⁵⁾.

⁽²⁾ Essentiellement : V¹ 556-576, registres (1707-1774); V¹ 577-647, correspondance (1685-1790); V¹ 648-663, registres criminels (1787-1790).

⁽³⁾ L'article III du décret du 14 août 1790 sur les travaux “littéraires” (*Collection des décrets*, août 1790, p. 155) indique toutefois, sans plus, que le dépôt de législation fut réuni à la Bibliothèque du Roi. On peut signaler que, le même jour, intervenait un décret (*Ibid.*, p. 155) supprimant le “travail pour une jurisprudence uniforme du royaume” dont, avec l'un de ses collègues de l'Assemblée, était chargé Camus. Celui-ci est donc bien qualifié pour parler

des questions dont il traite dans son rapport.

⁽¹⁾ Camus, *loc. cit.*, p. 331-332. Il n'y a rien toutefois, à ce sujet, dans les procès-verbaux imprimés de la Convention. La motion figure au compte rendu de la séance du 20 septembre 1793, dans le *Moniteur*, 22 septembre 1793, n° 265, p. 1125. Un rapport du Bureau du triage, du 4 fructidor an V (a 1 août 1797), signale que le décret ordonnant le brûlement, daté du 20 septembre 1790, ne se trouve que dans le *Journal des Débats*, n° 367, p. 287 (ABV^c 2).

⁽²⁾ Lettres du ministre à Camus, 13 prairial au 15 messidor (1^{er} juin-3 juillet 1796) dans ABV^c 2. Il est possible qu'il s'agisse ici des pièces classées sous la cote B^A 89-90.

⁽³⁾ F^{1a}590-592^b. Versement autorisé le 2 frimaire an IV (23 novembre 1795) [ABV^c 2].

⁽⁴⁾ Camus, *loc. cit.*, p. 359-360. Cf. Boutaric, *loc. cit.*, p. 374-376.

⁽⁵⁾ Id., *ibid.*

S'il n'est rien dit du sort des registres de conservation des hypothèques dans les documents qui nous sont parvenus⁽⁶⁾, on sait que, à la Chancellerie, on supprima dans le fonds de la librairie tout ce qui n'était que discussions entre libraires et réceptions d'imprimeurs, en mettant à part quelques mémoires qui furent vraisemblablement réunis au fonds de la Chambre syndicale de la librairie, dont on sait qu'il est passé à la Bibliothèque nationale⁽¹⁾. Quant aux papiers proprement dits de la Chancellerie, une grande quantité devait en être supprimée : correspondance du chancelier et du garde des sceaux avec les différents tribunaux; affaires depuis longtemps terminées ou concernant des questions qui ne pouvaient plus se renouveler avec la législation nouvelle ; “ une infinité ” de demandes de grâces et de privilèges, de mémoires présentés par les plaideurs, des discussions de tribunal à tribunal, telles sont les grandes catégories éliminées par les trieurs révolutionnaires, et Camus ajoute seulement, à titre compensatoire :

⁽⁶⁾ Du moins, d'un rapport du Bureau du triage à Camus, daté du 6 frimaire an VI (26 novembre 1797), il résulterait que, à cette date, des registres étaient “entre les mains de la Régie des hypothèques” (ABV^c 2).

⁽¹⁾ Camus, *loc. cit.*, p. 368. Cf. les rapports du Bureau du triage du 29 fructidor an IV (15 septembre 1796) et 1^{er} frimaire an v (21 novembre 1796) [ABV^c 2]. Le fonds de la Bibliothèque nationale a été inventorié par H. Omont, dans le *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, 1886, t. XIII, p. 151-159, 174-187; reproduit par Ch. de la Roncière, dans le *Catalogue général des manuscrits français, Anciens petits fonds*, t. I, Paris, 1898, in-8°, p. 402-428. Ne pas confondre ce fonds avec les archives de l'inspection de la librairie, connues sous le nom de collection Anisson, dont M. E. Coyecque a publié l'inventaire en deux volumes ; cf. l'Introduction de *l'Inventaire de la collection Anisson* t. I, Paris, 1900, in-8°, p. IV.

“On a conservé quelques mémoires bien faits sur des points de législation et d'administration qui peuvent intéresser encore ⁽²⁾.”

⁽²⁾ Camus, *loc. cit.*, p. 370, Cf. le rapport du Bureau du triage du 1^{er} frimaire an v.

Ces éliminations furent exécutées au Palais de Justice, dans ce dépôt judiciaire dont il a été d'abord question⁽³⁾, par les soins du Bureau du triage des titres en la personne du citoyen Danthonay d'abord, celles ensuite des citoyens Blondel, Le Page, Berger et Villiers du Terrage⁽⁴⁾. Rappelons ici que le Bureau, créé par le décret du 5 floréal an IV (24 avril 1796), devait d'abord fonctionner précisément sous le contrôle du ministre de la Justice, héritier abusif des chanceliers de France⁽⁵⁾. La loi du 21 prairial an IV (9 juin 1796) rapporta celle du 11 frimaire (2 décembre 1795) et transféra ce contrôle au ministre des Finances, dont les services étaient plus aptes à reconnaître et à utiliser, dans les documents examinés, tout ce qui concernait les domaines nationaux, objet fondamental du triage⁽¹⁾. Celui-ci fut suspendu, par mesure d'économie, dans tous les départements, par la loi du 5 brumaire an v (26 octobre

1796), -- à l'exception des départements belges et de la Seine⁽²⁾. Mais, entre les membres du Bureau maintenu et Camus, qui, livré aux Autrichiens par le général Dumouriez, avait été rendu par eux en décembre 1796 et pouvait ainsi reprendre sa place aux Archives, des difficultés avaient surgi, du fait que les premiers opéraient sur des fonds gérés par l'Archiviste de la République, encore qu'ils rendissent régulièrement compte à celui-ci de leurs opérations. C'est ainsi, -- pour ne donner qu'un exemple --, que, le 2 germinal an v (26 septembre 1796), ils exposaient à Camus la nature de leurs travaux au cours du mois écoulé de la manière suivante⁽³⁾ :

⁽³⁾ Voir plus haut, p. VIII. L'Agence temporaire ne paraît avoir aucune responsabilité en ce qui concerne les destructions opérées dans les fonds de la Chancellerie.

⁽⁴⁾ Ce sont les noms qui figurent au bas des rapports conservés sous la cote ABv^c2

⁽⁵⁾ A. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire exécutif*, t. II, Paris, 1911. in-4°. p. 217 et n. 8.

⁽¹⁾ Les lois du 11 frimaire et du 21 prairial an IV, se trouvent au *Bulletin des lois*, 2^e série, 1^{re} partie, n° 8, et 2^e partie, n° 52, sous les n°s 47 et 464.

⁽²⁾ *Bulletin des lois* 85, n° 810, articles III et IV. Sur les vicissitudes du Bureau, voir les pièces contenues dans ABv^c 3.

⁽³⁾ ABv^c2. Certains aspects de l'histoire des triages sont exposés dans les travaux déjà cités du marquis de Laborde, *Introduction aux Monuments historiques* de J. Tardif, et de Boutaric, *Le vandalisme révolutionnaire*. On peut joindre aux sources par eux utilisées BB¹ 61.

“L'examen et triage des papiers appartenant aux condamnés par le Tribunal révolutionnaire nous a occupés presque uniquement pendant le cours du mois que nous finissons. Nous aurons bientôt terminé ce travail, dont le résultat peut être fort utile aux citoyens qui ont droit de réclamer ces papiers; car les liasses que nous en avons composées renferment beaucoup de titres, pièces et renseignements de tout genre que nous avons retirés avec beaucoup de peine d'un très grand nombre de sacs, cartons et portefeuilles où ils étaient entassés dans la plus grande confusion. L'un de nous s'occupe à présent à mettre la dernière main à l'état sommaire qui en a été fait au fur et à mesure du triage, et sous peu de jours le tout sera remis au dépositaire de la Section judiciaire aux termes de l'arrêté du 5 floréal dernier. ”

“Nous avons encore examiné sommairement quelques parties de l'ancien dépôt judiciaire, qui nous ont paru par leur nature ne pas exiger un examen approfondi et devoir en être retirées dès à présent : ce sont 314 registres d'affirmations de voyages, 195 liasses de requêtes insérées depuis dans les arrêts et qui sont par conséquent devenues inutiles, 180 liasses de brouillons de feuilles d'audience, 36 registres de la recette des épices du Parlement, 200 liasses de papiers concernant la communauté des procureurs, 59 registres de la recette des droits qui leur étaient dûs, et autres papiers de pareille nature dont l'énonciation serait aussi longue qu'inutile à vous faire. Cette seule nomenclature vous fera juger, Citoyen Représentant, que cette masse de papiers, devenus inutiles depuis longtemps, ne devait pas encombrer davantage les dépôts et que le seul moyen de les rendre utiles était de les livrer au citoyen Aublet chargé par le ministre de l'Intérieur de les recevoir et d'en faire l'emploi.”

Finalement, Camus l'emporta. Un rapport de celui-ci au ministre de l'Intérieur, de qui les archives de la République dépendaient, conclut, le 26 nivôse an IX (16 janvier 1801), à la suppression du Bureau⁽¹⁾, qui, de fait, disparut, en vertu de l'arrêté consulaire du 1^{er} pluviôse an IX (21 janvier 1801)⁽²⁾. Une partie de son personnel passa aux Archives⁽³⁾, et sa fonction essentielle, celle d'opérer des triages, à l'Archiviste de la

⁽¹⁾ ABv^c 3.

⁽²⁾ AF IV, plaq. 161.

⁽³⁾ Bureau des Monuments historiques, plus tard Section historique. Cf. H. Courteault, *op.*

cit., p. 175.

République. Dans deux énormes comptes-rendus, conservés au Secrétariat des Archives nationales, le “trieur” Villiers du Terrage a prétendu exposer les résultats du travail accompli par l'organisme auquel il a appartenu⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ AB^vc 3, ventôse an VII et vendémiaire an VIII (février-mars et septembre-octobre 1799).

il est pour ainsi dire impossible de tirer parti de ces rapports confus et creux au regard de l'histoire qui est ici abordée⁽⁵⁾, et, sur le sort des archives de la Chancellerie, on en est réduit aux quelques indications, bien vagues, qui précèdent. Celles-ci sont du moins corroborées par le fait que l'on n'a conservé à l'Hôtel Soubise que fort peu de documents provenant réellement de ce service, qui a été, à coup sûr, l'un des plus importants de l'ancien régime⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ P. 13-14, parmi des renseignements multiples et difficiles à interpréter, il est question de 48 layettes, 11 portefeuilles et 23 liasses à envoyer au dépôt judiciaire.

⁽⁶⁾ Voir essentiellement à la Section ancienne : K 649-650, KK 627-629 et l'ensemble de la sous-série V¹. Joindre sous réserve U 948; à la Section moderne, de provenance ultérieure, BB² 97, dossier 6; BB³⁰ 512, dossier 1 (1778-1789), dossier 2 (formules, 1748-1811), et vraisemblablement l'ensemble des articles de la tête de la sous-série BB³⁰ (1 à 96).

Camus, assagi par les années, avait peut être sur le triage des idées moins désastreuses qu'il a plu au marquis de Laborde de le soutenir⁽¹⁾. Mais il mourut en 1804, et son successeur Daunou s'occupa essentiellement -- parmi d'autres travaux, souvent immenses -- d'intégrer dans son vaste système de classification les pauvres résidus épars de la Chancellerie⁽²⁾.

⁽¹⁾ On peut lire, touchant les idées de Camus, son rapport au ministre de l'Intérieur du 25 pluviôse an IX (14 février 1801) dans AB^vc 3. Cf. marquis de Laborde, *loc. cit.*, p. LXXXV sq.

⁽²⁾ Voir plus haut, p. XI. Sur les inventaires des diverses sections de la série V (Grande Chancellerie, Prévôté, Requêtes de l'Hôtel, Conseils), voir l'*État des inventaires des Archives nationales au 1^{er} janvier 1935*, Paris, 1936, in-8°, p. 55 sq.

Les Archives du Ministère de la Justice. -- Archives mortes, les archives de la Chancellerie s'en sont, en grande partie, allées en poussière -- ou en fumée -- cependant que commençaient à s'élaborer les archives vivantes du ministère de la Justice. A ces archives, dès le début, fut affecté un service⁽³⁾, dont le chef fut le célèbre Rondonneau⁽⁴⁾ et le sous-chef un certain Delaigue. Ce Delaigue fut le fondateur, si l'on peut dire, d'une dynastie de fonctionnaires qui devaient rester en liaison étroite avec le dépôt constitué en 1790 et progressivement accru⁽⁵⁾.

⁽³⁾ *Almanach royal*, 1792, p. 230.

⁽⁴⁾ Sur Rondonneau, voir J. Guiffrey, *Plan d'une bibliothèque de la Révolution française dans la Révolution française*, 1887, t. II, p. 19, n. 1; M. Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, Publications relatives à la ville de Paris Introduction, t. I, Paris, 1890, in-4°, p. v. Cf. AB^vD 3.

⁽⁵⁾ En dehors des indications fournies par l'*Almanach*, voir un dossier en provenance de cette famille, versé aux Archives nationales, AB XIX 592, dossier 6, qui fournit des indications sur les bureaux de la Justice et, en particulier, sur le service des archives. M. Jean Bourdon qui, pour sa thèse déjà citée, a recouru aux sources les plus variées, signale, *op. cit.*, t. I, p. 134, qu'il n'y a rien sur les archives du ministère de la Justice dans le château de l'arrière petit-fils du personnage ici cité, le comte de Laigue (Bahurel, près Redon).

Sous la Restauration, le bureau des Archives comprenait deux sections, l'une chargée de gérer les papiers mêmes du ministère, l'autre à qui était confiée, hors des locaux du ministère, les archives de la Secrétairerie d'État.

Les archives de la Secrétairerie d'État. -- Il faut bien tout de même dire ici quelques mots d'un fonds qui, administrativement, a relevé du ministère de la Justice et qui se trouve actuellement aux Archives nationales. Constituées en quelque sorte par les papiers du pouvoir exécutif de 1789 à 1815, les archives "du Gouvernement", comme on les appelait souvent, ont été créées par le Directoire en l'an iv. Installées dans un hôtel de la rue de Vaugirard, en face du Palais du Luxembourg, elles furent confiées au Secrétaire général du Directoire, Lagarde⁽¹⁾. Elles suivirent ensuite les Consuls aux Tuileries, puis furent logées successivement à l'hôtel de Breteuil, de nouveau aux Tuileries, à l'hôtel de Brionne, au petit hôtel d'Elbeuf. En brumaire an x (octobre-novembre 1801), elles étaient entrées dans les attributions du Secrétaire d'État, qui prenait grande importance parmi les institutions consulaires⁽²⁾. En 1809, on les transféra à l'entresol et au premier étage de la Galerie du Louvre⁽³⁾. Mais, en 1815, la Secrétairerie d'État était supprimée, chaque ministre étant devenu secrétaire d'État pour son propre département, et l'ordonnance du 21 mai 1817 plaça les archives en question dans les attributions du garde des sceaux⁽⁴⁾; un règlement, en date du 12 juillet 1817, fixa leur statut⁽⁵⁾. Les archives, au terme de leur existence active, comprenaient, on l'a dit, les papiers du pouvoir exécutif depuis la première monarchie constitutionnelle, plus diverses collections : archives de la légation du cardinal Caprara; cabinet du roi Louis de Hollande; Secrétairerie d'État du Grand-duché de Berg; Secrétairerie d'État et Conseils des Cent-Jours⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Cf. Debidour, *op. cit.*, t. I, p. XI, n. 1.

⁽²⁾ Il n'en est pourtant pas fait mention dans le livre de P. Poulet, *Les institutions françaises de 1795 à 1814*, Paris, 1907, in-8°.

⁽³⁾ Notes diverses dans AB^vD 2. Cf. Ch.-V. Langlois, Introduction, *op. cit.*, t. I, p. IX-X.

⁽⁴⁾ Voir dans AB^vD 2, jointe à une note de Bary, archiviste de la Secrétairerie d'État, au garde des Sceaux, du 30 avril 1831, relatant les conditions dans lesquelles eut lieu ce transfert, une ampliation de cette ordonnance qui n'a été retrouvée ni dans le *Bulletin des lois*, ni dans les collections d'ordonnances F^{1a} 1114, F^{1a*} 97⁵.

⁽⁵⁾ AB^vD 2.

⁽⁶⁾ *État sommaire par séries des documents conservés aux Archives nationales*, Paris, 1891, in-4°, col. 687-718. Voir les inventaires indiqués dans *État des inventaires des Archives nationales au 1^{er} janvier 1935*, p. 114-119.

La Maison du Roi s'efforça, à plusieurs reprises, de déloger du Louvre les encombrantes et gênantes archives en question : ce fut le cas, entre autres, en 1819 et en 1826, -- à cette dernière date pour installer à leur place les papiers de la Liste civile, la Bibliothèque et les Archives de la Couronne, instituées par l'ordonnance du 3 août 1824⁽¹⁾. Sous la monarchie de Juillet, les locaux des Archives nationales se trouvant agrandis, la question du transfert rebondit, lorsque la Commission des crédits de la Chambre des députés étudia l'urgence des travaux à faire à l'hôtel Soubise : le ministre de la Justice rétorqua, en juin 1844, que ces archives étaient très bien là où elles se trouvaient et que tout déménagement risquerait de bousculer l'ordre dans lequel on les avait mises. Un arrêté de Crémieux, ministre de la Justice dans le gouvernement de la Seconde République, réunit, le 25 avril 1848, la seconde section des archives de son département ministériel à la première, puis un arrêté du Pouvoir exécutif, daté du 10 août 1848, prononça le transfert aux Archives nationales, en même temps que des archives de la Couronne, des Tuileries, du Palais-Royal et de la Chambre des pairs, des archives de la Secrétairerie d'État⁽²⁾. Le vieil archiviste Bary n'était plus en fonction, et le transfert prescrit fut effectué par son successeur Goschler, qui passa aux Archives nationales avec le fonds dont il avait assumé la garde⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Bulletin des lois*, juillet-septembre 1824, p. 237-240.

⁽²⁾ Correspondance de Letronne, garde général des Archives, avec le ministre de l'Intérieur,

dans AB^{vD} 2. Sur les dépenses du transfert (16.000 francs), voir AB^{vA} 6.

⁽³⁾ Les procès-verbaux du transfert opéré en juillet-août 1849 se trouvent dans AB^{vD} 2. Sur Goschler, voir son dossier personnel dans AB IV^C 4.

Ce transfert peut donc, à certains égards, être considéré comme un versement, involontaire, du ministère de la Justice. Il y en avait déjà eu d'autres auparavant, décidés par lui⁽⁴⁾, et il y en aura beaucoup d'autres encore, et ceux-ci d'un caractère administrativement régulier.

⁽⁴⁾ Je rappelle pour mémoire le versement opéré en frimaire an IV par le ministère de la Justice à celui de l'Intérieur (F^{1a} 590-592¹), dont j'ai déjà parlé (voir plus haut, p. XXXVIII).

Travaux d'archives exécutés au ministère de la Justice. -- C'est au service des Archives du ministère de la Justice qu'a normalement incombé, parmi d'autres tâches, le soin de préparer ces versements. Ce service, comme dans la plupart des ministères français, paraît n'avoir pas eu tout le développement qu'il comportait, et cependant il semble avoir eu en somme les moyens, en personnel et en crédits, propres à remplir ses fonctions ⁽⁵⁾. Il serait vain, et d'ailleurs fort difficile, d'exposer celles-ci dans leur détail, et il suffit d'indiquer ce qui, du travail réalisé, offre de l'intérêt pour les Archives nationales : les classements et les triages.

⁽⁵⁾ J'ai déjà dit plus haut, p. xxix, comment le service des archives de la Justice est allé s'amenuisant au cours du XIX^e siècle, pour n'être plus grand'chose au début du XX^e. A noter que le bureau des archives s'est occupé aussi au cours des âges, tantôt du service intérieur, tantôt de la bibliothèque du ministère, tantôt du *Bulletin des lois*, et c'est cette dernière fonction qui a fini par prédominer et, par suite, écraser le service des archives. Il est, à cet égard, fructueux de comparer les divers volumes de l'*Almanach national*.

Des classements, retenons quelques usages qui sont encore pratiqués, et dont le principal consiste dans l'affectation de certaines lettres aux différentes catégories de dossiers : il est utile de connaître cette distribution alphabétique des papiers en provenance de la Justice.

Pour la Division des affaires civiles, le B, affecté d'un exposant numérique ou de l'année du dossier, est le déterminant normal. Les dossiers d'absents civils sont marqués des lettres AB, ceux d'absents militaires des lettres AD. L'immense armée des dossiers de naturalisation et assimilés (admission à domicile, etc.) est pourvue de la lettre X.

Pour la Division des affaires criminelles et des grâces, il y a plus de variété, par suite des changements survenus dans les attributions des bureaux. On a d'abord employé la lettre C suivie d'un numéro d'ordre pour les matières correctionnelles et la lettre D pour les affaires criminelles ; dès nivôse an IV, on renonce à C et on utilise seulement D, nanti d'exposants numériques progressifs, puis en frimaire an XI, la lettre A apparaît pour les affaires criminelles, la lettre C reparait pour les autres, les dossiers étant classés départementalement jusqu'en 1814. A cette date, au classement départemental est substitué le classement chronologique et donc numérique, les lettres employées étant munies d'exposants numériques et, à partir de 1822, il n'y a plus qu'une lettre de série, A, avec une distribution des dossiers en deux séries, qui disparaissent en 1840⁽¹⁾. D'autre part, en décembre 1850, est créée une série P pour les affaires politiques ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Voir l'introduction de Léon Lecestre à l'inventaire manuscrit n° 706.

⁽²⁾ BB³⁰ 391 à 425.

En ce qui touche les grâces, il faut noter que les lettres BG ont précédé la lettre S, employée avec des exposants numériques. G désigne les grâces collectives; M les grâces militaires; GP les grâces politiques⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir l'introduction de M. É. Guillemot aux inventaires manuscrits n°s 872 et 873.

Ajoutons que sous la lettre T sont classés les dossiers d'extradition, sous les lettres EX les extraditions demandées par la France, sous les lettres CR les commissions rogatoires; le groupe BL concerne également certains dossiers, mal définis, dits "banaux", de la division criminelle.

Aux dossiers concernant les rapports de la Chancellerie avec la Cour de Cassation est affectée la lettre E.

Pour le personnel, il faut distinguer selon les catégories⁽¹⁾ :

⁽¹⁾ On utilise ici une excellente note manuscrite de M. Gras, aujourd'hui conservateur de la Bibliothèque municipale de Dijon, qui a collaboré aux travaux de la Section moderne des Archives nationales comme auxiliaire en 1941-1942. M. Jean Bourdon, dans l'Introduction de sa thèse déjà citée, fournit d'utiles indications sur les dossiers personnels et les dossiers de "mouvements", t. I, p. 112 sq.

1° Cours d'appel⁽²⁾. -- En 1803, la lettre A fut affectée aux dossiers de leur personnel (magistrats, greffiers, officiers ministériels); elle était précédée d'un numéro, de i à 29, attribué à chaque cour d'après son rang dans l'ordre alphabétique, les numéros 9 et 15 étant ceux des cours d'appel de Bruxelles et de Liège. Au Tribunal de cassation fut donnée la cote 30 A. Les cours établies dans les autres pays reçurent des numéros à la suite. En 1834, le n° 31, qui était celui de Trêves, fut donné au Tribunal supérieur créé à Alger. En 1841, on changea le système : les numéros i à 28 furent affectés aux Cours métropolitaines, dans l'ordre alphabétique, compte tenu, naturellement, de la disparition de Bruxelles et de Liège et du transfert d'Ajaccio à Bastia; les numéros 29 et suivants furent attribués aux cours d'Alger et des colonies. En 1860, le numéro 28 fut affecté à Chambéry et les dossiers de la Cour de Cassation passèrent sous la cote 0; .

⁽²⁾ Cette expression s'applique naturellement aux tribunaux d'appel du Premier Empire.

2° Tribunaux de première instance. -- Les dossiers des magistrats et greffiers de ces tribunaux furent, depuis 1800, classés par département sous la lettre R, jusqu'en 1823, puis sous la lettre M. Cette lettre était précédée d'un numéro d'ordre départemental (dans la série alphabétique, comprenant 98 numéros pour la France et la Belgique; puis dans l'ordre de création : le Tarn-et-Garonne, formé en 1808, eut le numéro 116; le département de la Corse, constitué en 1811 par la réunion du Golo et du Liamone, eut le numéro 36, qui était celui du Golo, le numéro du Liamone, qui était 46, restant vacant). En 1841, nouveau classement : les 86 premiers numéros furent affectés aux tribunaux de la métropole, les numéros 88 à 93 à ceux de l'Algérie et des colonies. En 1860, les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie reçurent les numéros 87 à 89, à la place de l'Algérie, de la Martinique et de la Guadeloupe qui devinrent respectivement 87 bis à 89 bis. Dans chaque département, les dossiers sont classés par ressort des tribunaux de première instance, ressort indiqué au moyen d'un chiffre qui est placé après la lettre de série; le chiffre 1, se trouvant réservé aux affaires de la cour d'assise, ne se trouve jamais sur le dossier ;

3° Notaires. -- La lettre qui leur est réservée est N. Le classement des dossiers est analogue à celui des dossiers des tribunaux de première instance et a subi les mêmes vicissitudes;

4° Officiers ministériels. -- Pour les cours, mêmes classements que pour les magistrats et les greffiers; pour les tribunaux de première instance, on a adopté la lettre R, gardée en 1823 et en 1841 ; les numéros des départements réunis sous l'Empire étant demeurés vacants après 1815, les Alpes-Maritimes reprirent, en 1860, leur ancien numéro, la Savoie reçut le numéro 81 (affecté naguère à Sambre-et-Meuse), et la Haute-Savoie le numéro 81

bis, brisant ainsi l'ordre alphabétique rigoureux qui aurait exigé que ces deux départements figurassent après la Haute-Saône. La lettre C a été réservée aux commissaires-priseurs.

5° Justices de paix. -- Les dossiers des magistrats et des greffiers furent classés sous la lettre H, précédée d'un numéro de 1 à 582 : ces numéros correspondaient aux cantons rangés dans l'ordre alphabétique pour chaque département. Ce qui complique les choses, c'est que l'ordre des départements n'est lui-même ni l'ordre alphabétique, ni l'ordre des cours; il est fourni par le registre BB³⁰ *775 ⁽¹⁾. Au début de 1815, un nouveau classement fut institué : un numéro, de 1 à 87, précédant la lettre H, désigna le département -- les départements étant rangés dans l'ordre alphabétique,--et un second numéro donna le rang alphabétique du canton dans le département. La numérotation des départements diffère toutefois de celle qui a été adoptée en 1841 pour les tribunaux de première instance par un décalage d'une unité à partir du Morbihan, par suite de la présence du Mont-Blanc, qui portait le n° 55 et qu'on n'élimina pas. En 1860, on donna les numéros 88 à 90 aux départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie, et de la Haute-Savoie;

⁽¹⁾ [Juges de paix, personnel, 1806-1814.](#)

6° Tribunaux de commerce. -- Les dossiers ont été classés sous la lettre K, précédée d'un numéro qui déterminait en principe l'ordre alphabétique des villes où siégeaient ces tribunaux.

Enfin la lettre F a été affectée à la comptabilité, la lettre P aux pensions, la lettre Z, aux secours.

Pour les frais de justice on emploie la lettre L.

Au cours de son existence, le ministère de la Justice a élaboré une énorme quantité de papiers, normalement, par suite du fonctionnement même de ses services et des institutions judiciaires, exceptionnellement, au cours des grandes crises politiques que le pays a traversées. Pour des raisons diverses, beaucoup de ces papiers n'existent plus⁽¹⁾, soit qu'on ait voulu sciemment faire disparaître la trace de certaines activités du garde des sceaux pendant, avant, ou après ces crises, soit que, la masse des dossiers périmés risquant de gêner le fonctionnement de la machine administrative, il convînt de décider, plus ou moins subrepticement, l'élimination de tout ou partie de ces dossiers. La preuve de ces éliminations se trouve dans la discontinuité de certains groupes, décelée par quelques-unes des sous-séries inventoriées plus bas ⁽²⁾. La plus tangible, la plus regrettable, sans doute, affecte le fonds de la Direction des affaires criminelles et des grâces et remonte à une date relativement récente, car, d'après une tradition orale qui paraît acceptable, elle est due à l'initiative d'un garde des sceaux, M. le sénateur d'Eure-et-Loir L'Hôte, qui, désireux d'installer commodément à la Chancellerie le casier central ⁽³⁾, fit détruire, pour s'assurer la place nécessaire, les liasses, sans doute importantes, où devait s'inscrire en partie l'histoire des origines de la Troisième République de 1871 à 1890⁽⁴⁾ : cet événement se place entre le 24 septembre 1920 et le 16 janvier 1921.

⁽¹⁾ Voir à ce sujet ce que dit J. Guiffrey dans un rapport du 16 mars 1890, qui signale en même temps le sauvetage de liasses sans intérêt (AB xv 2).

⁽²⁾ Voir plus bas, p. XLIX et LXXII.

⁽³⁾ Voir plus haut, p. XXIV.

⁽⁴⁾ Voir plus bas, p. LXVII.

Il y a bien d'autres pertes à signaler. Des triages opérés au ministère de la Justice ont porté sur les dossiers de nominations judiciaires de l'an VIII et les dossiers de remplacement de l'an IX⁽¹⁾; lorsque l'on versa, en 1834, aux Archives nationales, les dossiers des séries D, D², D³,

D⁴, D⁵, A, A², A³, C, C², de la Division criminelle, on fut très large à l'égard des “dossiers présumés inutiles”, stigmatisés par les lettres “d. p. i.”, mais on prétendit garder au ministère les “dossiers qui contenaient des décisions et ceux qui ont paru avoir quelque importance” -- dossiers qui semblent avoir été perdus ensuite ⁽²⁾. Ces triages ont pu avoir eu lieu en prévision d'un versement, ils ont été parfois bien antérieurs : ainsi, en 1814, le ministère fit, de sa série départementale des liasses relatives aux nominations judiciaires, deux parts, l'une pour les départements restés français, l'autre pour les départements “détachés”; en 1827, il versa 205 liasses d'organisation judiciaire classées provisoirement par département et, en 1832, 110 liasses intitulées “1802-1813, organisation judiciaire, anciens départements qui ne font pas partie de la France classées par ordre alphabétique”⁽³⁾. A des dates impossibles à fixer, ont disparu les procès-verbaux d'élection des juges consulaires pour les années 1821 à 1831, 1833, 1849 à 1851, les dossiers des juges de paix, des suppléants et des greffiers pour la période 1879 à 1894, un grand nombre de fiches correspondant aux années 1892 à 1900 de la Division civile. Tout récemment encore, à l'occasion du versement opéré en décembre 1943 -- janvier 1944, on a pu constater la destruction de nombreuses fiches provenant de la Direction des affaires civiles pour les années comprises entre 1882 et 1900, ainsi que de dossiers de la Légion d'honneur. Ces destructions ont été opérées en opposition formelle avec le décret du 21 juillet 1936 qui prescrit cependant, en matière de suppressions de papiers administratifs, un accord préalable entre la Direction des archives et l'autorité éliminante.

⁽¹⁾ Cf. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 97.

⁽²⁾ Note sur 256 liasses versées en 1834, en tête de l'Inventaire n° 697.

⁽³⁾ Cf. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 98. d'après l'Inventaire n° 697.

De cette élaboration d'archives, de ces triages, de ces éliminations, on aurait aimé qu'un compte rendu fût établi et maintenu à jour. Ce n'est pas le cas ou, plus exactement, ce n'est plus le cas. En effet, le 16 mars 1861, sans doute en application du décret du 22 décembre 1855⁽⁴⁾, le garde des sceaux fit établir un inventaire des “documents déposés aux archives du ministère de la Justice”⁽¹⁾. Cet inventaire comprenait quatorze séries dont les archives avaient la garde, mais dont le ministère n'était pas l'auteur, comme, sous le numéro 3, les expéditions authentiques des décrets impériaux et autres actes du gouvernement rendus antérieurement à 1814 sur le rapport du ministre de la Justice, sous le numéro 7, les avis du Conseil d'État. La quinzième s'appliquait aux dossiers du ministère de la Justice classés sous diverses rubriques :

⁽⁴⁾ Décret sur l'organisation des Archives de l'Empire, *Bulletin des lois*, juillet-décembre 1855, articles III et v, p. 768.

⁽¹⁾ Les renseignements qui suivent sont donnés par M. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 92 sq. Le fonctionnaire qui, place Vendôme, a recueilli les vestiges d'archives du ministère de la Justice n'a pas retrouvé cet inventaire.

1° dossiers d'affaires diverses déposés aux Archives par le cabinet du ministre et par le cabinet du secrétaire général;

2° personnel des cours et des tribunaux de première instance depuis l'an ix; personnel des tribunaux de commerce; dossiers contenant des décisions depuis 1822; autres dossiers depuis 1837; personnel des justices de paix depuis 1831;

3° pensions des magistrats et des employés de l'administration centrale depuis 1861, avec cette note que les dossiers des pensionnés décédés et des veuves ont été versés en 1858 aux Archives de l'Empire pour la période de 1816 à 1848, -- ce qui semble vrai ⁽²⁾;

⁽²⁾ Voir plus bas, p. LIII.

4° affaires civiles (commissions rogatoires, conflits, questions de législation civile ou commerciale, état civil, etc.) ; dossiers contenant des décisions depuis 1831; autres dossiers

depuis 1832;

5° changements et additions de noms depuis l'an XI; titres, majorats et dotations depuis 1800; autorisations de servir à l'étranger, etc., depuis 1808; naturalisations depuis 1812; admissions des étrangers à domicile en France depuis 1808; dispenses pour mariages depuis 1842;

6° personnel des notaires depuis 1836;

7° personnel des officiers ministériels depuis 1831;

8° affaires criminelles (poursuites des crimes, délits et contraventions ; mises en jugement des agents du gouvernement; nominations des présidents d'assises et examen des comptes rendus; extraditions des malfaiteurs ; commissions rogatoires, etc.; dossiers contenant des décisions depuis 1822; autres dossiers depuis 1841);

9° grâces ou commutations de peines depuis 1831; rejets de recours en grâces (peines de vingt ans et plus depuis 1831); réhabilitations depuis 1831; transmission des pourvois criminels à la Cour de Cassation depuis 1848.

A cet inventaire, un érudit moderne, M. Jean Bourdon, tant de fois cité dans ces pages, affirme que s'ajoutaient de “vastes répertoires onomastiques”, qui, selon lui, pouvaient servir de moyens de recherches pour les dossiers des Archives nationales⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Op. cit.*, t. I, p. 93 et 101. S'agit-il des fichiers, qui, en fait, rendent aux Archives nationales des services appréciables?

De cet inventaire, en dépit de ce qu'a pu dire Jules Guiffrey ⁽²⁾, l'administration des Archives nationales a certainement eu connaissance. Mais c'est ici que nous jouons de malheur. Le ministère de la Justice avait, en effet, communiqué, sans doute sous la forme d'une copie, l'inventaire de ses archives, conformément à l'article V du décret du 22 décembre 1855 qui constitue le premier effort en vue d'organiser des versements administratifs réguliers aux Archives nationales ⁽³⁾. Cet inventaire fut placé dans la série AH¹, mais les inventaires de la série AH ont été depuis longtemps versés dans la série F², à l'exception de l'Inventaire des archives de l'Université de Paris, qui fait partie de la Bibliothèque des Archives, sous la cote HXI 123⁽⁴⁾; le carton ABXII 1 contient un dossier “Inventaires généraux collectifs des séries AB et AH¹”, où ne se trouve aucun renseignement sur ce que sont devenus les articles de cette seconde série après son démembrement. En tout cas, l'inventaire de la Justice reste introuvable aux Archives nationales ⁽¹⁾, et il n'a pas été retrouvé à la Chancellerie!

⁽²⁾ Dans un rapport du 15 octobre 1877 joint à l'Inventaire n° 699, J. Guiffrey écrit, en parlant du ministère de la Justice : “le ministère tient pour le classement de ces dossiers un plan dont il ne nous a pas donné la clef, mais dont il est facile de déterminer les règles principales.” Au sujet de quoi M. J. Bourdon émet cette spirituelle et peu charitable réflexion (*op. cit.*, t. I, p. 99, n. 18). “On ne se permettra pas d'examiner l'hypothèse impertinente que Guiffrey aurait feint d'ignorer la clef, pour se donner le mérite de l'avoir devinée”. Mais il est certain que Guiffrey a bien connu l'inventaire, “le plan” en question, car il indique que le ministère avait constitué quatre grandes divisions d'archives : 1° secrétariat général, comprenant l'organisation judiciaire, les nominations de magistrats et de juges de paix; 2° division civile; 3° division criminelle; 4° comptabilité.

⁽³⁾ *Bulletin des lois*, juillet-décembre 1855, p. 768. Joindre l'art. X du règlement des Archives, en date du 12 novembre 1856 (dans *Archives de l'Empire, décrets organiques et règlements*, Paris 1856, in-8°, p. 14.) Cf. Langlois, *Introduction d l'État sommaire*, etc., t. I, 1924, in-8°, p. xxxv.

⁽⁴⁾ Cf. *État des inventaires*, 1914, in-8°, p. 73. Sur la série AH, voir l'*Inventaire général sommaire des archives de l'Empire*, Paris, 1867, in-4°, col. 383-384.

⁽¹⁾ M. J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 102 sq., présente une espèce de reconstitution des archives de la Justice.

Les versements aux Archives nationales. -- Nous ne sommes pas en état d'apprécier dans le détail les tâches accomplies par le service des archives de la Place Vendôme. Du moins, pouvons-nous à bon escient critiquer la façon dont le service en question a préparé ou, plutôt, exécuté des versements aux Archives nationales⁽²⁾.

⁽²⁾ J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 95, à propos du versement de juin 1858 (d'après le rapport joint à l'*Inventaire* n° 699). Il est piquant de constater que le ministre de la Justice s'associe aux reproches formulés par l'administration des Archives : "Le dernier versement a été fait par notre bureau des archives avec trop peu de soin et trop peu d'exactitude". Sur l'"illogisme" qui préside au versement de 1827, voir également J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 98.

De ces versements, il convient d'esquisser l'histoire⁽³⁾. Il ne rentre bien entendu pas dans celle-ci d'énumérer les réintégrations, souvent massives, de dossiers déplacés, hors des liasses d'origine, par les services du ministère, non plus que le sort des fonds temporairement mis sous l'autorité du garde des sceaux⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Cet historique a été esquissé par Ch.-V. Langlois, *loc. cit.*, p. XX sq., et H. Courteault, *op. cit.*, p. 172-173. Les sources s'en trouvent dans une note de J. Guiffrey, conservée sous la cote AB^{xv} 2; pour les versements de 1827 à 1911, dans le registre d'entrée de l'ancienne Section législative (cf. *État des Inventaires* de 1914, n° 697), les registres d'entrée des nouveaux versements (13 registres achevés, un en cours) et divers éléments qui seront indiqués au fur et à mesure.

⁽⁴⁾ Il s'agit des Cultes, de la Secrétairerie d'État, de la Cour et de la Chambre des Pairs.

C'est sous la Restauration que ces versements commencent, ils sont d'abord de médiocre importance :

I. Décembre 1827 = 3.017 liasses, 980 cartons, 89 registres, 29 volumes (*sic*) : résidus très variés⁽⁵⁾, dont on peut seulement donner une idée générale : circulaires; faux assignats; Conseil des prises; Comité de surveillance et de salut public du département de Paris; École de Droit; Imprimerie nationale; conscrits; transmissions d'arrêts à la Cour de Cassation; cours prévôtales ; affaires criminelles de l'an VII à 1824; jugements en matières de douanes; tribunaux de commerce; juges de paix de l'an xi à 1815; prestations de serment; Conseil privé en matière de grâces ; Haute-Cour; exécuteurs des arrêts criminels; Comité de législation; radiation des émigrés, etc.;

⁽⁵⁾ Cf. H. Bordier, *op. cit.*, p. 91-92. Le détail est donné dans l'inventaire non numéroté des "versements du ministère", utile pour la période 1827-1911. A compléter pour la suite par les bordereaux conservés sous la cote AB^v 11.

II. Décembre 1829= 115 liasses : notaires avant 1814;

III. 4 août 1834 = 1,485 liasses et 1.000 volumes (*sic*) : personnel, affaires civiles et criminelles, comptabilité⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir à ce sujet un rapport d'A. Lallemand, 10 août 1842, AB xv a.

La Seconde République envoie à l'hôtel Soubise beaucoup de fonds importants. Il vient directement peu de choses du ministère de la Justice :

IV. 4-6 octobre 1848 = 2.154 liasses⁽²⁾ : personnel, juges de paix et tribunaux de commerce; Direction des affaires civiles et du sceau; Direction des affaires criminelles;

comptabilité.

⁽²⁾ Cf. Inventaire non numéroté des “versements du ministère de la Justice”.

Le Second Empire fait à son tour quelques envois :

V. 16 juin 1858 = 2.100 liasses, dont le versement, très mal préparé, suscite l'ire d'un archiviste de la Section législative et judiciaire, Dupont⁽³⁾ : justices de paix; pensions; Direction des affaires civiles et du sceau; Direction des affaires criminelles et des grâces; frais de justice.

⁽³⁾ Rapport du 26 juin 1858 à son chef, en tête de l'Inventaire non numéroté de Guiffrey des séries BB¹ à ¹⁰⁶.

VI. 23 août 1861 = 799 liasses : justices de paix; notaires ; officiers ministériels ; rejets de recours en grâces; dispenses pour mariages ; frais de justice;

VII. 25 mai 1866 = 1.372 liasses, 61 registres : personnel, cours royales; juges de paix; tribunaux de commerce; affaires civiles; affaires criminelles.

C'est sous la Troisième République que seront faits les grands versements :

VIII. 20 août 1877 = 1.685 liasses : affaires civiles; affaires criminelles et grâces ; comptabilité; personnel; cabinet particulier; 13 registres : grâces;

IX. 6 juin 1884 = 1.612 liasses : affaires civiles; affaires criminelles; comptabilité; lois de 1859 à 1869;

X. 15 septembre 1887 = 950 liasses : affaires civiles; affaires criminelles; comptes d'assises; comptabilité et pensions; série H;

XI. 30 novembre 1887 = 525 liasses : principalement série X.

Aux alentours de cette dernière date, Jules Guiffrey, fut chargé de faire le point, et, dans un rapport daté du 26 mars 1890, après avoir tenté de totaliser le nombre des articles reçus⁽¹⁾, il signalait à ses chefs que le ministère de la Justice était loin d'avoir versé aux Archives nationales tous ses documents anciens, et il en donnait des preuves pertinentes : au Palais des Arts libéraux, le ministère de la Justice, à l'occasion de l'Exposition universelle, n'avait-il pas offert à la curiosité des foules le texte de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen et la Constitution de 1791, sur vélin, soumis à la signature du roi Louis XVI ⁽²⁾? N'était-on pas certain qu'il existait dans les greniers du ministère des documents de valeur, comme les pièces concernant les affaires Favras et Besenval⁽³⁾? A peu près certain qu'il y en avait sur le ministère de Danton? Et, avec ironie, le jeune archiviste écrivait que, sans doute, on les y trouverait, si, toutefois, “les chefs de cabinet ou les attachés qui se sont fait communiquer les dossiers sans donner de décharge les ont fidèlement et intégralement restitués”. Ne résultait-il pas du récolement des pièces versées aux Archives nationales, disait encore Guiffrey, que le ministère a gardé arbitrairement une partie des fonds qui paraissent avoir été intégralement versés, et qui ne le sont pas. Ainsi, au groupe des dossiers politiques de 1815, classés dans l'ordre alphabétique des départements ⁽⁴⁾, paraissaient être absents ceux qui concernaient les départements venant après la Seine-Inférieure. De sorte que, concluait l'acérbe et judicieux critique, les travailleurs ne sont jamais sûrs d'avoir à leur disposition tout l'ensemble des documents dont ils ont besoin; les archivistes ne sont pas en état d'établir des classements méthodiques et d'élaborer des inventaires dignes de ce nom; les Archives nationales sont considérées “comme un simple magasin de débarras, un dépôt de vieux papiers”⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les totaux de J. Guiffrey dépassent singulièrement ceux auxquels nous arrivons nous-même : d'après Guiffrey, les Archives-nationales auraient jusqu'alors reçu : 15.815 liasses 952 cartons 1.680 registres 18.447 articles Nous ne trouvons que 13714 liasses (ou cartons?) et 2009 registres (ou *volumes*). Cette différence tient, peut-être, à ce que, bien qu'il s'en défende, Guiffrey a introduit dans ses estimations des éléments qui ne provenaient pas réellement du ministère de la Justice, car, sur sa liste figurent 16 versements, et nous n'en trouvons que dix.

⁽²⁾ *Journal officiel*, 23 septembre 1889.

⁽³⁾ Et c'était exact : voir plus bas, p. LIX.

⁽⁴⁾ BB³ 151 à 163.

⁽¹⁾ Le rapport de J. Guiffrey est conservé sous la cote AB xv 2.

Les observations de Jules Guiffrey avaient frappé le Directeur des Archives d'alors, Gustave Servois, qui les utilisa dans son rapport de 1889⁽²⁾. Mais ainsi se trouvait posée la question, plus vaste, des règles à édicter en ce qui touche les versements administratifs aux Archives. Ces règles, après des tâtonnements dont l'historique a été établi avec un soin méticuleux par l'un des successeurs de Gustave Servois, Ch.-V. Langlois⁽³⁾, ne devaient être élaborées, par le Directeur des Archives de France qui remplaça Ch.-V. Langlois, Henri Courteault, qu'en 1936⁽⁴⁾. Mais leur exécution était conditionnée par les facultés d'absorption des Archives. Celles-ci étaient, en 1890 et en 1891, tellement saturées que la Direction des Archives fut alors forcée de demander au ministère de la Justice de surseoir à tout nouvel envoi ⁽⁵⁾.

⁽²⁾ Publié à Lille en 1890. Cf. Ch.-V. Langlois, *loc. cit.*, p. XLIX.

⁽³⁾ Introduction au t. I de l'*État sommaire des versements...*, Paris, 1924, in-8°.

⁽⁴⁾ Décret interministériel du 21 juillet 1936, réglementant les versements dans les dépôts d'archives d'État des papiers des ministères et des administrations qui en dépendent (*Journal officiel*, 23 juillet 1936). Voir l'étude critique qui en a été faite par M. L. Céliier, *Rapports des administrations publiques avec les archives*, dans *Bibliothèques et Archives*, 2^e année, p. 102 sq.

⁽⁵⁾ Ch.-V. Langlois, *loc. cit.*, p. L.

Les versements reprirent à partir de 1893, et il faut bien avouer que les errements anciens continuèrent⁽⁶⁾, en dépit du décret du 12 janvier 1898: ce décret, qui prétendait régler la procédure des apports aux Archives nationales, émanait d'une Commission interministérielle à laquelle avait pourtant participé un représentant de la Chancellerie⁽⁷⁾. De fait, on vit affluer aux Archives nationales surtout des dossiers administratifs modernes, sauf lorsqu'une démarche personnelle dans les bureaux de la Place Vendôme permettait d'orienter vers l'hôtel Soubise des articles d'un caractère historique indéniable. Ainsi, grâce aux relations existant entre le bibliothécaire du ministère, M. André Morizet -- qui devait devenir un homme politique important--, et M. Pierre Caron, futur Directeur des Archives de France, et alors simple archiviste à la Section moderne, grâce aussi à la bonne volonté de M. Anatole de Monzie, alors chef de cabinet du garde des sceaux, furent dirigés, en 1904-1905, vers les Archives nationales, un amas hétérogène de papiers d'un intérêt considérable, qui ont constitué l'une des sous-séries les plus achalandées du fonds de la Justice, BB³⁰⁽¹⁾. De la même façon, M. H. Courteault, Directeur des Archives nationales, Mlle Vitte, MM. Caillet, Patry⁽²⁾, Guillemot, Bourgin, Caron, archivistes, conservateurs-adjoints, conservateurs de la Section moderne, se rendant à diverses reprises place Vendôme, ont obtenu, à la suite de conversations opportunes avec les fonctionnaires supérieurs de la Chancellerie ou les agents subalternes de l'administration⁽³⁾, des versements véritablement historiques, en compensation, si l'on peut ainsi s'exprimer, des envois administratifs massifs dont le ministère même gardait l'initiative.

⁽⁶⁾ Jusqu'aux versements de 1893, les indications portées sur le registre non numéroté des "versements du ministère de la Justice" sont souvent un peu incertaines, déconcertantes.

⁽⁷⁾ Ch. V. Langlois, *loc. cit.*, p. LIII.,

⁽¹⁾ Voir plus bas, p. LXX.

⁽²⁾ A la suite de la publication du décret du 21 juillet 1936, c'est M. Patry, qui fut désigné comme agent régulier de liaison entre la Direction des Archives et la Chancellerie. On trouvera ses rapports sous la cote AB^vD 11.

⁽³⁾ Qu'il me soit permis de mentionner ici M. Combes, commis, dont les connaissances techniques et l'obligeance inlassable ont été du plus précieux secours pour les représentants des Archives nationales.

On peut reprendre, à ce point, l'énumération chronologique de ces divers apports⁽⁴⁾ :

⁽⁴⁾ D'après la correspondance groupée sous la cote AB^vD 11 et les registres des nouveaux versements, t. VII et suivants.

XII. 24 mars 1893 = 416 liasses : série X (jusqu'en 1878); pensions;

XIII. 23 avril 1893 = 465 liasses : affaires civiles et sceau; huissiers, notaires, 1870-1878; 214 liasses : juges de paix et greffiers, 1870-1878;

XIV. 2-3 mai 1904 = 237 liasses : série N, 1879-1892; 223 liasses : série R, 1879-1892; 182 liasses : série B, 1875-1892; 48 liasses : B 2; 346 liasses : série X, 1879-1885; 9 liasses : comptabilité; 150 cartons se rapportant à l'époque révolutionnaire, 1787-1793; 15 registres d'affaires civiles et 12 d'affaires criminelles, an III-1820; divers fichiers, an IX-1811;

XV. 1^{er} juillet 1904 = 866 liasses : série X; fiches de la série A (affaires criminelles), 1812-1848;..

XVI. 10 mai 1905 et

XVII. 22 mai 1908, ensemble hétérogène, dont la masse constitue la plus grande partie de la sous-série BB³⁰.

Disons tout de suite que ces derniers, versements ont donné lieu à une sorte de débat entre archivistes : le distingué Léon Lecestre, qui en a dressé l'Inventaire définitif, a cru et affirmé qu'il s'agissait là d'un versement du cabinet du garde des sceaux⁽¹⁾. Il n'en est rien. Une partie des articles compris dans ce versement et celui de mai 1904 avaient été décrits par E. Séligman⁽²⁾ et A. Tuetey⁽³⁾, et M. Pierre Caron, qui en a rédigé le premier inventaire ⁽⁴⁾, est resté fidèle à l'idée -- qui est seule admissible -- que cette sous-série ne correspond pas à un service du ministère de la Justice, et singulièrement au cabinet -- qui s'y trouve d'ailleurs représenté -- mais est constituée par le groupement de certains fonds d'origine diverse⁽⁵⁾. On peut seulement estimer que les Archives nationales ont commis une erreur technique en ne répartissant pas immédiatement les éléments hétérogènes qui composaient ce versement entre les divers fonds auxquels ils se rattachaient normalement ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Inventaire n° 718. C'est la reprise révisée et détaillée de l'Inventaire 717, dû à M. P. Caron.

⁽²⁾ *La Justice en France pendant la Révolution*, t. I, annexe I, p. 466-468 ; t. II, p. 616. Les documents en question se trouvent partiellement décrits dans une "note des pièces les plus importantes déposées à la 2^o Section des archives de la Justice", note datée de 1823, et qui est comprise dans les papiers Delaigue (AB XIX 2282, dossier 6).

⁽³⁾ *Les archives anciennes du ministère de la Justice aux Archives nationales*, dans *La Révolution française*, 1904, t. XLVII p. 97-110.

⁽⁴⁾ Inventaire n° 717.

⁽⁵⁾ *Le récent versement du ministère de la Justice aux Archives nationales*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. VI, 1905-1906, p. 569-572. Les articles du versement XXV, qui est indiqué plus bas, paraissent n'être que les résidus oubliés du même versement. D'autre part les articles du versement XVII, de 1908, ont été juxtaposés à ceux du versement XVI de 1905.

⁽⁶⁾ Voir plus bas, p. LXX.

Les versements qui suivent vont se succéder sans que la guerre mondiale de 1914 les interrompe.

XVIII. 10 juin 1909 = 48 liasses : absents divers; 168 liasses : notaires, 1893-1899; 120 liasses : avoués et huissiers, 1893-1899; 21 liasses : personnel;

XIX. i 1 mars 1913 = 1.454 liasses : grâces, 1867-1885;

XX. 31 janvier 1916 = 430 liasses : grâces, 1878-1880; 44 liasses : série H, 1870-1878;

XXI. 19 août 1918 = 16 liasses : peines de mort, 1826-1871;

XXII. 28 février 1919 = 70 liasses : série N, 1900-1903; 87 liasses : série R, 1900-1903;

XXIII. 4 juin 1920 = 46 liasses : série B, 1893-1894;

XXIV. 12 janvier 1923 = 409 liasses : série X, 1893-1894;

XXV. 9 et 19 juillet 1923 = 76 cartons : affaires judiciaires de la Révolution et de l'Empire, immédiatement incorporées à la sous-série BB³⁰;

XXVI. 31 janvier 1924 = 271 liasses : série X, 1895-1896; 63 liasses : séries N, H, R, 1904-1905;

XXVII. 17 février 1926 = 31 registres : série B, 1819-1868; 288 liasses de fiches : série B, an X-1868; 40 liasses : série R, 1906-1907; 265 liasses : série X, 1897-1898; 29 liasses : série S, 1866-1886;

XXVIII. 27 avril 1927 = 270 paquets de fiches relatives aux actes du gouvernement, an IV-1820;

XXIX. 27 avril 1928 = 434 liasses : majorats, 1848-1883; 105 liasses : séries R et N, 1908-1909;

XXX. 1^{er} juin 1928 = 11 liasses : fiches de pensions, 1817-1885.

A la fin de cette même année 1928, le Directeur des Archives, Ch.-V Langlois, reprenant en partie l'argumentation d'un de ses prédécesseurs, G. Servois, et utilisant certaines constatations faites par l'un de ses collaborateurs, M. Bourgin, s'adressait directement au garde des sceaux⁽¹⁾. Dans une lettre datée du 23 décembre 1928, faisant état du projet qu'il avait conçu de mettre sur pied et de publier un *État sommaire* des archives du ministère de la Justice et montrant la nécessité d'être exactement informé de ce qui pouvait subsister de documents historiques dans les locaux de la Chancellerie à la suite des versements qui avaient eu lieu et des destructions "arbitraires et irrégulières" auxquelles on avait pu procéder dans les fonds gardés, il demandait d'être autorisé à visiter les parties du ministère de la Justice susceptibles d'abriter encore des archives. Très sagement, il indiquait qu'aucune revendication

ne serait. exercée à l'égard des pièces conservées par le garde des sceaux “ à cause de leur caractère décoratif ou pour quelque autre motif d'ordre sentimental ou pratique”, comme les Constitutions françaises⁽²⁾.

⁽¹⁾ Minutes dans AB^vD 11.

⁽²⁾ Il s'agit du Musée attenant au cabinet du garde des sceaux et de la collection des Constitutions françaises, dont le sort ultérieur est exposé plus bas; p. LXXV.

Ch.-V. Langlois dut revenir à la charge le 22 février suivant : il obtint satisfaction le 1^{er} mars 1929 et, accompagné de deux archivistes de la Section moderne, se rendit peu de temps après Place Vendôme. Le 15 mai à la suite de cette visite, le ministre de l'Instruction publique, M. Marraud, remettait directement au garde des sceaux, Louis Barthou, une lettre qui mentionnait les groupes de documents, au nombre de cinq, revendiqués par les Archives nationales. Ce fut, en quelque sorte, le dernier acte administratif de l'éminent Directeur, qui mourut peu de temps après. A l'acceptation, notifiée le 6 juillet 1929, par le garde des sceaux des propositions formulées par Ch.-V. Langlois, le Directeur par intérim, H. Courteault, répondit qu'il était dans l'obligation de surseoir temporairement à l'envoi aux Archives nationales des documents repérés, puis, le 14 septembre, il annonça à la Chancellerie sa propre visite de directeur en titre, et c'est à la suite de cette visite qu'eut lieu, enfin, le versement annoncé. Ce devait être un versement aussi hétérogène que celui de 1905-1908, et on dut lui appliquer, en effet, une cotation provisoire, qui ne fut, heureusement, que provisoire⁽¹⁾ : il convient de le mentionner dans l'énumération :

⁽¹⁾ Sous-série BB³¹, ultérieurement décomposée et absorbée. L'état du versement de 1929 se trouve dans AB^vD 11, et partiellement au t. XII des registres des nouveaux versements.

XXXI. Décembre 1929 = 682 articles (dont 148 de majorats, décrets de grâces ; affaires d'octobre 1789; Comité de législation; procès Favras; affaire Lambesc, etc.).

H. Courteault, le nouveau Directeur des archives, ne s'en tint pas là. Il s'intéressait particulièrement aux versements ministériels dont il devait, par le décret du 21 juillet 1936, plus haut signalé ⁽²⁾, essayer de préciser et de régulariser les modalités. Voici ceux qui, au temps de sa direction, vinrent de la Chancellerie :

⁽²⁾ Voir plus haut, p. LV.

XXXII. 25 mai 1930 = 60 liasses : notaires, 1910-1911; 48 liasses : avoués, huissiers, commissaires-priseurs, 1910-1911;

XXXIII. 5 avril 1932 = 427 liasses : série X, 1899-1903.

Puis, à la suite d'une lettre de la Direction des Archives au garde des sceaux, en date du 24 juin 1932, pour insister sur l'envoi aux Archives nationales des éléments qu'on avait oublié de joindre au versement de 1929, il y eut, d'abord, un grand envoi de liquidation et ensuite, au temps de H. Courteault, jusqu'en 1936, et de M. Pierre Caron, son successeur, toute une série jusqu'en 1941.

XXXIV. 31 mai 1933 = 261 liasses : série A, 1890-1900; 119 liasses : série B, 1895-1900; 204 liasses : états d'individus jugés, 1828-1870; 262 paquets : options d'Alsaciens-Lorrains en faveur de la nationalité française ; 200 paquets : boîtes, registres, rouleaux concernant l'attribution de la médaille de la Reconnaissance française; 165 registres de toute nature; 26 paquets : affaire Dreyfus;

XXXV. 14 décembre 193 = 8 registres divers; 61 liasses : options; 57 liasses : médaille de

la Reconnaissance française;

XXXVI. 28 février 1934 = 78 liasses : série S, 1840-1894; 80 liasses : série N, 1912; 22 liasses : série R, 1912;

XXXVII. 27 février 1936 = 646 liasses : série X, 1904-1909; 53 liasses : série N, 1913-1914; 45 liasses : séries R et A, 1910-1914;

XXXVIII. 24 juin 1936 = 30 liasses : questions de législation et de jurisprudence ; fichier correspondant;

XXXIX. 16 avril 1937 = 575 liasses : série X, 1910-1913; 66 liasses : séries N, R, A, 1915-1919; 112 liasses: résidus de S, 1895-1899;

XL. Décembre 1937-janvier 1938 = 629 liasses : série B, 1901-1922; 595 liasses : série H; 2.290 liasses : série S, 1900-1923; 675 liasses : série A, 1901-1932; 54 liasses : résidus, 1894-1918; 346 liasses : série BL, 1906-1933; 240 liasses : série T, 1890-1930; plus des registres non dénombrés ;

XLI. 23 mai 1939 = 153 liasses : série M, 1883-1900;

XLII. En avril-mai 1941, à la suite de nouvelles visites opérées par les conservateurs MM. Bourgin et Guillemot, à la Chancellerie, on ramassa encore, dans quelques coins poudreux des combles, des articles isolés qui furent envoyés, à partir du 24 mars aux Archives nationales ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cet apport, venu sans bordereau, peut être considéré comme le XLII^e versement des archives de la Justice. Cf. le registre des nouveaux versements, t. XIII, p. 171.

XLIII. Décembre 1943-janvier 1944 = 196 liasses : Division civile, 1921-1925; 273 liasses : série H, 1914-1925; 131 liasses : série R, 1911-1925; 17 blocs de fiches de la division civile, 1875-1882; 132 blocs de fiches de la Division criminelle, 1886-1893.

A l'heure où j'écris, il ne semble plus y avoir, place Vendôme, de documents véritablement historiques, dignes d'être transférés dans notre grand dépôt national.

Ce que les services continuent d'élaborer d'archives devrait désormais être conservé à la Chancellerie ou dans les directions annexes, -- Sceau, Services pénitentiaires --, selon les règles les plus strictes de l'archivistique, de façon que ne soient plus dirigés vers les Archives nationales que les dossiers ayant pour ainsi dire perdu toute valeur administrative actuelle et que celles-ci ne soient plus considérées comme les archives mêmes de la Chancellerie ⁽¹⁾ ou le dépôt provisoire des dossiers déclassés, sans intérêt et dignes du pilon.

⁽¹⁾ Et cela est apparu particulièrement en ce qui concerne la mise en place de l'énorme série X (naturalisations). Cette série occupe de nombreuses travées; les recherches multiples qui y sont prescrites exigent de longues heures de travail du personnel subalterne et supérieur des Archives nationales.

Voeu gratuit, sans doute, formulé en des temps où les circonstances avaient bouleversé le statut de la nation, disloquée au moins en deux tronçons, où les services de la Chancellerie étaient dispersés entre Paris et Vichy et où l'on ignorait dans la capitale occupée le sort même fait aux textes constitutionnels nouveaux ⁽²⁾; gratuit encore sans doute, en des instants où les institutions nationales sont en train de se reconstituer.

⁽²⁾ Au regard de la chronique des archives pendant la guerre de 1939, on peut noter ici que furent envoyés en province, pour les mettre à l'abri, une bonne partie des fonds de la Justice,

dans divers châteaux de la Vallée de l'Yvette (Seine-et-Oise), et à celui de Talcy (Loir-et-Cher). Tout a été ultérieurement rapatrié, mais, pendant un certain temps; de nombreuses liasses furent tour à tour gardées à Talcy, puis au château de Ménars (Loir-et-Cher) et enfin au château de Chambord (Loir-et-Cher) : il arrivait qu'on dût y rechercher des dossiers réclamés par la Chancellerie.

Travaux effectués aux Archives nationales : Classements. -- Les papiers transférés de la Chancellerie aux Archives nationales depuis 1827 y ont été l'objet de soins diligents⁽³⁾. En cent quatorze ans, on y a opéré des triages, des classements, des élagages, inspirés de l'idée générale des grandes catégories de documents suivants :

⁽³⁾ M. J. Bourdon, dont le livre apporte, dans son introduction, tant de précisions sur la question qui est traitée dans ces pages, se montre un critique acerbe et souvent injuste, à l'égard de ce qui a été fait aux Archives nationales touchant le fonds de la Justice. "Aux Archives nationales, dit-il, le mal fut encore aggravé" par rapport avec ce qui avait été fait place Vendôme (*op. cit.*, t. I, p. 89)

1° Dossiers de caractère administratif. -- Ces dossiers, -- nominations de magistrats, désignations d'officiers ministériels, pensions et secours pour le personnel, organisation des tribunaux, affaires civiles et criminelles, affaires du sceau et particulièrement naturalisations, -doivent, à l'exception des dossiers des grâces, à l'égard desquels est appliquée la règle du triage décennal, être indéfiniment gardés, les efforts de la Direction des Archives de France, à l'effet de mettre sur pied une réglementation générale de destruction périodique après triage, n'ayant pas jusqu'à présent abouti. On doit toutefois à l'instant noter, et avouer, que, en ce qui concerne les dossiers anciens des affaires criminelles, certains archivistes se sont crus autorisés à décider la destruction de ceux qui, à leur avis, n'avaient point d'intérêt;

2° Pièces de caractère historique certain. -- Bien que la définition de ce caractère revête une valeur éminemment subjective, et l'on en a la preuve avec les destructions dont il vient d'être question, on peut dire que les archivistes ont une connaissance assez poussée de la méthode et des notions assez précises de l'histoire moderne et contemporaine pour ne pas, à cet égard, tomber dans des erreurs qui ne seraient pas réparables. Au reste, un grand nombre de dossiers de caractère administratif, par le fait même de leur vieillissement, tendent régulièrement et normalement à passer dans le groupe des pièces de caractère historique certain : à ce point, l'on se trouve à la lisière des archives mortes et des archives vivantes ;

3° Papiers sans intérêt historique, ni administratif, transférés aux Archives par des bureaux désireux de se débarrasser de fatras encombrant et sans utilisation vraisemblable.

C'est à ces critères généraux que se sont référées les générations d'archivistes chargés de traiter les fonds immenses du ministère de la Justice.

Longtemps délaissés par les fonctionnaires de la Section législative dont ils relevaient théoriquement⁽¹⁾, ce n'est qu'en 1842 qu'on a commencé à s'en occuper ⁽¹⁾. Après Lallemand, ce fut à Dupont à s'y attacher, particulièrement à partir de 1848⁽²⁾. C'est aux environs, de cette date que fut imaginée, pour désigner l'ensemble du fonds en provenance du ministère de la Justice, la cote en double lettre BB: les lettres simples de l'alphabet et les doubles AA étaient, en effet, déjà utilisés. Il y eut temporairement, une série BB*⁽³⁾. En 1867, les 15.000 articles environ de la série étaient groupés, en ce qui touche les liasses et cartons, en i i o subdivisions de matières correspondant, affirmait-on dans l'*État général sommaire des Archives de l'Empire*, aux "cotes primordiales et essentielles"⁽⁴⁾, mais on tenait cependant alors à observer

qu'«il s'en faut que les matières forment toujours une suite complète et non interrompue à partir de l'année où elles commencent jusqu'à celle où elles finissent».

⁽¹⁾ H. Courteault, *les Archives nationales de 1902 à 1936*, p. 105-106.

⁽¹⁾ Rapport d'A. Lallemand, du 10 août 1842, touchant le versement d'août 1834, et portant sur 4736 articles, qui correspondraient à 5525 articles versés, et indépendamment de 2654 liasses «présumées inutiles» (AB xv 2).

⁽²⁾ On lui doit un «Répertoire général des versements du ministère de la Justice, 1848-1858», portant sur 17.000 liasses 1790-1856 (cf. l'«État récapitulatif des travaux d'inventaires exécutés aux archives», AB xv 2). A noter, auparavant, un inventaire par travées de la salle 245, de novembre 1850 (AB xv 1).

⁽³⁾ On trouve à son sujet, dans AB XV 2, des notes diffuses et nombreuses de Cauchois-Lemaire.

⁽⁴⁾ Paris, 1867, in-4°, col. a. On n'a pas cru devoir reproduire ici cette suite des 110 sous-séries (col. 5 à 9), après lesquelles sont indiqués, répartis en six groupes, 820 registres; il est d'ailleurs noté que les registres 1 à 61 et 238 à 253 ont été transférés au fonds de la Chancellerie, -- soit la sous-série V¹ --, fait qui n'est que partiellement vérifiable.

A Jules Guiffrey fut confié le soin de simplifier le système et de corriger les anomalies⁽⁵⁾. Dans son rapport de 1877, le consciencieux archiviste révélait le pilonnage des séries 102 à 105, concernant des matières de comptabilité, le rattachement, tant bien que mal réalisé, à des sous-séries existantes de certaines petites séries récemment versées, les remaniements et les numérotages effectués sans contrôle, qui avaient abouti à de multiples transpositions et déterminé le désordre et la confusion, l'existence de nombreux numéros doubles; surtout il critiquait l'inutile multiplicité de ces divisions, le morcellement de certains groupes, la constitution d'un groupe particulier pour diverses matières de même importance et, au terme de son examen impitoyablement critique, J. Guiffrey concluait en faveur de la nécessité d'un reclassement conçu d'après un critère très simple : dossiers se référant à des activités vivantes de la Chancellerie; papiers n'offrant véritablement qu'un intérêt historique.

⁽⁵⁾ Voir son «Répertoire général des nouveaux versements» 1866-1884, signalé dans l'«État récapitulatif...» (AB xv 2), ses rapports du 15 octobre 1877 (en tête du registre d'inventaire sans numéro des séries BB¹ à ¹⁰⁸) et du 16 mars 1890 (AB xv 2). Une bonne partie des critiques archivistiques de M. J. Bourdon, *op. cit.*, p. 100 sq., s'applique aux travaux de J. Guiffrey : «le principe de classement adopté sur la proposition de Guiffrey n'était satisfaisant qu'en apparence»... «Pour appliquer de façon complète le nouveau classement, il aurait fallu diviser beaucoup de dossiers et même découper certains rapports». Si la table de concordance entre les 110 séries anciennes et les 29 séries nouvelles put rendre des services, accorde M. J. Bourdon, combien plus utile à son avis, serait une table de concordance entre les séries des Archives nationales et les répertoires onomastiques du ministère (mais que sont devenus ces répertoires?). En somme, le grand grief fait aux archivistes des Archives nationales, c'est de n'avoir pas respecté l'ordre initial du ministère. Seulement, par trop d'exemples, M. J. Bourdon démontre qu'il n'y avait guère d'ordre au ministère.

Ces idées et ces principes devaient guider J. Guiffrey dans le travail auquel il se consacra, et son rapport de 1890 explique comment l'ensemble des articles versés par la Chancellerie se trouve désormais réparti en deux groupes : quatre sous-séries forment le premier et, sans possibilité d'accroissement, sont définitivement bloquées; à partir de BB⁵, s'ouvre le second groupe, formé de sous-séries ouvertes. En somme, d'un côté, les archives mortes, de l'autre, les archives vivantes. A la date où Guiffrey rédigeait son rapport, il y avait en tout 29 sous-séries, et c'est ce qui est indiqué à l'État sommaire de 1891, où les 17.000 articles de la Chancellerie⁽¹⁾ sont groupés en deux parties distinctes, les quatre premières sous-séries étant seules véritablement inventoriées, les vingt-cinq autres étant simplement indiquées par leurs

caractéristiques propres et les dates extrêmes de leur contenu ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Guiffrey, dans son rapport de 1890 (voir plus haut, p. LIV) les totalise au nombre de 18447.

⁽²⁾ Col. 635 à 642

Depuis 1891, on l'a vu ⁽³⁾, la Chancellerie n'a cessé d'envoyer de nouveaux papiers aux Archives nationales et les archivistes de la Section administrative, puis ceux de la Section moderne n'ont cessé de brasser l'abondante matière en provenance de la Place Vendôme ⁽⁴⁾. Le cadre général établi par Jules Guiffrey a été respecté, il a fallu seulement l'élargir; désormais, c'est bien 34 sous-séries que le fonds de la Justice comporté, et c'est un total d'environ 36.000 articles qui se trouvent gérés par les fonctionnaires de l'hôtel Soubise⁽¹⁾.

⁽³⁾ Voir plus haut, p. LV sc

⁽⁴⁾ Cf. *État des inventaires* de 1914, n^{os} 697-705; *État des inventaires des Archives nationales au 1^{er} janvier 1935*, p. 106-i i o. Voir H. Courteault, *les Archives nationales de 1902 à 1936*, p. 141-142.

⁽¹⁾ On peut ici renouveler le souhait que ces renseignements soient employés pour une étude qui manque sur la Commission exécutive provisoire des administrations civiles, police et tribunaux.

Les 34 sous-séries. -- Sur cette besogne considérable, les notices particulières de l'*État sommaire* qui suit fourniront les renseignements indispensables et les justifications nécessaires, et il serait vain d'amalgamer ici le contenu de ces notices et de caractériser la valeur documentaire des diverses sous-séries. Il convient cependant qu'une introduction de cette espèce donne des indications d'ensemble sur la nature générale de ces groupes et indique sommairement de quelle façon ils ont été utilisés. Les quatre premières sous-séries, définitivement formées, sont respectivement intitulées : Personnel, Affaires civiles, Affaires criminelles, Comptabilité. En fait, extraordinairement hétérogènes, elles constituent, au moins en partie, l'amorce de certaines des sous-séries ouvertes : c'est le cas de BB³, Affaires criminelles, où l'on trouve des suites considérables de dossiers qui s'ajustent parfaitement avec ceux de la sous-série BB¹⁸. C'est avant tout sur la première organisation des bureaux de la Chancellerie et des annexes de celle-ci et sur les institutions judiciaires de la Révolution que ces quatre groupes peuvent nous renseigner, mais l'histoire politique, -- d'Alexandre Tuetey⁽²⁾ à M. H. Calvet⁽³⁾, -- y a déjà abondamment puisé. D'autre part, que de questions pourront trouver dans les dossiers ici rassemblés des éléments de solution, -- particulièrement le fonctionnement de la Commission de radiation des émigrés, l'action des tribunaux douaniers sous le Premier Empire et des Cours prévôtales sous la Restauration, -- sans compter les grands procès politiques (Babeuf ou Pichegru) et les affaires criminelles célèbres (Fualdès) qui donnent si souvent matière à des revisions historiques.

⁽²⁾ Cf. l'Introduction au t. I du *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, Paris, 1899, in-4^o.

⁽³⁾ Dans sa thèse sur *Un Instrument de la Terreur à Paris, le Comité de Salut public, et de surveillance du département de Paris (8 juin 1791-21 messidor an II)*, Paris, 1941, in-8^o, M. Calvet a abondamment utilisé divers articles de la sous-série BB³.

A l'organisation judiciaire et aux personnels des cours et des tribunaux se réfèrent les sous-séries BB⁵ à BB⁹ : magistrats des cours, des tribunaux de première instance et des justices de paix, greniers, auxiliaires variés de la justice (avoués, huissiers, commissaires-priseurs), c'est tout le fonctionnement d'une grande institution qui apparaît, dans ses traits généraux et ses réalités individuelles. Dans les dossiers de mouvements, -- ceux-ci de la Restauration à l'année 1878 --, et dans les dossiers personnels⁽¹⁾, on peut trouver tout ce qui permet de retracer, à un instant de son évolution, le tableau de la magistrature française ; c'est ce qu'a

tenté, pour les débuts de l'ère consulaire, M. Jean Bourdon, dans une thèse plusieurs fois citée⁽²⁾, c'est dans ces dossiers que, pour la période révolutionnaire, M. Douarche⁽³⁾ a puisé en partie sa documentation, c'est avec eux que M. Marcel Rousselet a pu mettre sur pied son travail sur la *Magistrature sous la Monarchie de Juillet*⁽⁴⁾. A ce groupe de sous-séries, il convient de rattacher la sous-série BB¹⁰, consacrée aux notaires, et cette seule indication fait pressentir l'intérêt économique et social de dossiers où s'exprime, en partie, l'activité d'une corporation si importante au regard de l'existence et de la fortune des familles françaises.

⁽¹⁾ Voir ce que dit à l'égard de ces catégories de pièces M. J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 112-126, particulièrement, p. 124. Joindre, au point de vue institutionnel, ce que le même auteur dit du bureau, puis de la division d'organisation judiciaire, p. 264-266.

⁽²⁾ *La réforme judiciaire de l'an VIII*, Rodez, 1942, 2 vol., in-8°.

⁽³⁾ Voir plus haut, p. XX.

⁽⁴⁾ Thèse de doctorat ès-lettres, Paris, 1937, in-8°.

Avec la sous-série BB¹¹ débutent les archives de la Division des anaires civiles et du sceau : naturalisations et admissions à domicile, changements de noms, absents civils et militaires, dispenses pour mariages et demandes en annulations de mariage, autorisations de prendre du service à l'étranger ou y demeurer. Ce sont des dossiers éminemment juridiques et individuels, mais les juristes ou les sociologues ne seraient pas seuls à y sélectionner des faits ou à établir par leur moyen des statistiques⁽⁵⁾, car les historiens peuvent y trouver des éléments utiles, -- témoin les demandes en naturalisation de Prietsiey, Buonarroti, Gorani, ou ces dossiers sur le personnel français qui entoura le roi Murat à Naples, le roi Joseph à Madrid pendant le Premier Empire. La sous-série BB¹⁶, à elle seule, vaudrait la peine d'être plus largement utilisée qu'elle ne l'a été jusqu'à présent⁽¹⁾ : elle est, en effet, dans sa première partie, assez hétérogène, le départ des affaires ayant été fait à l'origine, non d'après leur nature, mais d'après les départements d'où elles provenaient, ce qui explique que de nombreuses affaires criminelles d'importance de la Révolution se trouvent représentées dans cette sous-série⁽²⁾ : les historiens y pourront trouver des pièces essentielles sur l'évolution provoquée ou constatée du droit⁽³⁾, mais aussi des documents utiles sur des questions importantes de l'histoire, comme l'écroulement du Premier Empire, le traité de Francfort de 1871, ou pour dresser des statistiques des dispenses matrimoniales⁽⁴⁾.

⁽⁵⁾ Cf., publié par les soins de la Direction de la statistique générale, le volume intitulé *Les naturalisations en France (1870-1940)*, n° 3 de la série des *Études démographiques* (Paris, 1942, in-8°).

⁽¹⁾ Cf. G. Bourgin, *Note sur la Division civile du Ministère de la Justice et les Archives de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux* dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. VI, 1929, p. 256 sq.

⁽²⁾ Voir à cet égard, J. Bourdon, *op. cit.*, p. 266-269. Sur l'affaire Babeuf, j'y ai rassemblé des éléments utilisés pour une étude que les circonstances ont empêchée jusqu'à présent de paraître.

⁽³⁾ J'en ai donné un tout petit exemple, *Pour l'Histoire des codes français*, dans *Revue historique de droit français et étranger*, 4° série, t. XVII, 1939, p. 98 sq.

⁽⁴⁾ En utilisant divers groupes des sous-séries BB¹¹ et BB¹⁵.

Entre les affaires civiles et les affaires criminelles s'insère modestement le fonds du Bureau particulier ou du Cabinet particulier, les deux petites sous-séries BB^{17A} et BB^{17B}. Ces sous-séries se prolongent, en réalité, dans la vaste sous-série hétérogène BB³⁰⁽⁵⁾ : menu fretin de dossiers qui, cependant, projettent quelque lumière sur les élections pendant la monarchie censitaire, renseignent sur l'épidémie cholérique de 1832, les régicides, les déplacements de la Cour, certaines questions diplomatiques, coloniales, religieuses.

(5) BB³⁰ 328 à 357. Sur cette sous-série voir plus haut, p. LVII. BB³⁰ 587^A à ^M, 588^B à ^J et 650^B proviennent même de BB¹⁷.

A partir de BB¹⁸ et jusqu'à BB²⁴, c'est l'énorme masse des affaires criminelles et des grâces, rejoignant, on l'a dit, certains éléments de la sous-série BB³, -- masse considérable, et qui l'aurait été davantage sans la suppression, presque totale, au ministère même, des dossiers de 1871 à 1890⁽⁶⁾, grâce aussi aux éliminations, plus ou moins autorisées, dont ont été l'objet certaines liasses de BB¹⁸ aux Archives nationales, à celles enfin, parfaitement autorisées, qui aèrent périodiquement les dossiers de grâces. Tous les incidents de la vie politique française, tous les aspects de la vie économique, sociale, religieuse, les activités de la presse et des groupements autorisés et clandestins, les grands personnages et les masses, les questions les plus oubliées comme les problèmes les plus actuels ont des chances d'être représentés dans ces dossiers auxquels de nombreux historiens ont eu déjà recours⁽¹⁾. Une mince sous-série jouxte l'énorme BB¹⁸ : BB¹⁹, en effet, renferme, non les archives de la Cour de Cassation, qui n'auraient pas à être classées parmi les fonds du ministère de la Justice ⁽²⁾, mais les dossiers d'affaires criminelles qui ont dû, par quelque biais, intéresser cette haute juridiction : c'est le cas pour les délits se rattachant à la crise des subsistances de 1846-1847⁽³⁾ et pour l'affaire Dreyfus. Mince également, mais intéressante aussi au premier chef, la sous-série BB²⁰, des comptes d'assises, pour 1821-1865, -- et cette date semble indiquer que nous avons affaire à une série close --, car les rapports des présidents d'assises, qui la constituent essentiellement, fournissent des renseignements utiles sur l'évolution politique, sociale, administrative et juridique⁽⁴⁾.

(6) Voir plus haut, p. XLVIII.

(1) On me permettra de citer à cet égard la publication de G. et H. Bourgin, *Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*, Société d'histoire contemporaine, puis Société de l'histoire de France, Paris, 1912-1941, 3 vol. in-8°. Une thèse de doctorat à paraître de M. Duveau sur la vie ouvrière pendant le Second Empire repose en partie sur les documents de cette sous-série; de même, un travail non encore publié, de M. Marjolin, sur la crise des subsistances de 1816-1817 (thèse de l'École des Hautes études).

(2) Il y a des archives du parquet de la Cour, au moins depuis 1871, date de l'incendie du Palais de Justice à la fin de la Commune de Paris, mais pas d'archives proprement dites de la Cour, les dossiers des affaires qui lui sont renvoyés rejoignant les juridictions qui statuent après elle. Ce doit être le cas aussi pour le Tribunal des conflits. Pour le personnel de la Cour, on se reportera cependant aux sous-séries du personnel, (voir, plus haut, p. LXV et LXVI). Voir également, préparée par les Procureurs généraux Renouard et de Raynal, la publication, *Le Tribunal et la Cour de Cassation*, Paris 1879, in-8°.

(3) M. Prébendier a utilisé ces dossiers en vue d'une thèse de l'École des Hautes-Études. Sur les Archives du Tribunal de Cassation, voir ce que dit M. J. Bourdon, *op cit.*, t. I, p. 128-129. Cf., à titre d'exemple, ce que j'en ai tiré, touchant les poursuites contre Proudhon, *Notes d'archives pour le commentaire de Proudhon*, Paris, s. d., in-8°, tirage à part de la *Revue d'histoire économique et sociale*.

(4) On a classé dans la sous-série BB³⁰ 557 à 559, sous le titre de "cours d'assises", des pièces, parmi lesquelles ne se trouvent point de ces curieux rapports des présidents de cours d'assises.

Les dernières sous-séries du même groupe concernent les grâces. Il n'y a pas eu à proprement parler de service des grâces avant l'an XII, le droit de grâce ayant été supprimé par la Constitution de 1791 et rétabli par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X (4 août 1802) : toutes les constitutions françaises du XIX^e siècle en ont fait une des prérogatives du Chef de l'État. On verra à l'*État sommaire* la distribution entre les sous-séries BB²¹ à BB²⁴ des dossiers de grâces demandées, accordées et refusées, individuelles et collectives, civiles et

militaires, ainsi que des réhabilitations et des peines de mort, sans compter la très belle suite des décrets et décisions accordant des grâces, commutations ou réductions de peines, ou rejetant des recours. Ces dossiers, qui s'appliquent aux crimes et délits les plus variés depuis les attentats contre la sûreté de l'État jusqu'aux délits de chasse, constituent, à certains égards, le prolongement des dossiers de BB¹⁸, de BB²⁰ et de BB³⁰ --, on comprendra tout à l'heure pourquoi, en ce qui concerne cette dernière sous-série, -- celui aussi des greffes versés ou non aux archives départementales⁽¹⁾, celui enfin des juridictions militaires⁽²⁾. C'est ainsi que, -- pour ne donner qu'un exemple --, en ce qui concerne les condamnés des Commissions mixtes de 1852 et des Conseils de guerre d'après la Commune de 1871, les dossiers des Archives nationales sont en quelque sorte complémentaires de ceux que l'on trouve aux archives du ministère de la Guerre⁽³⁾.

⁽¹⁾ Série T. Voir l'instruction, du 9 octobre 1926, du garde des sceaux sur les versements aux archives départementales dans *Lois, décrets, arrêtés, règlements et instructions concernant le service des archives départementales*, Melun, 1931, in-8°, avec la circulaire du ministre de l'Instruction publique, du 14 octobre suivant et une instruction complémentaire du garde des sceaux du 25 mai 1927, p. 203 sq., 210 sq., 217 sq. Il n'est pas sans intérêt de dire ici en passant, à propos des archives départementales, qu'on a versé dans certaines d'entre elles les anciens registres d'écrous et les autres documents historiques des établissements pénitentiaires, conformément à la circulaire du ministre de l'Instruction publique du 31 janvier 1925 (*ibid.*, p. 199-200).

⁽²⁾ Ajoutons que quelques autres séries des Archives nationales peuvent fournir un contingent de renseignements utiles sur les grâces : BB³ 144, 168, 170¹ et ²; BB³⁰ 462 à 479, 480 à 483; BB³⁰ 809^A, F⁷ 9337 et 9338, 10210 à 10217, 12175², 12710 à 12713.

⁽³⁾ Cf. M.-A. Fabre, *Les drames de la Commune, 18 mars-27 mai 1871*, Paris, 1937, in-8°. Ce parallélisme frappant m'avait amené naguère à demander à M. le général Azan, alors chef de la Section historique de la Guerre, l'accès aux archives des Conseils de guerre, dont le secret devait tomber du fait de l'accessibilité des dossiers de grâces conservés aux Archives nationales : il en fut ainsi décidé. Cette importante source documentaire est actuellement conservée à l'École militaire.

On ne mentionnera qu'en passant les sous-séries BB²⁵ et BB²⁶, éléments médiocres de comptabilité; de même, les sous-séries BB²⁷ à BB²⁹, où sont groupés des fichiers et des registres d'enregistrement, principalement utiles pour des recherches dans l'ensemble du fonds, à moins qu'ils se substituent à des parties de fonds disparus⁽¹⁾, et l'on arrive à la sous-série BB³⁰.

⁽¹⁾ Voir à cet égard le rapport de M. Ch. Schmidt, du 27 juin 1900, au chef de la Section moderne, dans le registre inventaire sans numéro des sous-séries BB¹ à 108. Les fichiers sont étudiés par M. J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 108, les registres, p. 102-107. P. 109, M. Bourdon indique que le fonds du Bureau particulier du ministre n'a été conservé qu'à partir de 1816 (voir plus haut, p. LXVII), mais est représenté, pour la période de l'an VI à l'an XII, par BB²⁷ 20 et 21, et BB²⁹ 57 et 59. Notons, d'autre part, que les registres BB²⁹ 379-380 renferment la correspondance confidentielle sur les fonctionnaires de l'Empire, BB²⁹ 381 les procès-verbaux de la Commission chargée en 1833 de préparer un projet de loi sur les faillites et les banqueroutes.

On a déjà dit que c'était, en fait, un ensemble de versements effectués en 1904, 1905, 1908 et 1929, dont, pour des raisons variées, on n'avait pas traité immédiatement, comme il convenait, les éléments disparates⁽²⁾. On en a, en 1938 et 1941, retiré quelques éléments qui n'étaient manifestement pas à leur place et qui ont été incorporés aux séries E (Conseil du Roi), U (collections judiciaires), F⁷⁰ (ministère d'État), AL (Conseil d'État), et oh y a réuni, -- faute de mieux --, certains articles indéterminés, véritables épaves d'archives, qui, versées au

moins depuis 1929, avaient été groupées sous la cote malencontreuse, mais provisoire BB³¹ (3). Le riche matériel subsistant, et où l'on note essentiellement les rapports des procureurs généraux et l'ensemble des documents politiques du Second Empire (série P), a fait l'objet d'inventaires minutieux, et a été utilisé largement par les historiens, en particulier. J. Tchernoff⁽⁴⁾, Ch. Seignobos⁽⁵⁾, Albert-Thomas⁽⁶⁾ et M. Paul Bernard⁽⁷⁾.

(2) Voir plus haut, p. LVII.

(3) On aurait pu, bien entendu, poursuivre bien davantage le démembrement de la sous-série BB³⁰, et c'est évidemment parce que les cotes en étaient entrées, en quelque sorte, dans le domaine public, qu'on y a renoncé.

(4) Avant et après le transfert aux Archives nationales : *Le parti républicain et la Monarchie de juillet*, Paris, 1901, in-8°; *Associations et sociétés secrètes sous la Seconde République*; Paris, 1905, in-8° ; *Le parti républicain sous le Second Empire*, Paris, 1906, in-8°.

(5) *La Révolution de 1848 et le Second Empire et Le déclin de l'Empire et l'établissement de la Troisième République*, dans E. Lavisse, *Histoire de France contemporaine*, t. VI et VII, Paris, 1921 in-4°.

(6) *Le Second Empire*, t. XX de l'*Histoire Socialiste*, Paris, s. d., grand in-8°.

(7) *Le mouvement ouvrier en France pendant les années 1852-1864, d'après les rapports politiques des procureurs généraux*, dans *International Review for social history*, 1939, p. 231-280.

Le fonds de la Justice se termine par quatre sous-séries tout récemment instituées et formées de versements nouveaux. Dans BB³¹ se trouvent les options des Alsaciens-Lorrains : on n'oublie pas que, par application de l'article 2 du Traité de Francfort, du 10 mai 1871, et de l'article I de la Convention additionnelle à ce traité, du 11 décembre 1871⁽¹⁾, les habitants des territoires alors cédés à l'Empire allemand ont pu choisir de venir vivre sur le sol de la mère-patrie ou de demeurer au pays, et les Archives nationales abritent désormais les émouvantes traces de ce choix douloureux⁽²⁾.

(1) Cf. G. May, *Le Traité de Francfort*, Paris, 1909, in-8°, p. 140 sq. On trouve dans la sous-série BB¹⁶ (voir plus haut, p. LXVII) des dossiers importants se rapportant à l'application du même traité, ce qui donne à penser que les dossiers d'optants ont dû être constitués à la Direction des affaires civiles du ministère de la Justice.

(2) Le ministère de la Justice a conservé place Vendôme, un fichier qui renvoie au *Bulletin des lois* où ont été insérées les options.

C'est à l'histoire de la guerre suivante que se rattache le contenu de la sous-série BB³² : le décret du 13 juillet 1917 créa, en effet, une médaille de la Reconnaissance française en l'honneur des civils ayant, à des titres divers, bien mérité de la patrie⁽³⁾, et une Commission fut instituée au ministère de la Justice, par arrêté du 20 octobre 1917, pour examiner les documents présentés par les candidats à cette distinction⁽⁴⁾; ce sont les papiers se rattachant à cette organisme temporaire qui figurent dans la sous-série en question.

(3) *Bulletin des lois*, 1917, p. 1356 sq.

(4) Le 17 décembre 1918, une Commission de classement a été substituée à la première Commission.

La sous-série BB³³ concerne une autre catégorie de bénéficiaires des rubans officiels, puisqu'elle renferme des dossiers de la Légion d'honneur au titre du ministère de la Justice.

Enfin, on a donné la cote BB³⁴ à la collection des décrets et arrêtés du ministère de la Justice, de l'an IV à l'année 1881, -- collection qui eût dû être placée en tête de la série BB, si

l'on eût pris l'habitude d'envoyer, dès le début, cette collection de documents aux Archives nationales.

J'en ai fini, et cette revue rapide permettra sans doute de constater le puissant intérêt des fonds venus de la Place Vendôme. J'ai la ferme conviction que, lorsque l'*État sommaire* qui en énumère les richesses sera répandu dans le public savant et connu des historiens et des juristes, un très grand nombre de travaux pourront être axés sur certains groupes de documents qui s'y trouvent décrits.

Destructions et détournements. -- Arrivages, élagages, classements, j'ai, du moins mal que j'ai pu, décrit ces divers instants de la vie des archives en ce qui concerne les fonds de la Chancellerie. Il convient pourtant, semble-t-il, de revenir un instant sur les élagages.

N'insistons pas trop sur les éliminations anciennes, les bordereaux de versement suffisant à indiquer qu'elles ont été nombreuses à la Chancellerie même, si multiples sont les ruptures dans les séries, les trous dans les fonds. On a déjà parlé de la lamentable lacune ouverte parmi les dossiers criminels pour 1871-1890⁽¹⁾. Même dans la série des dossiers de grâces, une note de la Chancellerie jointe au bordereau du 16 avril 1927 indique que "les dossiers manquants ont été détruits"⁽²⁾. Aux Archives mêmes, les rapports de Lallemand, du 10 août 1842, et de Cauchois-Lemaire, du 5 juillet 1857, ne masquent pas les destructions opérées. Un état collectif d'éliminations, établi en décembre 1858, n'énumère pas moins de vingt catégories d'articles supprimés, se totalisant à 5.393 liasses et 18 articles⁽³⁾. Au même mois de décembre 1858, l'archiviste Dupont, sur un fonds qui comptait seulement 12.550 articles, propose le pilonnage pour 5.501, -- dont 3.334 se référant aux frais de justice⁽⁴⁾. Avant 1865, le chef de section Grün a proposé le pilonnage des anciennes séries BB¹⁰² à BB¹⁰⁵⁽⁵⁾; on élimine également les articles BB²⁶ 6 à 245, formés de significations algériennes, coloniales ou étrangères⁽⁶⁾. Quand Léon Lecestre prend en main l'inventaire de la sous-série BB¹⁸, il supprime un assez grand nombre de dossiers, et il faut bien avouer que c'est au nom de conceptions purement subjectives qu'il affirme que ces dossiers sont "sans valeur historique"⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ Voir plus haut, p. XLVIII.

⁽²⁾ ABXV 2.

⁽³⁾ ABV^A 6.

⁽⁴⁾ Indiqué par Ch.-V. Langlois, *loc.cit.*, p. CX-CXII.

⁽⁵⁾ Rapport de J. Guiffrey (du 15 octobre 1877), en tête de l'Inventaire non numéroté de BB¹ à BB¹⁰⁸.

⁽⁶⁾ Mention peu claire au f° 27 de l'inventaire non numéroté de BB¹ à BB¹⁰⁸.

⁽⁷⁾ M. J. Bourdon, *op. cit.*, t. I., p. 96-97, censure vigoureusement les destructions opérées aux Archives nationales.

Des éliminations plus régulières devaient ultérieurement avoir lieu. En 1919, conformément aux prescriptions du décret du 12 janvier 1898 sur les éliminations de papiers inutiles, on prévoyait l'élimination de 634 liasses de grâces accordées pour 1804-1867, 128 liasses de grâces collectives pour 1800-1850, 714 liasses de rejets de grâces pour 1813-1863, 245 liasses de frais de justice pour 1813-1850, et, par lettre du 15 novembre 1919, le garde des sceaux acceptait que ces éliminations fussent faites. Le 25 juin 1921, la Commission supérieure des Archives autorisait le triage des dossiers de grâces antérieurs à l'année 1870⁽¹⁾. Le garde des sceaux, alerté par l'administration, donnait son agrément, par lettre du 5 mai 1923, à la Direction des Archives pour que celle-ci fit opérer périodiquement les éliminations convenables⁽²⁾. Ainsi, dans la sous-série BB²¹, 327 liasses ont été envoyées au pilon, 42 dans la sous-série BB²², 80 dans la sous-série BB²⁴⁽³⁾. En 1930, M. Guillemot a trié les grâces de

1861 à 1880 et, sur 1.500 articles, en a gardé 352⁽⁴⁾. En 1940, on aurait dû procéder au triage d'une nouvelle tranche décennale; les circonstances que l'on sait ne l'ont pas permis. D'autre part, le 20 décembre 1930, la Commission supérieure des Archives a autorisé la destruction de 97 liasses de la sous-série BB¹³ (absents civils, 1803-1880), et de 64 liasses de la sous-série BB¹⁴ (absents militaires, 1821-1870)⁽⁵⁾, ainsi que le triage des dossiers de grâces militaires pour faits banaux : tout cela a été exécuté en 1931 et 1932⁽⁶⁾, et, en 1932 encore, on a pilonné 30 liasses de la sous-série BB¹³ (an XI-1831). Le 12 décembre 1936, enfin, la Commission supérieure des Archives a autorisé la destruction de 17 registres omis en 1929, et qui, entièrement isolés et comme aberrants, semblaient sans intérêt⁽⁷⁾ : le pilonnage a été effectué en 1937. La Direction des Archives de France aurait aimé pouvoir étendre à l'ensemble des séries dont elle a la garde le droit de triage qui lui a été conféré par la Chancellerie pour les grâces seulement. Les tractations qui ont été entamées à cet égard n'ont pas jusqu'à présent abouti.

⁽¹⁾ Registre des procès-verbaux (ABXXVI 6), t. I, p. 20.

⁽²⁾ ABV^A 12.

⁽³⁾ Ces triages ont été faits avec le soin qu'on imagine par Henri Stein.

⁽⁴⁾ Registre de mises au pilon, lequel ne fournit aucun renseignement sur les destructions opérées avant 1923 (date de l'autorisation donnée par la Chancellerie pour le triage des dossiers de grâces).

⁽⁵⁾ Registre des procès-verbaux, t. I, p. 258.

⁽⁶⁾ ABV^A 12. Notons que, en principe, les dossiers des greffes des Conseils de guerre sont conservés.

⁽⁷⁾ Registre des procès-verbaux, t. II (AB XXVI, 7, p. 19).

Des destructions définitives rapprochons, pour mémoire, l'attribution à d'autres séries de certains articles ou groupes d'articles en provenance de la Chancellerie et qui ont été retirés de la série BB. J'ai déjà fait allusion à ces regroupements indispensables, et certaines séries anciennes (E, V, U) et modernes (F⁷⁰, AL) se sont ainsi naturellement enrichies ⁽¹⁾. Enfin, les travaux de récolement opérés en 1941 et 1942 ont permis des réintégrations de détail, par rapport aux inventaires anciens, dont le bénéficiaire est inscrit à l'*État* qui suit.

(1) Voir plus haut, p. LXX.

Certaines éliminations, certains classements ont pu être critiqués au nom des règles de l'archivistique par rapport aux besoins de l'histoire : ils ne relevaient que d'erreurs de conception. Mais il faut bien reconnaître que les archives de la Justice ont pu être l'objet aussi d'actes délictueux, dont il convient de dire un mot bref à cette place. En 1827 et 1828, l'archiviste Petitpierre constitua une série AA, "à l'aide de pièces retirées des différents fonds de la Section législative et principalement des anciens versements du ministère de la Justice", et il se justifia en assurant qu'"au moment du premier versement..., en 1827, beaucoup de liasses et de cartons, informes et délabrés, souffrirent à ce point du déménagement que leur contenu fut dispersé à tous les vents, exposé à l'air dans la cour ou dans les greniers". Dans la série nouvellement ouverte le bon apôtre ne ramassa que certains des papiers en perdition; en effet, d'autres pièces de même origine, il se constitua une collection d'autographes; ceux-ci furent plus ou moins intégralement récupérés à sa mort, au moyen d'une perquisition opérée à son domicile : pièces volées et pièces ramassées formèrent les 1.299 premiers dossiers de la série AA⁽²⁾. Un autre archiviste, Louis Dubois, devait, entre 1840 et 1844, se former une autre collection personnelle, en pillant, aux Archives nationales, dans plusieurs séries, dont la série BB, et dans plusieurs autres dépôts. Une partie des sept à huit mille pièces dérobées furent récupérées, à la suite d'une descente de police, le 16 janvier 1846, mais un certain nombre avaient été déjà vendues : plusieurs des pièces récupérées furent réintégrées à leur place

originelle de 1850 à 1858 ou à peu près; les autres forment les dossiers AA 1300 et suivants⁽³⁾. Heures récupérées, qui atténuent le délit, mais ne le rachètent point ⁽¹⁾.

⁽²⁾ H. Stein, avertissement en tête de l'Inventaire de la série AA, n° 184. Cf. J. Bourdon, *op. cit.*, t. i, p. 95-96.

⁽³⁾ ABV^{A6}, où l'on trouvera, entre autres, l'étonnante lettre des aveux du coupable, en date du 23 janvier 1846. Cf. A. Aulard, *La Collection Dubois aux Archives nationales*, dans *La Révolution française*, 1887, t. XIII, p. 253-265.

⁽¹⁾ Je mentionne simplement en note qu'un certain nombre de dossiers, demandés en communication par le ministère de la Justice, ont été déplacés à sa requête et n'ont pas été réintégrés à leur place initiale. Cf. à ce sujet J. Bourdon, *op. cit.*, t. I, p. 91. Par contre certains dossiers déplacés au profit de quelques curieux de ministère ou de quelques historiens -- les deux qualités se trouvent quelquefois réunies, exemple M. Bouchardon -- ont été restitués aux Archives nationales : suicide du prince de Condé, 12 août 1914; Lacenaire, 18 février. 1924; Favras, 16 février 1931 (ABV^D 11).

Fonds non versés de la *Chancellerie*. -- J'aurais pu m'arrêter ici et mettre le point final à cette longue introduction. Serait-elle complète si je n'essayais pas encore de faire le bilan des documents de caractère historique qui n'ont pas jusqu'à présent été versés par la Chancellerie aux Archives nationales?

Au début de l'année 1939, toute une correspondance fut échangée à ce sujet entre le ministère de la Justice et la Direction des Archives de France ⁽²⁾, et si, à la suite de ces lettres, il est encore arrivé, rue des Francs-Bourgeois, des documents de la Place Vendôme ⁽³⁾, le garde des sceaux a spécifié qu'il existait certaines pièces dont il ne se déferait jamais au profit des Archives nationales.

⁽²⁾ Lettre de la Direction du 9 mars 1939, réponse du garde des sceaux du 22 avril, ABV^D 11.

⁽³⁾ Voir plus haut, p. LX.

Les circonstances ont voulu tout de même qu'il les leur confiât et que nombre d'entre elles suivissent le sort des éléments les plus précieux des Archives nationales.

Sceaux de l'État et Constitutions françaises. -- En effet, le 29 août 1939, au moment où la Direction des Archives de France éloignait de Paris certaines de ses collections et, en premier lieu, les pièces de son Musée, inauguré peu de temps avant, dans sa disposition nouvelle ⁽⁴⁾, le cabinet du garde des sceaux s'empressait de lui faire apporter, pour qu'elle les évacuât en même temps, les sceaux de l'État et les Constitutions françaises, conservés par la Chancellerie. Ce dépôt comprenait particulièrement :

⁽⁴⁾ *Le Musée de l'Histoire de France aux Archives nationales, Paris 1939, in-8°*.

1° des grands sceaux cancellés ou intacts aux effigies de la Liberté (Première République), de Louis XVIII ⁽¹⁾, de Napoléon I^{er}, de Charles X, de Louis-Philippe, des cachets aux armes du Premier Empire, de France et de Navarre, d'Orléans, de la Monarchie de Juillet, de la Seconde République modifié pour la Troisième et du Second Empire, le cachet du Grand Juge, celui de la Chancellerie de France, ceux des divers gardes des sceaux, plus des coffrets ayant contenu certains de ces sceaux ;

⁽¹⁾ Type de majesté, daté de 1795.

2° les Constitutions françaises et les textes constitutionnels suivants :

constitution française et Déclaration des Droits de l'Homme, 3 septembre 1791,

constitution du 22 frimaire an VIII,
sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII,
charte constitutionnelle de 1814,
charte constitutionnelle du 14 août 1830,
constitution du 4 novembre 1848,
constitution du 14 janvier 1852,
sénatus-consulte portant modification de la constitution, du 7 novembre 1852,
loi constitutionnelle fixant les rapports des pouvoirs publics, 22 juin, 7-16 juillet 1875,
loi constitutionnelle portant organisation des pouvoirs publics, 22 janvier, 3 et 25 février 1875,
loi constitutionnelle portant organisation du Sénat, 24 février 1875,
loi du 21 juin 1879, abrogeant l'article 9 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875,
extraits des procès-verbaux des Assemblées nationales tenues les 17 janvier 1906, 17 janvier 1913, 17 janvier 1920, 23 septembre 1920, nommant MM. Fallières, Raymond Poincaré, Paul Deschanel, Alexandre Millerand présidents de la République,
loi du 10 août 1926 complétant la loi constitutionnelle du 25 février 1875⁽²⁾.

⁽²⁾ A ces documents particulièrement vénérables en ont été joints d'autres, de portée moins générale, mis de côté à cause de leur présentation particulièrement soignée.

Tous ces objets et ces documents, transportés d'abord au dépôt des Archives départementales de l'Orne, ont été transférés ensuite dans un château du centre de la France pour être ramenés, après la libération, à Paris, et réintégrés, le 20 mars 1945, au ministère de la Justice. Ils font partie d'une sorte de musée dans l'Hôtel de la Chancellerie. On aurait pu souhaiter qu'ils fussent exposés dans les vitrines du Musée des Archives de France, aux côtés de tant de pièces qui illustrent l'histoire nationale.

Collection originale des lois et décrets. -- On peut également souhaiter que reste également, au moins en dépôt, la collection originale des lois et décrets du ministère de la Justice. Les conditions où se trouvait conservée, place Vendôme, cette collection étaient telles, en effet, qu'il semblait convenable de lui trouver un autre logement, et c'est ce qui a été décidé en avril-mai 1941, où le transfert aux Archives nationales a été opéré. Il ne pouvait être question d'un versement proprement dit, et, dans une lettre, du 22 avril 1939 à la Direction des Archives de France, le garde des sceaux rappelait les textes qui s'opposent à une pareille mesure⁽¹⁾ : le décret du 25 mai 1791 déterminant les fonctions du ministre de la Justice, les décrets des 9 novembre 1789, 2 et 5 novembre 1790 et 15 août 1792, spécifiant que les lois et décrets doivent être établis en deux originaux, contresignés par le ministre de la Justice et revêtus par lui du sceau de l'État, et dont un exemplaire restera déposé aux archives de la Chancellerie, l'ordonnance du 24 décembre 1844, mettant dans les attributions du ministre de la Justice la "conservation des originaux des lois"⁽²⁾. Dans l'intervalle des textes révolutionnaires et de l'ordonnance de 1844 s'insère le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XIII (18 mai 1805), qui spécifie la confection de deux expéditions originales des lois, actes du Sénat et

sénatus-consultes⁽³⁾.

⁽¹⁾ ABV^D 2. Voir également la correspondance entre le garde des Archives et le garde des sceaux, 1789-1792, dans AB II 1 (particulièrement au sujet de l'application du décret du 2 novembre 1790).

⁽²⁾ *Bull. des lois*, 2^o trimestre 1844, p. 1206.

⁽³⁾ Titre XV, *Bull. des lois*, 4^o série, t. I, p. 30.

Ainsi a été constituée une collection des textes embrassant toute la période d'histoire de 1789 à 1931⁽⁴⁾, à l'exception de l'ère conventionnelle⁽¹⁾. Ces textes peuvent, d'après leur support et leurs moyens d'authentification, être répartis comme il suit⁽²⁾ :

⁽⁴⁾ Je me réfère pour tout ce qui est dit ici à une importante note manuscrite de M. E. Guillemot, conservateur de la Section moderne aux Archives nationales.

⁽¹⁾ Les décrets de la Convention constituent, on va le voir ci-après, p. LXXIX, un des fonds des Archives nationales.

⁽²⁾ J'insère ici ces détails qui ne peuvent prendre place dans l'État sommaire des versements proprement dits du ministère de la Justice.

1^o minutes des décrets, 1789-1795, sur papier, scellées de cire rouge (collection formée en exécution des décrets des 2 novembre 1790, 21 juin et 11 septembre 1791) : boîtes numérotées 1 à 82;

2^o originaux authentiques des lois, 1790-1792, sur parchemin pour la période 1790-1792, sur papier pour le Directoire, sur parchemin à partir du Consulat, avec apposition irrégulière du sceau de l'État (cire sur lacs de soie) ou du timbre sec (collection formée en exécution du décret du 2 novembre 1790) : boîtes et cartons numérotés 1 à 91;

3^o originaux authentiques des lois, 1815-1870, sur parchemin, scellés du grand sceau pendant : 267 cartons;

4^o originaux authentiques des lois de la Troisième République (1871-1931), constitués d'abord par des feuilles de vélin calligraphiées, ensuite par de simples découpures des projets imprimés collées sur des feuilles de vélin, enfin par de vulgaires textes dactylographiés sur papier, dépourvus de tout attribut de solennité, sceau ou timbre sec, à part les lois constitutionnelles de 1875, scellées du grand sceau pendant⁽³⁾ : 440 cartons.

⁽³⁾ Voir ci-dessus p. LXXVI.

Que les Archives nationales conservent ou non la mission de garder ce précieux dépôt de 880 articles⁽⁴⁾, les diplomates, les juristes et les historiens ne devront pas oublier que, dans les collections anciennement gérées par elles, se trouvent des textes historiques qu'il est indispensable de connaître et dont il n'est peut-être pas sans intérêt de rapprocher l'énumération de celle qui vient d'être faite⁽⁵⁾ :

⁽⁴⁾ Aux textes invoqués par la Chancellerie et rappelés plus haut, ne pourrait-on pas opposer que les Archives nationales ne sont qu'une extension et un prolongement des archives des Assemblées, chargées d'élaborer les lois? Cf. H. Bordier, *Les Archives de la France*, Paris, 1857, in-8^o, p. 2 sq. D'autre part, dans la sous-série BB²⁴ se trouve une belle suite de décrets et décisions originaux accordant ou rejetant des grâces ou demandes analogues. (Cf. le répertoire particulier qui en a été dressé par M. E. Guillemot, BB²⁴ 2251 à 2336.)

⁽⁵⁾ L'inventaire 560 de H. Lot des lois et décrets rendus pendant la Révolution est, à tous égards, périmé.

1^o décrets de l'Assemblée constituante, 4 août 1789-26 septembre 1791 : A 70 à 102;

2° lois de l'Assemblée constituante, mai 1789-30 septembre 1791 : A 1 à 69;

3° décrets de l'Assemblée législative, 4 octobre 1791-20 septembre 1792 : A 109 à 121;

4° lois de l'Assemblée législative, 1^{er} octobre 1791-20 septembre 1792 : A 103 à 106;

5° lois promulguées par le Conseil exécutif provisoire, 10 août-21 septembre 1792 : A 108 ;

6° décrets de la Convention, 1792-1795 : A 123 à 184;

7° lois du Directoire, 1795-1800 : C 673 à 678, 681 à 684, 687;

8° lois du Consulat⁽¹⁾ et du Premier Empire, 1800-1815 : AF IV 991-1009 B;

⁽¹⁾ Quelques lois de la période de crise, brumaire-nivôse an VIII, se trouvent dans le fonds des Assemblées, sous la cote C 687.

9° sénatus-consultes, 1800-1813 : AF IV 1032 et 1033;

10° projets de lois votés par la Chambre des députés et adoptés par la Chambre des pairs, monarchie parlementaire, 1814-1847 : CC 357 à 392;

i 1° et 12° lois de l'Assemblée constituante, mai 1848-mai 1849 ; lois de l'Assemblée législative, juin 1849-décembre 1851, cartons intitulés "Archives de l'Assemblée nationale" non encore cotés ni inventoriés dans l'inventaire manuscrit des Assemblées⁽²⁾;

⁽²⁾ N° 570. L'auteur de cet inventaire, P. de Vaissière, envisageait peut-être de rapprocher ces deux groupes de ceux qui composent la série A. Il a été décidé, en application du principe du respect des fonds, de ne pas les séparer des documents provenant du même versement de la Chambre des députés: incorporés à la série C.

13° lois de la Troisième République⁽³⁾, période de l'Assemblée nationale, 1871-1875 : C 3396 à 3408. Projets ou propositions de lois adoptés par la Chambre des Députés pour la période 1876-1886 : C 3409 à 3447⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Il n'y a, ni dans la série C, ni dans la série CC, de collections des lois authentiques du Second Empire.

⁽⁴⁾ Voir l'inventaire 1011, dû à M. Patry. Les projets ou propositions de lois votés par la Chambre des députés pendant les années 1886 et suiv. sont restés au Palais-Bourbon, ceux adoptés par le Sénat à partir de 1876 au Palais du Luxembourg.

' Les lois, Ordonnances et décrets promulgués par le Gouvernement de Vichy dans des conditions que les juristes ont essayé de préciser⁽⁵⁾, rejoindront l'une ou l'autre des deux collections qui viennent d'être décrites. De même pour les textes promulgués par le Gouvernement provisoire de la République.

⁽⁵⁾ Cf. J. Laferrière, *Le nouveau gouvernement de la France*, Paris, 1942, in-8°.

Les archives des services du sceau. -- Aux Constitutions françaises, à la collection originale des lois, on peut estimer que ne s'appliquent point, pour les raisons mêmes mises en avant par le garde des sceaux, les prescriptions du décret du 21 juillet 1936 qui, par son article XIII, exige l'envoi aux Archives nationales, par les diverses administrations publiques, des documents ayant plus de cent ans de date. C'est parce que cette catégorie de documents lui est encore utile que les services du sceau ne se sont pas crus obligés par ces prescriptions, mais il conviendrait que, par des rapports étroits et, peut-être, par la rédaction en commun d'un inventaire, ces services et les Archives nationales fussent en liaison, de façon à s'épauler mutuellement pour la bonne administration des intérêts qui leur sont confiés.

On connaît, en effet, par une note due à l'archiviste M. Henri Patry, et rédigée au moment où les services du sceau s'installaient rue Scribe, -- en juin 1937 --, la valeur, d'ailleurs principalement historique, des registres alors encore conservés Place Vendôme. L'on ne reproduira pas ici cette note dans son intégralité⁽¹⁾, mais il convient, croyons-nous, d'en tirer l'indication de certains documents, -- registres ou groupes de registres,-- dont l'intitulé a paru particulièrement suggestif :

⁽¹⁾ Cette note se trouve dans [ABxv 2](#).

commission et conseil du sceau des titres : enregistrement des demandes et de la correspondance, 1813-1822;

conseil du sceau des titres : rapports, 1808-1811;*

commission du sceau : rapports et conclusions du commissaire du Roi, 1815-1823;

conseil du sceau des titres : procès-verbaux, 1808-1830;

conseil du sceau : délibérations: 1859-1879;

conseil d'administration : avis : 1872-1919;

lettres-patentes portant anoblissement, 1808-1810;

majorats, 1808-1847;

titres nobiliaires, première série, 1808-1814;

titres nobiliaires, deuxième série, 1814-1845;

dotations : répertoire général, 1808-1814;

dotations : investitures de successeurs aux biens affectés à des dotations de majorats, 1809-1907;

concessions de majorats avec dotations, 1808-1809;

demandes de majorats, 1808-1831;

enregistrement des titulaires de majorats, avec leurs domiciles, Premier Empire;

enregistrement des actes de décès des titulaires de majorats, 1809-1810;

“titres de l'Empire en remplacement des titres féodaux”, requêtes présentées à la Commission du sceau des titres par les possesseurs des titres féodaux dans les départements réunis;

dotations impériales diverses (Monte Napoleone; canaux du Midi et du Loing ; octroi du Rhin), Premier Empire;

lettres-patentes concédant des armoiries à des particuliers, 1815-1831;

lettres-patentes concédant des armoiries à des villes, 1810-1814.

Il y a là, on le voit, de grandes richesses. Déjà, aux Archives nationales, des documents de la même nature, et à certains égards de la même origine, ont pu être exploités⁽¹⁾. Aussi, si

véritablement ne peut être envisagée la solution de l'envoi au Palais Soubise de ces archives anciennes des services du sceau, -- qui s'y débarrassent si volontiers de la masse énorme et grandissante des dossiers de naturalisation, -- souhaitons que soit retenue quelque jour la suggestion que j'ai énoncée tout à l'heure.

⁽¹⁾ Voir plus haut, p. XXVI n. 1. J'indique, dans la même suite d'idées: AF IV 1060, AF IV* 307 à 312. Joindre les documents sur les majorats vergés en 1926 par l'administration générale de l'enregistrement (F³³ 1 à 17).

Les archives de l'administration pénitentiaire. -- Souhaitons également que soient reconstituées des archives de la Direction de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée, pour donner à ce service toute l'ampleur de son titre.

Lors de la visite, en effet, que MM. Guillemot et G. Bourgin firent, en 1941, à cette direction, il fut constaté qu'il ne s'y trouvait rien qui eût un caractère véritablement historique. Il y a là une situation véritablement extraordinaire.

De fait, ces services sont anciens. Créés sous la Révolution, ils dépendirent jusqu'en 1911 du ministère de l'Intérieur⁽¹⁾, et c'est ce ministère qui, de 1811 à 1843, versa aux Archives nationales les éléments de l'actuelle sous-série F¹⁶ *Prisons*⁽²⁾ : le millier environ d'articles de cette sous-série, qui concerne les prisons, les maisons centrales, les chaînes de forçats, les travaux forcés, le personnel des prisons, la répression de la mendicité, les dépôts de mendicité, ne vont pas au delà de l'année 1842. Depuis 1843, l'Intérieur n'a plus rien versé de cette catégorie de dossiers. Le 13 mars 1911, un décret a détaché l'administration pénitentiaire de l'Intérieur et l'a rattachée à la Justice⁽³⁾; mais, installée hors de la Chancellerie, d'abord 11 rue Cambacérès puis 4 place Vendôme, elle n'a été amenée à faire aux Archives nationales, ni avant ni après le décret du 21 juillet 1936, aucun versement : on aurait pu croire qu'il n'en serait pas de même à l'avenir, mais les promesses qui ont été faites aux conservateurs sus-nommés n'ont pas été effectivement tenues. En effet, il a été constaté, au cours d'entretiens récents, que les responsables des carences anciennes avaient eu des imitateurs. Et le retour temporaire de l'administration pénitentiaire à l'Intérieur, en vertu de la loi du 15 septembre 1943⁽⁴⁾, puis son passage pendant la première partie de l'année 1944⁽⁵⁾ sous l'autorité du secrétaire général au maintien de l'ordre, avant le rattachement définitif à la Justice, n'auront certes pas facilité l'avènement de pratiques souhaitables de conservation en faveur des archives qui en émanent ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Cf. Armand Mossé, *Les prisons et les institutions d'éducation corrective*, 3^e éd., Paris, 1939, in-8°, p. 15-16.

⁽²⁾ Voir plus haut, p. XXV n. 1.

⁽³⁾ La fusion du personnel de l'Administration centrale de la Direction avec celui de la Chancellerie a été opérée ultérieurement.

⁽⁴⁾ Voir plus haut p. XXV, note 4.

⁽⁵⁾ Décret du 31 janvier 1944 (*J. O.* des 31 janvier-1^{er} février, p. 342 et 343).

⁽⁶⁾ A noter l'importance, au point de vue pénitentiaire, de la grande série H des archives du ministère des Colonies, déposées aux Archives nationales (sur l'effet des répressions de 1848, 1852, 1871). Cette série fournit une documentation précieuse.

Les pages qui précèdent ne constituent qu'un essai sur l'histoire et le contenu d'un fonds, déjà célèbre, des Archives nationales. A utiliser l'*État sommaire* qui les suit, on se rendra compte des apports multiples que ce fonds fournit à l'histoire moderne et contemporaine de la France : il comble, en partie, les immenses lacunes qui proviennent du déficit des dossiers de police et des rapports préfectoraux pour une grande partie du XIX^e siècle⁽¹⁾. Cette Introduction ne peut se substituer à l'*État sommaire* lui-même. Au reste, son auteur sait bien

qu'elle comporte beaucoup de lacunes⁽²⁾ et aussi beaucoup d'erreurs qu'il sera sans doute possible de corriger à mesure qu'on pénétrera plus intimement dans les différentes parties de ce grand tout. Puisse cependant cette Introduction faire connaître au public les problèmes de tous ordres et les difficultés de toute espèce que pose la mise en œuvre d'une grande série d'archives modernes!

⁽¹⁾ Les comptes rendus administratifs de F^{te} III sont rares ou absents pour la Monarchie de Juillet et la Seconde République; ils disparaissent après 1856 (cf. Charles Schmidt, *Les sources de l'Histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales*, Paris, 1907, in-8°, p. 41 sq.); les dossiers de police manquent pour la Monarchie de Juillet, la Seconde République et le Second Empire (cf. Ch. Schmidt, dans *État sommaire*, etc., t. I, Paris, 1924, in-8°, p. 293).

⁽²⁾ Il n'y a pas lieu d'intégrer à ces pages, qui concernent essentiellement les archives du ministère de la Justice, une notice sur les archives des Hautes-Cours, juridictions politiques qui ont fonctionné, en vertu des textes constitutionnels, dans certains cas déterminés, et dont les greffes ont été aussi autonomes que celui, par exemple, de la Cour de Cassation. Je saisis cependant l'occasion, pour signaler la carence à peu près totale de ces archives, de 1791 à 1870. Si les archives du Loiret (série L) possèdent la majeure partie de la première Haute-Cour, celle d'Orléans, si on trouve aux Archives nationales un certain nombre d'éléments sur la Haute-Cour de Vendôme (an V), on est à peu près dépourvu de toute espèce de renseignement sur les Hautes-Cours ultérieures, celles de la Seconde République et de la fin du Second Empire singulièrement. Pour la Troisième République, les archives des Hautes-Cours sont vraisemblablement conservées avec les archives propres du Sénat. Cf. Raymond Lindon, *Histoire de la Haute-Cour de Justice de France*, Paris [1945], in-16.

Georges BOURGIN.

ÉTAT SOMMAIRE DES VERSEMENTS FAITS AUX ARCHIVES NATIONALES PAR LES MINISTÈRES ET LES ADMINISTRATIONS QUI EN DÉPENDENT.

BB¹. JUSTICE. PERSONNEL

Les 247 articles de cette sous-série proviennent de fonds très divers du Ministère de la Justice, incorporés aux Archives nationales en 1827, 1834 et 1866.

Les documents qui les constituent émanent de la commission des administrations civiles, police et tribunaux, de la division du personnel, de la division des affaires civiles, des divers services qui ont eu à traiter des émigrés (bureau, commission, division des émigrés), du secrétariat (ou cabinet). Sur les activités de ces divers organismes, sur le personnel judiciaire et ses manifestations politiques, sur les juridictions douanières du Premier Empire, sur le Conseil d'État, sur le barreau et les écoles de droit, sur le triage des titres, les dossiers renfermés dans ces articles offrent de nombreux renseignements ; il convient de rapprocher de fonds concernant les émigrés dans les séries F⁷ et O³, les articles BB¹ 62 à 128 qui y sont également relatifs et ont trait notamment aux opérations de radiation. Il faut enfin signaler la collection d'autographes constituée sous la Révolution (BB¹ 39 à 52).

Georges BOURGIN.

BB¹ 1 à 9. Commission des administrations civiles, police et tribunaux. Ans II-IV.

1. Division civile : questions, demandés de places, avis et renseignements.

2 à 5. Division criminelle : décisions.

6. Division criminelle : enregistrement de la correspondance.

7 à 9. Division civile : correspondance reçue, affaires départementales.

BB¹ 10. Plaintes et dénonciations contre l'administration et des fonctionnaires de la justice. An IV-1808.

BB¹ 11. Mouvements du personnel judiciaire dans, les ressorts des cours de Bordeaux, Bourges, Bruxelles, Caen, Colmar. Ans VIII-IX.

BB¹ 12 et 13. Nominations des juges auditeurs près des cours d'appel, en vertu du décret du 14 mars 1808, et mouvements ultérieurs. 1808-1813.

BB¹ 14 à 38². Prestations de serment et adhésions politiques.

14. Sous la Révolution. Ans IV-VIII.

15 à 19. Sous l'Empire et la Restauration. An XI-1816.

20 à 22. Cours et tribunaux criminels spéciaux (juges militaires). An XI-1815.

23. Installation et serment des magistrats des tribunaux. 1813.

24 et 25. Installation et serment des magistrats des cours et tribunaux. 1811.

26. Installation et serment des juges de paix et greffiers. An X-1816.

27 et 28. Exécution du décret impérial du 8 avril 1815. 1815.

29 à 33. Adhésions à la Restauration. 1814.

34 à 38² Adhésions à la Monarchie de Juillet et au Coup d'État. 1830-1852.

BB¹ 38³. Mouvements judiciaires: Seconde République. Cours de : Aix, Bastia, Nîmes, Nancy, Paris, Poitiers, Rennes. 1848-1850.

BB¹ 39 à 52. Pièces de comparaison pour les légalisations des signatures.

(Retenues en raison de leurs signatures, ces pièces portent sur les objets les plus divers, très souvent d'intérêt secondaire, parfois, au contraire, assez importantes pour les débuts de la Révolution.)

39. Ministres, haute administration, "gens de qualité", membres des assemblées révolutionnaires, département et commune de Paris. 1775-an III.

40. Magistrats de tous ordres, intendants, maîtres des requêtes, anciens magistrats. Parlement de Paris, Chambre des Comptes, Cours des aides et des monnaies, sièges

inférieurs, 1775-1793.

41. Juges et administrateurs, dans l'ordre des départements, 1790-an III: Ain à Bouches-du-Rhône.

42. *Id.* Calvados à Drôme.

43. *Id.* Eure à Jura.

44. *Id.* Landes à Moselle.

45. *Id.* Nièvre à Sarthe.

46. *Id.* Seine à Yonne.

47. *Id.* Tribunaux de police correctionnelle : Ain à Jura. An VI.

48. *Id.* Landes à Yonne.

49. Diverses juridictions et tribunaux d'appel. Ans IX-XI.

50 et 51. Administrations centrales des départements, préfets, secrétaires généraux. An V-1815.

52. Tribunaux de commerce. An XI.

BB¹ 53. Comptabilité : affaires diverses. Ans IX-XIII.

BB¹ 54 à 60². Nomination à des fonctions diverses de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

54 et 55. Commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux de districts. 1792.

56. Fonctionnaires divers des tribunaux. 1790-an IV.

57. Commissaires des guerres. 1791-1792.

58 à 60². Fonctionnaires de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif (juges et présidents des tribunaux de district et criminels; juges de paix et suppléants; commissaires nationaux près des tribunaux de district; agents des Commissions exécutives provisoires; membres des comités civils des sections de Paris; commissaires de police; magistrats des tribunaux siégeant à Paris; Commission administrative de police de Paris). Ans II-III.

BB¹ 61. Service du triage des titres : nomination des membres de l'Agence temporaire (Paris) et des préposés au triage dans les départements. Ans III-VII.

BB¹ 62 à 128. Émigration :

62. Organisation et fonctionnement du Bureau, de la Division et de la Commission des émigrés. Ans II-XI.

63 et 64. Listés d'émigrés. Ans II-X.

65 à 67. Formation des listes supplétives. Ans II-VIII.

68. Listes supplétives et de radiations. 1792-1807.

69 à 70² Enregistrement des demandes de radiation. Ans III-XI.

71. Correspondance et pièces diverses concernant les radiations. Ans VIII-XI. A-C.

72. *Id.* D-H.

73. *Id.* I-M.

74. *Id.* N-Z.

75. Division des émigrés : correspondance. Ans VIII-XI.

76. Division des émigrés : travail d'élimination. An IX.

77. Commission des émigrés : avis motivés sur les demandes en radiation. Depuis l'an VIII. Ab-Az.

78. *Id.* Bab-Big.

79. *Id.* Bla-Buz.

80. *Id.* Ca-Chu.

81. *Id.* Ci-Cus.

82. *Id.* Da-Desei.

83. *Id.* Desen-Dur.

84. *Id.* Eb-F.

85. *Id.* Ga-Gl.

86. *Id.* Go-Gy.

87. *Id.* Ha-Kn.

88. *Id.* LaB-Led.

89. *Id.* Lef-Ly.

90. *Id.* Ma-Mif.

91. *Id.* Mil-Oz.

92. *Id.* P.

93. *Id.* Q-R.

94. *Id.* S.

95. *Id.* T.

96. *Id.* U-Z; décisions collectives.

97¹ et ¹. Commission des émigrés : enregistrement des décisions. Depuis l'an VIII.

98 et 99. Décisions en matière de radiation Ans VIII-IX.

100. Travail des radiations. Ans VIII-IX.

101. Radiations provisoires. 1792-an VIII.

102. État des radiations, 1792-an VIII.

103. Radiations de chevaliers de Malte. Ans VIII-IX.

104 à 107. Travail des radiations : listes renseignements, correspondances. Ans VII-IX.

108. Correspondance entre les autorités de Paris (Commission des administrations civiles, police et tribunaux, Ministère de la Justice) et des départements: affaires concernant les Savoisiens, les Belges et les Helvétiens. Ans II-IX.

109 à 128. Travail des radiations : listes, rapports, arrêtés, correspondance. 1790-an XI.

BB¹ 129 à 134. Juridictions douanières. 1810-1814.

129. Établissement des Cours prévôtales. 1810-1814.

130. Cours prévôtales d'Italie : Alexandrie, Florence. 1810-1812.

131. Cours prévôtales et tribunaux ordinaires des douanes. 1810-1813.

132 à 134. Tribunaux ordinaires des douanes : départements étrangers. 1810-1814.

BB¹ 135 à 137. Mercuriales, rapports sur la marche des affaires, rapports confidentiels sur les magistrats, par cours. 1811-1827.

135 A-B.

136. C-Li.

137. Ly-T.

BB¹ 138 à 143. Conseil d'État. Personnel. 1810-1813.

138. Nominations. Dossiers de "justification". A-Be.

139. *Id.* Bi-De.

140. *Id.* Di-G.

141. *Id.* H-0.

142. *Id.* P.W.

143. Travaux divers du Conseil d'État et budget. An VIII-1812.

BB¹ 144. Avocats au Conseil d'État, à la Cour de Cassation et aux Conseils du Roi : listes, demandes, nominations. 1806-1817.

BB¹ 145 à 147. Barreau. 1811-1826.

145. Questions diverses (1811-1813). Exécution de l'ordonnance du 20 novembre 1822 sur la profession d'avocat : tableaux groupés par cours (1822-1826). A-L.

146. *Id.* M-N.

147. *Id.* P-T.

BB¹ 148 à 203. Écoles de droit. An v-1820.

148. Écoles privées et officielles : loi du 22 ventôse an XII et circulaire du 19 germinal an XIII. An V-1807.

149. Commission des dispenses ⁽¹⁾ : dossiers des demandes. An XIV-1820. Ab-Arn.

⁽¹⁾ [Enregistrement des demandes pour an XIII-806 dans BB²⁹ 174.](#)

150. *Id.* Aro-Bara.

151. *Id.* Barb-Bec.

152. *Id.* Bef-Bern.

153. *Id.* Berr-Blon.

154. *Id.* Blot-Bose.

155. *Id.* Bosm-Braul.

156. *Id.* Braux-Bu.

157. *Id.* Cab-Car.

158. *Id.* Cas-Cha.

159. *Id.* Chef-Col.

160. *Id.* Com.

161. *Id.* Con-Dar.

162. *Id.* Dau-Dégé.

163. *Id.* Degl-Delz.

164. *Id.* Dem-Dew.

165. *Id.* Dey-Dubr.

166. *Id.* Duburg-Dure.

167. *Id.* Duri-Fard.
168. *Id.* Farg-Fol.
169. *Id.* Fon-Fu.
170. *Id.* Gab-Gal.
171. *Id.* Gat-Gle.
172. *Id.* Glo-Gras.
173. *Id.* Grel-Hare.
174. *Id.* Harem-Hu.
175. *Id.* I-Kerm.
176. *Id.* Kern-Lafont.
177. *Id.* Lafontaine-Lauer.
178. *Id.* Lauf-Legi.
179. *Id.* Legl-Lépi.
180. *Id.* Lépoi-Loiseau.
181. *Id.* Loiseur-Man.
182. *Id.* Mar.
183. *Id.* Mar-Merc.
184. *Id.* Mere-Moli.
185. *Id.* Mol-Mour.
186. *Id.* Mouret-Paillet.
187. *Id.* Paillet-Péa.
188. *Id.* Péc-Pey.
189. *Id.* Ph-Pou.
190. *Id.* Pré-Rame.
191. *Id.* Ramo-Renc.
192. *Id.* Reno-Riv.
193. *Id.* Roa-Rovel.
194. *Id.* Rover-Sav.
195. *Id.* Sea-Sel.

- 196. *Id.* Sen-Soub.
- 197. *Id.* Souc-Tartanson.
- 198. *Id.* Tartanson-Tron.
- 199. *Id.* Trex-Vag.
- 200. *Id.* Var-Villéri.
- 201. *Id.* Villéri-Wen.
- 202. *Id.* Wern-Z.
- 203. *Id.* État d'ensemble des dispenses. Affaires générales.

BB¹ 204 à 211. Médecins, chirurgiens et accoucheurs autorisés. An XI-1827.

- 204. Exécution de la loi du 19 ventôse an xi. Tableaux par départements. An XI-1814. Ain à Bouches-du-Rhône.
- 205. *Id.* Calvados à Dyle.
- 206. *Id.* Escaut à Hérault.
- 207. *Id.* Ile d'Elbe à Lys.
- 208. *Id.* Maine-et-Loire à Pô.
- 209. *Id.* Rhin (Bas-) à Seine-Inférieure.
- 210. *Id.* Seine-et-Marne à Yonne.
- 211. *Id.* Départements hollandais; résidus de tableaux pour la Restauration (Nord et Pas-de-Calais). 1812-1827.

BB¹ 212. Procès-verbaux de vérification des actes de l'état-civil adressés par les procureurs généraux, par cours (lacunaire). 1820-1821.

BB¹ 213 et 214. Candidatures de magistrats à des décorations. An XIII-1817.

BB¹ 215 à 231. Adresses au gouvernement des cours et tribunaux. An IX-1846.

- 215. Consulat (attentat de nivôse, paix d'Amiens). An IX.
- 216. Restauration (rétablissement du pouvoir royal). 1814.
- 217. Restauration (félicitations au baron Pasquier; anniversaire de la mort de Louis XVI). 1815-1816.
- 218 et 219. Restauration (assassinat du duc de Berry). 1820.
- 220. Restauration (complot du 20 août 1820; assassinat du duc de Berry). 1820.

221. Restauration (complot de janvier 1821). 1821.

222. Restauration (guerre d'Espagne). 1823. 223 à 226. Restauration (mort de Louis XVIII et avènement de Charles X). 1824. 227¹. Monarchie de Juillet (attentats des 19 novembre 1832 et 28 juillet 1835). 1832-1835.

227². Monarchie de Juillet (attentats des 25 juin et 27 décembre 1836). 1836-1837

228. Monarchie de Juillet (naissance du comte de Paris). 1838.

229¹ Monarchie de Juillet (attentat du 15 octobre 1840). 1840.

229² Monarchie de Juillet (attentat du 13 septembre 1841 contre le duc d'Aumale). 1841.

230¹ et ². Monarchie de Juillet (mort du duc d'Orléans). 1842.

231. Monarchie de Juillet (attentat du 29 juillet 1846). 1846.

BB¹ 232 à 238. Demandes d'audience par des magistrats et des particuliers. 1817-1832.

BB². JUSTICE. AFFAIRES CIVILES

Les 99 articles de la sous-série BB², aussi hétérogène que la précédente, proviennent essentiellement du versement opéré en 1827; ils ont été élaborés par la Chancellerie, le Conseil exécutif provisoire, les comités des assemblées et les services du Ministère de la Justice (ou de la commission exécutive des administrations civiles, etc.), à savoir : le cabinet et le secrétariat général, le Conseil de justice, le bureau des Décrets et le bureau d'envoi des lois, le bureau de législation et les divisions civiles, criminelles, du personnel et de la comptabilité. Le caractère "résiduel" de cette sous-série est encore avivé par les fonds de tiroirs des fonctionnaires du ministère qui y ont été incorporés.

Georges BOURGIN.

BB² 1. Conseil de justice établi près le ministre : correspondance sur des questions d'administration judiciaire et civile⁽¹⁾; officiers ministériels et municipaux, garde nationale, gendarmerie; organisation des tribunaux de police correctionnelle et criminels ; timbre et enregistrement ; délits forestiers. 1791-1793.

⁽¹⁾ [Enregistrement dans BB²⁹ 1 à 3.](#)

BB² 2 à 7. Feuilles de travail du Ministre de la Justice :

2. 2 vendémiaire an XI-2^o complémentaire, an XII.

3. 4 vendémiaire an XIII-31 décembre 1806.

4. 25 janvier 1807-15 janvier 1809.

5. 3 janvier 1809-29 décembre 1810.

6. 2 janvier 1811-30 décembre 1812.

7. 7 janvier 1813-10 mai 1816.

BB² 8. Comptes décadaires : application de l'arrêté du 4 frimaire an iv : circulaires d'exécution ; correspondance. Ans V-IX.

BB² 9. Poursuites contre les fermiers généraux, les intendants et les receveurs généraux des finances : avis du Conseil de justice; correspondance. An II.

BB² 10. Pensions : correspondance et pièces diverses concernant des demandes de pensions⁽¹⁾. 1807-1811.

⁽¹⁾ Voir [BB²⁵ 1 à 19](#).

BB² 11 à 15. Correspondance : résidus. An VIII-1824.

11. Avis de départ en tournée ou en congé de préfets; comptabilité. An VIII-1824.

12¹. Événements politiques de 1815. 1815-1816.

12² à 14. Cabinet. 1816-1818.

15. Dons volontaires. 1816.

BB² 16 à 19². Publication et envoi des lois⁽²⁾. 1789-1820.

⁽²⁾ Voir les [enregistrements divers pour ans II-IX dans BB²⁹ 276-290](#).

16. Lettres d'administrations et de particuliers. 1789-1790.

17. Lettres d'administrations : travail du Comité des décrets. 1789-1790.,

18. Travail du Comité des décrets et de l'Agence de l'envoi des lois; minutes de commissions données par le Conseil exécutif provisoire. 1790-an III.

19¹. Travail' du Bureau des décrets et du Bureau d'envoi des lois. 1793-1809.

19² Envoi d'ordonnances au Bulletin des Lois. 1816-1820.

BB² 20 à 37. Circulaires du ministre de la Justice, 1789-1834.

20. Décembre 1789-mai 1791.

21. Juin-décembre 1791.

22. Janvier-juillet 1792.

23. Septembre 1792-10 germinal an II.

24. 22 floréal-3^e sans-culottide an II.

25. Vendémiaire-pluviôse an III.

26. Ventôse an III-brumaire an IV.

27. Vendémiaire-fructidor an IV.

28. Circulaire du 27 germinal an IV sur les tribunaux criminels et correctionnels, et réponses. An IV.

29. Brumaire-thermidor an v. '

30. Nivôse an V-prairial an VII.

31. An VIII-1813.

32. Circulaire du 14 janvier 1815, relative aux créances sur les colons de Saint-Domingue, et réponses. 1815."

33. Circulaire du 9 mai 1815, relative à la réimpression de diverses parties du code pénal, et réponses. 1815.

34. Décembre 1817-janvier 1827.

35-37 (1 article). Janvier 1833-mars 1834.

BB² 38. Assemblées cantonales : travail pour leur convocation. An XI-1813.

BB² 39 à 42². Tableaux départementaux des distances aux chefs-lieux. 1811-1823.

39. Correspondance; tableaux de l'étendue du ressort des cours royales. 1811-1823.

40. Tableaux : Ain à Dyle.

41. *Id.* Ems-Occidental à Jura.

42¹. *Id.* Léman à Pyrénées-Orientales.

42². *Id.* Rhin (Bas-) à Yssel-Supérieur.

BB² 43 à 80. Bureau de législation : questions posées par des magistrats et des justiciables⁽¹⁾ (classement numérique). 1821-1831.

⁽¹⁾ [Enregistrement dans BB²⁹ 332 à 344.](#)

BB² 81. Mélanges : pétitions adressées au Garde des sceaux, aux Comités des rapports, des pétitions et de législation de l'Assemblée constituante, au Directoire: correspondance administrative. 1789-1817.

BB² 82. Mélanges. 1784-1843.

BB² 83. Pièces renvoyées par divers Comités des Assemblées (division, législation, constitution, instruction publique, militaire, salut public) et la-Commission des Onze, dans l'ordre des départements. 1790-an IV.

BB² 84. Enregistrements de correspondances urgentes ou annotées : Secrétariat général, Division civile, Division criminelle. 1815-1816. -- Papiers de la "Société royaliste des XXIX"

; de la Commission parisienne pour le monument Pichegru ; de la Commission pour le tombeau du comte de Précý. 1821-1824.

BB² 85 à 92. Imprimés judiciaires en blanc, classés par cours. Vers 1825. 85. A.

86. B-C.

87. D-G.

88. L-M.

89. N-Pau.

90. Paris-Poitiers.

91. R.

92. T. et pièces diverses, 1792-1824.

BB² 93 à 96. Demandes de grâces. 1850.

93-94. (1 article) A-D.

95. E-L.

96. M-Z.

BB² 97. Mélanges : affaires des fermiers généraux⁽¹⁾; comptes décadaires⁽²⁾; documents concernant l'organisation judiciaire ; pétitions pour divers détenus; affaire de la "chouanne" Saint-Désiré ; résidus des archives de la Chancellerie. 1787-An ix.

⁽¹⁾ Voir BB² 9.

⁽²⁾ Voir BB² 8.

BB² 98. Mélanges : placets; correspondance et résidus de dossiers ; statistique criminelle établie par un commis du Bureau des grâces. 1792-1828.

BB² 99. Affaires diverses : affaires soumises directement à l'Empereur; projets et rapports sur certains points de législation et d'organisation de la justice, notamment sur le code civil; correspondance du Grand-Juge avec les autres ministres ; pièces se rapportant au budget de la Justice ; mémoires et suppliques de particuliers. An XII-1817.

BB³. JUSTICE. AFFAIRES CRIMINELLES.

La sous-série BB³ diffère des deux premières par la masse, mais non par la nature. Elle comprend, en effet, 229 articles, mais ces articles élaborés seulement en partie par les services du Ministère de la Justice, provenant pour une part d'organismes différents (Haute-Cour, Conseil des prises, etc.), ou constitués par des éléments enlevés à d'autres groupes qui forment maintenant des séries d'archives organiques (BB¹⁸), s'appliquent à des institutions, à des faits, à des moments historiques extrêmement divers.

La sous-série BB³ en effet, a été formée de versements opérés par le Ministre de la Justice de 1827 à 1877, versements incomplets, où l'on constate des lacunes inexplicables et des intégrations singulières. Mais dans l'ensemble, elle renferme des dossiers du plus grand intérêt pour l'histoire judiciaire et politique française de l'Ancien Régime à la Monarchie de Juillet : Tribunal de Cassation, juridictions spéciales (militaires, douanières, des prises), tribunaux révolutionnaires, cours prévôtales, organismes forestiers de police, telles sont les institutions qui ont élaboré les documents compris dans la sous-série; et s'agissant de poursuites politiques pendant la Révolution, l'Empire et la Restauration et de délits tels que ceux de fausse monnaie, d'usure, de contrebande et de délits forestiers, de crimes commis dans les départements étrangers ou du crime de port d'armes contre la France, on comprendra l'Intérêt des affaires qui y sont ainsi représentées.

A ces articles anciennement versés aux Archives nationales ont été joints deux derniers articles, retrouvés à la Chancellerie en 1929, et intégrés à la sous-série comme présentant des analogies avec les articles de celle-ci.

Georges BOURGIN.

BB³ 1 à 8. Tribunaux militaires : jugements. An II-1815.

1. Armées des Alpes ; Ardennes; Italie; Pyrénées-Orientales ; Rhin; Côtes de Brest; Côtes de Cherbourg; Nord; Sambre-et-Meuse. Ans II-III.
2. Armées de l'Ouest (Niort, Saumur, Tours). Ans II-IV.
3. Armées de l'Ouest (Angers). An III.
4. Commissions et Conseils militaires à Paris: Commission de la loi du 4 prairial an III; Conseils militaires ; de la loi du 15 vendémiaire an IV, Conseil militaire établi par arrêté du Comité de Salut public du 27 vendémiaire an IV; Conseil militaire établi par le décret du 22 vendémiaire an IV.
5. Conseil militaire du 15 vendémiaire an IV: section de la Butte-des-Moulins. An IV.
6. Conseil militaire du 15 vendémiaire an IV: section du Théâtre-Français. An IV.
7. Commissions, tribunaux militaires et tribunaux révolutionnaires dans les départements : Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Basses-Alpes; Indre-et-Loire et Loir-et-Cher; Gironde, Ille-et-Vilaine. Ans II-IX.
8. Loire-Inférieure; Manche; Mayenne; Nord; Paris (Commission de la loi du 4 prairial an III); Rhône-et-Loire; Vendée. -- Conseil de guerre de la 1^{re} division (affaire du maréchal Ney). An II-1815.

BB³ 9 à 15. Tribunaux criminels révolutionnaires et tribunaux criminels des départements. 1792-an II.

9. Ardennes; Ariège; Bouches-du-Rhône.
10. Cantal; Charente; Charente-Inférieure; Corrèze; Côte-d'Or; Côtes-du-Nord; Creuse.
11. Dordogne ; Finistère; Haute-Garonne ; Indre ; Indre-et-Loire; Isère; Jura; Landes; Loir-et-Cher ; Loire-Inférieure; Loiret; Lot; Lot-et-Garonne ; Maine-et-Loire; Marne; Haute-

Marne ; Meurthe; Meuse.

12. Morbihan; Moselle; Oise; Orne; Pas-de-Calais ; Puy-de-Dôme; Basses-Pyrénées; Pyrénées-Orientales ; Bas-Rhin; Haut-Rhin; Rhône-et-Loire ; Haute-Saône; Saône-et-Loire; Sarthe; Seine-Inférieure.

13. Seine (Tribunal du 18 mars).

14. Seine (Tribunal criminel).

15. Seine-et-Marne; Deux-Sèvres; Somme; Tarn; Var; Vaucluse; Vienne; Haute-Vienne; Vosges.

BB³ 16. Départements italiens : tribunaux criminels et commissions militaires. 1793-1808.

BB³ 17. Justice militaire : affaires diverses. An IV-1815.

BB³ 18. Commission révolutionnaire de Commune-Affranchie (Lyon). An II.

BB³ 19. Haute-Cour d'Orléans : organisation et procédures. 1791-1792.

BB³ 20 à 23. Haute-Cour de Vendôme. Ans IV-VII.

20. Rapports du concierge de la Maison de Justice.

21. Dossier constitué au Ministère de la Justice sur l'affaire Babeuf.

22. Dossier complémentaire sur divers prévenus.

23. Délibérations de la Haute-Cour.

BB³ 24 à 28. Haute-Cour nationale et impériale. An XII-1813. (Affaires classées dans l'ordre d'inscription au registre d'ordre.)

24. Propos et écrits séditieux; affaire Guillemot devant la Commission militaire de Rennes. Ans XII-XIV.

25. Conspiration dans le département du Mont-Tonnerre. Ans XII-XIII.

26. Propos et placards séditieux; complot contre l'État. An XIII-1811.

27. Écrits et imprimés séditieux : espionnage ; conspiration du Midi; complot contre les autorités du Tarn; plaintes pour abus de pouvoir contre des fonctionnaires civils et militaires, en particulier le général Rochambeau. An XII-1813.

28. Affaire Guillemot, chouan; propos séditieux ; brigandage dans la Stura; menées anticoncordataires du prêtre Stevens dans Sambre-et-Meuse ; situation religieuse à Troyes; chouannerie dans l'Eure ; plaintes pour abus de pouvoir.

BB³ 29 et 30. Arrestation et mises en liberté de membres de la Convention. 1793-an iv.

29. Affaires générales des dossiers individuels ou collectifs, dans l'ordre alphabétique des premiers noms.

30. Affaires générales et procès-verbaux d'arrestation et de pose ou de levée de scellés dans l'ordre alphabétique des députés.

BB³ 31. Procédures pour faits contre-révolutionnaires abandonnées en vertu de la loi d'amnistie du 15 septembre 1791.

BB³ 32 à 34. Poursuites contre les Français ayant porté les armes contre la France : application des décrets des 6 avril 1809 et 24 avril 1810. 1809-1812.

32. Affaires générales, rapports, correspondance.

33. Classement départemental : Allier à Pyrénées-Orientales.

34. *Id.* Rhin (Bas-) à Yonne.

BB³ 35¹ et ². Poursuites en matières politiques. 1815-1817.

BB³ 36 à 38. Poursuites contre les membres de la Légion d'honneur : application de circulaires de 1808 à 1816; correspondance et états ; détenus de la prison de Pierre-Châtel. 1808-1826.

BB³ 39 à 41 : Mise sous la surveillance de la haute police ou à la disposition du Gouvernement des condamnés ayant fini leur prison (circulaire du 31 août 1811) : correspondance. 1811-1832.

39. 1811-1813.

40. 1816-1827 (fragmentaire).

41. 1828-1832.

BB³ 42 à 45. Procédures avec interdiction de communiquer (circulaire du 10 février 1819) : correspondance et états. 1819-1833.

42. 1819.

43. 1820-1821.

44. 1822-1825.

45. 1827-1833.

BB³ 46 à 63. Exécution des décrets d'arrestation et de mise en liberté pris par la Convention et ses comités : classement alphabétique des personnes, des lieux ou des affaires. 1793-an IV.

46. Ab. -- Ard.

- 47. Arl. -- Ben.
- 48. Ber. -- Bres.
- 49. Bret. -- Chasseurs.
- 50. Chassin -- Commissaires des guerres.
- 51. Commission -- Dem.
- 52. Des. -- Go ⁽¹⁾.
- ⁽¹⁾ La fin de la lettre D, tout E et le début de F semblent avoir disparu.
- 53. Gr. -- Jos.
- 54. Jou. -- Lecl.
- 55. Leco. -- Log.
- 56. Loh. -- Ma.
- 57. Me. -- Mu.
- 58. Na. -- Pas.
- 59. Pat. -- Q.
- 60. Ra. -- Sag.
- 61. Saint -- Then.
- 62. Ther. -- Ven.
- 63. Ver. -- Z.

BB³ 64. Agents du Ministre de l'Intérieur, missions et indemnités diverses : transfert du duc d'Orléans de Marseille à Paris; transfert des Bourbons à Marseille ; remboursement des frais au greffier du Tribunal révolutionnaire; frais d'arrestation, de garde et de pose de scellés, etc. 1793-an II.

BB³ 65 à 81². Archives du Comité de surveillance du département de Paris. 1793-an III.

65. Affaires générales : compte rendu à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux ; pièces concernant l'activité de l'Armée révolutionnaire dans les départements de Seine-et-Oise et de l'Oise.

66. Affaires terminées (dénonciations, arrestations, perquisitions, scellés, etc.). Doss. 1 à 50. (Notamment : marquis et marquise de la Tour-Gouvernet ; Caumont, de Pomponne; femme Beaufort, maîtresse de Julien de Toulouse; affaires d'accaparement et de publications antipatriotiques.)

67. *Id.* Doss. 51 à 120. (Notamment : Jacques Roux; Club Massiac; Duchesne, intendant du comte de Provence; Sénac de Meilhan; fournitures de souliers à semelles de carton pour la République.)

68. *Id.* Doss. 121 à 200. (Notamment : Beaufort, adjudant général de Custine; de la Villeurnoy, ex-intendant de Béarn.)

69. *Id.* Doss. 201 à 300. (Notamment : baron de Batz; de Mesley, ex-président de la Chambre des Comptes; Duval d'Eprémèsnil; Guillaume, constituant; La Marelle, ex-président du Grand-Conseil; Lavigne, constituant.)

70. *Id.* Doss. 301 à 370. (Notamment : de Malessie, ex-maréchal de camp; abbé Mulot, secrétaire de la Commission des monuments; Mévolhon, constituant; comtesse de Narbonne; Prudhomme.)

71. *Id.* Doss. 371 à 469. (Notamment : Sourdac, ex-lieutenant de police à Troyes; contre-amiral Truguet; Teissier, ex-fermier général; général Ronsin ; Lecoq, ex-domestique du ministre Rolland; marquis et marquise de Sénones; théâtres.)

72. Affaires non terminées. (Notamment : Gonnet de Rupé, caissier général de la Poste nationale; marquis de Malessie; Saint-Geniès, aide-de-camp de Lafayette; députés des sections de Marseille; Leclerc, médecin, membre de la Commune du 10 août; d'Ornano, ex-lieutenant général; Rivière, protégé d'Hérault de Séchelles; marquis du Saillant; abbé de Vergers, ex-chapelain du comte d'Artois; T. Paine, conventionnel; marquis de Moustier; Boyd, banquier; Charrin, ex-lieutenant-colonel au 9^o dragons; Dubois, ancien curé à Troyes, constituant.)

73. Affaires diverses. (Notamment : section des Champs-Élysées; section de l'Observatoire; société des Cordeliers; section des Gravilliers; section Beaurepaire ; évacuation de Namur; ecclésiastiques du département de l'Indre ; section de Bonne-Nouvelle; Rouyer, conventionnel, et sa mattresse; Belges réfugiés; députés girondins dans l'Eure; section des Arcis; Barbaroux, conventionnel; théâtres; journaux; rassemblements suspects.)

74. Correspondance du Comité.

75. Missions données par le Comité.

76. Ordres généraux de l'État-major général de la garde nationale parisienne.

77. Lettres interceptées, communiquées au Comité et imprimés.

78. Papiers saisis : notes, documents comptables de Sénac de Meilhan.

79. Suppression et liquidation du Comité.

80. Journées du 31 mai au 2 juin 1793 : papiers du Comité central révolutionnaire; rapports avec le Directoire des postes, l'État-major général de la force armée, le Comité de Salut public, le Conseil général de la Commune, le département de la police de la Commune, le département de Paris, les sections, le Comité révolutionnaire de Bourg-Égalité ; dénonciations, comptes.

81¹ et² (registres). Procès-verbaux du Comité.

BB³ 82 et 83. Commission des administrations civiles, police et tribunaux. Ans II-III.

82. Affaires générales : circulaires concernant son activité; correspondance avec le greffe du Tribunal révolutionnaire et les autorités parisiennes (Conseil général de la Commune;

agent national; procureur général syndic du département ; commissaires de police; comités de surveillance ; comités civils, etc.)

83. Organisation des comités révolutionnaires de Paris.

BB³ 84 à 98. Bureau Central du canton de Paris et Préfecture de police : rapports généraux de surveillance⁽¹⁾. An IV-an XII.

⁽¹⁾ Ont servi de base à la publication d'Adolphe Schmidt, *Tableaux de la Révolution française*, t. II et III, Leipzig, 1869 et 1870, et ont été utilisés pour les publications d'Alphonse Aulard, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, 1898-1902, 5 vol. in-8°,... *sous le Consulat*, 1903-1907, 4 vol. in-8°... *sous l'Empire*, 1912-1922, 3 vol. in-8°.

84. Pluviôse-complémentaire an IV.

85. Vendémiaire-ventôse an v.

86. Germinal-thermidor an v.

87. Vendémiaire-floréal an VI.

88. Prairial-fructidor an VI.

89. Vendémiaire-ventôse an VII.

90. Germinal-fructidor an VII.

91. Vendémiaire-ventôse an VIII.

92. Frimaire-ventôse an IX.

93. Germinal-complémentaire an ix.

94. Vendémiaire-complémentaire an x.

95. Brumaire-germinal an xi.

96. Floréal-complémentaire an XI.

97. Vendémiaire-pluviôse an XII.

98. Ventôse-messidor an XII.

BB³ 99 à 117. Affaires particulières jugées spécialement importantes. 1636-1912.

99. Conflit en Vaucluse entre les autorités judiciaires et administratives. An IV.

100 et 101. Affaire Pichegru : coaccusés. An v-an VII.

102. Affaire Maubreuil. 1807-1825.

103. Affaire Libri-Bagnano⁽²⁾. 1814-1834.

⁽²⁾ Voir F⁷ 6859.

104. Insurrection de Grenoble. An XII-1817.

105 et 106. Affaire Fualdès. 1817-1823.

107 à 109². Succession Thiéry. 1636-1912.

110 et 111. Affaire de Mougenet, greffier à la Cour criminelle de Turin. An XI-1809.

112. Affaire Looz-Corswarem contre Flachet et autres. An XI-1814.

113. Affaire Gaudot. 1784-an V.

114. Affaire Simon-Lambert. 1789-1816.

115. Septembriseurs; affaire Eschweiler. 1792-1808.

116. Affaire Lagarde. An X-1810.

117. Affaire Yvonnet, 1790-1809.

BB³ 118 à 125. États et rapports d'ensemble⁽¹⁾. An XI-1834.

⁽¹⁾ Résidus de séries disparues.

118. Tableaux mensuels des délits commis dans la Haute-Garonne. An XI-an XII.

119. États des poursuites pour délits relatifs aux subsistances, mendicité nocturne ou en troupe. 1816-1817.

120. Opérations de la gendarmerie en application de l'ordonnance du 29 octobre 1820. 1821-1824.

121. *Id.* 1825-1831.

122. *Id.* 1832-1834.

123. États des procédures des cours prévôtales, en application de la circulaire du 10 février 1818. Ain à Hérault.

124. *Id.* Ille-et-Vilaine à Pyrénées-Orientales. 125. *Id.* Rhin (Bas-) à Yonne.

BB³ 126. Affaires prévôtales⁽²⁾. 1816-1817.

⁽²⁾ Retirées de la série du ministère A 4 n^{os} 7343 à 9219. Voir plus bas, p. 87, l'inventaire sommaire de la sous-série Justice BB¹⁸.

Notamment : Conspiration de Bernay; questions de procédure; affaires politiques et de droit commun dans les départements: Manche, Haut-Rhin, Maine-et-Loire, Haute-Vienne, Yonne; Seine-et-Oise, Meurthe, Somme, Lozère, Pas-de-Calais, Creuse, Bouches-du-Rhône, Eure-et-Loir, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Corrèze, Loiret, Haute-Garonne, Orne, Tarn-et-Garonne, Indre-et-Loire.

BB³ 127 à 139. Tribunal de Cassation⁽³⁾ : décisions sur des jugements rendus par les tribunaux criminels. 1792-an IV.

⁽³⁾ Voir la sous-série BB¹⁹.

127. Ain à Aveyron.

- 128. Bouches-du-Rhône à Creuse.
- 129. Dordogne à Finistère.
- 130. Gard à Hérault.
- 131. Ille-et-Vilaine à Lozère.
- 132. Manche à Moselle.
- 133. Nièvre à Orne.
- 134¹. Paris.
- 134². Pas-de-Calais à Pyrénées-Orientales. 135. Rhin (Bas-) à Rhône.
- 136. Saône (Haute-) à Somme.
- 137. Tarn à Yonne.
- 138. Aisne à Yonne.
- 139. Alpes-Maritimes à Vosges.

BB³ 140 à 166. Délits politiques⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Dossiers anciennement distraits des séries de documents placées, dans les archives du ministère, sous les lettres C, D, A, et dont la masse, versée par ailleurs, a constitué la sous-série BB¹⁸.

1° Classements numériques et chronologiques.

An VIII-1815.

- 140. An VIII-an x. (Notamment : propos séditieux; attentat du 3 nivôse.)
- 141. An x-an XII. (Notamment : propos et pamphlets séditieux.)
- 142. An XII. (Notamment : conspiration contre la République organisée par les Anglais; propos et placards séditeux; poursuites contre les recéleurs de Cadoudal.)
- 143. 1806-1809. (Notamment : propos et gestes séditieux; complices du général Moreau; conspiration Princeps, de Strasbourg; conspiration des départements de la Loire et du Rhône ; espionnage.)
- 144. 1809-1810. (Notamment : complot d'Ajaccio; propos et écrits séditieux.)
- 145. 1810-1813. (Notamment : arrestation du vicaire général capitulaire de Paris, Mgr d'Astros ; complot pour livrer Belle-Ile aux Anglais; conspiration de Grasse; affaire Malet; conspiration pour soustraire Gênes à la domination française; propos et placards séditieux.)
- 146. An XII-an XIII. (Notamment : libelles anticoncordataires; conspiration de Georges; affaire Pichegru; conspiration des “anarchistes” de Toulouse.)
- 147. An XII-1806. (Notamment : affaire Guillemot et complices; propos et placards séditieux.)

148. 1813⁽²⁾. (Notamment : espionnage sur les côtes de Provence et complot tendant à soulever les départements du Midi; complot de Toulon; propos, placards et écrits séditionnels.)

⁽²⁾ [Lacune entre 1807 et 1812](#)

149. 1814-1815. (Notamment : affaires de

cannes à silhouettes impériales; propos, placards et écrits séditionnels.)

150. 1814-1815. (Notamment : détention au fort du Hâ du comte de Viel-Castel; propos séditionnels.)

2° Classement départemental 1815-1816.

151. Ain à Aveyron.

152. Bouches-du-Rhône à Côte-d'Or. 153. Côtes-du-Nord à Finistère.

154. Gard (notamment : assassinat du général Lagarde à Nîmes).

155. Garonne (Haute-) à Hérault.

156. Ille-et-Vilaine à Loire-Inférieure. 157. Loiret à Morbihan.

158. Nièvre à Orne.

159. Pas-de-Calais.

160. Puy-de-Dôme.

161. Seine ⁽¹⁾. (Notamment : circulaires ministérielles de caractère politique; affaire du général de Vaudoncourt; du maréchal Ney; du directeur général des postes Lavalette.)

⁽¹⁾ [L'ordre alphabétique des départements, interrompu ici, n'a pas été rétabli, par suite du fait que la sous-série a été souvent communiquée et que les cotes en figurent dans des ouvrages publiés.](#)

162. Basses-Pyrénées à Sarthe.

163. Seine-Inférieure à Yonne.

3° Classement numérique. 1816.

164. (Notamment : rébellion à Éguzon; conflits entre les autorités judiciaires et les commandants des troupes alliées; conspiration lyonnaise, en liaison avec l'affaire Didier, de Grenoble; affaire du maréchal de camp Chartran; sursis de départ pour les régicides; insurrection de Tarbes en 1815.)

165. (Notamment : esprit public dans la Manche; troubles de Carhaix; publication des *Réflexions picardes*.)

166. (Notamment : complot à Alençon; drapeau tricolore à Boulogne.)

BB³ 167. Rapports mensuels, puis bimensuels des procureurs généraux (incomplets)⁽²⁾. 1834-1835.

⁽²⁾ Voir la sous-série BB³⁰ pour une collection plus complète de pareils rapports.

BB³ 168. Bureau des grâces : dossiers des détenus de Ré (an IX-1808) et du Mont-Saint-Michel (1817-1832).

BB³ 169. Commissions militaires et tribunaux criminels du Premier Empire : affaires de conscription, affaires criminelles (jugements imprimés). 1807-1811.

BB³ 170¹ et ². Condamnés politiques de l'Ouest : amnistie et grâces⁽¹⁾. 1837-1840.

⁽¹⁾ Dossiers retirés de la série judiciaire normale S, et qui devraient figurer dans la sous-série BB²¹.

BB³ 171 et 172. Rapports des parquets sur la situation politique. 1809-1821.

171. Agen-Grenoble.

172. Limoges-Rennes.

BB³ 173. Affaire de Saumur. 1821-1825.

BB³ 174. Analyse des rapports bimensuels des procureurs généraux. 1831.

BB³ 175. Cours prévôtales : organisation. 1816-1817.

BB³ 176 et 177. Jugements contre des militaires, d'anciens militaires et des membres des ordres, communiqués par le Ministre de la Guerre au Ministre de la Justice. An XI-1824.

BB³ 178 à 187. Jugements et procédure en matière de douane. An XII-1813.

178. Jugements. An XII.

179. *Id.* 1806-1811.

180-181 (1 art.). *Id.* An XII-1810.

182 et 183. *Id.* An XII-1810.

184. *Id.* An XII-1810.

185. *Id.* An XIII-1811.

186. Procédure; liquidation des frais et dépens.

187. Correspondance et affaires diverses.

BB³ 188 à 193. Prises maritimes. 1786-1815.

188. Correspondance des consuls; procédure An V-1812.

189. Conseil des prises : organisation (an VIII-1815); affaires de prises (1806-1807).

190. Conseil des prises : affaires de prises 1809.

191. *Id.* 1808-1810.

192. *Id.* 1811-1812.

193. *Id.* 1786-1813.

BB³ 194 à 195². Délits forestiers. 1792-1830.

194. Correspondance. 1792-an II.

195² Arrêté forestier de Pelet de la Lozère, administrateur général des forêts de la couronné (impr., s. d.). États de délinquants. 1828-1829.

195² *Id.* 1829-1830.

BB³ 196. Délit habituel d'usure : états des poursuites, classement par cours. 1824-1825.

BB³ 197 à 201. Délit de fausse monnaie, 1790-1831.

197. Faux assignats. 1790-1791.

198. *Id.* 1792.

199. *Id.* 1792-1793.

200. Faux billets de la Banque de Vienne et faux papiers d'État. 1805.

201. Arrêts en matière de fausse monnaie. 1816-1831.

BB³ 202¹ et ². Cours d'appel et tribunaux de départements étrangers : procédures et correspondances diverses. 1797-1813.

202¹ Turin : cour et tribunal criminel spécial.

202². Coni : tribunal; Rome : cour; Hambourg : cour.

BB³ 203 à 205. Comptes rendus des cours et tribunaux. An IX-1827.

203. États de jugements rendus; application de la circulaire du 3 juin 1809; états semestriels de l'activité des cours (s'appliquant particulièrement à celles de Toulouse, Pau, Bastia, Besançon, Bourges, Dijon, Lyon, Metz, Poitiers, Rome). An IX-1827.

204. Relevés des procès-verbaux et vérification des greffes de ressorts. 1823-1825.

205. *Id.* 1826-1827.

BB³ 206 à 219. Personnel subalterne de la Justice. 1776-1825.

206. Pétition des guichetiers des prisons de Paris. Circulaires au sujet des exécuteurs des hautes justices seigneuriales et des exécuteurs en titre de justice. 1776-an VIII.

207. Exécuteurs : correspondance. 1793-an IV.

208. *Id.* Dossiers départementaux : Ain à Lys. An IV-an IX.

209. *Id., id.* Maine-et-Loire à Vosges. An iv-an IX.

210. Exécuteurs : correspondance. An x-an XII.

211. Exécuteurs : tableaux; rapports; correspondance. An II-an XIV.

212. Exécuteurs : rapports, pétitions, commissions, états. An X-1807.

213. *Id.* 1808-1810.

214. *Id.* 1811-1813.

215. *Id.* Départements : Ain à Creuse. 1811-1825.

216. *Id.* Dordogne à Loiret.

217. *Id.* Mayenne à Nord.

218. *Id.* Oise à Seine-et-Marne.

219. *Id.* Seine-et-Oise à Yonne ; frais et matériel d'exécution.

BB³ 220. Mort suspecte du prince de Condé. 1830-1831.

BB³ 221. Affaires Favras et Lambesc. 1789-1790.

BB³ 222. Journées des 5 et 6 octobre 1789.

BB⁴. JUSTICE. COMPTABILITÉ.

Dans ces 53 articles, versés vraisemblablement en 1827 et 1834, se trouvent les documents disparates et discontinus, de nature principalement comptable, qui concernent le personnel, les locaux et les dépenses du Ministère de la Justice (et de la commission des administrations civiles, police et tribunaux) et de l'Imprimerie nationale.

Georges BOURGIN.

BB⁴ 1. Organisation du Ministère de la Justice : nominations ; travail des bureaux; traitements; organisation du personnel de l'Imprimerie de la République. Ans IV-XII.

BB⁴ 2 à 6. Dépenses intérieures du Ministère. An IV-1809.

2. Ans IV-VIII.

3. Ans IX-XI.

4. An XIII-1806.

5. 1807-1808.

6. 1808-1809.

BB⁴ 7 à 9. Personnel de l'Administration centrale. Organisation des bureaux du Ministère et de la commission des administrations civiles, police et tribunaux. 1773-an VI.

7. Chancellerie; Ministère de la Justice. 1773-1793.

8. Commission des administrations civiles, police et tribunaux. Ans II-III.

9. Ministère de la Justice : affaires diverses concernant le personnel; épuration par la Commission des Dix-sept à la suite de la journée du 13 vendémiaire; demandes de places. Ans IV-VI.

BB⁴ 10. Ordonnancements. 1790-1793.

BB⁴ 11. Mémoires. 1790-1793.

BB⁴ 12. Quittances et pièces de comptabilité. 1793-an III.

BB⁴ 13 à 19. Ordonnances : traitements et dépenses diverses. An XII-1815.

13. An XII.

14. An XIII.

15. An XIV-1806.

16. 1807.

17. 1811.

18. 1812.

19. 1815.

BB⁴ 20 et 21-22. Correspondance au sujet des dépenses. An IV-1815.

20. Ans IV-VII.

21-22. (1 art.) An VIII-1815.

BB⁴ 23 à 26². Pièces budgétaires.

23. 1790-1812.

24. Ans XI-XIII.

25. An XIV-1814.

26¹. 1815-1818.

26². An XII-1813.

BB⁴ 27 à 32². Imprimerie nationale. An V-1811.

27. Comptabilité. An V-1806.

28. *Id.* 1807-1809.

29. *Id.* 1810.

30. *Id.* 1810-1811.

31. Mémoires des impressions effectuées pour le Ministère de la Justice. Ans VI-VII.

32¹. Impressions pour les administrations et les particuliers. 1808-1810.

32². *Id.* 1810.

BB⁴ 33. Imprimerie nationale : organisation ; matériel ; fournitures ; personnel (employés et ouvriers). An IV-1810.

BB⁴ 34 à 39. Imprimerie nationale : salaires payés. Ans IV-XIV.

34. An IV.

35. Ans VII-VIII.

36. Ans VIII-IX.

37. Ans XI-XII.

38. An XIII.

39. An XIV.

BB⁴ 40. Imprimerie nationale : transfert et installation au Palais Cardinal. An XI-1813.

BB⁴ 41-42. (i art.) Imprimerie nationale : fournitures de Richomme, imprimeur en taille-douce, avec modèles de vignettes, An VII-1808.

BB⁴ 43. Liquidation des créances arriérées du Ministère de la Justice. 1814-1826.

BB⁴ 44 et 45. Dépenses judiciaires des départements de la rive gauche du Rhin. Ans V-XI.

44. Ans V-VII.

45. Ans VIII-XI.

BB⁴ 46. Frais de port des lettres et paquets. An IV-1812.

BB⁴ 47 à 53. Salaires, honoraires et frais divers dus aux auxiliaires de la justice. An IV-1814.

47. Affaires générales : livraison de guillotines aux départements belges ; salaires des exécuteurs; loyer et ameublement des tribunaux; frais des commissions militaires; inventaires, garde et transfert des papiers judiciaires. Ans IV-XI.

48. Correspondance. Ans IV-VII.

49. Correspondance. An VIII-1806

50-51. (1 art.) Correspondance. 1807-1817.

52. Départements étrangers: Alpes-Maritimes à Pô.

53. Rhin-et-Moselle à Zuyderzée. An X-1814.

BB⁵. ORGANISATION JUDICIAIRE

DEMANDES DE PLACES, DISCIPLINE DES TRIBUNAUX, NOMINATIONS, ETC.

1791-1912

Le terme d'« Organisation judiciaire » est pris au Ministère de la Justice dans un sens assez particulier et s'applique aux présentations, nominations et mutations. Dans son état actuel⁽¹⁾, la sous-série BB⁵ se divise en cinq parties.

⁽¹⁾ [Un remaniement a été effectué en novembre 1941. On trouvera une table de concordance dans l'état sommaire manuscrit de la Section moderne.](#)

Les liasses i à 250 comprennent, classés ensemble, des documents sur toutes les questions relatives au personnel et des demandes de places, ces dernières devenant plus nombreuses avec le temps et constituant entièrement les dernières liasses⁽²⁾. C'est, pour la plus grande partie, un versement effectué par le Ministère de la Justice en 1827.

⁽²⁾ [D'autres demandes de places sont dans BB³⁰ 566 à 569 et 571 à 574.](#)

Les articles 255 à 328 concernent l'organisation de la justice dans les territoires annexés pendant la Révolution et l'Empire; ce sont des papiers qui ont été classés à part au Ministère de la Justice lorsqu'il furent devenus inutiles par suite de la perte des pays auxquels ils se rapportaient ; ils doivent être complétés par des documents relatifs à l'ensemble de l'Empire.

Les liasses 340 à 374 renferment surtout des pièces sur la discipline des tribunaux : règlements d'audiences, demandes de congés, comptes rendus. On en trouve cependant sur le personnel des tribunaux spéciaux de l'Empire et sur les élections des juges en 1791 et 1792.

Le reste de la sous-série est formé par la collection des ordonnances, décrets ou arrêtés de nomination de tout le personnel judiciaire (magistrats, greniers, notaires, officiers ministériels, juges consulaires) de l'an IV à 1912, collection versée par le ministère en avril 1941 et dont on a conservé l'ancien classement, différent suivant les époques. Les documents sont originaux à partir de la Restauration.

BB^s 1 à 216. Demandes de places et questions relatives au personnel. (Classement départemental). An II-1822. 1 et 2. Ain.

3 à 5. Aisne.

6 et 7. Allier.

8 et 9. Alpes (Basses-).

10. Alpes (Hautes-).

11 et 12. Ardèche.

13 et 14. Ardennes.

15 et 16. Ariège.

17 et 18. Aube.

19¹ et². Aude.

20 et 21. Aveyron.

22 à 25. Bouches-du-Rhône.

26 à 28. Calvados.

29. Cantal.

30 et 31. Charente.

32 et 33. Charente-Inférieure.

34 et 35. Cher.

36 et 37. Corrèze.

38 à 41. Corse.

42. Côtes-du-Nord.

43 et 44. Côte-d'Or.

45 et 46. Creuse.

47 et 48. Dordogne.

49 à 52. Doubs.

53 et 54. Drôme.

55 à 57. Eure.

58 et 59. Eure-et-Loir.

60 et 61. Finistère.

62 à 65. Gard.

66 à 69. Garonne (Haute-).

70 et 71. Gers.

72 à 74. Gironde.

75 à 77. Hérault.

78 à 81. Ille-et-Vilaine.

82 et 83. Indre.

84 et 85. Indre-et-Loire.

86 à 89. Isère.

90 et 91 Jura.

92. Landes.

93 et 94. Loir-et-Cher.

95 et 96. Loire.

97 et 98. Loire (Haute-).

99 à 101. Loire-Inférieure.

102 à 104. Loiret.

105 et 106. Lot.

107 à 109. Lot-et-Garonne.

110 et 111. Lozère.

112 à 114. Maine-et-Loire.

115 et 116. Manche.

117 à 119. Marne.

120. Marne (Haute-).

121 et 122. Mayenne.

123 à 125. Meurthe.

126 et 127. Meuse.

128 et 129. Morbihan.

130 à 132. Moselle.

133 et 134. Nièvre.

135 à 138. Nord.

139 et 140. Oise.

141 et 142. Orne.

143 à 145. Pas-de-Calais.

146 et 147. Puy-de-Dôme.

148 à 149². Pyrénées (Basses-).

150. Pyrénées (Hautes-).

151. Pyrénées-Orientales.

152 et 153. Rhin (Bas-).

154 a 156. Rhin (Haut-).

157 à 160. Rhône.

161 et 162. Saône (Haute-).

163 et 164. Saône-et-Loire.

165 et 166. Sarthe.

167 à 184. Seine.

185 à 188. Seine-Inférieure.

189 et 190. Seine-et-Marne.

191 à 193. Seine-et-Oise.

194 et 195. Sèvres (Deux-).

196 à 199. Somme.

200 et 201. Tarn.

202. Tarn-et-Garonne.

203 et 204. Var.

205 et 206. Vaucluse.

207. Vendée.

208 à 210. Vienne.

211 et 212. Vienne (Haute-).

213 et 214. Vosges.

215 et 216. Yonne.

BB⁵ 217 et 218. Demandes de places: ordre alphabétique des demandeurs. 1814-1815.

BB⁵ 219 à 227. Demande de places : ordre alphabétique des demandeurs. 1822-1830.

BB⁵ 228 à 233. Réponses aux questions et recommandations accompagnant les demandes de places (minutes) : ordre chronologique. 1822-1830⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les années suivantes jusqu'en 1847 sont dans BB¹⁷ B.

BB⁵ 234 à 247. Demandes de places : ordre alphabétique des demandeurs. 1830-1839.

BB⁵ 248. Demandes de place à la Cour de Cassation. 1822-1834.

BB⁵ 249. Demandes de places et renseignements sur les candidats, les magistrats, l'organisation des tribunaux dans les Colonies. An V-1813.

Louisiane, Guadeloupe, Guyane, Ile-de-France, Martinique, Saint-Domingue ⁽²⁾.

⁽²⁾ Les documents analogues pour la Restauration et la Monarchie de Juillet se trouvent dans BB³⁰ 614 et 615.

BB⁵ 250. Demandes de places en Algérie. 1830-1835⁽³⁾.

⁽³⁾ Pour l'organisation judiciaire de l'Algérie de 1831 à 1870, voir BB³⁰ 616 et 617, 622 et 623.

BB⁵ 251. Correspondance au sujet des magistrats coloniaux. 1848-1850.

BB⁵ 252. Présentations de magistrats et d'officiers ministériels en Algérie. 1879-1881.

BB⁵ 253 et 254. *Numéros vacants.*

BB⁵ 255 à 328. Territoires annexés pendant la Révolution et l'Empire. Demandes de places, présentations, nominations, installations de tribunaux. Classement par pays, puis par départements. 1793-1815.

255. *Allemagne.* Rive gauche du Rhin : généralités.

256 et 257. Cour de Trèves.

258 à 260. Mont-Tonnerre.

261. Rhin-et-Moselle.

262 à 264. Roër.

265 à 267. Sarre.

268. Départements hanséatiques : généralités. Cour de Hambourg. Bouches de l'Elbe.

269. Bouches du Weser, Ems-Occidental, Ems-Supérieur.

- 270. Lippe.
- 271. *Belgique*. Cour de Bruxelles.
- 272. Cour de Liège.
- 273 et 274. Dyle.
- 275 et 276. Escaut.
- 277 et 278. Forêts, Jemmapes.
- 279. Lys.
- 280. Meuse-Inférieure.
- 281 et 282. Deux-Nèthes.
- 283 et 284. Ourthe.
- 285 et 286. Sambre-et-Meuse.
- 287. *Catalogne*.
- 288. *Hollande*. Généralités. Cour de la Haye.
- 289. Bouches-de-l'Escaut.
- 290. Bouches-de-la-Meuse.
- 291. Bouches-du-Rhin.
- 292. Bouches-de-l'Yssel, Ems-Occidental.
- 293. Frise.
- 294. Yssel-Supérieur, Zuyderzée.
- 295. *Illyrie et Iles ioniennes*.
- 296. *Italie*. Ligurie. Cour de Gènes.
- 297. Apennins.
- 298 et 299. Gênes.
- 300 et 301. Montenotte.
- 302. Parme (Département du Taro.)
- 303 à 306. Piémont. Cour de Turin.
- 307. Doire.
- 308 et 309. Marengo.
- 310. Pô.

311. Sesia.

312. Stura.

313 et 314. États romains. Cour de Rome.

315. Tibre.

316. Trasimène.

317 et 318. Toscane. Cour de Florence.

319. Arno.

320. Méditerranée.

321. Ombrone, Ile d'Elbe.

322 à 324. *Comté de Nice*. (Département des Alpes-Maritimes.)

325 et 326. *Savoie*. (Département du Mont-Blanc.)

327. *Suisse*. (Départements du Mont-Terrible, du Léman, du Simplon.)

328. Affectations données en 1814 aux magistrats précédemment placés dans les territoires étrangers.

BB⁵ 329 à 339. *Numéros vacants*.

BB⁵ 340 à 343. Règlements d'audiences. An VIII-1813,

BB⁵ 344 et 345. Roulement des magistrats. Discours de rentrée. Classement par cours. 1812-1822.

BB⁵ 346 et 347. Correspondance au sujet de l'envoi des états semestriels des causes jugées. Classement par cours. 1810-1819.

BB⁵ 348. Comptes rendus sur le fonctionnement de la Justice. 1825-1826.

BB⁵ 349 à 351. Tribunaux spéciaux. Demandes de places, présentations, nominations. Classement par divisions militaires. 1800-1814.

BB⁵ 352 à 355. Procès-verbaux des élections des juges des tribunaux criminels et du Tribunal de Cassation. 1791-1792.

BB⁵ 356. Composition et fonctionnement des tribunaux criminels provisoires. 1791.

BB⁵ 357 à 361. Comptes rendus des magistrats au sujet des élections à la Chambre des Députés. 1816-1839. 357. 1816-1824.

358 et 359. 1824.

360. 1827.

361. 1837-1839.

BB⁵ 362 à 365. Projets et mémoires sur la réduction du nombre des tribunaux. Classement par cours. 1809-1817.

BB⁵ 366 à 371. Demandes de congés. An IX-1822, 1843.

BB⁵ 372 à 374. Installation de tribunaux. Classement départemental. 1792-1816.

BB⁵ 375. Bordereaux de nominations de magistrats. An IV,

BB⁵ 376 à 378. Nominations des magistrats. Classement chronologique. Brumaire-Germinal an IV.

BB⁵ 379 à 410. Nominations des magistrats. Classement départemental. Prairial an IV-Brumaire an VIII.

379 à 397. Prairial an IV-brumaire an v.

398 à 405. Vendémiaire an V-ventôse an VI.

406 à 410. Prairial an VI-brumaire an VIII.

BB⁵ 411 à 427. Nominations des magistrats et des officiers ministériels. Classement chronologique. Germinal an VIII-Fructidor an x.

BB⁵ 428 à 438. Nominations des magistrats (à l'exception des juges de paix) et des officiers ministériels. Classement chronologique. An XI-1813.

BB⁵ 439 et 440. Nominations des juges de paix. Classement chronologique. An XI-1813.

BB⁵ 441 et 442. Nominations des greffiers des justices de paix. Classement chronologique. An X-1813.

BB⁵ 443. Nominations des greffiers des tribunaux de police. Classement chronologique. An xi-an XII.

BB⁵ 444. Nominations des membres des tribunaux des douanes. Classement chronologique. 1810-1813.

BB⁵ 445 et 446. Nominations des juges des tribunaux de commerce. Classement chronologique. An IX-1813.

BB⁵ 447 à 450. Nominations des notaires. Classement départemental. An VII-an XI.

BB⁵ 451 à 453. Nominations des notaires. Classement chronologique. An XII-1813.

BB⁵ 454 à 468. Nominations des magistrats, juges des tribunaux de commerce, officiers ministériels et greffiers. Classement chronologique. 1814-septembre 1831.

BB⁵ 469 à 471. Nominations des notaires. Classement chronologique. 1814-septembre 1831.

BB⁵ 472 à 474. Nominations des magistrats. Classement chronologique. Octobre 1831-octobre 1840.

BB⁵ 475 à 478. Nominations de juges des tribunaux de commerce, notaires, officiers ministériels et greniers. Classement chronologique. Octobre 1831-octobre 1840.

BB⁵ 479 à 484. Nominations des magistrats, juges des tribunaux de commerce, officiers ministériels, greffiers et notaires. Classement chronologique. Octobre 1840-septembre 1848.

BB⁵ 485 à 497. Nominations des magistrats, juges des tribunaux de commerce et greffiers. Classement chronologique. Octobre 1848-décembre 1870.

BB⁵ 498 à 505. Nominations des magistrats et greffiers. Classement chronologique. Janvier 1871-juillet 1886.

BB⁵ 506 à 516. Nominations des notaires et officiers ministériels. Classement chronologique. 1849-juillet 1886.

BB⁵ 517 et 518. Nominations des magistrats, greffiers, notaires et officiers ministériels. Classement chronologique. Août 1886-décembre 1888.

BB⁵ 519 à 531. Nominations des magistrats et greffiers. Classement chronologique. 1889-1910.

BB⁵ 532 à 539. Nominations des notaires et officiers ministériels. Classement chronologique. 1889-1911.

BB⁵ 540. Nominations des magistrats. Classement chronologique. 1911-1912.

BB⁵ 541. Nominations des greffiers. Classement chronologique. 1911-1912.

BB⁵ 542. Nominations des notaires. Classement chronologique. 1912.

BB⁵ 543. Nominations des secrétaires des Conseils de prud'hommes. Classement

chronologique. 1909-1912.

BB⁶. COURS ET TRIBUNAUX. AN VIII-1927.

La sous-série BB⁽¹⁾ (magistrats et greffiers des cours d'appel et des tribunaux de première instance⁽²⁾) se compose essentiellement de deux parties : dossiers de mouvements et dossiers personnels.

⁽¹⁾ Légèrement remaniée en novembre 1941.

⁽²⁾ Et, pour les tribunaux d'Algérie, interprètes.

Les dossiers de mouvements, dont les premiers remontent à 1813, ont été établis au moment du départ des magistrats; ils contiennent des renseignements sur les causes de ce départ, mise à la retraite ou décès, et surtout des appréciations sur les candidats proposés pour le remplacement. Pour effectuer une recherche sur un magistrat, il ne faut donc pas seulement consulter le dossier de départ, mais aussi et surtout celui ou ceux dans lesquels il est question de lui comme candidat⁽³⁾. Très fournis au début, ces dossiers deviennent de plus en plus maigres à mesure qu'on avance dans le cours du XIX^e siècle.

⁽³⁾ Il existe, dans les bureaux de la Section moderne, un fichier récent contenant les noms des candidats portés dans ces propositions, depuis 1815 jusqu'à 1823 (Inv. n° 693). Le dépouillement a porté sur les articles BB⁶ 26 à 136. Il comprend également l'indication de noms de magistrats de l'Empire, certaines fiches, faites d'après une enquête de 1807 portant sur les magistrats de cette époque (CC 50 à 58), ayant été amalgamées avec les précédentes. -- Voir aussi pour les juges de la Restauration et de la Monarchie de Juillet les *registres matricules de la magistrature* (a. 1826 à 1847) cotés BB^{6*} 525 à 538. Ces registres sont suivis d'une table alphabétique des noms : BB^{6*} 539. -- Consulter également les registres du personnel de la magistrature : BB^{30*} 763 à 774 (1811-1879), BB^{6*} 524² à 5 et BB^{6*} 540 à 562 (1815-1927).

C'est qu'à partir de 1848 une autre série de dossiers a été créée : celle des dossiers personnels de magistrats, classés par ordre alphabétique. Assez insignifiants au début, ils grossissent à mesure que les dossiers de mouvements diminuent, car les pièces que l'on mettait à l'origine dans les dossiers de mouvements sont maintenant placées dans les dossiers personnels.

La sous-série BB⁶ renferme en outre plusieurs liasses de renseignements fournis sur les magistrats en l'an VIII, en l'an IX, en 1807⁽⁴⁾, en 1830 et les présentations de candidats aux postes vacants de l'an IX à 1813. Ces dernières ne diffèrent des dossiers de mouvements que parce qu'elles se présentent suivant l'ordre chronologique et non pas classées par sièges. L'ensemble de la sous-série concerne donc le personnel de la magistrature depuis le Consulat jusqu'à l'époque contemporaine.

⁽⁴⁾ Voir aussi BB³⁰ 560.

NOMINATIONS. DOSSIERS DE MOUVEMENTS.

BB⁶ 1 et 2. Renseignements sur les magistrats. Présentations de candidats. Classement par tribunaux d'appel. An VIII.

BB⁶ 3 et 4. Renseignements sur les présidents des tribunaux. Classement départemental. An

ix.

BB⁶ 5. États du personnel des tribunaux au 1^{er} fructidor an IX. Classement départemental.

BB⁶ 6 à 22. Présentations des candidats aux Consuls, puis à l'Empereur. Classement chronologique. An IX-1813.

BB⁶ 23. *Numéro vacant.*

BB⁶ 24. Enquêtes sur la conduite et la moralité des magistrats. 1807.

BB⁶ 25. États du personnel des tribunaux. 1810.

BB⁶ 26 à 79. Cours Impériales, cours royales et Cour de Cassation (classement par cours), tribunaux de première instance (classement par départements) : nominations. 1813-1819.

26 à 54. Tribunaux de 1^{re} instance. 1815-1818.

55 à 61. Cours impériales et cours royales. 1813-1818.

62 à 65. Cours royales. 1819.

66 à 79. Tribunaux de 1^{re} instance. 1819.

BB⁶ 80 à 87. Cours royales : nominations. 1820-1824.

80 et 81. 1820-1821.

82 à 85. 1822-1823.

86 et 87. 1824.

BB⁶ 88 à 91. Renseignements sur les magistrats. Classement par cours. 1830-1833.

BB⁶ 92. *Numéro vacant.*

BB⁶ 93 à 136. Tribunaux de première instance : nominations. 1820-1824,

93 à 104. 1820-1821.

105 à 122. 1822-1823.

123 à 136. 1824.

BB⁶ 137 à 358. Cours royales, cours d'appel, cours impériales et Cour de Cassation (classement par cours), tribunaux de première instance (classement par départements) : nominations. 1825-1860.

137 à 150. Tribunaux de 1^{re} instance. 1825-1826.
151 à 153. Cours royales. 1825-1826.
154 à 160. Tribunaux de 1^{re} instance. 1827.
161. Cours royales et Cour de Cassation 1827.
162 à 166. Tribunaux de 1^{re} instance. 1828.
167 et 168. Cours royales et Cour de Cassation. 1828.
169 à 173. Tribunaux de 1^{re} instance. 1829.
174 et 175. Cours royales et Cour de Cassation .1829.
176 à 187. Tribunaux de 1^{re} instance. 1830.
188 à 190. Cours royales et Cour de Cassation. 1830.
191 à 198. Tribunaux de 1^{re} instance. 1831.
199. Cours royales et Cour de Cassation. 1831.
200 à 204. Tribunaux de 1^{re} instance. 1832.
205. Cours royales et Cour de Cassation. 1832.

BB⁶. COURS ET TRIBUNAUX.

206. Cours royales et Cour de Cassation.. 1833.
207 à 211. Tribunaux de 1^{re} instance. 1833.
212¹ et ². Cours royales et Cour de Cassation. 1834.
213 à 217. Tribunaux de 1^{re} instance. 1834.
218. Cours royales et Cour de Cassation. 1835.
219 à 221. Tribunaux de 1^{re} instance. 1835.
222 à 225. -- -- 1836.
226. Cours royales et Cour de Cassation. 1836.
227 à 231. Tribunaux de 1^{re} instance. 1837.
232¹. Cours royales et Cour de Cassation. 1837.
232² Cours royales et Cour de Cassation. 1838.
233 à 238. Tribunaux de 1^{re} instance. 1838.
239. Cours royales et Cour de Cassation. 1839.
240 à 243. Tribunaux de 1^{re} instance. 1839.

244. Cours royales et Cour de Cassation. 1840.
- 245 à 248. Tribunaux de 1^{re} instance. 1840.
249. Cours royales et Cour de Cassation. 1841.
- 250 à 254. Tribunaux de 1^{re} instance. 1841.
255. Cours royales et Cour de Cassation. 1842.
- 256 à 260. Tribunaux de 1^{re} instance. 1842.
261. Cours royales et Cour de Cassation. 1843.
- 262 à 265. Tribunaux de 1^{re} instance. 1843.
266. Cours royales et Cour de Cassation. 1844.
- 267 à 270. Tribunaux de 1^{re} instance. 1844.
271. Cours royales. 1845.
- 272 à 276. Tribunaux de 1^{re} instance. 1845.
277. Cours royales et Cour de Cassation. 1846.
- 278 à 280. Tribunaux de 1^{re} instance. 1846.
281. Cours royales et Cour de Cassation. 1847.
- 282 à 286. Tribunaux de 1^{re} instance. 1847.
- 287 et 288. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1848.
- 289 à 294. Tribunaux de 1^{re} instance. 1848.
- 295 à 297. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1849.
- 298 à 304. Tribunaux de 1^{re} instance. 1849.
305. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1850.
- 306 à 310. Tribunaux de 1^{re} instance. 1850.
311. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1851.
- 312 à 316. Tribunaux de 1^{re} instance. 1851.
317. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1852.
- 318 à 322. Tribunaux de 1^{re} instance. 1852.
323. Cours impériales et Cour de Cassation. 1853.
- 324 à 328. Tribunaux de 1^{re} instance. 1853.
329. Cours impériales et Cour de Cassation. 1854.

- 330¹ à 333. Tribunaux de 1^{re} instance. 1854.
334. Cours impériales et Cour de Cassation. 1855.
- 335 à 338. Tribunaux de 1^{re} instance. 1855.
339. Cours impériales et Cour de Cassation. 1856.
- 340 à 343. Tribunaux de 1^{re} instance. 1856.
344. Cours impériales et Cour de Cassation. 1857.
- 345 à 348. Tribunaux de 1^{re} instance. 1857.
349. Cours impériales et Cour de Cassation. 1858.
- 350¹ à 352. Tribunaux de 1^{re} instance. 1858.
353. Cours impériales et Cour de Cassation. 1859.
- 354¹ à 355. Tribunaux de 1^{re} instance. 1859.
356. Cours impériales et Cour de Cassation. 1860.
- 357¹ à 358¹. Tribunaux de 1^{re} instance. 1860.
- 358² et³. Cours et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1838-1860.

BB⁶ 359 à 370. Tribunaux de première instance. “Pièces classées” : renseignements sur les magistrats; demandes de places: mises à la retraite ; avis de décès. (Classement départemental.) 1816-1840.

BB⁶ 371 à 374. Cours royales. “Pièces classées” : renseignements sur les magistrats; prestations de serment; rapports sur les événements; avis de décès; demandes de places, etc. (Classement par cours). 1816-1840.

BB⁶ 375¹ à 455. Cours impériales, cours d'appel et Cour de Cassation; tribunaux de première instance : nominations. 1861-1878.

- 375¹ à 376. Tribunaux de 1^{re} instance. 1861.
- 377 et 378. Cours impériales et Cour de Cassation. 1861-1862.
- 379¹ à 380. Tribunaux de 1^{re} instance. 1862.
381. Cours impériales et Cour de Cassation. 1863.
- 382¹ à 383. Tribunaux de 1^{re} instance. 1863.
384. Cours impériales et Cour de Cassation. 1864.
- 385¹ et². Tribunaux de 1^{re} instance. 1864.
386. Cours impériales et Cour de Cassation. 1865.

- 387¹ à 388. Tribunaux de 1^{re} instance. 1865.
389. Cours impériales et Cour de Cassation. 1866.
- 390¹ à 391. Tribunaux de 1^{re} instance. 1866.
392. Cours impériales et Cour de Cassation. 1867.
- 393 à 395. Tribunaux de 1^{re} instance. 1867.
396. Cours impériales et Cour de Cassation. 1868.
- 397 à 399. Tribunaux de 1^{re} instance. 1868.
400. Cours impériales et Cour de Cassation. 1869.
- 401 à 403. Tribunaux de 1^{re} instance. 1869.
- 404 à 411. Cours impériales; tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1861-1868.
- 412 et 413. Tribunaux de 1^{re} instance. 1870.
414. Cours impériales et Cour de Cassation. 1870.
415. Cours impériales et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1869-1870.
- 416 à 418. Tribunaux de 1^{re} instance. 1871.
419. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1871.
420. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies 1871.
- 421 à 423. Tribunaux de 1^{re} instance. 1872.
424. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1872.
425. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1872.
- 426 à 428. Tribunaux de 1^{re} instance. 1873.
429. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1873.
430. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1873.
- 431 à 433. Tribunaux de 1^{re} instance. 1874.
434. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1874.
435. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1874.
- 436 à 438. Tribunaux de 1^{re} instance. 1875.
439. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1875.
440. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1875.
- 441 à 443. Tribunaux de 1^{re} instance. 1876.

444. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1876.

445. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1876.

446 à 448. Tribunaux de 1^{re} instance. 1877.

449. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1877.

450. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1877.

451 à 453. Tribunaux de 1^{re} instance. 1878.

454. Cours d'appel et Cour de Cassation. 1878.

455. Cours d'appel et tribunaux de 1^{re} instance : Algérie et Colonies. 1878.

BB⁶ 456 et 457. Cours d'appel et de Cassation : nominations. 1896-1901, 1904, 1913.

BB⁶ 458 à 484³. Tribunaux de 1^{re} instance : nominations. 1895-1913⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ces articles cotés 456 à 484 étaient compris dans le versement du Ministère de la Justice du 23 mai 1939. Les dossiers de mouvements entre 1879 et 1895 ont sans doute été détruits par les bureaux mêmes du ministère.

BB⁶ 485 à 488. Dossiers de magistrats d'Alsace-Lorraine. 1850-1870.

BB⁶ 489 à 492¹⁶. Cours d'appel et tribunaux de première instance : remplacements de greffiers. 1914-1925.

BB^{6*} 493 à 498. Personnel et services judiciaires d'Algérie et des Colonies. 1851-1897.

BB^{6*} 499 à 524¹. Registres du personnel de la magistrature. (Classement par cours.) 1815-1835.

499. Agen.

500. Aix.

501. Amiens.

502. Angers.

503. Bastia.

504. Besançon.

505. Bordeaux.

506. Bourges.

507. Caen.

- 508. Colmar.
- 509. Dijon.
- 510. Douai.
- 511. Grenoble.
- 512. Limoges.
- 513. Lyon.
- 514. Metz.
- 515. Montpellier.
- 516. Nancy.
- 517. Nîmes.
- 518. Orléans.
- 519. Pau.
- 520. Poitiers.
- 521. Rennes.
- 522. Riom.
- 523. Rouen.
- 524¹. Toulouse.

BB⁶* 524² à 5. Registres du personnel de la magistrature. (Cour de Cassation, cours d'appel.) 1815-1927.

BB⁶* 525 à 538. Registres matricules de la magistrature. 1826-1847.

BB⁶* 539. Table des registres précédents.

BB⁶* 540 à 563. Registres du personnel de la magistrature. Tribunaux de première instance. (Classement par départements.) 1815-1923⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir aussi [BB³⁰* 763 à 774 et 785, registres du personnel de la magistrature \(1811-1879\)](#).

II

DOSSIERS PERSONNELS DE MAGISTRATS.

BB⁶ II 1 à 434. Dossiers personnels de magistrats. 1848 env. à 1883 env. (classement alphabétique).

BB⁶ II 435 à 611. Dossiers personnels de magistrats. 1883 env. à 1900 env. (classement alphabétique).

BB⁷. TRIBUNAUX DE COMMERCE.

1791-1925.

La sous-série BB⁷ se compose essentiellement des procès-verbaux d'élections des juges consulaires et des nominations des huissiers et greffiers des tribunaux de commerce. Les premiers ont pour date de début l'année 1791 et vont jusqu'à 1870. Les seconds vont de l'an IX jusqu'en 1887. Quelques documents concernant des questions de procédure complètent cette sous-série de peu d'étendue qui s'est accrue de 1939 à 1944 de 31 liasses contenant les dossiers établis pour le remplacement des greniers entre 1895 et 1925, d'autre part, de 3 liasses intéressant divers tribunaux de commerce (créations ou suppressions) et de 4 registres relatifs aux nominations de juges et de greffiers de 1825 à 1870.

Elle a été l'objet, vers l'année 1925, d'un reclassement⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Si l'on veut faire la concordance avec les cotes anciennes on devra se reporter à l'état sommaire manuscrit de la section moderne.

H. PATRY.

I.

Élection des juges consulaires.

BB⁷ 1 à 4. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes⁽¹⁾). 1791.

⁽¹⁾ Dans l'ordre alphabétique.

BB⁷ 5 à 23. Organisation des tribunaux de commerce. Élections et institutions de juges. Nominations d'huissiers et de greffiers. (Classement par villes). An IX-1814.

BB⁷ 24. Organisation des tribunaux de commerce. Élections et institutions de juges à Paris. An VIII-1814.

BB⁷ 25 à 31. Organisation des tribunaux de commerce. Elections et institutions de juges. (Départements détachés de la France.) An VIII-1814.

25. Rive gauche du Rhin : Aix-la-Chapelle à Trèves.

26. États romains. Parme et Plaisance. Toscane.

27. Ligurie et Piémont.

28. Comté de Nice et Genève.

29. Belgique : Anvers à Liège.

30. Belgique : Louvain à Tournai.

31. Hollande. Villes hanséatiques.

BB⁷ 32 et 33. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1810.

BB⁷ 34 à 39. Élections des juges consulaires procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1811-1816.

BB⁷ 40 et 41. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections (Classement par villes.) 1817.

BB⁷ 42 et 43. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1818.

BB⁷ 44 et 45. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections (Classement par villes.) 1819-1820.

BB⁷ 46 à 48. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1832.

BB⁷ 49 et 50. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1834.

BB⁷ 51. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Abbeville à Périgueux.) 1835-1836.

BB⁷ 52 et 53¹. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1837.

BB⁷ 53². Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1838.

BB⁷ 54 à 63. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections 1839-1848.

Classement chronologique ⁽¹⁾.

[\(1\) Un article par année.](#)

BB⁷ 64 à 82. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1852-1862.

BB⁷ 83¹ à 87. Élections des juges consulaires : procès-verbaux d'élections. (Classement par villes.) 1863-1870.

II.

Nominations de greffiers et d'huissiers. ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Pour les dossiers antérieurs à 1810, voir BB⁷ 5 à 23; pour ceux postérieurs à 1887, voir *in fine* BB⁷ 140 à 170 et l'introduction.

BB⁷ 88. Greffiers et huissiers démissionnaires et révoqués. 1842-1860.

BB⁷ 89 à 94. Nominations de greffiers et d'huissiers. (Classement par villes). 1810-1816.

BB⁷ 95 et 96. Nominations de greffiers et d'huissiers. 1817-1820.

BB⁷ 97 et 98. Nominations de greffiers et d'huissiers. (Classement par villes). 1821-1823.

BB⁷ 99 à 125. Nominations de greffiers et d'huissiers. 1824-1887.

III.

Algérie.

BB⁷ 126. Tribunaux de commerce. Algérie. 1847-1860.

IV.

Correspondance. -- Divers.

BB⁷ 127¹. Renseignements fournis au Grand-Juge par les procureurs généraux et au Ministre de l'Intérieur par les préfets sur les tribunaux de commerce. 1807-1808.

Classement par cours (incomplet).

Agen à Lyon.

BB⁷ 127² à 132. Correspondance : affaires relatives aux élections consulaires, aux nominations et démissions de greffiers, etc. (Classement par villes). 1811-1839.

BB⁷ 133 et 134. Correspondance concernant les élections consulaires. 1840-1843.

BB⁷ 135. Questions posées par les membres des tribunaux de commerce. 1791-1792.

BB⁷ 136. Observations des tribunaux de commerce sur le projet de Code de commerce. An x.
-- Envois de lois et décrets : accusés de réception. 1792-an II. -- Envois d'adresses : accusés de réception. 1812-1814.

BB⁷ 137. Serments prêtés par les membres des tribunaux de commerce. 1815.

BB⁷ 138. Rapports à l'Empereur sur les candidats aux places de greffiers. 1809-1811.

BB⁷ 139¹. Divers : mémoire présenté au Premier Consul au sujet des engagements contractés pour faits de commerce par des Français vis-à-vis des Anglais. S. d. -- Décrets de nomination d'huissiers et de greffiers. 1809. -- Réponses à la circulaire du 28 octobre 1813 sur le renouvellement des membres des tribunaux de commerce. -- Ordonnances portant nomination de juges consulaires. 1829-1830. -- Demandes de places de greffiers pour des tribunaux de commerce en formation. 1833-1842.

BB⁷ 139² à ⁴. Créations ou suppressions de tribunaux de commerce. 1826-1912.

BB^{7*} 139⁵ à ⁸. Registres des tribunaux de commerce : (correspondance et nominations). 1825-1870 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir aussi [BB^{30*} 784, registre des tribunaux de commerce et des mutations dans le personnel des juges, 1810-1824.](#)

BB⁷ 140 à 170. Tribunaux de commerce. Remplacement des greffiers. 1895-1925.

BB⁸. JUSTICES DE PAIX.

AN XI-1925.

La sous-série BB⁸ est composée des dossiers et documents qui concernent les juges de paix, leurs suppléants et leurs greffiers. Elle est, parmi les sous-séries de BB, l'une des plus homogènes : 1386 liasses s'étendent à peu près sans interruption depuis l'an XI jusqu'à 1878. Puis, deux versements effectués en janvier 1938 et en décembre 1943-janvier 1944 ont fait entrer aux Archives nationales les dossiers des années 1895⁽¹⁾ à 1925 (BB⁸ 1391 à 2185⁽²⁾).

⁽¹⁾ Les dossiers de juges de paix pour les années 1879 à 1894 ont été détruits au Ministère de la Justice.

⁽²⁾ Trois liasses concernant les justices de paix et le personnel de 1849 à 1905 et provenant du versement d'avril-mai 1941, ont été cotées BB⁸ 2186 à 2188.

Electifs depuis la loi du 24 août 1790 qui les a créés, les juges de paix, à partir du sénatus-consulte du 16 thermidor an x, furent nommés par le Chef du Gouvernement pour une période de dix années. Ils étaient choisis sur une liste de deux candidats présentés par le Ministre de la Justice. Ce régime dura jusqu'à la Charte de 1814 qui changea le mode de nomination de ces magistrats : il furent, depuis lors, nommés non plus pour dix ans mais pour une durée illimitée et sans condition de candidature.

On distingue, dans la sous-série BB⁸, deux parties correspondant, l'une au régime de la nomination pour dix années, l'autre à celui de la nomination pour une durée illimitée.

La première, de l'an xi à 1814, est beaucoup moins homogène que la seconde; elle se compose de petits groupes d'articles assez divers : listes de candidats, rapports, renseignements sur eux, nominations, etc. A l'intérieur de chacun de ces groupes, les documents sont bien répartis dans l'ordre chronologique et départemental, mais le classement

même des groupes a été exécuté sans beaucoup d'ordre ni sans grand souci de la logique. Au moment de la constitution de la sous-série BB⁸ (1877) on a seulement, semble-t-il, conservé les rubriques et le classement du Ministère de la Justice, en se contentant de rapprocher les affaires de même nature.

Au contraire, la deuxième partie de la sous-série (BB⁸ 152 à 2185, années 1815 à 1925) se compose d'une succession régulière de dossiers qui, classés année par année et, chaque année, dans l'ordre alphabétique des départements, s'échelonnent sans interruption de 1815 à 1878 puis, après une lacune de seize années, de 1895 à 1925 : ce sont les dossiers de présentation des juges de paix, de leurs suppléants et de leurs greffiers. Ils ont été établis au moment du décès ou du départ du prédécesseur.

Pour trouver ces dossiers, il faut savoir, en même temps que les nom et prénoms du magistrat, la date de sa nomination et aussi celle de son départ ou de son décès.

L'*Almanach royal, impérial* ou *national* ne fournit ces renseignements qu'à partir de 1830 (auparavant il donne seulement les noms des juges de paix de la Seine et la liste des justices de paix des autres, départements). Mais on peut utiliser les registres matricules, cotés BB^{8*} 1387 à 1390¹, qui indiquent les mouvements des juges de paix de l'an XIII jusqu'à 1860 environ ⁽¹⁾, et, d'autre part, les registres versés en 1941, cotés BB^{8*} 1390² à ⁵, pour les années 1871 à 1923.

⁽¹⁾ BB^{3*} 1387 : Ain à Dyle; BB^{3*} 1388 : Eure à Lot; BB^{3*} 1389 : Lot-et-Garonne à Hautes-Pyrénées; BB^{3*} 1390¹ : Pyrénées-Orientales à Yonne. Pour les cotes anciennes fournies par ces registres, se reporter à l'inventaire manuscrit n° 862 qui donne le cadre de classement adopté au Ministère de la Justice.

Pour la période du premier Empire, il y aura également intérêt à chercher à la Section moderne des Archives, dans la table sur fiches de la sous-série AF IV (Secrétairerie d'État impériale), les arrêtés de nomination des juges de paix et de leurs assesseurs. Mais les mentions de ces arrêtés se trouvent non pas au nom des juges mais à celui de la localité où ceux-ci étaient magistrats.

A la consultation des registres qui concernent les mouvements de personnel il sera utile de joindre la consultation d'autres registres, conservés dans la sous-série BB³⁰ sous les cotes BB^{30*} 775 à 783⁵ et où a été enregistrée, dans l'ordre départemental depuis l'année 1806 jusqu'à 1862, la correspondance concernant les juges de paix. Dans la même sous-série BB³⁰ on conserve, outre des dossiers d'affaires plus générales (circulaire du 6 décembre 1869 sur le traitement des greffiers de justices de paix, BB³⁰ 554, d^{er} 1), des documents relatifs au personnel : pétitions de greffiers de justices de paix pour l'amélioration de leur situation, 1846 à 1871 (BB³⁰ 556); nominations par suite de décès, démissions ou mises à la retraite de juges de paix et de suppléants, 1843 à 1848 (BB³⁰ 579 à 583); vacances et nominations, 1827-1829 et 1832-1841 (BB^{30*} 783⁶ et ⁷).

L'état sommaire de la sous-série BB⁸, dont un exemplaire, contenant l'énumération complète des articles, existe dans les bureaux de la Section moderne, a été rédigé par M. Robert Anchel.

H. PATRY.

BB⁸ 1 à 6. Listes de candidats proposés pour les places de juges de paix. An XI-1813.

1. Ain à Lot. An XI-an XIII.
 2. Lozère à Yonne. An XI-an XIII.
 3. Ain à Drôme. 1807-1813.
 4. Eure à Marne. 1807-1813.
 5. Marne (Haute-) à Tarn-et-Garonne. 1807-1813⁽¹⁾.
- ⁽¹⁾ Voir aussi BB¹ 34.
6. Départements détachés de la France.

BB⁸ 7 à 13. Listes de candidats proposés pour les places de suppléants. An XI-1813.

7. Ain à Lot. An XI-an XIII.
8. Lozère à Yonne. An XI-an XIII.
9. Ain à Drôme, 1807-1813.
10. Départements détachés 1807-1813.
11. Eure à Loir-et-Cher. 1807-1813.
12. Marne à Rhin (Haut-). 1807-1813.
13. Rhône à Tarn-et-Garonne. 1807-1813.

BB⁸ 14. Juges de paix et suppléants. Notes de leurs nominations. Ain à Zuyderzée, 1812-1813.

BB⁸ 15. Rapports sur les candidats désignés pour des places de juges de paix et de suppléants. An XI-an XII.

BB⁸ 16. Renseignements des Préfets sur les juges de paix. An XI-an XII.

BB⁸ 17 à 33. Rapports du Grand-Juge à l'Empereur sur les candidats désignés pour les places de juges de paix et de suppléants. An XI-1814.

17. An XI-1806.
18. 1807.
19. Ain à Charente. An XI-1807.
20. Charente-Inférieure à Eure. - -
21. Eure-et-Loir à Jura. - -
22. Landes à Marengo. An XI-1807.
23. Marne (Haute-) à Orne. - -

24. Ourthe à Sarre. -- --

25. Sarthe à Yonne. -- --

26. Année 1808.

27. -- 1809.

28. -- 1810.

29. -- 1811.

30. -- 1812.

31. -- 1813.

32. --

33. -- 1814.

BB^s 34. Listes de candidats aux places de juges de paix et de suppléants, Tarn à Yonne. 1807.

BB^s 35 à 40. Listes et renseignements sur les candidats aux places de juges de paix et de suppléants. 1808-1811.

35. Ain à Charente-Inférieure.

36. Cher à Forêts.

37. Gard à Loire-Inférieure.

38. Loiret à Meuse.

39. Mont-Blanc à Puy-de-Dôme.

40. Pyrénées (Basses-) à Seine.

BB^s 41. Extraits des minutes de nominations des juges de paix et des suppléants. Ain à Eure-et-Loir. An XII-1811⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir aussi BB^s 45 et 47.

BB^s 42 et 43. Listes de candidats aux places de juges de paix et de suppléants. 1808-1813.

42. Seine-Inférieure à Stura; Gênes. 1808-1811.

43. Alpes (Basses-) à Stura. 1812-1813.

BB^s 44. Listes de juges de paix et de suppléants. 1815.

BB^s 45. Juges de paix et suppléants : nominations. Finistère à Moselle. An XII-1811⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir aussi BB^s 41 et 47.

BB^s 46. Accusés de réception des listes cantonales pour la nomination des juges de paix et des suppléants. 1809-1811.

BB^s 47. Juges de paix et suppléants : nominations. Nièvre à Yonne. An XII-1811⁽²⁾.

²⁾ Voir BB^s 41 et 45.

BB^s 48 à 50. Rapports sur les candidats aux places de greffiers de justice de paix et de tribunaux de police.

48. An XII-an XIV.

49. 1808-1809.

50. 1810-1811.

BB^s 51. Juges de paix de la Dyle, de l'Escaut, des Forêts, de Jemmapes, du Léman, de la Meuse-Inférieure. An xi-1814.

BB^s 52. Nominations, accusés de réception de nominations, listes de candidats aux places de juges de paix et de suppléants. 1810-1815.

BB^s 53. Extraits des minutes de nominations des greffiers de justice de paix. An XII-1811.

BB^s 54 à 82. Affaires relatives aux justices de paix (juges, juges suppléants, greffiers). Départements séparés en 1815. 1796-1813.

54. Arno. 1809-1813.

55. Doire --

56. Apennins. 1805-1813.

57. Dyle. An V-1806.

58. -- 1806-1813.

59. Escaut. An IV-1814.

60. Gênes. 1805-1813.

61. Marengo. 1802-1813.

62. -- -- --

63. Lys. An XIII-1811.

64. Meuse-Inférieure. An V-1813.

65. Montenotte. An XIII-1813.

66. Mont-Tonnerre. An XII-1813.

67. Ombrone. 1809-1813.

68. Deux-Nêthes. 1796-1812.

69. Ourthe. -- --

70 et 71. Pô. 1802-1813.

72. Rhin-et-Moselle. 1803-1813.

73 et 74. Roër. - -

75. Rome. 1811-1813.

76. Sambre-et-Meuse. 1796-1813.

77. Sarre. 1803-1813.

78et79.Stura. -- --

80 et 81. Taro. 1805-1813.

82. Toscane. 1809-1812.

BB⁸ 83. Listes de candidats des départements séparés. 1813-1814.

BB⁸ 84 à 92. Nominations de suppléants. 1807-1814.

84. Bouches-du-Rhône.

85. Calvados à Eure-et-Loir.

86. Finistère à Jura.

87. En *déficit*.

88. Maine-et-Loire à Morbihan.

89. Moselle à Puy-de-Dôme.

90. Pyrénées (Basses-) à Saône (Haute-).

91. Saône-et-Loire à Seine-et-Oise.

92. Sèvres (Deux-) à Yonne.

BB⁸ 93. Renseignements sur des juges de paix et des suppléants. Seine-et-Oise, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord. An x-an XII.

BB⁸ 94 à 117. Nominations de greffiers. 1801-1814.

94. Ain à Allier.

95. Alpes (Hautes-) à Ariège.
96. Aube à Aveyron.
97. Bouches-du-Rhône à Charente.
98. Charente-Inférieure à Côte-d'Or.
99. Côtes-du-Nord à Doubs.
100. Drôme à Eure-et-Loir.
101. Finistère à Garonne (Haute-).
102. Gers à Ille-et-Vilaine.
103. Indre à Jura.
104. Landes à Loire (Haute-).
105. Loire-Inférieure à Lot.
106. Lot-et-Garonne à Manche.
107. Marne à Meuse.
108. Morbihan à Nièvre.
109. Nord à Oise.
110. Orne à Puy-de-Dôme.
111. Pyrénées (Basses-) à Rhin (Bas-).
112. Rhin (Haut-) à Saône (Haute-).
113. Saône-et-Loire à Seine.
114. Seine-et-Marne à Seine-et-Oise.
115. Sèvres (Deux-) à Tarn-et-Garonne.
116. Var à Vienne (Haute-).
117. Vosges à Yonne.

BB^s 118 et 119, Candidats proposés pour les places de greffiers des tribunaux de police. An X-an XI.

118. Ain à Lys.

119. Maine-et-Loire à Yonne.

BB^s 120. Rapports pour la nomination aux places de greffiers. An XIII.

BB^s 121 à 124. Prestations de serments. 1816.

- 121. Ain à Drôme.
- 122. Eure à Loire-Inférieure.
- 123. Loiret à Puy-de-Dôme.
- 124. Pyrénées (Basses-) à Yonne.

BB^s 125 à 138. Nominations de personnel (juges de paix, suppléants, greffiers). Demandes diverses, recommandations, dénonciations, etc. 1814-1820.

- 125. Ain à Allier.
- 126. Alpes (Basses-) à Ardèche.
- 127. Ardennes à Aude.
- 128. Aveyron à Corrèze.
- 129. Corse à Dordogne.
- 130. Eure à Eure-et-Loir.
- 131. Finistère à Garonne (Haute-).
- 132. Ille-et-Vilaine à Isère.
- 133. Jura à Loir-et-Cher.
- 134. Loire à Loire-Intérieure.
- 135. Loiret à Lozère.
- 136. Meurthe à Morbihan,
- 137. Pas-de-Calais à Puy-de-Dôme.
- 138. Pyrénées (Basses-) à Rhin (Bas-).

BB^s 139. Rapports sur les nominations de juges de paix. An XII.

BB^s 140. Rapports sur les nominations de greffiers. An XII.

BB^s 141. Rapports sur les nominations de juges de paix. 1812-1814.

BB^s 142 et 143. Rapports sur les nominations de greffiers. An XI, 1806. 142. An XI.

143. 1806.

BB^s 144. Demandes de rectifications des limites de cantons. 1808.

BB^s 145 à 151. Circonscriptions de justices de paix. An X-1814.

145. Ain à Bouches-du-Rhône.

146. Divers départements.

147. Calvados à Gironde.

148. Loiret à Moselle.

149. Nièvre à Pyrénées-Orientales.

150. Rhin (Bas-) à Somme.

151. Tarn à Yonne.

BB^s 152 à 156. Pièces relatives aux justices de paix et au personnel. 1815, 1841-1843.

BB^s 157. Greffiers de justices de paix. 1816.

BB^s 158 à 160. Institution de 1823, juges de paix, suppléants et greffiers destitués en 1823.

BB^s 161 à 268. Nominations de juges de paix, de suppléants et de greffiers. (Classement départemental par année). 1815-1821.

BB^s 269 à 611. Nominations de juges de paix, de suppléants et de greffiers de justices de paix. (Classement départemental par année). 1822-1838.

BB^s 612 à 618. Nominations de greffiers de justices de paix. (Classement départemental). 1838.

BB^s 619 à 1382. Dossiers de juges, suppléants, greffiers de justices de paix. (Classement départemental par année). 1839-1878⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Consulter [BB³⁰ 579 à 583](#), nominations de juges de paix, 1843-1848.

BB^s 1383 à 1385. Nominations de juges de paix suppléants. (Classement départemental). 1848-1880.

BB^s 1386¹ à 10. Nominations de juges de paix suppléants, greffiers, interprètes en Algérie. 1844-1878.

BB^{s*} 1387 à 1390¹. Nominations de juges de paix et suppléants. Registres matricules. An XIII-1860 environ,

BB^{s*} 1390² à 5. Justices de paix. Registres du personnel. 1871-1923⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir aussi [BB^{30*} 77⁵ à 783³](#). enregistrement de la correspondance relative au personnel des juges de paix, an XI-1862.

BB⁸ 1391 à 2185 Dossiers de juges de paix, suppléants, greffiers de justices de paix (classement départemental par année). 1895-1925.

BB⁸ 2186 à 2188. Dossiers relatifs aux justices de paix et au personnel, 1828-1906 (notamment : juges de paix des départements alsaciens et lorrains, 1828-1876; création de greffes, de justices de paix dans la Seine, 1905).

BB⁹. OFFICIERS MINISTÉRIELS.

(AVOUÉS, HUISSIERS, COMMISSAIRES-PRISEURS.)

1791-1925.

La sous-série BB⁹ comprend essentiellement les “ *dossiers de remplacement* ” des officiers ministériels, huissiers, avoués et commissaires-priseurs depuis la Révolution jusqu'à l'année 1925. Elle a été constituée par une succession de versements dont voici le détail: 28 liasses ont été versées en 1827 ; 68 en 1834; 89 en 1848; 195 en 1858; 264 en 1861; 149 en 1866; 173 en 1877; 114 en 1884; 177 en 1887; 229 en 1893; 227 vers 1895; 223 en 1904; 120 en 1909; 157 en 1919; 40 en 1928; 48 en 1930; 22 en 1934; 45 en 1936; 29 en 1937; 130 en 1943-1944⁽¹⁾.

⁽¹⁾ D'autre part, 23 liasses (BB⁹ 165² à ⁹ et 2495 à 2509) provenant des versements d'avril-mai 1941 et de décembre 1943-janvier 1944, qui sont, vraisemblablement, des résidus ou des fonds de bureaux, concernent les officiers ministériels entre 1813 et 1909.

En outre quelques liasses ont dû être formées avec des documents pris dans un versement fait, en 1834, de 110 articles relatifs à l'organisation judiciaire sous le Consulat et l'Empire.

Les deux-cents premiers articles constituent deux groupes principaux qui concernent les nominations d'huissiers d'une part, celles d'avoués d'autre part, ainsi que la fixation de leur nombre entre l'an IV et 1833. Quelques cartons (10 exactement, BB⁹ 168 à 177) renferment les demandes de places et les dossiers de nominations des commissaires-priseurs depuis 1816 jusqu'à 1822. Un carton (BB⁹ 178) contient les demandes de places de conservateurs des hypothèques pour l'an VII.

Au numéro 201 commence une suite de cartons qui (à part les articles 277² à 283, composés de documents ayant trait à la correspondance des officiers ministériels ou à propos des officiers ministériels entre les années 1818 et 1821) renferme exclusivement jusqu'à l'art. 2494 (année 1925) des dossiers de remplacements. Ces dossiers, groupés par départements et pour des périodes plus ou moins longues de 1814 à 1822, sont classés annuellement à partir de 1823 suivant un ordre départemental pour les dossiers d'officiers ministériels près les tribunaux de première instance; suivant l'ordre alphabétique des cours d'appel depuis celle d'Agen jusqu'à celle de Toulouse si ces dossiers concernent des officiers ministériels près les cours d'appel ⁽²⁾.

⁽²⁾ Les dossiers des officiers ministériels près la Cour de Cassation sont classés à la suite de ceux des officiers ministériels des cours d'appel.

Il faut noter qu'entre les années 1822 et 1840 on ne trouve pas de dossiers de remplacement concernant les commissaires-priseurs; du moins n'en ai-je pas rencontré; les articles relatifs à ces années portent d'ailleurs la mention: “ Avoués et huissiers ” puis, à partir de 1841, la mention : “ Officiers ministériels ” et ils contiennent alors des dossiers de commissaires-

priseurs.

Si l'on n'a pas la cote du dossier de nomination ou de départ, qui peut être fournie entre les années 1811 à 1840 par des registres conservés dans la sous-série BB³⁰ sous les cotes BB^{30*} 763 à 770 ⁽¹⁾ et depuis 1840 par des registres qui sont encore dans les bureaux du Ministère de la Justice, comment retrouver tel ou tel dossier? L'indication des années de nomination et de départ peut être fournie pour les avoués et les commissaires-priseurs de Paris et des départements ainsi que pour les huissiers de Paris par l'*Almanach*. Mais dans l'*Almanach* ne figurent pas les huissiers des départements.

⁽¹⁾ Les registres ne concernent que les avoués et huissiers. Ceux qui concernent les commissaires-priseurs sont encore dans les bureaux du Ministère de la Justice et débutent à l'exercice 1816.

H. PATRY.

I.

DOSSIERS DE REMPLACEMENTS DES OFFICIERS MINISTÉRIELS.

1791-1925.

BB⁹ 1. Huissiers : commissions expédiées et non reçues. 1791-1792.

BB⁹ 2. Huissiers : délibérations des cours impériales sur leur organisation, le règlement de leur corporation. Présentations de candidats. 1811-1812.

BB⁹ 3 et 4. Huissiers : décrets de nominations (copies). An XII-1812.

3. An XII-1809.

4. 1810-1812.

BB⁹ 5 à 112. Huissiers : remplacements; nominations ; présentations; prestations de serments; cautionnements; demandes de confirmation; destitutions; affaires diverses et générales. (Classement départemental). An IV-1824.

BB⁹ 113. Listes de candidats aux places de juges, avoués, huissiers et commissaires-priseurs à Paris et dans les départements. “ Liste des anciens huissiers ; commissaires-priseurs au ci-devant Châtelet de Paris... au 7 germinal an IX ”. “ Liste des personnes qui peuvent donner des indications sur le choix des juges...”. An VIII-an IX.

BB⁹ 114 à 161. Avoués : remplacements ; demandes de places ; destitutions; fixation de leur nombre. (Classement. départemental). An V-1822.

BB⁹ 162 [anc. 153]. Avoués : nominations (minutes des décrets). An XII-1812.

BB⁹ 163 à 165¹. Avoués et huissiers : fixation de leur nombre. (Classement départemental). An VIII-an XII.

BB⁹ 165² à ⁹. Avoués, huissiers. Fixation de leur nombre. Organisation des communautés d'huissiers (classement parcours). 1813-1832. Quelques pièces depuis 1808 (résidus) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Lacunes considérables. Onze cours seulement sont représentées.

BB⁹ 166⁽²⁾. Numéro vacant.

⁽²⁾ Cette liasse contenait des pièces concernant les avoués et huissiers des Alpes-Maritimes. Elles ont été fondues avec les documents de l'article BB⁹ 179.

BB⁹ 167 ⁽³⁾. Numéro vacant.

⁽³⁾ Cet article contenait des dossiers d'affaires relatives aux magistrats et juges de paix des Alpes-Maritimes : procès-verbaux d'installation des tribunaux; règlement des frais de justice. Il est aujourd'hui fondu dans les articles BB³ 322 à 324.

BB⁹ 168 à 170. Commissaires-priseurs : demandes de places. (Classement départemental). 1816-1817⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Contient aussi un dossier général sur ces officiers ministériels de 1801 à 1817.

BB⁹ 171 à 176¹. Commissaires-priseurs : nominations. (Classement départemental). 1816-1822.

B⁹ 176². Officiers ministériels, Avoués, huissiers, commissaires-priseurs : ordonnances de nominations (ampliations). 1828-1833.

B⁹ 177. Commissaires-priseurs : nominations; affaires diverses. Seine. An IX-1815.

BB⁹ 178. Conservateurs des hypothèques : demandes de places. An VII.

BB⁹ 179 à 200. Avoués et huissiers. (Départements annexés pendant la Révolution et l'Empire). An V-1814.

BB⁹ 201 à 240. Avoués et huissiers près les tribunaux de première instance : nominations. (Classement départemental). 1814-1817.

BB⁹ 241 à 243. Avoués et huissiers près les cours d'appel et la Cour de Cassation : nominations. (Classement par cours). 1814-1817.

BB⁹ 244 à 275. Avoués et huissiers près les tribunaux de première instance : nominations. (Classement départemental). 1818-1819.

BB⁹ 276 et 277¹. Avoués et huissiers près les cours d'appel et la Cour de Cassation : nominations. (Classement par cours). 1818-1819.

BB⁹ 277² [anc. 278]. Avoués et huissiers près les cours d'appel : correspondance. 1818-1821.

BB⁹ 278 à 283. Avoués et huissiers près les tribunaux de première instance : correspondance. (Classement départemental). 1818-1821.

BB⁹ 284 à 323. Avoués et huissiers près les tribunaux de première instance : nominations. (Classement départemental). 1820-1822.

BB⁹ 324 et 325. Avoués et huissiers près les cours d'appel : nominations. (Classement par cours). 1820-1822.

BB⁹ 326 à 743. Avoués et huissiers près les cours d'appel et la Cour de Cassation : nominations (classement annuel par cours); avoués et huissiers près les tribunaux de première instance : remplacements (classement annuel par départements). 1823-1840.

BB⁹ 744 à 2118. “ Officiers ministériels ” [avoués, huissiers, commissaires-priseurs] près les tribunaux de première instance : remplacements (classement annuel par départements); “ Officiers ministériels ” près les cours d'appel et la Cour de Cassation : nominations (classement annuel par cours)⁽¹⁾. 1841-1906.

⁽¹⁾ À partir de l'article 744 et jusqu'à l'article 2118, les dossiers de commissaires-priseurs viennent s'ajouter à ceux des huissiers et des avoués. Réunis sous la rubrique générale “ Officiers ministériels ”, ces trois espèces de dossiers sont classés de la même façon que les dossiers de l'époque précédente et jusqu'à l'année 1906.

BB⁹ 2119 à 2139. “ Avoués d'appel⁽²⁾ ” ; officiers ministériels près les tribunaux de première instance : nominations. 1906-1907.

⁽²⁾ La rubrique “ Avoués d'appel ” remplace, en 1906, celle d'avoués près les cours d'appel et d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

BB⁹ 2140 à 2163. Officiers ministériels près les tribunaux de première instance : nominations (classement départemental). 1908.

BB⁹ 2164. “ Avoués d'appel ”. 1908.

BB⁹ 2165 à 2494. Avoués, huissiers, commissaires-priseurs, près les tribunaux de première instance (classement départemental); “ avoués d'appel ”. 1909-1925.

BB⁹ 2495 à 2509. Avoués, huissiers, commissaires-priseurs, notamment : dans les territoires annexés, Savoie et Nice (1860-1874), en Alsace et Lorraine (1871-1879), mobilisation, exemption de service (1870-1871), honorariat, discipline, tarifs, etc. 1825-1909.

II.

FIXATION DU NOMBRE DES OFFICIERS MINISTÉRIELS.

BB⁹ I 1 à 11. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement chronologique).
1823-1855⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB⁹ 114 à 161 et 163 à 165.

BB⁹ I 12 à 14. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1856.

BB⁹ I 15 à 17. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1857.

BB⁹ I 18 à 22. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1858.

BB⁹ I 23 et 24. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1859.

BB⁹ I 25 et 26. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1860.

BB⁹ I 27 à 29. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1861.

BB⁹ I 30 et 31. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1862.

BB⁹ I 32 à 34. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1863.

BB⁹ I 35 et 36. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1864.

BB⁹ I 37 et 38. Officiers ministériels : fixation de leur nombre. (Classement départemental).
1865.

BB¹⁰. NOTAIRES.

AN XI-1925

La sous-série BB¹⁰ (Notaires) comprend actuellement 2949 liasses, numérotées régulièrement, qui vont de l'an xi à 1925. Elles sont constituées essentiellement par les dossiers des notaires, formés depuis l'an XI dans les bureaux de la division civile du Ministère de la Justice et versés de 1829 à 1944.

Comme les sous-séries précédentes, la sous-série BB¹⁰ se compose de deux parties : la

première est antérieure à 1815; elle a été partagée, au moment de la constitution des sous-séries de BB, en deux grands groupes, l'un, BB¹⁰ 1 à 119, qui contient, département par département, la correspondance concernant les notaires depuis l'an XI jusqu'à 1818, l'autre, BB¹⁰ 147 à 396, qui renferme, classés aussi par départements, les dossiers de nomination des notaires depuis l'an XII jusqu'à 1813.

La deuxième partie de la sous-série BB¹⁰, postérieure à 1813, contient seulement des dossiers de notaires, constitués au moment de la nomination de ceux-ci et classés régulièrement, année par année, dans l'ordre alphabétique des départements.

Actuellement, pour trouver le dossier de nomination d'un notaire il faut s'adresser à la division civile du Ministère de la Justice qui, dans les locaux du bureau des notaires, place Vendôme, conserve encore, en deux séries, les *répertoires de nominations des notaires*, la première de ces séries allant de l'an XII à 1911, la seconde, de 1861 à nos jours. Le classement est départemental ; dans chaque département les dossiers des notaires sont répartis d'après les ressorts des tribunaux de première instance. Bien entendu, ils sont inscrits dans l'ordre chronologique.

Voici le détail des registres de ces deux séries :

I.

AN XII-1911.

1. Ain à Ardèche.
2. Ardennes à Calvados.
3. Cantal à Côtes-du-Nord.
4. Creuse à Eure.
5. Eure-et-Loir à Gers.
6. Corse. Gironde à Indre-et-Loire.
7. Isère à Loire.
8. Loire (Haute-) à Lozère.
9. Maine-et-Loire à Meurthe.
10. Meurthe-et-Moselle à Haute-Savoie.
11. Nord à Puy-de-Dôme.
12. Pyrénées (Basses-) à Rhône.
13. Saône (Haute-) à Seine.
14. Seine-Inférieure à Tarn.
15. Tarn-et-Garonne à Yonne

II.

1861... [En cours.]

1. Ain à Ardèche.
2. Ardennes à Calvados.
3. Cantal à Côte-d'Or.
4. Côtes-du-Nord à Eure.
5. Eure-et-Loir à Gironde.
6. Hérault à Isère.
7. Jura à Loire-Inférieure.
8. Loiret à Manche.
9. Marne à Nièvre.
10. Nord à Puy-de-Dôme.
11. Pyrénées (Basses-) à Saône-et-Loire.
12. Sarthe à Seine-Inférieure.
13. Seine-et-Marne à Tarn-et-Garonne.
14. Var à Yonne.

Outre ces répertoires de nominations de notaires, il existe dans le même bureau des registres intitulés “ *Notariat. Minutes des ordonnances, arrêtés, décrets de nomination, transfèrement, etc.* ” qui renferment par ordre chronologique l'enregistrement de ces actes et aussi des décisions qui fixent le nombre des notaires dans chaque canton. Voici l'énumération de ces registres :

1. 29 juillet 1821-29 décembre 1825.
2. 6 janvier 1826-23 décembre 1830.
3. 4 janvier 1831-22 décembre 1835.
4. 18 janvier 1836-30 décembre 1841.
5. 6 janvier 1842-20 décembre 1848.
6. 1^{er} janvier 1849-28 octobre 1857.
7. 10 novembre 1857-3 février 1866.
8. 7 février 1866-25 avril 1873.
9. 25 avril 1873-5 août 1879.
10. 13 août 1879-29 décembre 1883.

11. 5 janvier 1884-29 décembre 1888.
12. 5 janvier 1889-24 décembre 1892.
13. 1^{er} janvier 1893-4 janvier 1897.
14. 1^{er} janvier 1897-29 décembre 1900.
15. 1^{er} janvier 1901-27 juin 1904.
16. 1^{er} juillet 1904-31 décembre 1907.
17. 11 janvier 1908-9 avril 1910.

La consultation de l'*Almanach*, au moins à partir de l'année 1817, donnerait souvent, d'ailleurs, l'année de la nomination (ou du départ) du notaire cherché car, depuis cette date, on y trouve annuellement les noms des notaires “ des principales villes de France ” ou de “ ceux qui étaient en exercice auprès des tribunaux de première instance ⁽¹⁾ ”.

⁽¹⁾ La sous-série BB¹⁰ contient en outre, sous les cotes BB¹⁰ 397² à ²⁶, vingt-cinq liasses qui concernent le notariat et les notaires entre 1806 et 1907, provenant des versements d'avril-mai 1941 et de décembre 1943-janvier 1944. Ces articles ne constituent pas un ensemble homogène; ce sont plutôt des résidus ou des fonds de bureaux.

H. PATRY.

BB¹⁰ 1 à 119. Notaires : correspondance. (Classement départemental). An XI-1818.

BB¹⁰ 120 à 124. *Numéros vacants.*

BB¹⁰ 125. Commissions de notaires accordées, scellées et non envoyées. 1791.

BB¹⁰ 126. Nominations de notaires pendant la première Restauration. Confirmations pendant les Cent Jours. 1814-1816.

BB¹⁰ 127 à 144. Récépissés des titres des notaires nommés en exécution de la loi du 25 ventôse an XI (Classement départemental). An xi.

BB¹⁰ 145 et 146. Organisation des notaires. Réponses aux circulaires de 1791 et 1792. (Classement départetal). 1791-1792.

BB¹⁰ 147 à 396. Nominations de notaires. (Classement départemental). An XII-1813⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Quelques pièces sont postérieures à 1813.

BB¹⁰ 397¹. Réponses à la circulaire du 21 pluviôse an VII concernant la manière dont sont conservées dans les départements les minutes de notaires morts ou démissionnaires. (Classement départemental). An VII.

BB¹⁰ 397² à ²⁶. Dossiers de mélanges concernant le notariat et les notaires (notamment : écoles

de notariat, projets de décrets sur le notariat, projet de loi sur la réforme du notariat, mobilisation, dispense de la garde nationale mobilisée en 1870-1871, tarifs des notaires, etc.). 18061907.

BB¹⁰ 398 à 2949. Dossiers de nominations de notaires (classement départemental). 1813-1925.

BB¹¹ À BB¹⁵. JUSTICE.

FONDS DIVERS PROVENANT DE LA DIVISION CIVILE.

Les documents qui constituent les sous-séries BB¹¹ à BB¹⁵ proviennent de la division civile du Ministère de la Justice.

Ils concernent les naturalisations, les additions et changements de noms, les dispenses pour mariages, les fixations de domicile en France, les autorisations d'entrer ou de rester au service des puissances étrangères, les absents militaires et les absents civils.

Ils ont fait l'objet, de la part du Ministère de la Justice, de versements qui ont commencé au mois de décembre 1827 et ont été effectués aux dates suivantes : 4 août 1834, octobre 1848, juin 1858, août 1861, mai 1866, août 1877, juin 1884, novembre 1887, 24 mars 1893, 2 et 3 mai 1904, 1^{er} juillet 1904, 12 janvier 1922, 31 janvier 1924, 12 février 1926, décembre 1929, 5 avril 1932, 27 février 1936, 16 avril 1937.

Tous ceux qui étaient entrés avant 1877 ont été groupés par J. Guiffrey, d'après leur nature, dans les cinq sous-séries BB¹¹, BB¹², BB¹³, BB¹⁴, BB¹⁵.

Dans BB¹¹ ont été mis les dossiers de naturalisations depuis 1789, les autorisations d'entrer ou de rester au service des puissances étrangères (1808-1814), les fixations de domicile en France (an XI-1821), les changements de noms depuis 1821, les dispenses pour mariages à partir de 1860.

Dans BB¹² ont été placés les changements et additions de noms de l'an XI à 1821; auxquels ont été ajoutés 7 registres des séances de la commission du Sceau entre 1823 et 1830.

BB¹³ a reçu les liasses concernant les absents civils et militaires de l'an XI à 1817, celles concernant les absents civils seuls de 1818 à 1909 et les successions en déshérence de 1898 à 1906. Les dossiers concernant les absents militaires seuls entre 1821 et 1892 ont pris place dans la sous-série BB¹⁴⁽¹⁾.

⁽¹⁾ A la suite de mises au pilon, les deux sous-séries BB¹³ et BB¹⁴ ont été réduites. (Voir plus loin).

Les dossiers de dispenses pour mariages depuis 1789 jusqu'à 1860 ont été rangés dans la sous-série BB¹⁵⁽²⁾.

⁽²⁾ Les dossiers de dispenses pour mariage antérieurs à 1860 qui se trouvent dans la sous-série BB¹⁵ émanent du même bureau (2^o bureau de la division puis direction des affaires civiles) que le groupe des dossiers de naturalisation, de fixation de domicile et de changement de nom avec lesquels ils ont été enregistrés. Il n'y avait de différence que dans le classement matériel de ces deux groupes de dossiers. Cette différence disparut le 20 janvier 1860, date à laquelle les dossiers de dispenses pour mariage restèrent mêlés aux autres. C'est ce qui

explique que la sous-série BB¹⁵ s'arrête à 1860 et qu'à partir de cette année tous ces dossiers se trouvent réunis dans la sous-série BB¹¹.

H. PATRY et J. MONICAT.

BB¹¹. NATURALISATIONS.

La sous-série BB¹¹, qui comprend principalement les dossiers de naturalisations depuis 1789 jusqu'en 1913, compte actuellement 5809 articles.

Les dossiers eux-mêmes, à part 81 liasses classées alphabétiquement (BB¹¹ 12 à 76¹ et BB¹¹ 76² à 90), ont été rangés au Ministère de la Justice selon l'ordre d'enregistrement des demandes. Chacun a un numéro indiquant son rang dans cet enregistrement qui porte sur plusieurs années jusqu'à l'année 1870 inclus, puis qui est annuel à partir de 1871. Jusqu'à l'année 1832, la lettre qui indique qu'on a affaire à des dossiers de naturalisations (sauf pour l'année 1819 qui est cotée X) est la lettre B inscrite après le numéro d'enregistrement (B² de 1814 à 1815, B³ de 1816 à 1818, B⁴ de 1818 à 1820, B⁵ de 1821 à 1823, B⁶ de 1824 à 1827, B⁷ de 1828 à 1831, B⁸ pour 1832). A partir de cette année c'est, pour les naturalisations, la lettre X : X² de 1832 à 1838 (n^{os} 1 à 9999), X³ de 1838 à 1844 (n^{os} 1 à 9903), X⁴ de 1845 à 1848 (n^{os} 1 à 9999), X⁵ de 1848 à 1853 (n^{os} 1 à 9999), X⁶ de 1853 à 1858, X⁷ de 1858 à 1862, X⁸ de 1863 à 1867, X⁹ de 1867 à 1870. A partir de 1871 c'est la lettre X seule, sans exposant, suivie de deux chiffres qui sont les deux derniers du millésime de l'année où a lieu l'enregistrement, X 71, X 72, X 73, etc.; et l'enregistrement se fait alors année par année.

Voici, d'après une note placée en tête du répertoire numérique rédigé pour la sous-série BB¹¹ ⁽¹⁾, la table méthodique des matières contenues dans cette sous-série :

1) Ce répertoire avait été commencé par M. Ch. Schmidt jusqu'à l'article 710³.

Autorisations d'entrer ou de rester au service des BB¹¹ 9² (a. 1808-1809), 93 (a. 1810-1811); puissances étrangères.

(a. 1808 à 1814.)

BB¹¹ 9 à 76¹ (a. 1811-1813), 94 et 95 (a. 1812-1813);
BB¹¹ 1, 5¹ à 6¹ (a. 1812-1814).

Fixations de domicile en France.....

BB¹¹ 76² à 90 (an XI-1809);

(An XI à 1821.)

BB¹¹ 96 (a. 1808-1810), 91 (a. 1820-1821).

Naturalisations (a. 1789 à 1821).....

BB¹¹ 2 (a. 1789-1792), 3 et 4 (a. 1808-1811), 1 (a. 1812-1814);

BB¹¹ 97 à 166 (a. 1814-1819), 6 à 8 (a. 1816-1821).

Naturalisations; fixations de domicile; BB¹¹ 167 à 5809 (a. 1821-1913). changements de noms⁽¹⁾; dispenses pour mariages⁽²⁾. (1821-1913).

⁽¹⁾ Pour les changements de noms avant 1821, voir la sous-série BB¹².

⁽²⁾ A partir de 1860 (BB¹¹ 716); pour les dispenses antérieures voir la sous-série BB¹⁵. Cf. ci-dessus p. 53, n. 2.

Pour trouver les dossiers de la sous-série BB¹¹ il faut consulter d'abord, pour la période de l'an IV à 1832, les *registres d'enregistrement du secrétariat de la division civile du Ministère de la Justice*, BB²⁹ 303 à 319 et BB²⁹ 330 à 345, et, pour la période de 1832 à 1860, les registres d'enregistrement BB²⁹ 570 à 591.

Ensuite et surtout les paquets de fiches classées alphabétiquement, années par années, de la sous-série BB²⁷⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir ci-dessous, sous-série BB²⁷. Un *répertoire sur fiches* des dossiers contenus dans les 96 premières liasses de la sous-série BB¹¹ (années 1789 à 1814) a été rédigé par M. J. Monicat, et ces fiches, classées alphabétiquement, sont conservées dans les bureaux de la Section moderne.

Sur les *dispenses pour mariages* et les *demandes de fixation de domicile en France et de permission de servir à l'étranger* entre l'an XI et 1806 on consultera particulièrement les registres BB²⁹ 171 à 173 et BB²⁹ 175 à 176²;

La valeur historique des documents contenus dans la sous-série BB¹¹, sans être considérable, ne saurait cependant être négligée. Dans les requêtes, la correspondance, les rapports de police que contiennent les *dossiers de naturalisations*, on trouve des détails curieux sur des personnages connus tels que Buonarroti, Priestley, Hobbes, etc. Les *dossiers d'autorisations d'entrer ou de rester au service des puissances étrangères* nous renseignent sur l'existence aventureuse des Français qui exercèrent des charges souvent considérables en Autriche, en Bavière, en Belgique, en Espagne, aux États-Unis, en Italie ainsi que sur le sort d'un grand nombre d'émigrés.

H. PATRY et J. MONICAT.

BB¹¹ 1. Correspondance relative aux lettres patentes portant autorisation à des français de se faire naturaliser ou de garder du service à l'étranger. Reçus de ces lettres patentes. Accusés de réception. 1812-1814.

BB¹¹ 2. Demandes de lettres de naturalisations. 1789-1792. (Buonarroti, Priestley, Hobbes, Gorani.)

BB¹¹ 3 et 4. Naturalisations (Demandes; naturalisations accordées). 1808-1811.

BB¹¹ 5¹ à 6. Projets de lettres patentes autorisant des Français à rester au service de l'étranger. 1812-1814.

BB¹¹ 6 à 8. Répertoire des lettres de naturalité accordées par le Roi. A à Z. 1816-1821.

BB¹¹ 9. Autorisations de rester au service de l'étranger : principautés d'Allemagne. 1810-1812.

BB¹¹ 10. Autorisations de rester au service de l'étranger : Angleterre, Hollande, Sardaigne. An

XII-1812.

BB¹¹ 11. Ordonnances du Roi autorisant des Français à prendre du service à l'étranger. 1820-1821.

BB¹¹ 12 à 76¹. Demandes d'autorisation pour entrer ou rester au service des puissances étrangères : décret du 26 août 1811. 1811-1813.

12 et 13. Autriche.

14 à 18. Bade (Duché de).

19 à 22. Bavière.

23. Belgique.

24 à 26. Berg (Grand-Duché de).

27. Danemark.

28 à 36. Espagne.

37 et 38. États-Unis.

39 à 41. Francfort (Grand-Duché de).

42 et 43. Hesse-Darmstadt (Grand-Duché de).

44. Italie.

45. Mecklembourg (Grand-Duché de).

46. Lucques (Principauté de).

47 à 58. Naples.

59. Nassau (Duché de).

60 et 61. Prusse.

62. Russie.

63. Saxe.

64. Suède.

65. Varsovie (Grand-Duché de)

66. Suisse.

67 à 72. Westphalie.

73 et 74. Wurtemberg (Grand-Duché de).

75. Wurtzbourg (Grand-Duché de).

76¹ Notes et renseignements sur les individus résidant dans ces pays.

BB¹¹ 76² à 90. Dossiers de fixation de domicile en France. An XI-1809.

Ordre alphabétique d'enregistrement des demandes.

BB¹¹ 91. Fixations de domicile : ordonnances royales. 1820-1821.

BB¹¹ 92 à 95. Permissions accordées d'entrer ou de rester au service des pays étrangers, de jouir d'une pension étrangère ; réintégrations dans la qualité de Français. 1808-1813.

BB¹¹ 96. Admissions à domicile. 1808-1810.

BB¹¹ 97 à 166. Naturalisations. 1814-1819.

Ordre alphabétique des demandeurs.

BB¹¹ 167 à 5809. Naturalisations. Changements de noms. Dispenses ⁽¹⁾ pour mariages. 1821-1913.

⁽¹⁾ [Les dernières depuis 1860.](#)

Ordre d'enregistrement des demandes.

BB¹². CHANGEMENTS ET ADDITIONS DE NOMS.

COMMISSION DU SCEAU

(AN XI-1830)

La sous-série BB¹² est très courte : elle ne se compose que de 19 articles : 11 qui sont des liasses formées par des dossiers de changements et additions de noms (an XI-1821), 8 qui sont des registres de la commission du Sceau de 1823 à 1830 et les lettres constituant la correspondance reçue par le comte de Pastoret, commissaire du Roi au Sceau de France (1816-1830).

Voici, au surplus, la table méthodique de cette sous-série, telle qu'elle a été établie en tête de l'état sommaire dressé pour la Section moderne:

<i>Changements et additions de noms</i> (An XI- BB ¹² 1 à 11. 1821).
<i>Registres de la commission du Sceau....</i> BB ^{12*} 12 à 18.
<i>Rapports et conclusions</i> (1823-1830).
<i>Lettres reçues par le comte de Pastoret, BB^{12*} 19. commissaire du Roi au Sceau.</i>

(1816-1830.)

Les moyens d'investigation qu'on possède pour cette sous-série sont les mêmes que ceux qu'on a pour la sous-série précédente : registres classés dans la sous-série BB²⁹; fiches alphabétiques classées par paquets annuellement et conservées dans la sous-série BB²⁷.

H. PATRY et J. MONICAT.

BB¹² 1 à 11. Changements et additions de noms. An XI-1821.

1. An XI-1811.

2. 1812-1813.

3. 1814-1815.

4. 1815.

5. 1816.

6. 1817.

7. 1817.

8. 1818.

9¹. 1818-1820.

9². 1819.

10. 1820.

11. 1820-1821 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cet article contient en outre une série d'ordonnances concernant les changements de noms pendant les années 1820-1821.

BB^{12*} 12 à 18. Registres des séances de la commission du Sceau⁽²⁾. Rapports et conclusions (minutes). 1823-1830 ⁽¹⁾.

⁽²⁾ Sur la commission du Sceau voir aussi BB³⁰ 625 à 646.

⁽¹⁾ Le registre 14 est suivi d'un état des personnes auxquelles il a été accordé des titres de noblesse et qui ont laissé expirer le délai prévu pour retirer leurs lettres patentes (1820-1823).

BB^{12*} 19. Lettres adressées au comte de Pastoret, commissaire du Roi au Sceau de France au sujet d'affaires relevant de la commission du Sceau. 1816-1830.

BB¹³. ABSENTS CIVILS.

SUCCESSIONS EN DÉSHÉRENCE.

(1831-1909.)

La sous-série BB¹³, qui autrefois comptait 110 articles, n'en renferme plus aujourd'hui que 75; en effet, 51 liasses de dossiers d'absents civils et militaires, allant de l'an xi à 1821, et 17 de dossiers d'absents civils seulement, allant de 1818 à 1830, ont été livrés au pilon à la suite de la décision ministérielle du 14 janvier 1932. D'autre part, ont été ajoutées 27 liasses de dossiers d'absents civils postérieurs à 1893 et 6 liasses de dossiers de successions en déshérence de 1898 à 1906⁽¹⁾ versées en avril-mai 1941.

⁽¹⁾ Quoique la sous-série BB¹³ n'ait été ouverte primitivement que pour les dossiers d'absents civils, il a paru indiqué de rapprocher de ceux-ci, dans la même sous-série, les dossiers de successions en déshérence versés en 1941. Voir une circulaire du Garde des Sceaux (n° 1303 B. 93) aux procureurs généraux sur les procédures d'absence et les successions en déshérence, en date du 1^{er} juillet 1893, où il est spécifié : “ La déclaration d'absence est d'ailleurs souvent le préliminaire obligé de l'exercice du droit successoral conféré à l'État par l'article 768 du Code civil.”

Actuellement la sous-série BB¹³ contient des dossiers d'absents civils depuis l'année 1831 à l'année 1909.

H. PATRY.

BB¹³1[anc.69]. Absents civils. 1831.

BB¹³2[anc.70]. Id. 1831-1832.

BB¹³3[anc.71]. *Id.* 1833-1835.

BB¹³4[anc.72]. *Id.* 1836.

BB¹³5[anc.73]. Id. 1836-1838.

BB¹³6[anc.74]. *Id.* 1838-1840.

BB¹³7[anc.75]. *Id.* 1840-1841.

BB¹³8[anc.76]. *Id.* 1841-1843.

BB¹³9[anc.77]. *Id.* 1843-1845.

BB¹³10[anc.78]. *Id.* 1845-1849.

BB¹³11[anc.79]. *Id.* 1849-1852.

BB¹³12[anc.80]. *Id.* 1852-1855.

BB¹³13[anc.81]. *Id.* 1855-1857.

BB¹³14[anc.82]. *Id.* 1857-1860.

BB¹³15[anc.83]. *Id.* 1860-1861.

BB¹³16[anc.84]. *Id.* 1862-1863.

BB¹³17[anc.85]. *Id.* 1863-1865.

BB¹³18[anc.86]. *Id.* 1865-1867.

BB¹³19[anc.87]. *Id.* 1867-1868.

BB¹³20[anc.88]. *Id.* 1868-1870.

BB¹³21[anc.89]. *Id.* 1870-1872.

BB¹³22[anc.90]. *Id.* 1872-1874.

BB¹³23[anc.91]. *Id.* 1874-1875.

BB¹³24[anc.92]. *Id.* 1875-1876.

BB¹³25[anc.93]. *Id.* 1876.

BB¹³26[anc.94]. *Id.* 1877.

BB¹³27[anc.95]. *Id.* 1877-1878.

BB¹³28[anc.96]. *Id.* 1878-1879.

BB¹³29[anc.97]. *Id.* 1879-1880.

BB¹³30[anc. 98.]. *Id.* 1880-1881.

BB¹³31[anc.99]. *Id.* 1881.

BB¹³32[anc.100]. *Id.* 1881-1882.

BB¹³33[anc.101]. *Id.* 1882-1883.

BB¹³34[anc.102]. *Id.* 1883-1884.

BB¹³35[anc.103]. *Id.* 1884-1885.

BB¹³36[anc.104]. *Id.* 1885.

BB¹³37[anc.105]. *Id.* 1885-1886.

BB¹³38[anc.106]. *Id.* 1886-1887.

BB¹³39[anc.107]. *Id.* 1887-1888.

BB¹³40[anc.108]. *Id.* 1888-1889.

BB¹³41[anc.109]. *Id.* 1889-1891.

BB¹³42[anc.110]. *Id.* 1891-1893.

BB¹³43 à 69. Absents civils. 1893-1909.

Les numéros 70 à 200 sont vacants.

BB¹³ 201 à 206. Successions en déshérence. 1898-1906.

BB¹⁴. ABSENTS MILITAIRES.

(1816-94.18)

La sous-série BB¹⁴ est la plus réduite des sous-séries de BB. Elle ne comprend plus aujourd'hui que treize articles : les 8 premiers sont des états, sous forme de registres ⁽¹⁾, des requêtes relatives à des militaires absents ou décédés de 1816 à 1894; les liasses BB¹⁴ 101 à 104⁽²⁾ précédemment cotées BB¹⁴ 65 à 68 renferment des états de militaires et marins disparus de l'année 1851 à l'année 1892. La dernière liasse BB¹⁴ 105 (anc. 69) concerne les militaires disparus pendant les années 1870 et 1871.

⁽¹⁾ Ces huit registres ont été versés par le Ministère de la Justice en décembre 1929 (cf. registres des nouveaux versements, t. XII p. 91 n^{os} 348 à 355).

⁽²⁾ Les cotes BB¹⁴ 9 à 100 ont été réservées pour les registres, en cas de nouveaux versements intéressant cette sous-série.

Il y a quelques années, cette sous-série comptait 69 liasses dont voici la *table méthodique* établie par M. J. Monicat, en même temps qu'il en dressait le répertoire numérique.

Absents militaires (1821-1892)...

Liasses 1 à 45 (1821-1836): classement départemental.

Liasses 46 à 68 (1837-1892): classement par états.

Liasse 69 (1870 et 1871) : classement départemental.

C'est la décision ministérielle du 14 janvier 1932, approuvant la mise au pilon des 64 premiers articles de cette sous-série, qui l'a ainsi réduite à treize articles.

H. PATRY.

BB^{14*} 1 à 6. État des requêtes relatives à des militaires absents ou décédés adressées au Ministre de la Guerre. 1816-1894.

1. 1816-1817.
2. 1818-1819.
3. 1819-1823.
4. 1823-1829.
5. 1829-1849.
6. 1850-1894.

BB^{14*} 7 et 8. État des requêtes relatives à des militaires et marins absents ou décédés adressées au Ministre de la Marine. 1817-1886.

Les numéros 9 à 100 sont vacants.

BB¹⁴101[anc.65]. Absents militaires : états. 1879-1881.

BB¹⁴102[anc.66]. *Id.* 1882-1886.

BB¹⁴103[anc.67]. *Id.* 1886-1892.

BB¹⁴104[anc.68]. Marins absents ou décédés : états. 1851-1876.

BB¹⁴105[anc.69]. Militaires disparus en 1870-1871. (Classement départemental.) 1872-1884.

BB¹⁵. DISPENSES POUR MARIAGES.

(1789-1862.)

La sous-série BB¹⁵ concerne les dispenses pour mariages et tout ce qui touche à cette question.

Bien que les dossiers qui la constituent ne soient pas l'objet de demandes de communication, il n'a jamais été question d'en mettre aucun au pilon : le Ministère de la Justice s'y est toujours

opposé formellement. Aussi, ne se présente-t-elle pas comme les deux précédentes sous-séries sous une forme réduite, mais telle qu'elle était au moment de sa constitution (1877) avec un ensemble parfaitement homogène de 630 liasses allant de 1789 jusqu'à l'année 1860⁽¹⁾.

⁽¹⁾ On trouvera les dispenses pour mariages après 1860 dans la sous-série BB¹¹.

Jusqu'à l'année 1815 les dossiers ont été l'objet de deux groupements en deux séries alphabétiques. Par ta suite, après une présentation en petits groupes de natures différentes, entre 1816 et 1832, ils se succèdent en une série unique où ils sont restés classes, comme ils l'avaient été au Ministère de la Justice, c'est-à-dire chronologiquement et suivant l'ordre d'enregistrement, enregistrement qui est le même que celui des dossiers de naturalisations et porte sur plusieurs années⁽²⁾. La lettre B, avec un exposant, est affectée alors à la série de ce genre de dossiers. Quand le numéro extrême de l'enregistrement est atteint, l'exposant change. A partir du mois d'août 1832 la lettre affectée aux dossiers de dispenses pour mariages devient X et ceux-ci restent enregistrés avec les dossiers de naturalisations : X² (n° 1 à 9999) va de l'année 1832 à l'année 1838; X³, de 1838 à 1844; X⁴, de 1845 à 1848; X⁵, de 1848 à 1853; X⁶, de 1853 à 1858; X⁷, de 1858 au 19 janvier 1860.

⁽²⁾ Voir ci-dessus p. 53, n. 2.

D'ailleurs, voici la table méthodique que M. Monicat a donnée en tête de son répertoire numérique de cette sous-série :

<i>Dispenses de deuxième publication de bans (1789-1862).</i>	Liasses 17 (1789-1791), 1 à 13(an XI-1813), 14 à 16 (1815-1831), 220 et 221 (1832-1862).
<i>Demandes de dispenses pour mariages... (1816.)</i>	Liasses 179 à 181 (1816)
<i>Dispenses pour mariages accordées..... (An XII-1860.)</i>	Liasses 18 à 178 (an XII-1815), 203 (1814-1815), 184 à 199 (1816-1820), 182 (1820-1821), 212 à 219 (1832), 222 à 630 (1832-1860).
<i>Dispenses pour mariages refusées.. (1816-1818).</i>	Liasses 200 à 202 (1816-1818).
<i>Demandes en annulation de mariages... (1814-1815.)</i>	Liasse 205 (1814-1815).
<i>Correspondance avec les procureurs impériaux et royaux. Observations, notes, renseignements, etc. (An XII-1824.)</i>	Liasses 183 (an XII-1820), 13 (an XIII-1810), 206 à 211 (1814-1820), 179 à 181 (1816), 204 (1824).

H. PATRY.

BB¹⁵ 1 à 13. Dispenses de 2° publication de bans : demandes de renseignements, lettres adressées par les procureurs impériaux au Ministre. An XI-1813.

Ordre alphabétique des noms de demandeurs.

BB¹⁵ 14 à 16. Dispenses de 2^o publication de bans. 1815-1831.

Ordre chronologique.

BB¹⁵ 17. Dispenses pour mariages à cause de parenté; dispenses d'alliance; dispenses de 2^o publication de bans; légitimations. 1789-1791.

BB¹⁵ 18 à 178. Dispenses pour mariages. An XII-1815.

Ordre alphabétique des noms de demandeurs.

BB¹⁵ 179 à 181. Demander de dispenses pour mariages. 1816.

Ordre chronologique d'enregistrement.

BB¹⁵ 182. Dispenses pour mariages (ordonnances du Roi). 1820-1821.

BB¹⁵ 183. Observations, notes, renseignements. An XII-1820.

BB¹⁵ 184 à 199. Dispenses pour mariages accordées. 1816-1820.

Ordre chronologique d'enregistrement des dossiers.

BB¹⁵ 200 à 202. Dispenses pour mariages refusées. 1816-1818.

Ordre chronologique d'enregistrement des dossiers.

BB¹⁵ 203. Dispenses pour mariages accordées. 1814-1815.

BB¹⁵ 204. Correspondance concernant les dispenses pour mariages. 1824.

BB¹⁵ 205. Demandes en annulation de mariages. 1814-1815.

BB¹⁵ 206 à 211. Questions concernant les dispenses pour mariages: correspondance avec les procureurs impériaux et royaux. 1814-1820.

Ordre chronologique d'enregistrement des dossiers.

BB¹⁵ 212 à 219. Dispenses pour mariages. 1832.

Ordre chronologique d'enregistrement des dossiers.

BB¹⁵ 220 et 221. Dispenses de publications de bans, 1832-1862.

BB¹⁵ 222 à 630. Dispenses pour mariages. 20 août 1832-19 janvier 1860.

Ordre chronologique d'enregistrement des dos

BB¹⁶. DIVISION DITE CIVILE. 1785-1932.

La *Division civile* constitue l'un des organes principaux du Ministère de la Justice. Les versements effectués aux Archives nationales par les services de ce ministère ont commencé en décembre 1827, et, à cette date, figuraient déjà, parmi les documents versés, 440 articles de la Division civile, classés par départements et par années, de 1791 à l'an XIV. D'autres versements ont eu lieu en 1834, 1848, 1858, 1866, 1877, 1884 et 1887, 1904, 1926, 1929 et 1943-1944; ils ont permis de constituer, aux Archives nationales, l'importante sous-série BB¹⁶ dont les éléments portaient, au Ministère de la Justice, la cote B suivie de divers exposants.

L'état sommaire de la sous-série BB¹⁶ comporte deux parties :

La première comprend les articles 1 à 927, où les dossiers ont été groupés par départements, suivant le principe de classement adopté, pour la répartition de la correspondance générale, par le Ministère de la Justice, au début de son organisation. Il n'existait pas alors de distinction formelle entre les affaires civiles et les affaires criminelles; pour cette raison, dans la partie départementale correspondant aux premières années de la Révolution, se trouvent classés de nombreuses pièces et des dossiers qui se rapportent à des affaires criminelles ou à des troubles politiques de l'époque envisagée. A cette première partie se rattachent des dossiers concernant l'Université (BB¹⁶ 928), ceux qui ont trait aux pays conquis et départements étrangers et aux affaires sans spécification départementale (BB¹⁶ 929 à 931)⁽¹⁾, enfin des circulaires de 1792 à l'an III, avec leurs réponses (BB¹⁶ 931^{bis}),

⁽¹⁾ Consulter l'inventaire manuscrit de M. Bourgin concernant les cartons BB¹⁴ 701 à 804 (Seine) et BB¹⁵ 928 à 931.

La deuxième partie comprend les articles 932 à 2761, où les dossiers sont classés par année dans l'ordre numérique d'enregistrement, et s'applique à la période comprise entre 1821 et 1932.

Il existe, comme moyens d'investigation dans cette sous-série, des cahiers d'enregistrement sommaire, pour la période de 1791 à l'an II, dans la sous-série BB²⁹ (art. 73 à 79), des registres d'enregistrement continu depuis le 19 brumaire an IV jusqu'à 1815 (BB²⁹ 80 à 153), doublés, pour la même période, par les articles BB²⁹ 303 à 314 et continués, jusqu'à 1899, par les registres BB²⁹ 315 à 319, 330 à 360 et 454 à 469. D'autre part, des groupes de fiches alphabétiques, classés dans la sous-série BB²⁷(art.1 à 8, 111 à 192 et 341 à 358), peuvent faciliter les recherches dans les dossiers de la Division civile pour les années 1797 à 1892.

G. BOURGIN et J. MADY.

I. CLASSEMENT DÉPARTEMENTAL.

BB¹⁶ 1 à 7. Ain. 1791-1820.

BB¹⁶ 8 à 20⁽¹⁾. Aisne. 1791-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 9 contient un dossier relatif aux troubles de Chauny en 1793 et la liasse BB¹⁶ 12 des états nominatifs des causes du tribunal de commerce de Vervins (an VI-1807).

BB¹⁶ 21 à 26. Allier. 1791-1820.

BB¹⁶ 27 à 30⁽²⁾. Alpes (Basses-). 1791-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 30 contient un dossier relatif à l'affaire du palais épiscopal de Digne (1818).

BB¹⁶ 31 à 34. Alpes (Hautes-). 1792-1820.

BB¹⁶ 35 à 39. Alpes-Maritimes. 1793-1814.

BB¹⁶ 40. Apennins. 1806-1814.

BB¹⁶ 41 ⁽³⁾ à 44. Ardèche. 1790-1820.

⁽³⁾ La liasse BB¹⁶ 41 contient des pièces relatives à l'affaire Du Saillant et à la conspiration du camp de Jalès (an II).

BB¹⁶ 45 à 52. Ardennes. 1791-1820.

BB¹⁶ 53 à 58. Ariège. 1790-1820.

BB¹⁶ 59. Arno. 1809-1814.

BB¹⁶ 60 à 67. Aube. An IV-1820.

BB¹⁶ 68 à 74. Aude. 1791-1820.

BB¹⁶ 75 à 80. Aveyron. 1793-1820.

BB¹⁶ 81. Bouches-de-l'Elbe. 1811-1813⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir aussi BB¹⁶ 220.

BB¹⁶ 82. Bouches-de-l'Escaut;

Bouches-du-Rhin. 1811-1813.

BB¹⁶ 83. Bouches-de-la-Meuse. 1810-1813.

BB¹⁶ 84 à 105⁽²⁾. Bouches-du-Rhône. 1791-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 84 contient un dossier relatif à la réunion d'Avignon (correspondance de l'abbé Mulot et des médiateurs, pièces générales et particulières, 1791), la liasse BB¹⁶ 85, des documents du tribunal criminel d'Avignon (1792-1793) et la liasse BB¹⁶ 97, un dossier sur l'affaire des avocats de la ville de Marseille (an XIII).

BB¹⁶ 106. Bouches-de-l'Yssel; Frise; Yssel-Supérieur; Bouches-du-Weser. 1811-1814.

BB¹⁶ 107 à 121. Calvados. 1791-1820.

BB¹⁶ 122 à 127. Cantal. 1791-1820.

BB¹⁶ 128 à 135. Charente. 1791-1820.

BB¹⁶ 136 à 147⁽¹⁾. Charente-Inférieure. 1791-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 138 contient des pièces relatives à la question des prisons (an V).

BB¹⁶ 148 à 153. Cher. 1791-1820.

BB¹⁶ 154 à 158. Corrèze. 1791-1820.

BB¹⁶ 159 à 166. Corse. 1785-1820

BB¹⁶ 167 à 174. Côte-d'Or. 1791 1820.

BB¹⁶ 175 à 181. Côtes-du-Nord. 1791-1820.

BB¹⁶ 182 à 187. Creuse. 1791-1820.

BB¹⁶ 188. Doire. An XII-1813.

BB¹⁶ 189 à 197. Dordogne. 1791-1820.

BB¹⁶ 198 à 206. Doubs. 1791-1820.

BB¹⁶ 207 à 212. Drôme. 1790-1820.

BB¹⁶ 213 à 218. Dyle. An IV-1814.

BB¹⁶ 219. Ems-Occidental; Ems-Oriental. 1811-1813.

BB¹⁶ 220. Ems-Supérieur. 1811-1813.

BB¹⁶ 221 à 224. Escaut. An IV-1813.

BB¹⁶ 225 à 236. Eure. 1791-1820.

BB¹⁶ 237 à 242. Eure-et-Loir. 1790-1820.

BB¹⁶ 243⁽¹⁾ à 251. Finistère. 1791-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 243 contient des pièces relatives au bague de Brest et à l'affaire des prêtres détenus (1791-an III).

BB¹⁶ 252. Forêts. An V-1813.

BB¹⁶ 253⁽²⁾ à 262. Gard. 1791-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 253 contient un dossier relatif à l'affaire des troubles de Nîmes (1790).

BB¹⁶ 263 à 276. Garonne (Haute-). 1790-1820.

BB¹⁶ 277 et 278. Gênes. An XII-1814.

BB¹⁶ 279⁽³⁾ à 285. Gers. 1790-1820.

⁽³⁾ La liasse BB¹⁶ 279 contient des pièces de procédure contre l'archevêque d'Auch en matière de serment (1790-1791).

BB¹⁶ 286 à 301. Gironde. 1791-1820.

BB¹⁶ 302 à 312. Hérault. 1790-1820.

BB¹⁶ 313 à 322. Ille-et-Vilaine. 1791-1820.

BB¹⁶ 323 à 327. Indre. 1791-1820.

BB¹⁶ 328 à 337. Indre-et-Loire. 1791-1820.

BB¹⁶ 338 à 344. Isère. 1791-1820.

BB¹⁶ 345 à 347. Jemmapes. An iv-1814.

BB¹⁶ 348 à 352. Jura. 1791-1820.

BB¹⁶ 353 à 357. Landes. 1791-1820.

BB¹⁶ 358 et 359. Léman. An VII-1814.

BB¹⁶ 360 à 364. Loir-et-Cher. 1791-1820.

BB¹⁶ 365 à 372. Loire. An II-1820.

BB¹⁶ 373 à 377. Loire (Hante-). 1791-1820.

BB¹⁶ 378 à 390. Loire-Inférieure. 1791-1820.

BB¹⁶ 391 à 399. Loiret. 1791-1820.

BB¹⁶ 400⁽¹⁾ à 405. Lot. 1791-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁴ 400 contient un dossier relatif aux troubles de Montauban (1790).

BB¹⁶ 406 à 414. Lot-et-Garonne. 1791-1820.

BB¹⁶ 415 à 418. Lys. An IV-1813.

BB¹⁶ 419⁽²⁾ à 423. Lozère. 1791-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁵ 419 contient un dossier relatif aux troubles dans la Lozère et à l'action de Lévêque de Mende (1791).

BB¹⁶ 424 à 429. Maine-et-Loire. 1791-1820.

BB¹⁶ 430 à 441. Manche. 1791-1820.

BB¹⁶ 442 et 443. Marengo. 1802-1814.

BB¹⁶ 444 à 451. Marne. 1791-1820.

BB¹⁶ 452 à 456. Marne (Haue-). 1791-1820.

BB¹⁶ 457 à 461. Mayenne. 1791-1820.

BB¹⁶ 462. Méditerranée. 1804-1814.

BB¹⁶ 463 à 471. Meurthe. 1791-1820.

BB¹⁶ 472 à 477. Meuse. 1791-1820.

BB¹⁶ 478. Meuse-Inférieure. An V-1812.

BB¹⁶ 479 à 481. Mont-Blanc. An IV-1815.

BB¹⁶ 482. Montenotte. 1800-1814.

BB¹⁶ 483. Mont-Terrible. An IV-an IX.

BB¹⁶ 484 à 487. Mont-Tonnerre. An IX-1813.

BB¹⁶ 488⁽¹⁾ à 494. Morbihan. 1791-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 488 contient des pièces relatives aux troubles de 1790-1791.

BB¹⁶ 495 à 508. Moselle. 1791-1820.

BB¹⁶ 509 à 511. Nèthes (Deux-). An IV-1814.

BB¹⁶ 512 à 525⁽²⁾. Nièvre. 1791-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁵ 522 contient un dossier relatif au conflit entre Château-Chinon et Moulins-Engilbert pour l'emplacement du tribunal (1814).

BB¹⁶ 526 à 548⁽¹⁾. Nord. 1790-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 526 contient des pièces relatives aux troubles de Douai (1790-1791) et la liasse BB¹⁶ 527 des pièces relatives aux personnes détenues en vertu de lettres de cachet dans le couvent des sœurs grises de Comines (1792) et dans les maisons de force, couvents, communautés ou forts, en vertu d'ordres du Roi émanés du département de la guerre (1790).

BB¹⁶ 549 à 560. Oise, 1791-1820.

BB¹⁶ 561. Ombrone. 1809-1813.

BB¹⁶ 562 à 569. Orne. 1791-1820.

BB¹⁶ 570⁽²⁾ à 572. Ourthe. An IV-1807.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 570 contient des rapports relatifs au partage des archives du grand-duché de Berg.

BB¹⁶ 573 à 585. Pas-de-Calais. 1791-1820.

BB¹⁶ 586⁽³⁾ à 590. Pô. An VII-1814.

⁽³⁾ La liasse BB¹⁶ 586 contient des renseignements sur l'administration du Piémont (an VII).

BB¹⁶ 591 à 599. Puy-de-Dôme. 1791-1820.

BB¹⁶ 600 à 611. Pyrénées (Basses-). 1791-1820.

BB¹⁶ 612 à 617⁽⁴⁾. Pyrénées (Hautes-). 1787-1820.

⁽⁴⁾ La liasse BB¹⁶ 614 contient un dossier relatif à l'affaire Le Gonrgue et Gzaubon, intéressante pour les finances sous le règne de Louis XVI, le baron d'Espagnac, le banquier Vandenyvert, la liquidation de la Compagnie des Indes (1787-an XIII).

BB¹⁶ 618 à 621. Pyrénées-Orientales. 1791-1820.

BB¹⁶ 622⁽⁵⁾ à 634. Rhin (Bas-). 1791-1820.

⁽⁵⁾ La liasse BB¹⁶ 622 contient un dossier relatif au décret qui accordait aux juifs du Haut et du Bas-Rhin les droits de citoyens actifs (1791).

BB¹⁶ 635⁽¹⁾ à 643. Rhin (Haut-). 1791-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 635 contient des pièces émanées de Reubell, procureur général du département.

BB¹⁶ 644. Rhin-et-Moselle et pays de la rive gauche du Rhin. An IV-1807.

BB¹⁶ 645. Rhin-et-Moselle. An VIII-1813.

BB¹⁶ 646 à 658. Rhône. 1791-1820.

BB¹⁶ 659 à 662. Roer. An IX-1813.

BB¹⁶ 663. Rome (Tibre et Trasimène). 1810-1814.

BB¹⁶ 664 à 666. Sambre-et-Meuse. An IV-1814.

BB¹⁶ 667 à 678⁽²⁾. Saône (Haute-). 1791-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 667 contient un dossier relatif à l'exécution du décret qui accordait le droit de voter aux Assemblées primaires aux “ artistes d'horlogerie de Besançon ” (an IV) et la liasse BB¹⁶ 673 un rapport sur l'état des registres d'état-civil dans différents départements (1804-1816).

BB¹⁶ 679 à 690. Saône-et-Loire. 1791-1820.

BB¹⁶ 691 à 694. Sarre. An IX-1814.

BB¹⁶ 695 à 700. Sarthe. 1791-1820.

BB¹⁶ 701 à 804. Seine. 1790-1820⁽³⁾.

⁽³⁾ Il existe un inventaire détaillé des principaux dossiers contenus dans les cartons BB¹⁶ 701 à 804 établi par M. Bourgin, conservateur aux Archives nationales.

BB¹⁶ 805 à 824. Seine-Inférieure. 1791-1820.

BB¹⁶ 825 à 832. Seine-et-Marne. 1791-1820.

BB¹⁶ 833 à 851. Seine-et-Oise. 1791-1820.

BB¹⁶ 852. Sesia. 1802-1814.

BB¹⁶ 853 à 857. Sèvres (Deux-). 1791-1820.

BB¹⁶ 858. Simplon. 1811-1813.

BB¹⁶ 859 à 867⁽¹⁾. Somme. 1791-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 859 contient un dossier relatif à François-Noël Babeuf (1791-an II) et des pièces concernant les dénonciations dirigées contre les commissaires du comité de sûreté générale dans le département.

BB¹⁶ 868. Stura. An XI-1814.

BB¹⁶ 869 à 874. Tarn. 1791-1820.

BB¹⁶ 875 et 876. Tarn-et-Garonne. 1809-1820.

BB¹⁶ 877. Taro. 1806-1813.

BB¹⁶ 878. Trasimène. 1810-1813.

BB¹⁶ 879 à 887⁽²⁾. Var. 1791-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 879 contient un dossier relatif aux événements de Toulon (août 1791) et la liasse BB¹⁶ 884 un procès relatif aux privilèges de juridiction des prudhommes-pêcheurs (an XIII-1808).

BB¹⁶ 888 à 893. Vaucluse. An III-1820.

BB¹⁶ 894⁽¹⁾ à 898. Vendée. 1790-1820.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 894 contient des pièces de procédure relatives au jugement, par le tribunal de Fontenay-le-Comte, des auteurs de l'insurrection de Niort en septembre 1790.

BB¹⁶ 899 à 904. Vienne. 1791-1820.

BB¹⁶ 905 à 909. Vienne (Haute-). 1791-1820.

BB¹⁶ 910 à 915. Vosges. 1791-1820.

BB¹⁶ 916 à 926. Yonne. 1791-1820.

BB¹⁶ 927. Zuyderzée. 1811-1813.

BB¹⁶ 928⁽²⁾. Dossiers concernant l'Université. 1808-1818.

⁽²⁾ Il existe un inventaire détaillé des cartons BB¹⁶ 928 à 931, établi par M. Bourgin, conservateur aux Archives nationales.

BB¹⁶ 929 à 931⁽²⁾. Pièces en provenance des pays conquis et étrangers. An VII-1820.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 879 contient un dossier relatif aux événements de Toulon (août 1791) et la liasse BB¹⁶ 884 un procès relatif aux privilèges de juridiction des prudhommes-pêcheurs (an XIII-1808).

BB¹⁶ 931 bis. Circulaires du Ministère de la justice. Réponses. An III (28 pluviôse) et 1792.

II. CLASSEMENT NUMÉRIQUE DES DOSSIERS.

BB¹⁶ 932 à 947. Année 1821.

BB¹⁶ 948 à 961. Année 1822.

BB¹⁶ 962 à 974. Année 1823.

BB¹⁶ 975 à 990. Année 1824.

BB¹⁶ 991 à 1005. Année 1825.

BB¹⁶ 1006 à 1019. Année 1826.

BB¹⁶ 1019⁽¹⁾ à 1031. Année 1827.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 1019 contient des documents des années 1826 et 1827.

BB¹⁶. DIVISION DITE CIVILE. 1785-1932. 73

BB¹⁶ 1032 à 1046. Année 1828.

BB¹⁶ 1046⁽¹⁾ à 1058. Année 1829.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 1046 contient des documents des années 1828 et 1829.

BB¹⁶ 1058⁽²⁾ à 1072. Année 1830.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 1058 contient des documents des années 1829 et 1830.

BB¹⁶ 1073 à 1085. Année 1831.

BB¹⁶ 1086 à 1098. Année 1832.

BB¹⁶ 1099 à 1112. Année 1833.

BB¹⁶ 1112⁽³⁾ à 1122. Année 1834.

⁽³⁾ La liasse BB¹⁶ 1112 contient des documents des années 1833 et 1834.

BB¹⁶ 1122⁽⁴⁾ à 1133. Année 1835.

⁽⁴⁾ La liasse BB¹⁶ 1122 contient des documents des années 1834 et 1835.

BB¹⁶ 1133⁽⁵⁾ à 1143. Année 1836.

⁽⁵⁾ La liasse BB¹⁶ 1133 contient des documents des années 1835 et 1836.

BB¹⁶ 1143⁽⁶⁾ à 1150. Année 1837.

⁽⁶⁾ La liasse BB¹⁶ 1143 contient des documents des années 1836 et 1837.

BB¹⁶ 1150⁽⁷⁾ à 1156. Année 1838.

⁽⁷⁾ La liasse BB¹⁶ 1150 contient des documents des années 1837 et 1838.

BB¹⁶ 1156⁽⁸⁾ à 1159. Année 1839.

⁽⁸⁾ La liasse BB¹⁶ 1156 contient des documents des années 1838 et 1839.

BB¹⁶ 1160 à 1178. Année 1840.

BB¹⁶ 1179 à 1190. Année 1841.

BB¹⁶ 1191 à 1202. Année 1842.

BB¹⁶ 1203 à 1215. Année 1843.

BB¹⁶ 1215⁽⁹⁾ à 1225. Année 1844.

⁽⁹⁾ La liasse BB¹⁶ 1215 contient des documents des années 1843 et 1844.

BB¹⁶ 1225⁽¹⁾ à 1239. Année 1845.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 1225 contient des documents des années 1844 et 1845.

BB¹⁶ 1239⁽²⁾ à 1251. Année 1846.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 1239 contient des documents des années 1845 et 1846.

BB¹⁶ 1251⁽³⁾ à 1262. Année 1847.

⁽³⁾ La liasse BB¹⁶ 1251 contient des documents des années 1846 et 1847.

BB¹⁶ 1262⁽⁴⁾ à 1275. Année 1848.

⁽⁴⁾ La liasse BB¹⁶ 1262 contient des documents des années 1847 et 1848.

BB¹⁶ 1275⁽⁵⁾ à 1288. Année 1849.

⁽⁵⁾ La liasse BB¹⁶ 1275 contient des documents des années 1848 et 1849.

BB¹⁶ 1288⁽⁶⁾ à 1298. Année 1850.

⁽⁶⁾ La liasse BB¹⁶ 1288 contient des documents des années 1849 et 1850.

BB¹⁶ 1298⁽⁷⁾ à 1308. Année 1851.

⁽⁷⁾ La liasse BB¹⁶ 1298 contient des documents des années 1850 et 1851.

BB¹⁶ 1308⁽⁸⁾ à 1320. Année 1852.

⁽⁸⁾ La liasse BB¹⁶ 1308 contient des documents des années 1851 et 1852.

BB¹⁶ 1321 à 1332. Année 1853.

BB¹⁶ 1333 à 1339. Année 1854.

BB¹⁶ 1340 à 1350. Année 1855.

BB¹⁶ 1350⁽⁹⁾ à 1359. Année 1856.

⁽⁹⁾ La liasse BB¹⁶ 1350 contient des documents des années 1855 et 1856.

BB¹⁶ 1359⁽¹⁰⁾ à 1369. Année 1857.

⁽¹⁰⁾ La liasse BB¹⁶ 1359 contient des documents des années 1856 et 1857.

BB¹⁶ 1369⁽¹¹⁾ à 1381. Année 1858.

⁽¹¹⁾ La liasse BB¹⁶ 1369 contient des documents des années 1857 et 1858.

BB¹⁶ 1381⁽¹²⁾ à 1391. Année 1859.

⁽¹²⁾ La liasse BB¹⁶ 1381 contient des documents des années 1858 et 1859.

BB¹⁶ 1391⁽¹⁾ à 1403. Année 1860.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁶ 1391 contient des documents des années 1859 et 1860.

BB¹⁶ 1403⁽²⁾ à 1417. Année 1861.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 1403 contient des documents des années 1860 et 1861.

BB¹⁶ 1417⁽³⁾ à 1430. Année 1862.

⁽³⁾ La liasse BB¹⁶ 1417 contient des documents des années 1861 et 1862.

BB¹⁶ 1430⁽⁴⁾ à 1443. Année 1863.

⁽⁴⁾ La liasse BB¹⁶ 1430 contient des documents des années 1862 et 1863.

BB¹⁶ 1443⁽⁵⁾ à 1456. Année 1864.

⁽⁵⁾ La liasse BB¹⁶ 1443 contient des documents des années 1863 et 1864.

BB¹⁶ 1456⁽⁶⁾ à 1470. Année 1865.

⁽⁶⁾ La liasse BB¹⁶ 1456 contient des documents des années 1864 et 1865.

BB¹⁶ 1470⁽⁷⁾ à 1482. Année 1866.

⁽⁷⁾ La liasse BB¹⁶ 1470 contient des documents des années 1865 et 1866.

BB¹⁶ 1483 à 1490. Année 1867.

BB¹⁶ 1490⁽⁸⁾ à 1498. Année 1868.

⁽⁸⁾ La liasse BB¹⁶ 1490 contient des documents des années 1867 et 1868.

BB¹⁶ 1498⁽⁹⁾ à 1504. Année 1869.

⁽⁹⁾ La liasse BB¹⁶ 1498 contient des documents des années 1868 et 1869.

BB¹⁶ 1504⁽¹⁰⁾ à 1512. Année 1870.

⁽¹⁰⁾ La liasse BB¹⁶ 1504 contient des documents des années 1869 et 1870.

BB¹⁶ 1512⁽¹¹⁾ à 1520. Année 1871.

⁽¹¹⁾ La liasse BB¹⁶ 1512 contient des documents des années 1870 et 1871.

BB¹⁶ 1520⁽¹²⁾ à 1528. Année 1872⁽¹³⁾.

⁽¹²⁾ La liasse BB¹⁶ 1520 contient des documents des années 1871 et 1872.

⁽¹³⁾ La liasse BB¹⁶ 1521 *bis* de l'année 1872, qui contient des documents relatifs au traité de Francfort, a fait l'objet d'un inventaire détaillé par M. Bourgin, conservateur aux Archives nationales.

BB¹⁶ 1528⁽¹⁾ à 1535. Année 1873.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁴ 1528 contient des documents des années 1872 et 1873.

BB¹⁶ 1535⁽²⁾ à 1542. Année 1874.

⁽²⁾ La liasse BB¹⁶ 1535 contient des documents des années 1873 et 1874.

BB¹⁶ 1543 à 1553. Année 1875.

BB¹⁶ 1554 à 1565. Année 1876.

BB¹⁶ 1566 à 1577. Année 1877.

BB¹⁶ 1578 à 1588. Année 1878.

BB¹⁶ 1589 à 1600. Année 1879.

BB¹⁶ 1601 à 1611. Année 1880.

BB¹⁶ 1612 à 1625. Année 1881.

BB¹⁶ 1626 à 1640. Année 1882.

BB¹⁶ 1641 à 1651. Année 1883.

BB¹⁶ 1652 à 1663. Année 1884.

BB¹⁶ 1664 à 1680. Année 1885.

BB¹⁶ 1681 à 1700. Année 1886.

BB¹⁶ 1701 à 1714. Année 1887.

BB¹⁶ 1715 à 1730. Année 1888.

BB¹⁶ 1731 à 1745. Année 1889.

BB¹⁶ 1746 à 1761. Année 1890.

BB¹⁶ 1762 à 1777. Année 1891.

BB¹⁶ 1778 à 1795. Année 1892.

BB¹⁶ 1796 à 1821. Année 1893.

BB¹⁶ 1822 à 1841. Année 1894.

BB¹⁶ 1842 à 1862. Année 1895.

BB¹⁶ 1863 à 1884. Année 1896.

BB¹⁶ 1885 à 1906. Année 1897.

BB¹⁶ 1907 à 1924. Année 1898.

BB¹⁶ 1925 à 1942. Année 1899.

BB¹⁶ 1943 à 1962. Année 1900.

BB¹⁶ 1963 à 1996. Année 1901.

BB¹⁶ 1997 à 2028. Année 1902.

BB¹⁶ 2029 à 2060. Année 1903.

BB¹⁶ 2061 à 2092. Année 1904.

BB¹⁶ 2093 à 2124. Année 1905.

BB¹⁶ 2125 à 2158. Année 1906.

BB¹⁶ 2159 à 2190. Année 1907.

BB¹⁶ 2191 à 2235. Année 1908.

BB¹⁶ 2236 à 2270. Année 1909.

BB¹⁶ 2271 à 2298. Année 1910.

BB¹⁶ 2299 à 2324. Année 1911.

BB¹⁶ 2325 à 2352. Année 1912.

BB¹⁶ 2353 à 2375. Année 1913.

BB¹⁶ 2376 à 2389. Année 1914.

BB¹⁶ 2390 à 2406. Année 1915.

BB¹⁶ 2407 à 2426. Année 1916.

BB¹⁶ 2427 à 2446. Année 1917.

BB¹⁶ 2447 à 2464. Année 1918.

BB¹⁶ 2465 à 2493. Année 1919.

BB¹⁶ 2494 à 2515. Année 1920.

BB¹⁶ 2516 à 2541. Année 1921.

BB¹⁶ 2542 à 2565. Année 1922.

BB¹⁶ 2566 à 2585. Année 1923.

BB¹⁶ 2586 à 2605. Année 1924.

BB¹⁶ 2606 à 2625. Année 1925.

BB¹⁶ 2626 à 2644. Année 1926.

BB¹⁶ 2645 à 2663. Année 1927.

BB¹⁶ 2664 à 2681. Année 1928.

BB¹⁶ 2682 à 2700. Année 1929.

BB¹⁶ 2701 à 2720. Année 1930.

BB¹⁶ 2721 à 2739. Année 1931.

BB¹⁶ 2740 à 2761. Année 1932.

BB¹⁷. BUREAU DU CABINET DU MINISTRE.

La sous-série BB¹⁷, qui s'étend d'octobre 1815 à février 1848, a fait l'objet d'un inventaire rédigé par M. Lecestre en 1926 (n° 868). Elle comprend des documents provenant, d'après M. Lecestre, des archives du bureau du Cabinet du Ministre de la Justice, organisme de transmission et de réception. Ces documents dont la suite, de mars 1848 à 1859, se trouve dans la sous-série BB³⁰⁽¹⁾ ne présentent pas un très grand intérêt historique et ne concernent l'administration de la justice qu'indirectement. A la suite d'un triage opéré par M. Lecestre en 1926⁽²⁾, ce versement du Ministère de la Justice a été divisé en deux parties : BB¹⁷ A (154 liasses), dans laquelle ont été conservés les documents comportant un intérêt historique, et BB¹⁷ B (150 liasses), où ont été rejetés les documents n'offrant qu'un intérêt limité et exclusivement administratif (lettres de recommandation, pétitions, etc.).

⁽¹⁾ Sous les cotes BB³⁰ 328 à 357.

⁽²⁾ Triage accompagné de plusieurs mutations opérées entre les sous-séries BB¹⁷ et BB³⁰.
Voir à ce sujet l'introduction à l'inventaire de BB¹⁷, par M. Lecestre.

Si la sous-série BB¹⁷ A ne possède pas une valeur historique de premier plan, l'historien de la Restauration et de la Monarchie de Juillet ne devra cependant pas la négliger. Un rapide

examen des documents qui s'y rencontrent le plus généralement permettra de juger de son intérêt. De nombreuses pièces se rapportent à l'esprit public (rapports de procureurs du Roi sur la situation politique d'une ville ou d'un arrondissement) et à la surveillance des partis d'opposition (manifestations dans les théâtres de province, saisies de pamphlets ou de journaux séditieux, banquets politiques, etc.).

Citons aussi de nombreux dossiers sur le Conseil d'État (procès-verbaux des séances, ordres du jour et rôles des affaires soumises), articles qui prennent leur intérêt du fait que les archives du Conseil d'État ont été brûlées en 1871.

Des dossiers sur les travaux publics et les nouvelles découvertes complètent la sous-série F¹⁴ (construction de canaux et de ponts, projets de construction et inaugurations de lignes de bateaux à vapeur et de chemins de fer). La documentation sur les chemins de fer est particulièrement abondante et intéressante.

Signalons de nombreux dossiers sur les voyages des souverains et des princes⁽¹⁾, dossiers aussi se rapportant aux séjours des souverains dans leurs domaines, avec des renseignements très précis sur les services des estafettes reliant le souverain avec son gouvernement demeuré à Paris.

⁽¹⁾ A rapprocher des articles F^{1a} 560³ à 9 et 635²⁰.

Il faut noter encore des articles intéressant la presse. Tout d'abord des statistiques très précieuses : “ Nomenclatures des journaux expédiés par la poste, donnant le nombre présumé de leurs abonnés dans les départements ” et “ Tableaux du nombre d'exemplaires de journaux imprimés à Paris, d'après tes quantités de papiers soumis au timbre ”, et enfin, des documents sur la presse d'opposition (saisies de journaux ou poursuites contre les périodiques coupables d'articles séditieux).

Pour toute recherche sur un magistrat ayant exercé ses fonctions entre 1815 et 1848, la sous-série BB¹⁷ devra être utilisée. On y trouve en effet des renseignements confidentiels sur la conduite politique des magistrats et le degré de leur attachement au régime. Sur la vie de la magistrature à cette époque, la sous-série BB¹⁷ contient les procès-verbaux d'audience de rentrée des tribunaux et des cours, des listes de jurés et leurs votes secrets dans certaines affaires d'assises, etc. Signalons aussi des dossiers sur l'organisation et l'administration de la justice dans les colonies.

Il faut mentionner également une importante documentation sur les élections (correspondances sur le choix du candidat gouvernemental). Très peu de choses sur l'instruction publique et seulement sous l'angle politique (danger de restaurer l'École de Droit de Riom, les universités étant des foyers d'opposition au gouvernement, etc.). Encore moins sur l'hygiène et l'assistance publique et seulement sous la forme d'aide à apporter à des initiatives privées (associations pour l'extinction de la mendicité, bureaux de bienfaisance, etc.). Très peu de choses encore sur les beaux-arts. Signalons cependant des dossiers sur l'érection de monuments sous la Restauration aux victimes de la Révolution (monuments élevés à la mémoire de chefs vendéens, de Charette, de Louis XVI, chapelle expiatoire, etc.); documents que n'a pas connus M. Anchel et qui seraient à ajouter à ceux qu'il cite dans sa brochure *La Commémoration des Rois de France à Paris pendant la Restauration*⁽²⁾.

⁽²⁾ Extrait des *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XLVII (1920),

Dans l'état sommaire que nous avons dressé nous avons dû pratiquer un échantillonnage, sur l'arbitraire duquel nous ne nous faisons aucune illusion. Cet état pourra, nous l'espérons

cependant, aider les travailleurs de province ou de l'étranger qui ne pourraient pas consulter l'inventaire manuscrit de M. Lecestre, auquel il faudra toujours avoir recours pour toute recherche approfondie dans la sous-série BB¹⁷.

J. CHAUMIÉ.

BB¹⁷ A.

BB¹⁷ A 1. 1815-1820.

Notamment : Doss. 9. Exhumation du corps du duc d'Enghien à Vincennes. 1816.

Doss. 46 et 59. Voyages du duc d'Angoulême dans les départements de l'Ouest et de l'Est. 1817-1818.

BB¹⁷ A 2. 1819-1820.

Notamment : Doss. 2. Lettre de La Fayette en faveur du conventionnel Cassanyès. 1819.

BB¹⁷ A 3. 1820.

BB¹⁷ A 4. 1820.

Notamment : Doss. 15. Menées séditeuses dans le Gers. 1820-1821.

BB¹⁷ A 5. 1820.

BB¹⁷ A 6. 1820.

Notamment : Doss. 1. Réponses à la circulaire du 16 juillet 1820, touchant la surveillance à exercer sur les principes politiques des magistrats. Juillet-septembre 1820.

BB¹⁷ A 7. 1820.

Notamment : Doss. 4. Même sujet que BB¹⁷ A 6., doss. 1.

BB¹⁷ A 8. 1819-1821.

Notamment : Doss. 28. Élections de novembre 1820.

BB¹⁷ A 9. 1820-1821.

Notamment : Doss. 37. Conspiration de l'Est. Février-août 1821.

BB¹⁷ A 10. 1821-1822.

Notamment : Doss. 10. Événements de Naples et du Piémont; mesures à prendre dans les départements frontières; arrivée des réfugiés. Mars-avril 1821.

Doss. 30. Affaire Cugnet de Montarlot ⁽¹⁾. Avril-novembre 1821.

⁽¹⁾ Cf. F⁷ 6649.

BB¹⁷ A 11. 1821.

Notamment : Doss. 19 et 26. Mort et succession de Napoléon I^{er}. Juin-juillet 1821.

BB¹⁷ A 12. 1819-1821.

Notamment : Doss. 9 et 33. Fièvre jaune en Espagne. Août-octobre 1821.

Doss. 24. Supplique du général Bertrand et ordonnance royale lui appliquant l'amnistie. Août-septembre 1821.

Doss. 32, 44 et 47. Saisies de brochures bonapartistes relatives à la mort de Napoléon. Septembre-décembre 1821.

BB¹⁷ A 13. 1821-1822.

Notamment : Doss. 6. Projet par l'architecte Payet d'élever sur la colline de Montmartre une colonne gigantesque à la gloire de Louis XVIII. Novembre 1821-novembre 1822.

Doss. 11. Souscription dans l'Eure pour offrir à Dupont [de l'Eure] des immeubles qui lui permettent de rester éligible à la Chambre des députés. Novembre-décembre 1821.

Doss. 16. Projets de loi relatifs aux délits de presse et au rétablissement de la censure. Novembre 1821-février 1822.

BB¹⁷ A 14. 1817-1822.

BB¹⁷ A 15. 1815-1822.

BB¹⁷ A 16. 1822.

Notamment : Doss. 6 et 7. Importants dossiers sur les élections de mai 1822.

BB¹⁷ A 17. 1817-1822.

BB¹⁷ A 18. 1818-1823.

Notamment : Doss. 4. Succession à l'archevêché de Lyon en remplacement du cardinal Fesch. Juillet 1822.

BB¹⁷ A 19. 1822-1823.

Notamment : Doss. 4. Éclairage par le gaz hydrogène. 1822-1823.

Doss. 9. Bateau à vapeur en fer inventé par le s^r Napier. 1822.

Doss. 10. Établissement de la ligne télégraphique de Paris à Bayonne par les frères Chappe. Octobre 1822.

BB¹⁷ A 20. 1822.

Notamment : Doss. 2. Important dossier sur les élections de novembre 1822.

BB¹⁷ A 21. 1822-1823.

BB¹⁷ A 22. 1823.

BB¹⁷ A 23. 1823.

BB¹⁷ A 24. 1817-1825.

BB¹⁷ A 25. 1823.

BB¹⁷ A 26. 1823.

BB¹⁷ A 27. 1823.

Notamment : Doss. 1. Projet d'Élisa Garnerin, aéronaute, de descendre en parachute le jour de la Saint-Henri. Juillet 1823.

BB¹⁷ A 28. 1823-1824.

BB¹⁷ A 29. 1823.

Notamment : Doss. 2. Délivrance du roi d'Espagne par le due d'Angoulême. 1823.

Doss. 4. Demande d'éclaircissement par l'ambassadeur d'Autriche au sujet du testament de Napoléon I^{er}. Lettre d'envoi de Chateaubriand. Octobre 1823.

Doss. 7. Lettre de Chateaubriand au sujet d'une suggestion du gouvernement des États-Unis relative à la répression de la traite des noirs. Octobre 1823.

BB¹⁷ A 30. 1823-1824.

BB¹⁷ A 31. 1824.

Notamment : Doss. 1. Ouverture de la chapelle expiatoire. Janvier 1824.

BB¹⁷ A 32. 1817-1824.

Notamment : Doss. 3. Réclamations du gouvernement prussien au sujet des archives du Grand-duché de Berg. 1817-1824.

BB¹⁷ A 33. 1824.

BB¹⁷ A 34. 1824.

Notamment : Doss. 2 et 3. Mort de Louis XVIII et avènement de Charles X. Septembre 1824.

BB¹⁷ A 35. 1824.

Notamment : Doss. 1. Achèvement des peintures de la coupole de Sainte-Geneviève par le baron Gros. Octobre 1824.

BB¹⁷ A 36. 1824-1826.

BB¹⁷ A 37. 1824-1825.

BB¹⁷ A 38. 1825-1826.

Notamment : Doss. 7. Projet de loi sur le sacrilège. 1825.

BB¹⁷ A 39. 1825.

BB¹⁷ A 40. 1825.

Notamment : Doss. 3. Sacre de Charles X. 1825.

BB¹⁷ A 41. 1825-1832.

BB¹⁷ A 42. 1825.

Notamment : Doss. 9. Plans du grand hôpital de Bordeaux. 1825.

BB¹⁷ A 43. 1825-1827.

BB¹⁷ A 44. 1825.

BB¹⁷ A 45. 1825-1827.

BB¹⁷ A 46. 1826-1827.

BB¹⁷ A 47. 1826.

BB¹⁷ A 48. 1826.

Notamment : Doss. 2. Réclamation par la baronne de Batz de 512.000 livres prêtées par son mari à Louis XVI en 1792. Mai 1826.

BB¹⁷ A 49. 1826-1827.

BB¹⁷ A 50. 1826.

BB¹⁷ A 51. 1826.

Notamment : Doss. 1. Requête de la Chambre de commerce de Granville pour faire décider si, pendant les Cent jours, l'état de guerre existait entre la France et l'Angleterre. Novembre 1826.

BB¹⁷ A 52. 1827.

Notamment : Doss. 1. Situation politique du Pérou. Janvier-août 1827.

BB¹⁷ A 53. 1827.

BB¹⁷ A 54. 1827.

BB¹⁷ A 55. 1827.

Notamment : Doss. 5. Exposition au diorama de vues faites par Daguerre et Bouton. Août 1827.

BB¹⁷ A 56. 1827-1830.

BB¹⁷ A 57. 1827.

BB¹⁷ A 58. *Numéro vacant.*

BB¹⁷ A 59. 1828.

Notamment : Doss. 2. Écoles secondaires ecclésiastiques. Janvier-juin 1828.

BB¹⁷ A 60. 1828-1829.

BB¹⁷ A 61. 1828-1829.

BB¹⁷ A 62. 1828.

BB¹⁷ A 63. 1828.

Notamment : Doss. 8. Voyage de Charles X dans les départements de l'Est.

BB¹⁷ A 64. 1828.

Notamment : Doss. 4. Chemins de fer de la Loire. Septembre 1828.

Doss. g. Réorganisation du Conseil d'État. Novembre-décembre 1828.

BB¹⁷ A 65. 1828-1829.

BB¹⁷ A 66. 1829.

BB¹⁷ A 67. 1829.

BB¹⁷ A 68. 1829.

Notamment : Doss. 7. Lettres de démission de conseillers d'État en raison de la nomination du ministère Polignac. 9 août 1829.

BB¹⁷ A 69. 1829.

Notamment : Doss. 1. Projet de faire communiquer l'Atlantique et le Pacifique par le Nicaragua. Août 1829.

BB¹⁷ A 70. 1829.

Notamment : Doss. a. Banquet libéral offert à Niort à des députés de l'opposition. Octobre 1829.

BB¹⁷ A 71. 1829-1830.

BB¹⁷ A 72. 1830.

BB¹⁷ A 73. 1830.

BB¹⁷ A 74. 1830.

BB¹⁷ A 75. 1830.

Notamment : Doss. 7. Prise d'Alger. Juillet 1830.

Doss. 15. Ordre du jour du général La Fayette aux gardes nationales du Royaume. Septembre 1830.

Doss. 16. Mort du prince de Condé; enquête médico-légale, etc. Septembre-octobre 1830.

Doss. 22. Protestation de 82 élèves de l'École polytechnique contre le vote de remerciement adressé par la Chambre des députés à l'École, pour sa conduite aux journées de juillet.

Décembre 1830.

BB¹⁷ A 76. 1831.

Notamment : Doss. 10. Modifications à apporter à la couronne royale et au sceau de l'État.
Avril 1831.

BB¹⁷ A 77. 1831-1832.

Notamment : Doss. 21. Mission de Beaumont et de Tocqueville aux États-Unis pour y
étudier les questions pénitentiaires. Août 1831.

BB¹⁷ A 78. 1831-1832.

BB¹⁷ A 79. 1827-1838.

Notamment : Doss. 5. Prolongement de la rue Racine, à Paris. 1832-1833.

Doss. 12. Épidémie de choléra. 1832.

BB¹⁷ A 80. 1832.

BB¹⁷ A 81. 1832-1833.

BB¹⁷ A 82. 1833-1834.

BB¹⁷ A 83. 1833.

BB¹⁷ A 84. 1833-1834.

Notamment : Doss. 18. Souscription pour la reproduction du masque de Napoléon moulé
par Antommarchi. Octobre 1833.

BB¹⁷ A 85. 1834.

BB¹⁷ A 86. 1832-1834.

Notamment : Doss. 10. Important dossier sur les élections de juin 1834.

Doss. 11. Projet de route reliant le petit Montrouge à la porte Maillot par le pont de
Grenelle, avec plans. Juillet 1834.

Doss. 13. Procès d'avril 1834.

BB¹⁷ A 87. 1834-1835.

BB¹⁷ A 88. 1832-1835.

Notamment : Doss. 10. Documents relatifs au traité du 4 juillet 1831 avec les États-Unis et à sa discussion devant les Chambres. Février 1835.

BB¹⁷ A 89. 1835-1837.

Notamment : Doss. i. Ligne de bateaux à vapeur entre Marseille et les ports du Levant. Mars 1835, avril 1837.

Doss. 4. Conduite à tenir vis-à-vis de la reine Hortense et de son fils, actuellement à Genève, s'ils franchissaient la frontière. 1835.

Doss. 7. Conférences du P. Lacordaire à Notre-Dame. 1835.

Doss. 12. Poursuites contre Audry de Puyraveau et de Cormenin, signataires de l'adresse aux prisonniers d'avril. Mai 1835.

BB¹⁷ A 90. 1835-1837.

Notamment : Doss. 5. Nomination de trente nouveaux pairs. Septembre-décembre 1835.

BB¹⁷ A 91. 1835.

BB¹⁷ A 92. 1836.

BB¹⁷ A 93. 1836-1843.

BB¹⁷ A 94. 1836.

BB¹⁷ A 95. 1836.

BB¹⁷ A 96. 1836-1837.

BB¹⁷ A 97. *Numéro vacant.*

BB¹⁷ A 98. 1837.

Notamment : Doss. 6. Surveillance de la presse d'opposition. Avril-mai 1837.

Doss. 8. Amnistie accordée aux détenus politiques. Mai 1837.

BB¹⁷ A 99. 1837-1839 (un dossier depuis 1815).

Notamment : Doss. 8, 9 et 10. Mariage du duc d'Orléans. Mai-décembre 1837.

Doss. 24. Condamnation du général Donnadieu. 1837-1839.

BB¹⁷ A 100. 1837.

Notamment : Doss. 1. Promenade d'inauguration sur le chemin de fer de Paris à Versailles. Août 1837.

BB¹⁷ A 101. 1837.

Notamment : Doss. a. Lettre de Montalembert sur la naturalisation du comte de Mérode, son beau-frère, les candidats à l'évêché de Nîmes, etc. Novembre 1837.

BB¹⁷ A 102. Numéro vacant.

BB¹⁷ A 103. 1838.

BB¹⁷ A 104. 1838.

BB¹⁷ A 105. 1838.

BB¹⁷ A 106. 1838.

Notamment : Doss. 1. Lettre de Jules Favre en faveur de Guillebeau condamné par la Cour des Pairs. Juin 1838.

BB¹⁷ A 107. 1838.

Notamment : Doss. 7. Création d'un évêché à Alger. Septembre 1838.

BB¹⁷ A 108. 1838.

BB¹⁷ A 109. 1839.

Notamment : Doss. 5. Création de nouveaux pairs; états de service des candidats. Mars 1839.

BB¹⁷ A 110. 1839.

Notamment : Doss. 1. Projet de réunion du Louvre aux Tuileries par Lusson. Mai 1839.

Doss. 14. Séjour de don Carlos à Bourges. Septembre 1839.

BB¹⁷ A 111 et 112. *Numéros vacants.*

BB¹⁷ A 113. 1840-1841.

BB¹⁷ A 114. 1840.

BB¹⁷ A 115. 1840-1841 et 1843.

Notamment : Doss. 3. Grèves et coalitions d'ouvriers à Paris. Septembre 1840.

Doss. 4. Affaire Lafarge. Septembre 1840.

BB¹⁷ A 116 et 117. *Numéros vacants.*

BB¹⁷ A 118. 1841-1843.

BB¹⁷ A 119. 1841.

Notamment : Doss. 12. Banquet politique offert au député Chapuys de Montlville à Louhans (Saône-et-Loire). Août-septembre 1841.

BB¹⁷ A 120. 1841.

Notamment : Doss. a, 3 et 5. Chemins de fer de Strasbourg à Bâle, de Paris à Strasbourg et de Marseille à Lyon. Septembre-décembre 1841.

BB¹⁷ A 121 à 123. *Numéros vacants.*

BB¹⁷ A 124. 1842-1845 (doss. depuis 1837).

Notamment : Doss. 1. Chemins de fer de Paris vers l'Angleterre et projet d'un passage par Boulogne-sur-Mer. 1842-1845.

Doss. 12. Sucres coloniaux et indigènes. 1837-1843.

BB¹⁷ A 125. 1842-1843.

Notamment : Doss. 3. Mort du duc d'Orléans. Juillet-août 1842.

BB¹⁷ A 126. 1842.

BB¹⁷ A 127 à 129. *Numéros vacants.*

BB¹⁷ A 130. 1843.

Notamment : Doss. 12. Constructions et inaugurations de diverses lignes de chemins de fer. Avril-novembre 1843.

BB¹⁷ A 131. 1843.

BB¹⁷ A 132. 1843.

BB¹⁷ A 133 à 135. *Numéros vacants.*

BB¹⁷ A 136. 1844.

Notamment : Doss. 5. Mémoire du baron Dupin sur la situation sociale et politique des colonies françaises. Février 1844.

BB¹⁷ A 137. 1844.

BB¹⁷ A 138. 1844.

Notamment : Doss. 1. Voyage de Louis-Philippe en Angleterre. Octobre 1844.

BB¹⁷ A 139. 1845-1846.

BB¹⁷ A 140. 1845.

BB¹⁷ A 141 à 144. *Numéros vacants.*

BB¹⁷ A 145. 1846.

Notamment : Doss. 1. Statistique des journaux et écrits périodiques imprimés chaque mois à Paris. Janvier-novembre 1846.

Doss. 20. Émeute d'Elbeuf. Mai 1846.

Doss. 22. Service des postes ; service des paquebots pour l'Algérie, etc. Mai-octobre 1846.

BB¹⁷ A 146. 1846.

Notamment : Doss. 4. Important dossier sur les élections d'août 1846. Juin-août 1846.

BB¹⁷ A 147. *Numéro vacant.*

BB¹⁷ A 148. 1846-1847.

Notamment : Doss: 10. “ La locomotive ”, indicateur général des chemins de fer. Avril 1847.

BB¹⁷ A 149. 1847-1848.

Notamment : Doss. 10 et 11. Mort de Madame Adélaïde. Janvier-février 1848.

BB¹⁷ A 150. 1776 à 1789, 1815 et 1830.

Notamment : Doss. 2. Adresses à Louis XVIII après les Cent jours. 1815.

Doss. 3. Adresses à Louis-Philippe à l'occasion de son avènement. 1830.

BB¹⁷ A 151 à 153. 1815-1847.

Correspondance du bureau du Cabinet : objets divers ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ces liasses dont les pièces se rapportent à toute espèce de questions, judiciaires ou autres, ne doivent pas être confondues avec les liasses de BB¹⁷B qui contiennent presque exclusivement des lettres de recommandation pour des places ou des fonctions.

BB¹⁷ A 154. Autographes. 1816-1847.

BB¹⁷ B.

BB¹⁷ B 1 à 96. Travail courant du bureau du Cabinet. 1815-1836.

BB¹⁷ B 97. Personnel judiciaire : analyses des lettres de recommandation et minutes des réponses faites, classées par cours d'appel. 1831-1837.

BB¹⁷ B 98 à 101. Travail courant du bureau du Cabinet. 1837.

BB¹⁷ B 102. Personnel judiciaire : analyses des lettres de recommandation et minutes des réponses faites, classées par cours d'appel. 1838.

BB¹⁷ B 103 à 110. Travail courant du bureau du Cabinet. 1838-1839.

BB¹⁷ B 111 et 112. Personnel judiciaire : analyses des lettres de recommandation et minutes des réponses faites, classées par ordre chronologique. 1839-1840.

BB¹⁷ B 113 à 115. Travail courant du bureau du Cabinet. 1840.

BB¹⁷ B 116 et 117. Personnel judiciaire : analyses des lettres de recommandation et minutes des réponses faites, t classées par ordre chronologique. 1841.

BB¹⁷ B 118 à 120. Travail courant du bureau du Cabinet. 1841.

BB¹⁷ B 121 et 122. Personnel judiciaire : analyses des lettres de recommandation et minutes des réponses faites, classées par cours d'appel. 1842.

BB¹⁷ B 123. Officiers ministériels et affaires diverses : lettres de recommandation et minutes de réponses. 1842.

BB¹⁷ B 124 à 126. Travail courant du bureau du Cabinet. 1842.

BB¹⁷ B 127. Lettres de recommandation et minutes de réponses : officiers ministériels et affaires diverses. 1843.

BB¹⁷ B 128 et 129. Lettres de recommandation et minutes de réponses : personnel judiciaire; pièces classées par cours d'appel. 1843.

BB¹⁷ B 130 à 132. Travail courant du bureau du Cabinet. 1843.

BB¹⁷ B 133. Lettres de recommandation et minutes de réponses : officiers ministériels et affaires diverses. 1844.

BB¹⁷ B 134 et 135. Lettres de recommandation et minutes de réponses : personnel judiciaire, lettres classées par cours d'appel. 1844.

BB¹⁷ B 136 à 140. Travail courant du bureau du Cabinet. 1844-1845.

BB¹⁷ B 141. Personnel judiciaire : analyses des lettres de recommandation et minutes des réponses faites, classées par cours d'appel. 1845.

BB¹⁷ B 142. Officiers ministériels et affaires diverses : recommandations et réponses, ordre chronologique. 1845-1846.

BB¹⁷ B 143 et 144. Personnel judiciaire : analyses des lettres de recommandation et minutes des réponses faites, classées par cours d'appel. 1846.

BB¹⁷ B 145 et 146. Travail courant du bureau du Cabinet. 1846.

BB¹⁷ B 147. Personnel judiciaire : lettres de recommandation et minutes de réponses, classées par cours d'appel. 1847.

BB¹⁷ B 148 et 149. Travail courant du bureau du Cabinet. 1847-févr. 1848.

BB¹⁷ B 150. Demandes d'appui adressées au ministre Hébert pour des emplois dans d'autres administrations et remerciements reçus par ce même ministre. 1847-janv. 1848.

BB¹⁸. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE DE LA DIVISION CRIMINELLE.

La sous-série BB¹⁸, dont nous présentons l'État sommaire, constitue le fonds de la Division criminelle du Ministère de la Justice depuis l'an IV jusqu'à 1932, date des documents les plus récents.

Les dossiers qui la composent, versés aux Archives nationales entre 1827 et 1941, peuvent se répartir en trois grandes divisions :

I. La première division (BB¹⁸ 1 à 940) est classée par ordre départemental et concerne le Directoire, le Consulat, le Premier Empire et les premières années de la Restauration. (An IV -- 1816). On y distingue :

1° BB¹⁸ 1 à 85. -- Dossiers des délits relatifs à la conscription et au recrutement (an VII-1814).

2° BB¹⁸ 86 à 940. -- Dossiers des affaires criminelles (an II-1816) et correctionnelles (an III-1813) pour toutes matières sauf la conscription et le recrutement.

II. La deuxième division (BB¹⁸ 943 à 1810), classée chronologiquement, comprend les années 1814 à 1889. On y distingue quatre subdivisions ; les trois premières (BB¹⁸ 943 à 1795) ont fait l'objet, de la part de M. Lecestre, d'un triage⁽¹⁾, les documents d'intérêt historique ayant seuls été conservés :

⁽¹⁾ Par suite de ce triage, les liasses de BB¹⁸, sauf de rares exceptions, se sont amenuisées, aussi trouve-t-on la plupart du temps réunis dans un seul carton, qui porte les numéros des liasses extrêmes, les dossiers extraits de plusieurs liasses consécutives.

1° BB¹⁸ 943 à 1085. -- Cette subdivision s'étend de 1814, pour le bureau correctionnel, et de 1817, pour le bureau criminel, jusqu'à juillet 1822 :

a. 943 à 1012 (C 3), dossiers de matières correctionnelles, 1814-1822.

b. 1013 à 1085 (A 5), dossiers de matières criminelles et de jurisprudence, 1817-1822.

2° BB¹⁸ 1086 à 1381. -- En juillet 1822, les deux bureaux correctionnel et criminel furent réunis en un seul sous le nom de " bureau des affaires criminelles et correctionnelles ", mais on conserva la division matérielle des dossiers en deux séries parallèles :

a. 1086 à 1265 (A 6, A 7, A 8). Juillet 1822 -- février 1840.

b. 1266 à 1381 (A 6, A 7, A 8). Juillet 1822 -- février 1840.

3° BB¹⁸ 1382 à 1795. -- A partir de mars 1840 il n'y a plus qu'une série unique de dossiers jusqu'en décembre 1868 (A 9, A, A 2, A 3 et A 4).

4° BB¹⁸ 1796 à 1810. -- Dossiers correspondant approximativement aux années 1869 -- 1889. Résidus sans grand intérêt historique, survivance d'un fonds qui a été détruit dans les bureaux mêmes du Ministère de la Justice, aux environs de 1895.

III. La troisième division comprend les documents postérieurs à 1889. Ces dossiers sont

trop récents pour avoir fait l'objet d'un triage et ne sont pas communicables au public. Ils comprennent plusieurs subdivisions :

1° BB¹⁸ 1815 à 2877. -- Années 1890-1932.

Les numéros 1811 à 1814 et 2878 à 4000 ont été laissés vacants en vue de versements ultérieurs de la Division criminelle du Ministère de la Justice.

2° BB¹⁸ 4001 à 4238. -- Extraditions demandées par la France (1875 -- 1931) et par l'étranger (1899 -- 1930). Les numéros 4239 à 6000 ont été laissés vacants en vue de versements ultérieurs.

3° BB¹⁸ 6001 à 6334. -- Dossiers banaux (B L). 1874-1932.

La sous-série BB¹⁸ a déjà fait l'objet de plusieurs inventaires. Pour la première division classée par départements (i à 940), M. Lecestre a établi un état numérique. M. Bourgin a rédigé l'inventaire détaillé des articles 8 6 à 243 ⁽¹⁾ (Ain à Corse) et 739 à 805 (Seine). L'inventaire analytique de la deuxième division (943 à 1810) a été rédigé, pour les trois premières parties, par M. Caron et surtout par M. Lecestre; pour la quatrième (1796 à 1810) par MM. Patry et Guillemot. Cet inventaire, en 4 volumes, accompagné d'un table sur fiches, est l'instrument de travail indispensable pour toute recherche dans la sous-série BB¹⁸. Enfin pour la troisième division postérieure à 1889 un état numérique vient d'être achevé.

⁽¹⁾ Cet inventaire est poursuivi actuellement par M. Du Verdier.

L'établissement de l'État sommaire de la sous-série BB¹⁸ présentait de sérieuses difficultés. Pour le premier groupe de dossiers, classés par départements, groupe homogène réunissant des affaires de conscription et de recrutement de l'an VII à 1814, la tâche était facile, mais pour le deuxième groupe, où sont rassemblées les affaires criminelles et correctionnelles de l'an II à 1816 et dont seules deux tranches ont été inventoriées par M. Bourgin, il ne pouvait être question, dans un travail de ce genre, de donner d'autres indications que celles des départements intéressés. Il est bon de savoir cependant que l'on y trouvera des renseignements sur l'application des lois, l'évolution de la procédure, la répression des menées royalistes, le brigandage; les émigrés, le clergé, l'attitude des alliés en France, les cours prévotales des premières années de la Restauration. Les questions économiques et sociales y sont également représentées avec des dossiers sur le blocus continental, les banqueroutes, la fausse-monnaie, etc.

En ce qui concerne le groupe de dossiers classés chronologiquement, sans que les affaires qui s'y trouvent traitées aient aucun lien entre elles, il était impossible d'analyser séparément liasse par liasse, ce qui aurait conduit à signaler des dossiers sans importance et n'aurait pas permis de mettre en valeur l'évolution des événements historiques. Nous avons donc seulement noté les anaires intéressantes et le plus souvent représentées. Toute recherche approfondie dans la sous-série BB¹⁸ ne peut donc se borner à la consultation de cet état sommaire et doit être complétée par les inventaires manuscrits.

Cependant un travailleur de la province ou de l'étranger empêché de venir consulter aux Archives nationales les inventaires manuscrits aura, grâce à cet état sommaire, un aperçu de l'intérêt que présente la sous-série BB¹⁸ pour l'histoire du XIX^e siècle. Tous les grands événements de la vie politique de la France de 1815 à 1870 y sont représentés : l'occupation par les troupes étrangères, l'assassinat du duc de Berry en 1820, l'hostilité de l'opinion publique à l'avènement de Charles X, l'enthousiasme populaire au moment du retrait de la loi

sur la presse, le refus de payer l'impôt en 1829, la révolution de juillet, le complot de la duchesse de Berry, les troubles de l'Ouest et l'affaire La Rochejaquelein, les insurrections de novembre 1831 à Lyon, les journées des 5 et 6 juin 1832, le procès d'avril 1834, les attentats d'Alibaud, de Meunier et de Fieschi, l'amnistie de 1837, l'attentat de Quenisset contre le duc d'Aumale, la réforme électorale, la campagne des banquets, la révolution de février 1848, l'insurrection de juin, l'élection du Président de la République, les affaires de Rome et l'opposition du clergé, la réunion de la Savoie à la France, les réfugiés politiques en Suisse, le procès des Treize, etc.

En dehors des dossiers relatifs aux grandes affaires politiques, la majorité des documents concernent la surveillance ou la répression des manifestations hostiles au gouvernement : écrits, actes, propos et cris séditieux, délits de presse et de librairie, ils permettent d'étudier l'esprit public au XIX^e siècle et plus particulièrement l'histoire de la presse. Signalons aussi les dossiers concernant la surveillance de l'opposition, véritable tableau de l'histoire des partis pendant 50 ans.

La sous-série BB¹⁸ n'est pas seulement intéressante pour l'histoire politique et l'histoire de l'esprit public au XIX^e siècle; elle contient aussi des documents de premier ordre sur les questions sociales (grèves et coalitions ouvrières, désordres causés par l'emploi des machines, travail des femmes et des enfants, taux des salaires, durée de la journée de travail, etc.), les questions économiques (crises des subsistances de 1816-18 17, 1829-1830, 1839-1840, 1846-1847), les questions religieuses (antycléricisme, conflits entre catholiques et protestants, opposition du clergé au gouvernement, Petite Église, etc.), l'enseignement libre (fermetures d'écoles ouvertes sans autorisation), la traite des noirs, le brigandage (bandes de malfaiteurs, attaques de diligences), les sociétés secrètes et les mouvements de pensée politique (Fouriéristes, Saint-Simoniens, francs-maçons, société des droits de l'homme, etc.).

Notons en passant que la pauvreté de la sous-série F⁷, pour la période qui s'étend de 1830 à 1870, ajoute à la valeur des documents de BB¹⁸ pour ces mêmes années.

Enfin les historiens de la troisième République, sauf pour les vingt premières années qui ne sont représentées que par les articles BB¹⁸ 1796 à 1810, pourront, quand les documents seront communicables, trouver dans cette sous-série une ample documentation.

I. CLASSEMENT DÉPARTEMENTAL.

BB¹⁸ 1 à 85. Délits relatifs à la conscription et au recrutement (réfractaires, déserteurs, substitutions, remplacements, etc.) an VII-1814.

1. Ain, Aisne.
2. Allier.
3. Basses-Alpes, Hautes-Alpes.
4. Apennins.
5. Ardèche.
6. Ardennes.
- 7 et 8. Ariège.

9. Arno, Aube.
- 10 et 11. Aude.
12. Aveyron.
13. Bouches-du-Rhône.
14. Calvados.
15. Cantal.
16. Charente, Charente-Inférieure, Cher.
17. Corrèze, Corse.
18. Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Doire.
19. Dordogne.
20. Doubs, Drôme.
21. Dyle.
22. Escaut.
23. Eure, Eure-et-Loir, Finistère.
- 24 et 25. Gard.
- 26 à 28. Haute-Garonne.
29. Gênes.
30. Gers
31. Gironde.
32. Hérault.
33. Ille-et-Vilaine, Indre.
34. Indre-et-Loire, Isère, Jemmapes, Jura.
35. Landes
36. Léman.
37. Loir-et-Cher, Loire.
38. Haute-Loire.
39. Loire-Inférieure, Loiret.
40. Lot.
41. Lot-et-Garonne.

42. Lozère.
43. Lys.
44. Maine-et-Loire, Manche.
45. Marengo.
46. Marne, Haute-Marne.
47. Mayenne, Meurthe, Meuse.
48. Montenotte, Mont-Blanc.
49. Mont-Tonnerre.
50. Morbihan, Moselle.
51. Deux-Nèthes.
52. Nièvre.
- 53 et 54. Nord.
55. Oise, Orne.
56. Ourthe.
57. Pas-de-Calais.
58. Pô.
59. Puy-de-Dôme.
60. Basses-Pyrénées.
61. Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales.
62. Bas-Rhin, Haut-Rhin.
63. Rhin-et-Moselle.
64. Rhône.
65. Roer, Rome.
66. Sambre-et-Meuse, Haute-Saône.
67. Saône-et-Loire.
68. Sarre.
69. Sarthe.
- 70 à 73. Seine.
74. Seine-Inférieure, Seine-et-Marne.

75. Seine-et-Oise, Deux-Sèvres.

76. Somme.

77. Stura.

78. Tarn, Tarn-et-Garonne.

79. Taro.

80. Trasimène.

81. Var, Vaucluse.

82. Vendée, Vienne.

83. Haute-Vienne.

84. Vosges, Yonne.

85. Bouches-de-la-Meuse, Bouches-de-l'Yssel, Ems-Occidental, Ems-Oriental, Frise, Yssel-Supérieur, Zuyderzée.

BB¹⁸ 86 à 940. Affaires criminelles (an II-1816) et correctionnelles (an. III-1813) : toutes matières sauf la conscription et le recrutement.

86 à 91. Ain. An IV-1816.

92 à 100. Aisne. An IV-1816.

101 à 107 Allier. An IV-1816.

108 à 110. Basses-Alpes. An IV-1816.

111 à 113. Hautes-Alpes. An IV-1813.

114 à 120. Alpes-Maritimes. An IV-1810⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir supplément dans [BB¹⁸ 930](#).

121 à 123. Apennins. 1806-1814.

124 à 127. Ardèche. An IV-1816.

128 à 134. Ardennes. An V-1816.

135 à 142. Ariège. An IV-1816.

143 à 145. Arno. 1809-1814.

146 à 151. Aube. An VI-1816.

152 à 162. Aude. An IV-1813.

163 à 167. Aveyron. An IV-1813.

168 et 169. Bouches-de-l'Elbe. 1811-1813.

170. Bouches-de-l'Yssel, Bouches-de-l'Escaut, 1810-1813.

171 et 172. Bouches-de-la-Meuse. 1810-1813.

173. Bouches-du-Rhin. 1810-1813.

174 à 198. Bouches-du-Rhône. An IV-1816.

199. Bouches-du-Weser. 1812-1813.

200 à 213. Calvados. An IV-1816.

214 à 217. Cantal. An IV-1813.

218 à 221. Charente. An IV-1816.

222 à 228. Charente-Inférieure. An IV-1816.

229 à 232. Cher. An VI-1816.

233 à 235. Corrèze. An IV-1810.

236 à 243. Corse. An IV-1816.

244 à 250. Côte-d'Or. An IV-1816.

251 à 256. Côtes-du-Nord. An IV-1816.

257 à 259. Creuse. An IV-1816.

260. Doire. An XI-1813.

261 à 266. Dordogne. An IV-1816.

267 à 276. Doubs. An IV-1816.

277 à 282. Drôme. An IV-1816.

283 à 291. Dyle. An IV-1814⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir supplément dans [BB¹⁸ 931](#).

292. Ems-Supérieur, Ems-Oriental. An XII-an XIII.

293 à 296. Escaut. An IV-1813⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir supplément dans [BB¹⁸ 932](#).

297 à 305. Eure. An IV-1816.

306 à 310. Eure-et-Loir. An IV-1816.

311 à 315. Finistère. An IV-1815. Forêts (voir [BB¹⁸ 933](#) et [934](#).)

316. Frise. 1811-1812.

316 à 327. Gard. An IV-1816

328 à 342. Haute-Garonne. An IV-1816.

343 à 346. Gênes. An XIII-1813.
347 à 351. Gers. An IV-1813.
352 à 363. Gironde. An IV-1816.
364 à 372. Hérault. An IV-1816.
373. Ile d'Elbe. An XI-1813.
374 à 381. Ille-et-Vilaine. An IV-1816.
382 à 385. Indre. An IV-1816.
386 à 393. Indre-et-Loire. An IV-1816.
394 à 399. Isère. An VI-1816.
399. Issel-Supérieur. 1811-1813.
400 à 405. Jemmapes. An IV-1808⁽³⁾.
⁽³⁾ Voir supplément dans [BB¹⁸ 935](#).
406 à 412. Jura. An III-1815.
413 à 419. Landes. An IV-1815.
420 à 422. Léman. An VII-1808.
423. Lippe. 1811-1813.
424 à 432. Loir-et-Cher. An IV-1816.
433 à 438. Loire. An IV-1816.
439 à 443. Haute-Loire. An IV-1816.
444 à 452. Loire-Inférieure. An VI-1816.
453 à 459. Loiret. An IV-1816.
460 à 465. Lot. An IV-1816.
466 à 470. Lot-et-Garonne. An IV-1816.
471 à 475. Lozère. An IV-1813.
476 à 480. Lys. An IV-1809⁽¹⁾.
⁽¹⁾ Voir supplément dans [BB¹⁸ 936](#).
481 à 485. Maine-et-Loire. An IV-1816.
486 à 493. Manche. An IV-1816.
494 à 498. Marengo. An X-1813.
499 à 506. Marne. An IV-1816.

- 507 à 511. Haute-Marne, An IV-1816.
- 512 à 518. Mayenne. An IV-1816.
519. Méditerranée. 1809-1813.
- 520 à 525. Meurthe. An IV-1813.
- 526 à 530. Meuse. An IV-1816.
- 531 à 533. Meuse-Inférieure. An IV-1813⁽²⁾.
- ⁽²⁾ Voir supplément d'ans BB¹⁸ 937.
- 534 à 537. Mont-Blanc. An IV-1813⁽³⁾.
- ⁽³⁾ Voir supplément dans BB¹⁸ 938.
- 538 et 539. Montenotte. 1806-1813.
- 540 à 542. Mont-Terrible. An IV-an IX.
- 543 à 550. Mont-Tonnerre. An VI-1813.
- 551 à 554. Morbihan. An IV-1815.
- 555 à 562. Moselle. An IV-1813.
- 563 à 571. Deux-Nèthes. An IV-1814.
- 572 à 578. Nièvre. An IV-1810.
- 579 à 601. Nord. An IV-1816.
- 602 à 608. Oise. An IV-1816.
- 609 à 615. Orne. An V-1815.
- 616 à 620. Ourthe. An IV-1814.
- 621 à 633. Pas-de-Calais. An IV-1816.
- 634 à 638. Pô. An X-1814.
- 639 à 644. Puy-de-Dôme. An IV-1816.
- 645 à 651. Basses-Pyrénées. An IV-1816.
- 652 à 655. Hautes-Pyrénées, An IV-1816.
- 656 à 660. Pyrénées-Orientales. An IV-1816.
- 661 à 673. Bas-Rhin. An IV-1816.
- 674 à 679. Haut-Rhin. An VI-1816.
- 680 à 684. Rhin-et-Moselle. An IX-1813.
- 685 à 693. Rhône. An IV-1816.

694 à 699. Roer. An IX-1814.
700 à 702. Rome. 1810-1814.
703 à 709. Sambre-et-Meuse. An IV-1813.
710 à 719. Haute-Saône. An IV-1816.

720 à 727. Saône-et-Loire. An IV-1816.
728 à 732. Sarre. An IX-1813.
733 à 738. Sarthe. An IV-1816.
739 à 805. Seine. An IV-1816.
806 à 821. Seine-Inférieure. An IV-1816.
822 à 829. Seine-et-Marne. An IV-1816.
830 à 840. Seine-et-Oise. An III-1816.
841 Sesie. An XI-1813.
842 à 844. Deux-Sèvres. An IV-1816.
845. Simplon. 1811-1813.
846 à 856. Somme. An IV-1816.
857 à 861. Stura. An X-1813.
862. Tanaro. An x-an XIII.
863 à 869. Tarn. An IV-1816.
870. Tarn-et-Garonne. 1809-1816.
871 à 873. Taro. 1806-1814.
874. Trasimène. 1810-1814.
875 à 887. Var. An IV-1816.
888 à 899. Vaucluse. An IV-1816.
900 à 903. Vendée. An IV-1816.
904 à 906. Vienne. An II-1816.
907 à 911. Haute-Vienne. An III-1816.
912 à 915. Vosges. An II-1816.
916 à 926. Yonne. An IV-1816.
927. Hollande. 1811.

Yssel-Supérieur (voir Issel-Supérieur).

928. Zuyderzée. 1806-1814.

929. Rive gauche du Rhin (Rapports des chefs d'escadron de gendarmerie sur les délits commis en haine de la République). An VI-an VIII.

930. Alpes-Maritimes (supplément). An IV-1813.

931. Dyle (supplément). An IV-1813.

932. Escaut (supplément). An IV-1813.

933 et 934. Forêts. An IV-1813.

935. Jemmapes (supplément). An IV-1813.

936. Lys (supplément). An IV-1813.

937. Meuse-Inférieure (supplément). An IV-1810.

938. Mont-Blanc (supplément). An IV-1813.

939 et 940. Pays conquis. An IV-1813.

Les numéros 941 et 942 sont vacants.

II. CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE.

BB¹⁸ 943 à 1011. Deuxième bureau de la Division criminelle (C. 3. n^{os} 5 à 6798). Janvier 1814-juin 1822 (quelques dossiers postérieurs).

943-951 ⁽¹⁾. D^{rs} 5 à 980 C. 3. Janvier 1814-octobre 1817⁽²⁾.

⁽¹⁾ Comme l'indique la notice préliminaire de la sous-série BB¹⁸, le triage ayant réduit sensiblement le volume des liasses, plusieurs cartons ont été généralement fondus en un seul article, qui porte les numéros extrêmes des anciennes liasses.

⁽²⁾ On trouvera principalement dans BB¹⁸ 943-951 des dossiers concernant les troubles à l'occasion de la perception des impôts indirects.

952-954. D^{rs} 986 à 1300 C. 3. 1815-1817.

Notamment : 953, d^r 1143 C. 3, application de la loi du 29 octobre 1815 sur les mesures de sûreté générale; individus arrêtés dans le ressort de la Cour de Paris pour délits politiques, 1815-1817.

955-956. D^{rs} 1301 à 1539 C. 3. Décembre 1815-mai 1817.

957-958. D^{rs} 1544 à 1771 C. 3. Janvier-mai 1816.

959-961. D^{rs} 1775 à 2140 C. 3. Mars-août 1816.

962-963. D^{rs} 2142 à 2399 C. 3. Janvier 1816-novembre 1817.

964-967. D^{rs} 2402 à 2780 C. 3. Juillet 1816-septembre 1817.

968-970. D^{rs} 2781 à 3099 C. 3. Octobre 1816-août 1817.

971-974. D^{rs} 3101 à 3498 C. 3. Février 1817-avril 1820.

975-979. D^{rs} 3503 à 3958 C. 3. Février 1817-novembre 1821⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les cartons BB¹⁸ 952-954 à BB¹⁸ 975-979 contiennent, entre autres, de nombreux dossiers relatifs à des propos, cris et chants séditieux, des nouvelles fausses ou alarmantes, des placards hostiles au gouvernement, des insultes au Roi ou à la cocarde blanche, etc., ou des affaires concernant les subsistances.

Notamment : 979, d^r 3923 C. 3, faux Louis XVII : affaire Mathurin Bruneau. Mars 1817-novembre 1821.

980-984. D^{rs} 3963 à 4394 C. 3. Janvier 1818-août 1823.

985-989. D^{rs} 4408 à 4879 C. 3. Août 1818-avril 1821.

990-994. D^{rs} 4887 à 5293 C. 3. Mars 1819-mai 1820.

995-999. D^{rs} 5305 à 5734 C. 3. Octobre 1819-avril 1823.

1000-1006. D^{rs} 5744 à 6319 C. 3. Juin 1820-mars 1824.

1007-1011. D^{rs} 6351 à 6798 C. 3. Mai 1820-janvier 1825.

Le numéro 1012 est vacant.

BB¹⁸ 1013 à 1085. Premier bureau de la Division criminelle (Dossiers A. 5 n^{os} 6 à 5908). Janvier 1817-juin 1822 (quelques dossiers postérieurs)⁽¹⁾.

⁽¹⁾ L'enregistrement (incomplet) des dossiers des séries numérotées BB¹⁸ 943 à 1011 et BB¹⁸ 1013 à 1085 se trouve dans les registres cotés aujourd'hui BB²⁹ 231, 232 et 246.

1013-1016. D^{rs} 6 à 272 A. 5. Janvier 1816-février 1819.

1017-1019. D^{rs} 282 à 496 A. 5. Mars 1817-mai 1825.

Notamment : 1018, d^r 363 A. 5, insurrection de Lyon du 8 juin 1817 (mars 1817-mai 1825); d'386 A. 5, affaire de l'assassinat de Fualdès, 1819-1823.

1020-1022. D^{rs} 506 à 749 A. 5. Avril 1817-septembre 1822.

1023-1025. D^{rs} 751 à 992 A. 5. Mai 1817-mai 1818.

1026-1029. D^{rs} 1007 à 1306 A. 5. Juillet 1817-février 1823.

1030-1035. D^{rs} 1312 à 1785 A. 5. Août 1817-février 1822.

Notamment : 1033, d^r 1633 A. 5, procès Tabaret, suite de la conspiration de Grenoble en 1816 (janvier 1818-février 1822); 1034, d^r 1643 A. 5, poursuites contre des complices de l'insurrection de Lyon, août 1817-juin 1818; 1035, d^r 1736 A. 5, tentative d'assassinat à Paris sur le duc de Wellington, 1818-1819.

1036-1042. D^{rs} 1819 à 2397 A. 5. Mars 1818-novembre 1823⁽¹⁾. 1043-1048. D^{rs} 2407 à 2881 A. 5. Septembre 1818-janvier 1831⁽²⁾.

⁽¹⁾ Les cartons cotés BB¹⁸ 1013-1016 à BB¹⁸ 1036-1042 contiennent principalement des

dossiers concernant des brigandages, des propos, cris ou emblèmes séditeux, des affaires relatives aux subsistances.

⁽²⁾ Le carton BB¹⁸ 1043-1048 contient, entre autres, des dossiers concernant les excès commis par des soldats des armées alliées.

Notamment : 1047, d^r 2795 A. 5, état des condamnés à la déportation, février-mai 1819; 1048, d^r 2854 A. 5, troubles des 7 et 8 mars 1819 à Nîmes, mars 1819-janvier 1831.

1049-1056. D^{rs} 2901 à 3487 A. 5. mars 1819-novembre 1827.

1057-1065. D^{rs} 3518 à 4188 A. 5. Octobre 1819-septembre 1822.

Notamment : 1060 et 1061 (en entier), 1062 et 1063 (*passim*) dossiers relatifs à l'assassinat du duc de Berry. Février-octobre 1820.

1066-1079. D^{rs} 4209 à 5414 A. 5. Août 1820-juin 1824.

Notamment : condamnés de 1815 (demandes d'amnistie, d'autorisation de rentrer en France, amnistie accordée : 1069, d^r 4466 A. 5, général Ameil; 1073, d^r 4855 A. 5, général baron de Brayer; 1077, d^r 5256 A. 5, général comte H. Gr. Bertrand; 1079, d^r 5371 A. 5, général Lefebvre-Desnoëttes, etc.).

1080-1085. D^{rs} 5443 à 5908 A. 5, Janvier 1822-novembre 1825.

Notamment : 1080, d^r 5443 A. 5, demande de transfert de Reims à Châlons de la Cour d'assises de la Marne, janvier-octobre 1822; d^r 5501 A. 5, retour en France sans autorisation des ex-conventionnels Montaut-Maribon et Descamps, janvier-mai 1822.

BB¹⁸ 1086 à 1265. Bureau des affaires criminelles et correctionnelles, 1^{re} série (cotes A. 6, A. 7, A. 8). Juillet 1822-février 1840 (quelques dossiers postérieurs)⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Nous ne possédons qu'une partie des registres d'enregistrement des dossiers de cette 1^{re} série et de la 2^e série (BB¹⁸ 1266 à 1381), pour la fin d'A. 7 et A. 8, sous les cotes modernes BB²⁹ 320 à 323.

1086-1094. D^{rs} 41 à 1383 A. 6. Juillet 1822-août 1829.

1095-1109. D^{rs} 1432 à 3637 A. 6. Avril 1823-décembre 1826.

1110-1117. D^{rs} 3557 à 4597 A. 6. Janvier 1824-mars 1826.

Notamment : 1111, d^r 3689 A. 6, rixes graves à Pau entre les habitants et les militaires du 55^e rég^t de ligne, en juillet et août 1824; 1112 à 1117 (*passim*), outrages au Roi et à la famille royale, manifestations bonapartistes.

1118-1128. D^{rs} 4607 à 6161 A. 6. décembre 1824-juillet 1830.

1129-1141. D^{rs} 6189 à 7894 A. 6. Juin 1825-décembre 1839.

1142-1152. D^{rs} 7910 à 9552 A. 6. Août 1826-avril 1829.

Notamment : 1148, d^{rs} 8905, 8912, 8915, 8919 A. 6, illuminations et manifestations à propos du retrait de la loi sur la presse; 1149, d^r 8963 A. 6, *idem*. Avril-mai 1827.

1153-1165. D^{rs} 9560 A. 6 à 1245 A. 7. Septembre 1827-juin 1830⁽²⁾.

⁽²⁾ Un dossier (1156 A. 7) contient des pièces depuis 1816.

1166-1174. D^{rs} 1309 à 2474 A. 7. Octobre 1828-mai 1830.

Notamment : 1171 et 1172, *passim*, troubles causés par la rareté et la cherté des subsistances, avril-novembre 1829.

1175-1181. D^{rs} 2503 à 3318 A. 7. Août 1829-novembre 1830.

1182-1187. D^{rs} 3324 à 4150 A, 7. Mars 1830-1836 ⁽³⁾.

⁽³⁾ On trouvera principalement dans BB¹⁸ 1186, 1187 et 1188 des dossiers concernant les troubles, désordres, agitations, pillages en 1830.

Notamment : 1186, d^r 3902 A. 7, effet produit à Angers par les premiers événements de Paris, juillet 1830; d^r 3950 A.7, pillages de châteaux dans la Corrèze ; d^r 3961 A. 7, *idem* dans la Dordogne. Août 1830.

1188-1193. D^{rs} 4163 à 4994 A. 7. Septembre 1830-décembre 1831⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir note précédente.

Notamment : 1191, d^r 4599 A 7, manifestations et menées contre le gouvernement dans la Charente-Inférieure; d^r 4622 A. 7, *idem* dans la Seine-Inférieure; 1192, d^r 4665 A, 7, *idem* dans le Gard. Décembre 1830-février 1831.

1194-1200. D^{rs} 5010 à 6273 A. 7. Février 1831-mai 1839.

1201-1206. D^{rs} 6284 à 7293 A. 7. Novembre 1831-août 1837.

Notamment : *passim*, demandes d'indemnités pour dommages subis en 1815 ou condamnation politique sous la Restauration; 1205, d^{rs} 7040, 7045 A. 7, choléra, avril 1832; 1206, d^{rs} 7128, 7143, 7200 A. 7, *idem*, avril-mai 1832; d^r 7269 A. 7, affaire Guillemot et autres (complot contre le gouvernement), 1832-1834.

1207-1211. D^{rs} 7301 à 8218 A. 7. Mai 1832-janvier 1834.

Notamment : 1209, d^r 7771 A. 7, proposition de complot contre le gouvernement, septembre-octobre 1832; d^{rs} 7853, 7870 A. 7, individus impliqués dans la conspiration de Toulon, septembre-décembre 1832; 1211, d^r 8106 A. 7, troubles à Nîmes en août 1832 (renvoi des accusés devant la Cour d'assises de l'Ardèche), novembre-décembre 1832.

1212-1218. D^{rs} 8259 à 9599 A. 7. Décembre 1832 -- juillet 1834.

Notamment : 1214, d^r 8729 A 7, extraits demandés, par un ancien armateur, des jugements des tribunaux révolutionnaires de Brest et de Bordeaux qui, en 1793, l'avaient condamné pour avoir contribué à l'évasion des députés girondins, mars-juillet 1833.

1219-1226. D^{rs} 9608 A. 7 à 1196 A. 8. Septembre 1833 -- janvier 1835.

Notamment : *passim*, demandes d'indemnités pour condamnations politiques sous la Restauration, 1833-1834.

1227-1235. D^{rs} 1208 à 2977 A 8. Octobre 1834-août 1836⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Sur les registres d'enregistrement des dossiers de cette 2^e série, voir page 95, note 1.

Notamment.: 1233. d^r 2400 A. 8, effet produit à Nîmes par le nouvel attentat du 28 juillet contre le Roi; d^r 2410 A. 8, *idem* à Aix et à Marseille. Août 1835.

1236-1247. D^{rs} 3001 à 5396 A 8. Décembre 1835-janvier 1839⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir note précédente.

Notamment : 1239, d^r 3685 A. 8, le S^r de Naundorff, se disant Louis XVII, demande la restitution de ses papiers ; diverses pièces sur ce personnage, juin 1836-décembre 1837.

1248-1257. D^{rs} 5423 à 7382 A. 8. Décembre 1836-août 1842.

Notamment: 1254, d^r 6692 A. 8, désordres à Bartenheim (Haut-Rhin) pour empêcher la construction du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, juin-août 1838.

1258-1265. D^{rs} 7412 à 9034 A. 8. Janvier 1839-octobre 1841⁽³⁾.

⁽³⁾ BB¹⁸ 1259 contient surtout des dossiers d'affaires électorales.

BB¹⁸ 1266 à 1381. Bureau des affaires criminelles et correctionnelles, 2^e série (cotes A 6, A 7 et A 8). Juillet 1822-février 1840 (quelques dossiers postérieurs)⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Sur les registres d'enregistrement des dossiers de cette 2^e série, voir page 95, note 1.

1266-1273. D^{rs} 19 à 2529 A 6. Juillet 1822-août 1828⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Dans BB¹⁸ 1269 à 1273, on trouvera principalement des dossiers concernant la traite des noirs.

Notamment : 1268, d^r 643 A 6, complot du général Berton ; procès et exécution des condamnés, juillet-octobre 1822; 1272, d^r 1807 A 6, procès des carbonari de la Corse devant la Cour de Montpellier, juin 1823-mars 1824.

1274-1283. D^{rs} 2645 à 5899 A 6. Novembre 1823-février 1850.

Notamment : 1282, d^r 5390 A 6, procès contre Ouvrard, Sicard et autres, à propos des fournitures faites à l'armée d'Espagne en 1823, avril 1825-janvier 1826 ; d^r 5418 A 6, assassinat de Paul-Louis Courier dans la forêt de Larçay, avril 1825-juin 1830 ; 1283, d^r 5623 A 6, amnistie accordée par Charles X à l'occasion de son sacre, mai 1825-mars 1831.

1284-1287. D^{rs} 5958 à 6765 A 6. Juin 1825-juin 1831.

Notamment : 1287, d^{rs} 6701 et 6734, franchise postale des magistrats 1826-1829, (voir aussi BB¹⁸ 1288, d^{rs} 6769, 7032 A 6 et BB¹⁸ 1289, d^r 7117 A 6).

1288-1289. D^{rs} 6769 à 7351 A 6. Janvier 1826-mai 1829⁽²⁾.

⁽²⁾ De nombreux dossiers sur la traite des noirs se trouvent dans BB¹⁸ 1289 à 1292.

Notamment : 1288, d^r 6784 A 6, fixation du prix de la journée de travail pour l'application des amendes de police ; tableaux et arrêtés des préfets, par départements, 1826 (voir aussi BB¹⁸ 1300, d^r 502 A 7 et BB¹⁸ 1304, d^r 1177 A 7).

1290-1297. D^{rs} 7390 à 9654 A 6. Mai 1826-1831⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir note précédente.

Notamment : 1296. d^r 9400 A 6, relevés des jugements rendus par les tribunaux du ressort de la Cour de Paris pour délits de presse et de librairie, 1829-1831.

1298-1302. D^{rs} 9744 A 6 à 930 A 7. 1826-1834⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le dossier 9744 A 6, sur l'établissement du jury en Corse en remplacement de la Cour spéciale de juridiction criminelle, contient des documents depuis 1811.

Notamment : 1302, d^r 900 A 7, circulaires relatives aux journaux et écrits périodiques, rapports des procureurs généraux sur les journaux qui se publient dans leur ressort, juin-juillet 1828.

1303-1305. D^{rs} 963 à 1525 A 7. 1827-1834.

Notamment : 1304, d^r 1211 A 7, arrestation d'une bande de catalans carlistes réfugiés en France en 1827, avec l'intention d'envahir à main armée le territoire espagnol, septembre 1828-septembre 1830.

1306-1310. D^{rs} 1553 à 2626 A 7. Janvier 1829-1840.

Notamment : 1309, d^r 2330 A 7, nouvelle répartition des brigades de gendarmerie dans les départements ; observations des procureurs généraux, juin 1829-1830 ; 1310, d^r 2621 A 7, affaire de l'attaque de Puycerda par des bandes de réfugiés espagnols partis des arrondissements de Prades et de Céret, septembre 1829 -- octobre 1830.

1311-1314. D^{rs} 2705 à 3679 A 7. 1826-1837.

Notamment : 1312, d^r 3174 A 7, manifeste adressé aux Français par “ Louis Charles de Bourbon, duc de Normandie, fils de Louis XVI ”, janvier -- février 1830 ; 1313, d^r 3385 A 7, nouveau code militaire suisse applicable aux régiments suisses au service de la France, février -- juillet 1830.

1315. D^{rs} 3701 à 3998 A 7. 1830-1835.

Notamment: d^r 3998 A 7, troubles politiques dans le Gard et accessoirement dans l'Aude et le Tarn, 1830-1831.

1316. D^{rs} 4002 à 4273 A 7. 1827-1843.

Notamment : d^r 4247 A 7, désignation des présidents d'assises dans le ressort des diverses cours d'appel. ,

1317-1318. D^{rs} 4287 à 4735 A 7. 1830-1841,

Notamment : 1317, d^r 4291 A 7, organisation générale des gardes nationales du royaume, conseils de discipline, etc., 1831; 1318, d^r 4735 A 7, mouvement insurrectionnel dans l'arrondiss^t. de Bressuire, affaire du S^r Diot et de ses complices, manifestation aux obsèques de Diot. 1831-1841.

1319-1320. D^{rs} 4766 à 5278 A 7. 1830-1841,

Notamment : 1319, d^r 4766 A 7, troubles de l'Ouest, en 1830-1831 ; d^r 4875 A 7, circulaires aux procureurs généraux pour leur demander des rapports de quinzaine sur la situation morale et politique de leurs ressorts (rapports de plusieurs cours, 1840-1841 ; rapport sur le communisme dans le Midi), 1831-1841 ; 1320, d^r 5099 A 7, associations dites nationales pour l'expulsion perpétuelle de la branche aînée des Bourbons (circulaire à ce sujet), avril-mai 1831 ; d^r 5243 A 7, lettre imprimée du “ duc de Normandie ” aux Français, 31 mars 1831.

1321-1323. D^{rs} 5311 à 6216 A 7. 1831-1837,

Notamment : 1321, d^r 5380 A 7, troubles de l'Ouest, poursuite des insurgés par le général Bonet, 1831 ; 1322, d^r 5678 A 7, *idem*, affaire des Suisses embauchés pour aller servir dans les départements de l'Ouest, 1831-1832 ; d^r 5727 A 7, ouverture sans autorisation d'une école

publique à Paris, rue des Beaux-Arts, par les S^{rs} Lacordaire, Montalembert et Decoux, 1831 ; d^r 5877 A 7, troubles de l'Ouest, affaire du S^{rs} Blanchard, chef de chouans, 1831-1834.

1324-1326. D^{rs} 6248 à 6994 A 7. 1831-1838.

Notamment : 1324, d^r 6a48 et 6312 A 7, troubles de l'Ouest, 1831-1836 ; 1326, d^r 6885 A 7, insurrection de Lyon (novembre 1831), poursuite contre les insurgés, 1831-1832.

1327. D^{rs} 7016 à 7153 A 7. 1832-1850.

Notamment : d^r 7153 A 7, affaire de la saisie du navire Carlo Alberto émeute légitimiste à Marseille, débarquement de la duchesse de Berry et suites de cette affaire. 1832-1833.

1328-1330. D^{rs} 7171 à 7900 A 7. 1832-1846.

Notamment: 1328, *passim*, affaires de l'Ouest ; 1330, d^r 7809 A 7, tenue des assises de Loir-et-Cher (fin 1832, procès politiques instruits à Nantes), 1832-1833.

1331-1333. D^{rs} 7913 à 8478 A 7. 1831-1843.

Notamment : 1331, d^{rs} 7964 et 8067 A 7, procès des individus compromis dans la tentative d'insurrection de l'Ouest, 1832-1835 ; 1332 et 1333. *passim*, adresses, manifestations en faveur de la duchesse de Berry, 1832-1833.

1334-1336. D^{rs} 8505 à 9098 A 7. 1833-1834.

1337-1338. D^{rs} 9101 à 9590 A 7. 1832-1845.

Notamment : 1337, d^r 9101 A 7, assassinat de deux réfugiés italiens à Rodez (crime politique; part qu'y aurait prise Mazzini). 1833-1845 ; 1338, d^r 9590 A 7, affaire des généraux Clouet, de La Rochejaquelein, Bourmont et autres (affaires de l'Ouest), 1832-1842.

1339-1340. D^{rs} 9611 à 10030 A 7. 1833-1834⁽¹⁾.

⁽¹⁾ L'article--? BB¹⁸ 1339-1340 contient, entre autres, de nombreux dossiers relatifs à des troubles, manifestations et menées légitimistes, d'autre part, à des articles, provocations, etc. contre la personne du Roi.

Notamment : 1339, d^r 9611 A 7, poursuites contre les S^{rs} Pinault, Myonnet, de Maquillé, Burolleau et de Quatrebarbes députés par la jeunesse d'Anjou auprès du comte de Chambord et arrêtés à Strasbourg, 1833.

Les numéros 1341 à 1352 sont vacants⁽²⁾.

⁽²⁾ Ils contenaient des dossiers relatifs aux flaires criminelles d'Algérie, de 1832 à 1848 ; il ne s'y trouvait que des affaires de droit commun.

1353-1354¹ D^{rs} 5 à 341 A 8. 1833-1835.

Notamment : 1354¹, d^r 341 A 8, procès des accusés d'avril 1834 (1^{er} dossier), 1833-1835.

1354²-1355, D^{rs} 341 à 775 A 8. 1833-1835⁽³⁾.

⁽³⁾ Peuvent être notés dans BB¹⁸ 1355 quelques dossiers concernant des associations et menées républicaines.

Notamment : 1354², d^r 341 A 8, procès des accusés d'avril 1834 (2^e dossier), 1833-1835.

1356-1358. D^{rs} 854 à 1992 A 8. 1832-1849.

Notamment: 1356, d^r 864 A 8, répercussion, dans le ressort de Pau, des événements d'Espagne. mesures prises, etc., 1834-1835; 1357, d^r 1356 A 8, affaire dite de Bressuire (Deux-Sèvres), procès de 43 individus inculpés de chouannerie, 1834-1835.

1359-1361. D^{rs} 2116 à 2985 A 8. 1835-1837.

Notamment : 1359, d^r 2377 A 8, attentat de Fieschi (28 juillet), répercussion dans les départements, recherche des complices présumés, 1835 et 2 pièces de 1855 ; d^r 2379 A 8, arrestation à Nantes de Raspail et Michel de Bourges, août 1835 ; 1360, d^r 2613 A 8, complot républicain de Toulouse (sept. 1835), enquête et poursuites 1835-1836.

1362-1366. D^{rs} 3019 à 5026 A 8. 1835-1843 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ L'article BB¹⁸ 1362-1366 contient principalement des dossiers relatifs à des articles offensants pour le Roi, à des propos séditieux à l'occasion de l'attentat d'Alibaud, à des poursuites contre des journaux.

Notamment: 1363, d^r 3769 A 8, effet produit dans les ressorts de Lyon et de Montpellier par l'attentat du 25 juin, juin-août 1836; d^r 3789 A 8, renseignements fournis par le procureur général de Montpellier sur Alibaud, auteur de l'attentat; effet produit par l'attentat dans les ressorts de Nîmes, d'Aix et de Pau, juillet 1836; 1365, d^r 4503 A 8, affaire du complot d'Avesnes (1837), 1837-1843.

1367. D^r 5074 A 8. Amnistie du 8 mai 1837 (correspondance ; application de l'amnistie), 1837-1839 (voir aussi BB¹⁸ 1382, d^r 168 A 9). 1368-1370. D^{rs} 5048 à 5872 A 8. 1837-1850⁽²⁾.

⁽²⁾ Les articles BB¹⁸ 1368 à 1375 renferment notamment des dossiers concernant des poursuites contre des journaux.

Notamment : 1368, d^r 5245 A 8, question du transport des condamnés et des voitures cellulaires, 1837-1850; 1370, d^r 5872 A 8, faits de chouannerie dans le Morbihan et départements voisins ; intrigues légitimistes de la comtesse du Botdéro. 1837-1839.

1371-1375. D^{rs} 6016 à 7446 A 8. 1823-1856 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir note précédente.

Notamment : 1373, d^r 7032 A 8, question du transfert de Carpentras à Avignon de la Cour d'assises de Vaucluse, 1823-1849; 1375, d^r 7397 A 8, troubles et entraves à la circulation des grains dans les départements de la Charente-Inférieure et des Deux-Sèvres, achats de grains à Barbezieux pour le compte de l'étranger, janvier 1839.

1376-1377. D^{rs} 7543 à 7981 A 8. 1832-1842 ⁽²⁾.

⁽²⁾ Des dossiers d'affaires électorales se trouvent principalement dans BB¹⁸ 1376.

Notamment : 1377, d^r 7835 A 8, affaire des 12 et 13 mai 1839, mai-juillet 1839 ; d^r 7873 A 8, association légitimiste découverte à Avignon, 1839.

1378-1379. D^{rs} 8002 à 8575 A 8. 1839-1841.

Notamment : 1378, d^{rs} 8254, 8353 A 8, troubles amenés par l'augmentation du prix des grains à La Rochelle et dans la Charente-Inférieure, dans le département de la Sarthe, août 1839-février 1840; 1379, d^{rs} 8388, 8520 A 8, *idem* dans l'Orne et l'Ille-et-Vilaine, octobre-décembre 1839.

1380-1381. D^{rs} 8613 à 9043 A 8. 1832-1846.

Notamment : 1380, d^r 8613 A 8, travail relatif à l'organisation judiciaire dans les colonies (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Ile Bourbon, établissements de l'Inde), 1838-1846; 1381, d^r 8928 A 8, affaire Lafarge, janvier 1840-novembre 1841.

BB¹⁸ 1382 à 1795. “ Bureau des affaires criminelles et correctionnelles ”. Série unique (Cotes d'enregistrement A 9 puis A, A 2, A 3 et A 4) ⁽³⁾. Mars 1840-décembre 1868. (Quelques dossiers antérieurs à 1840, quelques documents postérieurs à 1868).

⁽³⁾ Les registres d'enregistrement de ces dossiers, jusqu'à 1850 seulement, sont cotés aujourd'hui aux Archives nationales BB²⁹ 324 à 329 (1840-1850).

1382-1383. D^{rs} 8 à 399 A 9, 1837-1843.

Notamment : *passim*, affaires relatives aux subsistances.

1384-1386. D^{rs} 401 à 969 A 9. Juin 1840-1842 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Plusieurs dossiers concernant l'agitation et les manifestations légitimistes et, d'autre part, les banquets réformistes se trouvent dans BB¹⁸ 1385 et 1386.

Notamment : 1386, d^r 822 A 9, agitation et banquets réformistes dans le Puy-de-Dôme, septembre-décembre 1840; d^r 953 A 9, attentat du 15 octobre 1840 (affaire Darmès), octobre 1840-novembre 1841.

1387. D^{rs} 970 à 1122 A 9. 1840-1843.

Notamment : d^r 970 A 9, affaire du discours électoral prononcé au Mans, le 23 juillet 1841, par Ledru-Rollin, 1841-1843; d^r 1094 A 9, agitation et pétitionnement pour la réforme électorale, 1840-1841.

1388-1389. D^{rs} 1129 à 1500 A 9. Juin 1840-août 1843.

1390-1391. D^{rs} 1510 à 1783 A 9. Décembre 1840-1846.

Notamment : 1390, d^r 1559 A 9 et 1391, d^r 1684 A 9, affaires de Marseille et de Montpellier (complot et association de malfaiteurs), situation politique, agitation républicaine dans le Midi, 1841-1843.

1392. D^{rs} 1840 à 1950 A 9. Avril 1841-janvier 1843.

Notamment : d^{rs} 1948 et 1950 A 9, publication par le journal *La Franco* de fausses lettres du Roi, mai-juin 1841.

1393-1394. D^{rs} 1975 à 2221 A 9. Mai 1841-février 1844.

Notamment : 1393, d^r 1992 A 9, affaire des publications relatives à la conspiration Didier (1816) par le journal *La Gazette du Dauphiné*, mai 1841 -- avril 1843.

1395 ¹ à ³. D^r 2251 A 9. Manifestations et désordres à l'occasion du recensement de 1841 (classement par ressorts), 1841-1843.

1396-1397. D^{rs} 2282 à 2749 A 9, Juillet 1841-avril 1844.

Notamment : 1396, d^{rs} 2508 et 2510 A 9, affaires politiques dans le ressort de Grenoble, août-septembre 1841 ; 1397, d^r 2594 A 9, affaire de l'attentat du 13 septembre 1841 contre le duc d'Aumale, septembre 1841-décembre 1842.

1398-1401. D^{rs} 2794 à 4486 A 9. Août 1841-novembre 1844.

1402-1406. D^{rs} 4512 à 5476 A 9. Septembre 1841-juillet 1844.

Notamment: 1404 et 1405, *passim*, effet produit par la mort du duc d'Orléans, juillet-août 1842.

1407-1411. D^{rs} 5500 à 6495 A 9. Avril 1841-mars 1846.

Notamment : 1409, d^r 6043 A 9, affaire des communistes de Toulouse, janvier 1843 -- janvier 1844.

1412-1414. D^{rs} 6514 à 7097 A 9. Mai 1842-mars 1846.

Notamment : 1414, d^r 6970 A 9, voyage du duc et de la duchesse de Nemours, voyage du duc de Montpensier, août-octobre 1843.

1415-1418. D^{rs} 7102 à 7799 A 9. Septembre 1843-janvier 1846.

Notamment : 1415, d^r 7135 A 9, voyage de Cabet à Lyon, renseignement sur l'état du parti communiste dans cette ville, septembre-octobre 1843; d^r 7160 A 9, affaire du " complot " de la rue Pastourelle, septembre 1843-janvier 1844.

1419-1422. D^{rs} 7806 à 8598 A 9. Janvier 1844-février 1848.

Notamment : 1420, d^r 8195 A 9, agitation ouvrière et coalitions à Rive-de-Gier, Saint-Étienne et Lyon ; pièces concernant Fiora Tristan, avril-août 1844.

1423-1428. D^{rs} 8612 à 9783 A 9. Juin 1844-mai 1847⁽¹⁾. Notamment : 1423, d^r 8701 A 9, saisie d'armes de guerre à Lyon et arrestation de membres de sociétés secrètes, juillet 1844-avril 1845.

⁽¹⁾ [Le dossier 8783 A 9 contient des pièces jusqu'à 1871.](#)

1429-1434. D^{rs} 9805 A 9 à 761 A. Novembre 1844-1851.

Notamment : 1429, d^r 9840 A 9, grèves puis lock-out d'ouvriers en drap à Lodève, février-juillet 1845.

1435-1438. D^{rs} 807 à 1499 A. 1845-1852.

Notamment : 1437, d^r 1219 A, affaire de la Compagnie générale des mines de la Loire, 1845-1852.

1439-1441. D^{rs} 1546 à 2097 A. Janvier 1846-avril 1848.

Notamment : 1440, *passim*, troubles, agitation, manifestations dans plusieurs villes, à la suite de nouvelles venues de Pologne, mars-avril 1846; 1441, d^r 1992 A, mouvement communiste dans divers ressorts, avril 1846-décembre 1847.

1442-1443¹. D^{rs} 2135 à 2278 A. 1845-1846.

Notamment : 1442, d^r 2143 A, évasion de Ham du prince Louis-Napoléon Bonaparte, mai-

août 1846; 1443¹, d^r 2278 A, élections de 1846 (dossier général), 1845-1846.

1443². D^r 2278 A (2^e dossier), élections de 1846 : classement: par cours d appel, 1845-1846.

1444-1447. D^{rs} 2279 à 3009 A. Juin 1846-septembre 1848.

Notamment : 1444, d^r 2377 A, catastrophe sur la ligne du chemin de fer d'Arras à Douai, à Fampoux, juillet 1846-janvier 1847; 1447, d^r 2866 A, inondations de la Loire, octobre 1846-janvier 1847.

1448¹. D^r 3011 A. Augmentation de la gendarmerie; modifications apportées à l'assiette des brigades, 1843-1855.

1448²-1450. D^{rs} 3035 à 3500 A. Novembre 1846-1850.

Notamment : 1449, d^r 3160 A, colportage et crieurs publics, propagande socialiste par la brochure et les journaux, en 1850 (classement par ressorts), 1849-1850.

1451-1454. D^{rs} 3502 à 4298 A. Février 1847-janvier 1854.

Notamment : 1452, d^r 3869 A, entreprises commerciales et industrielles des congrégations religieuses lyonnaises, mai-août 1847; 1453, d^r 3985 A, perquisitions dans diverses de ces maisons pour y rechercher des presses clandestines, juin-août. 1847.

1455-1458. D^{rs} 4303 à 5097 A. Août 1847-1853.

Notamment : 1455, d^r 4421 A, affaire de l'assassinat de la duchesse de Praslin, août 1847-1853; 1456, d^r 4619 A, travail sur l'organisation du pouvoir judiciaire et l'administration de la justice en Algérie, 1847-1852.

1459. D^r 6842 A 7. Circulaires des 18 février et 26 octobre 1858. Comptes rendus trimestriels, par ressorts, des poursuites pour délits de presse et délits politiques, 4^e trimestre 1858-2^e trimestre 1862 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ce dossier, d'après sa cote, doit avoir été commencé dès 1832; il n'y a rien à cette date qui semble en être le début; d'autre part, par ses dates réelles, il devrait être classé beaucoup plus loin.

1460-1461. D^{rs} 5129 à 5454 A. Septembre 1839-janvier 1853⁽²⁾.

⁽²⁾ Sous les cotes BB¹⁸ 1461 et 1462 sont principalement conservés des dossiers concernant des troubles, désordres, dévastations et, d'autre part, l'agitation ouvrière.

Notamment : 1460, d^r 5248 A, dévastations commises dans les bois et forêts de divers départements, à la suite de la Révolution de Février; émeute à Lyon, en mai, causée par les ouvriers dits " Voraces ", février 1848-févr. 1850; d^r 5264 A, , demande de documents par les conseillers délégués pour pro. céder à l'instruction ouverte contre les anciens ministres de Louis-Philippe⁽³⁾, février -- juin 1848 et juillet 1851; d^r 5267 A, application du décret du 29 février qui annule toutes les condamnations prononcées sous le dernier règne pour délits politiques et faits de presse, dossier du général Montholon, mars-avril 1848; 1461, d^r 5348 A, agitation légitimiste en 1848, particulièrement dans les ressorts de Rennes, Poitiers, Aix, Toulouse, Montpellier et Rouen, 1848-1850.

⁽³⁾ Le dossier de l'instruction est dans BB³⁰ 2g6 à 298.

1462-1464. D^{rs} 5473 à 5951 A. Mars 1848-1862 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, note a.

Notamment : 1463, d^r 5775 A, complot du 15 mai. 1848. Mai 1848-janvier 1849.

1465¹. D^r 5964 A. Insurrection de juin 1848 : instruction de l'affaire; déportations, amnistie; répercussion dans les départements; insurgés. 1848-1849.

1465²-1467¹. D^{rs} 5958 à 6343 A. Juillet 1848-Mars 1864⁽²⁾.

⁽²⁾ Les articles BB¹⁸ 1466 et 1467¹ contiennent de nombreux dossiers d'affaires électorales (fraudes, lacérations de bulletins, etc.), août-novembre 1848.

Notamment : 1465², d^r 5989 A, participation de Français aux mouvements révolutionnaires dans le grand-duché de Bade (poursuites), juillet 1848-mars 1850; 1466, d^r 6228 A, mouvement insurrectionnel dans la maison centrale de Clairvaux, en août 1848, juin 1847-mai 1856.

1467². D^r 6335 A. Exécution du décret du 7 août 1848 sur l'organisation du jury. 1848-1852.

1468. D^{rs} 6353 à 6449 A. 1848-1854.

Notamment : d^r 6355 A, élections (1848 à 1850) : circulaires, modifications de la loi électorale, candidatures, poursuites pour fraudes, corruption, infractions à la loi, troubles, réclamations, etc., (pour toutes les parties du territoire). 1848-1854.

1469-1470¹. D^{rs} 6469 à 6701 A. Septembre 1848-août 1863.

Notamment: 1469, dossier 6579 A relatif à la campagne des Banquets (classé par cours d'appel), octobre 1848-juillet 1850; 1470¹, d^r 6701 A (1^{re} partie), poursuites pour délits de presse : généralités ⁽³⁾, affaires classées par cours d'appel (Agen). 1848-1850.

⁽³⁾ Ce dossier contient des pièces jusqu'à 1869 et 1870.

1470² et ³. D^r 6701 A (2^e partie). Poursuites pour délits de presse : dossiers classés par cours d'appel ⁽¹⁾ (suite). 1848-1850.

⁽¹⁾ Voir ci-dessous *passim* d'autres dossiers concernant des poursuites pour délits de presse.

1470². Aix à Caen.

1470³. Colmar à Toulouse.

1471-1473. D^{rs} 6702 à 6923 A. 1832-mars 1863.

Notamment : 1471, d^r 6703 A, manifestations, placards, etc., sur divers points du territoire, à l'occasion de l'élection du Président de la République, novembre-décembre 1848; 1472, d^r 6733 A, sociétés secrètes, 1832-1850.

1474¹ et ². D^r 6930 A. Poursuites contre les clubs et associations. 1848-1850.

1475-1479. D^{rs} 6934 à 7888 A. Janvier 1849-juin 1851.

Notamment : 1476, d^r 7285 A, réunions électorales, poursuites diverses (circulaire ministérielle du 19 avril 1849), exécution de la loi électorale de mai 1850 (autres circulaires), avril 1849-juin 1851; 1478, d^r 7526 A, Haute-Cour de Versailles : accusés de l'émeute du 13 juin 1849 (jusqu'à novembre 1851); 1479, d^r 7770 A, grèves ouvrières, particulièrement à

Roubaix, Sedan, au Creusot, à Sète, etc., 1849-1850; d^r 7852 A, troubles d'Albi, juillet 1849-mars 1850.

1480-1482. D^{rs} 7902 à 8381 A. 1840-1869.

Notamment : 1480, d^r 7952 A, durée des heures de travail dans les manufactures, 1849-1869; d^r 8003 A, concernant les réfugiés français à Genève ainsi que Mazzini et Garibaldi, 1849-1851; 1481, d^r 8063 A, questions relatives à l'occupation de Rome et des États romains par l'armée française, 1849-1865.

1483-1485¹. D^{rs} 8415 à 8730 A. 1849-1863.

Notamment : 1483, d^r 8525 A, poursuites contre les imprimeurs, 1849 à 1863; 1484, d^r 8560 A, affaire du complot légitimiste, février-mars 1850; d^r 8626 A, catastrophe du pont suspendu de la Basse-Chaîne à Angers, avril-mai 1850; d^r 8639 A, souscriptions ouvertes dans les journaux pour motifs politiques, notamment souscription en faveur du comte de Chambord, avril-juillet 1850; 1485¹, d^r 8729 A, sociétés secrètes dans les départements de la Drôme et de l'Isère, mai 1850-janvier 1851; d^r 8730 A (1^{re} partie), pétitions contre la modification de la loi électorale préconisant le refus de l'impôt et la levée en masse, 1850-1851.

1485². D^r 8730 A (2^e partie). Pétitions contre la modification de la loi électorale : poursuites intentées en conséquence, classées par cours d'appel; proposition de loi de 1851, etc. 1850-1851.

1486-1487. D^{rs} 8739 à 9154 A. Juin 1849-octobre 1861 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les articles BB¹⁸ 1487 à 1498 contiennent de nombreux dossiers concernant des poursuites contre des journaux, principalement de 1850 à 1853.

Notamment : 1486, d^r 8854 A, poursuites contre des représentants du peuple à propos du complot du 13 juin 1849, affaire Félix Pyat, juin 1849-juillet 1850; 1487, d^r 9051 A, voyage du Président de la République dans les départements de l'Est, en septembre 1850 : incidents, attentat de Nestor Poullain à Strasbourg, août-décembre 1850; d^r 9103 A, complot d'Oran, juin 1850-août 1851.

1488. D^{rs} 9183 à 9262 A. 1850-1852⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir note précédente.

Notamment : d^r 9262 A, affaire du complot de Lyon, 1850-1852. (Voir aussi BB³⁰ 392² n^o 192 P.)

1489-1492. D^{rs} 9290 A à 348 A2. 1847-avril 1870⁽³⁾.

⁽³⁾ *Idem.*

Notamment : *passim*, poursuites contre des journaux.

1493-1502. D^{rs} 367 à 1447 A2. 1848-1869⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ *Idem.*

1503-1514. D^{rs} 1499 à 2671 A2 Janvier 1852-juillet 1870.

Notamment : 1507, d^r 1966 A2, événements de mai 1848 à Naples : commissions rogatoires envoyées par la Cour criminelle de cette ville pour entendre MM. Mignet, Berryer et autres au sujet de Leopardi, Barbarini, etc., juin-juillet 1852; 1510, d^r 2220 A2, affaires de M^{gr} Baillès,

évêque de Luçon : hostilité déclarée du prélat contre le nouveau régime, janvier 1852-mars 1856. (Voir aussi BB¹⁸ 1509, doss. 2172 A 2.)

1515-1527. D^{rs} 2691 à 4173 A2. 1851-1867.

Notamment : *passim*, grèves, poursuites contre des journaux.

1528-1538. D^{rs} 4251 à 5359 A2. 1849-1868.

Notamment : *passim*, grèves, faits de coalition, poursuites contre des journaux; 1531, d^r 4621 A2, effet produit à Toulouse par les conférences du P. Lacordaire, février-mars 1854.

1539-1542. D^{rs} 5384 à 5781 A2. Janvier 1855-août 1860.

Notamment : *passim*, grèves dans les ressorts de Bordeaux, Colmar, Amiens, Poitiers, Orléans, Dijon, Paris, Rennes, 1855-1858.

1543-1554. D^{rs} 5785 à 7126 A2. 1855-1861.

Notamment : 1543, d^r 5809 A2, élections aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissements, élections municipales en 1855 : réclamations, etc.; rapports des procureurs généraux, 1855-1856; d^r 5842 A2, grèves dans le ressort de la Cour de Toulouse; 1546, d^r 6052 A2, *idem*, Cour de Douai; 1547, d^r 6217 A2, *idem*, Cour de Rouen, 1855-1857.

1555-1566. D^{rs} 7163 à 8408 A2. Avril 1856-mars 1877.

Notamment : 1561, d^r 7859 A2 poursuites diverses contre les journaux *le Figaro*, *la Situation*, 1857-1869.

1567. D^r 8451 A2. Élections législatives de mai 1857 : rapports et correspondance des procureurs généraux; polémiques, contestations, etc. (classement par cours d'appel). 1857-1859.

1568-1578. D^{rs} 8549 à 9769 A2. Juillet 1857-1879⁽¹⁾.

⁽¹⁾ De nombreux dossiers concernant des affaires de presse sont contenus dans BB¹⁸ 1568 à 1578 et 1592 à 1596.

Notamment : 1573, d^r 9187 A2 poursuites contre le journal *La Gironde* de Bordeaux, affaire Lavertujon et Breistroff de Roquebrune, 1857-1869; 1577, d^r 9596 A2, relatif aux grands commandements militaires et à leurs rapports avec la magistrature, 1850-1863.

1579-1585. D^{rs} 9780 A2 à 472 A3, Avril 1858-mars 1863.

Notamment : 1581, d^r 3 A3 élections aux conseils généraux en 1858 : rapports des procureurs généraux, contestations d'élections, plaintes en fraude, etc., 1858-1859; 1584, d^r 247 A3, grèves dans le ressort de la Cour de Douai, 1858-1860.

1586-1596. D^{rs} 480 à 1524 A3. Mars 1858-mai 1867⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir note précédente.

Notamment : 1586, d^r 497 A3, rapports du premier président de la Cour de Paris et du procureur général près la Cour de Dijon sur la situation de l'industrie métallurgique en France, octobre 1858-janvier 1859; d^r 564 A3, poursuites contre M. de Montalembert, pour un article sur " Pie IX et la France en 1859 ", octobre-décembre 1859.

1597-1605. D^{rs} 1536 à 2449 A 3. 1859-1870⁽³⁾.

⁽³⁾ Les liasses BB¹⁸ 1597 à 1627 contiennent beaucoup de dossiers relatifs aux affaires suivantes : propos séditieux ou repréhensibles, offenses envers l'Empereur (1597 et 1598, 1613 à 1627), affaires de presse (1602 à 1605), grèves et coalitions (1607, 1609, 1612), affaires de presse, affaires religieuses (1613 à 1618, 1620 à 1622, 1627).

1606-1612. D^{rs} 2478 à 3191 A3. 1860-1868⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir note précédente.

Notamment : 1606, d^r 2526 A3, poursuites contre des évêques à l'occasion de mandements, lettres pastorales, discours, etc. 1860-1862; 1607, d^r 2583 A3 élections municipales de 1860 (rapports des procureurs généraux classés par cours d'appel), 1860-1862.

1613-1624. D^{rs} 3201 à 4280 A3. Août 1859-mars 1863⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Idem.*

Notamment : 1624, d^r 4238 A3, agitation politique en Suisse à la suite de l'annexion de la Savoie à la France; sévices contre des Français, etc., janvier 1860-juillet 1861.

1625-1627. D^{rs} 4287 à 4502 A3. Février 1861-mai 1864 ⁽²⁾.

⁽²⁾ *Idem.*

Notamment : 1625, d^r 4315 A3, affaire Mirès, 1861-1862.

1628-1630. D^{rs} 4511 à 4795 A 3. Mars 1861-août 1870⁽³⁾.

⁽³⁾ On trouvera principalement dans BB¹⁸ 1629 des dossiers concernant des propos répréhensibles tenus par des ecclésiastiques ou des affaires religieuses, dans BB¹⁸ 1641 à 1643 et 1682 à 1684 des affaires de presse.

Notamment: 1628, d^r 4546 A 3, offenses envers l'Empereur et propagation de fausses nouvelles, avril-décembre 1861; 1630, d^r 4795 A 3, état des condamnations de journaux depuis le décret du 17 février 1852, mai-juillet 1861.

1631-1632. D^{rs} 4803 à 4984 A 3. 1858-1869.

Notamment: 1632, d^r 4904 A 3, élections aux conseils généraux en 1861 (rapports des procureurs généraux, contestations, plaintes, etc.), 1861-1863.

1633-1637. D^{rs} 5010 à 5485 A 3. 1860-1872.

Notamment: 1636, d^r 5379 A 3, célébration de la fête de l'Empereur en 1860 et 1861, rapports des procureurs généraux; 1637, d^r 5447 A 3, collision entre des habitants de Ville-la-Grand (Haute-Savoie) et des gendarmes suisses ayant pénétré en territoire français, août 1861-janvier 1862.

1638-1643. D^{rs} 6503 à 6090 A 3. 1861-1869⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir note précédente.

1644-1647. D^{rs} 6107 à 6488 A 3. 1849-1870.

Notamment: 1644, d^r 6191 A 3, offenses envers l'Empereur, cris séditieux, fausses nouvelles, 1862; 1645, d^r 6272 A 3, poursuites contre des journaux d'Algérie, 1869-1870.

1648-1656. D^{rs} 6502 à 7371 A 3. Mars 1862-1868.

Notamment: 1653. d^r 7031 A 3, rapports des procureurs généraux sur le retour dans leur ville épiscopale des archevêques de Besançon, Rennes, Toulouse et des évêques de Nîmes, Agen, Le Puy et Moulins, revenant de Rome, juin-juillet 1862.

1657-1664. D^{rs} 7401 à 8190 A 3. 1860-1870.

1665-1676. D^{rs} 8215 à 9283 A 3. Avril 1859-1869.

Notamment: 1666, d^r 8259 A 3, délits d'offenses envers l'Empereur, 1863; d^r 8279 A 3, grèves dans le ressort de Riom, causées par la violation de la loi sur la durée du travail, janvier 1863-juin 1865; 1669, d^r 8551 A 3, manifestations dans plusieurs villes en faveur de la Pologne, mars -- août 1863.

1677-1684. D^{rs} 9310 à 10050 A 3. 1860-1870⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Idem.*

Notamment: 1677, d^r 9348 A 3, application du décret du 22 juin 1863 qui déclare libre le commerce de la boulangerie ; poursuites contre des boulangers pour coalition, 1863-1867 ; d^r 9393 A 3, rapports des procureurs généraux sur la célébration de la fête du 15 août dans les départements, août 1863; 1679, d^r 9533 A 3, poursuites contre le journal le *Nain jaune*, duel entre Aurélien Scholl et M. de Cassagnac, 1863-1869; d^r 9597 A 3, événements politiques de Genève (rapports des procureurs généraux de Lyon et de Chambéry), 1861-1866.

1685-1691. D^{rs} 98 à 715 A 4. 1859-1869.

Notamment: 1686, d^r 174 A 4, offenses envers l'Empereur, cris séditieux, fausses nouvelles, 1864; 1690, dossier 578 A 4 relatif à Mazzini, 1864-1866.

1692-1694. D^{rs} 717 à 951 A 4. 1864-1867⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Plusieurs dossiers relatifs aux grèves se trouvent dans BB¹⁸ 1694, 1714-1716, des dossiers d'affaires électorales dans BB¹⁸ 1720, 1722 à 1725. Les dossiers concernant des affaires de presse, des poursuites contre des journaux sont particulièrement nombreux dans BB¹⁸ 1697-1698, 1709, 1711, 1714-1716, 1722-1725, 1734 et 1740.

Notamment: 1692, d^r 731 A 4, élections départementales (conseils généraux et conseils d'arrondissement) en 1864, 1865, 1866; 1694, d^r 897 A 4, poursuites contre Garnier-Pagès, Carnot, Dréo, Floquet et autres, pour association illicite (procès dit des Treize), mai-décembre 1864.

1695-1707. D^{rs} 970 à 2309 A 4. 1861-1870⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir note précédente.

Notamment: 1707, d^r 2251 A 4, offenses envers l'Empereur, 1865.

1708-1716. D^{rs} 2368 à 3262 A 4. Janvier 1865-1867⁽³⁾

⁽³⁾ *Idem*

Notamment: 1709, d^r 2520 A 4, armement dans les parages de l'île d'Houat d'un bâtiment de guerre pour les Confédérés du Sud pendant la guerre de Sécession, février décembre 1865(voir aussi BB¹⁸ 1693, d^r 803 A 4, lancement, à Nantes, de deux vaisseaux destinés aux Confédérés du Sud, avril-mai 1864).

1717. D^r 3276 A 4. Élections municipales en 1865 : rapports et affaires connexes, classés

par cours d'appel; élections municipales diverses en 1866, 1867, 1868.

1718-1725. D^{rs} 3300 à 4161 A 4. 1865-1869⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ *Idem.*

1726-1733. D^{rs} 4163 à 4986 A 4. 1865-1870.

Notamment: 1727, d^r 4290 A 4, législation adoptée en France pour les offenses envers les souverains étrangers, réclamations de divers diplomates, 1866-1868 ; 1728, d^r 4339 A 4, offenses envers l'Empereur, propos séditeux, etc., 1866; 1731, d^r 4659 A 4, grèves dans le ressort de Douai, mars-novembre 1866.

1734-1740. D^{rs} 5020 à 5836 A 4. 1866-1869⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Idem.*

Notamment: 1735, d^r 5152 A 4, renseignements sur l'association socialiate internationale des travailleurs, fondée en Allemagne et répandue à Genève, 1866-1868.

1741-1746. D^{rs} 5838 à 6400 A 4. 1866-1869.

Notamment: 1744, d^r 6207 A 4, pétitions contre la loi projetée sur la réorganisation de l'armée, janvier-juin 1867 (voir aussi BB¹⁸ 1749, d^r 6703 A 4); 1745, d^r 6226 A 4, offenses envers l'Empereur, délits de fausses nouvelles, etc., 1867; relevés des condamnations pour délits politiques dans les ressorts des cours d'appel, 1867; 1746, d^r 6347 A 4, grèves d'ouvriers dans le ressort de Douai, janvier-décembre 1867.

1747-1751. D^{rs} 6404 à 6929 A 4. 1867-

Notamment : *passim*, poursuites contre des journaux; 1747, d^r 6461 A 4, grèves dans le ressort de Grenoble, mars-juillet 1867.

1752-1754¹. D^{rs} 6949 à 7097¹ A 4. 1867 1870⁽²⁾.

⁽²⁾ Les articles BB¹⁸ 1752 et 1761 contiennent beaucoup de dossiers relatifs à des affaires de presse, de 1866 à 1868.

Notamment: 1754¹, d^r 7097¹ A 4, élections aux conseils généraux et d'arrondissement de 1867 à 1870, classement par cours d'appel : Agen à Limoges.

1754²-1755. D^{rs} 7097² à 7213 A 4. 1867-1870.

Notamment : 1754², d^r 7097² A 4, élections aux conseils généraux et d'arrondissement de 1867 à 1870, classement par cours d'appel (suite) : Lyon à Toulouse. -- Élections municipales en 1870.

1756-1761. D^{rs} 7226 à 7880 A 4. 1867-1877⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir note précédente.

Notamment: 1757, d^r 7434 A 4, grèves de mineurs dans l'Aveyron, 1867; 1758, d^r 7518 A 4, accident de chemin de fer près de Vitry, 1867; 1760, d^r 7857 A 4, protestation du général Mellinet, grand-maître de la franc-maçonnerie française, contre une allocution de l'archiprêtre de Dax, hostile à la loge maçonnique de cette ville, 1868.

1762-1767. D^{rs} 7891 à 8502 A 4. 1868-1870⁽²⁾.

⁽²⁾ Les articles BB¹⁸ 1763, 1766 et 1769 contiennent principalement des dossiers relatifs à

des poursuites contre les journaux et, d'autre part, à des paroles, placards, cris séditieux (1766), à des grèves ou agitations ouvrières (1766 et 1769).

Notamment: 1762, d^r 7930 A 4, offenses envers l'Empereur, cris séditieux, fausses nouvelles, 1868; 1765, d^r 8262 A 4, troubles occasionnés par l'application de la nouvelle loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, mars -- juin 1868; 1767, d^r 8502 A 4, troubles dans la Charente, la Charente-Inférieure et la Gironde, à l'occasion des bruits répandus dans les campagnes du rétablissement prochain de la dime et des droits féodaux, avril-septembre 1868.

1768. D^r 8505 A 4. Poursuites contre le journal *L'Émancipation* de Toulouse, particulièrement affaire de la souscription au monument de Baudin en 1868; troubles de Toulouse en 1871. 1868-1871.

1769-1771¹. D^{rs} 8514 à 8763 A 4. 1868-1870⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir note précédente.

Notamment: 1770, d^r 8661 A 4, loi sur la presse du 11 mai 1868, préparation et études, circulaire relative à l'application de cette loi. 1868.

1771²-1773. D^{rs} 8770 à 8943 A 4. 1868-1870.

Notamment: 1771², d^r 8770 A 4, poursuites contre le journal *L'Avenir* d'Auch, dirigé par Lissagaray; affaires avec Granier de Cassagnac. 1868-1870.

1774-1777. D^{rs} 8957 à 9294 A 4. 1868-1871.

Notamment: *passim*, poursuites contre des journaux (particulièrement, 1774, d^r 8968 A 4, poursuites contre le journal *La Lanterne* d'Henri Rochefort, 1868-1869).

1778-1780. D^{rs} 9296 à 9565¹ A 4. 1868-1870.

Notamment : *passim*, poursuites contre des journaux; 1780, d^r 9565¹ A 4, affaire de la souscription Baudin 1868-1869.

1781 et 1782. D^{rs} 9565² et ³ A 4. Souscription Baudin (suite). 1868-1869.

1783-1785. D^{rs} 9578 à 9735¹ A 4. 1868-1870.

Notamment: 1783, d^r 9579 A 4, poursuites contre l'Association internationale des travailleurs, 1868-1870; 1785, d^r 9735¹ A 4, élections législatives de 1869 (dossier général, troubles et désordres à propos des élections), classement par cours d'appel: Agen.

1786 à 1793. D^{rs} 9735² à ⁹ A 4. Élections législatives de 1869, classement par cours d'appel (suite).

1786. D^r 9735² A 4. Aix à Bordeaux.

1787. D^r 9735³ A 4. Bourges à Colmar.

1788. D^r 9735⁴ A 4. Dijon à Lyon.

1789. D^r 9735⁵ A 4. Montpellier.

1790. D^r 9735⁶ A 4. Metz à Orléans (Montpellier, voir BB¹⁸ 1789).

1791. D^r 9735⁷ A 4. Paris.

1792. D^r 9735⁸ A 4. Pau à Rennes.

1793. D^r 9735⁹ A 4. Riom à Toulouse.

1794-1795¹. D^{rs} 9767 à 9803¹ A 4. 1868-1869.

Notamment : 1795¹, d^r 9803¹ A 4, réunions politiques et électorales préparatoires aux élections de 1869, rapports des procureurs généraux, incidents, poursuites, etc., 1868-1869 : ressort de Paris, ressort d'Agen à ressort de Montpellier.

1795². D^{rs} 9803² à 9814 A 4 et 99 A 5 à 3099 A5. 1868-1870.

Notamment : 1795², d^r 9803² A 4, réunions politiques et électorales préparatoires aux élections de 1869 (suite) : ressort de Nimes à ressort de Toulouse.

BB¹⁸ 1796¹ à 1810. Résidus de documents de la Division criminelle. 1869-1889⁽¹⁾ (quelques dossiers remontent à 1843, d'autres vont jusqu'à 1926).

⁽¹⁾ Les papiers de la Division criminelle correspondant à cette période ont été presque entièrement détruits au Ministère de la Justice vers 1920 (Cf. Introduction p. XLVIII). Les documents cotés BB¹⁸ 1796 à 1810 sont des résidus qui avaient été conservés dans les bureaux et qui échappèrent ainsi à la destruction (Voir l'inventaire manuscrit [1012] de H. Patry). Ils concernent, en majorité, des affaires de droit commun et, notamment, des demandes d'extradition par des pays étrangers.

Notamment :

1796¹, doss. 6842 A 7, relatif aux ouvrages condamnés comme contraires à la morale, 1850-1874 (catalogue de ces ouvrages depuis 1850); doss. 6408 A 9, convention entre la France et la Grande-Bretagne sur le régime des pêcheries, application, commission pour la révision de la convention de 1839, décembre 1866-mars 1874.

1796², doss. 7662 A 9, conventions entre la France et les États-Unis au sujet de l'extradition réciproque des malfaiteurs : correspondance, 1843-1908; doss. 3652 A 2, circulaire sur le moyen d'abrèger les détentions préventives et diverses autres réformes en matière criminelle : réponses des procureurs généraux, 1853; doss. 1211 A 5, amnistie du 14 août 1869 : exécution, accusés de réception des procureurs généraux, 1869-1870.

1797, doss. 4162 A 5, troubles de Saint-Étienne, mars 1871 : assassinat du préfet de la Loire, poursuites contre divers inculpés, 1871-1887; doss. 4578 *bis* A 5, troubles de Narbonne, 29 mars 1871 : télégrammes, journaux, correspondance, dossier de procédure, etc., 1871-1872.

-- 1799, doss. 2830 A 72, circulaire du 22 février 1875, convention du 15 août 1874 avec la Belgique, question de la réextradition, 1875-1886; doss. 2762 A 73 et 1292 A 75, tentatives d'embauchage de soldats, dans le Nord de la France, pour le gouvernement hollandais en vue d'expéditions coloniales, 1873-1891; doss. 1736 A 75, répression des duels : projets de lois, coupures de journaux, etc., 1877-1892.

1800, doss. 1316 A 76, affaire Jean Richepin (première édition de la “ *Chanson des Gueux* ”) : poursuites contre l'éditeur et l'imprimeur, amnistie. 1876-1891.

1801, doss. 497 A 77, poursuites à l'occasion de la publication par Jean Richepin de son ouvrage “ *Les Caresses* ”, 1877.

1802¹, doss. 30 A 78, compte rendu moral des assises de la Haute-Garonne (3^e trimestre 1878), envoyé par le procureur général de la Cour de Toulouse.

1802³, doss. 2042 A 78, revision des procès criminels et correctionnels, préparation de la loi du 29 juin 1867, tableau des affaires de revision de 1808 à 1867, rapports imprimés, etc. 1851-1886.

1804³, doss. 289 A 80, “ document s relatifs à l'application des lois sur la transportation et la relégation ”, 1880-1889; doss. 468 A 80, extradition demandée par la Russie du nommé Hartmann, inculpé d'attentat sur la vie du tsar en 1879 (machine infernale placée sur la ligne du chemin de fer de Moscou), 1854-1880.

1808, doss. 2432 A 87, séjour des étrangers en France et protection du travail national, 1893-1926; doss. 3331 A 87, affaire Turpin, inventeur de la mélinite 1887-1908.

1809, doss. 2842 A 88, affaire du Comptoir d'Escompte et de la Société des Métaux, 1885-1897.

1810, doss. 1984 A 89, amnistie du 19 juillet 1889; doss. 2379 A 89, affichage en matière électorale, images (de propagande) se rapportant à la condamnation prononcée contre le duc d'Orléans jointes au dossier, 1889-1890; doss. 2990 A 89, publication par Lucien Descaves d'un livre intitulé “ *Les sous-off.* ”, 1889-1891.

Les numéros 1811 à 1814 sont vacants.

BB¹⁸ 1815 à 2877. Dossiers de la Division criminelle postérieurs à 1889 (classement numérique).

1815 à 1835 (A. 1890).

1836 à 1872 (A. 1891).

1873 à 1920 (A. 1892).

1921 à 1957 (A. 1893).

1958 à 1989 (A. 1894).

1990 à 2020 (A. 1895).

2021 à 2049 (A. 1896).

2050 à 2076 (A. 1897).

2077 à 2107 (A. 1898).

2108 à 2140 (A. 1899).

2141 à 2176 (A. 1900).

2177 à 2207 (A. 1901).

2208 à 2237 (A. 1902).
2238 à 2264 (A. 1903).
2265 à 2288¹ (A. 1904).
2288² à ⁶ (C. R. 1904).
2289 à 2321¹ (A. 1905).
2321² à ⁶ (C. R. 1905).
2322 à 2342¹ (A. 1906).
2342² à ⁵ (C. R. 1906).
2343 à 2366¹ (A. 1907).
2366² à ⁵ (C. R. 1907).
2367 à 2396¹ (A. 1908).
2396² à ⁶ (C. R. 1908).
2397 à 2421¹ (A. 1909).
2421² à ⁵ (C. R. 1909).
2422 à 2447¹ (A. 1910).
2447² à ⁶ (C. R. 1910).
2448 à 2475¹ (A. 1911).
2475² à ⁶ (C. R. 1911).
2476 à 2506¹ (A. 1912).
2506² à ⁶ (C. R. 1912).
2507 à 2529¹ (A. 1913).
2529² à ⁵ (C. R. 1913).
2530 à 2566¹ (A. 1914).
2566² à ⁵ (C. R. 1914).
2567 à 2577¹ (A. 1915).
2577² et ³ (C. R. 1915).
2578 à 2588¹ (A. 1916).
2588² et ³ (C. R. 1916).
2589 à 2599¹ (A. 1917).

2599² (C. R. 1917).
2600 à 2609¹ (A. 1918).
2609² (C. R. 1918).
2610 à 2624¹ (A. 1919).
2624² et ³ (C. R. 1919).
2625 à 2639¹ (A. 1920).
2639² à ⁴ (C. R. 1920).
2640 à 2662¹ (A. 1921).
2662² à ⁵ (C. R. 1921).
2663 à 2681¹ (A. 1922).
2681² à ⁶ (C. R. 1922).
2682 à 2705¹ (A. 1923).
2705² à (C. R. 1923).
2706 à 2726¹ (A. 1924).
2727 à 2751¹ (A. 1925).
2751² à ⁶ (C. R. 1925).
2752 à 2771¹ (A. 1926).
2771² à ⁶ (C. R. 1926).
2772 à 2789¹ (A. 1927).
2789² à ⁵ (C. R. 1927).
2790 à 2808¹ (A. 1928).
2808² à ⁵ (C. R. 1928).
2809 à 2827¹ (A. 1929).
2827² à ⁵ (C. R. 1929).
2828 à 2846¹ (A. 1930).
2846² à ⁵ (C. R. 1930).
2847 à 2863¹ (A. 1931).
2863² à ⁵ (C. R. 1931).
2864 à 2877 (A. 1932).

Les numéros 2878 à 4000 sont vacants.

BB¹⁸ 4001 à 4104. Extraditions demandées par la France. 1875-1931.

BB¹⁸ 4105 à 4238. Extraditions demandées par les pays étrangers (T). 1899-1930.

Les numéros 4239 à 6000 sont vacants.

BB¹⁸ 6001 à 6334. Dossiers banaux. (BL.) 1874-1932.

BB¹⁹. COUR DE CASSATION⁽¹⁾.

⁽¹⁾ V. aussi BB³ 127 à 139.

La sous-série BB¹⁹ telle qu'elle est actuellement constituée se compose, pour la plus grande part, de documents provenant des versements effectués, le 16 juin 1858, le 25 mai 1866 et le 31 mai 1933, par le Ministère de la justice où les dossiers dont il s'agit portaient la cote E (Cassation). Cette sous-série comporte principalement les expéditions au Ministre de la Justice d'arrêts rendus par la Cour de Cassation de 1851 à 1860 et de lettres de procureurs généraux signalant des incendies dans le ressort de la Cour pour la période comprise entre 1846 et 1857 ou les troubles causés par la disette entre 1846 et 1847. Le versement de 1866 a fourni vingt-quatre registres d'enregistrement d'arrêts de la Cour de Cassation, de 1823 à 1853 (avec une lacune pour les années 1838 à 1841). A la suite de ces registres ont été classés les papiers de " l'Affaire Dreyfus " remis en mai 1933 par les archives du Ministère de la Justice où ils étaient conservés, dans les greniers de l'Hôtel de la place Vendôme, en quatre sacs plombés : ces documents constituaient les dossiers mêmes qui avaient été soumis à la Chambre criminelle de la Cour de Cassation en vue de la revision du procès. Pour la commodité du classement, les 26 paquets déposés par le Ministère ont été répartis en 62 liasses; autant que possible l'origine des dossiers ainsi constitués a été notée (Conseil de guerre, gouvernement militaire de Paris, Ministère de la Guerre, enquêtes concernant Picquart, Esterhazy ou Dreyfus).

Le fonds d'archives de la Cour de Cassation a fait l'objet de deux inventaires dressés par M. H. Patry en 1934 et 1935.

H. PATRY et J. MADY.

BB¹⁹ 1. Jugements imprimés du Tribunal de Cassation. 1791-1793.

BB¹⁹ 2 à 6. Envois, par le Ministre de la Justice au Commissaire près la Cour de Cassation, de requêtes en cassation de jugements rendus par les tribunaux criminels. 1792-an III.

BB¹⁹ 7 et 8. Lettres des procureurs généraux au Ministre signalant des incendies dans le ressort de la Cour (lettres classées par ressort des cours royales). 1846-1848.

7. Agen à Lyon.

8. Montpellier à Rouen.

BB¹⁹ 9 à 28². Lettres d'expéditions au Ministre de la Justice d'arrêts rendus par la Cour de Cassation. 1851-1860, 1862 et 1874⁽¹⁾.

⁽¹⁾ La liasse BB¹⁹ 28², versée en avril-mai 1941, contient principalement des expéditions d'arrêts de l'année 1862.

BB¹⁹ 29 à 31. Lettres des procureurs généraux au Ministre signalant des incendies dans le ressort de la Cour. 1848-1853.

BB¹⁹ 32. Incendies; notes et statistiques. 1848-1853.

BB¹⁹ 33 à 36. Lettres des procureurs généraux au Ministre signalant des incendies dans le ressort de la Cour. 1854-1857.

BB¹⁹ 37 à 42. Correspondance des procureurs généraux au sujet de troubles causés par la disette des vivres. 1846-1847.

BB¹⁹ 43. Extraits d'arrêts des cours d'assises “ portant condamnation à des peines afflictives ou infamantes ” dont certains ont été rendus exécutoires après pourvoi en Cassation. 1809-1820.

BB^{19*} 44 à 55. Enregistrement, au Ministère de la Justice, d'envois d'arrêts de la Cour de Cassation. 1823-1837.

BB^{19*} 56 à 67. Enregistrement, au Ministère de la Justice, d'envois d'arrêts de la Cour de Cassation (2^e série). 1842-1853.

BB¹⁹ 68. Affaire Dreyfus. Dossiers du Conseil de guerre : affaire du lieutenant-colonel Picquart (dossiers D, E, F,

BB¹⁹ 69. *Id.* Dossiers de la Chambre criminelle : délégation du conseiller Laurent-Atthalin, témoignage Czernuski (dossier G), dépositions diverses. 1895-1904.

BB¹⁹ 70. *Id.* Dossiers de la Chambre criminelle : dépositions recues par la Chambre criminelle de la Cour de Cassation.

BB¹⁹ 71. *Id.* Dossiers de la Chambre criminelle : délégations des conseillers Laurent-Attalin, Petitier, Berchou; commissions rogatoires du juge d'instruction Boucard; instruction de la Chambre criminelle; pièces de forme se rattachant aux délégations du conseiller Laurent-Attalin; citations diverses; rapports. 1892-1905.

BB¹⁹ 72. *Id.* Dossiers du Ministère de la Guerre : Ligue de la Patrie française; Comité Lorrain de Nancy; pétitions adressées à la Chambre des députés par des Lorrains en faveur du général Mercier. 1899.

BB¹⁹ 73. *Id.* Dossiers du Ministère de la Guerre: rapports de police; déclarations et correspondance du Dr. Chabert; affaire Bastian-Brucker; renseignements relatifs au commandant Forzinetti. 1894-1900.

BB¹⁹ 74. *Id.* Dossiers du Ministère de la Guerre : affaires Henry-Reinach, Grimaux, Séblin; poursuites contre la *Petite République*; dossier D de la direction du contentieux et de la justice militaire sur Picquart et Esterhazy; pièces adressées au capitaine Targe; dossier Kadur. 1892-1904.

BB¹⁹ 75. *Id.* Dossiers du Ministère de la Guerre et du gouvernement militaire de Paris : affaire de la dépêche Panizzardi; dossier dit “ des aveux de Dreyfus ” ; dossier relatif au lieut.-col. Henry;

pièces concernant l'affaire Dreyfus et provenant des archives de l'État-major du gouvernement militaire de Paris. 1894-1903.

BB¹⁹ 76. *Id.* Dossiers du Ministère de la Guerre et du gouvernement militaire de Paris : enquête sur le rôle du général de Pellieux; dossiers Paumier, Hecquet d'Orval, Weil. 1887-1903.

BB¹⁹ 77 et 78. *Id.* Dessaisissement de la Justice militaire; dossiers Picquart; Chambres réunies: dossiers de l'instruction supplémentaire et de l'enquête criminelle. 1899-1906.

BB¹⁹ 79. *Id.* Dossiers de la Chambre criminelle ; inventaire des pièces de l'affaire en revision Alfred Dreyfus; pièces et procédures antérieures et postérieures au 5 mars 1904; dépositions de témoins; commissions rogatoires du juge d'instruction Boucard. 1894-1904.

BB¹⁹ 80. *Id.* Dossiers de la Chambre criminelle : dossier du capitaine Targe; documents versés aux débats dans le cours de la déposition du 19 mars 1904; lettres du général Chamoin; dossier Savignaud. 1894-1904.

BB¹⁹ 81. *Id.* Dossiers de la Chambre criminelle : dossiers soumis à la Cour de Grix; commissions rogatoires du juge d'instruction Boucard. 1894-1904.

BB¹⁹ 82 à 85. *Id.* Affaire du Paty de Clam (pièces jointes à l'enquête judiciaire, extraits de l'enquête de la Cour de Cassation, pièces extraites du Cabinet du Ministre, dossier du gouvernement militaire de Paris, expertises, enquête Tavernier); instruction dirigée contre le lieutenant-colonel Picquart dans l'affaire du *petit bleu*. 1892-1904.

BB¹⁹ 86. *Id.* Cour de Cassation : dépositions faites devant la Chambre criminelle. 1898-1899.

BB¹⁹ 87. *Id.* Cour de Cassation : témoins entendus par subdélégations et commissions rogatoires; saisies de pièces (enquête sur Esterhazy). 1886-1899.

BB¹⁹ 88 et 89. *Id.* Affaire Esterhazy : enquêtes du lieut.-col. Picquart et du général de Pellieux, information ouverte par le rapporteur près le 1^{er} Conseil de guerre, pièces du procès

devant le Conseil de guerre, instruction Bertulus; dossiers du Ministère de la Guerre, du gouvernement militaire de Paris, du général commandant le département de la Seine. 1891-1903.

BB¹⁹ 90 à 92. *Id.* Dossiers de la Chambre criminelle : dépositions des témoins devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation de mars à juillet 1904; témoins entendus par délégations ou par commissions rogatoires. 1896-1904.

BB¹⁹ 93 et 94. *Id.* Affaire Picquart : dossier du gouvernement militaire de Paris; conseil de guerre appelé à juger le lieut.-col. Picquart; consultations juridiques; requête en règlement de juges; déclarations du brigadier Depert au sujet de l'affaire Dreyfus; incidents divers concernant le séjour du lieut.-col. Ptcq)m't an Cherche-Midi; communications à la presse; affaire Picquart-Leblois; transfert du lieut.-col. Picquart à la Santé; dossiers Picquart. 1896-1902.

BB¹⁹ 95. *Id.* Pièces et dossiers remis à la Chambre criminelle par le Ministère de la Guerre, le Ministère des Colonies et la Préfecture de Police; notes et lettres, pour la plupart anonymes, adressées aux magistrats de la Cour de Cassation. 1875-1899.

BB¹⁹ 96. *Id.* Dossiers provenant de la Direction du contentieux et de la Justice militaire (envois de pièces ou de dossiers, frais de scellés ou de déplacements de greffiers); notes concernant le commandant Forzinetti et le prince Czernuski. 1894-1903.

BB¹⁹ 97. *Id.* Pièces diverses du dossier Walsin-Esterhazy; dépositions de témoins devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, en mai 1904. 1882-1904.

BB¹⁹ 98 à 100. *Id.* Dossiers du Conseil de Guerre de la 10^e région de Corps d'armée: pièces de procédure, états des frais du procès, pièces remises en audience publique, expertise Bertillon. 1893-1904.

BB¹⁹ 101 à 103. *Id.* Expéditions des jugements rendus par le Conseil de guerre de Paris et par le Conseil permanent de revision (décembre 1894); pièces de procédure, procès-verbaux d'interrogatoires et rapports d'experts dans le procès Dreyfus de 1894; dossiers du Ministère de la Guerre se rapportant au procès de Rennes (bordereaux d'envois de pièces, dossiers de lettres, notes et dépêches concernant des communications de documents, auditions de témoins, etc.). 1890-1903.

BB¹⁹ 104. *Id.* Affaire Zola : dossiers provenant du Ministère de la Guerre et du gouvernement militaire de Paris. 1898-1901.

BB¹⁹ 105. *Id.* Première revision du procès : procès-verbal de l'interrogatoire du lieutenant-colonel Henry (août 1898); requête de M^{me} Dreyfus tendant à la revision du procès (septembre 1898); correspondance du Ministère de la Guerre et du Garde des Sceaux; lettres de Dreyfus au Président de la République; procès-verbaux de la commission d'instruction. 1894-1899.

BB¹⁹ 106. *Id.* Revision du procès : lettres de Dreyfus au général de Boisdeffre, au Garde des Sceaux et au Président de la République; correspondance du Ministère de la Guerre avec le Garde des Sceaux, le président de la Chambre criminelle et le gouverneur militaire de Paris au sujet des communications de documents, convocations et dépositions de témoins, etc. 1895-1900.

BB¹⁹ 107. *Id.* Dossiers des pièces saisies au domicile de Stanislas Przyborowski à Vichy (incident Czernuski). 1899.

BB¹⁹ 108. *Id.* Revision du procès. Dossiers du Ministère de la Guerre : notes concernant la revision du procès; rapports du Directeur de l'administration pénitentiaire de la Guyane sur Dreyfus; interrogatoires de Mathieu Dreyfus, Scheurer-Kestner, Leblois, par le général de Pellieux; notes concernant l'affaire Boutonnet et l'affaire Decrion; enquête Ravary; correspondance de Dreyfus avec sa famille. 1894-1900.

BB¹⁹ 109. *Id.* Dossier du Ministère de la Guerre : “ renseignements généraux sur les menées du syndicat Dreyfus ” ; articles de journaux et affiches; dossier non versé aux débats; reliquat de pièces et bordereaux du dossier judiciaire. 1890-1898.

BB¹⁹ 110. *Id.* Dossiers du Ministère de la Guerre : doubles de rapports; photographies et copies de lettres de Dreyfus; dossier relatif au transfert de Dreyfus aux Iles du Salut. 1894-1898.

BB¹⁹ 111 et 112. *Id.* Dépositions reçues par la Chambre criminelle de la Cour de Cassation et pièces annexes. 1898-1904.

BB¹⁹ 113. *Id.* Délégation du conseiller Laurent-Atthalin (audition du général Schnéegans; affaire de la lettre du colonel Sandherr; incidents Kadur, Dumas-Merle, Pouydraguin, Savignaud, Dhur-Belhomme; déposition de Marg. Pays). 1897-1904.

BB¹⁹ 114. *Id.* Dossiers du Ministère de la Guerre : dossiers Picquart; notes sur Schwartzkoppen; pièces diverses; dossier Henry; convocation du lieutenant-colonel Picquart à la Cour de Cassation; rapports Herqué. 1894-1906.

BB¹⁹ 115. *Id.* Dossiers concernant les affaires Picquart et Esterhazy. 1897-1899.

- **BB¹⁹ 116.** *Id.* Dossiers divers du Ministère de la Guerre : liquidation du bureau spécial M; rapport Fixary sur la détention de Dreyfus au Cherche-Midi, correspondance du général Chamoin au procès de Rennes; notes recueillies par le lieutenant-colonel Picquart sur Esterhazy. 1896-1906.

BB¹⁹ 117. *Id.* Dossiers divers : documents sur Esterhazy communiqués par *l'Indépendance belge*; rapport sur les “ questions techniques soulevées au cours de l'affaire Dreyfus ” ; inventaire des pièces et de la procédure dans l'affaire de révision Dreyfus; notes concernant la communication du “ dossier diplomatique ” au procès de Rennes; affaire de l'officier, d'administration Dautriche. 1894-1904.

BB¹⁹ 118. *Id.* “ Dossier secret Dreyfus, 1^{re} partie (cotes 1 à 116) ”; exemplaires lithographiés. S. d.

BB¹⁹ 119. *Id.* École supérieure de guerre, cours de fortification, par le lieutenant -- colonel Duval -- Laguerce. 1892-1894.

BB¹⁹ 120. *Id.* “ Ministère de la Justice. Cour de Cassation... Affaire Dreyfus ”, documents imprimés : réquisitoire du procureur général Baudouin; préliminaires et dépositions; table alphabétique. t vol. (en feuilles). 1905.

BB¹⁹ 121. *Id.* Factum de la Ligue des droits de l'homme (s. d.); ordonnance commettant MM. Putois, Choquet, et Marion à l'examen technique du papier de deux lettres d'Esterhazy (1898); “ notice sur l'examen d'une missive attribuée à A. Dreyfus ” par A. Bertillon (s.d.).

BB¹⁹ 122. *Id.* Ministère de la Guerre : analyse de la presse quotidienne (exemplaire lithographié). 1903-1906.

BB¹⁹ 123 et 124. *Id.* Conseil de guerre : pièces de la procédure suivie contre le commandant Esterhazy. 1892-1898.

BB¹⁹ 125. *Id.* Affaires diverses; correspondance relative à l'impression du rapport du procureur général Baudouin; publication du *Siècle*; rapport des experts Darboux, Appell, Poincaré. 1898-1905.

BB¹⁹ 126. *Id.* Ministère de la Guerre: analyse de la presse quotidienne (doubles lithographiés). 1904.

BB¹⁹ 127. *Id.* “ Ministère de la Justice Cour de Cassation, Chambre criminelle ” : préliminaires de l'enquête et dépositions (imprimé, en feuilles). 1905.

BB¹⁹ 128. *Id.* “ Ministère de la Justice, Cour de Cassation, Enquête de la Chambre criminelle..., t. II. ” : commissions rogatoires et délégations; piècesannexes (imprimé, en feuilles). 1905.

BB¹⁹ 129. “ Affaire Dreyfus, Cour de Cassation, Chambres réunies; mémoire pour M. Alfred Dreyfus à l'appui de sa demande de revision introduite contre le jugement du Conseil de guerre de Rennes rendu le 9 septembre 1899 ” (imprimé, en feuilles). 1905.

BB²⁰. COMPTES⁽¹⁾ D'ASSISES.

⁽¹⁾ Dans le sens de “ comptes rendus ”.

La sous-série BB²⁰ a été constituée par des versements du Ministère de la Justice effectués en 1848, 1866, 1877, 1884 et 1887. Les articles versés provenaient essentiellement du 1^{er} Bureau de la Division criminelle, où ils étaient conservés sous la cote A⁴. Toutefois, dans les premiers articles de la sous-série BB²⁰ se rencontrent aussi des dossiers appartenant aux

subdivisions D (secrétariat du Ministère de la Justice) et E (Cour de Cassation) du Ministère; étant donné l'analogie des objets auxquels ils se réfèrent, on n'a pas jugé utile de les classer dans d'autres sous-séries.

A l'exception de la liasse BB²⁰ 15^B, où se trouvent des imprimés (extraits des condamnations prononcées par la Cour d'assises de Caen en 1823), les dossiers de la sous-série BB²⁰ sont uniquement formés par les rapports adressés à la Division criminelle par les conseillers présidents des assises de 1821 à 1865⁽²⁾. Ils fournissent un appoint de premier ordre pour la documentation de l'histoire judiciaire, sociale et politique de la France depuis la Restauration jusqu'aux premières années du Second Empire.

⁽²⁾ Une dizaine de liasses provenant d'un versement effectué en avril-mai 1941 et cotées BB²⁰ 284 à 293, peuvent être considérées comme formant la suite des rapports adressés à la Division criminelle par les présidents des assises postérieurement à 1865, principalement entre les années 1879 et 1895. Mais ces comptes rendus présentent des lacunes considérables. Ce sont des résidus échappés aux destructions faites, pour cette période, au Ministère de la Justice.

G. BOURGIN et J. MADY.

BB²⁰ 1. Correspondance du Secrétariat d'État avec le Ministre de la Justice au sujet de la confection des listes de jurés; rapports aux Consuls et au Ministre; textes de circulaires ministérielles sur l'organisation du jury; réponses des commissaires du Gouvernement près les tribunaux civils et criminels aux circulaires des 21 messidor an VIII, 5 et 25 brumaire an IX. Ans VIII-X.

BB²⁰ 1^a et 1^b. Communication, par les procureurs généraux près les cours royales, des ordonnances des premiers présidents pour la désignation des présidents trimestriels d'assises (classement par cours) [Figurent seulement les lettres O à T.] 1817-1818.

BB²⁰ 1^c et 1^d. *Id.* [Figurent seulement les lettres A à C.] 1819-1820.

BB²⁰ 1^e. Dossiers relatifs à la traite des noirs et à l'affaire des nommés Bissette, Fabien et Volny condamnés par la Cour royale de la Martinique. 1821-1831; 1824-1850.

BB²⁰ 2. Comptes [rendus] d'assises [sous la lettre A] : Gironde, Deux-Sèvres, Oise, Gers, Seine-et-Marne, Côte-d'Or. 1814-1818.

BB²⁰ 3 à 6. Comptes [rendus] d'assises classés par dates dans l'ordre alphabétique des cours⁽¹⁾. 1821.

⁽¹⁾ La liasse de la Cour de Paris contient des instructions imprimées de 1814 à 1819 sur la formation du jury.

BB²⁰ 7 à 10. *Id.*⁽²⁾. 1822.

⁽²⁾ La liasse de la Cour de Paris contient un dossier général sur les usages en matière d'exécution.

BB²⁰ 11 à 15^a. *Id.* 1823.

BB²⁰ 15^b. Placards imprimés : extraits des condamnations portées par la Cour de Caen. 1823.

BB²⁰ 16 à 19. Comptes rendus d'assises classés dans l'ordre alphabétique des cours. 1824.

BB²⁰ 20 à 24. *Id.* 1825.

BB²⁰ 25 à 29. *Id.* 1826.

BB²⁰ 30 à 35. *Id.* 1827.

BB²⁰ 36 à 42. *Id.* 1828.

BB²⁰ 43 à 48. *Id.* 1829.

BB²⁰ 49 à 53. *Id.* 1830.

BB²⁰ 54 à 58. *Id.* 1831.

BB²⁰ 59 à 63. *Id.* 1832.

BB²⁰ 64 à 70. *Id.* 1833.

BB²⁰ 71 à 76. *Id.* 1834.

BB²⁰ 77 à 83. *Id.* 1835.

BB²⁰ 84 à 88. *Id.* 1836.

BB²⁰ 89 à 93. *Id.* 1837.

BB²⁰ 94 à 98. *Id.* 1838.

BB²⁰ 99 à 103. *Id.* 1839.

BB²⁰ 104 à 109. *Id.* 1840.

BB²⁰ 110 à 115. *Id.* 1841.

BB²⁰ 116 à 120. *Id.* 1842.

BB²⁰ 121 à 124. *Id.* 1843.

BB²⁰ 125 à 128. *Id.* 1844.

BB²⁰ 129 à 133. *Id.* 1845.

BB²⁰ 134 à 137. *Id.* 1846.

BB²⁰ 138 à 141. *Id.* 1847.

BB²⁰ 142 à 145. *Id.* 1848.

BB²⁰ 146 à 148. *Id.* 1849.

BB²⁰ 149 à 151. *Id.* 1850.

BB²⁰ 152 à 157. *Id.* 1851.

BB²⁰ 158 à 163. *Id.* 1852.

BB²⁰ 164 à 169. *Id.* 1853.

BB²⁰ 170 à 175. *Id.* 1854.

BB²⁰ 176 à 183. *Id.* 1855.

BB²⁰ 184 à 191. *Id.* 1856.

BB²⁰ 192 à 201. *Id.* 1857.

BB²⁰ 202 à 211. *Id.* 1858.

BB²⁰ 212 à 219. *Id.* 1859.

BB²⁰ 220 à 227. *Id.* 1860.

BB²⁰ 228 à 237. *Id.* 1861.

BB²⁰ 238 à 247. *Id.* 1862.

BB²⁰ 248 à 258. *Id.* 1863.

BB²⁰ 259 à 270. *Id.* 1864.

BB²⁰ 271 à 283. *Id.* 1865.

BB²⁰ 284 et 285. Comptes rendus d'assises ; rapport sur les prisons; présidences des assises (Cours de Douai et de Riom). 1820-1871 (Résidus).

BB²⁰ 286 à 293. Comptes rendus d'assises classés dans l'ordre alphabétique des cours, 1877-1895 (Lacunes)⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les liasses BB²⁰ 284 à 293 ne sont que des résidus sans suite chronologique. Les Cours de Bourges, Dijon et Orléans ne sont pas représentées.

BB²¹ À BB²⁴. GRÂCES.

REJETS DE RECOURS EN GRÂCE.

Les papiers du bureau des Grâces, depuis l'an XI jusqu'à 1885, entrés aux Archives nationales avec les treize versements successifs effectués, de 1827 à 1929, par le Ministère de la Justice, constituent les sous-séries BB²¹ à BB²⁴. Ces quatre sous-séries sont loin de présenter une importance égale : les trois premières, qu'on peut considérer comme fermées, s'arrêtent au début du second Empire, -- si l'on excepte les réhabilitations placées dans BB²¹ --; la quatrième, BB²⁴, dont les documents atteignent actuellement l'année 1885, doit encore s'accroître par les apports futurs⁽¹⁾. La valeur historique des dossiers conservés dans chacune d'elles est assez variable : certaines des affaires pour lesquelles des condamnations avaient été prononcées et, par suite, des remises de peines sollicitées, ont donné lieu souvent à des rapports très étendus, d'un intérêt incontestable pour l'histoire; d'autres n'ont été l'objet que de notes sommaires ou se réduisent même parfois à la simple demande en grâce du condamné.

⁽¹⁾ Cinq versements du Ministère de la Justice, effectués en 1934, 1937, 1938 et 1941, ont fait entrer aux Archives Nationales la suite des dossiers de grâces et de rejets de recours en grâce jusqu'à l'année 1930 inclusivement. Mais, pour être intégrés et cotés dans la sous-série BB²⁴ puis inventoriés, ces documents doivent être triés. Ce travail de triage, qui a porté jusqu'à présent sur l'ensemble des papiers du bureau des grâces -- depuis l'origine jusqu'à 1885, ne pourra être fait désormais, en raison de la date récente des dossiers, qu'après certains délais fixés par le Ministre de la Justice (Lettre du 5 mai 1923 à la Direction des Archives). Le triage des dossiers des années 1881 à 1890, qui d'après l'autorisation ministérielle pouvait être commencé en 1940, est actuellement (1946) en cours d'exécution. (Voir ci-dessous, p. 149, notice de BB²⁴, note 2.)

Le fonds le plus ancien de ces sous-séries, conservé sous les cotes BB²¹ 1 à 169, est formé, en partie, des papiers du Conseil privé, qui fut institué par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X pour examiner les recours en grâce ⁽²⁾. Cette institution ne survécut pas au premier Empire. Les procès verbaux de ses séances depuis le 29 brumaire an XI s'arrêtent an 12 juin 1813; ils sont cotés BB²¹ 1 à 61. Par ailleurs, le service des Grâces, d'où proviennent les documents des quatre sous-séries, n'a guère varié au cours du XIX^e siècle : bureau du Grand-Juge (1^{re} Division de l'an XII à 1808; 3^e Division, 3^e Section, puis 3^e Bureau, de 1809 à 1815) fonctionnant à côté du Conseil privé; 3^e, puis 2^e Bureau (depuis 1823) de la Direction des Affaires criminelles et des Grâces que dirigea, de 1814 à 1822, le jurisconsulte Le Graverend, -- ce service n'a pas cessé, depuis le Consulat et l'Empire, de s'occuper du " travail des recours

en grâce et des demandes en réhabilitation ». Plus tard, est ajouté à ses attributions le “ travail général des grâces collectives accordées annuellement dans les bagnes et prisons », dont l'usage remontait à l'ordonnance du 6 février 1818 et dont on trouvera les dossiers, en partie, dans la sous-série BB²². D'autre part, les 11706 dossiers d'insurgés de la Commune de Paris, en 1871, rangés maintenant dans la sous-série BB²⁴, ont pour origine “ l'instruction des demandes en remise ou commutation de peines formées par les individus condamnés pour faits insurrectionnels », dont le bureau des grâces fut également chargé, de 1877 à 1883⁽¹⁾.

⁽²⁾ Le Conseil privé était composé du Grand-Juge, de deux Ministres, de deux Sénateurs, de deux Conseillers d'État et de deux juges au Tribunal de Cassation. Les minutes des procès verbaux des conseils privés pour recours en grâce, présidés par l'Empereur, sont aussi conservées sous les cotes AF. IV 1232 à 1235 (an X-1813). Les expéditions de ces procès-verbaux envoyées au Grand-Juge sont cotées au début des décrets de grâce, BB²⁴ 2251 et 2252.

⁽¹⁾ Ces dates sont données par l'*Almanach national*, mais, en fait, le bureau des grâces eut à examiner les recours en grâce des insurgés de 1871, dès l'année 1872.

Jusqu'aux premières années du Second Empire, ce bureau avait réparti ses différentes catégories de dossiers en plusieurs groupes distincts. Quand ces papiers sont entrés aux Archives nationales, les classements adoptés au Ministère ont été maintenus; ils expliquent la formation des quatre sous-séries : BB²¹ (grâces accordées), BB²² (amnisties, grâces collectives, grâces politiques), BB²³ (grâces militaires), BB²⁴ (demandes de grâces, rejets de recours en grâce), qui figurent avec ces titres dans l'*État sommaire* publié en 1891. Plus tard, à partir des années 1856 et 1857, ces répartitions ont été peu à peu abandonnées par le bureau des grâces; un classement unique a prévalu. En conséquence, les liasses formées par ce service, depuis cette époque, composées désormais de dossiers appartenant à toutes les catégories énumérées ci-dessus, ont été, après leur transfert aux Archives nationales, exclusivement affectées à la sous-série BB²⁴. Il en sera de même pour les versements futurs⁽²⁾. Une exception, cependant, a été faite pour les dossiers de réhabilitation qui, retirés des liasses pendant les opérations de triage, ont été groupés et cotés dans la sous-série BB²¹, à partir de l'article 651.

⁽²⁾ Pour coter ses dossiers, le bureau des grâces a employé, au cours du XIX^e siècle, plusieurs lettres de série, suivies d'un numéro d'ordre : 1^{re} série jusqu'à 7^e série, concurremment avec les lettres BG ou G, de l'an XI à 1811; S, suivi d'un chiffre, de 1 à 9, de 1812 à 1850; S, suivi des deux derniers chiffres de l'année, à partir de 1851 (par exemple, S. 52, S. 53, etc. pour les années 1852, 1853...). C'est ce dernier mode de cotation qui est encore en vigueur. D'autre part, des répertoires sur fiches et des registres ont été utilisés par ce service pour retrouver ou enregistrer ses dossiers. Ces instruments de travail peuvent servir encore, dans une certaine mesure, pour les recherches. Ils constituent en partie la sous-série BB²⁷ et, en totalité BB²⁸.

Dans cette masse de papiers, distribués aux Archives nationales entre les quatre sous-séries BB²¹ à BB²⁴, il a paru nécessaire, en effet, d'effectuer un travail de discrimination. Après approbation de la Commission supérieure des Archives et d'accord avec le Ministère de la Justice, toutes les affaires de droit commun, reconnues complètement dépourvues de valeur historique, ont été écartées. Toutefois, cette mesure comportait une réserve : les dossiers du Consulat et de l'Empire et, à plus forte raison, les documents plus anciens ont été intégralement conservés, la distinction entre les crimes ou délits de droit commun et ceux qui ont un caractère politique ou historique étant malaisée pour cette période. Aucun triage n'a été effectué non plus dans les dossiers politiques des inculpés des Commissions mixtes de 1852 (BB²² 131 à 189), ni dans ceux des insurgés de la Commune de Paris, en 1871, contenus dans la sous-série BB²⁴. Les autres papiers de la période postérieure au Premier Empire ont été

triés⁽¹⁾ avec le souci de garder strictement tout ce qui pouvait fournir une contribution -- si minime fût-elle -- à l'histoire.

⁽¹⁾ Le triage des dossiers ayant nécessairement qui porte les numéros extrêmes des liasses réduit l'épaisseur des liasses, plusieurs articles anciennes. ont pu être réunis, généralement, en un seul,

On trouvera ci-dessous, précisément, l'énumération des catégories de dossiers d'affaires ayant un caractère historique qu'il a paru utile de conserver et qui constituent maintenant, en totalité ou en partie, chacune des sous-séries BB²¹ à BB²⁴. Pour l'histoire des troubles en France au XIX^e siècle, principalement, ces documents sont une source assez peu connue jusqu'à présent et qui ne doit pas être négligée.

Affaires politiques. -- Insurrections, émeutes, conspirations, complots, attentats, soulèvements, manifestations, propagande contre le Régime établi; agissements contre la République, menées royalistes, manifestations du parti légitimiste, “ terreur blanche ”, mouvements anti-royalistes, républicains, propagande bonapartiste, manifestations pour ou contre l'Empereur. -- Chouannerie, brigandages commis par des royalistes, par des chouans ou sous prétexte de chouannerie; bandes de Diot. -- Articles, livres, discours, pamphlets, manifestes, cris, propos et chants séditieux, outrageants ou injurieux pour le pouvoir établi : pour le Roi ou la famille royale, pour l'Empereur ou sa famille, pour le Président de la République, l'Assemblée nationale, les Ministres, pour les souverains étrangers. -- Drapeaux ou emblèmes séditieux. Dessins, peintures, médailles, statuettes et autres objets séditieux; mise en vente de portraits des membres de la famille déchue, de personnages hostiles au Régime établi. -- Agissements en faveur des ennemis de la France; révoltes contre la domination française; individus condamnés pour avoir porté les armes contre la France. -- Conventionnels et Représentants bannis. -- Associations, clubs et réunions politiques; associations républicaines. -- Agissements socialistes et communistes; menées démagogiques, discours anarchiques, propagande révolutionnaire. -- Émeutes, troubles à propos des élections; fraudes électorales. -- Nouvelles fausses ou alarmantes. -- Sociétés secrètes (notamment : “la Marianne ”, “ la Militante ”, “les Francs-Juges”, “ la Fraternité universelle ”); secte des Carbonari. -- Détention ou fabrication d'armes ou de munitions de guerre, en vue de mouvements insurrectionnels. -- Évasion de prisonniers politiques. -- Antagonismes de races ou de nationalités.

A noter parmi les complots, attentats, insurrections, mouvements révolutionnaires, émeutes : complots de G. Cadoudal, du général Malet, conspiration Didier, conspiration des “ Patriotes de 1816 ”, complot du général Berton (1822), complots de Belfort et de Colmar (1822); complot de Geslain, ancien valet de chambre de la duchesse de Berry; complot de la rue des Prouvaires, en 1832; insurrection des 5 et 6 juin 1832; affaire d'avril 1834; événements de Lyon, en avril 1834; attentat de Fieschi, le 28 juillet 1835; insurrection des 12 et 13 mai 1839; affaire de l'explosion de la rue Montpensier, en novembre 1839; complot de Boulogne (6 août 1840); attentat de Darmès contre le Roi (15 oct. 1840); troubles à Paris en septembre 1841; attentat de Quenisset contre les princes (13 sept. 1841); complot communiste contre le gouvernement à Paris (procès des Communistes dits “ Matérialistes ”); révolution de février 1848 (dévastations de lignes de chemins de fer, de châteaux, etc.); émeutes en province, notamment à Lyon, à la fin de février 1848, à Rouen, à Limoges, en avril 1848; “ journées ” de juin 1848; insurrection des 22 et 23 juin 1848 à Marseille; désordres à l'occasion de l'élection de L. N. Bonaparte à la Présidence de la République (10 décembre 1848); mouvement insurrectionnel du 13 juin 1849 [manifestation contre l'Assemblée législative]; insurrection à Lyon, dans les départements du Rhône, de la Loire et de Saône-et-Loire, les 14 et 15 juin 1849; complot de Mulhouse (juin 1849); complot d'Oran (juin 1850); insurrection

de décembre 1851; complot de Lyon, en 1851; complot dit de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique (juin-juillet 1853); insurrection à Angers, les 26 et 27 août 1855; préparation d'insurrection ou mouvements insurrectionnels dans la Nièvre et à Angoulême, en 1854 et 1855, en Bourgogne, à Vienne (Isère), à Lyon, dans les Deux-Sèvres, dans les départements du Midi, en 1856, à Lyon, en décembre 1857, en Saône-et-Loire, en 1858; attentat contre l'Empereur (14 janvier 1858) [Orsini]; mouvement insurrectionnel de l'Aurès (1858); insurrection du Hodna (Algérie), en février-mars 1860; insurrection de la Kabylie, en 1860 et 1864-1865; attentat projeté contre l'Empereur en 1863-1864; tentative d'assassinat sur le tsar Alexandre II à Paris, le 6 juin 1867; émeutes et barricades à Paris, en février et mai 1870, en janvier 1871; insurrection de la Commune de Paris, en 1871; mouvements révolutionnaires ou insurrectionnels en province, en octobre 1870 et en 1871 (notamment à Brest, Mulhouse, Lyon, Narbonne, Limoges, Marseille, Bordeaux, Saint-Étienne, Montargis, Cosne, Neuvy, la Charité-sur-Loire, au Creusot, dans les Pyrénées-Orientales); insurrection algérienne en 1871; insurrection de la Martinique, en septembre 1870; insurrection de l'Aurès (mai 1879).

Affaires locales. -- Hostilités, rixes sanglantes entre habitants de communes voisines, par suite de divergences politiques, de rivalités, à cause de limites ou de propriétés communales, de fusions de communes, du tirage au sort, etc. -- Conflits sanglants en Corse; vendetta. -- Désordres, émeutes, agitation, manifestations à propos de recensements, de saisie de troupeaux, de droits de pâturage, d'affouages, de droits d'usage, de péages, de droits de marché, de bancs d'église, etc... -- Revendications de terrains, de bois, etc... par des communes; usurpations. -- Dévastations de propriétés par des habitants en bande; opposition d'habitants à des constructions de chemins. -- Troubles dans les théâtres, dans les bals, pendant les fêtes. -- Manifestations, écrits ou propos injurieux contre les maires, les adjoints, les conseils municipaux; troubles, émeutes provoqués par des arrêtés de préfets, de maires. -- Troubles à propos de nominations, de déplacements, de maintien ou de réinstallation de desservants, de vicaires, d'instituteurs. -- Désordres dans les églises; pillages de presbytères. -- Incidents et désordres à propos de suppression d'édifices du culte, d'enlèvement de croix, de plantation ou de destruction d'arbres de la Liberté. -- Tumultes, incidents, fraudes à l'occasion d'élections. -- Polémiques et luttes électorales. -- Émeutes à la suite de banquets patriotiques. -- Charivaris. -- Tenue irrégulière ou lacération de registres de l'état-civil. -- Incendies (quand ils occasionnent des dommages considérables). -- Incendies ou accidents occasionnés par des feux d'artifice, pendant des fêtes. -- Clubs dans les villes. -- Affaires concernant les Cercles littéraires.

Questions ouvrières; industrie; travaux publics. -- Rivalités, conflits, rixes sanglantes entre ouvriers de corporations différentes ou de compagnonnages opposés, entre ouvriers français et étrangers. -- Émeutes d'ouvriers à propos de salaires ou pour d'autres causes (emploi d'étrangers, fermetures d'usines, introduction de machines dans l'industrie). -- Grèves, coalitions. -- Destruction de métiers ou de machines. -- Destructons et pillages sur les lignes de chemins de fer (février 1848). -- Monopoles organisés par des corporations ouvrières. -- Troubles provoqués par des résiniers. -- Contraventions à la loi sur le travail dans les manufactures (patrons condamnés). -- Ouvertures d'usines, exploitation de mines, de tourbières, etc... sans autorisation; accidents de mines, explosions de grisou. -- Infraction à des ordonnances sur les chemins de fer, sur les bateaux à vapeur : accidents (graves) de chemins de fer; écroulements de ponts en construction, de monuments (ingénieurs, architectes, entrepreneurs condamnés). -- Déraillements occasionnés par des ouvriers congédiés.

Subsistances. Commerce. -- Troubles, rébellions, émeutes à propos des subsistances. -- Pillages de grains et de farines. -- Entraves à la libre circulation des grains. -- Hausse illicite des denrées. -- Incendie de récoltes. -- Troubles dans les ports à l'occasion de l'embarquement

de denrées. -- Désordres dans les marchés. -- Infractions à la taxe du pain. -- Abus commis par des boulangers à l'occasion de la vente du pain. -- Contrefaçon des marques de fabrique ou de commerce. -- Divulgation des secrets de fabrication. -Fraudes dans l'industrie. -- Bénéfices scandaleux et agissements frauduleux à l'occasion du ravitaillement de Paris (1870-71). -- Banqueroutes (quand il s'agit d'affaires importantes). -- Faillites (quand elles ont des répercussions sur le commerce ou l'industrie). -Prêts usuraires.

Agriculture. Forêts. -- Rébellions contre des gardes forestiers, à la suite de la répression du braconnage, de délits forestiers, de perquisitions. -- Émeutes occasionnées par la poursuite de délits. -- Associations de braconniers. -- Nombreux délits de chasse et bandes de braconniers, en 1830, en 1870. -- Pillages, dévastations, incendies de forêts. -- Émeutes à propos de reboisements. -- Forêts exploitées avec l'autorisation des puissances alliées, pendant l'invasion (1814). -- Invasion de sauterelles en Algérie. -- Infraction au règlement sur les vendanges.

Affaires religieuses; cultes. -- Manifestations, ouvrages, brochures, chansons, libelles ou articles outrageants pour la religion. -- Manifestations contre l'archevêque de Paris, contre des desservants. -- Propos contre le clergé, contre des prêtres. -- Dévastations commises chez des religieux. -- Violences faites à des prêtres constitutionnels, à des individus pour cause de religion. -- Enlèvement de prêtres réfractaires arrêtés. -- Troubles graves suscités par des haines de religions. -- Dissensions, entre habitants de religions différentes. -Collisions sanglantes entre catholiques et protestants. -- Réunions du culte de l'Église protestante libre de France, de la Secte des Évangélistes, de la Secte dite des " Indépendants", etc... -- Bruits répandus du massacre des protestants par les catholiques. -Manifestations contre le clergé occasionnées par la crainte du rétablissement de la dime. -Émeutes à la suite du refus de curés de faire des processions pendant des orages. -Oppositions aux arrêtés préfectoraux sur la fermeture des cabarets pendant les offices. -Mariages religieux célébrés avant le mariage civil. -- Désordres pendant des cérémonies religieuses. -- Sermons hostiles au gouvernement ou aux autorités, prononcés en chaire. -Affaire Théotiste Covarel (troubles dans le diocèse de Saint-Jean de Maurienne, 1873-1876). -- Manifestations, agissements contre des israélites. -- Tentatives de scission dans le culte juïque. -- Tumultes dans des synagogues.

Instruction publique. -- Écoles, pensions ouvertes sans autorisation. -- Langues anciennes enseignées illégalement dans des écoles. -- Enseignement religieux; enseignement du catéchisme sans autorisation. -- Fraudes aux examens du baccalauréat. -- Troubles dans les facultés, dans les écoles.

Presse. Librairie. -- Délits de presse; poursuites contre les journaux. -- Édition, distribution, vente ou colportage de journaux, brochures, périodiques, etc., interdits ou séditieux. -- Libelles, factums ou articles diffamatoires. -- Contraventions aux lois sur l'imprimerie et la librairie. -- Imprimeries clandestines. -- Ouvrages condamnés pour outrage à la morale (chansons de Béranger, oeuvres de Baudelaire, etc...). -- Vente ou publication de gravures ou de photographies non autorisées. -- Contrefaçon d'ouvrages. -Polémiques entra gérants de journaux. -- Contraventions de presse à l'occasion de brochures ou de feuilles électorales.

Affaires militaires. -- Rébellions et troubles à propos de l'arrestation de déserteurs, de militaires insoumis. -- Brigandages commis par des bandes de soldats réfractaires. -Émeutes à propos de la conscription. -- Conscrits réformés par complaisance ou par suite de simulations de maladies. -- Affaires de remplacements militaires. -- Refus de service dans la garde nationale ou manquement au service; rivalités dans la garde nationale; troubles à l'occasion de l'élection des officiers, des opérations du conseil de révision ou de la réorganisation de la garde nationale. -- Tumultes pendant des revues de troupes. -- Manifestations, publications, cris, propos contre l'armée, contre des officiers. -- Rixes, collisions entre ouvriers et soldats. --

Troubles, émeutes, pillages occasionnés par des soldats. -- Soldats ou officiers étrangers blessés, tués ou volés en 1814, 1815. -- Brigandages et pillages par des soldats alliés en 1815. -- Collisions entre les populations et les soldats des garnisons. -- Mutineries, insubordinations. -- Abandons de postes devant l'ennemi ou l'insurrection. -- Évasions de prisonniers de guerre. -- Soldats français tués ou blessés à l'étranger. -- Attaque de troupes françaises ou de marins par des indigènes. -- Pillages par des corps francs, en 1815; par des francs-tireurs, en 1870. -- Espionnage. -- Guerre de 1870-71 : désertions, relations ou intelligences avec les Prussiens, refus de répondre à l'appel sous les drapeaux, abandon d'armes, pillages de trains de ravitaillement, pillages et vols par les Allemands, ravitaillement de l'armée allemande, incendies de villages par les Allemands (complicités), dénonciations contre des habitants qui s'étaient opposés à l'avance allemande. -- Manifestations contre des officiers prussiens. -- Fournisseurs aux armées : fraudes.

Affaires maritimes et coloniales. -- Naufrages. -- Révoltes d'équipages. -- Pillages de navires échoués; vols d'épaves. -- Pertes volontaires de bateaux (baraterie). -- Rivalités entre pêcheurs, entre pêcheurs français et anglais; pêches par des bateaux anglais dans les eaux territoriales françaises. -- Pêcheries dévastées par la pêche en temps prohibé. -- Rébellion de pêcheurs à l'occasion des règlements. -- Traite des noirs. -- Contravention aux lois sur le régime de l'esclavage. -- Tentative d'insurrection à la Guadeloupe, à la Martinique (1833). -- Empoisonnements commis par des nègres à la Martinique. -- Attaque et massacre de colons par des indigènes. -- Tentatives de déraillement par des arabes, en Algérie. -- Exactions de chefs indigènes.

Impôts; affaires fiscales. -- Rébellions contre des préposés d'octroi, contre des agents des contributions. -- Refus de payer les contributions. -- Troubles, désordres, émeutes à propos du droit d'octroi, des contributions indirectes, de l'impôt des quarante-cinq centimes, des droits sur les vins, sur les fruits distillés. -- Tentatives de destruction des registres de receveurs. -- Contrebande. -- Fabrication frauduleuse du sel. -- Plantation clandestine de tabac. -- Fabrication clandestine de cartes à jouer.

Justice. Police. Prisons. -- Attaques et arrestations de diligences, de courriers. -- Banditisme ; garrotteurs; chauffeurs. -- Brigandages en Corse, dans les Pyrénées (traboucaires). -- Associations de malfaiteurs. -- Invasions de mendiants. -- Bandes de brigands sur le territoire pontifical. -- Fabrication et émission de fausse monnaie, de faux billets de la Banque de France, de la Banque russe, de la Banque d'Angleterre, etc. -- Faux papier timbré. -- Vols à la Bibliothèque nationale, aux Tuileries, au Louvre, dans les églises. -- Vol de trésors trouvés. -- Maisons de jeux. -- Jeux clandestins, bookmakers aux courses, "paris à la cote". -- Escroqueries (quand elles présentent quelque singularité). -- Révoltes de détenus. -- Maisons de refuge pour jeunes détenus. -- Mise en apprentissage des enfants ayant agi sans discernement. -- Société pour le patronage des jeunes libérés. -- Mémoires ou propos injurieux pour des tribunaux, pour des magistrats. -- Contraventions à la police des théâtres, aux règlements sur la circulation. -- Rébellions, manifestations contre la police, la gendarmerie.

Affaires diverses. -- Affaires notables (ex. : affaire Teste). -- Exercice illégal de la médecine. -- Rebuteurs. -- Épidémies; désordres à l'occasion du choléra. -- Arrêtés pour éviter la propagation du typhus (infraction). -- Troubles à Paris à propos de l'abolition de la peine de mort. -- Refus, par des charpentiers, de dresser l'échafaud. -- Crimes ayant ému l'opinion. -- Superstitions, croyances à la sorcellerie dans les campagnes, aux sortilèges (escroqueries à cette occasion). -- Duels. -- Loteries. -- Contraventions (quand il s'agit de personnages célèbres). -- Reproduction d'objets d'art sans autorisation. -- Destruction ou mutilation de monuments ou d'œuvres d'art. -- Dessins signés de fausses signatures d'artistes réputés. --

Dossiers contenant des lettres de personnages connus jointes à des demandes en grâce.

Les sous-séries BB²¹ à BB²⁴ contiennent des dossiers rentrant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus ou concernant des individus ayant participé à l'une ou l'autre de ces affaires. Cette énumération peut donner une idée générale de l'intérêt historique que présentent les dossiers de grâce et permettra de n'indiquer, dans le présent *État sommaire*, que les affaires considérées comme les plus importantes. La consultation des inventaires analytiques manuscrits de ces quatre sous-séries et de la table sur fiches, par noms propres et par matières, de ces instruments de travail reste indispensable. Il y aura lieu enfin de se reporter aux dossiers de grâces qui figurent dans d'autres sous-séries : BB³ 144, 168 et 170¹ et ², BB³⁰ 462 à 479, 480 à 483, BB^{30*} 809, F⁷ 9337 et 9338, 10210 à 10217, 12175², 12710 à 12713.

ET. GUILLEMOT.

BB²¹. GRÂCES ACCORDÉES.

Le titre donné, dans *l'État sommaire* publié en 1891, à la sous-série BB²¹ n'est pas complètement exact. A côté de grâces accordées, qui constituent, en effet, la masse principale de ces papiers, on trouve aussi, notamment sous les cotes BB²¹ 1 à 61 (affaires examinées au Conseil privé de l'an xi à 1813) et parmi les articles cotés BB²¹ 72 à 169 (affaires classées par ordre alphabétique des noms de condamnés, de 1792 à 1822), des demandes de grâce rejetées on qui n'ont pas eu de suite. La plus grande partie de la sous-série (BB²¹ 172 à 634) reste néanmoins exclusivement composée de dossiers de grâces accordées de 1814 à 1858. Au delà de cette dernière année, il faudra chercher la suite des grâces dans les liasses de la sous-série BB²⁴, pour les raisons indiquées plus haut⁽¹⁾.

⁽¹⁾ La sous-série BB²¹, n'ayant plus reçu les dossiers de grâce, postérieurement à l'année 1858, pourrait être considérée comme fermée. On a cependant jugé utile de la laisser ouverte pour coter les dossiers de réhabilitation, sans grand intérêt au point de vue historique, qui forment aujourd'hui les articles 651 à 1012 (années 1815-1885).

Les 169 premiers articles de la sous-série BB²¹ contiennent des documents depuis l'époque révolutionnaire jusqu'aux premières années de la Restauration, mais les grâces proprement dites ne sont pas antérieures à l'an xi. Le droit de grâce, supprimé par un décret de l'Assemblée constituante du 25 septembre 1791, fut en effet rétabli seulement, en faveur du 1^{er} Consul, par le sénatus-consulte du 16 thermidor an x. La présence, dans les dossiers de grâces, de pièces plus anciennes que l'an xi s'explique par le fait que l'instruction de plusieurs recours de condamnés portait, à cette époque, sur des affaires jugées parfois sous le Directoire ou même antérieurement.

On a dû se borner dans le présent *État sommaire* à l'indication des affaires qui paraissaient particulièrement notoires. Ce procédé critiquable d'échantillonnage ne pouvait être évité. Pour se rendre compte des renseignements historiques que peut fournir la sous-série BB²¹, il faut d'ailleurs se reporter à l'énumération donnée, pages 123 et suivantes, des catégories de dossiers conservés dans l'ensemble des quatre sous-séries, sous cette réserve que les articles cotés jusqu'à BB²¹ 634 ne dépassent pas les premières années du Second Empire. On devra néanmoins consulter l'inventaire analytique détaillé de BB²¹ [1 registre manuscrit, inv. n^o 871] et la table sur fiches qui en est le complément.

BB²¹ 1 à 61. Séances du Conseil privé de l'an xi à 1813 : grâces accordées ou refusées à des individus condamnés pour affaires politiques, propos, discours, faits contre-révolutionnaires, cris séditieux, participation à des troubles, brigandages, révoltes, arrestations de diligences, affaires relatives aux subsistances, etc. 1792-1813.

A noter plus spécialement :

1. Troubles dans le département des Forêts. An VIII [105 BG].
2. Tentative d'enlèvement d'un prêtre inscrit sur la liste des émigrés, à Thiébouhans (Doubs). An VI [45 BG].
4. Révolte au 7^e Régiment d'artillerie, en garnison à Groningue, le 15 fructidor an III [467 BG]. -- Affaire Cadoudal : complicité de Pierre Querelle. An xn [694 BG].
5. Conspiration Pichegru-Cadoadal : complicités de Bouvet de Lozier, Rusillion, Rochelle, Polignac, d'Hozier, Rivière, Lajolais, Gaillard. 1803 [735 2^e S^{ie}].
6. Mutinerie de la 7^e Demi-Brigade, à Marseille, le 22 fructidor an VII [367 BG].
12. Enlèvement du sénateur Clément de Ris, à Azay (Indre-et-Loire) : complicité de L. Lacroix. An IX [1334 3^e S^{ie}].
31. Cl. Anne M^{is} de Saint-Simon (condamné à mort pour participation à la guerre contre la France). 1808 [324 6^e S^{ie}].
- 33^B. Espionnage pour l'Angleterre : Delaunay-Boiselucas, complice d'Armand de Chateaubriand. 1808 [71 7^e S^{ie}].
40. Complot de Georges Cadoudal : complicité de Ch. François Rivière [735 2^e S^{ie}].
- 42 à 56. Déserteurs. Prisonniers de guerre évadés. An VII-1815.
57. Brigandages (garrochage) dans les Deux-Nèthes, en l'an XI [169 6^e S^{ie}].
58. Lettres de grâce accordées à des déserteurs et signées par l'Empereur. 1813.
61. Brigandages dans l'Ardèche. An v-an VII [287 6^e S^{ie}].

BB²¹ 62. Lettres de grâce accordées à des déserteurs et à des prisonniers de guerre évadés et condamnés (séances du Conseil privé, 1806-1812).

BB²¹ 63. Recours en grâce : feuilles de travail. An XI-1809.

BB²¹ 64. Recours en grâce rejetés au travail de l'an xi.

BB²¹ 65. Listes et états de recours en grâce. An XII-an XIII. -- Circulaires relatives aux recours en grâce (réponses à la circulaire du 10 vendémiaire an XI). -- États de recours en grâce qui n'ont pas été présentés au Conseil privé. An XII-1806.

BB²¹ 66. Affaires non susceptibles d'être portées au Conseil privé. An XIII-an XIV.

Les nos 67 à 71 sont vacants ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Sous ces cotes étaient conservées des lettres patentes (minutes) autorisant des officiers ou fonctionnaires à rester au service de pays étrangers ou des autorisations de naturalisation (1812-1814). Ces documents sont maintenant cotés BB¹¹ 5² à 6.

BB²¹ 72 à 169. Recours en grâce, grâces ou rejets de recours en grâce d'individus condamnés pour conspirations, attentats, insurrections, rébellions, séditions, troubles, propos, discours, cris, drapeaux séditions, espionnage pour une puissance étrangère, brigandages, délits de presse, coalition d'ouvriers, etc. ⁽²⁾ (dossiers classés par ordre alphabétique des noms des condamnés). 1792-1822.

⁽²⁾ Consulter, en tenant compte des dates indiquées (1792-1822), l'énumération donnée, pages 123 à 127, des catégories de dossiers conservés dans les sous-séries des grâces et qu'il est possible de trouver sous les cotes BB²¹ 72 à 169.

On peut noter les affaires suivantes :

72. Abraham. Israélites à Strasbourg (affaire de faux) : commerce des juifs et pratiques d'usure. An IX [652 BG 2^e S^{ie}].
77. Bailly, prêtre condamné à 3 mois de prison pour avoir célébré, la messe. An v [1221 3^e S^{ie}].
78. Barrier. Brigandages de chouans dans la Mayenne. An III [581 1^{re} D^{on}].
80. Benvenuti et Jaccini. Tentative d'insurrection près de Livourne. 1810 [S. 1 107].
83. Blandiau-Laval (J.) et Meneust Labrousse (Louis), ex-officiers chouans. -- Faits de chouannerie en l'an VI [116 1^{re} S^{ie}].
84. Boda. Vol avec garrottage commis par des brigands en bande, dans l'Ourthe. An VIII [980 G 3^e S^{ie}].
85. Bonjoanni. Brigandages dans les Alpes-Maritimes, en 1805 et 1806 [22 4^e S^{ie}].
86. Bouton. Attentat contre le Roi (explosion sous les guichets des Tuileries). S. d. [1820] (S. 4. 5756). -- Branjonneau. Mouvement anti-royaliste du 23 juin 1815 à Jupilles et à Pruillé (Sarthe) : participation [S. 3 1422]. -- Breton. Insurrection de troupes à Turin, du 22 au 24 messidor an IX [794 2^e S^{ie}].
88. Capellino. Brigandages et complicité dans l'attaque du courrier du roi de Naples sur la route d'Asti à Turin, le 22 prairial an xi [511 BG].
89. Cassini. Brigandages dans l'arr^t de San-Remo, en 1797 et années suivantes (complicité) [163 4^e S^{ie}].
90. Chabert. Brigandages dans l'Ardèche, en avril 1815 [S. 3 2826].
92. Charles. Attaque par des chouans insoumis de la diligence d'Alençon à Paris, le 18 prairial an VIII [501 2^e S^{ie}]. -- Chartran (le Général), condamné le 9 mai 1816 pour complot contre le gouvernement : rejet de la demande en grâce [S. 3 1545]. -- Chastel. Émeute d'ouvriers sans travail, à Vire (Calvados), le 18 juin 1814 [S. 3 1693].
93. Cochet. Conspiration de La Rochelle [1822]: complicité de militaires du 45^e R.I.

- (Raoulx, Bories, Goubin, Pomiers, Cochet, Perreton...) [A. 5 5680].
94. Coster Saint-Victor. Conspiration (attentat du 3 nivôse an IX) [724 2^e S^{ie}].
96. Crombez. Rébellion et pillage de grains, à Douai, s. d. (1817) [S. 3 3672].
97. Dacosta. Vol de diamants de la Couronne, notamment du “Sancy” et du “ Régent ”, en 1792 [380 BG]. -- Dalencourt, concierge de la prison de Douai. Évasion de Maubreuil “ prisonnier d'État ”. 1818 [S. 4 578].
98. De Brandt. Insurrection d'une bande armée, aux environs de Bruxelles, à propos de la conscription. An VII [S. 1 539].
100. Delaye. Arrestation de diligences et vols sur la route d'Orange à Montélimar. An VII-an IX [850 G].
101. Desbans (C.-Fr.) et Chayaux (J.-B.). Complot contre les princes (1817) [S. 3 4207].
104. Dubedat, prêtre. Rassemblements et exercice du culte (interdit), dans les cantons de Lupiac et d'Aignan (Gers), en l'an IV [S. 3 2997].
109. Éloi. Brigandages et garrottages dans les communes d'Ingouville et de Sainte-Adresse (Seine-Inférieure), en 1792 [S. 2 1224].
114. Fourquer. Incendie à Belleuse (Somme) : destruction de 71 maisons, le 22 avril 1817 [S, 3 3454].
115. Freulon. Enlèvement de la recette de Segré (Maine-et-Loire) par une bande de brigands (ex-chouans), les 27-28 frimaire an IX [1139 3^e S^{ie}].
122. Guichard. Mouvement séditieux à Avignon et à Entraigues (Vaucluse), le 8 juillet 1815 [S. 3 1698].
128. Kayper. Émeute à l'occasion du départ des conscrits, à Amsterdam, en avril 1811 [S. 1 420].
130. Lafauche. Mutinerie d'un bataillon de la 84^e 1/2 brigade à Zurich, en l'an VIII [257 BG].
131. Laurens et autres. Conspiration dans le Tarn (communes de Castres, Labruguière et Réalmont), en fructidor an v [594 G].
135. Lesurques. (Affaire du courrier de Lyon, 1796). Demande d'indemnité de sa veuve [1328, 3^e S^{ie}]. -- Lovasseur. Mutinerie au 1^{er} Rég^t de dragons de l'armée d'Angleterre, à Lœuilly (Somme), le 20 prairial an XII [S. 460].
138. Mallier. Brigandages dans l'Aveyron, en ventôse an xi [445 G].
143. Menici, capitaine d'artillerie licencié. Enlèvement de la recette de Roehechouart, le 1^{er} nov. 1815 [S. 3 1181].
146. Mouton-Duvernet (Général), condamné à mort pour “haute trahison ”, en 1815 [S. 3 1967].
150. Petitfour. Troubles à Paris, place S^{te} Geneviève, le 3 juin 1822 (anniversaire de

Lallemand) [S. 5 2410].

154. Préville (Nympe de). Espionnage pour l'Angleterre, s. d. (condamnation à mort par contumace, Rouen, 10 brum. an XIII) [307 7^e S^{ie}].

156. Richard. Assassinat du courrier de Lyon, le 8 floréal an IV (Affaire Lesurques) : complicité [1249 3^e S^{ie}].

160. Sassi della Teosa, grand maitre de la cour de la reine d'Étrurie, condamné à mort pour avoir rempli des "missions auprès des Puissances ennemies", 1811 [S. 1 238].

169. Zender, curé de Wiesbaum (Sarre). Suppression de registres baptistaires, pour soustraire des jeunes gens à la conscription, en 1807 94 6^e S^{ie}].

BB²¹ 170. Correspondance relative à des grâces ou commutations de peines de militaires. 1806-1814. -- Entérinement de lettres de grâce. 1813. -- Réponses des Cours royales à la circulaire du 29 avril 1822, demandant les extraits des jugements prononcés contre des militaires soit en activité soit en demi-solde ou contre des membres de la Légion d'honneur. 1822. -- Réponse à une demande du Grand Chancelier de la Légion d'honneur au sujet des membres de cet ordre condamnés par les Cours d'assises de Nantes, Poitiers, Colmar et Paris, pour affaires de conspiration, en 1822 (conspiration Berton, affaire de La Rochelle, affaire Pailhès).

BB²¹ 171. Bulletins des recours en grâce⁽¹⁾. 1816-1818.

⁽¹⁾ Les bulletins de recours en grâce avaient pour objet de mettre sous les yeux du Directeur des Affaires criminelles et des Grâces les demandes de grâces de chaque jour.

BB²¹ 172 à 634. Grâces accordées, de 1814 à 1858, à des individus condamnés pour participation à la guerre contre la France, à des combats contre les troupes royales, à des insurrections, complots, brigandages, troubles, etc. ⁽²⁾ (Classement par ordre chronologique des grâces.) 1792-1857.

⁽²⁾ La liste des catégories de dossiers conservés dans les sous-séries des grâces (voir pages 123 à 127) donnera un aperçu des affaires qui peuvent être trouvées sous les cotes BB²¹ 172 à 634. Il faudra toutefois tenir compte qu'il ne s'agit ici que des affaires qui se sont produites entre 1792 et 1857, dates extrêmes de ces articles.

On peut noter les affaires suivantes :

172. *Grâces accordées du 23 mai au 1^{er} sept. 1814.* Le marquis de Saint-Simon, grand d'Espagne, condamné à mort pour participation à la guerre contre la France, 1808 : annulation du jugement prononcé contre lui [sans cote du dossier]. -- Dalmates condamnés à mort pour révolte contre la domination française, 1807-1808 [S. 1 87].

173. *Id.* Complot royaliste en Normandie, 1807; affaire du Quesnay : complicité de J. B. de Placène, de M^{me} Veuve Hélie de Combray, de M^{me} Acquet de Férolles et autres [S. 2 359 et 632, 7^e S^{ie} 38].

176. *Id.*, 22 juin 1814. Révolte contre la domination française en Dalmatie, 1807 : dalmates condamnés [S. 2 674].

177. *Id.*, 23 mai-1^{er} sept. 1814. Conspiration du général Malet le 23 octobre 1812 :

complicité du colonel Rabbe, de J. Aug. Rateau et autres [S. 1 858].

181. *Id.*, nov. 1814. Brigandages commis par des chouans ou d'anciens chouans, de nivôse an IV à mars 1809, dans les départements d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de Maine-et-Loire, de la Sarthe, du Calvados [S. 2 834].

183-184. *Id.*, décembre 1814. Fausse monnaie fabriquée à S'-Cloud, Mousseaux, Passy, Boulogne, de l'an VII à l'an XIII [S. 2 1588].

185. *Id.*, janvier 1815. Vol de bijoux de l'Impératrice Joséphine, aux Tuileries, en avril 1809 [7^e S^{ie} 158].

196-197. *Id.*, mars 1816. Commutation de la peine de mort prononcée contre le lieutenant-général Travot, pour avoir commandé un corps d'armée contre les troupes royales, en 1815 [S. 3 1373]. -- Commutations de peine obtenues par le général Debelle et l'adjudant-commandant Boyer de Peyreleau [S. 3 1351, 1386. 1388]. Voir aussi BB²¹ 213.

199. *Id.*, juin 1816. Commutation de la peine de mort prononcée contre le général baron Gruyer (pour proclamations destinées à rallier à " l'Usurpateur " les troupes de la Haute-Saône, les 17 et 27 mars 1815) [S. 3 1166].

201. *Id.*, août 1816. Conspiration de Didier à Grenoble : complicité de Dussert et de Durif, 1816 [S. 3 2180, A⁴ 8548]. Voir aussi BB²¹ 203, Cousseau, d^r S. 3 2401; BB²¹ 204, Durand, d^r S. 3 2458; BB²¹ 245, Biobet, Brun, d^r S. 3 4845.

202. *Id.*, septembre 1816. Évasion du marquis Du Châtelet et autres, en 1792 : complicité d'un employé du Comité de surveillance de la Commune de Paris [S. 3 246].

213. *Id.*, juillet 1817. Le général Debelle condamné à mort (commandement de troupes dans la Drôme, mars 1815) [S. 3 1388]. Voir aussi BB²¹ 196-197.

214-215. *Id.*, juillet 1817. Affaire du Nain *tricolore* : Constantin Zenowitz, 1816 [S. 3 2256]. -- Évasion du comte de La Valette, 20 décembre 1815 : complicité de J. Eberle, geôlier de la Conciergerie [S. 3 2502].

222. *Id.*, janvier 1818. Conspiration des "Patriotes de 1816 " : complicités ou non révélation' de complot. [S. 3 1939.] Voir BB²¹ 235-236.

227. *Id.*, janvier 1818. Insurrection de Lyon, 8 juin 1817 : grâces ou commutations en faveur de 74 inculpés.

232. *Id.*, avril 1818. Grâce accordée aux ex-conventionnels Alquier, Delbrel, Gamon, Laurence de Villedieu, Milhaud, Poullain -- Grandprey, Rabaut-Pomier, Saint-Prix, Gleysal, Moulin et Taveau, exilés comme régicides (loi du 12 janvier 1816). [S. 4 1011.]

235-236. *Id.*, juillet 1818. Conspiration, à Châlons-sur-Marne, des "Patriotes de 1816 " (Pleignier, Carbonneau et Tolleron) : P. O. Richer, condamné pour non révélation. [S. 3 2818.]

239-240. *Id.*, septembre 1818. Complot pour s'emparer du fort de Vincennes, 1816 : Monnier, condamné à mort. [S. 3 2400.]

244. *Id.*, décembre 1818. Le lieutenant-général baron Étienne Radet, condamné à 9 ans de détention (agissements en faveur de Bonaparte, mars-avril 1815). [S. 3 4742.]

246. *Id.*, février 1819. Assassinat de Fualdès : participation de Bach et de la V^{ve} Bancal, 1817. [S. 4 818.]
- 252-253. *Id.*, août 1819. Jean-Louis Achille, marquis de La Valette, ex-receveur général du département des Basses-Alpes, condamné en 1816 à 10 ans de bannissement (“faits séditieux”). [S. 4 2584.]
266. *Id.*, décembre 1820. Attentat contre la duchesse de Berry (pièces d'artifices sous un des guichets du Louvre, 28-29 avril, 6-7 mai 1820) : J.-P. Gravier, ex-officier et Bouton, condamnés. [S. 4 5756.]
- 269^A. *Id.*, mai 1821. Antoine-Marie-Joseph Chamans, comte de La Valette condamné à mort (“ faits relatifs aux événements de mars 1815 ”). [S. 5 723.] Voir aussi BB²¹ 214-215.
285. *Id.*, janvier 1823. Complot contre le gouvernement, en mai 1817, à Ponthierry (Seine-et-Marne) : Dumont, Duché, Duval et Fauché. [S. 3 3873.]
287. *Id.*, janvier 1823. Conspirations de Belfort et de Colmar, organisées par les colonels Caron et Pailhès, 1822 : complicité de Frédéric Dieudonné Roger. [S. 5 4522.]
- 299-303. *Id.*, avril 1824. Conspiration du 19 août 1820, à Paris : complicités du chef d'escadron Maziau (complot des Libéraux). [S. 5 1626], d'Éd. Martial de Trogoff, capitaine adjudant-major. [S. 6 510.] -- Conspiration du général Berton, à Thouars et à Saumur, 1822 : complicités de Sauzais et de Ferrail [S. 5 3373], du colonel Alix [S. 5 3452] et autres [S. 6 518]. Voir aussi BB²¹ 304, d^r S. 5 2753, BB²¹ 347-348, d^r S. 6 1984.
- 319-321. *Id.*, mars 1826. Brigandages des chouans Berguin et Danielo, en 1805, dans la commune de Crach (Morbihan) [S. 4 2679].
- 370-371. *Id.*, mars 1832. Attroupement aux cris de “ mort aux Ministres ”, à Vincennes et sur les Boulevards, le 18 octobre 1830 : Ch. Levieux, chef du mouvement [S. 8 295].
373. *Id.*, mai 1832. Daumier condamné pour caricature représentant le Roi et intitulée “ Gargantua ”, 1832 [S. 8 4172].
377. *Id.*, octobre 1832. Émeute à propos de l'introduction de machines dans l'industrie, aux Rives, près Saint-Étienne (Loire), le 3 mars 1831 [S. 8 2034].
378. *Id.*, novembre 1832. Insurrection des 5 et 6 juin 1832, à Paris ; participations [S. 8 6348, 6436, 6503]. Voir aussi BB²¹ 400-404 et 405-406 (*passim*); BB²¹ 379, d^r S. 8 6703; BB²¹ 380, d^r S. 8 6763, 6955; BB²¹ 382, d^r S. 8 7270; BB²¹ 387, d^r S. 8 6958.
380. *Id.*, décembre 1832. Chouannerie et brigandages commis par des chouans, en 1831 et 1832 [S. 8 6543]. Voir aussi BB²¹ 381-391 à 423-430 (*passim*) : grâces accordées de février 1833 à février 1840.
384. *Id.*, mai 1833. Émeute des mariniers à Roanne : destruction d'une partie du chemin de fer d'Andrézieux, 1831 [S. 8 3634]. -- Désordres à Paris, à l'occasion du choléra, avril 1832 [S. 8 6667].
385. *Id.*, septembre 1833. Émeutes à Metz, à propos des subsistances, les 5 et 6 juin 1832 : condamnation de la ville, considérée comme responsable [S. 8 8644].

387. *Id.*, janvier 1834. Secte de l'Église catholique française : troubles à Lèves (Eure-et-Loir), 28 avril 1833; désordres à Chartres, pillage de l'évêché [S. 8 8798].
402. *Id.*, mai 1836. Conspiration de la rue des Prouvaires, 1^{er}-2 février 1832 : participations [S. 8 5946, 6110]. Voir aussi BB²¹ 406, d^r S. 8 6542; BB²¹ 493, d^r S. 8 8308.
406. *Id.*, octobre 1836. Troubles à Lyon, en avril 1834 : participations (*passim*).
413. *Id.*, décembre 1837. Complot de Lunéville, avril 1834 : complicité de Stiller, sous-officier [S. 9 4159].
432. *Id.*, juin 1840. Attentat à main armée contre le maire de Moisdon (Loire-Inférieure) par une bande de chouans, en 1832 [S. 6435].
434. *Id.*, septembre 1840. Complot de Neuilly contre le Roi [1838] : complicité de Napoléon Annat [S. 5908].
439. *Id.*, avril 1841. Insurrection des 12 et 13 mai 1839 : participations [S. 3884, 5366]. Voir aussi BB²¹ 482, d^r S. 1 3412; BB²¹ 502^A, d^r S. 3 1319; BB²¹ 504^B, d^r A. 5267.
459. *Id.*, avril 1843. Brigandages dans l'arrondissement de Beaupréau et dans les environs de Cholet par des bandes de chouans, de 1831 à 1835 : participation des frères Allart [S. 9 5837].
- 466-467. *Id.*, décembre 1843. Désordres à Hardivillers (Oise), par suite de la fermeture de trois chapelles, juin 1843 [S. 1 7230].
475. *Id.*, octobre 1844. Tentative de coup d'État du prince Louis Napoléon, à Boulogne, 6 août 1840 : participation du Docteur Conneau [S. 2 1610]. Voir aussi BB²¹ 504^B, d^r n° 1418 (Aladenize, Fialin dit de Persigny, Le Duff de Mesonnais, Colombier, Perrin et Henry).
496. *Id.*, octobre 1846. Attentat de Quenisset contre les Princes, 13 septembre 1841 : complicités [S. 2 1673]. Voir aussi BB²¹ 504^B, d^r S. 1 1598.
- 502^B. Désordres à propos des subsistances en 1846 et 1847 : circulaire ministérielle du 7 août 1847 demandant aux procureurs généraux un état des individus condamnés pour participation à ces troubles et, éventuellement, des propositions de grâces en leur faveur (réponses des cours), 1847-1850 [S. 3 3109].
- 519^B. *Id.*, septembre-octobre 1849. Révolution de février 1848 : dévastations et incendies sur les lignes de chemins de fer de Saint-Germain et de Paris à Rouen, du 24 au 28 février [S. 3 9188]. Voir aussi BB²¹ 524-525, d^r S. 4 1016; BB²¹
- 543, d^r S. 3 8254; BB²¹ 544, d^r S. 4 2427 (ligne du Nord); BB²¹ 552-553, d^r S. 51 557; BB²¹ 561-562, d^r S. 51 1799.
530. *Id.*, juillet 1850. Mouvement insurrectionnel à Limoges, le 27 avril 1848 : participation du sieur Raybaud, ancien colonel de la garde nationale et autres [S. 4 1097].
538. *Id.*, mars 1851. Affaire Teste (Concession des mines de Goulienans), 1842 [S. 3 3216].
541. *Id.*, mai 1851. Dévastation de couvents et d'établissements religieux à Saint-Étienne (Loire), par des ouvriers, en février et avril 1848 [51, n° 288].

549. *Id.*, février 1852. “Attentat” du 15 mai 1848 (Coup de force-contre l'Assemblée nationale) : participation de L. Huber [S. 3322]. Voir aussi BB²¹ 561-562, d^r S. 53 516, et BB²¹ 566. d^r S. 52 5872 (participation de Fr.-Vincent Raspail).

550. *Id.*, mars 1852. Crimes et attentats se rattachant à la chouannerie, après la Révolution de 1830 [S. 3 5404].

551: *Id.*, avril 1852. Manifestation du 13 juin 1849 contre l'Assemblée législative : participation de F. Suchet [S. 52 1605]. Voir aussi BB²¹ 554, d^r S. 52 2900 (Ch. Bosch, ex-représentant du Bas-Rhin); BB²¹ 576, d^r S. 53 3753 (Fraboulet de Chalendar, délégué des Batignolles); BB²¹ 589, d^r S. 54 174 (Vict. Pilhes, représentant de l'Ariège); BB²¹ 592, d^r S. 52 6234 (L. E. André Pasquet); BB²¹ 600, d^r S. 52 1200 (L. Léger Vauthier, représentant du Cher); BB²¹ 602, d^r S. 52 4092; BB²¹ 616, d^r S. 54 2273 et BB²¹ 620-621, d^r S. 53 1954.

552-554. *Id.*, mai 1852. Affaire Lafarge, décembre 1839 [S. 8093].

552-554 et suiv. (*passim*). Insurrection de juin 1848. Mouvements insurrectionnels de décembre 1851 : participations. (Voir l'inventaire manuscrit de BB²¹ : articles 552-554 à 622-630).

604-606. *Id.*, novembre 1854. Insurrection de Rouen et d'Elbeuf, les 27 et 28 avril 1848.

631-634. *Id.*, janvier 1858. Recours en grâce de Charles Baudelaire, condamné pour la publication des *Fleurs du mal*, 1857 [S. 57 6959]. Voir BB²⁴ 710-714, d^r S. 63 7741.

BB²¹ 635 à 650. Numéros vacants.

BB²¹ 651 à 1012. Réhabilitations. 1815-1885. (Voir le répertoire numérique manuscrit.)

BB²².

GRÂCES COLLECTIVES. GRÂCES POLITIQUES.

Les dossiers de grâces dites collectives, c'est-à-dire “ accordées annuellement dans les bagnes et prisons ”, suivant les termes de l'ordonnance du 6 février 1818, et les grâces politiques du Second-Empire avaient été l'objet, au Ministère de la Justice (Bureau des Grâces), de classements distincts répartis de la façon suivante : 1° les grâces demandées et accordées pour le baptême du duc de Bordeaux (1821) [dossiers classés par cours d'appel]; 2° les dossiers de grâces demandées et accordées à l'occasion de la fête du Roi (1818-1829), classés par ordre alphabétique des noms de condamnés; 3° les grâces collectives accordées annuellement (1830-1856) [dossiers classés par année de la grâce]; 4° les dossiers “ politiques ” des individus condamnés par les Commissions mixtes de 1852 et graciés de 1852 à 1856 (série G.P.) classés par année et date du mois de l'octroi de la grâce. Ce sont ces papiers⁽¹⁾ qui, transférés aux Archives nationales avec les versements de 1827, 1846, 1866, 1877 et 1884, ont constitué la sous-série BB²². Le classement de ces liasses a été intégralement maintenu, aux Archives, tel qu'il avait été formé au Ministère, mais on a dû effectuer dans ce fonds des triages importants, suivant les directives indiquées plus haut, pour en dégager les documents qui présentaient un intérêt historique. Les affaires sur lesquelles la sous-série BB²² peut, précisément, fournir des renseignements utiles à l'histoire sont à peu près les mêmes, quoique dans une mesure plus restreinte, que celles qu'on peut trouver dans les sous-séries BB²¹ et

BB²⁴ : un dossier individuel, en effet, avait été constitué pour chacun des individus graciés collectivement et ces dossiers renferment souvent des rapports détaillés sur les affaires et sur les inculpés. Pour avoir une idée de ce que ce fonds peut contenir, il suffira d'ailleurs de consulter, en tenant compte des dates indiquées ci-dessus, la liste générale donnée pages 123 à 127 des catégories de dossiers conservés dans l'ensemble des quatre sous-séries. Les dossiers des inculpés des Commissions mixtes de 1852, cotés BB²² 131 à 189, n'ont subi aucun triage. Ils doivent être signalés plus particulièrement car ils forment une partie importante de la sous-série et sont une source pour l'histoire de l'insurrection de 1851 et des agissements révolutionnaires, qui ont précédé ou suivi le coup d'État du 2 décembre, dans les communes où ces individus ont été poursuivis ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Les premiers articles de la sous-série BB²² sont composés de mélanges : remises de peines, 1791 ; amnisties, grâces ou propositions de grâces en faveur de déserteurs et autres, an VIII-1813 ; forçats graciés par le duc d'Angoulême, 1815.

⁽²⁾ La sous-série BB³⁰ contient aussi des dossiers de condamnés des Commissions mixtes.

Les indications qu'on trouvera ci-dessous ne peuvent offrir qu'un aperçu sommaire du contenu de ces papiers. Pour des recherches approfondies, il sera nécessaire d'utiliser l'inventaire détaillé de BB²² (1 registre manuscrit : inv. n° 872) et la table sur fiches par noms propres et par matières.

BB²² 1-6. Remises de peines à des condamnés de droit commun. 1791. -- Correspondance au sujet du décret d'amnistie du 25 avril 1810; application de ce décret; instruction. 1810-1811.

BB²² 7. Amnistie, grâces ou propositions de grâces en faveur de détenus condamnés par les anciens tribunaux de la Hollande (listes par départements : Bouches-de-la-Meuse, Ems-Occidental, Yssel-Supérieur, Zuyderzée). 1811-1813.

BB²² 8-11. Affaire des condamnés employés à l'expédition d'Irlande en 1796-1797 (recours en grâce, rapports, correspondance, circulaire), an VIII-an XIII. -- Forçats mis en liberté en vertu des ordres du duc d'Angoulême (condamnés par la Cour de justice criminelle de la Seine, par le tribunal criminel de la Manche), an II-1815. -- Commutation de peine en faveur de J. P. Pons Turriers, chef de brigands dans les départements méridionaux, condamné à mort par la Cour de justice criminelle des Basses-Alpes, le 29 prairial an xi. -- Rapports sur la grâce éventuelle de déserteurs, de marins français pris sur des bâtiments ennemis et prévenus d'avoir porté les armes contre la France (1812), de militaires condamnés, notamment pour participation à la révolte de la 7^e demi-brigade de l'armée d'Italie, à Marseille le 22 fructidor an VII, à l'insubordination de la 33^e demi-brigade à Mantone, le 26 ventôse an VI. Ventôse-jours complémentaires an XIII. -- Avis et rapports sur des commutations de peine en faveur de déserteurs détenus aux bagnes de Nice, Cherbourg, Lorient et Toulon. An XIII-1813.

BB²² 12-14. État des déserteurs (la plupart originaires des départements étrangers) proposés pour la grâce et susceptibles de " reprendre du service dans les armées de Sa Majesté ". 1813. -Grâces accordées pour le baptême du duc de Bordeaux (1821) à des individus condamnés notamment pour les affaires suivantes (classement par cours) : *Cour d'Angers*. Troubles au bourg de Verchers (Maine-et-Loire) en 1815 [S. 3 2918]. *Cour de Besançon*. Nombreux vols de subsistances, en 1816-1817, dans les départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura [S. 5 262]. *Cour de Bordeaux*. Complot contre le gouvernement à Bordeaux, en 1816 (Affaire Randon) [S. 3 3501].

BB²² 15-23. Grâces accordées à l'occasion du baptême du due de Bordeaux (1821) [suite]; *Cour de Dijon*. Propos alarmants répandus par un cultivateur à Lucenay (Saône-et-Loire) le 8 octobre 1816 [S. 4 5005]. *Cour de Lyon*. Cris de “ Vive l'Empereur ”, dans une église de Montbrison (Loire) en décembre 1815 [S. 5 254]. *Cour de Paris*. Pillage de grains à Bagneux (Marne), à Étrelles et à Vanlay (Aube) en 1817 [S. 3 4010, S. 4 5368]. *Cour de Toulouse*. Chansons séditionnelles et cris de “ à bas les Bourbons, vive l'Empereur ”, à Castres (Tarn), le 14 septembre 1815 [S. 4 132]. -- Grâces demandées à l'occasion de la fête du Roi, 1818-1829 (classement par ordre alphabétique des noms); individus condamnés pour cris, propos, attroupements et faits séditionnels, émeutes à propos des subsistances, etc., et notamment pour les affaires suivantes : complot bonapartiste dans les Landes en 1816 (affaire *Bagnères* et autres) [S. 3 3002; S. 4 415, *Castelz*]; nombreux incendies, de 1816 à 1819, dans la commune de Landouzy-la-Ville (Aisne) [S. 4 3971, *Berthault*].

BB²² 24-29 à 39-50. Grâces demandées à l'occasion de la fête du Roi (grâces et rejets), 1818-1829 (suite) [classement par ordre alphabétique des noms]; individus condamnés pour complots, cris, propos, faits séditionnels, émeutes à propos des subsistances, affaires locales, troubles dans les communes etc., notamment, pour participation aux affaires suivantes :

24-29. Affaire du général Berton en 1822 : complicité de J. J. *Civrai* [S. 6 866] ; rec. en grâce du s' *Delalande* [S. 5 4230]. -- Émeute à La Sône (Isère), le 3 avril 1815 : assassinat du maire [S. 4 5348, *Coste*]. -- Émeute à Toulouse, le 15 août 1815 : assassinat du général Ramel [S. 3 4675, *Daussonne*]. -- Conspiration de Grenoble, en mai 1816 : rec. en grâce du s^r David et autres [S. 3 3145]. Voir aussi BB²² 30-38, d^r S. 4 2462, *Enselme*. -- Tentative d'enlèvement de la recette du département du Cantal, sur la route d'Aurillac à Clermont, en 1816 : le s^r Degrenon, chef du complot [S. 4 5021]. -- Complot de Belfort, en décembre-janvier 1822 : rec. en grâce de Brutus-César *Dublar*, ancien officier [S. 6 671].

30-38. Conspiration du 19 août 1820 à Paris : rec. en grâce de *Gauthier de la Verderie*, lieutenant de grenadiers de la Garde royale [S. 6 49]. -- Recours en grâce de Louis *Hairon*, de la commune de Teurtheville-Hague (Manche), condamné pour avoir donné asile à l'ex-conventionnel Carpentier, 1819 [S. 4 3424]. -Troubles à Tournus (Saône-et-Loire), suscités par les “ Compagnons du Devoir de Salomon ”, en 1825 [S. 7 20, *Lacour*]. -- Conspiration des “ Patriotes de 1816 ” à Paris : complicités de *Lascaux* et de J. B. Ant. *Lefranc* [S. 4 2438 et S. 4 1873]; participation de Babeuf, Ch. Warin et Arm. Lebrun (rapport au Directeur des Affaires criminelles sur ces condamnés [S. 3 3186, *Manière*].

39-50. Troubles à Gray (Haute-Saône), le 6 juillet 1815; menaces de mort contre le Préfet: participation du s' *Pelicot* [S. 3 2337]. -- Mouvement populaire à Nevers, le 14 mars 1815, “ en faveur du retour de l'usurpateur ” [S. 4 1009, *Simonot*].

BB²² 51-88 à 124-128. Grâces demandées à l'occasion de la fête du Roi (grâces et rejets), 1818-1829 (fin). -- Grâces, réductions de peines (1830-1856) accordées à des individus condamnés pour cris, propos séditionnels ou offensants pour le chef de l'État, pour participation à des brigandages, émeutes, coalitions, affaires locales, troubles à propos des subsistances, des droits réunis, des droits d'octroi, à des sociétés secrètes, à la chouannerie (1832), aux journées des 5 et 6 juin 1832, insurrections des 12 et 13 mai 1839, dévastations des lignes et stations de chemins de fer, de châteaux, etc., en février 1848, aux insurrections de Rouen, des 27, 28 avril 1848, à celles de juin 1848, du 13 juin 1849, aux mouvements insurrectionnels de décembre 1851 et pour plusieurs des affaires énumérées pages 123 à 127. (classement par ordre chronologique des grâces).

On peut noter :

51-66. 1830. Brigandages commis par des individus faisant partie d'une compagnie franche, en Saône-et-Loire. 1814 [S. 3 564]. -- 1831. Désordres à Moissac (Tarn-et-Garonne), en 1830, à propos des droits réunis [S. 7 8908]. -- 1832. Affaire dite de Soissons : conspiration contre les Bourbons, le 5 juin 1817 (dans le département de l'Aisne) [S. 4 752]. -- Attaque de la garde nationale par 300 jeunes gens, aux cris de "Vive la République", sur le quai d'Orsay, à Paris, le 15 février 1831 [S. 8 1773, 2263]. -- 1833. Dévastation de l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, à Paris, par une bande de 400 individus, le 15 février 1831 [S. 8 1259]. -- Troubles à Paris, quai de la Mégisserie et place de Grève, pendant le choléra, en avril 1832 [S. 8 6091]. -- Attentat de la nuit du 1^{er} au 2 février 1832 [rue des Prouvaires] complicité de Landry Chéry [S. 8 6451]. -- Affaire des Saint-Simoniens : Michel Chevalier, gérant du *Globe*, Prosper Enfantin et Charles Duveyrier condamnés, le 28 août 1832, pour "outrage à la morale publique" [S. 8 8349].

67-82. 1835. Attaque par des brigands de la diligence de Bourbon-Vendée à Saumur en 1817; vol de la recette de Beaupréau (Maine-et-Loire) dans la forêt de Beaulieu, le 21 juin 1819 [S. 5 3472]. -- 1836. Pertes "immenses" causées au commerce de plusieurs villes, notamment de Lyon, St-Étienne, Chaumont, par une bande de marchands ambulants ("leveurs d'Auvergne" ou "bande noire des colporteurs auvergnats"), en 1826 [S. 7 3243].

83-100. 1846. Complots de républicains, dans les arrondissements de Marseille, Carpentras, Orange et Avignon, en mars 1841 : participation du s' Roux, tourneur, "de la société républicaine d'Orange et de Marseille" [S. 2 4322].

101-111. 1849. Émeute d'ouvriers à Rethel, le 20 mars 1848: destruction de métiers à filer [S. 3 7946]. -- 1850. Secte religieuse des "Béguins", à Saint-Jean-Bonnefonds (Loire) : rec. en grâce du chef de cette secte, condamné pour rébellion en juillet 1848 [S. 4 957]. -- 1852. Dévastations sur les lignes de chemins de fer du Nord, de Saint-Germain et de l'Ouest (Paris à Rouen) notamment à Pontoise, Auvers, Saint-Denis, aux Mureaux et à Meulan, à l'Isle-Adam, Enghien, Ermont et Franconville, les 25 et 26 février 1848 [21 dossiers, de S. 3 6138 à S. 4 1591, notamment S. 3 7962].

112-118. 1852. Insurrection de décembre 1851 dans le département du Var : participations [S. 52 2226, 2540, 2603, 2717, 2719, 3092, 4976, 4997, 5066; 1853, d^r S. 52 5068; 1854, d^r S. 53 6113]. -- 1853. Incendie du pont de Bezons (ligne du chemin de fer de Paris à Rouen), le 25 février 1848, par une bande d'émeutiers [S. 3 7404].

119-123. 1856. Tentative d'incendie du pont de Maisons-Lafitte par des charretiers de bateaux et autres, le 26 février 1848 [S. 3 7197]. Voir aussi BB²² 124-128, d^r S. 53 3406. -- Mouvement insurrectionnel à Marseille, les 22 et 23 juin 1848 [S. 4 1566].

124-128. 1856. Insurrection du 13 juin 1849 [manifestation contre l'Assemblée législative] : participation de Daniel Lamazière, ancien représentant de la Haute-Vienne [S. 52 1599]. -- Société secrète "La Solidarité révolutionnaire" (fondée pour assassiner l'Empereur), 1854 : affiliés [S. 54 5543, 5919].

BB²² 129 et 130. Inculpés des événements de décembre 1851, condamnés par les Commissions mixtes de 1852.

129. Décisions du général comte de Goyon, commissaire extraordinaire du gouvernement, nommé pour reviser les jugements des Commissions mixtes (état des détenus mis en

liberté, expulsés ou internés), avril 1852-mars 1853. -Décisions des Commissaires extraordinaires à l'égard des inculpés : grâces ou commutations (listes classées par départements). -- Lettres de soumission de condamnés politiques mis en liberté et dont la peine a été commuée, par décision du général de Goyon. -- Renseignements donnés sur les inculpés : correspondance des préfets avec les Commissaires extraordinaires du gouvernement, le Ministre de la Police, etc.; certificats délivrés par les maires (classement départemental). 1851-1853. -- Ex-représentants inculpés et expulsés par décret du 9 janvier 1852: général Le Flo, Raynal (Th.), Viguier (J. P. Ch.), Miot (Jules), Dussoubs (G.), Combier, Riehardet (V.), Jehl (Ignace), Maigne (Fr.), Testelin (Ach.), Roselli-Mollet, Deville (J. B.), Bertholon (César), Duché (T. M.). 1852-1855, -- Grâces accordées aux condamnés politiques de Pont-de-Vaux (Ain), à Seline-Davenay, ancien rédacteur du *Peuple Vosgien*, à Th. Gontay, avocat à Thiers. 1852-1856. -- Tableau général des individus arrêtés ou poursuivis en France, à l'occasion de l'insurrection de décembre. --Inculpés graciés en 1852 et 1853. -- Inculpés de décembre résidant à l'étranger : correspondance à leur sujet. 1852-1853.

130. Réponses des préfets à la circulaire du 13 novembre 1852 : envoi de tableaux et états des inculpés de décembre susceptibles d'être graciés; inculpés pour lesquels le préfet émet un avis défavorable (classement départemental), nov.-déc. 1852. -- Transportés du camp de Douéra malades, infirmes ou insubordonnés, avril-juin 1853. -- Inculpés de décembre recommandés à la clémence de l'Empereur par le Prince Napoléon, janvier-août 1853 -- États de propositions en faveur des " transportés de 1852 ", détenus à Lambèse. 1855. -- Soumissions et grâces de transportés de la Guyane française (listes). 1853-1854. -- Listes de transportés de 1852, coupables d'insubordination ou d'évasion. 1852-1853. -- Soumissions d'inculpés condamnés à la transportation et réfugiés à l'étranger. 1856. -- État des inculpés de décembre soumis à des mesures de sûreté générale et sur lesquels le Ministre de l'Intérieur appelle la clémence de l'Empereur (par départements, sauf la Seine). -- " États de propositions en faveur des transportés de 1852, qui ont été signalés par leur bonne conduite et par leurs sentiments de repentir" (par départements). 1856.

BB²² 131 à 189. Insurrection de décembre 1851 : grâces accordées aux individus condamnés par les Commissions mixtes pour participation à l'insurrection, à des sociétés secrètes ou pour propagande socialiste (dossiers classés par date du mois et année de la grâce) [Série GP] 1852-1856.

On peut noter les localités et noms suivants⁽¹⁾:

⁽¹⁾ On n'a noté généralement ici que les inculpés dont la situation sociale était plus particulièrement en vue et dont les dossiers, d'autre part, pouvaient fournir des renseignements sur l'insurrection tels que : anciens représentants, préfets ou sous-préfets, prêtres, officiers, maires, magistrats, avocats, avoués, notaires, médecins, journalistes, membres de l'enseignement. Les très nombreux dossiers d'artisans, d'ouvriers, de cultivateurs, journaliers, etc., conservés sous les cotes BB²² 131 à 189, n'ont pas été indiqués; on trouvera dans l'inventaire manuscrit de BB²² ceux qui peuvent être utilisés pour l'histoire de la résistance au coup d'État du 2 décembre.

131. Grâces du 22 mars au 23 avril 1852. -- 25 mars : Senlis (Oise) doss. du doct' Bellanger, 78 GP. -- 27 mars : Nevers, doss. Pineau, avocat, 177 GP. -- 29 mars : Limoges, doss. Patapy, avoué, 341 GP. -4 avril : Bordeaux, dossiers de Crugy, Compan, Galos, rédacteurs du *Courrier de la Gironde*, 2328 GP; -- Souillac' (Lot), doss. Celarié, avocat, 587 GP; -- Cosne et Neuvy (Nièvre), doss. Dardenne, anc. notaire, 615 GP; -Donzy (Nièvre), doss. Serizier, avocat, 616 GP; -- Castillon (Gironde), doss. Cauzit, docteur en

médecine, 637 GP. -- 6 avril : Nancy (Meurthe-et-Moselle), doss. La Flize, avocat, 197 GP; -- Voiteur (Jura), doss. Noir, médecin, 508 GP; -- Saint-Germain-Chassenay (Nièvre), doss. Thibault, beau-frère de l'ex-représentant Rouet, 706 GP. -- 7 avril : Toulouse, doss. Achard, rédacteur au journal *La Civilisation*, 735 GP. -- 10 avril : Nancy, doss. Blanc, vicaire, 603 GP; -- Châteauroux (Indre), doss. Lambert (Al.), rédacteur au *Travailleur de l'Indre*, 808 GP. -- 20 avril : Bouesse et Châteauroux (Indre), doss. Pinès, maire de Bouesse, 947 GP; -- Moulins, doss. Bureau-Desetivaux, avocat, ancien commissaire du gouvernement provisoire dans la Creuse,

950 GP. -- 22 avril : Dijon, doss. Guillié, conseiller municipal, 1125 GP. -- 23 avril : Tonnerre (Yonne), doss. Cœnrderoy, médecin, ancien sous-commissaire du gouvernement provisoire, à Tonnerre, 87 GP; -- Niort, doss. Clerc-Lasalle, vice-président du Tribunal, 1032 GP.

132. Grâces du 7 mai au 14 juillet 1852. -10 mai : Beaurepaire (Isère), doss. Gaston (J.), médecin, conseiller général, 1202 GP. -17 mai : Saint-Paul-La-Roche (Dordogne), doss. comte de La Barthe, 1248 GP. -- 28 mai : Versailles (S.-et-O.), doss. Augé, avocat, 1203 GP; -- Paris, doss. Krabbe, libraire-éditeur, fondateur de la " Société des Ménages ", 1220 GP. -2 juin : Mirebeau (Vienne), doss. Limouzineau, ancien avocat, 1243 GP. -- 4 juin : Castandet (Landes), doss. abbé Maumen, curé, 1276 GP ;-Perpignan, doss. Dalverny, journaliste, 1300 GP. -- 7 juin : Pont-Saint-Esprit (Gard), doss. Jeannin, anc. notaire, 1233 GP. -- 11 juin : Saint-Gengoux (Saône-et-Loire), doss. Royer, notaire, 116 GP; -- Ruffey (Jura), doss. Petot, ex-adjoint au maire, 1339 GP; -- Ambert (Puy-de-Dôme), doss. Monteilhet, médecin, 1546 GP. -- 12 juin : Bouzy (Loiret), doss. Vion, prêtre, anc. instituteur, anc. maire, 652 GP. -16 juin : Londres (Lot-et-Garonne), doss. Lessence, curé de St-Étienne, 114 GP. -19 juin : Linards (Haute-Vienne), doss. Faucher, notaire, 359 GP; -- département de la Drôme, doss. Mathieu, anc. représentant de la Drôme, expulsé du territoire par décret du 9 janvier 1852, 1556 GP. -- 21 juin : Roanne (Loire), doss. Chatagnier, juge au Tribunal, 166 GP. -- 24 juin : Paris, doss. Panet, médecin, fondateur de la société "La Presse du Travail"; doss. Whary, membre de "l'Association fraternelle des Tailleurs", 139 GP. -- 26 juin : Montpellier, doss. Beaume, avoué, 739 GP. -28 juin : Javerlhac et Piégut (Dordogne), doss. Bourdinaud, notaire, 1178 GP. -- 30 juin : Lussan, Saint-André d'Olérargnes et Christol (Gard), doss. Monteil (Jacques), peintre d'histoire, 1234 GP; -- Lorient (Morbihan), doss. Beauvais, avocat, ancien maire, 1428 GP; -Libourne (Gironde), doss. Brachet, notaire, 1740 GP; -- Barcelonnette (Basses-Alpes), doss. Collomp, président du Tribunal, 1756 GP. -7 juillet : Manosque (Basses-Alpes), doss. Alivon, secrétaire de la mairie, 1363 GP.

133. Grâces du 15 au 28 août 1852⁽¹⁾. -19 août : Lunéville (Meurthe-et-Moselle), doss. Cosson, notaire, maire, 192 GP. -- 25 août : Tain (Drôme), doss. Rostaing (Marie-Hipp. de), 1101 GP. -- 28 août : Digne (Basses-Alpes), doss. Sauve, avocat, 2191 GP; doss. Latil, vice-président du Tribunal, 2202 GP.

⁽¹⁾ Voy. aussi BB²² 179 et 180 (Grâces du 15 août 1852).

134. Grâces du 1^{er} au 30 septembre 1852. -- 1^{er} septembre : Maligny (Yonne), doss. Sigault, médecin, 399 GP. -- 7 septembre : Saint-Chinian (Hérault), doss. Isoard, fabricant de drap, 1866 GP. -- 8 septembre : Thury (Yonne), doss. Guillier, médecin, 74 GP; -- Nancy (Meurthe-et-Moselle), doss. Quesne, rédacteur du *Républicain de la Moselle*, 465 GP; -- Rodez doss. Pons, avocat, 1066 GP. -- 11 septembre : Paris, doss. Hibback, restaurateur, 1452 GP. -- Grâces à l'occasion du passage du Prince Président dans les départements du Cher et de la Nièvre (15 septembre), de l'Isère (22 septembre), de

Vaucluse (24 septembre), du Var (28 septembre), des Bouches-du-Rhône et des Basses-Alpes (29 septembre).

135. Grâces accordées par le Prince Président de la République à l'occasion de son passage dans les départements suivants : Hérault (1^{er} octobre 1852), Aude (3 octobre), Haute-Garonne (5 octobre), Lot-et-Garonne (6 octobre), Gironde (9 octobre) [notamment : Bordeaux, doss. Hermitte, avocat, 854 GP; Libourne, doss. Boutin, avoué, 1527 GP], Deux-Sèvres (13 octobre) [notamment : Parthenay, doss. Ganne, médecin, ancien sous-commissaire du gouvernement provisoire, 450 GP; Niort, doss. Chaumier, négociant, juge supp' au Tribunal de Commerce, 606 GP], Indre-et-Loire (15 octobre); Loir-et-Cher (16 octobre). -- Grâces du 17 au 30 octobre 1852. -- 20 octobre : Perpignan, doss. Massot, médecin, Picas, avocat, 169 GP; -- Châteauroux (Indre), doss. Barboux, avoué, 1068 GP; -- Étampes (Seine-et-Oise), doss. Lavigne, anc. maire en 1848, 1943 GP; -Fons (Gard), doss. Antonin, anc. maire, 2526 GP. -- 23 octobre : Pierrefonds (Oise), doss. Caboche, médecin, 2576 GP.

136. Grâces du 10 au 24 novembre 1852. -10 novembre : Auch, doss. Alem-Rousseau, avocat, ex-représentant du Gers à l'Assemblée Constituante, 97 GP. -- 17 novembre : Montoison (Drôme), doss. Morin, notaire, 352 GP. -- 18 novembre : Digne, doss. Itard, notaire, fondateur du journal *L'Indépendant des Alpes*, 2778 GP; -- Agen, doss. Dauzon, avocat, 1269 GP; -- Villeneuve (Lot-et-Garonne), doss. Brondeau, maire, 1648 GP; -- inculpés du département de Vaucluse. -- 20 novembre : Montfrin (Gard), doss. Marcellin, maire, 1377 GP; -- Châtillon-sur-Sèvre (Deux-Sèvres), doss. Fruchard, officier de santé, 1483 GP; -- Orange (Vaucluse), doss. Benet, commerçant, sous-commissaire du gouvernement, en 1848, 2044 GP. -- 24 novembre: grâces accordées par le Prince Président à l'occasion de son passage dans le département du Var [notamment : Carnoules (Var), doss. Bouisson, maire, 1287 GP; Cuers (Var), doss. Roubaud, maire, 2108 GP; Brignoles (Var), doss. Martre, greffier de la justice de paix, 2753 GP].

137. Grâces du 2 décembre 1852, accordées à l'occasion de l'avènement de l'Empire; notamment : Cosne (Nièvre), doss. Lahaussais, clerc de notaire, 4 GP; -- Digne, doss. Goujon, employé à la Préfecture, professeur, 558 GP; -- Esparron-de-Verdon (Basses-Alpes), doss. Isoard, secrétaire de la mairie, 559 GP; -- Digne, doss. Bertrand, instituteur, 1383 GP; -- Marmande (Lot-et-Garonne), doss. Durand-Bernard, notaire, 2615 GP. -- États des transportés politiques de 1852, qui ont fait des demandes de grâce et, que le Gouverneur général de l'Algérie recommande au Ministre de la Guerre (avec l'avis du préfet sur la grâce éventuelle de ces condamnés), pour les départements suivants : Allire, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Aveyron, Cher, Gironde, Isère, Jura, Loiret, Lot-et-Garonne, Nièvre, Oise, Puy-de-Dôme, Rhône, Var. [Ces états contiennent des appréciations sur le rôle des inculpés pendant les événements de décembre].

138. Grâces du 4 décembre 1852. -- Saint-Sauveur (Yonne), doss. Dousset, propriétaire, 1917 GP; -- Sérignan (Vaucluse), doss. Raymond, géomètre, 2118 GP; -- Montjoux (Drôme), doss. Rousset, maire, 2154 GP; -- Vers-en-Montagne (Jura), doss. Morel, médecin, 2593 GP. -- États des transportés politiques, qui ont fait des demandes en grâce, recommandés par le Gouverneur général de l'Algérie (par départements) : Allier, Alpes (Basses-), Aveyron, Bouches-du-Rhône, Creuse, Drôme, Eure-et-Loir; Gard, Gers, Jura, Loiret, Seine, Seine-et-Oise, Var. (Ces états contiennent l'avis des préfets sur les inculpés).

139. Grâces du 6 décembre 1852. -- Faux-la-Montagne (Creuse), doss. Pourthier, notaire, 289 GP; -- Salavas (Ardèche), doss. Nicati, pasteur protestant, 1310 GP; -- à noter aussi des états de transportés politiques recommandés par le Gouverneur général de l'Algérie

(Haute-Loire, Lot-et-Garonne, Nièvre, Yonne). -- Grâces du 8 décembre 1852 : Nancy, doss. Louis (Fr.-Ange), avocat, 193 GP; -- Metz, doss. Lalire, rédacteur du *Patriote de la Meurthe*, 865 GP; -- Saint-Sauveur (Yonne), doss. Sibilat, propriétaire, 1453 GP ; -- à noter des états de transportés politiques ayant fait des demandes en grâce et recommandés par le Gouverneur général de l'Algérie (par départements) : Hérault, Nièvre, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Seine, Seine-et-Marne, Tarn, Vaucluse, Vienne (Haute-).

140. Grâces du 11 décembre 1852. -- Paris, doss. Abazaër, marchand de cristaux, 69 GP; - La Celle-Saint-Cyr (Yonne), doss. Roy, officier de santé, 1278 GP; -- Bordeaux, doss. Doeteur, ancien sous-préfet de Rochefort, 1512 GP; -- Fleurines (Oise), doss. Deblois, artiste graveur et aubergiste, 1910 GP; -- Leugny (Yonne), doss. Garet, notaire, 1935 GP ; -- Tannay (Nièvre), doss. Allix, ancien officier, fils du généra!, 2053 GP; -- Bayonne (Basses-Pyrénées), doss. Delissalde, négociant, ex-colonel de la garde nationale, 2161 GP; -- Lapalisse (Allier), doss. Amaury, chef de bureau à la sous-préfecture, 1123 GP; -- Robert-Espagne (Meuse), doss. Bonet, percepteur, 2238 GP; -- Paris, doss. Deligny, dentiste, 2329 GP; -- Taingy (Yonne), doss. Goudron, maire, 2545 GP; -- Marseille, doss. Descatte, employé de banque, 2672 GP. -Parmi les dossiers ou pièces isolées, sans cotes, classés par départements, on peut noter, pour la Vendée, un avis du préfet sur la grâce de Clémenceau.

141. Grâces du 15 décembre 1852. -- Châteaurenault (Indre-et-Loire), doss. Loreau, médecin, 776 GP; -- Cabara (Gironde), doss. Brisson, maire, 857 GP; -- canton de Voiteur (Jura), doss. Barbier, gérant de *La Tribune de l'Est*, 1366 GP ; -Saint-Arroman (Hautes-Pyrénées), doss. Beziade, instituteur, 1518 GP; -- Bio (Lot), doss. Montet, maire, 1569 GP; -- Lormes (Nièvre), doss. Billaud, juge de paix, 1593 GP; -- Sancerre (Cher), doss. Dugenne, médecin, 1964 GP; -Limoges, doss. Ricroch, gérant de l'Association des porcelainiers de Limoges, 2437 GP.

142. Grâces du 18 décembre 1852. -- Joigny (Yonne), doss. D. et Ch.-J. Grenet, médecins, 91 GP; -- Rodez, doss. Bouloumié, avocat, 98 GP; -- Bourganeuf (Creuse), doss. Rouchon, ancien maire, notaire, 181 GP; -- Montblanc (Hérault), doss. Caussat, secrétaire de la mairie, 236 GP; -- Dijon, doss. Gamet, avocat, 376 GP; -- Saint-Junien (Haute-Vienne), doss. Thomassin, notaire, 480 GP; -- Ouzouer-sur-Trézée (Loiret), doss. Benoit, notaire. 718 GP; -- Lésignan-la-Cèbe (Hérault), doss. Jammes, ancien maire, 1167 GP; -- Montferrier et Montpellier (Hérault), doss. Cavani, médecin, et Clergeau, teneur de livres, 1230 GP; -- Doulevant-le-Château (Haute-Marne), doss. Lacour, médecin, 1283 GP; -- Paris, doss. Gardembas, secrétaire de la "Réunion de la Montagne", 1543 GP; doss. Semel, clerk de notaire, 1658 GP; -- Lunéville (Meurthe-et-Moselle), doss. Pariset, notaire, 2029 GP; -- Saint-Étienne (Loire), doss. Combe, ancien avoué, 2268 GP.

143. Grâces des 22 et 29 décembre 1852. -29 décembre : Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), doss. Constans, avoué, 64 GP; -- Château-Chinon (Nièvre), doss. Baujard, avocat, 431 GP; -- Barran (Gers), doss. de Sariac, 496 GP; -- Auch (Gers), doss. Gastineau, rédacteur gérant de *L'Ami du Peuple*, 497 GP; -- Mirande (Gers), doss. Barbé, secrétaire de la mairie, 904 GP; -- Puissalicon (Hérault), doss. Delhon, médecin, 952 GP ; -- Lanzac (Lot), doss. Grèzes, médecin, 1457 GP ; -- Millau (Aveyron), doss. Bonhomme, banquier, 1484 GP; -Caderousse (Vaucluse), doss. Guérin, médecin, 1524 GP; -- Rodez, doss. Falq, imprimeur, Labarthe, avocat, gérant du journal *L'Aveyron républicain*, 1572 et 1574 GP; -Bellenaves (Allier), doss. Desfilhes, médecin, 1887 GP; -- Le Change (Dordogne), doss. Lestrade, ancien instituteur, administrateur du *Républicain de la Dordogne*, 2022 GP; -- Marcillac (Aveyron), doss. Garrigues, médecin, 2168 GP; -- Castanet (Aveyron), doss. Chincholle,

commandant de la garde nationale, 2212 GP; -- Cunlhat (Puy-de-Dôme), doss. Lafarge, secrétaire de la mairie, 2449 GP; -- Digne doss. comte J. Du Chaffaud, ancien représentant des Basses-Alpes et C. Du Chaffaud, avocat, 2603 GP.

144. Grâces du 5 janvier 1853. -- Saint-Just (Marne), doss. Napias, directeur de la Colonie de Saint-Just, 135 GP; -- Auch, doss. Canteloup, avocat, 900 GP; -- Mayenne (Mayenne), doss. Godard-Beauchêne, ancien maire, ancien sous-commissaire du gouvernement provisoire, 955 GP; -- Corneilla-de-la-Rivière (Pyrénées-Orientales), doss. Solatges, ancien officier, 1734 GP; -- Saint-Yrieix (Haute-Vienne), doss. Roudeau, avoué, 2770 GP.

145. Grâces du 8 janvier 1853. -- Vic-Fezensac (Gers), doss. Chastel, adjoint au maire, 240 GP; -- Roanne (Loire), doss. Boulet, avoué, 263 GP; -- Limoges, doss. Frichon, avoué, 544 GP; -- Vittel (Vosges), doss. Munich, notaire, 864 GP; -- Lille, doss. Delaville, ex-procureur de la République, 1584 GP. -- A noter aussi dans les recours en grâce et actes d'adhésion au gouvernement (sans cotes), classés par départements : Dordogne (doss. Chavoix, ancien représentant du peuple à l'Assemblée législative).

146. Grâces des 12 et 15 janvier 1853. -- *12 janvier* : Tonnerre (Yonne), doss. Bolleraut, architecte, 834 GP; -- Limoges, doss. Villegoueix, porcelainier, 1183 GP.

147. Grâces des 19 et 26 janvier 1853. -- *19 janvier* : Gréoux (Basses-Alpes), doss. Charruy, maire, 23 GP; -- Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre), doss. Rat (Ch.-And.), conseiller général, 1424 GP; -- Masseube (Gers), doss. Breuils, maire, 1983 GP; -- Vanves (Seine), doss. Belin, conseiller municipal, 2083 GP. -- *26 janvier* : Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), doss. Chaffin, avocat, 337 GP.

148 à 161. Grâces accordées à l'occasion du mariage de l'Empereur (2 février 1853) : classement départemental.

148. Ain, Allier, [Alpes (Basses- et Hautes-), voir BB²²149], Ardèche. Ardennes, Ariège, Aube, Aude, Aveyron.

149. Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-).

150. Bouches-du-Rhône, Cantal, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Creuse.

151. Dordogne, Doubs, Drôme.

152. Eure, Eure-et-Loir, Gard, Garonne (Haute-), Gers, Gironde.

153. Hérault.

154. Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loire (Haute-), Loiret.

155. Lot, Lot-et-Garonne.

156. Maine-et-Loire, Marne, Marne (Haute-), Mayenne, Meurthe, Meuse, Nièvre, Nord, Oise.

157. Puy-de-Dôme, Pyrénées (Basses-) Pyrénées-Orientales.

158. Rhin (Bas-), Rhône, Saône (Haute-) [notamment doss. Haguénin, ex-représentant de la Haute-Saône], Saône-et-Loire, Sarthe, [Seine, voir BB²²159], Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Sèvres (Deux-), Somme.

159. Seine.

160. Tarn, Tarn-et-Garonne, Var.

161. Vaucluse, Vienne (Haute-), Vosges, Yonne.

162. Grâces des 12, 16 et 23 février 1853. -- Notamment, *12 février* : Bretenoux (Lot), doss. Beral (J.-B.), avocat, anc. procureur de la République près le tribunal de Cahors, 209 GP. -- *23 février* : Arras, doss. Ayraud ou Hayraud-Degeorges, homme de lettres, directeur des sociétés secrètes du Pas-de-Calais, 2193 GP.

163. Grâces du 2 mars 1853. -- Notamment : Troyes (Aube), doss. Habert (J.-Cl.), architecte, 1404 GP; -- Puissalicon (Hérault), doss. Causse (J.-P.), adjoint au maire, 1504 GP; -- Lain (Yonne), doss. Girault, médecin, 2754 GP.

164. Grâces des 12 et 23 mars 1853. -- Notamment, *12 mars* : Forcalquier (Basses-Alpes), doss. Martin (Amédée), juge, 279 GP; -- Fayence (Var), doss. Rebuffet, anc. notaire, 1290 GP; -- Dôle (Jura), doss. Bolle (G. Ant.) et Jourdy (Cl. Ant.), juges au tribunal da commerce, 1368 GP; -- Charolles (Saône-et-Loire), doss. Daviot, gérant du *Démocrate de Saône-et-Loire*, 2139 GP. -- *23 mars* : Dijon, doss. Monnot, graveur, 1127 GP.

165. Grâces du 13 avril 1853. -- Notamment : Étroussat (Allier), doss. Gazard, ancien préfet de l'Allier, 174 GP; -- Premery (Nièvre), doss. Saget, notaire, 176 GP; -- Barcelonnette (Basses-Alpes), doss. Dupont, major d'infanterie, 309 GP; -- Niort, doss. Gorrin, médecin, rédacteur à *L'OEil du Peuple*, 509, 540 et 542 GP; -- Tours, doss. Girard, avoué, 569 GP; -- La Garde-Freinet (Var), doss. Martel, médecin, 1333 GP; -- Saint-Mathieu (Haute-Vienne), doss. Hugonneau-Rivaud, médecin, 1521 GP; -- Poissons (Haute-Marne), doss. Chaudron, médecin, 1661 GP.

166. Grâces du 27 avril 1853. -- Notamment : Saint Étienne, doss. Martin, notaire, 1307 GP; -- Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne), doss. Singlande (Jean), notaire; 2059 GP; -- Orange (Vaucluse), doss. Dugast-Estublier, médecin, 2205 GP.

167. Grâces du 7 mai au 8 juin 1853. -- Notamment, *7 mai* : Moulins (Allier), doss. Leclerc de Champgobert (Ange), rédacteur du journal *La Constitution de l'Allier*, 481 GP; -- Châtillon (Côte-d'Or), doss. Ivory de Kernilien (Gédéon d'), 514 GP. -- *14 mai* : Sens (Yonne), doss. Vinot, médecin, 849 GP; -- Lédignan (Gard), doss. Carrieu, médecin, 1450 GP; -- Nérondes (Cher), doss. Turigny, médecin, 1676 GP; -- Bordeaux, doss. Bellot des Minières, juge, 2768 GP. -- *8 juin* : Paris, doss. Leconte (H. Jos.), capitaine en retraite, 1012 GP.

168. Grâces du 13 août au 21 novembre 1853. -- Notamment, *13 août* : Montluçon (Allier), doss. Chantemille (Aug. Fréd.), avocat, 2478 GP; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements : Loiret (doss. Martin [Alexandre], ex-représentant du Loiret). -- *29 octobre* : Rouillé (Vienne), doss. Giraud, pasteur protestant, 473 GP; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements : Maine-et-Loire (doss. Maige, rédacteur en chef du *Précurseur de l'Ouest*, à Angers). -- *5 novembre* : Marseille, doss. Curet (Jos. Marie), 2649 GP; -- Nîmes, doss. Lyon, avocat, 2733 GP; -- *21 novembre* : Rochechouart (Haute-Vienne), doss. Pouzy, avoué, 643 GP.

169. Grâces des 3 et 10 décembre 1853. -- Notamment, *3 décembre* : Lodève (Hérault), doss. Boissieux, notaire, 1200 GP; -- Poligny (Jura), doss. Pilet (Am. Vict.), 2160 GP; -- Dôle (Jura), doss. Robert, avoué, 2240 GP.

170. Grâces du 28 décembre 1853. -- Notamment : Le Veurdre (Allier), doss. Chamblasse, maire, 54 GP; -- Thiers (Puy-de-Dôme), doss. Giraud, maire, 316 GP.

171. Grâces 28 janvier 1854. -Notamment : Poligny (Jura), doss. Bergère (Hipp.), nommé sous-préfet par les insurgés, 462 GP; -- Marseillan (Hérault), doss. Maffre, maire, 1899 GP; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements: Doubs (doss. Chambard, avocat à Pontarlier); -- Seine-Inférieure (doss. Dourille [H. J. J.], homme de lettres).

172. Grâces du 8 février au 14 juin 1854. - Notamment, 8 février : Bayonne(Basses-Pyrénées), doss. Capo de Feuillide, rédacteur de *L'Éclairer des Pyrénées*, 2195 GP. -- 29 mars : Dieulefit (Drôme), doss. Thomé (J. J.), médecin, 2106 GP; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements : Seine (doss. Gilède [Félix de], ancien administrateur du journal *La Révolution* à Paris). -- 26 avril : Quissac (Gard), doss. Conduzorgues-Lairolle (Paul), pasteur, maire, 52 GP. -- 17 mai : Ploermel (Morbihan), doss. Le Guevel, avocat, 1817 GP. -- 14 juin : Parthenay (Deux-Sèvres), doss. Ledain, médecin, et Quillet, ex-directeur de l'École normale primaire, 447 GP, 448 GP.

173 à 178. Grâces du 12 août 1854, accordées aux inculpés des départements suivants :

173. Allier, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Ardennes, Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cher, Corrèze, Creuse, Dordogne [notamment Bergerac, doss. Buisson, anc. sous-préfet, 1633 GP], Doubs, Drôme, Eure.

174. Gard, Gers, Gironde.

175. Hérault.

176. Isère, Jura, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Marne, Morbihan, Nièvre, Nord, Oise, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales.

177. Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Sèvres (Deux-), Tarn, [Var : voir BB²²178], Vaucluse, Vienne Haute-), Vosges, Yonne.

178. Var.

179. Grâces du 15 août 1852⁽¹⁾. -Notamment : Ampus (Var), doss. Aycard, notaire, 134 GP; -- Agen, doss. Fournel, avocat, 206 GP; -- Nérac (Lot-et-Garonne), doss. Monthus, médecin, 217 GP; - Parthenay (Deux-Sèvres), doss. Bourson, père et fils, anc. acteurs, 449 GP; -- Astaffort (Lot-et-Garonne), doss. Gauran, médecin, 665 GP; -- Beneuvre (Côte-d'Or), doss. Masson, instituteur, 720 GP; -- Arbois (Jura), doss. Bousson, médecin, 1146 GP; -- Agen, doss. Delpech, avocat, 1317 GP; -- Genestelle (Ardèche), doss. Terrasse, maire, 1350 GP; -- Villefranche-de-Longchapt (Dordogne), doss. Dezeimeris (Jean-Bapt.), anc. sous-préfet de Moissac, 1459 GP; -- Salins (Jura), doss Babey, maire, 1680 GP.

⁽¹⁾ Les grâces du 15 août 1852 ont été placées anciennement ici, par erreur, pour des grâces du 15 août 1854; elles auraient dû faire partie de la liasse cotée BB²²133.

180. Grâces du 15 août 1852⁽²⁾. -- Notamment: Marcillac (Aveyron), doss. Capely, instituteur libre, 1762 GP; -- Roujan (Hérault), doss. Andrieu, médecin, 1941 GP; -- Nérac (Lot-et-Garonne), doss. Corne (Victor), ancien sous-préfet, 1945 GP; -- Paris, doss. Hetzel, du *National*, 2039 GP; -- 96 propositions de grâce en faveur de condamnés du département de l'Hérault, 2043 GP.

⁽²⁾ Voir la note ci-dessus.

181. Grâces du 29 septembre 1854. -Notamment : Dijon et Semur, doss. Remond, notaire, 984 GP.
182. Grâces des 25 octobre, 11 et 25 novembre 1854. -- Notamment, 25 octobre : Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), doss. Faure, avocat, 512 GP. -- 11 novembre : Le Puy-Sainte-Réparate (Bouches-du-Rhône), doss. Meynier, médecin, 1647 GP; -- Morteau (Doubs), doss. Amyot, anc. notaire, 2014 GP. -- 25 novembre : grâce accordée à Alexandre de Sorbiers, homme de lettres, condamné par la Commission mixte de la Loire, pour propos injurieux contre le Prince Président à Saint-Étienne.
183. Grâces du 2 décembre 1854. -A noter les condamnés des départements suivants (dossiers sans cotes GP; classement départemental) : Hérault (doss. Moulinier, médecin); Lot-et-Garonne (doss. Darnospil, à Agen); Seine (doss. Fréville, homme de lettres).
184. Grâces du 30 décembre 1854. -A noter dans le classement départemental ; Gers (doss. Laporte, à Masseube).
185. Grâces des 13 janvier, 7 et 14 février 1855. -- Notamment, 13 janvier : Orléans, doss. Pereira, anc. préfet du Loiret, 222 GP; -Rouen, doss. Letellier, rédacteur à *L'Émancipation normande*, 2034 GP. -- 7 février : Paris, doss. Fonvielle (Wilfrid de) professeur de mathématiques, 392 GP; doss. Polino, ex-lieutenant-colonel du sha de Perse, 2152 GP. -- 14 février : parmi les dossiers, sans cotes, classés par départements : Jura (doss. Sommier [A.], ancien représentant du Jura); -- Yonne (doss. Mancel [Alexandre], rédacteur en chef du *Républicain*).
186. Grâces du 31 mars au 11 juillet 1855. -- Notamment, 31 mars : Saint-Affrique (Aveyron), doss. Pueeh, avocat, 1288 GP. -- 11 juillet : Lurs (Basses-Alpes), doss. Latour-Bellonet, médecin [sans coté GP].
187. Grâces du 16 août 1855. -- Notamment : Altkirch (Haut-Rhin),), doss. Cassal, ancien avoué, 168 GP; -- Montpellier, doss. Castelnau, rédacteur de *L'Indépendant* et de *L'Hérault socialiste*, 274 GP; -- Mâcon, doss. Pelliât, rédacteur de *L'Avant-garde républicaine*, 1267 GP; -- Alais et Ledignan (Gard), doss. Veirun, notaire, 1795 GP; et parmi les dossiers classés par départements (sans cote GP) : Dordogne (doss. Peyramaure, avocat).
188. Grâces du 16 août 1855 (suite). -- Grâces du 22 septembre 1855, notamment département de Maine-et-Loire : doss. Rivière, avocat. -- Grâce du 7 novembre 1855 accordée au S^r Groubental, ancien rédacteur du *Courrier du Loir-et-Cher*, cond^{né} par la Commission mixte de ce département.
189. Grâces des 9 et 26 avril, 3 mai 1856. -- Notamment, 9 avril : Digne, doss. Cotte, avocat, 611 GP; -- Montpellier, doss. Bellin, rédacteur du journal *Le Suffrage universel*, 2538 GP; -- classement départemental, doss. sans cotes GP : Dordogne (doss. Labrousse-Bosredon, médecin); -- Meuse (doss. Buvignier, avocat à Verdun). -- 26 avril : classement départemental, Saône-et-Loire (doss. Boysset [Ch.], ancien représentant). -- État nominatif des individus condamnés à la déportation, par la Cour d'assises de Maine-et-Loire. Note sur la Commission des grâces et sur les décisions rendues par elle, du 15 mars au 6 avril 1852. Inspection des Commissions militaires; rapport de M. Haton, juge d'instruction, sur les Commissions militaires de plusieurs départements du Midi (12 février 1852); état d'esprit des populations de ces départements : travaux des Commissions militaires de

Toulon, Draguignan, Digne, Avignon, Valence, Nimes, Montpellier, Béziers, Auch, févr. 1852-déc. 1855.

BB^{22*} 190. Première division militaire. Liste générale des individus poursuivis à l'occasion de l'insurrection de décembre 1851.

BB²³. GRÂCES MILITAIRES.

La sous-série BB²³ est composée de dossiers de grâces accordées, de 1826 à 1852, à des militaires ou à des individus condamnés par les Conseils de guerre⁽¹⁾. Elle comprend seulement 75 articles que des triages ont d'ailleurs sensiblement réduits. D'autre part, elle n'est plus alimentée par des versements et peut être considérée comme fermée. Les dossiers de grâces militaires, en effet, n'ont plus été l'objet d'un classement spécial, au Ministère de la Justice, depuis le Second Empire et, de ce fait, ceux qui sont postérieurs à cette période sont maintenant fondus, aux Archives nationales, dans les liasses de la sous-série BB²⁴, constituée désormais par les dossiers de demandes, de rejets de recours en grâce ou de grâces accordées. C'est ainsi qu'on trouvera, par exemple, dans cette dernière sous-série, les dossiers des individus condamnés par les Conseils de guerre, pour participation aux insurrections de la Commune de Paris, de Marseille, de Narbonne, etc., et à l'insurrection algérienne, en 1871.

⁽¹⁾ Les grâces militaires ont été versées aux Archives nationales en octobre 1848 (période 1826-1829), le 25 mai 1866 (période 1830-1843) et le 20 août 1877 (période 1844-1852). La cote SM, suivie d'un numéro d'ordre, a été attribuée à ces dossiers par les bureaux de Ministère de la Justice, de 1833 à 1851. Le premier article (BB²³ 1^e) contient des jugements d'une commission militaire extraordinaire (an IX-an x), et quelques remises de peines de 1807 et du début de la Restauration. Les deux derniers articles (BB²³ 74 et 75) sont composés de mélanges. 1836-1873.

Parmi les papiers de la sous-série BB²³, nombreux dossiers ne présentaient pour l'histoire aucun intérêt. Ils concernaient des militaires condamnés à la prison ou aux fers pour désertion, insubordination, menaces ou voies de fait envers des supérieurs ou pour des délits de droit commun. En règle générale, ces dossiers ont été mis au pilon, après triage. Par contre, ont été maintenus dans la sous-série les dossiers de grâce des militaires condamnés pour voies de fait, menaces à des supérieurs, désertion après grâce, abandon de poste devant l'ennemi ou même pour des affaires de droit commun, lorsque ces condamnations avaient entraîné la peine de mort. Comme on peut s'en rendre compte par cette énumération, les papiers conservés sont de valeur très secondaire. Il s'en trouve d'autres, cependant, qui peuvent être plus particulièrement utilisés pour l'histoire et qui, de ce fait, ont été mentionnés spécialement dans l'inventaire manuscrit de BB²³. Ce sont les dossiers des militaires ou des individus condamnés pour émeutes, mutineries, révoltes, cris séditieux, pirateries, participation aux journées de juin 1848, à l'insurrection de Lyon, en juin 1849, à l'émeute du 13 juin 1849, à l'insurrection de décembre 1851. On peut noter aussi quelques dossiers d'arabes condamnés pour espionnage, trahison, préparatifs d'insurrection, brigandages, fausse monnaie. Ont été conservées également les listes des militaires graciés ou proposés pour la grâce, lorsque ces listes donnaient un état général des détenus. Les listes des déserteurs, par exemple, peuvent fournir pour l'histoire militaire des renseignements statistiques qu'on trouverait peut-être difficilement ailleurs.

Il n'a été possible de signaler dans le présent *État sommaire* que les affaires principales. Pour les autres, il faudra consulter l'inventaire de BB²³ [manuscrit, 1 registre, inv. 872].

BB²³ 1^A. Brigandages dans les Bouches-du-Rhône, le Var et d'autres départements du Midi : jugements rendus par la commission militaire et extraordinaire marchant à la suite de la colonne des éclaireurs commandés par le général Guillaud (imprimés). État sommaire des jugements rendus par cette commission (imprimé). Ans IX-X. -- Remise de l'amende à 386 condamnés aux travaux publics, qui ont été graciés et incorporés dans divers régiments. 1807. -- Application de l'ordonnance du Roi, du 3 septembre 1817, commuant en 3 années de travaux forcés la peine de 24 ans de travaux forcés prononcée, par suite du décret du 12 novembre 1806, contre 260 individus détenus dans les bagnes de Brest, Lorient, Toulon et Rochefort.

BB²³ 1^B à 73. Grâces accordées à des militaires et à des individus condamnés par les Conseils de guerre, notamment pour les faits indiqués ci-dessous. 1826-1852.

1^B à 5. Grâces accordées de 1826 à 1828.

6. *Id.* 1828. -- Piraterie sur la côte d'Afrique, par des officiers du brick le " Cantabre ", armé pour la traite des noirs, févr.-mars 1826 [S. 7 4324].

7 à 38. Grâces accordées de 1829 à 1838.

39. *Id.* 1839. -- Espionnage commis par des émissaires de l'ex-bey de Constantine, avril 1839 [SM 2472].

40 à 42. *Id.* 1840-1841.

43. *Id.* 1^{er} semestre 1842. -- Fausse monnaie fabriquée par Ali-ben-Aïssa, chef de la province de Constantine (condamné en 1841) [SM 2472].

44. *Id.* 2^e semestre 1842. -- Ahmed-ben-el-Hamelaoui, ex-khalifah de Ferdjiouch (prov. de Constantine), condamné en juillet 1841 pour haute trahison (détenu à l'Île Sainte-Marguerite) [SM 3232].

45 à 48. *Id.* 1843-1844.

49. *Id.* janv.-juin 1845. -- *Juin.* Brigandages dans la subdivision d'Orléansville, en 1845 [SM 4056].

50 et 51. *Id.* juill. -- déc. 1845. Janv.-juin 1846.

52. *Id.* juill.-déc. 1846. -- *Septembre.* Arabes condamnés à mort par le 1^{er} Conseil de guerre de la province d'Oran, le 13 avril 1846, pour intelligences avec les ennemis de la France et pour avoir provoqué la révolte de tribus Semnites [SM 4409].

53 et 54. *Id.* 1847.

55. *Id.* janv.-juill. 1848. -- *Mai.* Troubles à l'occasion de la crise des céréales, le 7 janvier 1847, à La Gravelle (Mayenne). Désordres à Laval, à propos d'arrestations d'émeutiers. [SM 4904].

56. *Id.* août-déc. 1848. -- *Novembre.* Journées de juin 1848 : barricade de la rue de la Vieille-Boucherie; meurtre du commandant Masson, le 23 juin : participation d'un chef d'escouade aux ateliers nationaux [SM 5105].

57. *Id.* janv.-mai 1849. -- *Février.* Mutinerie de grenadiers et de fusiliers du 48^e de ligne,

de Mézières, envoyés à Reithel, en mars 1848, à cause de l'agitation ouvrière [SM 5072]. -- *Mars*. Journées de juin 1848 (barrière d'Italie) : assassinat du général Bréa et du capitaine Mangin, le 25 juin [SM 5222].

58. *Id.* juin-septembre 1849.

59. *Id.* octobre-décembre 1849. -- *Décembre*. Insubordination dans une compagnie du train des équipages, à Sarrebourg (Meurthe), en mars 1849; agissements d'habitants de cette ville pour pousser les soldats à un soulèvement [SM 5498]. -- Tentative de révolte au 22^e régiment d'infanterie légère, à Saint-Étienne, le 15 avril 1849, par suite d'excitations de journaux " incendiaires " [SM 5590].

60. *Id.* janv.-février 1850. -- *Février*. Meurtre de l'abbé Rodez par une foule ameutée, composée d'individus appartenant au bataillon universitaire, à Rome, le 3 juillet 1849, jour de l'entrée des Français dans cette ville [SM 5622].

61. *Id.* mars-avril 1850.

62. *Id.* mai-juin 1850. -- *Juin*. Désordre dans le bataillon de la garde mobile, à Calvi (Corse), en août 1849 [SM 5826]. -- Insoumis dans le Morbihan, en 1846 [SM 5948].

63. *Id.* juillet-septembre 1850. -- *août*. Insurrection de juin 1848 : participation du s^r Huard, compositeur d'imprimerie, trésorier du club " La Tribune républicaine "; barricades rue Soufflot et rue Clovis [SM. 5327]. -- *Septembre*. Assassinat du capitaine du brick citerne de l'État " l'Adèle ", sur la côte occidentale d'Afrique, le 28 juillet 1849, par son équipage composé de noirs [SM 6079]. -- Insurrection de juin 1848 : individus transportés en Algérie par suite d'erreurs et mis en liberté [SM 6091].

64 et 65. *Id.* octobre-décembre 1850.

66. *Id.* janvier-mars 1851. -- *Février*. Révolte de deux compagnies du 46^e R. I., à Limoges, le 2 avril 1850 [SM 6116].

67 à 70. *Id.* avril-novembre 1851.

71. *Id.* décembre 1851. -- *10 décembre*. Mutinerie au 11^e R. de dragons, à Orange (Vaucluse), le 8 juin 1851 [51, n^o 3920]. -- *30 décembre*. Désordre commis par des soldats du 6^e bataillon de chasseurs à pied, à la barrière du Roule, à Paris, le 1^{er} juillet 1851 [51, n^o 4168].

72. *Id.* janvier 1852.

73. *Id.* février-juin 1852. -- *Février*. Indigènes du Djurjurà condamnés à mort pour avoir participé à des préparatifs d'insurrection contre les Français, à Alger, en juin 1852 [S 52, n^o 698]. -- *Avril*. Insurrection aux environs de Montélimar (Drôme) les 6-7 décembre 1851 : fuite devant les insurgés, à Saint-Marcel-les-Sauzet, d'une section des 13^e et 63^e R. de ligne, chargée de rétablir l'ordre à Marsanne [S 52, n^o 980]. -- *27 mai*. Capitaine au 4^e R. I. condamné à mort, pour avoir crié " Vive la Constitution " et encouragé les émeutiers, à Paris, sur les Boulevards, le 13 juin 1849 [SM 5486].

BB²³ 74. Grâces et réhabilitations accordées à des militaires et à des arabes 1836-1869. -Lettre du Ministre de la Guerre au Garde des Sceaux, au sujet de l'exécution des jugements portant

condamnation à la peine des fers pour faits d'insubordination, décembre 1841. -- Proposition soumise au Garde des Sceaux de commuer en réclusion la peine des fers prononcée par les Conseils de guerre contre les militaires convaincus d'insubordination. 1840-1841.

BB²³ 75. Grâces et réhabilitations accordées à des militaires. 1845-1873. -- Massacre, par des arabes, des employés d'un des postes de la ligne télégraphique de Blida à Miliana, le 15 mars 1846 [SM 4442].

BB²⁴. GRÂCES DEMANDÉES ET ACCORDÉES OU REFUSÉES.

A l'origine, la sous-série BB²⁴, comme l'indique le titre qui lui est donné dans *l'État sommaire* publié en 1891, n'était destinée à recevoir, parmi les papiers provenant du Bureau des grâces, que les dossiers de “ rejets de recours en grâce ”⁽¹⁾ et les “ demandes ” qui n'avaient pas eu de suite. En principe, jusqu'à l'article 478 environ, la sous-série a été composée de cette façon. Vers l'année 1856, le Bureau des grâces ayant renoncé à répartir ses archives en plusieurs groupes, comme il l'avait fait jusque là, et ayant adopté un classement unique de ses papiers, ceux-ci, après leur versement aux Archives nationales, au lieu d'être distribués comme précédemment entre les quatre sous-séries des grâces, furent dorénavant placés, à l'exclusion des réhabilitations, dans la sous-série BB²⁴. Celle-ci comprend donc, postérieurement à cette date, des liasses composées aussi bien de dossiers de grâces accordées ou refusées que de grâces dites “ politiques ” ou militaires. C'est d'ailleurs par des documents de cette sorte qu'elle est encore alimentée ⁽²⁾. Les papiers conservés dans cette sous-série résultent d'un triage, comme on l'a vu plus haut; ils embrassent actuellement la période comprise entre les années 1800, environ, et 1885. Il est inutile d'en souligner l'intérêt historique, que mettra, du reste, suffisamment en lumière la nomenclature donnée, pages 123 à 127, des catégories de dossiers qui, en grande majorité, la constituent. On trouvera, par exemple, répartis dans les liasses de BB²⁴ à partir de la cote 724, de très-nombreux dossiers d'insurgés de la Commune de Paris en 1871, qui sont pour l'histoire de l'insurrection une source ahondante ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Les premiers articles, BB²⁴ 1 à 33, contiennent cependant quelques dossiers de grâces accordées.

⁽²⁾ Après entente entre la Direction des Archives et le Ministère de la Justice (lettre du 5 mai 1923), il a été décidé que les dossiers de grâce ou de rejets de demandes, postérieurs à 1880, versés aux Archives nationales, seraient triés et inventoriés par tranches de 10 ans : en 1940, pour la période 1881 à 1890, en 1950 pour la tranche suivante et ainsi de suite. Les dossiers de peines de mort (grâces et rejets) ont été placés dans la sous-série BB²⁴ à partir de la cote 2001 et les décrets de grâces à partir de la cote 2251. La collection originale des décrets et décisions accordant des grâces, commutations ou réductions de peines et des décisions rejetant des recours en grâce (actuellement BB²⁴ 2251 à 2336, an XI-1887), a été conservée intégralement.

⁽³⁾ La sous-série BB²⁴ contient environ 11.710 dossiers d'insurgés de la Commune; ils ne donnent pas tous des renseignements sur l'insurrection.

Il convient de noter que seules les affaires considérées comme les plus marquantes ont été mentionnées ci-dessous et qu'il sera par conséquent toujours utile de consulter l'inventaire manuscrit de BB²⁴ (2 registres, iuv. 873) et la table sur fiches commune aux quatre sous-séries des grâces.

BB²⁴ 1-7 à 18-33. Demandes en grâce (grâces et rejets) : dossiers d'individus condamnés pour participation à des opérations de guerre contre la France, actions contre les troupes royales en 1815, insurrections, troubles, conspirations, brigandages, affaires relatives aux subsistances, pour espionnage, chouannerie, faits, propos, écrits séditieux, fausse monnaie, traite des noirs, affaires locales (classement par ordre alphabétique des condamnés). An XII-1825.

On peut noter les affaires suivantes :

1-7. Aribert-Dufresne (Ovide-François). Conspiration de Grenoble, 4-5 mai 1816 [S. 6 280]. Voir aussi le doss. Delattre (Fr.-J.) [S. 6 4433]. -- Bentinck (comte de). Insurrection armée dans la commune de Varel (Bouches-du-Weser) : rétablissement des droits de l'ancienne seigneurie, 20-24 mars 1813 [S. 2 302]. -- Bonnaire (général), condamné pour “ n'avoir pas réprimé le meurtre du colonel Gordon ”, parlementaire du Roi de France (Conseil de guerre du 9 juin 1816) [S. 3 1660]. -- Desbordes, ex-lieutenant dans la légion de la Seine. Conspiration de Belfort, 19 août 1820 [S. 6 3354].

8-17. Garret-Mésièrre, ancien officier, émigré rentré, agent de l'évêque d'Arras, prévenu d'espionnage, condamné à la déportation à Batavia; s. d. (conseil privé du 22 juillet 1811) [S. 2 648]. -- Lefiôt (Jean-Alban) ex-conventionnel, banni en application de la loi du 12 janvier 1816, mai-juillet 1825 [S. 6 3579]. -- Pointe (Noël), ex-conventionnel, condamné à la déportation comme réfractaire à la loi du 12 janvier 1816 [S. 4 763].

18-33. Servant (Antoine)... Meurtre pendant les troubles de Nîmes, en 1815 [S. 4 4007]. -Spinola (Pierre), capitaine en retraite. Conspiration Valet, à Marseille, en 1821 (participation) [S. 6 4286]. -- Le général de Vaudoncourt condamné à mort, pour avoir contribué au soulèvement des habitants de Metz, le 13 juillet 1815 [S. 6 2282, *clasaement par numéros d'enregistrement*]. -- Demande pour le retour en France de Roux-Fazillac, ex-conventionnel, banni, 1826 [S. 7 414, *idem*].

BB²⁴ 34-63 à 872¹. Grâces demandées et accordées ou refusées à la suite de condamnations pour participations à des mouvements révolutionnaires, royalistes, républicains, insurrections, conspirations, complots, émeutes, troubles, manifestations, rébellions, attentats, brigandages, dévastations, pillages, coalitions, grèves, sociétés secrètes, pour affaires relatives aux subsistances, à l'industrie ou au commerce, aux impôts, aux élections, à l'enseignement, pour délits de presse, cris, propos, écrits, objets ou faits séditieux, fausse monnaie, rixes par suite de rivalités ouvrières ou paysannes, de rivalités ou d'animosités de communes, de races et pour d'autres affaires (religieuses, militaires, coloniales, maritimes, affaires locales, etc.) dont l'énumération est donnée p. 123 à 127. (Dossiers classés par ordre de numéros d'enregistrement). An IV-1880.

On peut signaler notamment les affaires suivantes :

I. An IV-1871.

34-63. Demande de grâce en faveur de Jean Michel-Hubert Dumanoir [conventionnel de la Manche], condamné comme régicide, oct. 1826 [S. 7 1506]. -- Mouvements royalistes dans l'arrondissement de Pamiers (Ariège), de l'an IV à l'an VII : participation [S. 7 2082].

64-84. Édition des “ Chansons de Béranger ” (Al. Baudouin, libraire à Paris, condamné, 1829) [S. 7 5635]. -- Conspiration des “ Patriotes de 1816 ”, à Paris : complicité de Jean-Louis Dervin, ancien capitaine de cavalerie [S. 7 5677]. -- Conspiration Berton [à Saumur

en 1822] : complicité des capitaines Moreau et P. J. J. Rivereau [S. 7 6133].

85-99. Troubles à Lyon, sur la place des Terreaux, les 10 et 11 juin 1830 [S. 7 7905]. Voir S. 7 8219. -- Insurrection de Lyon, avril 1834 : participation du s' Genets, rédacteur de *La Gazette du Lyonnais* [S. 9 3596]

100-115. Troubles à Amiens, le 31 août 1830 [S. 8 201]. -- Coalition d'ouvriers et troubles à Darnetal (Seine-Inférieure), en septembre 1830 [S. 8 504]. -- Troubles à Paris, le 18 octobre 1830, à l'occasion de la proposition pour l'abolition de la peine de mort [S. 8 735]. -- Complot de Geslain, ancien valet de chambre de la duchesse de Berry, [en décembre 1830], à Paris : le s' Duez, avocat, condamné pour non révélation, mars 1831 [S. 8 1500]. -- Émeute à Orléans, le 2 septembre 1830, à propos des contributions indirectes [S. 8 2429]. -- Rassemblements tumultueux rue de Rivoli et rue Castiglione à Paris, le 10 mai 1831 [S. 8 3042].

116-135. Brigandages commis par une bande de soldats réfractaires dans l'arrondissement de Vitry, en 1831 [S. 8 4324]. -- Insurrection des 5 et 6 juin 1832 : participations [S. 8 5680, 6013, 6575, 6937, 7031]. Voir aussi plusieurs dossiers dans BB²⁴ 136-154. -- Conspiration de la rue des Prouvaires (1^{er}-2 février 1832) : Fr. Roger [S. 8 5942], Collin [S. 8 6110], J. B. Dutertre [S. 8 6553]. -- Complot de Fr.-Hippolyte Geslain, "ancien officier de la Chambre de la duchesse de Berry" : proclamation en faveur d'Henri V, 1830 [S. 8 6731].

136-154. Brigandages commis par des chouans à S^t Jean-sur-Erve (Mayenne) et à S^t Denis-d'Orgues (Sarthe), en janvier 1832 [S. 8 7550]. -- Chouannerie dans la Sarthe et la Mayenne, en 1832 [S. 8 7675]; en Vendée : complot du Champ-Saint-Père; affaire de Port-la-Claye, les 23-24 mai 1832 [S. 8 8136]. -- Demande de grâce en faveur du naturaliste Raspail, adressée au Ministre par M. Virey, député, 1833 [S. 8 8307]. -- Réfractaires insurgés dans les Deux-Sèvres : bandes de Diot et de Béchet, 1831-1833 [S. 8 8714]. -- Désordres à Paris, le 4 avril 1832, à l'occasion du choléra [S. 8 8825].

155-169. Chouannerie en Maine-et-Loire, mai et juin 1832; participation du s' Pasquereau, dans le canton de Beaupréau [S. 9 1564]; brigandages du s' Braud, réfractaire de la commune de la Jubaudière, de 1831 à 1834 [S. 9 3092]. -- Affaire d'avril 1834 : dem. de grâce en faveur du s' Fournier, affilié à la "Société des Droits de l'Homme" [S. 9 2322]; dem. de grâce pour Blaise Morel, mise en accusation de Michel Morel [S. 9 2659].

170-186. École primaire ouverte sans autorisation par le desservant de la paroisse d'Authie (Calvados) : remarques sur l'accueil réservé par le clergé à la loi du 28 juin 1833 concernant l'instruction primaire [S. 9 6993]. -- Brigandages de chouans en Vendée, en 1832, et notamment à Landeronde [S. 9 9339]. -- Lettre du procureur général près la Cour de Rouen au Garde des Sceaux, au sujet de la Société pour le patronage des jeunes détenus, fondée à Rouen par MM. Lecointe et Duhamel. 1838 [S. 306]. -- Fabrication de munitions de guerre à Paris, rue Neuve-des-Bons-Enfants, en 1838, par les s" Bruys et Raban, membres des "Sociétés des Familles et des Saisons", en vue d'un mouvement insurrectionnel [S. 3068].

187-194. Insurrection des 12 et 13 mai 1839, à Paris: barricades de la rue aux Ours et massacre du marché Saint-Jean: participation du s' Mialon [S. 3695]; autres participations [S. 5061, 5216, 7528, 7971, 8267, 9039, 9288]. Voir aussi BB²⁴ 195-218, doss. S. 1 2045. -- Correspondance du procureur général près la Cour de Paris avec le Garde des Sceaux et

le Ministre de l'Intérieur, au sujet de la liberté provisoire des jeunes détenus et de leur surveillance par la Société pour le patronage des jeunes libérés présidée par M. Bérenger ou par la Société de patronage présidée par M^{me} de Lamartine [S. 6429]; voir aussi S. 7914 : note sur l'établissement de Mettray. -- Bandes de mendiants dans la Seine-Inférieure, en 1840, formées en partie d'anciens ouvriers réduits à la misère, par suite de l'introduction des machines dans les industries du tissage [S. 6735].

195-218. Attentat de Quenisset contre les princes, le 13 septembre 1841 : complicité du s' Petit [S. 1397]. -- Coalition d'ouvriers à Paris, le 1^{er} septembre 1840, à propos de l'introduction des machines anglaises en France [S. 1 1599]. -- Tentative d'insurrection dans le Midi de la France, en mars 1841 [S. 1 2171].

219-250. États des condamnés politiques proposés pour des commutations de peines ou qui “ ont été l'objet d'actes de la clémence royale depuis l'amnistie de 1840 ” (troubles de l'Ouest, “attentat des 12 et 13 mai 1839”, attentat de Boulogne, attentat de Quenisset [13 septembre 1841], complot de Marseille, complots républicains); demande en grâce présentée par l'aumônier de l'hospice de Versailles, pour M. de Persigny (rejet), juin-sept. 1846. Correspondance au sujet de la grâce éventuelle des condamnés politiques. 1843-1847 [S. 1 5072].- Demande en grâce d'habitants de l'arrondissement de Saint-Dié (Vosges) condamnés à démolir les constructions qu'ils ont élevées à distance trop rapprochée des forêts (rapport du procureur général sur les délits forestiers), 1843 [S. 1 7368].

251-285. Hostilité des mariniers de la Seine contre le chemin de fer : tentative de déraillement à Vernon (Eure), en 1843 [S. 2 233]. -- Complot de Boulogne (6 août 1840) : participation du vicomte de Querelles [S. 2 1435]; participation d'Antonin Flandin-Vourlat, ancien capitaine de navire [S. 2 1736]. -- Participation du s^r Cauchard-Desmares au complot de la rue des Prouvaires, en 1832; menées légitimistes à Paris; en 1843 et 1844 [S. 2 3206].

286-326. Rapport au Roi sur la participation du Docteur H. Fr. Al. Conneau à l'évasion de Louis Bonaparte (1 pièce, 1846) [S. 2 8596]. -Troubles et désordres à propos des subsistances (1845-1847) dans les Basses-Pyrénées [S. 2 5697], le Doubs [S. 2 9677], la Nièvre [S. 3 34], l'Orne [S. 3 1169], en Saône-et-Loire [S. 3 1173 et 1322], dans la Haute-Saône [S. 3 1391], les Vosges [S. 3 1465], la Vendée [S. 3 1591], la Manche [S. 3 1619], la Haute-Garonne [S. 3 1782], etc. -- Accident de chemin de fer à Fampoux (Pas-de-Calais), le 8 juillet 1846 : recours en grâce de l'ingénieur Petiet, chef de l'exploitation du chemin de fer du Nord, condamné à 15 jours de prison et 3000^f d'amende, 1845-1847. [S. 3 2617].

327-347. Troubles à propos des subsistances, principalement dans l'Indre (affaires de Buzançais, de Villedieu, etc.), en 1846-1847 [S. 3 3109]. -- Complot communiste contre le gouvernement à Paris, en 1846 et 1847 : complicité des sⁿ Chabannes, Crouzet et Gauthier (procès des “ Communistes dits Matérialistes ”) [S. 3 5283]. -- Pillage et destruction de métiers dans les couvents de Saint-Etienne (Loire), en 1848 [S. 3 6522]. -- Désordres dans l'arrondissement d'Avallon, le 25 mars 1848 : huit-cents individus rassemblés au château de Châtelux, pour réclamer des cessions de bois [S. 3 6764]. -- Émeute et pillages à Lyon, à la fin de février 1848; bris de machines et de métiers [S. 3 7181]. -- Troubles à propos des subsistances, en 1846-1847 (*passim*).

348-360. Tentatives de dévastation de la gare et du chemin de fer, à Compiègne (Oise), les 25, 26 et 28 février 1848 [S. 3 7480, 7749, 9088]. -- Pillage de propriétés appartenant à des

israélites, dans le Haut-Rhin, à la fin de février et au début de mars 1848 [S. 3 7575, 8513, 9619, 9959]. -- Destruction de métiers et de machines dans des établissements religieux, par des bandes d'ouvriers, à Lyon et environs, le 28 février 1848 [S. 3 8130]. -- Incendie du pont de Colombes (Seine). en 1848 [S. 3 9442]. -- Dévastation du parc du Raincy (Seine-et-Oise), par des bandes armées, les 26 et 27 février 1848 [S. 3 9764 et 9824]. ,

361-368. Insurrection de juin 1848 : participations [S. 4 1156, 1157, 1298 et SM. 5553]. Voir aussi BB²⁴ 385-390, 391-400, 405-408 à 484-488 (*passim*). -- Troublés aux élections du 10 décembre 1848 et du 13 mai 1849, dans plusieurs départements [S. 4 832, 931, 1012, 1101, 1522, 1860]. Voir aussi BB²⁴ 369-373, doss. S. 4 2257.

369-373. Brigandages de “ chauffeurs ” à Dunières (Haute-Loire), le 23 avril 1848 et à Saint-Genest-Malifaux (Loire), les 3, 4 mai 1848 [S. 4 2281]. -- Dévastations commises chez les frères de la Doctrine chrétienne à Villefranche (Rhône), en février 1848 [S. 4 2587]; chez des israélites à Seppois (Haut-Rhin), en février et mars 1848 [S. 4 2789].

374-380. Collision sanglante, le 11 juillet 1849, entre les habitants d'Ajaccio et le bataillon des gardes mobiles en garnison dans cette ville [S. 4 4177, 4667]. 'Voir aussi BB²⁴ 385-390, doss. 51-2006. -- Dévastation du chemin de fer et de la station de Mantes, le 26 février 1848 [S. 4 4582]. -- Désordres et brigandages dans le canton de Mauléon (Hautes-Pyrénées), après la révolution de février 1848 [S. 4 4614].

381-384. Société “ carbonarique ” fondée à Oran, à la fin de 1848; complot tramé dans cette société, en mai 1850; participation du s' Girard, horloger, président de la “ Vente la Persévérante ”. [51 n° 257]. Voir aussi BB²⁴ 385-390, doss. 51, n°s 848, 913.

385-390. Manifestation du 13 juin 1849 contre l'Assemblée législative : participations [51, n°s 507, 1365]. -- Attaque de la diligence de Nantes à Brest, (entre Vannes et Auray), le 3 novembre 1847 [51 n° 1555].

391-400. Incendies d'habitations et tentative d'insurrection à la Guadeloupe [en 1848]: recours en grâce d'un homme de couleur, condamné, 1851-1862 [51 n° 4194]. -- Complot de Lyon, en 1851 : participation du syndic de la “ Société des Travailleurs ” [S. 52 775]. Voir aussi BB²⁴ 401-404, doss. S. 52 1330 (Delescluze), 1464, 1499, 1553, 1907.

401-404. Mouvements insurrectionnels on décembre 1851 (*passim*). Voir aussi BB²⁴ 405-408 à 516-533 (*passim*).

405-408. Insurrection de juin 1848; assassinat du général Bréa et du capitaine Mangin : participation d'un officier de la garde nationale de Gentilly [S. 52 2053]. Voir aussi BB²⁴ 57 et BB²⁴ 419-430, doss. S. 53 693.

409-418. Collisions sanglantes entre catholiques et protestants à Nimes, les 27 avril et 14 juin 1848 [S. 52 5349]. -- Application du décret d'amnistie du 2 décembre 1852, concernant les individus condamnés pour délits de presse: correspondance à ce sujet, 1852-1854 [S. 52 5971].

419-430. Association intitulée “ Alliance des Communistes ” organisée en France, en 1851, par les réfugiés politiques de Londres, fondateurs du “ Comité central démocratique européen ” : participation du s' Scherzer, président de la 3^e “ Commune de l'Arrondissement de Paris ”, 1852-1853 [S. 53 1420].

431-439. Manifestation du 13 juin 1849 : participation du s' Lebon, membre du Comité

central de la “Société des Droits de l'Homme ” et du “Comité démocratique socialiste des élections ” [S. 53 5696]. -- Cris ou propos outrageants pour le Président de la République, pour l'Empereur (*passim*); voir aussi les articles suivants.

440-447. Complot dit de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique, contre l'Empereur, en juin-juillet 1853 : participation de Mailliet, Montchiron, Martin, Joiron et autres [S. 53 7574, S. 54 1298]. Voir aussi BB²⁴ 494-499, doss. S. 56 3664, 3676 (Bratiano); BB²⁴ 516-533, doss. S. 57 4815.

448-456. Sociétés secrètes, notamment “ la Marianne ”, 1851-1856 (*passim*). Voir aussi BB²⁴ 457-466 à 516-533 (*passim*).

457-466. Société secrète dite “ la Solidarité révolutionnaire ”, fondée à Paris pour assassiner l'Empereur et proclamer la République démocratique : affiliés, 1854 [S.54 5367, 6343, 6531].

478-483. Société secrète “ la Fraternité universelle ” formée à Montrouge, en juillet 1854, pour assassiner l'Empereur : affiliés [S. 55 3709, 3819, 3840, 3954, 5043, 5381]. Voir aussi BB²⁴ 484-488, doss. S. 56 299, 611; BB²⁴ 489-493, doss. S. 56 1389, 1817. -- Manifestation du 13 juin 1849 contre l'Assemblée nationale : Eugène Beyer, peintre, représentant du Peuple (Bas-Rhin) [S. 55 4917]. Voir aussi BB²⁴ 484-488, doss. S. 56 1265 (Sébastien Fargin-Fayolle, représentant de l'Allier, membre du Conseil central de la Société secrète la “Solidarité Républicaine ”); BB²⁴ 516-533, doss. S. 57 3241 (Cantagrel, ancien représentant de Loir-et-Cher), S. 57 4711 (Tessié du Motay); BB²⁴ 534-540, doss. S. 58 4 (Théoph.-Joach.-René Guillard de Kersausie, ancien officier de cavalerie), S. 58 1008, (Sébast. Commissaire, représentant du Bas-Rhin).

484-488. Mouvement insurrectionnel à Angers, Trélazé et dans plusieurs autres localités de Maine-et-Loire, les 26-27 août 1855 : participations [S. 56 248, 380, 542, 598, 645 à 647 et *passim*]. Voir aussi BB²⁴ 489-493 à 534-540 (*passim*). -- Mouvement insurrectionnel dans l'arr. de Montluçon, 14-15 juin 1849 [S. 56 1265].

489-493. Complots pour assassiner l'Empereur, formés par des membres de Sociétés secrètes, à Paris, 1855 [S. 56 1386]; à Montrouge, Paris etc., 1854-1857, voir BB²⁴ 507-515, doss. S. 57 117, 1646, 1723; BB²⁴ 516-533, doss. S. 57 3011, 6652; BB²⁴ 534-540, doss. S. 58 2300; BB²⁴ 548-561, doss. S. 58 4766.

494-499. “ Comité central démocratique et européen ”, affiliés : Marchais, ancien préfet d'Indre-et-Loire en 1848, Bratiano, moldo-valaque, 1856 [S. 56 3664].

500-506. État alphabétique des condamnés politiques réfugiés à Bruxelles et correspondance entre le Préfet de Police et le Garde des Sceaux, au sujet des grâces qui pourraient leur être accordées, 1856 [S. 56 6434].

507-515. Mouvement révolutionnaire projeté par les Sociétés secrètes de Paris et de Lyon (Comité des “Montagnards” et des “ Voraces ”), en 1856 : participations [S. 56 7058, S. 57 153, 1381]. Voir aussi BB²⁴ 500-506, doss. S. 56 6527 et 6678; BB²⁴ 516-533, doss. S. 57 2952.

534-540. Approbation et apologie de l'attentat commis contre l'Empereur, janv. 1858 : individus condamnés [S. 58 1583, 1855, 2045, 2344]. Voir aussi BB²⁴ 541-547, *passim*; BB²⁴ 548-561, doss. S. 58 4521, 4643, etc.

- 548-561. Mouvement insurrectionnel projeté, en 1857 et 1858, par des Comités révolutionnaires établis à Paris et à Lyon : participation d'un ancien instituteur [S. 58 4720], de l'abbé Laval, prêtre du diocèse de Grenoble [S. 58 5807] et autres [S. 58 6853, 7274, 8037]. -Agissements du parti légitimiste à Poitiers, en 1858 [S. 58 8515].
- 562-574. Demandes de renseignements au sujet de la grâce éventuelle de Martin Albert, membre du gouvernement provisoire, condamné pour l'affaire du 15 mai 1848 [S. 59 2815].
- 575-590. Mouvement insurrectionnel de l'Aurès (Algérie), en 1858 [S. 59 7408].
- 605-621. Insurrection du Hodna (Algérie), en février-mars 1860 [S. 60 7187]. Voir aussi BB²⁴ 653-673, doss. S. 62 2762. -- Publication à Paris, en 1858, par Pierre-Joseph Proudhon, de deux ouvrages intitulés *De la justice dans la Révolution et dans l'Église* et *Pétition au Sénat* [S. 60 7717].
- 637-652. Insurrection de la Kabylie, en 1860; massacre de Français à El Hanser [S. 61 7037].
- 687-709. Société secrète à Paris, en 1861 et 1862 (Vassel, Bachelier, Carré et l'ancien représentant de la Nièvre, Miot, chefs de cette société) : fabrication de poudre et de bombes pour attenter à la vie de l'Empereur (participation) [S. 63 578].
- 710-714. Ouvrage de Charles Baudelaire, intitulé *Les Fleurs du mal*, imprimé en 1857 par E. M. de Broise, imprimeur à Alençon (délit d'outrage à la morale publique) [S. 63 7741]. Voir BB²¹ 631-634, doss. S. 57 6959.
715. Échec d'une attaque sur Malakoff, le 18 juin 1855, du fait de renseignements donnés aux Russes par un déserteur français du 100^e R. I., en Crimée [S. 64 878].
716. Attentat projeté contre l'Empereur, en décembre 1863 et janvier 1864, à Paris, sous la direction de Mazzini, par Greco, Trabucco, Imperatori et Scaglioni [S. 65 1253]. -- Algériens révoltés et passés en Tunisie, condamnés pour avoir porté les armes contre la France, 1862-1865 [S. 65 6217]. -- Insurrection des Arabes, en 1864 : détachement de spahis décimé [S. 65 7227].
718. Émission considérable, en Europe et aux États-Unis, de faux billets de la Banque russe, 1855-1865 [S. 66 4368, 4457, 4554, 7953]. Voir aussi BB²⁴ 719, doss. S. 67 6574, 8086.
719. Brigandages, en 1867, dans les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et aux environs de Pignerol [S. 67 8310].
720. Publication, en décembre 1865, par deux éditeurs, de l'ouvrage de P. J. Proudhon intitulé *Les Évangiles annotés*, outrageant pour la religion [S. 68 41]. -- Tentative d'assassinat sur le tsar Alexandre II par Ant. Berezowski. le 6 juin 1867, à Paris [S. 68 2879].
721. Société secrète " La Commune révolutionnaire des ouvriers français ", à Paris, en 1867 : affiliés [S. 68 3319]. -- Troubles dans la Charente, la Charente-Inférieure, la Dordogne et la Gironde, occasionnés par la crainte du rétablissement de la dime, 1868 [S. 68 3489, 5124, 5197, 5495, 5726].

722. Manifestes séditions (appel à l'insurrection, à l'assassinat de l'Empereur) rédigés par Félix Pyat et émanés du Comité révolutionnaire de Londres, affichés à Paris en juillet et octobre 1868; écrits séditions envoyés à Paris, en 1869, par un agent du Comité révolutionnaire français de Londres [S. 69 2431]. -- Émeutes et barricades à Paris, les 7 et 8 février 1870 : participations [S. 70 1654, 2121, 2202, 2355, 2363, 2384, 2576]. Voir BB²⁴ 723 *passim*. Voir aussi BB²⁴ 750, doss. S. 72 4949 (émeute place Cambronne, le 9 janvier 1871 : assassinat de sergents de ville par des gardes nationaux).

723. Attroupements, troubles et émeutes à Paris, les 9, 10 et 11 mai 1870 : participations (*passim*). Voir BB²⁴ 794, doss. S. 73 5903 (13 septembre 1870 : perquisitions par des bandes de gardes nationaux armés); BB²⁴ 803, doss. S. 711 2212 (26 février 1871 : mouvement insurrectionnel).

724. Mouvement révolutionnaire à Brest, le 2 octobre 1870 : complicités [S. 70 6863]. -Émeute et manifestation contre l'hôtel de ville, à Mulhouse (Haut-Rhin), le 6 octobre 1870 [S. ,70 7014]. -- Insurrection de la Commune de Paris en 1871 : pillage du presbytère de l'Assomption et arrestation de l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, les 4-5 avril 1871 [S. 71 15].

725. Insurrection de la Kabylie, en 1864 et 1865 : participation de cinq cheiks de la Province de Constantine [S. 71 815]. Voir aussi BB²⁴ 731, doss. S. 71 5414. -- Mouvement insurrectionnel à Lyon (La Croix-Rousse), le 19 décembre 1870 [S. 71 896]. Voir aussi BB²⁴ 726, doss. S. 71 1439.

726. Sauvetage des otages de la Roquette, par un prisonnier, pendant l'insurrection de la Commune de Paris, le 27 mai 1871 (attestations des otages) [S. 71 1076]. -- Insurrection et proclamation de la Commune à Narbonne (Aude), du 24 au 31 mars 1871 [S. 71 1174]. Voir aussi BB²⁴ 742, doss. S. 72 2564; BB²⁴ 823, doss. S. 76 5442; BB²⁴ 851, doss. S. 78 11605; BB²⁴ 863, doss. S. 79 6125 à 6128 et 6131. -- Mouvement insurrectionnel à Montereau (Seine-et-Marne), les 7 et 8 mai 1871 [S. 71 1563]; à Limoges, en avril 1871 [S. 71 1667]. Voir aussi BB²⁴ 728, doss. S. 71 2900; BB²⁴ 731, doss. S. 71 5296; BB²⁴ 867, doss. S. 79 9116 à 9118.

727. Fuite, devant l'ennemi, du 4^e Bat^{on} de la Garde nationale mobilisée du Pas-de-Calais, à Carency, Souchez et Ablain-Saint-Nazaire, le 29 décembre 1870 [S. 71 1995]. Voir aussi BB²⁴ 815, doss. S. 75 5155. -- Émeute fomentée par des agents séparatistes, à Nice, du 8 au 10 février 1871 [S. 71 2357].

1870-1880.

II. Émeutes et insurrections

1^o Insurrection de la Commune de Paris en 1871 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ N'ont été notés ici que les principaux dossiers, entre autres, ceux des membres de la Commune ou ceux qui peuvent fournir des renseignements sur les faits importants de l'insurrection. Voir en outre, sous la cote BB²⁴ 107-109 (bureaux de la section moderne), le répertoire alphabétique sur fiches et son supplément des dossiers d'insurgés de 1871, conservés dans la sous-série BB²⁴. D'autre part, à côté des dossiers d'inculpés de la Commune, les liasses BB²⁴ 729 à 869 contiennent des dossiers d'individus condamnés pour participation à d'autres affaires. On les trouvera mentionnés dans l'inventaire manuscrit de BB²⁴. Quelques-

uns sont indiqués ci-dessous, page 159, sous le titre : *Troubles et insurrections en province, en Algérie... 1870-1879.*

Notamment ⁽²⁾ :

⁽²⁾ Voir aussi les dossiers ci-dessus inventoriés, relatifs à la Commune, contenus dans BB²⁴ 724 et 726.

729. Maret (Henri)', rédacteur au journal *Le Mot d'ordre* et collaborateur du journal *La Commune* [S. 71 3218]. -- Rossel (Louis-Nathaniel), chef d'État-Major de Cluseret, délégué à la guerre [S. 71 3220]. -- Rastoul (Paul-Ém.-Barth.), membre de la Commune [S. 71 3604].

730. Régère (Dominiq.-Théoph.), membre de la Commune, délégué à la mairie du V^e arrondissement [S. 71 3945]. -- Ferré (Théoph.-Ch.-Gilles), membre de la Commune [S. 71 3976]. -- Maroteau (Gust.-Louis), fondateur et rédacteur des journaux *La Montagne* et *Le Salut public* [S. 71 4652].

731. Arrestation et massacre des généraux Lecomte et Clément Thomas [S. 71 5228, 5537], de Gustave Chaudey, avocat à la Cour [S. 71 5442]. -- Incendie du Palais-Royal [S. 71 5468].

732. Lisbonne (Maxime), membre du Comité central, chef de la 10^e Légion [S. 71 5556]. - Verdure (Augustin-Joseph), membre de la Commune, délégué à la mairie du XI^e arr' [S. 71 5591]. -- Urbain (Raoul), membre de la Commune [S. 71 5816].

733. Billioray (Alfred-Édouard), artiste-peintre, membre de la Commune [S. 72 200]. -- Incendie du Palais-Royal [S. 72 201].

734. Genton (Gustave), juge d'instruction sous la Commune : exécution des otages [S. 72 498]. -- Incendie du Louvre, des Tuileries et du Palais-Royal [S. 72 662].

735. Bouis (Casimir-Dominique), rédacteur du journal *Le Cri du Peuple* [S. 72 673]. -- Duprat (Henri), rédacteur au journal *La Cloche* [S. 72 708].

736. Baubeau de Secondigné (Achille-Henri), homme de lettres, rédacteur et fondateur des journaux *Le Mont-Aventin*, *Le Bonnet Rouge* et *L'Estafette* [S. 72 891]. -- Incendie de la rue Saint-Honoré [S. 72 913, doss. Kohler]. - Défense de l'Imprimerie nationale [S. 72 1003, doss. Jeanniot].

737. Massacre des généraux Lecomte et Clément Thomas [S. 72 1105]. -- Lestang (Léonard) envoyé par Paschal Grousset en mission de propagande dans la Corrèze [S. 72 1108]. - Sac de l'Hôtel de l'Archevêché, arrestation de M^{gr} Darboy, de l'abbé Lagarde [S. 72 1184, doss. Letourneau]. -- Caillet (Nic.-Augustin), directeur de la prison de la Santé : sauvetage de plusieurs otages [S. 72 1217].

738. Pain (Olivier-Alphonse), collaborateur au *Mot d'Ordre*, à *La Nouvelle République*, à *L'Affranchi*, chef de cabinet de Paschal Grousset [S. 72 1283]. -- Pillage de l'école Albert-Le-Grand ; massacre des Dominicains d'Arcueil, avenue d'Italie [S. 72 1342, doss. Lueipia, Pascal, Serizier...]. -- Arnold (Georges). membre du Comité central et de la Commune : mise en accusation de Cluseret et nomination de Rossel; tentative auprès de l'État-major prussien pour une médiation [S. 72 1438].

739. Ballière (Éd.-Achille), capitaine à l'État-major de Rossel : participation à la manifestation maçonnique de la Porte Maillot, fin avril [S. 72 1722]. -- Dacosta (Ch.-Nic.-

Maurice), correcteur au *Mot d'Ordre*, collaborateur à *La Nouvelle République* et à *L'Affranchi*, délégué du Comité de Salut public à la gare de Lyon [S. 72 2031].

740. Chevalier (Ern.-Louis), lieutenant d'artillerie de marine : rues Royale, Saint-Florentin et de Rivoli, ministère de la Marine [S. 72 2063]. -- Prison de Saint-Lazare. [S. 72 2094, doss. Tavernier]. -- Arrestation et mort du comte de Beaufort [S. 72 2269, doss. Girardot].

741. Gérardin (François-Eugène), membre de' la Commune [S. 72 2275]. -- Francfort (Marc), lieutenant-colonel des “ Vengeurs de Paris ” : tentatives pour paralyser l'insurrection [S. 72 2288]. -- Bergeret aux Tuileries; incendie du Palais [S. 72 2329, doss. Boudin]. -- Barthélemy (Félix), off. sup.; essai de contre-révolution ; protection de l'église Notre-Dame [S. 72 2352].

742. Goupil (Edmond-Alfred), membre de la Commune et de la Commission d'enseignement [S. 72 2449]. -- Incendie des Tuileries et de la bibliothèque du Louvre [S. 72 2502, doss. Benot]. -- Exécution des otages, rue Haxo [S. 72 2502, doss. François (J.-B.-I.), Piat (L.-Fort). Bruchon, etc.]. -- Place (Louis-Joseph-Henri), dit Verlet, rédacteur aux journaux *L'Excommunié*, de Lyon, *La Libre Pensée*, *La Patrie en danger*, *Le Cri du Peuple* [S. 72 2522]. -- Manifestation pacifique de la rue de la Paix (19 mars) ; mort de Paul Odelin, lieutenant de mobiles [S. 72 2529, doss. Pichot].

743. Barricade rue de Charenton; incendies rue Jules-César, rue de Lyon [S. 72 3090 doss. Chantreau].

744. Incendie des Tuileries [S. 72 3142, doss. Magnier]. -- Boussard (François-Armand), délégué pour organiser l'insurrection dans la Nièvre [S. 72 3288]. -- Henry (Lucien-Félix), peintre, fondateur de la feuille révolutionnaire *La Résistance*, chef de la Légion du XIV^e arrondissement [S. 72 3300]. -- Drugeon (Victor-Alexandre), colonel et directeur de l'Arsenal : fabrication de bombes incendiaires et asphyxiantes [S. 72 3354].

745. Incendie de la Préfecture de Police [S. 72 3763, doss. Bautin]. -- Manifestation de la Place Vendôme [S. 72 3782, doss. Pichon].

746. Allemane (Jean), délégué à la mairie du V^e arrondissement, président dn Comité de Légion [S. 72 3979].

747. Otages de la Roquette [S. 72 4186, doss. Cailleux, Wolff; S. 72 4271, doss. Romain].

748. Préparatifs d'incendie du Palais de Justice ; sauvetage d'archives [S. 72 4502, doss. Bouquemont]. -- Barricade de la rue Royale et du pont de la Concorde [S. 72 4505, doss. Beyer].

750. Dispense accordée aux Alsaciens et aux Lorrains, par décret de la Commune, de servir dans les troupes fédérées [S. 72 4915, doss. Zimmermann].

751. Incendie du Ministère des Finances; pillage des caves [S. 72 5042, doss. Theis].

753. Incendies de l'Hôtel-de-Ville [S. 72 5288, doss. Girardot], de la Préfecture de Police: dossiers arrosés de pétrole [S. 72 5376, doss. Giffault].

756. Gontier (Napoléon-Louis), commandant des forces d'artillerie de l'armée insurrectionnelle [S. 72 5830].

758. Carlier (Charles-Désiré), commaudant des forces insurrectionnelles groupées entre les

- portes d'Auteuil et de Billancourt; incendie de l'entrepôt de la Villette [S. 72 6016].
760. Dacosta (Gaston-Pierre), chef de cabinet de Raoul Rigault, délégué à la Sûreté générale : exécution des otages [S. 72 6534; voir aussi S. 72 6569, doss. Fillemotte].
761. Fenouillas (Jean-Louis dit Philippe), membre de la Commune, délégué à la mairie de Bercy [S. 72 6772, 2°].
764. Incendie du quartier de la rue de Lille [S. 72 7519, doss. Papavoine].
765. Propagande révolutionnaire dans les départements ; tentatives de la Commune pour soulever la province; envoi de délégués dans la Nièvre [S. 72 7634, doss. Courot].
766. Faltot (Nicolas-Dominique), gouverneur du fort de Vincennes pendant l'insurrection [S. 72 7761]. -- Dupont (Jean-Martial-Aminthe), membre de la Commune, chef de la police municipale [S. 72 7847].
770. Pillage et incendie du quartier de la rue de Lille et, principalement, du Palais de la Légion d'honneur, des hôtels de Chabrol et de Pomereu [S. 72 8842, doss. Decamp].
771. Défection du 88^e Régiment de marche, envoyé le 18 mars à Montmartre, pour y protéger l'enlèvement des canons [S. 72 9091, doss. Masson, etc...]
772. Camélinat (Lin-Jean-Baptiste) fondeur en cuivre, conservateur du Musée des Médailles [S. 72 9198].
774. Incendie, du Théâtre de la Porte Saint-Martin [S. 72 9496, doss. Sarale].
776. Envahissement du Ministère des Affaires étrangères, de l'Archevêché; pillage du couvent de Vaugirard [S.72 10422, doss. Grêlier].
778. Pillot (Jean-Jacques), membre de la Commune, délégué à la municipalité du 1^{er} arrondissement [S. 72 10948].
779. Bombes à pétrole (porte de Versailles) [S. 72 11135, doss. Chevallier]. -- Incendie du grenier d'abondance [S. 72 11220, doss. Bouvret].
781. Doctrinal (Sophie), présidente du “ Club de la Boule noire ” et du “ Comité de vigilance des citoyennes républicaines du XVIII^e arrondissement ” [S. 72 11688]. -- Envoi d'émissaires pour soulever les départements [S. 72 11762, doss. Origet, Ducluzeau].
782. Fabrication d'engins asphyxiants; tentative pour sauver M^{gr} Darboy [S. 72 12078, doss. Beaumont].
783. Collot (Adolphe), délégué de la Commune en province : missions à Sens, Montargis, Villeneuve-l'Archevêque, Troyes [S. 72 12157].
785. Assaut contre l'Hôtel-de-Ville, le 25 mars [S. 72 12694, doss. Luzier, président du Comité insurrectionnel].
786. Incendie des docks de la Villette [S. 73 644, doss. Huet]. Voir aussi BB²⁴ 791, doss. S. 73 3336.
788. Tentative pour soulever le département de la Nièvre [S. 73 1314, doss. Simonet].

789. Massacre des Dominicains d'Arcueil; évasion du P. Rousselin [S. 73 1735, doss. Piffret]. -- Incendie des magasins de la C^{ie} des Petites Voitures [S. 73 1800, doss. Maugey].
790. Lamorlette (Jean-Baptiste), entrepreneur, ingénieur-directeur des travaux de retranchements et des barricades [S. 73 2328].
791. Amouroux (Charles), membre de la Commune [S. 73 3074].
792. Clément (Léopold-Émile), membre de la Commune, arrêté par les insurgés comme agent bonapartiste [S. 73 3750]. -
793. Trohel (Jean-Ch.-Nicolas), délégué du Comité de la rue de la Corderie, président du Club de l'église Saint-Séverin [S. 73 4531]. -- Incendie des Gobelins [S. 73 4832, doss. Connat]. -- Champy (Louis-Henri), membre de la Commune, délégué à la mairie du X^e arrondissement [S. 73 5298].
794. Obus à pétrole [S. 73 6273, doss. Pélissier, artificier-chef].
795. Construction des barricades [S. 73 7281, doss. Jean (P.), architecte; S. 73 7284, doss. Macabiès (P.-N.-J.), commandant le 3^e secteur du génie fédéré].
797. Guilbault (L.-Th.), membre de la Commission des barricades [S. 73 8553].
800. Delchef (Em.-J.-D.), armurier, directeur (pour la Commune) des ateliers de la Société anonyme des ouvriers de la métallurgie : fourniture de “ bombes-fronde ” [S. 74 1265].
802. Incendie des Tuileries [S. 74 1751, doss. Martin].
804. Delimal (Nap.-Jos.-Odilon), journaliste, fondateur des journaux *Le Combat* et *La Commune*, secrétaire de la rédaction du journal *Le Vengeur* [S. 74 3023].
807. Propagande pour la Commune, à Auxerre et à Troyes [S. 74 5065, doss. Mekarski].
808. Tentative pour enlever les canons, rue de Flandre, le 18 mars, et les soustraire aux insurgés [S. 74 5959, doss. Clémenceau (Charles), bijoutier].
809. Michel (Georges-Jean-Jos.), inspecteur général des prisons, sous la Commune [S. 74 7063].
811. Arrestation du clergé et du personnel de l'église Saint-Ambroise [S. 74 9416, doss. Stroup].
813. Complot pour l'insurrection de la Nièvre [S. 75 1312, doss. Rousselin ; S. 75 1540, doss. Ambroise].
815. Fouilles dans le couvent de Picpus; arrestation des religieuses [S. 75 3973, doss. Dijon].
816. Incendie du Palais des Tuileries [S. 75 5913, doss. Madeuf].
817. Dupont (Clovis-Joseph), membre de la Commune, adjoint au maire du III^e arrondissement [S. 75 6957]. -- Affaire de la redoute des Hautes-Bruyères [S. 75 7490, doss. Braqué, Gasnot... ; S. 75 7705. doss. Bontemps et autres].
818. Pillage de l'église Bréa⁽¹⁾ [S. 75 8227, doss. Duchêne]. -- Gourlot (Jean-Bapt.), chargé

de mission dans la Nièvre [S. 75 9199].

⁽¹⁾ Ancienne chapelle Saint-Marcel de la Maison-Blanche élevée avenue d'Italie (n° 76 actuel) sur l'emplacement du corps de garde où fut massacré le Général Bréa en juin 1848.

820. Incendies du palais de la Légion d'honneur, du Conseil d'État... [S. 76 2916, doss. Refray, chef de la Légion des "Enfants perdus de la Commune "].

821. Vallès (Jules), ancien rédacteur du *Cri du Peuple*, membre de la Commune [S. 76 3552]. Voir aussi BB²⁴ 862, doss. S. 79 5777.

822. Blanqui (Auguste-Louis), homme de lettres, rédacteur de *La Patrie en danger* [S. 76 4511]. -- "La colonelle Vinot " [S. 76 4512, doss. Bédiet (Marie-Virginie)]. -- Exécution des otages (M^{gr} Surat, l'abbé Bécourt, le P. Houillon, Chaulieu) [S. 76 4520, doss. Charton]. -- Incendie des Tuileries; meurtre du pharmacien Kock [S. 76 4550, doss. Servat]. -- Michel (Louise), institutrice [S. 76 4922].

823. Incendie de Villejuif [S. 76 5304, doss. Landry, gouverneur du fort de Bicêtre].

824. Trinquet (Alexis-Louis), membre de la Commune [S. 76 6039].

827. Incendies du Conseil d'État [S. 76 10361, doss. Pottet], du Ministère des Finances [S. 76 10379, doss. Perraud].

829. Destruction de la statue d'Henri IV [S. 76 11750, doss. Jénart].

830. Assi (Adolphe-Alph.) membre de la Commune, colonel gouverneur de l'Hôtel de Ville : démolition de la colonne Vendôme, été... [S. 77 955]. -- Balsenq, gérant du journal *La Patrie en Danger* [S. 77 974].

831. Rousseau (Nestor), membre du Comité central : tentatives de négociations [S. 77 1189].

832. Geresme (J.-B.-Hubert), membre de la Commune, délégué à la Commission de la Justice [S. 77 1520]. -- Arrestation des prêtres de N.-D. des Victoires; pillage de l'église [S. 77 1537, doss. Maillot].

834. Incendies du Palais-Royal, de la Bibliothèque du Louvre, des Tuileries [S. 77 2218, doss. Chéron].

836. Ferrat (Paul), membre du Comité central, maire du VI^e arrondissement [S. 77 2461].

840. Organisation de la cavalerie de la Commune [S. 77 3203, doss. Zapp].

842. Historique du 135^e Bataillon fédéré [S. 77 4887, 'doss. Cousin].

846. Incendie de l'église et de la mairie de Bercy; expulsion de religieuses (rues de Ruty et de Reuilly) [S. 77 11612, doss. Lyaz].

848. Pillage de l'église Saint-Jacques du Haut-Pas [S. 78 2750, doss. Houldinger]. - Complot organisé contre la Commune par le colonel de la 17^e Légion [S. 78 2772, doss. Cagnat].

849. Journée du 18 mars [S. 78 3601, doss. Garcin].

850. Pillage de l'église N.-D. des Victoires [S. 78 7292, doss. Lavalette]. -- Démolition de la colonne Vendôme [S. 78 7434, doss. Abadie (Ism.-Isaac), ingénieur]. -- Préservation des Archives nationales [S. 78 7447, doss. Alavoine, sous-directeur de l'Imprimerie nationale, pendant la Commune]. -- Allix (J.-J.) membre de la Commune, maire du VIII^e arrondissement [S. 78 7459]. -- Andrieu (Jules), membre de la Commune [S. 78 7475]. -- Arnaud (Antoine), directeur du journal *La Marseillaise*, membre de la Commune et du Comité de Salut public [S. 78 7519]. -- Arnould (Arthur), journaliste, membre de la Commune [S. 78 7523]. -- Avrial (Aug.), membre de la Commune, directeur général de l'artillerie [S. 78 7561]. -- Babick (J.-Nic.) membre de la Commune [S. 78 7563].

852. Défense de Neuilly [S. 79 729, doss. Geynet].

853. Henry (Fortuné), membre de la Commune [S. 79 755]. -- Incendie du Palais-Royal [S. 79 875, doss. Hinard; S. 79 881, doss. Bernard]. -- Vaillant (M.-Éd.), membre de la Commune [S. 79 880]. -- Pillages dans l'église Saint-Laurent et le presbytère, violation de sépultures [S. 79 944, doss. Bloud]. -- Bergeret (Jules-Henri-Marius), membre de la Commune [S. 79 1074]. -- Incendie du Palais de la Légion d'honneur et de la rue de Lille [S. 79 1137, doss. Bontant]. -- Pillage de l'église Saint-Ambroise [S. 79 1185, doss. Bourdeillé].

854. Brunei (Paul-Magloire-Antoine), membre de la Commune, général fédéré [S. 79 1303]. -- Chalain (L. D.) membre de la Commune, délégué à la Sûreté générale [S. 79 1672]. -- Chardon (J.B.), membre de la Commune : défense du XIII^e arrondissement [S. 79 1692].

855. Pillage de couvents, arrestation de religieux et de religieuses, pillage de l'église Saint-Éloi [S. 79 1761, doss. Clavier]. -- Clémence (Hipp.-Adolphe), membre de la Commune [S. 79 1762]. -- Clément (J.-B.), membre de la Commune [S. 79 1765]. -- Cluseret (Gustave-Paul), membre de la Commune, délégué à la guerre [S. 79 1775]. -- Cournet (Fréd.-Et.) membre de la Commune [S. 79 1875]. -- Préservation des Archives nationales [S. 79 1968 et 1969, doss. Debock]. -- Demay (Ant. Math.), statuaire, membre de la Commune [S. 79 2097].

856. Dereure (Simon), membre de la Commune [S. 79 2125]. -- Exécution des otages [S. 79 2165, doss. Devarenes]. -- Dumont, collaborateur au journal *L'OEil de Marat* [S. 79 2511]. -- Eudes (Emile-François-Désiré), membre de la Commune, général [S. 79 2731]. -- Ramaix (Adrien) : recrutement de délégués pour la Nièvre [S. 79 2744]. -- Durand (Jacques-Louis), membre de la Commune [S. 79 2756].

857. Pillage de l'église N.-D. des Victoires, violation des sépultures, arrestation du clergé [S. 79 2935, doss. Lavalette]. -- Lefevre (H.), gérant des journaux *Le Bonnet rouge* et *L'Estafette* [S. 79 2962]. -- Lefrançais (Gust.-Adolphe), membre de la Commune [S. 79 2964].

858. Lissagaray (Hipp. -- Prosper -- Olivier), homme de lettres, rédacteur en chef du *Tribun* et du *Salut public* [S. 79 3018]. -- Ostyn [ou Hosteins], membre de la Commune [S. 79 3174]. -- Oudet (Joseph-Émile), membre de la Commune [S. 79 3178]. -- Incendie de l'Hôtel de Ville [S. 79 3185, doss. Parent, colonel commandant l'Hôtel de Ville].

859. Pindy (Jean-Louis), membre de la Commune [S. 79 3214]. -- Pourille, dit Blanchet (J.-B.-Stan.-Xavier), membre de la Commune [S. 79 3232]. -- Puget (Ern.-Alf.), membre de la Commune [S. 79 3247]. -- Reclus (J.-P.-Michel dit Élie), directeur de la Bibliothèque nationale, pendant la Commune [S. 79 3259]. -- Serrailhier (Aug.), membre de la Commune

[S. 79 3337]. -- Servat (Ch.-H.-M.-Ferd.), colonel, chef d'État-major de Bergeret : incendie des Tuileries [S. 79 3339]. -- Theisz (Albert), membre de la Commune [S. 79 3363]. -- Thirifocq (Émile), vénérable de la loge écossaise : tentative de conciliation avec Versailles, ballons chargés de circulaires adressées aux loges de province [S. 79 3372]. -- Vesinier (Pierre), secrétaire et membre de la Commune, collaborateur aux journaux *L'Affranchi* et *Paris-Libre* [S. 79 3403]. -Viard (Pomp.-Aug.-Vincent), membre de la Commune [S. 79 3404]. -- Ranc (Arthur), homme de lettres [S. 79 3689], Grousset (Paschal) [S. 79 3740], membres de la Commune.

860. Membres de la Commune : Jourde (François) [S. 79 3762], Pottier (Eug.) [S. 79 3894], Ranvier (Gabriel) [S. 79 3898].

861. Lonclas (Alphonse), membre de la Commune : incendie de l'église et de la mairie de Bercy [S. 79 4583]. -- Miot (Jules) [S. 79 4598], Parisel (François-Louis) [S. 79 4611], membres de la Commune. -- Vincent (Jules), directeur de la Bibliothèque nationale, sous la Commune [S. 79 4636].

862. Duval (Émile), général, membre de la Commune [S. 79 5133]. -- Gambon (Ch.-Ferd.), membre de la Commune : pillage et démolition de l'hôtel Thiers [S. 79 5140]. -- Gois (Ém.-Ch.), colonel fédéré, président de la Cour martiale [S. 79 5145]. -- Ledroit (Charles) [S. 79 5165], Frankel ou Franckel (Léo) [S. 79 5166], Meillet (Léo) [S. 79 5167], Malon (Benoit) [S. 79 5177], Rigault (Raoul) [S. 79 5184], Protot (Louis-Ch.-Eug.) [S. 79 5763], membres de la Commune. -- Sicard (Aug.-Alexandre), membre de la Commune, délégué à la Commission de surveillance pour la fabrication des substances explosives et incendiaires [S. 79 5768].

863. Exécutions sommaires pendant les derniers jours de la Commune [S. 79 5963, doss. Idjiez, membre du Comité central]. -- Larue (Jules-Sébastien), directeur général de la fabrication des projectiles [S. 79 5972]. -- Longuet (Ch.-Félix-César), membre de la Commune, directeur de *l'Officiel* de la Commune [S. 79 5974]. -- Le Moussu (Benjamin-Constant), commissaire spécial de la Préfecture de Police : pillage des églises N.-D. de Lorette, N.-D. des Victoires, de la Trinité, arrestation du clergé [S. 79 6268]. -Lefebvre-Roncier (Frédéric-Paul), chef d'État-major général fédéré [S. 79 6269]. -- Johannard (Jules-Paul), membre de la Commune, directeur général de l'armement [S. 79 6397].

864. Gaillard (Napoléon), commandant du bataillon des barricadiers [S. 79 6551]. -- Ganier (Georges, dit Dabin), général fédéré, commandant en chef des forces de Montmartre [S. 79 6552]. -- Gérardin (Charles), membre de la Commune [S. 79 6555]. -- Martelet (Jules), membre de la Commune [S. 79 6575]. -- Gastineau (Benjamin), homme de lettres, directeur de la Bibliothèque Mazarine [S. 79 6704]. -- Incendie de la Préfecture de Police et du Palais de Justice [S. 79 6709, doss. Greffier (J.), commandant des "Vengeurs de Flourens"]. -- Langevin (Pierre-Camille), membre de la Commune [S. 79 6722]. -- Martin (Abraham), directeur des ateliers d'artillerie de Saint-Thomas d'Aquin [S. 79 6736].

865. Pyat (Aimé-Félix), membre de la Commune [S. 79 6757]. -- Hirsiger (Joseph), colonel, directeur de la capsulerie de la rue de l'Arsenal : fabrication de bombes asphyxiantes [S. 79 6841]. -- Exécution du comte de Beaufort, capitaine d'État-major fédéré [S. 79 6843, doss. Lemoine; S. 79 6844, doss. Lachaise]. -- Construction de montgolfières et de ballons [S. 79 6914, doss. Menier]. -- Pillage des églises N.-D. de Lorette et Saint-Vincent-de-Paul [S. 79 6915, doss. Nepveu]. -- Lacécilia (Napoléon-Fr.-P.-Thomas), général fédéré [S. 79 6980]. -- Wrobieski (Valéry), général, commandant l'aile

gauche de la garde fédérée [S. 79 6997]. -- Pillage de l'église Saint Jean-Saint-François, des églises Saint-Leu, Saint-Merry; arrestation des prêtres [S. 79 7074, doss. Froissard]. -- Mortier (Henri-Joseph), membre de la Commune, délégué à la mairie du XI^e arrondissement [S. 79 7327].

866. Vuillaume (Maxime-M.-A.-Joseph), rédacteur du *Père Duchesne* [S. 79 8178].

869. Lebeau (Émile-Antoine), directeur du *Journal Officiel de la Commune* [S. 80 1884].

2° *Troubles et insurrections en province, en Algérie, à la Martinique. 1870-1880.*

Notamment ⁽¹⁾ :

⁽¹⁾ Voir aussi sur les mouvements insurrectionnels en province (Brest, Mulhouse, Lyon, Narbonne, Montereau), en 1870-1871, les articles BB²⁴ 724, 725, 726, ci-dessus.

728. Insurrection de Marseille, du 22 mars au 4 avril 1871 : participations [S. 71 2856]. Voir aussi BB²⁴ 729, doss. S. 71 3204, 3219, 3256, 3932, 3232; BB²⁴ 730, doss. S. 71 3951, 3958, 3960, 3961, 4615; BB²⁴ 733, doss. S. 72 43, 204, 366; BB²⁴ 738, doss. S. 72 1261, 1315; BB²⁴ 743, doss. S. 72 3065; BB²⁴ 744, doss. S. 72 3418; BB²⁴ 745, doss. S. 72 3561; BB²⁴ 746, doss. S. 72 3907; BB²⁴ 784, doss. S. 72 12260; BB²⁴ 788, doss. S. 73 1685; BB²⁴ 795, doss. S. 73 6648; BB²⁴ 858, doss. S. 79 3094, 3099; BB²⁴ 865, doss. S. 79 6981; BB²⁴ 866, doss. S. 79 7841 à 7854, 7856, 7858 à 7863, 8220, 8237. -- Troubles à Marseille en septembre 1870 : participations [S. 71 2887]. Voir aussi BB²⁴ 729, doss. S. 71 3232; BB²⁴ 813, doss. S. 75 607; BB²⁴ 815, doss. S. 75 5194, 5224; BB²⁴ 816, doss. S. 75 6085.

729. Insurrection à Lyon en mars, avril et mai 1871 : participations [S. 71 3527, 3896]. Voir aussi BB²⁴ 733, doss. S. 72 55, 158; BB²⁴ 741, doss. S. 72 2433; BB²⁴ 742, doss. S. 72 2613; BB²⁴ 744, doss. S. 72 3327; BB²⁴ 748, doss. S. 72 4596; BB²⁴ 760, doss. S. 72 6474; BB²⁴ 793, doss. S. 73 4857, 4858, 5027; BB²⁴ 807, doss. S. 74 4801; BB²⁴ 831, doss. S. 77 1134; BB²⁴ 858, doss. S. 79 3159; BB²⁴ 861, doss. S. 79 5066; BB²⁴ 866, doss. S. 79 7864 à 7878; BB²⁴ 867, doss. S. 79 9111 à 9115. -- Mouvements insurrectionnels à Narbonne (Aude), le 1^{er} février 1871 : participation d'un négociant [S. 71 3909].

731. Troubles, mouvements insurrectionnels à Montargis (Loiret) les 1^{er} et 2^e mai 1871 [S. 71 5365]. Voir aussi BB²⁴ 734, doss. S. 72 453; BB²⁴ 765, doss. S. 72 7559.

732. Tentative d'établissement d'un comité révolutionnaire à Rouen, le 24 avril 1871 [S. 71 5601]. -- Insurrection de Saint-Étienne (Loire) du 23 au 28 mars 1871; meurtre du préfet de la Loire : participations [S. 71 61101. Voir aussi BB²⁴ 742, doss. S. 72 2659; BB²⁴ 787, doss. S. 73 976 et 1004; BB²⁴ 790, doss. S. 73 2561; BB²⁴ 793, doss. S. 73 5345; BB²⁴ 796, doss. S. 73 7708; BB²⁴ 818, doss. S. 75 9288; BB²⁴ 821, doss. S. 76 3308; BB²⁴ 832, doss. S. 77 1278; BB²⁴ 863, doss. S. 79 6132, 6135, 6136, 6138 à 6150.

736. Mouvements insurrectionnels à Cosne et à Neuvy (Nièvre), en avril 1871 [S. 72 909]. Voir aussi BB²⁴ 780, doss. S. 72 11380; BB²⁴ 824, doss. S. 76 7084. -- Insurrection en Algérie : dans le district de Souk-Ahras, en 1871 [S. 72 1021]. Voir aussi BB²⁴ 753, doss. S. 72 5345; BB²⁴ 773, doss. S. 72 9341; BB²⁴ 774, doss. S. 72 9595; BB²⁴ 852, doss. S. 79 355; BB²⁴ 853, doss. S. 79 1189 (siège de Souk-Ahras : 107 accusés).

737. Insurrection arabe en 1871 : aux environs de Cherchell [S. 72 1189 et 1190]. Voir aussi BB²⁴ 775, doss. S. 72 10288 ; -aux environs de Bouhira, BB²⁴ 787, doss. S. 73 1097 ; BB²⁴ 870, doss. S. 80 5545 ; -- aux environs de Sétif, BB²⁴ 789, doss. S. 73 2124; -- à Fort-National (Alger), BB²⁴ 789, doss. S. 73 2263; -- à Ouargla et à Tuggurt, BB²⁴ 791, doss. S.

73 3441; -- à Bordj-bou-Argeridj (Constantine), BB²⁴ 803, doss. S. 74 2529.

744. Insurrection des indigènes, en Algérie, en 1871 : dans la région de Vesoul-Bénian [S. 72 3109]; -- entre Bardj et Sétif [S. 72 3347]. Voir aussi BB²⁴ 843, doss. S. 77 6135 (environs de Sétif), 6163 (à Dra-el-Mizan); BB²⁴ 871, doss. S. 80 8287 (*idem*).

746. Insurrection de 1871, en Algérie : attaque de la ferme du général Brincourt près de Cherchell [S. 72 3987]; attaque du camp français d'Aoust-ben-Daoud [S. 72 4097]. Voir aussi : attaque d'une exploitation dans la région de Sétif, BB²⁴ 753, doss. S. 72 5356; -- à Issers, (arrondissement de-Tizi-Ouzou) BB²⁴ 766, doss. S. 72 7844; BB²⁴ 770, doss. S. 72 8767; -- massacre d'Européens et pillages aux environs de Batna, BB²⁴ 780, doss. S. 72 11307, 11385; BB²⁴ 781, doss. S. 72 11574; BB²⁴ 786, doss. S. 73 184 ; -- massacre des habitants de Palestro par des bandes insurgées, BB²⁴ 788, doss. S. 73 1670; -- attaque du bordj d'El-Milia, BB²⁴ 789, doss. S. 73 1941 ; -- destructions et pillages dans les cercles de Bougie, de Takitount, de Djidjelli et de Collo, BB²⁴ 793, doss. S. 73 4799; -- massacres et pillages à Alma et à Palestro (Alger), BB²⁴ 799, doss. S. 74 882; BB²⁴ 805, doss. S. 74 3498 et 3511; BB²⁴ 814, doss. S. 75 1956; BB²⁴ 815, doss. S. 75 5490 (attaque du coi des Beni-Aïcha et de l'Alma); BB²⁴ 821, doss. S. 76 3898 et 3899; BB²⁴ 842, doss. S. 77 4814; -- à Reheval (commune de Dellys), BB²⁴ 803, doss. S. 74 2279; BB²⁴ 814, doss. S. 75 2426; BB²⁴ 816, doss. S. 75 6449; BB²⁴ 817, doss. S. 75 7860 ; -- attaque des insurgés dans la Medjana et à Dra-el-Mizan, BB²⁴ 811, doss. S. 74 9172; BB²⁴ 827, doss. S. 76 10407, 10409, 10413, 10414, 10416, 10422, -- pillage et incendie de Tizi-Ouzou, BB²⁴ 818, doss. S. 75 8319 ; -- pillages, incendies et massacres sur les territoires de Miliana, Cherchell, Marengo, Souk-Ahras, BB²⁴ 825, doss. S. 76 8171, 8184, 8452 ; -- incendie des établissements thermaux d'Hammam-Rhira, BB²⁴ 843, doss. S. 77 6815 ; -- massacre d'Européens au Ravin. bleu (cercle de Batna), BB²⁴ 851, doss. S. 78 13143.

749. Mouvement insurrectionnel à La Charité-sur-Loire (Nièvre), les 10 et 11 avril 1871 [S. 72 4693]. Voir aussi BB²⁴ 750, doss. S. 72 4884 et 4886. -- Manifestations insurrectionnelles dans la Nièvre, en 1871, et notamment à Cosne, du 15 au 19 avril : participations [S. 72 4735]. Voir aussi BB²⁴ 795, doss. S. 73 7272; BB²⁴ 803, doss. S. 74 2490; BB²⁴ 806, doss. S. 74 4647; BB²⁴ 823, doss. S. 76 5198; BB²⁴ 865, doss. S. 79 7212, 7214 à 7231, 7233 (La Charité, Cosne, Neuvy; tentatives de soulèvement à Saint-Amand).

782. Insurrection à la Martinique, fomentée par la “ Société philanthropique ”, du 21 au 23 septembre 1870 [S. 72 11907].

789. Insurrection algérienne en 1871 : participation du cadhi Si-Sad-es-Saoud [S. 73 1936].

790. Société secrète internationale, intitulée la “ Charbonnerie réformée ”, organisée et propagée en 1870 dans la Drôme, l'Ardèche et les Bouches-du-Rhône : affiliés, 1870-1879 [S. 73 2544]. Voir aussi BB²⁴ 792, doss. S. 73 4023 et 4024.

796. Insurrection de l'Algérie en 1871 : rejet du recours en grâce de sept chefs arabes condamnés pour participation [S. 73 8061].

803. Conciliabules à Sully (Saône-et-Loire), pour fomentier la guerre civile dans les centres ouvriers du Creusot et d'Épinac (complot d'Autun), en octobre 1873 [S. 74 2678]. Voir aussi BB²⁴ 809, doss. S. 74 6327; BB²⁴ 824, doss. S. 76 7055.

809. Projets d'insurrection formés dans des groupes d'individus affiliés à “ l'Internationale ”, à Lyon, Saint-Étienne et environs, en 1872 [S. 74 7676].

812. Affaire dite du “ Complot de Lyon ”, 1873 : participation [S. 74 9655].

813. Troubles insurrectionnels dans les communes de Pia et de Pelalda (Pyrénées-Orientales) les 4-5 septembre 1870 [S..75 884].

847. Troubles dans diverses communes, à propos des élections de 1877 (*passim*).

871. Insurrection de l'Aurès, on mai 1879 ; participations [S. 80 10805]⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Quelques dossiers de la sous-série BB²⁴ sont encore à noter, qui ne peuvent être rangés dans ce groupe concernant les insurrections : 807. Désordres à la gare Saint-Lazare, à l'arrivée des députés de Versailles, le 11 juin 1874; voies de fait sur Gambetta [S. 74 5257]. 809. Recours en grâce de deux gardiens de la prison de Sainte-Marguerite condamnés le 17 septembre 1874 pour participation à l'évasion du maréchal Bazaine [S. 74 7227].

BB²⁴ 872² et ³. Grâces accordées ou refusées à des arabes condamnés pour participation à l'insurrection algérienne, en 1871; application de la loi d'amnistie, réhabilitations. 1872-1904.

Notamment :

872⁴. Affaire dite des grands chefs [S. 73 à S. 95].

BB²⁴ 873 à 891. Grâces accordées, rejets de recours en grâce à la suite de condamnations pour participations à des insurrections, émeutes, révoltes, troubles, manifestations, pour cris, mouvements séditionnels, brigandages, grèves, rixes, fausse monnaie, contrebande, affaires électorales, délits de presse, affaires locales, etc. (dossiers classés dans l'ordre numérique de l'enregistrement). 1881-1885.

Notamment :

873. Faits insurrectionnels dans la République d'Andorre, 1881-1883 [S. 81 9807]. Voir aussi BB²⁴ 885, doss. S. 84 10121.

875. Affaire du prince Kropotkine (participation à l'organisation de la Fédération anarchique lyonnaise), 1883 [S. 83 3238]. Voir aussi S. 83 3359.

BB²⁴ 2001 à 2059. Dossiers de peines de mort : grâces accordées ou refusées (classement par numéros d'enregistrement). 1826-1885. (Voir le répertoire numérique manuscrit).

BB²⁴ 2251 à 2336. Décisions et décrets accordant des grâces; réhabilitations ; rejets de recours en grâce (collection originale). An XI-1887. (Voir le répertoire numérique manuscrit).

813. Tentatives faites par les habitants de Pasly et de Vauxrezis (Aisne) pour empêcher les Prussiens de passer l'Aisne à Pommiers, le 8 octobre 1870; représailles des Allemands, à la suite de dénonciations [S. 75 992].

845. Propos outrageants pour le Président de la République en 1877 (*passim*). Voir aussi, notamment : BB²⁴ 846 (*passim*) et BB²⁴ 847 (*passim*).

BB²⁵ ET BB^{25bis}. PENSIONS ET SECOURS.

Les dossiers de pensions du Ministère de la Justice qui forment actuellement la sous-série BB²⁵ ont été versés aux Archives nationales, à époques régulières, depuis 1827; le dernier versement date de 1941. Sous la Restauration et depuis lors, les documents ont été, au Ministère même, classés numériquement en trois subdivisions principales : P (1814-1822), P² (1818-1856), P³ (dossiers postérieurs à 1854). Les demandes de pensions formulées par des magistrats et officiers de justice sous l'Empire ont reçu, au Ministère, un numéro d'ordre suivi des lettres P ou F (accompagnée de divers exposants); classés actuellement par ordre alphabétique, ces dossiers forment les dix-neuf premières liasses de la sous-série BB²⁵.

Quatre fichiers de noms de personnes, établis au Ministère de la Justice et versés aux Archives nationales où ils portent les cotes BB^{25*} i à 4, renvoient aux numéros de chaque dossier de pension des subdivisions P, P² et P³ entre 1817 et 1885; ils permettent d'effectuer des recherches dans les groupes BB²⁵ 30 à 51^J et 54 à 490 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Il existe, dans la sous-série BB²⁹, deux registres, l'un d'inscription des dossiers de pension de 1810 à 1817 (BB²⁹ 273), l'autre d'enregistrement des demandes de pension de 1811 à 1818, muni d'une table alphabétique (BB²⁹ 274). Les documents étant enregistrés par ordre de numéro d'entrée ou d'inscription, seul le 2^e registre pourvu d'une table peut être utilisé comme instrument de recherches dans la sous-série BB²⁵. Un troisième registre, BB²⁹ 275, est une table alphabétique des magistrats admis à la retraite, révoqués ou démissionnaires entre 1814 et 1817, mais il ne comporte aucune indication relative aux numéros des dossiers de pension. Sous la cote BB²⁹ 272 figure enfin un registre des secours accordés à d'anciens exécuteurs de la justice, à leurs veuves ou héritiers, par ordre de départements, en 1813.

En 1884, le Ministère de la Justice faisait aux Archives nationales un premier versement de onze liasses de dossiers de secours pour la période comprise entre 1832 et 1866. Ce premier apport de documents (série Z du Ministère de la Justice) a été complété, en 1941, par un second versement de dossiers de même nature antérieurs à 1927; ces dossiers qui constituent la sous-série BB^{25bis}, sont classés numériquement. Un répertoire a été établi pour les deux sous-séries en 1942.

J. MADY.

BB²⁵ 1 à 19. Demandes de pensions, accordées ou refusées (classées par ordre alphabétique). An VIII-1817⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir BB² 10. **BB²⁵ 249 à 282,** Demandes de pensions. Rejets. [Série P²]. 1817-1856.

BB²⁵ 20. Demandes de pensions présentées par des veuves de magistrats ou d'officiers de justice. An XIII-1816.

BB²⁵ 21 à 23. États des pensions de retraites d'employés ou de veuves d'employés du Ministère de la Justice. 1808-1817.

BB²⁵ 23^{bis}. Pensions et retraites accordées à des employés ou à des veuves d'employés du Ministère de la justice. 1808-1827.

BB²⁵ 24. Tableaux, notes et observations relatifs aux pensions. 1811.

BB²⁵ 25 et 26. Pensions éteintes ou supprimées (classées par ordre alphabétique). 1815-1817.

BB²⁵ 27. Lois, décrets et règlements sur les pensions. Accusés de réception d'avis de paiement. Propositions et états de pensions. Renseignements demandés par la Commission des Pensions. Magistrats éliminés lors de l'institution des Cours royales. 1790-1820.

BB²⁵ 28. Affaires particulières concernant des pensions de magistrats, d'officiers de Justice ou d'employés du Ministère. An X-1822.

BB²⁵ 29. Demandes diverses de places ou de secours, adressées, pour la plupart en 1820 et 1821, au duc de Richelieu, président du Conseil. 1810-1821.

BB²⁵ 30 à 51^J. Dossiers de pensions accordées (classés numériquement). [Série P]. 1814-1822.

BB²⁵ 52. Dossiers relatifs à diverses questions de comptabilité (exemption du droit de timbre, plaintes d'indigents, frais d'emprisonnement de condamnés insolvables, droits d'enregistrement dus pour le serment des avoués, allègement des frais de justice, etc.). An II-1827.

BB²⁵ 53. Rapports concernant des pensions accordées à d'anciens employés du Ministère réformés ou mis à la retraite. 1819-1823.

BB²⁵ 54 à 248. Dossiers de pensions accordées (classés numériquement). [Série P²]. 1818-1856.

BB²⁵ 283 à 521. Dossiers de pensions accordées (classés numériquement). [Série P³]. 1854-1891.

BB^{25 bis} 1 à 134. Dossiers de magistrats secourus (classés numériquement). [Série Z]. 1832-1929.

BB^{25 bis} 135. États de secours. 1835-1850.

BB^{25*} 1 à 4. Fichiers des dossiers de pensions. 1817-1885.

AVANT-PROPOS.

Le présent fascicule (sous-séries BB²⁶ à BB³¹) est le premier inventaire de la Section moderne des Archives nationales qui ait été imprimé sous ma direction.

Lorsque j'ai obtenu, non sans les difficultés que l'on devine, les faibles moyens nécessaires pour accélérer la composition des inventaires de notre grand dépôt, et procurer l'impression de certains d'entre eux, mon attention s'est portée autant sur ceux de la Section moderne que sur ceux des fonds anciens. En même temps que sera publié le tome II de l'inventaire des Jugés du Parlement de Paris et que se poursuivent l'élaboration de celui des registres du Trésor des Chartes (JJ) et la préparation des Guides des recherches judiciaires et des recherches généalogiques, paraîtront l'état des versements que voici et l'inventaire du Fonds du Comité de sûreté générale de Pierre CARON.

C'est ce nom vénéré parmi les archivistes français qui domine l'ouvrage que nous présentons. Ce fascicule complète les états de BB rédigés avec tant de science et de labeur par un autre de mes prédécesseurs, M. Georges BOURGIN.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'intérêt que présente la série BB pour l'histoire nationale, de la Révolution française à nos jours. L'état de la sous-série BB³⁰, qu'on va lire, sera entre tous utile aux spécialistes de cette période.

Au vrai, BB³⁰ n'est pas un fonds mais, à proprement parler, un ensemble de versements. M. Pierre CAILLET, chef des Archives modernes au Palais Soubise qui, avec ses collaboratrices M^{me} Suzanne CLEMENCET et M^{lle} Mireille RAMBAUD, a pris soin de compléter et de mettre au point le travail de Pierre CARON et Léon LECESTRE, démontre en termes pertinents, dans l'introduction ci-dessous, qu'il était matériellement impossible de remembrer les premières sous-séries de BB à l'aide de ces versements. Il en résulte que l'exploitation de notre état serait très malaisée sans un index. N'y trouve-t-on pas, à côté de documents proprement judiciaires, des pièces relatives à la formation des départements, aux enfants trouvés, aux préséances, à la fuite de Louis XVI, aux répercussions de la Révolution française en Belgique, à la nomination de professeurs dans les Universités, à la visite du prince Napoléon à Nohant chez George Sand, à un projet de tunnel sous la Manche (1857), etc., etc... ? L'historien ne pourrait les trouver qu'en lisant attentivement le volume entier s'il ne disposait d'un index.

C'est pourquoi j'ai tenu à ce que ce complément indispensable soit incorporé au volume. En règle générale un inventaire dépourvu d'index perd la moitié de son utilité à une époque où les historiens, comme tous les travailleurs, ont de plus en plus la légitime exigence d'être mis en état de produire au maximum dans le minimum de temps. Voilà pourquoi les inventaires qui paraîtront sous ma direction seront, sauf impossibilité matérielle, pourvus de tables alphabétiques : *indices rerum* autant qu'*indices nominum*, les historiens d'aujourd'hui se livrant, heureusement, beaucoup plus à l'étude des institutions et des faits économiques et sociaux qu'à la biographie et aux recherches d'histoire purement « événementielle ». Mais il est évident que c'est dans des sous-séries « fourré-tout » telles que ce cahotique BB³⁰ que le hasard du versement doit être corrigé par un guide alphabétique qui non seulement soit composé avec méthode, mais réponde à l'orientation actuelle des études historiques.

Charles BRAIBANT.

Directeur des Archives de France,

Président du Conseil international des Archives

2 mai 1953.

L'impression du présent fascicule a été retardée par l'incorporation de récents versements.

ÉTAT SOMMAIRE DES VERSEMENTS FAITS AUX ARCHIVES NATIONALES PAR LES MINISTÈRES ET LES ADMINISTRATIONS QUI EN DÉPENDENT.

BB²⁶. FRAIS DE JUSTICE.

La sous-série BB²⁶, consacrée aux documents relatifs aux frais de justice, ne comprend actuellement que treize liasses. Cependant, au cours du siècle dernier, le ministère de la Justice a versé aux Archives nationales un grand nombre d'articles du même genre, notamment en 1827, 1834, 1848, 1858, 1861 ⁽¹⁾ ... Mais, dès l'année 1858, plus de trois mille liasses, considérées comme dépourvues d'intérêt historique, furent proposées pour la destruction. Les documents échappés à la mise au pilon constituèrent, dans le classement des fonds judiciaires antérieur à 1877, les sous-séries BB¹⁰⁰ et BB¹⁰⁸⁽²⁾. De nouvelles destructions furent opérées, à des dates difficiles à préciser, et, dans le cadre actuel de classement, la sous-série BB²⁶ est constituée par treize articles, dont les cinq premiers ont été versés en 1827, les suivants ultérieurement, sans qu'on puisse indiquer exactement la date des versements, et le dernier en avril-mai 1941.

⁽¹⁾ Voir l'inventaire, non numéroté, des « versements du ministère de la Justice, 1827-1919 ».

⁽²⁾ Voir l'inventaire, non numéroté, des dossiers du ministère de la Justice par M. Guiffrey, p. 26 et 27; voir également *État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères...*, t. I, Introduction de Ch.-V. Langlois, p. ex et sq. ; t. IV, Introduction de M. G. Bourgin, p. LXXII.

Un inventaire détaillé des dossiers contenus dans ces liasses existe dans les bureaux de la section moderne.

Suzanne CLÉMENCET.

BB²⁶ 1 à 3. Émoluments des avoués, huissiers et greffiers : projets de tarifs présentés par divers tribunaux, réclamations des intéressés... An VIII-1806.

BB²⁶ 4. Salaires des huissiers de la cour de justice criminelle du département de la Seine. (Réclamations; affaire Jolly, Heurtin, Fournier, Jullien, Masson et Codron.) 1807-1817.

BB²⁶ 5 à 8. Correspondance diverse : menus frais de justice; salaires des huissiers, greffiers et avoués; indemnités de remplacement des magistrats; salaires des exécuteurs des jugements criminels... An IV-1815.

BB²⁶ 9. Instructions, règlements, circulaires relatives à l'application de la législation en matière de frais de justice. An XI-1812.

BB²⁶ 10. Correspondance relative aux frais de justice et autres dépenses judiciaires échangée entre le ministre de la Justice et les magistrats des départements créés dans l'ancien Piémont. An XI-1813.

BB²⁶ 11. Correspondance relative aux frais de justice et autres dépenses judiciaires échangée entre le ministre de la Justice et les magistrats des départements du Mont-Tonnerre et de Rhin-et-Moselle. An x-1813.

BB²⁶ 12. Réduction des frais de justice en matière criminelle et correctionnelle. 1825-1826.

BB²⁶ 13. Fixation du tarif des droits à percevoir par les greffiers. 1808-1874.

BB²⁷. RÉPERTOIRES SUR FICHES.

Les blocs de fiches qui forment la sous-série BB²⁷ ont été versés aux Archives nationales à diverses dates. Celles des dépôts effectués au cours du XIX^e siècle n'ont pas pu être fixées précisément, car les anciens bordereaux ne font pas mention des fichiers qui étaient joints aux documents dont ils constituent les tables (divisions civile et criminelle, grâces, etc.). Les versements récents étant mieux caractérisés, on sait que les articles i i i à 192 de cette sous-série ont été versés en 1926, les articles 193 à 240 en 1928, les articles 241 à 292 en 1929, les articles 293 à 519 en 1943-1944, les articles 520 à 568 en 1941 et les articles 569 à 745 en 1949.

Certaines de ces tables renvoient à des groupes de documents constituant actuellement des sous-divisions du fonds de la justice (grâces, naturalisations, divisions civile et criminelle) ; d'autres à des actes plus ou moins bien repérables (tables d'édits, d'actes du pouvoir exécutif, de circulaires; fiches de fonctionnaires, de condamnés, etc.), dont il peut être assez difficile de retrouver la place dans les séries des Archives nationales.

Suzanne CLÉMENCET.

BB²⁷ 1 à 8. Répertoire sur fiches de la division civile. Messidor An V-fructidor an ix.

BB²⁷ 9 à 19. Répertoire sur fiches de la division criminelle. Messidor An V-frimaire an ix.

BB²⁷ 20-21. Répertoire sur fiches du bureau particulier. Germinal an VI-an x.

BB²⁷ 22 à 74. Répertoire sur fiches de la division criminelle. Messidor an ix-1851.

BB²⁷ 75-76. Table d'édits et arrêts. 1556-1788.

BB²⁷ 77. Table d'édits et ordonnances. 1778-1786.

BB²⁷ 78. Table des circulaires ministérielles. 1815-1816, 1818-1822.

BB²⁷ 79 à 81. Table alphabétique des rapports, opinions, motions, discours, résolutions,

messages, projets de lois. An VII-1828.

BB²⁷ 82 et 83. Table alphabétique des commissions nommées dans le Corps législatif pour l'examen de diverses questions. An V-an VIII.

BB²⁷ 84 à 91. Table de la correspondance du bureau particulier (1815-1837). -- Table des militaires et veuves de militaires pensionnés (an VIII -- an x).

BB²⁷ 92¹ à 96. Fichiers de grâces. 1814-1825.

92¹. 1814-1815.

92². 1816-1817.

93. 1818-1819.

94. 1820-1821.

95. 1822-1823.

96. 1824-1825.

BB²⁷ 97. Table alphabétique des commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux. An IV.

BB²⁷ 98. Table des nominations judiciaires. An VIII.

BB²⁷ 99. Tables diverses : demandes de places (1823-1824). -- Nominations (1823-1826). -- Bulletins nominatifs, principalement recommandations (1824-1828).

BB²⁷ 100. Fichiers de recommandations. 1824-1841.

BB²⁷ 101. Table des membres de la Légion d'honneur faisant partie du ministère de la Justice (1816).-- Table des individus maintenus ou rayés sur la liste des émigrés (an VI). -- Table des veuves et orphelins des défenseurs de la Patrie pensionnés (an VIII-an x).

BB²⁷ 102. Fichiers des commissions mixtes, départements de la Nièvre et du Var. 1852.

BB²⁷ 103. Fichiers des commissions mixtes (commutations de peines), classement départemental. 1852-1853.

BB²⁷ 104¹ à 105. Fichiers des commissions mixtes (grâces). Classement départemental.

104¹. Basses-Alpes, Cher, Dordogne à Hérault.

104². Indre à Oise, Pas-de-Calais à Tarn-et-Garonne.

105. Var à Vosges.

BB²⁷ 106. Fichiers des sociétés secrètes (1830-1870). -- Fichier des principales affaires politiques (1848-1850). -- Fichier des condamnés politiques du Second Empire.

BB²⁷ 107 à 109. Fichiers des commutations de peines et grâces de la Commune. 1872-1879.

BB²⁷ 110. Tables, par cours d'appel, des rapports des procureurs généraux. 1822-1823.

BB²⁷ 111 à 192. Fichiers de la division civile. An X-1874.

111 à 113. An X.

114 à 116. An XI.

117-118. An XII.

119-120. An XIII-an XIV.

121-122. 1806.

123-124. 1807.

125-126. 1808.

127 à 129. 1809.

130 et 131. 1810.

132. 1814.

133-134. 1815.

135-136. 1816.

137-138. 1817.

139-140. 1818.

141-142. 1819.

143 à 154. 1820-1831 (un article par année).

155-156. 1832.

157-158. 1833.

159-160. 1834.

161-162. 1835.

163-164. 1836.

165 à 175. 1837-1847 (un article par année).

176 à 181. 1848-1859 (deux années par article).

182 à 187. 1860-1865 (un article par année).

188 à 191. 1866-1873 (deux années par article).

192. 1874.

BB²⁷ 193 à 240. Tables des arrêtés du Directoire et des Consuls, ainsi que des actes du gouvernement. An iv-1840.

BB²⁷ 241 à 292. Fichiers de naturalisations. 1848-1880.

BB²⁷ 293 à 340. Fichiers de la division criminelle. 1852-1892.

BB²⁷ 341 à 358. Fichiers de la division civile. 1875-1892.

BB²⁷ 359 à 519. Fichiers de grâces. 1826-1899.

BB²⁷ 520. Table des circulaires du ministère de la Justice (an IV-an XIII). -- Tableau chronologique des actes du gouvernement concernant les départements transalpins (an IX-1807).-- Table des lois de 1791.

BB²⁷ 521. Table des circulaires du ministère de la Justice. 1806-1835, 1837-1879.

BB²⁷ 522. Table du Bulletin des lois. An IX-1813, 1830-1840 (incomplet).

BB²⁷ 523. Table du Bulletin des lois. 1841-1844 (incomplet).

BB²⁷ 524. Table alphabétique des noms maintenus ou rayés sur les listes d'émigrés (an VIII-1814). -- Table chronologique des lois et actes du gouvernement publiés en Hollande (1810-1812).

BB²⁷ 525. Analyses des décisions du conseil d'administration du ministère de la Justice. 1822-1828, 1830-1836, 1835-1840.

BB²⁷ 526-527. Division civile, analyses de décisions (1813-1822, 1863-1874). -- Table de localités algériennes.

BB²⁷ 528-529. Division criminelle, analyses de décisions. 1813-1822, 1830-1873.

BB²⁷ 530. Divisions civile et criminelle, analyses de décisions. 1823 1830.

BB²⁷ 531. Divisions civile et criminelle, analyses de décisions (1814-1836, 1824-1831). -- Division criminelle, analyses de décisions (1873-1879). -- Table de la comptabilité (1813-1819).

BB²⁷ 532 à 534. Table d'arrêtés du ministère de la Justice, intitulée : 1848, 24 février.

BB²⁷ 535. Table des secours. 1832-1872.

BB²⁷ 536. Table des dotations, décrets des 15-25 août 1809.-- Table d'individus titrés (1808-1832).

BB²⁷ 537. Table d'individus titrés, sans date. -- Table alphabétique des personnes ayant obtenu des lettres patentes portant institution de majorats (1830-1848). -- Table d'individus titrés ou pourvus de majorats (1859-1873). -- Table alphabétique d'anoblissements avec concessions de titres (1815-1830). -- Table alphabétique des membres de la Légion romaine dite d'Antibes (1866-1867).

BB²⁷ 538 à 546. Table des absents militaires. 1817-1879.

BB²⁷ 547 à 552. Table des absents civils. 1815-1899.

BB²⁷ 553 à 559. Fichiers de grâces. 1868-1898.

BB²⁷ 560 à 563. Fichiers de juges de paix (1830-1899). -- Fiches de matières criminelles (1830-1877).

BB²⁷ 564-565. Fichiers des circulaires des ministres. An XI-1814.

BB²⁷ 566-567. Division civile, analyses de décisions. 1861-1874.

BB²⁷ 568. Table onomastique des décrets du gouvernement de la Défense nationale et des arrêtés du pouvoir exécutif de la République française (20 septembre 1870-11 mars 1871). -- Table alphabétique des fonctionnaires et employés du ministère de la Justice (XIX^e s.). -- Table chronologique de décrets (avril 1810-mars 1812). -- Table matière des circulaires du ministre de la Police (an IV an XI).

BB²⁷ 569 à 601. Table des décisions de la Cour de Cassation. 1850-1900.

BB²⁷ 602 à 736. Fichiers de grâces, courtes peines. 1891-1932.

BB²⁷ 737-738. Fichiers de grâces, longues peines. 1900-1903.

BB²⁷ 739-740. Table alphabétique des nominations de notaires. 1901-1906.

BB²⁷ 741-742. Table alphabétique des nominations d'officiers ministériels (1901-1906). -- Table des frais de justice (1872-1875).

BB²⁷ 743. Fiches de condamnés de la Commune. 1872-1878.

BB²⁷ 744-745. Fiches anciennes diverses. XIX^e siècle.

BB²⁸. REGISTRES DES GRÂCES.

La sous-série BB²⁸ est constituée par les registres d'enregistrement des dossiers de recours en grâce, versés à plusieurs reprises par le ministère de la Justice aux Archives nationales.

1° Le 15 mai 1866, versement des 38 premiers registres (recours en grâce présentés de l'an xi à 1833). Ceux-ci ont d'abord fait partie de la sous-série BB⁸⁵, sous les n^{os} 1021 i à 1061, dans le classement des fonds judiciaires antérieurs à 1890⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. l'inventaire, non numéroté, des «versements du ministère de la Justice», n° 27; et l'inventaire, non numéroté, de Guiffrey des séries BB¹ à BB¹⁰⁸, p. 23. (L'auteur y donne un chiffre de 40 registres, alors que nous n'en comptons que 38.) Voir également G. Bourgin, *État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères...*, t. IV, Introduction, p. LIII et sq.

2° Le 31 mai 1933, versement des articles 39 à 150 (recours en grâce de 1834 à 1880).

3° En avril-mai 1941, versement des articles 15 à 231 (recours en grâce de 1880 à 1899).

Dans ces registres, les demandes de recours en grâce ont d'abord été classées alphabétiquement (registres 1 à 30), puis chronologiquement, à partir de 1826. Toutefois, un certain nombre de dossiers de grâce ayant été envoyés au pilon conformément aux décisions du ministère de la Justice et de la commission supérieure des Archives, il n'est plus possible de retrouver tous les dossiers signalés par les registres⁽²⁾. De plus, la collection des registres est elle-même incomplète; il nous en manque cinq qui auraient leur place entre les articles 47 et 48, 49 et 50, 85 et 86, 122 et 123, 124¹ et 124².

⁽²⁾ Cf. *État sommaire des versements...*, t. IV, p. 121, l'introduction placée par M. E. Guillemot en tête de l'inventaire des sous-séries BB²¹ à BB²⁴.

Cette sous-série a été répertoriée en premier lieu par M. H. PATRY, conservateur-adjoint de la section moderne, (BB²⁸ 1 à 150), puis, pour le dernier versement, par M. CHARDON, commis, (inventaire [876]-715).

Suzanne CLÉMENCET.

BB²⁸ 1 à 16. Enregistrement des dossiers de recours en grâce, par ordre alphabétique des décisions. An XI-1816.

1. An XI.

2. An XII.

3. An XIII-an XIV.

4. 1806.

5. 1807.

6. 1808.

7. 1809.

8. 1810.

9. 1811.

10. 1812.

11. 1813.

12. 1814.

13 et 14. 1815.

15 et 16. 1816.

BB²⁸ 17. Répertoire, par ordre numérique, des dossiers de recours en grâce. 1815-1817.

BB²⁸ 18. Enregistrement des dossiers de recours en grâce renvoyés au bureau de Cassation par le roi, avec ordre de rapport. 1815-1817.

BB²⁸ 19 à 29. Enregistrement des dossiers de recours en grâce par ordre alphabétique des décisions. 1817-1825.

19 et 20. 1817.

21. 1817-1825 (supplément).

22 et 23. 1818.

24. 1819.

25. 1820.

26. 1821-1822.

27. 1823.

28. 1824.

29. 1825.

BB²⁸ 30 à 230. Enregistrement des dossiers de recours en grâce par ordre chronologique. 1826-1899.

30 à 34. S⁷ 1 à 9333. 1826-1830.

35 à 38. S⁸ 1 à 9707. 1831-1833.

39 à 42. S⁹ 1 à 9375. 1834-1838.

43. S⁹ 9376 à 10000. -- S 1 à 1454. -- 22 mai-26 novembre 1838.

44 à 46. S 1455 à 9849. Novembre 1838-1841.

47. S¹ 1 à 2791. 1841-1842.
48. S¹ 5579 à 8094. 1843.
49. S¹ 8095 à 9521. – S² 1 à 1358. 1844.
- 50 et 51. S² 4155 à 9750. 1845-1846.
- 52 à 54. S³ 1 à 8383. 1846-1848.
55. S³ 8384 à 9999. – S⁴ 1 à 1179. 1848-1849.
56. S⁴ 1180 à 3869. 1849-1850.
57. S⁴ 3870 à 5564. – S⁵¹ 1 à 1043. 1850-1851.
58. S⁵¹ 1044 à 3861. 1851.
59. S⁵¹ 3862 à 4660. S⁵² 1 à 1992. 1851-1852.
60. S⁵² 1993 à 4830. 1852.
61. S⁵² 4831 à 6557. -- S⁵³ 1 à 1170. 1852-1853.
- 62 et 63. S⁵³ 1171 à 6886. 1853.
64. S⁵³ 6887 à 7900. – S⁵⁴ 1 à 1840. 1853-1854.
65. S⁵⁴ 1841 à 4610. 1854.
66. S⁵⁴ 4611 à 6602. -- S⁵⁴ 1 à 806. 1854-1855.
67. S⁵⁵ 807 à 3586. 1855.
68. S⁵⁵ 3587 à 5648. -. S⁵⁶ 1 à 728. 1855-1856.
- 69 et 70. S⁵⁶ 729 à 6314. 1856.
71. S⁵⁶ 6315 à 7235. – S⁵⁷ 1 à 1778. 1857.
- 72 et 73. S⁵⁷ 1779 à 7336. 1857.
74. S⁵⁷ 7337 à 8000. -- S⁶⁸ 1 à 2128. 1857-1858.
- 75 à 77. S⁵³ 2129 à 8550. 1858.
- 78 à 80. S⁵⁹ 1 à 7021. 1859.
81. S⁵⁹ 7022 à 9135. -- S⁶⁰ 1 à 525. 1859-1860.
- 82 à 85. S⁶⁰ 526 à 8251. 1860.
86. S⁶¹ 4845 à 7567. 1861.
87. S⁶¹ 7568 à 7822. -- S⁶² 1 à 2548. 1861-1862.
88. S⁶² 2549 à 5327. 1862.

89. S⁶² 5328 à 8000. -- S⁶³ 1 à 105. 1862-1863.
- 90 et 91. S⁶³ 106 à 5691. 1863.
92. S⁶³ 5692 à 8100. -- S⁶⁴ 1 à 364. 1863-1864.
- 93 et 94. S⁶⁴ 365 à 5985. 1864.
95. S⁶⁴ 5986 à 8000. -- S⁶⁵ à 749. 1864-1865.
- 96 et 97. S⁶⁵ 750 à 6279. 1865.
98. S⁶⁵ 6280 à 7950. -- S⁶⁶ 1 à 1120. 1865-1866.
- 99 et 100. S⁶⁶ 1121 à 6678. -- 1866.
101. S⁶⁶ 6679 à 8300. -- S⁶⁷ 1 à 1125. 1866-1867.
- 102 et 103. S⁶⁷ 1126 à 6760. 1867.
104. S⁶⁷ 6761 à 8710. -- S⁶⁸ 1 à 901. 1867-1868.
- 105 et 106. S⁶⁸ 902 à 6766, 1868.
107. S⁶⁸ 6767 à 8510. -- S⁶⁹ 1 à 1064. 1868-1869.
- 108 et 109. S⁶⁹ 1065 à 6547. 1869.
110. S⁶⁹ 6548 à 8637. -- S⁷⁰ 1 à 665. 1869-1870.
- 111 et 112. S⁷⁰ 666 à 6336. 1870.
113. S⁷⁰ 6337 à 7074. -- S⁷¹ 1 à 1925. 1870-1871.
114. S⁷¹ 1926 à 4716. 1871.
115. S⁷¹ 4717 à 6119. -- S⁷² 1 à 1365. 1871-1872.
- 116 à 119. S⁷² 1366 à 12883. 1872.
- 120 à 122. S⁷³ 1 à 8702. 1873.
- 123 et 124¹. S⁷⁴ 2169 à 7727. 1874.
- 124² à 125². S⁷⁵ 519 à 8799. 1875.
126. S⁷⁵ 8800 à 9716. -- S⁷⁴ 1 à 1848. 1875-1876.
- 127 à 129. S⁷⁶ 1849 à 10157. 1876.
130. S⁷⁶ 10158 à 12400. -- S⁷⁷ 1 à 588. 1876-1877.
- 131 à 134. S⁷⁷ 589 à 11725. 1877.
135. S⁷⁷ 11726 à 13600. -- S⁷⁸ i à 840. 1877-1878.
- 136 à 139. S⁷⁸ 841 à 11774. 1878.

140. S⁷⁸ 11775 à 13200. -- S⁷⁹ i à 1358. 1878-1879.
- 141 à 145. S⁷⁹ 1359 à 15379. 1879.
146. S⁷⁹ 15380 à 16053. -- S⁸⁰ 1 à 2107. 1879-1880.
- 147 à 150. S⁸⁰ 2108 à 13279 1880.
151. S⁸⁰ 13280 à 14410. -- S⁸¹ 1 à 1652. 1880-1881.
- 152 à 155. S⁸¹ 1653 à 13360. 1881.
- 156 à 159. S⁸² 1 à 12050. 1882.
160. S⁸² 12051 à 12400. -- S⁸³ 1 à 2620. 1882-1883.
- 161 à 163. S⁸³ 2621 à 11530. 1883.
164. S⁸³ 11531 à 12959. -- S⁸⁴ 1 à 1540. 1883-1884.
- 165 à 168. S⁸⁴ 1541 à 13430. 1884.
169. S⁸⁴ 13431 à 13888. -- S⁸⁵ 1 à 2510. 1884-1885.
- 170 à 173. S⁸⁵ 2511 à 14528. 1885.
- 174 à 177. S⁸⁶ 1 à 11860. 1886.
178. S⁸⁶ 11861 à 14285. -- S⁸⁷ 1 à 530. 1886-1887.
- 179 à 182. S⁸⁷ 531 à 12480. 1887.
183. S⁸⁷ 12481 à 14759. -- S⁸⁸ 1 à 620. 1887-1888.
- 184 à 187. S⁸⁸ 621 à 12560. 1888.
188. S⁸⁸ 12561 à 14744. -- S⁸⁹ 1 à 750. 1888-1889.
- 189 à 192. S⁸⁹ 751 à 12800. 1889.
193. S⁸⁹ 12801 à 13902. -- S⁹⁰ 1 à 1880. 1889-1890.
- 194 à 196. S⁹⁰ 1881 à 11020. 1890.
197. S⁹⁰ 11021 à 12057. -- S⁹¹ 1 à 1980. 1890-1891.
- 198 à 200. S⁹¹ 1981 à 11200. 1891.
201. S⁹¹ 11201 à 13202. -- S⁹² 1 à 1130. 1891-1892.
- 202 à 205. S⁹² 1131 à 13030. 1892.
206. S⁹² 13031 à 13379. -- S⁹³ 1 à 2740. 1892-1893.
- 207 à 209. S⁹³ 2741 à 10540. 1893.
210. S⁹³ 10541 à 12767. -- S⁹⁴ 1 à 330. 1893-1894.

211 à 214. S⁹⁴ 331 à 12812. 1894.

215 à 217. S⁹⁵ 1 à 9880. 1895.

218. S⁹⁵ 9881 à 12786. – S⁹⁶ 1 à 360. 1895-1896.

219 à 221. S⁹⁶ 361 à 10250. 1896.

222. S⁹⁶ 10251 à 11532. -- S⁹⁷ 1 à 2000. 1896-1897.

223 et 224. S 2001 à 8600. 1897.

225. S⁹⁷ 8601 à 10946. -- S⁹⁸ 1 à 950. 1897-1898.

226 et 227. S⁹⁹ 951 à 7540. 1898.

228. S⁹⁸ 7541 à 10000. -- S⁹⁹ 1 à 830. 1898-1899.

229 et 230. S⁹⁹ 831 à 7430. 1899.

BB²⁸ 231. Enregistrement des grâces accordées aux condamnés de la Commune. N^{os} 1 à 2092. 1872-1878.

BB²⁹. ENREGISTREMENT DE LA CORRESPONDANCE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

La sous-série BB²⁹, qui ne comprend que des registres, est constituée, en majeure partie, par l'enregistrement de la correspondance expédiée ou reçue dans les différents services du ministère de la Justice, et notamment à la division civile et à la division criminelle. Un premier versement de ces documents aux Archives nationales a été effectué en 1827, versement qui n'a été complété qu'en 1904, 1926 et 1929 par le dépôt successif de 247 registres de correspondance des divisions civile et criminelle et répertoires divers (décrets des assemblées révolutionnaires, actes du gouvernement de l'an IV à 1830, affaires courantes du sceau, etc.) provenant des services du ministère. Ces derniers versements ont permis de reconstituer, malgré quelques lacunes signalées en note dans le présent état, la série presque continue des registres d'enregistrement de la division civile, de 1791 à 1899, et de la division criminelle, d'une part entre 1791 et 1850, d'autre part entre 1877 et 1892⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les 19 registres de la division criminelle des années 1877 à 1892 (BB²⁹ 550 à 568) ont été versés en avril-mai 1941.

Le répertoire numérique de la sous-série BB²⁹, dressé en 1919, a été complété à deux reprises, depuis lors, à mesure des versements.

J. MADY.

BB²⁹ 1 et 2. Conseil de justice; enregistrement des questions posées et des réponses données. 1791.

BB²⁹ 3. Conseil de justice; enregistrement des lettres et mémoires soumis au conseil. 1792-an II.

BB²⁹ 4 à 8. Enregistrement de la correspondance des tribunaux d'appel, par ordre alphabétique de tribunaux. An VIII-1810.

BB²⁹ 9 et 10. Enregistrement de la correspondance des tribunaux criminels et de première instance, relativement au personnel (classée par départements et par arrondissements). An VIII-an IX.

BB²⁹ 11 à 14. *Idem.* An IX-an x.

BB²⁹ 15 à 21. *Idem.* An XI-an XII.

BB²⁹ 22 à 29. *Idem* ⁽¹⁾. An XIII-1806.

⁽¹⁾ Manque le département de Tarn-et-Garonne.

BB²⁹ 30 à 37. *Idem*⁽¹⁾. 1807-1808.

⁽¹⁾ Manquent les départements du Cantal à l'Eure.

BB²⁹ 38 à 43. *Idem*⁽²⁾. 1809-1810.

⁽²⁾ Manquent les départements des Forêts à Meuse.

BB²⁹ 44. Enregistrement de la correspondance des cours prévôtales des douanes. 1811.

BB²⁹ 45. Liste des présidents et des prévôts des cours prévôtales des douanes (par ordre alphabétique de départements). 1816.

BB²⁹ 46 à 49. Enregistrement de la correspondance relative à l'organisation judiciaire. An IV-an VI.

BB²⁹ 50. Enregistrement de la correspondance relative à l'organisation judiciaire. An IX-an x.

BB²⁹ 51. «Bureau de l'organisation judiciaire. 4^e registre du départ des nominations.» An IX-an x.

BB²⁹ 52 à 56. «Organisation judiciaire. Départ de la correspondance.» An XI-1813.

BB²⁹ 57 à 59. Enregistrement de la correspondance : «Bureau particulier, registre L». An VI-an XII.

BB²⁹ 60 à 64. Liste des notaires, par départements ⁽³⁾. An XI-an XII.

⁽³⁾ Manquent les départements de la Nièvre à la Sarre.

BB²⁹ 65 à 72. Enregistrement de la correspondance relative aux notaires. An XII-1814⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Manque le registre de vendémiaire an XIV à juillet 1807.

BB²⁹ 73 à 78. Division civile. Analyse de la correspondance enregistrée par ordre alphabétique de noms de signataires ou de tribunaux d'origine. 1791-an II.

BB²⁹ 79. Table alphabétique des articles BB²⁹ 73 et 74.

BB²⁹ 80 à 82. Division civile. Enregistrement et analyse de la correspondance (registre du secrétariat général). An IV-an V⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Manque le registre du 2 pluviôse au 18 germinal an IV.

BB²⁹ 83. «Deuxième répertoire du bureau civil.» An IV.

BB²⁹ 84 à 110. Division civile. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres du secrétariat général). An V-1807.

BB²⁹ 111 à 145. Division civile. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres particuliers de la division). An V-1811⁽²⁾.

⁽²⁾ Manque le registre de nivôse an XIV à mai 1806.

BB²⁹ 146. Division civile. -- «Mouvements des dossiers.» 1807-1811.

BB²⁹ 147 à 153. Division civile. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres particuliers de la division). 1812-1815.

BB²⁹ 154 à 169. «Registres de départ» de la correspondance pour les «affaires civiles, d'organisation judiciaire, de comptabilité et du bureau particulier». An V-1814⁽³⁾.

⁽³⁾ Manquent les registres de l'an VII, du 2^e semestre de l'an XI et de l'an XII, de l'an XIII, de l'an XIV, de 1807 et de 1808.

BB²⁹ 170. «Division civile. Feuilles décadaires.» An VIII-an IX.

BB²⁹ 171 à 173. «Dispenses pour mariages.» An XI-1806.

BB²⁹ 174. Demandes de dispenses relatives aux études de droit. An XIII-1806.

BB²⁹ 175 et 176¹. Demandes de fixation de domicile en France et de permission de servir à l'étranger. An xn.

BB²⁹ 176². Demandes de dispenses diverses. 1807-1808.

BB²⁹ 177 à 182. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres particuliers de la division). 1791-an II.

BB²⁹ 183. «Registre des décrets et actes d'accusation.» 1791-an IV.

BB²⁹ 184 à 186. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres du secrétariat général). An IV.

BB²⁹ 187. Division criminelle.-- Table alphabétique des trois registres précédents. An IV.

BB²⁹ 188 à 212. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres du secrétariat général). An IV-an XI⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Manque le registre de floréal à fructidor an v.

BB²⁹ 213 à 221. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres particuliers de la division). An V-an XI⁽²⁾.

⁽²⁾ Manque le registre de vendémiaire à messidor an x.

BB²⁹ 222 à 232. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance renvoyée au 2^e bureau de la division (ou bureau du Sud). An XII-1822⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Manquent un registre de septembre 1813 à décembre 1815 et un registre de janvier 1817 à septembre 1818.

BB²⁹ 233. Division criminelle. -- Registre intitulé : «A. Sommier». Sans date.

BB²⁹ 234. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance du 2^e bureau de la division. An xn-an XIII.

BB²⁹ 235. «Registre A». -- Enregistrement et analyse de la correspondance reçue, relative aux juges de paix, tribunaux de commerce et huissiers. An IV.

BB²⁹ 236 à 246. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance au 1^{er} bureau de la division (ou bureau du Nord). An XI-1819⁽²⁾.

⁽²⁾ Lacune de plusieurs registres entre 1810 et 1818.

BB²⁹ 247 à 259. Division criminelle. -- Registres de départ de la correspondance. An V-an XII⁽³⁾.

⁽³⁾ Manquent un registre pour l'an VI et un registre pour le premier semestre de l'an IX.

BB²⁹ 260. Division criminelle. -- «Feuilles décadaires.» An VIII-an IX.

BB²⁹ 261. «Registre des mandats délivrés par le ministre de la Justice pour le payement des frais relatifs à l'exécution des décrets d'accusation, mandats d'arrestation et autres concernant les affaires criminelles.» 1793-an II.

BB²⁹ 262 à 267. «Registres de contrôle des sommes ordonnancées par le Grand Juge, ministre de la Justice... sur les fonds accordés... pour les dépenses de son département. » An XI-1810⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Manque le registre de l'année 1809.

BB²⁹ 268. «Registre des ordonnances délivrées... pour le paiement des appointements des employés du ministère de la Justice.» An v.

BB²⁹ 269. «Registre des ordonnances délivrées... pour le traitement des membres du Tribunal de Cassation.» An v.

BB²⁹ 270 et 271. «Registres des ordonnances délivrées... pour le traitement des commissaires du Directoire exécutif près les tribunaux des départements.» An v.

BB²⁹ 272. Registre des secours accordés à d'anciens exécuteurs de la justice, à leurs veuves ou héritiers. 1813.

BB²⁹ 273. Registre des pensions accordées à d'anciens fonctionnaires du ministère de la Justice. 1810-1817.

BB²⁹ 274. Registre de pensions accordées aux anciens fonctionnaires et magistrats, et de demandes de pensions rejetées. 1811-1818.

BB²⁹ 275. Table alphabétique des magistrats admis à la retraite, révoqués ou démissionnaires. 1814-1817.

BB²⁹ 276 à 280. Registres contenant les opérations... de l'agence de l'envoi des lois. An II-an iv.

BB²⁹ 281 à 289. Copie de la correspondance du ministre de la Justice relativement à l'envoi des lois. An IV-an IX.

BB²⁹ 290. Copie de la correspondance des directeurs de l'agence ou du bureau de l'envoi des lois (suite du registre BB²⁹ 280). An IV-an VIII.

BB²⁹ 291 à 302. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres de la division, 1^{er} et 2^e bureaux). An IV-1816.

BB²⁹ 303 à 317. Division civile. -- Enregistrement et analyse de la correspondance (registres du secrétariat général). An IV-1820.

BB²⁹ 318 et 319. Division civile. -- Enregistrement et analyse de la correspondance avec indication du mouvement des pièces. 1818-1819.

BB²⁹ 320 à 329. Division criminelle. -- Enregistrement et analyse de la correspondance avec indication du mouvement des pièces. 1833-1850.

BB²⁹ 330 à 360². Division civile. -- Enregistrement et analyse de la correspondance avec indication du mouvement des pièces. 1819-1872.

BB²⁹ 361. Enregistrement des lettres patentes autorisant des Français à servir des puissances étrangères. 1812-1813.

BB²⁹ 362 à 365. Registres des avis du conseil d'administration du ministère de la Justice. 1822-1851.

BB²⁹ 366 à 371. Registres des procès-verbaux des séances du conseil d'administration du ministère de la Justice. 1848-1889.

BB²⁹ 372 à 378. Registres de promulgation des lois et ordonnances insérées dans le «Bulletin des lois». 1816-1909.

BB²⁹ 379 et 380. Résultats de la correspondance confidentielle du procureur général avec les préfets, ouverte sur les ordres de l'archichancelier. Sans date (entre 1805 et 1813).

BB²⁹ 381. Procès-verbaux de la commission chargée de présenter le premier projet de loi sur les faillites et banqueroutes. 1833-1834.

BB²⁹ 382 et 383. Registres chronologiques des décrets de l'Assemblée constituante. 1789-1791.

BB²⁹ 384. Registre chronologique des décrets de l'Assemblée législative. 1791-1792.

BB²⁹ 385 à 387. Registres chronologiques des décrets de la Convention. 1792-an IV.

BB²⁹ 388 et 389. Registres chronologiques des lois du Directoire. An IV-an VII.

BB²⁹ 390. Extraits de lettres patentes autorisant des Français à se faire naturaliser à l'étranger, ou réintégrant des Français dans leurs droits. Autorisations de venir en France demandées par des Français au service de l'étranger. 1812-1813.

BB²⁹ 391. Nomenclature des tribunaux, par ordre de départements. Sans date (1831?).

BB²⁹ 392. Registre chronologique des aliénations de domaines nationaux. 1790-1791.

BB²⁹ 393. Registre chronologique des décrets de la Constituante. 1789-1790.

BB²⁹ 394 à 399. Registres chronologiques des lois et actes du Corps législatif. An IV-1841.

BB²⁹ 400. Registre chronologique des proclamations et arrêtés du Directoire. An IV.

BB²⁹ 401 à 435. Registres chronologiques des actes du gouvernement An IV-1830.

BB²⁹ 436 à 453. Registres des déclarations insérées au Bulletin officiel du ministère de la Justice. 1880-1903.

BB²⁹ 454 à 469. Division civile. -- Enregistrement et analyse de la correspondance. 1873-1899.

BB²⁹ 470 à 503. Registres des affaires courantes du Sceau. 1860-1888.

BB²⁹ 504 à 519. Division criminelle. -- Répertoire des décisions. An V-1813.

BB²⁹ 520 à 534. Division civile. -- Répertoire des décisions. An V-1812.

BB²⁹ 535 à 541. Organisation judiciaire et comptabilité. -- Répertoire des décisions. An IX-1811.

BB²⁹ 542. Correspondance du ministre. Départ. 1827-1828.

BB²⁹ 543 et 544. Division civile. -- Répertoire des décisions⁽¹⁾. An XI.

⁽¹⁾ La teneur de ces répertoires est la même que celle du registre BB²⁹ 524.

BB²⁹ 545 et 546. Division criminelle. -- Répertoire des décisions⁽²⁾. An XI-an XII.

⁽²⁾ La teneur du répertoire pour l'an XII est la même que celle du registre BB²⁹ 5 10.

BB²⁹ 547 et 548. Division civile. -- Répertoire des décisions ⁽³⁾. 1810-1811.

⁽³⁾ La teneur du répertoire de 1811 est la même que celle du registre BB²⁹ 532. Certaines adjonctions apportées au répertoire BB²⁹ 531 ne figurent pas dans le registre BB²⁹ 547.

BB²⁹ 549. Division criminelle. -- Répertoire des décisions. 1811⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ La teneur de ce répertoire est la même que celle du registre BB²⁹ 517.

BB²⁹ 550 à 568. Division criminelle. Enregistrement et analyse de la correspondance : arrivée et départ. 1877-1892.

BB²⁹ 569. Registre d'enregistrement des demandes de naturalisation, dispenses pour mariages, additions de noms... (série B. 8). 1832-1833⁽²⁾.

⁽²⁾ Registre anciennement coté BB^{30*} 824.

BB²⁹ 570 à 591. Registres d'enregistrement des naturalisations, dispenses pour mariages, additions de noms, admissions à domicile, autorisations de servir à l'étranger, etc. (X² à X⁷). 1832-1860⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le registre BB²⁹ 582 était anciennement coté BB^{30*} 823. Pour la période antérieure, consulter les registres d'enregistrement du secrétariat de la division civile, de l'an IV à 1832 (BB²⁹ 303 à 319 et 330 à 344).

BB³⁰. VERSEMENTS DE 1904, 1905, 1908, 1929, 1933, 1936, 1941, 1943-1944.

Longtemps appelée : versements de 1904 et 1905, cette sous-série, la plus hétérogène de toutes, comprend 1.502 liasses et 153 registres dont la diversité n'a d'égale que l'importance. A la différence d'autres sous-séries de BB qui correspondent à des fonds organiques du ministère de la Justice, telles BB¹⁶ et BB¹⁸ où est conservée la correspondance générale des divisions civile et criminelle, la sous-série BB³⁰ s'apparente plutôt aux trois premières, BB¹, BB² et BB³, composées comme elle d'éléments disparates. C'est, en fait, un ensemble de versements effectués par les bureaux de la place Vendôme aux Archives nationales les 2-3 mai 1904, 10 mai 1905 et 22 mai 1908, en décembre 1929, les 31 mai 1933 et 24 juin 1936, en avril-mai 1941 et en décembre 1943-janvier 1944. Essentiellement constituée par les deux premiers versements de 1904 et 1905, qui en forment les 792 premiers articles, soit près de la moitié⁽¹⁾, la sous-série BB³⁰ a posé, dès le début, un double problème : d'une part, l'origine de documents qui, du premier au dernier jour, soit pendant quarante ans, furent versés dans un incroyable état de désordre, d'autre part le traitement qui leur serait réservé aux Archives nationales. Dans ce débat, s'opposèrent deux archivistes de la section moderne, particulièrement qualifiés, puisque chargés, l'un de négocier, de mettre en ordre et d'inventorier sommairement ces versements de 1904 et 1905, l'autre d'en rédiger l'inventaire détaillé : Pierre CARON, futur directeur des Archives de France, et Léon LECESTRE.

⁽¹⁾ M. Georges Bourgin a relaté dans son introduction générale (ci-dessus, p. LV et LVI) les démarches qui provoquèrent ces deux versements.

En ce qui concerne l'origine, Lecestre estima que BB³⁰ représentait, au moins dans sa plus grande partie, le fonds même du cabinet du ministre de la Justice, tandis que Pierre Caron resta «fidèle à l'idée... que cette sous-série ne correspond pas à un service du ministère de la Justice, et singulièrement au cabinet -- qui s'y trouve d'ailleurs représenté -- mais est constituée par le groupement de certains fonds d'origine diverse». Comme l'a dit M. Georges Bourgin, à qui nous empruntons ces lignes⁽²⁾, l'idée de Pierre Caron est «seule admissible». Certes, un grand nombre des articles de BB³⁰, naturellement parmi les plus intéressants, ont appartenu incontestablement au cabinet, beaucoup d'ailleurs, nous le verrons plus loin⁽³⁾, après être passés par la division des affaires criminelles, mais il n'en reste pas moins une masse considérable de dossiers émanant ou plus exactement provenant des bureaux -- nous ne disons pas des services -- les plus divers et même de l'ancienne chancellerie royale.

⁽²⁾ Voir ci-dessus son introduction générale, p. LVII.

⁽³⁾ Voir ci-dessous, p. 187

Plus ardue était la seconde question : quel traitement réserver à ces documents aux Archives nationales? Pierre Caron l'a fort bien posée et résolue en 1906, devant la Société d'histoire moderne⁽¹⁾ : «Comment allait-on classer ce millier de liasses et de registres? Ils concernaient des matières très diverses : les distribuerait-on entre les nombreux compartiments du cadre de classement de la série BB? Cette manière de procéder a paru présenter de graves inconvénients. A l'expérience, le plan de classement de la série BB, qui comprenait deux grandes divisions, une division historique (BB¹ à BB⁴, subdivisions ne comportant point, croyait-on à tort, d'extension), et une division non *historique* (BB⁵ à BB²⁹, subdivisions dont l'accroissement devait être continu), ce plan de classement s'est révélé compliqué et factice; on le garde et on le gardera pour éviter des changements qui auraient des résultats beaucoup plus fâcheux que l'état de choses actuel, mais il est loin d'être parfait.

⁽¹⁾ Dans une communication faite le 4 mars 1906, sommairement résumée dans le *Bulletin*

n° 38 de la société et dont l'essentiel a été publié par la Revue *d'histoire moderne et contemporaine* (t. VII, p. 569 à 572) sous le titre : *Le récent versement du ministère de la Justice aux Archives nationales*.

« L'on a jugé qu'il était plus simple de laisser au nouveau versement son individualité. L'on a pris les 151 articles versés en 1904 et qu'on avait d'abord cotés BB⁴ bis, l'on y a ajouté les 879 articles versés en 1905⁽²⁾, et l'on a fait du tout une nouvelle subdivision BB³⁰».

⁽²⁾ Le nombre d'articles versés en 1904 et 1905 indiqué par Pierre Caron ne concorde pas avec celui donné ci-dessus, p. 183, car nous avons tenu compte des remaniements apportés par la suite et dont il est parlé ci-dessous, p. 185 et 186.

Les choses restèrent donc en l'état, à part l'adjonction à BB³⁰ de 23 articles⁽³⁾ provenant de BB¹⁷ B et, vice versa, l'envoi dans cette dernière sous-série de deux dossiers provenant de BB³⁰⁽⁴⁾.

⁽³⁾ BB^{17B} 150 à 162, devenus BB³⁰ 587¹ à ¹³ et 588² à "", cotés maintenant BB³³ 1 à 13 et 16 à 24 (voir ci-dessous, p. 233 et 234). BB^{17B} 163 devenu BB³⁰ 286² et 650² et BB^{17B} 165 devenu BB³⁰ 247.

⁽⁴⁾ Où ils portaient le n° 286², aujourd'hui BB^{17B} 150.

Dans l'introduction qu'il rédigea au mois de juin 1928, pour présenter son inventaire de BB³⁰, Lecestre, une fois de plus en désaccord avec Pierre Caron et toujours convaincu que cette sous-série s'identifiait en grande partie avec le fonds du cabinet du ministre, ne put que formuler des regrets. « Il semble, écrivait-il à cette occasion... qu'on a eu tort de considérer les deux versements de 1904 et de 1905 comme formant un tout indivisible et comme appartenant à un seul fonds. Il est visible que, aux liasses venant évidemment du cabinet, se trouvaient jointes, dans le second envoi fait aux Archives nationales, des liasses provenant d'autres services du ministère. Or, ces services avaient déjà une partie de leurs dossiers versés antérieurement, qui figuraient dans la série BB sous diverses cotes. Il y aurait donc eu avantage, croyons-nous, à réunir les documents de cette nature à ceux que possédaient déjà les Archives nationales, sans se croire astreint à les comprendre dans la même série que

ceux du cabinet, parce qu'ils avaient été versés en même temps... Ces considérations sont purement théoriques et ne peuvent pratiquement avoir aucun résultat : après plus de vingt ans que cette série BB³⁰ a été inventoriée et communiquée au public, il est impossible de lui enlever une partie des documents qui la composent pour les joindre à ceux analogues des autres divisions de BB ⁽¹⁾; mais on peut estimer regrettable que cette opération n'ait pas été effectuée dès l'arrivée du versement. Le même avis a été exprimé par M. Bourgin quand il écrivit dans son introduction générale ⁽²⁾ : «On peut... estimer que les Archives nationales ont commis une erreur technique en ne répartissant pas immédiatement les éléments hétérogènes qui composaient ce versement entre les divers fonds auxquels ils se rattachaient normalement. »

⁽¹⁾ On verra plus loin que la chose a été jugée possible et réalisée.

⁽²⁾ Ci-dessus, p. LVII.

Qu'il nous soit permis, pour clore le débat, d'ajouter d'autres arguments à ceux fournis par Pierre Caron à la Société d'histoire moderne et à celui, reconnu par Lecestre, du grave inconvénient qu'aurait présenté le changement de cotes consacrées par l'usage. Il est d'autres sous-séries de BB qui sont, nous l'avons dit, tout aussi composites, telles BB¹, BB² et BB³, et que l'on n'a pourtant pas réparties dans les suivantes ni même fondues ensemble ⁽³⁾. De plus, la sous-série BB³⁰, considérée dans son ensemble, présente tout de même une certaine unité : les groupes documentaires les plus importants au point de vue historique, qu'ils viennent ou non du cabinet, qu'ils aient ou non appartenu originellement à l'un des grands services du

ministère de la Justice, comme la division des affaires criminelles⁽⁴⁾, ont ceci de commun qu'ils présentent un intérêt beaucoup plus politique que judiciaire.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 183. Cf. les introductions placées ci-dessus, p. 1, 7 et 11, en tête des états sommaires de ces trois sous-séries par M. Bourgin qui déclarait justement dans l'introduction à son inventaire manuscrit de la sous-série BB³ : «Ce n'est que par souci de respecter des cotations entrées dans l'usage historique que nous avons renoncé à la solution logique du remembrement archivistique. En somme, à certains égards, particulièrement par le fait qu'on y a réuni des dossiers d'affaires éminemment importantes, la sous-série BB³ ressemble assez à la sous-série BB³⁰.»

⁽⁴⁾ Voir ci-dessous, p. 187.

Enfin, on a très tôt reculé devant le travail énorme qu'aurait entraîné la dispersion dans les autres sous-séries de tous les documents analogues ou apparentés versés de 1904 à 1908. Nous ne mentionnerons que pour mémoire le projet, un moment conçu mais heureusement vite abandonné, d'affecter une cote nouvelle, BB³¹, au versement de décembre 1929 aussi varié que les précédents : c'eût été ajouter et non pas remédier aux inconvénients existants. L'idée prévalut, dès lors, de traiter les versements du ministère de la Justice en vue de rechercher les éléments susceptibles d'être intégrés dans les sous-séries existantes, ce qui restait d'irréductible étant incorporé à BB³⁰.

M. Guillemot, alors conservateur de la section moderne, aidé par M^{me} Clémencet et l'auteur de ces lignes, s'assigna cette tâche et, donnant pour partie raison à Lecestre, fit, d'accord avec M. Bourgin qui dirigeait à cette époque la section ancienne⁽¹⁾, extraire de BB³⁰ et incorporer à deux séries de la section ancienne et à une sous-série distincte de la section moderne des documents qui, bien que versés par le ministère de la Justice, n'étaient manifestement pas à leur place dans BB. C'est ainsi que passèrent à la série U⁽²⁾ la collection formée par Fevret de Fontette, conseiller au Parlement de Dijon, contenant 24 registres de copies relatives à l'histoire de la Bourgogne du XVI^e au XVIII^e siècle ⁽³⁾ et des extraits des registres du Parlement de Paris du XIV^e au XVIII^e siècle ⁽⁴⁾, à la série E (Conseil du roi) 6 registres provenant du Conseil des finances de l'ancienne monarchie pour les années 1723 à 1736⁽⁵⁾ et à la sous-série F⁷⁰, consacrée au ministère d'État, 10 liasses et 33 registres ⁽⁶⁾. Ces déplacements limités avaient été jugés possibles d'abord parce qu'il s'agissait de documents absolument étrangers, on vient de le voir, au fonds de la Chancellerie et, au surplus, peu consultés ou cités, ensuite parce que, l'état sommaire de la série BB n'étant pas encore imprimé ni même rédigé, on pouvait considérer la composition de BB³⁰ comme non définitivement arrêtée.

⁽¹⁾ M. Bourgin a marqué qu'il partageait sur ce point limité les vues de Lecestre dans une *Note sur l'aménagement des sous-séries Justice BB³⁰ et BB³¹*, rédigée le 19 mai 1941, alors qu'il préparait son introduction générale.

⁽²⁾ Série de la section ancienne composée d'extraits et copies provenant de diverses juridictions.

⁽³⁾ Anciennement BB^{30*} 872 à 895, aujourd'hui U 1062 à 1085.

⁽⁴⁾ Anciennement BB^{30*} 896 à 910, aujourd'hui U 1086 à 1130.

⁽⁵⁾ Anciennement BB^{30*} 941 à 946, aujourd'hui E 3654 à 3659.

⁽⁶⁾ Anciennement cotés : BB³⁰ 743 à 752 et BB^{30*} 805, 815, 816, 825 à 854, aujourd'hui répartis dans les groupes F⁷⁰ 1¹ à 6; 8¹ et 2, 114¹ et 2 et F^{70*} 526¹ à 567.

Des considérations du même ordre nous ont amené à retirer encore de BB³⁰ d'autres documents d'intérêt mineur et aussi rarement communiqués, tels certains dossiers versés dans BB⁶, BB⁷ et BB⁸⁽⁷⁾, deux registres dans BB²⁹⁽⁸⁾ et surtout un groupe assez volumineux de dossiers de présentation, nomination ou promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur répartis dans la maigre sous-série BB³³⁽⁹⁾, les dossiers généraux sur les rapports du ministère

de la Justice avec la Grande chancellerie étant maintenus dans BB³⁰⁽¹⁰⁾.

(7) BB³⁰ 623 dr. 2 a été partagé entre BB⁶ 358² et BB⁸ 1386¹, BB³⁰ 586 est devenu BB⁷ 53². Ces modifications sont intervenues avant la publication des états sommaires des sous-séries BB⁶, BB⁷ et BB⁸.

(8) Anciennement BB^{30*} 823 et 824, aujourd'hui BB²⁹ 582 et 569.

(9) Anciennement BB³⁰ 5871 à 608, 754 dr. 2, 757 et 758, aujourd'hui BB³³ 1 à 45 et 50.

(10) Il va sans dire que tous les changements de cotes ont été indiqués aussi bien sur les inventaires manuscrits que dans les états sommaires imprimés.

Il est, par contre, un reclassement que nous n'avons pas estimé opportun, bien qu'il ait été annoncé par M. Bourgin dans son introduction générale⁽¹¹⁾, celui du groupe BB³⁰ 7 25 à 742, relatif à l'organisation, au fonctionnement et au personnel du Conseil d'État, dans la série AL réservée aux versements de cette haute juridiction parce qu'il s'agit là de documents qui, s'ils concernent le Conseil, n'émanent pas de lui et ont été non seulement versés mais encore élaborés par le ministère de la Justice⁽¹²⁾.

(11) Ci-dessus, p. LXX.

(12) Leur intérêt est doublé par la disparition des archives du Conseil d'État dans les incendies de la Commune en mai 1871.

La sous-série BB³⁰ reste donc composée en grande partie de documents qui auraient été mieux à leur place dans d'autres : en premier lieu dans BB¹⁸ 45 articles cotés BB³⁰ 358 à 366 et 391 à 425, contenant des correspondances et rapports sur les troubles postérieurs à la Révolution de 1848 et la série P des affaires politiques constituée au cabinet du ministre de 1850 à 1860, documents dont beaucoup ont été primitivement classés à la division des affaires criminelles et sont marqués de la lettre A affectée uniformément depuis 1822 à ce service ⁽¹⁾, puis dans BB¹ à BB⁴ des dossiers divers, dans BB⁵ à BB¹⁰ des dossiers relatifs au personnel judiciaire, dans BB¹¹ à BB¹³ des papiers de la division des affaires civiles et du sceau, dans BB^{17B} une partie de la correspondance du cabinet, dans BB¹⁹ des arrêts de la Cour de Cassation, dans BB²¹, BB²² et BB²⁸ tout ce qui a trait aux grâces et dans BB²⁹ les registres.

(1) Certains portent même une cote précise, A 5272, correspondant à l'article BB¹⁸ 1460 où il reste encore quelques pièces portant le même numéro, et A 8167.

Nous avons calculé la masse de ces documents : ils représentent dans la sous-série BB³⁰ 575 articles sur un total de 1.655, soit plus du tiers ⁽²⁾.

(2) Poussant jusqu'au bout le calcul, nous avons établi que 57 auraient pu trouver place dans BB¹, 11 dans BB², 48 dans BB³, 5 dans BB⁴, 21 dans BB⁵, 25 dans BB⁶, 2 dans BB⁷, 22 dans BB⁸, 8 dans BB⁹, 1 dans BB¹⁰, 4 dans BB¹¹, 269 dans BB¹², 2 dans BB¹³, 5 dans BB¹⁷, 2 dans BB¹⁹, 5 dans BB²¹, 18 dans BB²², 1 dans BB²⁸, 24 dans BB²⁹, plus les 45 dont il a été parlé plus haut dans BB¹⁸.

Entreprendre un tel reclassement avant la rédaction du présent état sommaire, destiné à cristalliser en quelque sorte BB³⁰, était donc une tâche irréalisable, d'autant plus qu'il y avait dans ces 575 articles nombre de documents de valeur, abondamment utilisés et dont le signalement, si l'on peut dire, était largement répandu ⁽³⁾.

(3) On a tenu toutefois pour éclairer les chercheurs à faire, chaque fois que l'occasion s'en présentait, des renvois aux autres sous-séries.

Dès 1904-1905 BB³⁰ est apparu comme une sous-série composée de mélanges, répartis méthodiquement par Pierre Caron comme suit :

1° Affaires générales;

- 2° Administration centrale du ministère de la Justice;
- 3° Organisation et personnel judiciaires;
- 4° Administration du sceau;
- 5° Conseil d'État;
- 6° Légion d'honneur;
- 7° Imprimerie nationale;
- 8° Registres et répertoires divers ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Ces subdivisions correspondent aux groupes suivants : BB³⁰ 1 à 495, 496 à 523, 524 à 624, 625 à 724, 725 à 742, 753 à 756, 759 à 761³, 763 à 871.

Ce caractère de mélanges a été accentué par les apports des versements successifs qu'il n'a pas été possible de rapprocher des groupes de même nature déjà classés parce qu'il aurait fallu sans cesse remanier les inventaires, pourvoir les cotes existantes d'exposants parfois très nombreux, au risque de multiplier les sources d'erreurs, et procéder à des refoulements dans le dépôt. C'est ainsi, pour se limiter à cet exemple, que les papiers du sceau se trouvent disséminés en six endroits différents⁽¹⁾.

⁽¹⁾ On a pallié cet inconvénient en rapprochant idéalement, par des renvois en bas de page, les groupes documentaires de même nature.

Telle quelle, la sous-série BB³⁰ contient des éléments de premier ordre pour l'histoire politique de la France, de l'ancien régime à nos jours, et spécialement au XIX^e siècle.

De la monarchie proviennent les papiers du duc d'Aiguillon sur les affaires parlementaires de Bretagne, de la Révolution, d'importants dossiers qui ont pour objet les élections aux États Généraux de 1789, les mouvements populaires des premières années (affaire Réveillon au faubourg Saint-Antoine, émeutes de Provence), les affaires civiles et criminelles jugées par les parlements et les conseils, les procès pour crime de lèse-nation instruits au Châtelet (affaires Favras, Lambesc, Besenval, Danton), les rassemblements de troupes aux environs de Paris avant le 14 juillet 1789, les subsistances et les enrôlements clandestins, la fuite de Louis XVI à Varennes, les journées des 20 juin, 30 juillet, 8 et 10 août 1792, la correspondance du garde des sceaux puis du ministre de la Justice avec les présidents des Assemblées, ses collègues et le comité de salut public, la commission des administrations civiles, police et tribunaux, le comité de législation de la Convention, le tribunal révolutionnaire, la vente des biens nationaux, les émigrés, l'affaire Lesurques ou du courrier de Lyon. Le Consulat et l'Empire sont représentés par les rapports sur la publication dans les divers départements des lois des 18 et 19 brumaire an VIII, l'épuration des cours et tribunaux, la justice dans les pays réunis à la France, la capitulation de Baylen, les prisonniers d'État.

S'ouvre ensuite une importante série de dossiers de la Restauration concernant, en particulier, la charte constitutionnelle de 1814, l'amnistie, la censure des journaux et écrits périodiques, les affaires criminelles et politiques, les scellés mis sur les papiers du duc de Richelieu après sa mort, les incendies de 1822, les élections législatives de 1824, l'affaire des transfuges ou de la Bidassoa pendant la guerre d'Espagne, la mort de Louis XVII et l'exhumation du duc d'Enghien.

Pour la monarchie de Juillet, la sous-série BB³⁰ est très pauvre : n'intéressent guère l'histoire politique que des dossiers sur les élections législatives de 1842 et l'affaire de la duchesse de

Berry. Par contre, les documents sur la Deuxième République et le Second Empire offrent un intérêt capital et sont venus combler une lacune grave des Archives nationales, marquée tout d'abord par l'absence pour tous les départements de comptes rendus administratifs des préfets entre 1819 et 1852 dans F^{lc} III ⁽²⁾, ensuite et surtout par la disparition presque totale des archives de la Police après la Restauration que déplorent tous les historiens familiarisés avec les recherches dans la sous-série F⁷, auparavant si riche. En premier lieu citons l'instruction judiciaire sur les journées de février 1848, des papiers du gouvernement provisoire et de la commission du pouvoir exécutif, la correspondance du cabinet du garde des sceaux, des rapports sur les troubles postérieurs à la révolution, la grande série P, comprenant près de 2.000 dossiers d'affaires politiques pour les années 1850 à 1860, parmi lesquels la correspondance relative aux commissions mixtes de 1852⁽¹⁾, et enfin les célèbres rapports des procureurs généraux de 1849 à 1870, utilisés par A. Tchernoff, Ch. Seignobos ⁽²⁾, Albert Thomas et Paul Bernard, dont M. Bourgin a cité les travaux ⁽³⁾ auxquels s'ajoute le livre, paru depuis, de M. Georges Duveau sur *La vie ouvrière en France sous le Second Empire*⁽⁴⁾. Viennent ensuite des dossiers sur les élections de 1848 à 1870, les demandes de grâce formulées par les condamnés des commissions mixtes de 1852, l'attentat d'Orsini et la loi de sûreté générale du 27 février 1858, l'agitation provoquée par la question romaine, les subsistances, les fausses nouvelles.

⁽²⁾ Voir Pierre Caron, *Les sources manuscrites parisiennes de l'histoire de la Révolution de 1848 et de la Deuxième République*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome VI, p. 90.

⁽¹⁾ Voir la communication faite par Ch. Seignobos à la Société d'histoire moderne le 3 janvier 1909, publiée sous le titre : *Les opérations des commissions mixtes d'après les fonds versés récemment aux Archives nationales*, dans le *Bulletin de la société* n° 11 (huitième année), p. 59 à 61.

⁽²⁾ Voir en particulier la communication faite par lui à la Société d'histoire moderne le 2 juin 1907 sous le titre : *Les documents inédits des Archives nationales sur la réaction de 1848-1858*, parue dans le *Bulletin de la société*, n° 49 (sixième année), p. 265 et suiv.

⁽³⁾ Ci-dessus, p. LXX.

⁽⁴⁾ Edit. Gallimard, Paris, s. d. [1946], in-8°.

A la Troisième République appartiennent des dossiers sur les poursuites contre les insurgés de la Commune de 1871 et contre les anarchistes, sur les élections législatives de 1874 à 1879, la liquidation des biens des congrégations religieuses, la législation des loyers et celle des dommages de guerre après 1914.

Nous ne ferons que rappeler les groupes déjà mentionnés d'articles concernant l'administration centrale du ministère de la Justice, l'organisation et le personnel judiciaires, l'administration du sceau d'où proviennent aussi un grand nombre de dossiers de majorats, de dotations, d'anoblissements, de naturalisations et de changements de nom, le Conseil d'État, la Grande chancellerie de la Légion d'honneur, l'Imprimerie nationale, plus une collection de circulaires du ministère de la Justice remontant à 1790, sans parler des dossiers nombreux traitant sous tous les régimes de projets de loi et de questions variées de législation, de jurisprudence et d'administration.

La sous-série BB³⁰ a fait l'objet de plusieurs inventaires : le premier⁽⁵⁾ dû à Tuetey, qui portait sur les 155 premiers numéros correspondant presque exactement au versement de 1904, a été repris et complété jusqu'au versement de 1908 inclus par Pierre Caron ⁽⁶⁾. Lecestre a rédigé pour les mêmes articles un inventaire détaillé⁽⁷⁾ et une table sur fiches qui ont été continués au fur et à mesure, de 1929 à 1944, date du dernier versement, par M. Guillemot et M^{me} Clémencet, aidés pour partie par MM. du Verdier et Géraudel ⁽¹⁾.

⁽⁵⁾ Publié sous le titre : *Les Archives anciennes du ministère de la Justice aux Archives nationales, dans La Révolution française*, t. 47, 1904, p. 97 à 120.

⁽⁶⁾ Inv. ms. [707].

⁽⁷⁾ Inv. ms. [878], t. 1 et II.

⁽¹⁾ *Id.*, t. III et IV.

Le présent état sommaire est l'œuvre de M^{lle} Rambaud et de M^{me} Clémencet. Il a été conçu sur le même plan que ceux rédigés par M. Guillemot pour les sous-séries précédentes BB¹⁸ et BB²¹ à BB²⁴. Il ne saurait donc dispenser de recourir aux inventaires manuscrits pour toute recherche approfondie, mais donnera néanmoins à tous ceux qui n'ont qu'une connaissance superficielle des fonds judiciaires ou n'ont pas la faculté de venir travailler aux Archives nationales une idée des richesses d'un ensemble « destiné, disait Pierre Caron dès 1906, à prendre place parmi les sources capitales de notre histoire contemporaine »⁽²⁾.

Pierre CAILLET.

⁽²⁾ Voir l'article cité ci-dessus, p. 184, n. 1.

BB³⁰ 1 à 12. Papiers du duc d'Aiguillon relatifs aux affaires parlementaires de la Bretagne. 1754-1773. A noter : 1, 5, 7, 8. Procès de La Chalotais. i 0 et i 1. Procès du duc d'Aiguillon.

BB³⁰ 13. Questions diverses : Assemblées provinciales (commission intermédiaire provinciale d'Alsace) ; committimus ; francs-fiefs; foi et hommage; portions congrues; conflits de juridiction ; frais de procédures; milices bourgeoises. 1788-1890.

BB³⁰ 14 et 15. Affaire de M. de Bournissac, prévôt général de la maréchaussée de Provence (émeutes de Marseille et des Baux). 1789-1790.

BB³⁰ 16. Enlèvement du roi, 20 juin 1791.

BB³⁰ 17 et 18. Journées des 20 juin, 30 juillet, 8 et 10 août 1792.

BB³⁰ 19 et 20. Commission de Bicêtre et de la Salpêtrière : état des détenus de 1744 à 1790, instruction des dossiers. 1789-1790.

BB³⁰ 21. Relations du garde des sceaux avec les présidents des Assemblées nationales. 1789-1793.

BB³⁰ 22 et 23. Relations du ministre de la Justice avec les autres ministres, le Comité de salut public et la commission des administrations civiles, police et tribunaux (rédaction de la *Gazette de France*, 1791, déportation des prêtres, an u, etc.). 1791-an II.

BB³⁰ 24 à 26. Tribunal révolutionnaire : organisation, fonctionnement. 1793-an n. A noter : 24. Transfert à Marseille des membres de la famille d'Orléans. Poursuites contre Marat.

BB³⁰ 27. Acceptation de la Constitution de 1793.

BB³⁰ 28. Conseil exécutif provisoire : affaire du prince palatin de Deux-Ponts, etc. -- Questions soumises à la commission des administrations civiles, police et tribunaux. 1793-an III.

BB³⁰ 29 à 32. Comité de salut public. 1793-an III.

29. Lettres du ministre de la Justice (1793, an II). Envoi par le ministre de la correspondance des départements (1793-an II).

30. Organisation des bureaux de la commission des administrations civiles, police et tribunaux (an II). Composition des tribunaux civils et criminels des départements (1793-an II).

Analyse de la correspondance des représentants en mission avec le Comité (an n). Correspondance du bureau de surveillance de l'exécution des lois et arrêtés (ans II et III).

31. Comptes rendus du ministre de la Justice. Comptes journaliers du commissaire des administrations civiles, police et tribunaux. Lettres et pétitions relatives à l'interprétation des lois. Comptes décennaires des commissaires nationaux près les tribunaux criminels des départements (an II).

3 2. Correspondance du ministre de la Justice et de la commission des administrations civiles, police et tribunaux. Comptes décennaires rendus par le ministre de la Justice (an II).

BB³⁰ 33 à 37. Sceau civil (naturalité, légitimation, dispenses, agréments de charges, etc.). 1789-1792.

BB³⁰ 38 à 49. Sceau criminel (rémissions, abolitions, commutations de peines, etc.). 1789-1792.

BB³⁰ 50 à 53. Minutes de lettres de chancellerie au civil et au criminel (naturalités, émancipations, bénéfiques, dispenses, rémissions, etc.). 1789-1791.

BB³⁰ 54. Grâces accordées à l'occasion du mariage du Dauphin (1770), du sacre de Louis XVI (1775) et de la naissance du Dauphin (1782-1783).

BB³⁰ 55. Néants civils et criminels (pétitions de condamnés aux galères et lettres de rappel). 1789-1790.

BB³⁰ 56 et 57. Minutes d'arrêts du conseil, édits, ordonnances, lettres patentes (quelques imprimés et pièces jointes). 1789-1791. A noter : 57. Pièces relatives à la Fête de la Fédération, juillet 1790.

BB³⁰ 58 à 62. Demandes de pensions ou gratifications adressées par des magistrats des parlements et conseils souverains, chambres des comptes, cours des aides, du conseil d'État, du Grand conseil, etc. États relatifs aux traitements des magistrats avant la Révolution. 1789-1792.

BB³⁰ 63 et 64. Conseil d'État : règlement concernant les charges de conseiller et de maître des requêtes; demandes de brevets de conseillers. Instances pendantes au Conseil au sujet de conflits de juridiction. 1785-1790.

BB³⁰ 65. Grand conseil : nomination aux places de premier président, de procureur général et de grands rapporteurs du sceau. 1789-1790.

BB³⁰ 66 et 67. Correspondance adressée au garde des sceaux par les officiers royaux des bailliages et des présidiaux concernant les troubles et séditions populaires, les conflits de juridiction et l'installation des tribunaux de district. 1789-1790.

BB³⁰ 68 et 69. Correspondance adressée au garde des sceaux par les intendants des provinces, relative à des objets divers, notamment : rémissions, établissement de foires et marchés, érections de terres en marquisats et comtés, mouvements populaires en 1789 (ordre alphabétique d'intendances).

68. Aix-Montauban.

69. Montpellier-Valenciennes.

BB³⁰ 70. Universités (concours pour la nomination des professeurs⁽¹⁾).-- Gens d'église (société des missions étrangères, etc.), commission des réguliers. -- Hôpitaux : pièces diverses. 1789-1790.

⁽¹⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 156.

BB³⁰ 71. Lettres des lieutenants généraux des bailliages et sénéchaussées communiquant au garde des sceaux les résultats des élections aux États-généraux. 1789.

BB³⁰ 72 et 73. Correspondance adressée par les ministres au garde des sceaux. 1789 1790.

BB³⁰ 74 et 75. Comités contentieux des départements : correspondance et décisions relatives à l'ordre judiciaire. 1789 1791.

BB³⁰ 76. Chambres des comptes de Paris, Aix, Bar-le-Duc, Dijon, Grenoble, Montpellier, Nancy et Rouen : correspondance et mémoires. 1789-1790.

BB³⁰ 77. Cours des aides, des monnaies, commissions et bureaux des finances : pièces diverses. 1789-1790.

BB³⁰ 78. Questions financières. Projet de loi sur le régime hypothécaire. 1789-1792.

BB³⁰ 79. Documents relatifs au service et à la juridiction des maréchaussées et aux mouvements populaires en 1789. 1788-1790.

BB³⁰ 80. Mémoires sur différentes questions d'état civil et de succession. 1789-1790.

BB³⁰ 81. Pièces relatives à l'administration des maisons et des biens des princes du sang. 1789-1790.

BB³⁰ 82. Châtelet : affaires civiles ou criminelles, notamment les procès de lèse-nation de 1790 (affaires Favras, Lambesc ⁽¹⁾, Besenval, Danton). -- Correspondance relative à l'organisation de la municipalité de Paris en 1789. -- Prévôté de l'hôtel : procédures pour vol. -- Pièces concernant diverses municipalités. 1789-1790.

⁽¹⁾ Cf. BB³ 221.

BB³⁰ 83. Lettres et mémoires des secrétaires du roi à Paris et des officiers de chancellerie dans les provinces sur divers objets de leurs attributions. -- Mémoires et requêtes pour l'obtention de lettres d'érection de terres en marquisats et en comtés, de lettres de naturalité, de légitimation et de provisions d'offices. -- Papiers du «Bureau des réunions» chargé de réduire le nombre des tribunaux inférieurs. 1776-1791.

BB³⁰ 84. Enregistrement des requêtes pour règlement de juges et en cassation d'arrêts des cours souveraines, décisions prises par le Conseil à cet égard. 1788-1791.

BB³⁰ 85. Remontrances des parlements et autres cours souveraines de province sur des questions d'ordre administratif et politique. 1789.

BB³⁰ 86. Minutes de lettres de répit examinées en conseil de chancellerie et rejetées. 1789-1792.

BB³⁰ 87. Correspondance relative aux mouvements populaires de 1788 à 1790, à Paris (affaire Réveillon au faubourg Saint-Antoine) et en province. Emeutes causées par le commerce et la taxe des grains dans diverses localités (1792-1793).

BB³⁰ 88. Pièces diverses relatives aux États de Languedoc, de Bourgogne et d'Artois. -- Projets relatifs à l'ordre judiciaire, l'administration des Eaux et Forêts, la dette nationale. -- Mémoires et correspondance sur l'état civil des protestants. 1789-1790.

BB³⁰ 89 à 96. Lettres et mémoires relatifs à des affaires diverses civiles et criminelles, jugées par les parlements et conseils souverains ou y ressortissant. 1789-1791.

89 et 90. Parlement de Paris.

91. Parlements d'Aix et de Besançon.

92. Parlements de Bordeaux, de Dijon et de Douai.

93. Parlements de Grenoble et de Metz.

94. Parlements de Nancy, de Pau et de Rennes.

95. Parlements de Rouen et de Toulouse.

96. Conseil provincial d'Artois, conseil souverain de Colmar, conseil supérieur de Corse,

conseil souverain du Roussillon.

BB³⁰ 97 à 101³. Affaires des généraux Dupont, Vedel, Marescot (capitulation de Baylen). 1808-1844.

BB³⁰ 102 à 120. Comité de législation de la Convention : arrêtés. An III, an IV.

BB³⁰ 121 et 122. *Idem* : arrêtés d'organisation pris en vertu du décret du 4 ventôse an III sur la nomination aux places municipales, administratives et judiciaires. An III-an IV.

BB³⁰ 123 à 125. *Idem* : accusés de réception et certificats d'exécution des arrêtés. Répertoire des arrêtés. Comptes rendus au comité par la commission des administrations civiles, police et tribunaux. An II-an IV.

BB³⁰ 126 à 146. Minutes des décrets de vente des biens nationaux. 1790-1792.

BB³⁰ 147 à 152. Émigrés : radiations et amnisties (listes alphabétiques). An VII-1815⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB¹ 62 à 128, à rapprocher des fonds concernant les émigrés dans les sous-séries F7 et O³.

BB³⁰ 153 à 155. *Idem* : éliminations (listes alphabétiques). An IX, an x.

BB³⁰ 156. Pétitions et mémoires divers de particuliers et d'ecclésiastiques (1789-an II). -- Correspondance concernant des nominations à des chaires de professeurs (1789-1790)⁽¹⁾. -- Mémoires et pétitions adressés au ministre de la Justice par des avocats, des notaires, des procureurs et des avoués (1791-1792).

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 70.

BB³⁰ 157. Pièces relatives à la formation des départements et à la nomination des commissaires chargés d'y procéder (1790), à quelques dispositions de la loi pour la constitution des municipalités et aux décrets sur les bénéfices ecclésiastiques (1789).-- Pièces diverses relatives à des affaires politiques, judiciaires, etc. (1789-1790).

BB³⁰ 158. Correspondance relative à la nouvelle jurisprudence criminelle (1789). -- Comité de législation : correspondance avec le département et la commune de Paris (1792-an IV). -- Tribunal révolutionnaire : organisation (1793-an II).

BB³⁰ 159 à 162. Affaires politiques. 1789-1793.

159. Papiers saisis chez Bertier de Sauvigny, relatifs aux rassemblements de troupes aux environs de Paris avant le 14 juillet 1789 et aux subsistances en juin et juillet. -- Enquêtes et poursuites contre d'Astorg, l'abbé Douglas, les chevaliers de Commeyras et de Reynier, le sieur de Livron, la demoiselle Regnauld de Bissy, prévenus d'enrôlements clandestins (1789-1790).

160. Procédure au sujet du libelle intitulé : *Vie privée... du marquis de Lafayette* (1789).

161. Enquête et poursuite contre le baron de Besenval. 1789-1790.

162. Enquête et poursuite contre les rédacteurs des *Actes des Apôtres*. Affaires Suleau, Marat, Danton; affaire de la conjuration de Saillans. 1790-1793.

BB³⁰ 163. Décrets et pièces diverses concernant les membres de la famille de Bourbon (1792-an III). -- Mission de Reinhard, commissaire du gouvernement en Toscane (an VII).

BB³⁰ 164 à 169. Pays réunis à la France. 1793-1814.

164 et 165. Envoi et publication des lois françaises (an IV, 1814).

166. Correspondance du ministre de la Justice avec les autorités des départements réunis de la Belgique. Dossiers relatifs aux émigrés de ces départements (an IV-an VI).

167 et 168. Rive gauche du Rhin : affaires civiles et criminelles. Surveillance des étrangers et émigrés, passeports (an VI-an VIII).

169. *Id.* : troubles à la suite des désordres de Belgique (an VII). -- Pièces saisies sur les émigrés échoués à la côte de Calais le 23 brumaire an IV (1793-1796).

BB³⁰ 170 à 173. Exécution des lois des 18 et 19 brumaire an VIII : rapports généraux faits aux consuls par le ministre de la Justice Cambacérès, accusés de réception et rapports des autorités administratives et judiciaires (par départements).

BB³⁰ 174. Commission de radiation des émigrés : appointements des employés, frais de bureau. An VIII, an XI.

BB³⁰ 175. Mémoires sur les princes du sang et les ducs et pairs (XVIII^e s.). -- Procès du duc de la Forte (1720-1721). -- Remontrances des parlements (1717-1732). Remontrances des États de Bretagne (1749). Journal du comte de Belle-Isle (1725-1726). -- Mémoires sur l'administration de la Justice, sur le Parlement de Paris et sur les États généraux (XVIII^e s.), sur l'arrêt du Parlement de 1756 relatif à la faculté de théologie. -- Mémoires sur les ordres du Saint-Esprit de Montpellier et de Saint-Lazare (XVIII^e s.). -- Pièces relatives à l'assemblée des notables (1788).

BB³⁰ 176. Pièces relatives à des questions de finance en matière judiciaire : frais de justice, transport, nourriture des prisonniers, régime des hôpitaux et des enfants trouvés, droits des avocats, greffiers, procureurs, huissiers, frais de voyage des témoins, paiement de la maréchaussée, salaire des bourreaux, etc. XVIII^e siècle.

BB³⁰ 177. Travaux littéraires relatifs à la législation, à l'histoire et au droit public exécutés à la Chancellerie et dans les dépôts des provinces sous la direction de Moreau, historiographe de France : bibliothèque de législation, administration, histoire et droit public ; travail du Dépôt ou Trésor des Chartres, recueil des ordonnances, recueil des Historiens de France (1781-1792). -- Archives nationales, sections judiciaire et domaniale; agence temporaire des titres; archives du ci-devant Tribunal révolutionnaire : états du personnel, appointements, etc. (ans III et IV). -- Pièces concernant la bibliothèque du ministère de la Justice (an VI-an VII).

BB³⁰ 178. Pièces et mémoires relatifs à des affaires diverses, notamment au procès de Beaumarchais et à celui des Fermiers généraux (1789-1794).-- Demandes de grâces, états de forçats condamnés pour faits de gabelle (1790-1791). -- Dossier personnel de M. Godinot de Vilaire, colonel du génie (1761-1817).

BB³⁰ 179. Rapports sur l'introduction du régime français dans les états de Parme et de Plaisance (1806).-- Organisation judiciaire des îles Ioniennes (1810-1811). -- Arrêtés et décrets relatifs aux territoires réunis (an x-1814).

BB³⁰ 180. 360 lettres de grâce accordées le 8 août 1806⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB²¹.

BB³⁰ 181¹ et ². Pièces relatives aux questions de préséance⁽²⁾ : circulaire du 23 août 1816, projet de revision du règlement du 24 messidor an XII (1817-1821), rang des officiers de marine dans les cérémonies publiques (1812-1826), interprétation du règlement de messidor (1813-1824), contestations, droit de porter la robe rouge (1807-1841).

⁽²⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 1130¹ et ².

BB³⁰ 182. Décision relative aux Français émigrés, au service de puissances étrangères ou ayant à l'étranger des établissements relatifs aux sciences, aux arts et au commerce (an xi). -- Villes hanséatiques, objets divers (1811-1813). -- Pièces relatives à des questions de jurisprudence; organisation judiciaire, juridiction contentieuse du Conseil d'État, privilège des ambassadeurs, administration de la justice en Hollande (1810-1814). -- Libelles répandus en Allemagne contre l'armée française, affaire du libraire Palm de Nuremberg (1806).

BB³⁰ 183. Lettres de recommandation pour des fonctionnaires de l'ordre judiciaire adressées au Grand Juge par des membres de la famille impériale, de grands dignitaires, des ministres, des maréchaux, etc., et par des préfets, des magistrats et autres fonctionnaires. An XI-1808.

BB³⁰ 184. Demandes diverses de souscriptions adressées au Grand Juge (an XIII-1813). -- Constitution d'un petit conseil chargé des affaires des cultes. Rapports et projet de décret sur les associations religieuses (1807).

BB³⁰ 185. Dossier concernant les délibérations de l'assemblée des chambres de la cour impériale de Paris (1811-1813). -- Pièces et mémoires sur diverses matières politiques et judiciaires, notamment : état de la population de l'Empire (1810), affaire Maghella, ex-préfet de police à Naples (1812).

BB³⁰ 186. Accusés de réception de circulaires : celle du 19 novembre 1813 (sur la situation de l'Empire), celle du 31 janvier 1814 (sur les pouvoirs de régente conférés à l'impératrice), celle du 21 mars 1815 (sur l'octroi au prince archichancelier du portefeuille de la Justice). Adresses à l'Empereur des corps judiciaires (1815)⁽¹⁾. Extraits de rapports de procureurs généraux et de magistrats sur la tranquillité publique depuis le 20 mars 1815. Onze feuilles de travail du Grand Juge avec l'Empereur (24 mars-7 juin 1815)⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB¹ 215 à 231.

⁽²⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 270 à 272. Cf. BB² 2 à 7.

BB³⁰ 187. Dons patriotiques volontaires des cours et tribunaux. -- Réponses à la circulaire du 10 avril 1815 qui invitait tous les magistrats à concourir à l'exécution du décret du 28 mars rappelant sous les aigles les militaires en congé. -- Pièces relatives à l'acte additionnel : circulaire du 22 avril 1815 sur l'ouverture de registres pour recevoir les votes, votes dans le département de l'Aveyron et le département de la Loire, lettres des présidents des députations à l'assemblée centrale. -- Prestation de serment des magistrats⁽¹⁾. Accusés de réception de la circulaire du 14 juillet 1815 relative à la prise de possession des fonctions de ministre de la Justice par le baron Pasquier. -- Pièces diverses de la période des Cent-Jours. 1815.

⁽¹⁾ Cf. BB¹ 14 à 38².

BB^{30*} 188. Prisonniers d'État : mission des conseillers d'État Dubois et Corvetto (décret du 13 septembre 1811), registre contenant des états de détenus. 1811.

BB³⁰ 189. Pièces diverses relatives aux prisonniers d'État (1810-1814). -- Brigandage dans le département de l'Eure (1806-1810).

BB³⁰ 190. Affaires criminelles et politiques. 1815-1820. A noter : 1815, procès du maréchal Ney, procès de La Valette, rétablissement des juridictions prévôtales, associations illégales pendant les Cent-Jours; 1816, correspondance saisie chez le général Wilson; 1817, affaire du général Decaen, troubles de Nîmes (assassinat du général Lagarde), affaire du faux Dauphin Mathurin Bruneau; 1818, conspiration de Lyon, affaire Fualdès; 1819, lois sur la presse; 1820, dossier concernant le général Solignac, les sieurs Pailhès, Sauquaire-Soungné, etc., dossier du général Fressinet.

BB³⁰ 191. Pièces relatives à la Charte constitutionnelle de juin 1814 et à l'acte additionnel d'avril 1815.-- Renseignements sur la situation politique de la France, les associations secrètes et la conduite des troupes alliées (1815-1816). -- Pièces relatives à l'exécution de l'ordonnance du 24 juillet 1815 et de la loi d'amnistie du 12 janvier 1816.

BB³⁰ 192. Application de la loi de 1814 sur la liberté de la presse (1814-1820). -- Nomination de commissaires pour la liquidation des créances des sujets étrangers (1816-1818). -- Pièces concernant des objets et affaires divers dont un certain nombre étrangers au département de la Justice (1814-1820). A noter : lettres du cardinal Consalvi et bref du pape nommant le cardinal de Bernis administrateur du diocèse de Lyon en raison de l'absence prolongée du cardinal Fesch (1817), situation politique du royaume, troubles à Paris (1820); poursuites contre Sauquaire-Souliné, affaire du Mans (1820).

BB³⁰ 193 à 236. Ministère de la Justice, cabinet : correspondance classée par cours d'appel et dans chaque ressort par année. 1822-1828⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cette correspondance a pour objet notamment des affaires politiques, propos, cris, chants, emblèmes, écrits séditieux, nouvelles fausses et alarmantes à propos de la guerre d'Espagne, etc., et aussi des recommandations en faveur de magistrats ou des renseignements confidentiels à leur sujet. Pour le détail, voir l'inv. *ms.* [878], t. I.

193. Dossiers 1-5. Agen. 1822-1828.

194. Dossiers 1-2. Aix. 1822-1823.

195. Dossiers 1-6. Aix. 1823.
196. Dossiers 1-2. Amiens. 1822-1823.
197. Dossiers 1-5. Amiens. 1824-1828.
198. Dossiers 1-7. Angers. 1822-1828.
199. Dossiers 1-7. Besançon. 1822-1828.
200. Dossiers 1-7. Bordeaux. 1822-1828.
201. Dossiers 1-6. Bourges. 1822-1824, 1826-1828.
202. Dossiers 1-2. Caen. 1822-1823.
203. Dossiers 1-5. Caen. 1824-1828.
204. Dossiers 1-7. Colmar. 1822-1828.
205. Dossiers 1-7. Corse (Bastia). 1822-1828.
206. Dossiers 1-7. Dijon. 1822-1828.
207. Dossiers 1-2. Douai. 1822-1823.
208. Dossiers 1-5. Douai. 1824-1828.
209. Dossiers 1-7. Grenoble. 1822-1828.
210. Dossiers 1-6. Limoges. 1822-1823, 1825-1828.
211. Dossiers 1-2. Lyon. 1822-1823.
212. Dossiers 1-5. Lyon. 1824-1828.
213. Dossiers 1-7. Metz. 1822-1828.
214. Dossiers 1-7. Montpellier. 1822-1828.
215. Dossiers 1-2. Nancy. 1822-1823.
216. Dossiers 1-5. Nancy. 1824-1828.
217. Dossiers 1-2. Nîmes. 1822-1823.
218. Dossiers 1-5. Nîmes. 1824-1828.
219. Dossiers 1-7. Orléans. 1822-1828.
220. Dossier 1. Paris. 1822.
221. Dossier 1. Paris. 1822.
222. Dossier 1. Paris. 1823.
223. Dossier 1. Paris. 1824.

- 224. Dossier 1. Paris. 1825.
- 225. Dossier 1. Paris. 1826.
- 226. Dossier 1. Paris. 1827.
- 227. Dossier 1. Paris. 1828.
- 228. Dossier 1. Paris. 1828.
- 229. Dossiers 1-7. Pau. 1822-1828.
- 230. Dossiers 1-2. Poitiers. 1822-1823.
- 231. Dossiers 1-5. Poitiers. 1824-1828.
- 232. Dossier 1. Rennes. 1822.
- 233. Dossiers 1-6. Rennes. 1823-1828.
- 234. Dossiers 1-7. Riom. 1822-1828.
- 235. Dossiers 1-7. Rouen. 1822-1828.
- 236. Dossiers 1-7. Toulouse. 1822-1828.

BB³⁰ 237 à 245. Affaires politiques : lettres des procureurs généraux classées chronologiquement par cours d'appel. 1820-1827⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 367 à 390.

- 237. Dossier 1. Agen. 1820.
- Dossier 2. Aix. 1820.
- Dossier 3. Amiens. 1820.
- Dossier 4. Angers. 1820.
- Dossier 5. Besançon. 1820.
- Dossier 6. Bordeaux. 1820.
- Dossier 7. Bourges. 1820.
- Dossier. 8. Caen. 1820⁽²⁾.
- Dossier 9. Corse (Bastia). 1820.
- Dossier 10. Dijon. 1820⁽¹⁾.
- 238. Dossier 1. Rennes. 1820.
- Dossier 2. Riom. 1820-1821.
- Dossier 3. Rouen. 1820-1821.
- Dossier 4. Toulouse. 1820-1821.

239. Dossier 1. Aix. 1821-1823.

Dossier 2. Aix. 1822-1823.

Dossier 3. Aix. 1822-1825.

Dossier 4. Aix. 1822-1826.

Dossier 5. Amiens. 1822-1825⁽²⁾.

Dossier 6. Besançon. 1822-1823.

240. Dossier 1. Bordeaux. 1822-1825.

Dossier 2. Bourges. 1822-1824.

Dossier 3. Caen. 1822-1825.

Dossier 4. Colmar. 1822-1824.

241. Dossier 1. Bastia. 1822-1823.

Dossier 2. Dijon. 1822-1824.

Dossier 3. Douai. 1822-1824.

Dossier 4. Gex (Pays de). 1822.

Dossier 5. Grenoble. 1822-1824.

Dossier 6. Limoges. 1823-1824.

Dossier 7. Lyon. 1822-1824.

Dossier 8. Metz. 1822-1823.

242. Dossier 1. Montpellier. 1822-1823.

Dossier 2. Nancy. 1822-1826.

Dossier 3. Nîmes. 1822-1824.

Dossier 4. Orléans. 1822-1823.

243. Dossiers 1-5. Paris. 1821-1827.

244. Dossier 1. Pau. 1822-1824⁽³⁾.

Dossier 2. Rennes. 1822-1825.

Dossier 3. Riom. 1822-1824.

Dossier 4. Rouen. 1822-1825.

245. Dossiers 1-2. Toulouse. 1822-1824.

BB³⁰ 246 à 249. Correspondance du ministre de la Justice : demandes de places et de secours, recommandations, renseignements confidentiels sur certains magistrats. Ordre alphabétique

de signataires ou de bénéficiaires. 1814-1829.

246. Objets divers et demandes de secours. 1814-1827.

(2) Manque le dossier de la cour de Colmar.

(1) Manquent les dossiers des cours de Douai à Poitiers.

(2) Manque le dossier de la cour d'Angers.

(3) Manque le dossier de la cour de Poitiers.

247. A-D. 1828-1829.

248. E-M. 1828-1829.

249. N-Z. 1828-1829.

BB³⁰ 280 à 254. Cabinet du ministre de la Justice : dossiers d'affaires de toute nature classées par ordre alphabétique. 1814-1823⁽¹⁾.

(1) Affaires politiques et criminelles, questions relatives à l'organisation administrative ou judiciaire, notes confidentielles sur certains magistrats, esprit public, liberté de la presse, etc. Pour le détail : voir *l'inv. ms* [878], t. I.

250. A-Conc.

251. Cons-El.

252. En-Ju.

253. La-Prési.

254. Press-V.

BB³⁰ 255 à 257. Papiers saisis à sa mort chez le duc de Richelieu : inventaire de papiers appartenant à l'État et remis aux différents ministères intéressés. Papiers remis au ministère de la Justice. 1820-1822.

BB³⁰ 258. Incendies de 1822. 1822-1823.

BB³⁰ 259. Dettes contractées par Monsieur, comte de Provence, avant son avènement au trône (1817-1819). --Dossier de la dame de Chantereine, née Delauney, se disant descendante de Jeanne d'Arc (1826). -- Dossier relatif à la circulaire du 14 septembre 1816 concernant les bannis (1816). -- Feuilles de travail du garde des sceaux pour les «conférences des ministères» (1815). -- Chambre des pairs et chambre des députés : relations avec la Chancellerie, projets et mémoires divers, projet de loi sur les élections (1815-1819).

BB³⁰ 260. Affaires politiques : correspondances classées par cours d'appel⁽¹⁾ (manquent : Agen, Besançon, Bordeaux, Corse et Nîmes). 1820-1832.

(1) Ces documents sont analogues à ceux qui forment ci-dessus les cartons BB³⁰ 237 à 245.

BB³⁰ 261. Élections législatives de 1824 dans les ressorts de Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans et Paris.

BB³⁰ 262. Adresses des cours et tribunaux à propos de la guerre d'Espagne. 1823⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB¹ 215 à 231.

BB³⁰ 263 et 264. Guerre d'Espagne : affaire des transfuges ou affaire de la Bidassoa (1823-1824). -- Pièces relatives à la mort de Louis XVII et à l'exhumation du duc d'Enghien (1817-1826).

BB³⁰ 265. Mort de Louis XVIII et avènement de Charles X (1824).-- Sacre de Charles X (1825)⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir BB^{17A} 40.

BB³⁰ 266. Mémoires, rapports, correspondance relatifs à des questions de législation, de droit civil et d'organisation judiciaire (ordre alphabétique de matières). 1815-1819.

BB³⁰ 267. Affaires civiles par ordre alphabétique (1815-1819). -- Observations des cours royales sur le projet de code de la pêche fluviale (1817-1828).

BB³⁰ 268 et 269. Censure des journaux et écrits périodiques. 1820-1827.

BB³⁰ 270 à 272. Travail du garde des sceaux avec le roi. 1815-1833⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 186.

270. 1815-1820.

271. 1821-1827.

272. 1828-1833.

BB³⁰ 273. Chambre des pairs et chambre des députés : lettres closes, prestations de serments, listes des pairs, etc. 1815-1848.

BB³⁰ 274. Cour des comptes (1814-1822). -- Questions de jurisprudence et de procédure, affaires diverses (1827-1837).

BB³⁰ 275. Chancellerie : prestations de serments. 1814-1847⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB¹ 14 à 38².

BB³⁰ 276. Chambre des pairs et chambre des députés : nominations de pairs, pétitions renvoyées par la chambre des députés au ministère de la Justice, pièces diverses (1831-1847). -- Procès de presse (1836-1848).

BB³⁰ 277. Commission de révision des lois (1818-1835). Observations des cours royales sur le projet de loi portant modification de la législation pénale (1831).

BB³⁰ 278. Liquidation de l'ancienne liste civile (1830-1834). -- Projet de loi sur les sociétés en commandite et les sociétés par actions (1837-1840).

BB³⁰ 279. Projet de loi sur les faillites et les banqueroutes. 1836-1837.

BB³⁰ 280 et 281. Projet de loi sur les délais judiciaires en matière civile et commerciale. 1844-1861.

BB³⁰ 282. Correspondance de M. Desclozeaux, secrétaire général du ministère de la Justice (ordre alphabétique des signataires). 1843-1846.

BB³⁰ 283. Bordereaux des pétitions envoyées par le cabinet du roi au ministre de la Justice. 1832-1835.

BB³⁰ 284. Tribunaux de première instance : adresses au roi à l'occasion de la mort du duc d'Orléans. 1842⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB¹ 215 à 231.

BB³⁰ 285. Affaires diverses (1823-1852)⁽²⁾. Cérémonies publiques (1816-1848).

⁽²⁾ Pièces trouvées en 1878 dans le bureau d'un employé du ministère de la justice.

BB³⁰ 286¹. Pièces diverses. 1814-1858. A noter : dossier de grâce de Blanqui (1840).

BB³⁰ 286². Journal des savants (1816-1828). Publication des ordonnances des rois de France et des *Olim* du Parlement de Paris (1835-1843).

BB³⁰ 287. Projets de lois divers (1831-1834). Projets de lettres, renseignements (1840-1853)⁽³⁾.

⁽³⁾ Résidu, peut-être, des cartons d'un employé du ministère.

BB³⁰ 238. Protocoles imprimés des conférences tenues à Londres sur les affaires de Belgique (1830-1832).-- Papiers de M. Paul de Bonneau: lettres et opuscules divers (1830-1841).

BB³⁰ 289 à 293. Dossiers divers : projets de lois, questions de législation, de jurisprudence et d'administration. 1822-1850.

BB³⁰ 294. Élections législatives de 1842 (1842 1843). -- Documents divers concernant en particulier des affaires politiques (1831-1848). A noter : demande en révision du procès de condamnation du maréchal Ney (1831-1832).

BB³⁰ 295. Impressions de la chambre des représentants de Belgique. 1833-1841.

BB³⁰ 296 à 298. Journées de Février 1848 : instruction judiciaire. 1848.

BB²⁰ 299 à 316. Demandes d'emplois et de secours, adresses, pétitions, dénonciations, mémoires et propositions, etc., reçus par le gouvernement provisoire, la commission du pouvoir exécutif et le chef du pouvoir exécutif. 1848.

299 à 311. Pièces adressées au gouvernement provisoire (dossiers numérotés de 1 à 9147).

312 à 315¹. Pièces adressées à la commission et au chef du pouvoir exécutif (n^{os} 1 à 1132).

315*² à ⁵. Registres d'enregistrement des pièces reçues par le gouvernement provisoire, la commission du pouvoir exécutif et le chef du pouvoir exécutif.

316. Pièces reçues par le gouvernement provisoire et ne se trouvant pas sur les registres ci-dessus (n^{os} 1^B à 84^B). -- Gouvernement provisoire et commission du pouvoir exécutif : service des ordonnances et estaffettes; accusés de réception de pièces envoyées aux ministères et dans les administrations.

BB³⁰ 317. Adhésions au gouvernement provisoire. 1848.

BB³⁰ 318. Gouvernement provisoire : communications à la presse. 1848.

BB³⁰ 319. *Idem* : répertoire des lois, décrets et arrêtés⁽¹⁾. Gouvernement provisoire et commission du pouvoir exécutif, papiers divers : lettres et pétitions reçues, élections d'avril 1848, clubs, rapports de gardes nationales, dépêches télégraphiques, projets de décrets et arrêtés, réclamations et nominations de préfets, etc. 1848.

⁽¹⁾ Cf. ci-dessous BB³⁰ 807 et 1125.

BB³⁰ 320¹ et ². Gouvernement provisoire et commission du pouvoir exécutif : papiers divers (1848-1851). Arrêtés de la commission du pouvoir exécutif (16-23 juin 1848).

BB³⁰ 321. Versement au ministère de la Justice des papiers relatifs au gouvernement provisoire (1850). Décrets de l'Assemblée nationale et extraits des procès-verbaux de ses séances (mai-juin 1848). Listes des commissaires et sous-commissaires dans les départements; pétition pour l'établissement de bibliothèques communales (1848).

BB³⁰ 322. Ajournement des élections d'avril 1848 : protestations et adhésions. 1848.

BB³⁰ 323. *Idem, idem.* Élections législatives, élection du président de la République (1848). Élections législatives en mai 1849. Élections législatives partielles de mars et avril 1850.

BB³⁰ 324 à 326. Gouvernement provisoire : adhésions des cours et tribunaux. 1848⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB¹ 14 à 38².

BB³⁰ 327. Mission de Jouve-Dubor, conseiller à la Cour d'appel d'Alger, chargé de diriger la police politique dans les départements du Rhône, de la Loire, de Saône-et-Loire, de l'Ain et les arrondissements de Vienne et de La Tour-du-Pin (1848). -- Voyage de représentants du peuple (1850).-- Ministère de la Justice : dépêches télégraphiques (1839-1852). -- Enquête sur le banquet de Toulouse (22 septembre 1848). -- Pièces diverses (1848-1849).

BB³⁰ 328 à 332. Cabinet du ministre de la Justice : correspondance. 1848⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ces cartons font suite, comme matières, aux cartons BB^{17B} qui s'arrêtent à l'année 1847.

328. Demandes de places. A-Z.

329. Demandes de secours, de souscriptions, de renseignements, etc. A-Z.

330. Demandes de secours et d'emplois. A-Z. 331. Conseils au ministre, demandes d'emplois à l'Assemblée nationale, félicitations. A-Z.

332. Transmission des demandes et pétitions aux administrations intéressées. Lettres reçues de divers ministères. Demandes de secours et d'appui. A-Z.

BB³⁰ 333 à 335. Affaires politiques : correspondance classée par année et par ordre alphabétique de matières. 1848-1852⁽²⁾.

⁽²⁾ Pour le détail, voir l'inv. *ms.* [878], t. I.

333. A-Z. 1848-1849. A noter : lettre d'Abd-el-Kader; mandat d'arrêt contre Louis Blanc et Caussidière, mesures prises à l'égard des clubs; poursuites contre divers journaux, contre Libri pour vols dans les bibliothèques; troubles dans diverses villes.

334. Dossier 1. A-Z. 1850. A noter : poursuites contre divers journaux, situation à Lyon. Dossier 2. A-Z. 1851. A noter : poursuites pour soustraction d'autographes à la Bibliothèque nationale où est impliqué Feuillet de Conches ; correspondances Havas; poursuites contre divers journaux; procès intenté à Schneider, du Creusot.

335. A noter : suite du coup d'État du 2 décembre.

BB³⁰ 336 à 357. Cabinet du ministre de la Justice : correspondance courante classée par ordre alphabétique de signataires ou de bénéficiaires. 1849-1859.

336. A-Z. 1^{er} semestre 1849.

337. A-Z. 2^e semestre 1849.

338. A-Z. 1^{er} semestre 1850.

339. A-Z. 2^e semestre 1850.

340. A-Z. 1^{er} semestre 1851.

341. A-Z. 2^e semestre 1851.

342. A-Z. 1^{er} semestre 1852.

343. A-Z. 2^e semestre 1852.

344. A-H. 1853⁽¹⁾.

⁽¹⁾ A partir de 1853, outre les matières courantes, on rencontre parfois dans les cartons de correspondance des documents présentant plus d'intérêt, soit pour l'histoire générale, soit pour l'histoire locale. Voir l'inv. *ms.* [878], t. I. -- Cf. BB^{17B}.

345. I-Z. 1853. A noter : nouvelle loi sur le jury; agrandissements du Palais de Justice à Paris.

346. A-H. 1854.

347. I-Z. 1854. A noter : autorisation de poursuites contre Montalembert, député.
348. A-E. 1855.
349. F-L. 1855.
350. M-Z. 1855. A noter : visite du roi de Sardaigne à Paris.
351. A-F. 1856.
352. G-Z. 1856.
353. A-F. 1857.
354. G-Z. 1857. A noter : dotation du Mont-Napoléon à Milan; visite du prince Napoléon à Nohant chez George Sand; mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse.
355. A-G. 1858. A noter : nouveau ministère de l'Algérie.
356. H-Z. 1858. A noter : avertissements à la conférence Molé de ne point traiter de sujets politiques ; note sur l'affaire Montalembert.
357. A-Z. 1859. A noter : nouveau règlement de pêche et de navigation sur la Bidassoa; statue de Pothier à Orléans.

BB³⁰ 358 à 365. Troubles postérieurs à la révolution de février 1848. Correspondance et rapports classés par cours d'appel. 1848-1850⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ces dossiers, analogues à ceux de la série P ci-dessous cotée BB³⁰ 391 à 425, étaient primitivement classés à la division criminelle sous la cote A 5272 (actuellement BB¹⁸ 1460, où il reste encore quelques pièces) ; ils en ont été retirés pour être conservés au Cabinet. Le carton 365 renferme un cahier contemporain d'enregistrement par cours d'appel et par ordre d'arrivée des pièces. Pour le détail, voir l'*inv. ms.* [878], t. I.

358. Dossier 1. Agen. 1848-1850. Dossiers 2 et 3. Aix. 1848-1850. A noter : d^{er} 3. Insurrection de Marseille (23 juin 1848).
359. Dossier 1. Amiens. 1848-1850. A noter : plainte de Raspail et de Blanqui détenus à la citadelle de Doullens (1849). Dossier 2. Angers. 1848-1850. Dossier 3. Besançon. 1848-1850. Dossier 4. Bordeaux. 1848-1850. A noter : ordre d'arrestation de Louis Napoléon Bonaparte; candidature du prince de Joinville aux élections (1848). Dossier 5. Bourges. 1848-1850. Dossier 6. Caen. 1848-1850.
360. Dossier 1. Colmar. 1848-1850. A noter : violences et pillages contre les Israélites (1848). Dossier 2. Corse (Bastia). 1848-1850. Dossier 3. Dijon. 1848-1850. A noter : troubles graves à Chalon-sur-Saône et à Seurre (Côte d'Or) à l'occasion des élections (1849). Dossier 4. Douai. 1848-1850. Dossier 5. Grenoble. 1848-1850.
361. Dossiers 1 et 2. Limoges. 1848-1850. A noter : troubles à Limoges (27 avril 1848). Dossier 3. Lyon. 1848-1850.
362. Dossier 1. Metz. 1848-1850. A noter : candidature et élection du prince Louis Napoléon dans la Moselle (septembre 1848). Dossier 2. Montpellier. 1848-1850. A noter : troubles à Montpellier et à Lodève (mai 1849). Dossier 3. Nancy. 1848-1850.

363. Dossier 1. Nîmes. 1848-1850. Dossier 2. Orléans. 1848-1850. Dossier 3. Paris. 1848-1850. A noter : condamnation d'Eug Raspail (avril 1849).

364. Dossier 1. Pau. 1848-1850. Dossier 2. Poitiers. 1848-1850. Dossier 3. Rennes. 1848-1850.

365. Dossier 1. Riom. 1848-1850. A noter : tentative d'assassinat sur Ledru-Rollin à Moulins (1849). Dossier 2. Rouen. 1848-1850. A noter : troubles graves à Rouen et à Elbeuf (27-28 avril 1848). Dossier 3. Toulouse. 1848-1850. A noter : troubles graves à Castres (10 juin 1849). Dossier 4. Algérie et Colonies. 1848-1850. Dossier 5. Cahier d'enregistrement par cours d'appel des dossiers cotés BB³⁰ 358 à 365.

BB³⁰ 336. Affaires politiques diverses. 1850-1867.

Dossier 1. Troubles postérieurs à la révolution de février 1848 jusqu'à 1850⁽¹⁾. A noter : situation politique dans le Loiret, à Tarbes, dans l'Isère, à Rouen (1848). Troubles graves à Saint-Étienne (13 avril 1848). Manifestations et complots légitimistes dans les ressorts de Montpellier et de Nîmes (1850).

⁽¹⁾ Supplément aux articles précédents 358 à 365.

Dossier 2. Affaires politiques. 1851-1859⁽²⁾. A noter : relevé des troubles survenus dans divers ressorts en 1853-1854, à l'occasion de la cherté des subsistances. Rapports journaliers du préfet de Police à Paris (1856, 9 octobre-2 novembre). États nominatifs de 215 socialistes et démagogues du Haut-Rhin et de 156 du Bas-Rhin avec renseignements politiques sur leur compte (s. d. mais postérieur à 1855).

⁽²⁾ Pièces de même nature et de mêmes dates que celles des dossiers de la grande série «Affaires politiques» (série P) ci-après cotés BB³⁰ 391 à 425.

Dossier 3. *Id.* 1850-1867⁽¹⁾. A noter : complot à l'occasion de la réforme électorale de mai 1850. Sentiment public au sujet de la paix avec la Russie (1856). Affaire de la vallée des Dappes entre la France et la Suisse (1863-1867). Exécution des décrets du 2 décembre 1856 et du 22 juin 1863 sur les débits de boisson et la liberté de la boulangerie.

⁽¹⁾ Ces dossiers se rapportent à des affaires en partie traitées dans les rapports des procureurs généraux : ci-après BB³⁰ 370 à 388.

BB³⁰ 367 à 390. Rapports politiques des procureurs généraux des cours d'appel. 1849-1870⁽²⁾.

⁽²⁾ Ces rapports, dont la collection est à peu près complète, sauf quelques lacunes regrettables, sont mensuels de décembre 1849 à janvier 1853, semestriels de juin 1853 à juin 1858, trimestriels de juillet 1858 à juillet 1870. Ils sont classés par ressort de 1849 à juin 1868, ils sont rangés simplement par ordre chronologique depuis le 3^e trimestre de 1868 jusqu'au 2^e de 1870. -- Voir le carton BB³⁰ 963, doss. 1 : relevés périodiques par cours d'appel des condamnations pour délits politiques (1862-1870). -- Voir ci-dessus BB³⁰ 237 à 245. -- Cf. BB³ 167 et 174.

367. Circulaires, notes et lettres diverses relatives aux rapports politiques des procureurs généraux. 1849-1870.

368. Extraits des rapports politiques des procureurs généraux 1849-1863⁽³⁾.

⁽³⁾ Dans ce carton figurent, reliés en un registre (BB^{30*} 368), des analyses des rapports politiques des procureurs généraux, de juin 1851 à juin 1854.

369. Rapports politiques hebdomadaires des procureurs généraux pendant l'absence de

l'empereur. 1859.

370. Dossier 1. Agen. 1849-1868. Dossier 2. Aix. 1849-1868.

371. Dossier 1. Amiens. 1849-1868. Dossier 2. Angers. 1849-1868.

372. Bastia (Corse). 1849-1868.

373. Besançon. 1849-1868.

374. Dossier 1. Bordeaux. 1849-1868. Dossier 2. Bourges. 1849-1868.

375. Dossier 1. Caen. 1849-1868. Dossier 2. Chambéry. 1863-1868.

376. Colmar. 1849-1868.

377. Dossier 1. Dijon. 1849-1868. Dossier 2. Douai. 1849-1868.

378. Dossier 1. Grenoble. 1849-1868. Dossier 2. Limoges. 1849-1867.

379. Lyon. 1849-1868.

380. Dossier 1. Metz. 1849-1868. Dossier a. Montpellier. 1849-1868.

381. Nancy. 1849-1868.

382. Dossier 1. Nîmes. 1849-1868. Dossier 2. Orléans. 1849-1860.

383. Paris. 1850-1860.

384. Dossier 1. Paris. 1861-1868. Dossier 2. Pau. 1849-1868.

385. Poitiers. 1849-1868.

386. Dossier 1. Rennes. 1849-1868. Dossier 2. Riom. 1849-1868.

387. Rouen. 1849-1868.

388. Dossier 1. Toulouse. 1849-1868. Dossier 2. Alger. 1849-1866.

389 et 390. Série chronologique. 1868-1870.

389. Dossier 1. 3^e trimestre de 1868. Dossier a. 4^e trimestre de 1868. Dossier 3. 1^{er} trimestre de 1869. Dossier 4. 2^e trimestre de 1869. Dossier 5. 3^e trimestre de 1869.

390. Dossier 1. 4^e trimestre de 1869. Dossier 2. 1^{er} semestre de 1870. Dossier 3. 2^e semestre de 1870. Dossier 4. Minutes d'extraits de rapports des procureurs généraux. 1^{er} trimestre 1867-- 2^e trimestre 1868. Dossier 5. Rapports politiques divers de procureurs généraux (cours de Besançon, Caen, Chambéry, Rennes, Riom). 1871-1875.

BB³⁰ 391 à 425. Affaires politiques (série P). 1850-1860⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Série créée en décembre 1851 pour recevoir les dossiers d'affaires ayant un caractère politique, sans distinction de cour d'appel ou de région; elle fait suite à la série des cartons 358 à 366 ci-dessus et contient des pièces de même nature. Un registre d'inscription par ordre numérique des dossiers de cette série P, d'après la date d'entrée de la première pièce se

trouvera ci-après sous la cote BB^{30*} 425. Les rapports des procureurs généraux (BB³⁰ 370 à 388) parlent souvent des affaires mentionnées dans les dossiers de cette série, il est utile de les consulter aux dates correspondantes. Voir le répertoire, dossier par dossier, des affaires de cette série dans l'inv. ms. [878], t. I et II.

391. Dossiers P 1 à 60. A noter : P 16. Détenus de Belle-Isle-en-Mer (1850-1852). P 19. Révélations sur le complot de Lyon (1850-1851). P 33 et 34. Complots à Béziers et à Valence (1850-1851). P 44. Poursuites contre la Société fraternelle à Nantes. P 51. Rapports importants des procureurs généraux de Nîmes et de Montpellier sur les réunions connues sous le nom de cercles existant dans leurs ressorts (1850-1851). P 60. Anniversaire du 24 février (1851).

392¹. Dossiers P 61 à 130. A noter : P 67. Troubles graves à Marseille (25 février 1851). P 74. Enquête sur le sieur Coquelet inculpé d'avoir assassiné Mgr. Affre, archevêque de Paris, en juin 1848 (1851). P 108. Pétition pour les modifications de la loi électorale du 31 mai 1850 (1851). P 113. Voyage de Garnier-Pagès dans les ressorts d'Aix, Nîmes et Montpellier (mars, avril 1851). P 125. Publication des bulletins du comité central de résistance (1850-1851). P 130. Pétition pour la révision de la Constitution (1851).

392². Dossiers P 131 à 200. A noter : P 131. Fabrication clandestine de poudre et introduction en France de poudres étrangères (1851-1856). P 137. Désordres graves à Libourne (mai 1851). P 145. Rapports des procureurs généraux sur la célébration de l'anniversaire de la République, le 4 mai 1851. P 187. Circulaire du 5 juin 185 relative aux journaux poursuivis depuis août 1848 pour attaques contre la République. P 192. Complot dit du Sud-Ouest et complot de Lyon (1851-1852).

393. Dossiers P 201 à 300. A noter : P 233. Complot dit des Pyrénées-Orientales (1851). P 236. Voyage du Président de la République à Poitiers, cris séditieux à Châtelleraut (juin-août 1851). P 252. Sociétés politiques déguisées sous la forme d'associations philanthropiques ou de sociétés de secours mutuels (1851). P 269. Poursuites contre le journal l'Émancipation de Toulouse (1851). P 292. Question du jury et de la confection des listes de jurés (1850-1851).

394. Dossiers P 301 à 414 *bis*. A noter : P 360 et 366. Troubles graves à Commeny (Allier) et dans l'arrondissement de Sancerre (oct.-nov. 1851). P 382. Louis Blanc et Ledru-Rollin à Jersey, leurs relations avec les démagogues de Saint-Malo (1851). P 384. Complot européen (1851). P 414 *bis*. Un gros dossier sur le mouvement démagogique antérieur au 2 décembre (1851).

395. Dossier P 416. Événements de décembre 1851 : rapports des procureurs généraux classés par ressorts (cours d'appel de Metz à Toulouse) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les dossiers contenant les rapports des procureurs généraux des cours d'appel d'Agen à Lyon inclusivement n'ont pas été versés aux Archives Nationales.

396. Dossiers P 420 à 440. A noter : P 440. Événements de décembre 1851 ; réponses des procureurs généraux à la circulaire du 2 décembre demandant des renseignements sur les inculpés (1852).

397. Dossiers P 441 à 582. A noter : P 546. Événements de décembre 1851, circulaire du 18 janvier 1852 relative aux propositions à faire à l'égard des inculpés politiques par les autorités militaires, judiciaires et administratives réunies : exécution, correspondance. Comptes rendus des commissions dans les cours de Bourges, Metz, Montpellier, Nancy, Orléans et Rouen (1852).

398. Dossier P 583. Commissions mixtes de 1852 : dossier général ; cours d'Agen et d'Aix.

399. Dossier P 583. Cours d'Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux, Bourges (BB^{30*} 399. Décisions de la commission de la Nièvre).

400. Dossier P 583. Cours de Caen, Colmar, Dijon, Douai, Grenoble (BB^{30*} 400. Décisions de la commission de la Drôme).

401. Dossier P 583. Cours de Limoges, Lyon (BB^{30*} 401¹. Décisions de la commission du Rhône), Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes (BB^{30*} 401². Décisions de la commission du Vaucluse), Orléans.

402. Dossier P 583. Cours de Paris, Pau, Poitiers, Rennes, Riom (BB^{30*} 402¹ et ². Décisions de la commission de l'Allier).

403. Dossiers P 584 à 699. A noter : P 608. Événements de décembre 1851 : circulaire du 14 février demandant l'envoi d'états numériques des inculpés par départements; états envoyés par les procureurs généraux, tableaux statistiques (1852). P 622. Protestation contre le décret du 22 janvier mettant sous séquestre les biens de la famille d'Orléans; démission du président Dupin ; prise de possession du domaine d'Eu (février-juin 1852). P 625. Elections des députés au Corps législatif (29 février 1852). P 632. Comité des grâces : effet de la circulaire du 29 janvier 1852.

404. Dossiers P 701 à 775. A noter : P 705. Arrestation à Saxon (Meurthe) des frères Baillard pour constitution d'une association religieuse illicite (juin 1852). P 706. Complot légitimiste et militaire à Saint-Omer et au Havre (juin 1852). P 714. Grève des charpentiers au Mans (juil. 1852). P 720. Agression contre le général de Saint-Arnaud près Vichy (juil. 1852). P 738. Élections municipales et aux conseils généraux et d'arrondissements (juil.-sept. 1852). P 746. Introduction clandestine de journaux et d'écrits politiques venant de l'étranger, particulièrement de Belgique (août-déc. 1852). P 753. Coalition d'ouvriers à Willer dans l'usine Koechlin (août 1852). P 768. Voyage du Président de la République dans le Midi (sept.-oct. 1852). P 772. Complot de Marseille : attentat projeté contre le prince président (sept.-nov. 1852).

405. Dossiers P 776 à 802. A noter : P 802. Introduction en France d'écrits et libelles séditieux venant de l'étranger : 1° Classement par cours d'appel ; 2° Affaires collectives, écrits et pamphlets saisis (1852-1860).

406. Dossiers P 802 *bis* à 890. A noter : P 802 *bis*. Envoi en France des bulletins de la société «La Révolution» imprimés à Londres (1853). P 820. Plébiscite pour le rétablissement de l'Empire; vote des 21 et 22 novembre 1852. P 835. Cérémonie de la proclamation de l'Empire (déc. 1852). P 869. Complot de Saint-Jean du-Gard (fév.-déc. 1853). P 880. Effervescence dans l'Hérault et les Pyrénées-Orientales (mars 1853). P 881. Affaires dites des correspondances étrangères, poursuites contre MM. de Coëtlogon, duc de Rovigo, de Villemessant, etc.

407. Dossiers P 891 à 1002. A noter : P 911. Tentative d'évasion de Blanqui et Cazavan de la maison de détention de Belle-Isle-en-Mer (avril 1853). P 955. Complot dit de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique (juil. 1853-1854). P 1001. Poursuites contre la société secrète de la Jeune Montagne à Paris, et contre celle de la Marianne à Angers, Tours, Nantes, Châtellerauld et Poitiers (1853-1855).

408. Dossiers P 1003 à 1094. A noter : P 1054. Projet d'insurrection formé par les

anarchistes à Reims (oct. 1853-déc. 1854). P 1094. Poursuites contre la société des Bons cousins charbonniers dans les ressorts de Dijon et de Besançon (1850-1854).

409. Dossiers P 1095 à 1150. A noter : P 1112. Société secrète organisée par les agents de la société du canal latéral de la Garonne; poursuites à Castelsarrasin (mai 1854-oct. 1855). P 1112 *bis*. Poursuites dirigées contre les sociétés secrètes dans les divers ressorts en 1853-1854. P 1115. Tentative d'attentat contre l'empereur au moyen d'une machine infernale à Lambersart (Nord) le 11 septembre 1854 (1854-1856).

410. Dossiers P 1151 à 1219. A noter : P 1161 Découverte à Lille d'une société secrète dite des «Poignards» paraissant avoir rapport à l'affaire de la machine infernale de Lambersart (nov. 1854). P 1178 et 1883. Société secrète «La Marianne» dans la Nièvre, à Angers et à Nantes (1855-1857). P 1200 et 1201. Attentat de Pianori contre l'empereur (28 avril 1855).

411 et 412. Dossier P 1220. Offenses contre l'empereur et l'impératrice (pièces classées par cours d'appel) 1855-1860.

413. Dossiers P 1221 à 1268. A noter : P 1246 à 1248. Société secrète «La Marianne»; poursuites à Paris, insurrection ouvrière à Angers, découverte à Montsoreau et à Candes (Indre-et-Loire) d'une société secrète (août-déc. 1855). P 1261. Célébration de la prise de Sébastopol (sept. 1855). P 1862. Attentat contre l'empereur par Bellemare (8 sept. 1855)

414 et 415. Dossier P 1269. Circulaire des 25 septembre-19 octobre 1855 demandant aux procureurs généraux l'envoi d'états par département des hommes dangereux et hostiles au gouvernement qui pourraient profiter de la cherté des subsistances pour susciter des troubles (états classés par cours d'appel) sept. 1855-fév. 1856.

416. Dossiers P 1270 à 1360. A noter : P 1275. Fabrication illicite de poudre : dossier général; circulaire du 3 janvier 1856 (1855-1856). P 1328 à 1330. Organisation de la société «La Marianne» à Mulhouse, à Arbois et dans le Jura, dans l'arrondissement de Baugé (1856-1857). P 1343 Naissance du prince impérial (mars 1856). P 1349. Proclamation de la paix avec la Russie (mars-avril 1856).

417. Dossiers P 1361 à 1414. A noter : P 1371. Organisation de «La Marianne» ou des «Vengeurs» et des «Pères de famille» à Saint-Étienne. Révélations sur «la Marianne» à Lyon (1856). P 1392. Société secrète à Lyon projetant un attentat contre l'empereur le jour du baptême du prince impérial (juin-août 1856). P 1411. Poursuites contre les affiliés de «La Marianne» dans les départements des Deux-Sèvres, de la Vienne et de Maine-et-Loire (1856).

418. Dossiers P 1415 à 1539. A noter : P 1419. Sociétés secrètes : circulaire du 14 août 1856. P 1430. Difficultés entre le roi de Prusse et les cantons suisses : révolte à Neuchâtel (sept.-déc. 1856). P 1440. Désordres graves dans la Nièvre, à Pouilly (26 oct. 1856). P 1498. Complot contre l'empereur à Paris par trois Italiens, dont Tibaldi, soudoyés par Mazzini et Ledru-Rollin (1857).

419. Dossier P 1540. Attentat d'Orsini, 14 janvier 1858⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir aussi BB³⁰ 440 à 4146.

420. Dossiers P 1541 à 1609. A noter : P 1548. Émeute à Chalon-sur-Saône, le 6 mars 1858; agitation ouvrière au Creusot; influence de la société secrète «La Marianne». P 1551 et 1587. Envoi par le procureur général de Besançon de journaux suisses contenant des articles hostiles au gouvernement français, surtout *l'Indépendant de Neuchâtel* (1858-

1859). P 1609. Poursuites à Bastia contre des sociétés secrètes affiliées à «La Marianne» (1858).

421. Dossiers P 1611 à 1675. A noter : P 1618. Voyage de l'empereur et de l'impératrice en Normandie et en Bretagne (juil.-août 1858). P 1625. Poursuites à Poitiers contre MM. de Curzon et de Maillé au sujet d'une adresse envoyée par eux au comte de Chambord (1858). P 1740. Distribution en Vendée de médailles à l'effigie du comte de Chambord, Henri V (1859).

422. Dossiers P 1676 à 1770. A noter : P 1703. Guerre d'Italie (février-août 1859).

423. Dossiers P 1771 à 1845. A noter : Souscriptions en Corse, à Arles, à Clermont-Ferrand en faveur de Garibaldi (1859-1860). P 1816^{bis}. Attitude des légitimistes et du clergé de l'Allier lors de la célébration de la réunion de la Savoie et de Nice à la France, juin 1860. P 1840. Services funèbres célébrés dans diverses villes en mémoire du général de Pimodan et des officiers et soldats tués à la bataille de Castelfidardo. 1860⁽²⁾. Un dossier sur les événements de décembre 1851 et les commissions mixtes de 1852 (1868).

⁽²⁾ La série P, affaires politiques, a été supprimée en décembre 1860 et les affaires qu'on y classait sont restées à la Division criminelle.

424*. Insurrection de décembre 1851 : statistique générale par département des inculpés.

425*. Registre d'entrée des dossiers de la série P (numéros 1 à 1845). 1850-1860.

BB³⁰ 426 à 431. Élections. Dossier général; dossiers classés par cours d'appel. 1857-1870.

426. Dossier 1. Pièces diverses 1857-1870. Dossier 2. Rapports des procureurs généraux pour les élections de 1857, 1859, 1860, 1861, 1862. Dossier 3. Documents relatifs aux magistrats élus membres des conseils généraux. 1865 et 1867. Dossier 4. Documents relatifs aux élections législatives générales de 1863.

427. Dossier 1. Agen. 1863-1864. Dossier 2. Aix. 1863-1868. Dossier 3. Amiens. 1863-1867. Dossier 4. Angers. 1863-1866. Dossier 5. Bastia. 1863-1868. Dossier 6. Besançon. 1863. Dossier 7. Bordeaux. 1863-1868. Dossier 8. Bourges. 1863. Dossier 9. Caen. 1863-1866. Dossier 10. Chambéry. 1863-1866.

428. Colmar. 1863-1866.

429. Dossier 1. Dijon. 1863-1864. Dossier 2. Douai. 1863-1868. Dossier 3. Grenoble. 1863-1867. Dossier 4. Limoges. 1863. Dossier 5. Lyon. 1863-1865. Dossier 6. Metz. 1863-1864. Dossier 7. Montpellier. 1863-1867.

430. Dossier 1. Nancy. 1863-1864. Dossier 2. Nîmes. 1863-1865. Dossier 3. Orléans. 1863-1868. Dossier 4. Paris. 1863-1864.

431. Dossier 1. Pau. 1863-1867. Dossier 2. Poitiers. 1863-1864. Dossier 3. Rennes. 1863. Dossier 4. Riom. 1863-1868. Dossier 5. Rouen. 1863-1868. Dossier 6. Toulouse. 1863-1868.

BB³⁰ 432 et 433. Subsistances : agitation et délits. 1853-1856⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Quelques pièces de 1846-1847.

BB³⁰ 434 et 435. Fausses nouvelles. 1853-1860.

BB³⁰ 436. Affaires religieuses : cultes catholique et protestant; Saint-Simonisme. 1825-1861.

BB³⁰ 437. Adresses des chambres de notaires à l'occasion du rétablissement de l'Empire (1852). -- Insurrection d'Angers en 1855 : grâces, remises et commutations de peines (1856-1859).

BB³⁰ 438 et 439. Adresses des magistrats et officiers ministériels à l'occasion de la naissance du prince impérial. 1856⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB¹ 215 à 231.

BB³⁰ 440 à 446. Attentat d'Orsini. 1858⁽³⁾.

⁽³⁾ Suite du n° P 1540, ci-dessus BB³⁹ 419

BB³⁰ 447. Loi de sûreté générale du 27 février 1858 : dossier général et correspondance des procureurs généraux, classée par cours d'appel. Janvier-avril 1858. Abrogation : projet de loi de 1870.

BB³⁰ 448. Amnistie du 16 août 1859 : dossier général et correspondance des procureurs généraux classée par cours d'appel : 1859-1864.

BB³⁰ 449. Adresses des cours et tribunaux à l'occasion de la paix de Villafranca. 1859⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Cf. BB¹ 215 à 231.

BB³⁰ 450 et 451. Agitation à l'occasion de la question romaine et du pouvoir temporel du Pape : dossier général et correspondance des procureurs généraux classée par cours d'appel. 1860.

BB³⁰ 452 et 453. Adresses des cours et tribunaux à l'occasion de l'attentat de Berezowski, 6 juin 1867⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB¹ 2,5 à 231.

BB³⁰ 454. Adresses des cours et tribunaux à l'occasion de la découverte du complot contre l'empereur et du résultat du plébiscite. 1870⁽²⁾.

⁽²⁾ *Idem.*

BB³⁰ 455. Plébiscite du 8 mai 1870. -- Procès de presse : insertions au *Moniteur* (1858-1870). Questions de presse (1850, 1868, 1870).

BB³⁰ 456. Famille impériale : documents confidentiels. Affaires de la famille impériale, conseil de famille impérial. 1850-1867.

BB³⁰ 457 à 461. Matières diverses.

457. Dossier 1. Usage du télégraphe. 1851-1859. Dossier 2. Épidémie de choléra de 1865-1866.

458. Dossier 1. Conversion facultative en rentes 3 % des rentes 4 1,2 et 4%. 1862. Dossier 2. Projet de création dans le Rhône d'un canton dont Amplepuis serait le chef-lieu. 1867-1869.

459. Dossier 1. Modification à introduire dans le code pénal : procès-verbaux de la commission chargée de les étudier. 1856-1864. Dossier 2. Érection en Corse d'un monument à Napoléon I^{er}. 1855. Inondations de 1856 : souscriptions. Dossier 3. Relations avec le Sénat. 1861-1869.

460. Dossier 1. Projets de lois sur la naturalisation et la condition des étrangers nés en France. 1867-1874. Dossiers 2 et 3. Exécution de la circulaire du 1^{er} juin 1855 sur la marche des procédures criminelles et correctionnelles. 1855-1864.

461. Dossier 1. Souscriptions pour les blessés de l'armée d'Italie (1859), pour l'œuvre des «Prêts de l'enfance au travail» dite société du Prince impérial. (1862). Dossier 2. Extradition ; propriété littéraire et artistique, commerce des laines en Algérie; lois criminelles étrangères; convention avec la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, etc. 1841-1870.

BB³⁰ 462 à 479. Condamnés des commissions mixtes de 1852 : demandes de grâces. (Dossiers classés par départements.) 1852-1856⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Quelques pièces de 1857-1858 dans la Moselle et le Bas-Rhin. Il existe dans la sous-série BB²², n^{os} 131 à 189, un autre ensemble de demandes de grâces formulées par les condamnés des commissions mixtes et examinées de 1852 à 1856; mais il semble que les dossiers de BB³⁰ soient exclusivement ceux qui ont été l'objet d'un rejet ou d'une simple commutation de peine, tandis que les dossiers de BB²² sont au contraire ceux des condamnés qui ont bénéficié d'une grâce totale ou ont été graciés avec mise en surveillance.

462. Dossier général.

463. Dossier 1. Ain. 1852-1855. Dossier 2. Aisne. 1852-1854. Dossier 3. Allier. 1852-1855. Dossier 4. Alpes (Basses-). 1852-1856.

464. Dossier 1. Alpes (Hautes-). 1852-1853. Dossier a. Ardèche. 1852-1856. Dossier 3. Ardennes. 1852-1856. Dossier 4. Ariège. 1852-1856. Dossier 5. Aube. 1852-1856. Dossier 6. Aude. 1852-1856. Dossier 7. Aveyron. 1852-1855.

465. Dossier 1. Bouches-du-Rhône. 1852-1856. Dossier 2. Calvados. 1852. Dossier 3. Cantal. 1852. Dossier 4. Charente. 1852. Dossier 5. Charente-Inférieure. 1852. Dossier 6. Cher. 1852-1856.

466. Dossier 1. Corrèze. 1853-1856. Dossier 2. Côte-d'Or. 1852-1856. Dossier 3. Creuse. 1852-1855. Dossier 4. Dordogne. 1852-1853. Dossier 5. Doubs. 1852-1856. Dossier 6. Drôme (A-L). 1852-1856. Dossier 7. Drôme (M-Z). 1852-1856. 467. Dossier 1. Eure. 1852-1856. Dossier 2. Eure-et-Loir 1852-1856. Dossier 3. Finistère. 1852. Dossier 4. Gard. 1852-1856. Dossier 5. Garonne (Haute-). 1852-1856. Dossier 6. Gers. 1852-1856.

468. Dossier 1. Gironde. 1852-1856. Dossier 2. Hérault (A-B). 1852-1856. Dossier 3. Hérault (C-F). 1852-1856. Dossier 4. Hérault (K-M). 1852-1856.

469. Dossier 1. Hérault (N-Z). 1852-1856. Dossier 2. Hérault (autre série : A-L) 1852-

1856. Dossier 3. Hérault (autre série : M-Z). 1852-1856. Dossier 4. Ille-et-Vilaine. 1852-1856. Dossier 5. Indre. 1852-1856.

470. Dossier 1. Indre-et-Loire. 1852-1856. Dossier 2. Isère. 1852-1856. Dossier 3. Jura. 1852-1856. Dossier 4. Landes. 1852-1854. Dossier 5. Loire. 1852-1853. Dossier 6. Loire (Haute-). 1852-1855. Dossier 7. Loiret. 1852-1856. Dossier 8. Loir-et-Cher. 1852-1856. Dossier 9. Loire -- Inférieure. 1852-1853. Dossier 10. Lot. 1852-1856. Dossier i 1. Lot-et-Garonne. 1852-1856. Dossier 12. Lozère. 1852-1853. Dossier 13. Maine-et-Loire. 1852-1855.

471. Dossier 1. Manche. 1852. Dossier 2. Marne. 1852-1856. Dossier 3. Marne (Haute-). 1852-1855. Dossier 4. Mayenne. 1852-1853. Dossier 5. Meurthe. 1852-1855. Dossier 6. Meuse. 1852-1854. Dossier 7. Morbihan. 1852-1854. Dossier 8. Moselle. 1852-1858. Dossier 9. Nièvre (A-B). 1852-1856. Dossier 10. Nièvre (C). 1852-1856.

472. Dossier 1. Nièvre (D-G). 1852-1856. Dossier 2. Nièvre (H-M). 1852-1856. Dossier 3. Nièvre (N-R). 1852-1856.

473. Dossier 1. Nièvre (S-Z). 1852-1856. Dossier a. Nièvre (rebut, état général). 1852-1856. Dossier 3. Nord. 1852-1856. Dossier 4. Oise. 1852-1856. Dossier 5. Orne. 1852. Dossier 6. Pas-de-Calais. 1852-1853. Dossier 7. Puy-de-Dôme. 1852-1856. Dossier 8. Pyrénées (Basses-). 1852-1853. Dossier 9. Pyrénées (Hautes-). 1852-1853. Dossier 10. Pyrénées-Orientales. 1852-1856.

474. Dossier 1. Rhin (Bas-). 1852-1858. Dossier 2. Rhin (Haut-). 1852-1856. Dossier 3. Rhône. 1852-1856. Dossier 4. Saône (Haute-). 1852-1856. Dossier 5. Saône-et-Loire. 1852-1856. 475. Dossier 1. Sarthe. 1852-1856. Dossier 2. Seine. (A-G) 1852-1856. Dossier 3. Seine (H-M). 1852-1856.

476. Dossier 1. Seine (N-Z). 1852-1856. Dossier 2. Seine-et-Marne. 1852-1855. Dossier 3. Seine-et-Oise. 1852-1856. Dossier 4. Seine -- Inférieure. 1852-1856. Dossier 5. Sèvres (Deux-). 1852-1856. Dossier 6. Tarn. 1852-1853. Dossier 7. Tarn -- et -- Garonne. 1852-1853. Dossier 8. Var (A-B). 1852-1856.

477. Dossier 1. Var (C-G). 1852-1856. Dossier a. Var (H-P). 1852-1856.

478. Dossier 1. Var (Q-Z). 1852-1856. Dossier 2. Var (Divers). 1852-1856. Dossier 3. Vaucluse (A-Z). 1852-1856.

479. Dossier 1. Vaucluse (Divers et rebut). 1852-1856. Dossier 2. Vienne. 1852-1856. Dossier 3. Vienne (Haute-). 1852-1856. Dossier 4. Vosges. 1852-1856. Dossier 5. Yonne. 1852-1856.

BB³⁰ 480 à 483. Grâces criminelles et correctionnelles, grâces militaires, grâces politiques accordées aux condamnés des commissions mixtes de 1852. Réhabilitations. Grâces de la peine capitale. 1791-1861⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Très peu de documents sont antérieurs à 1852 et postérieurs à 1856. Cf. BB²¹.

BB³⁰ 484. Affaires criminelles de droit commun. 1860⁽²⁾.

⁽²⁾ Pour l'Algérie pièces de 1858 à 1860.

BB³⁰ 485. Matières diverses : missions données aux représentants du peuple (1851); question

des principautés danubiennes (1856-1858); tunnel sous la Manche (1857); révision du Code de commerce (1867), etc.

BB³⁰ 486 à 488. Poursuites contre les insurgés de la Commune en 1871. (Dossiers classés par cours d'appel) ⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 1171. Cf. BB²⁴.

486. Agen à Orléans.

487. Paris.

488. Paris (suite) et Pau à Toulouse. -- Un dossier de matières diverses politiques et administratives : projets de modification du code rural (1877-1879), projet de modification à la loi de 1867 sur la presse (1880), affaires de Tunisie (1881), etc., 1876-1881.

BB³⁰ 489. Affaires criminelles : rapports mensuels des procureurs généraux (1870-1871)⁽⁴⁾. États des condamnations pour faits politiques (1871-1875). -- Rôle des juges de paix dans les élections (1871-1876).

⁽⁴⁾ Très incomplets ainsi que les états qui suivent.

BB³⁰ 490¹ à 4. Élections législatives de 1876 : fraudes et délits électoraux. (Classement par cours d'appel). 1876-1877.

490¹. Montpellier, Nancy, Nîmes, Toulouse.

490². Agen, Aix, Amiens, Angers, Bastia, Besançon, Bordeaux, Bourges.

490³. Caen, Chambéry, Dijon, Douai.

490⁴. Limoges, Lyon, Orléans, Paris, Pau, Poitiers.

BB³⁰ 491. Élections législatives de 1877 : fraudes et délits électoraux, cours de Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Rennes, Riom, Rouen et Toulouse. 1877-1879⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les dossiers des autres cours n'ont pas été versés aux Archives nationales.

BB³⁰ 492. Projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 105 et 106 du Code de commerce relatifs à la législation des transports. 1878-1880.

BB³⁰ 493 et 494. Projets de lois divers (documents législatifs imprimés pour la plupart). 1870-1872.

BB³⁰ 495. Juridiction consulaire en Égypte, dans les Échelles du Levant et en Barbarie (1848-1875). -- Significations d'actes venant de l'étranger et significations d'actes à l'étranger (1838-1877).

BB³⁰ 496. Traitement du ministre de la Justice. An VII-1808.

BB³⁰ 497 à 508. Ministère de la Justice : personnel, appointements. An II-1846⁽²⁾.

(2) Cf. BB⁴ 1 et suiv.

BB³⁰ 509 à 511. Agence puis bureau de l'envoi des lois : personnel, appointements. An II-1808.

BB³⁰ 512¹. Chancellerie : pièces diverses (1778-1789). Formules de chancellerie (1748-1811). -- Ministère de la Justice : organisation des bureaux, personnel (1791-1875).

BB³⁰ 512². Administration centrale du ministère : règlement intérieur (1817-1842); organisation (1826-1870); costume (1822-1853); nomination du personnel (1848-1863); demandes d'emplois (1829-1903); indemnités pour travaux extraordinaires, souscriptions, nomination de commissions (1850-1862); demandes d'audience (1895-1896); concours de rédacteurs (1908-1910).

BB³⁰ 513. Dépenses générales du ministère de la Justice : budgets, appointements (1815-1882). -- Personnel des bureaux de la Chancellerie (an IX-1819).

BB³⁰ 514 et 515. Personnel des bureaux de la Chancellerie : demandes d'emplois (1824-1863); dossiers individuels (1844-1867).

BB³⁰ 516¹. Fonctionnaires du ministère de la Justice : états de services (1826-1837); retraites et pensions (1806-1811); dispenses du service des gardes nationales de la Seine (1856-1870).

BB³⁰ 516². *Idem* : pensions et secours. 1824-1839.

BB³⁰ 516³. *Idem* : propositions de secours. 1864-1870.

BB³⁰ 517. Ministère de la Justice : dépenses du service intérieur. 1816-1832.

BB³⁰ 518 et 519. Hôtel de la Chancellerie et du ministère de la Justice : acquisition et constructions nouvelles. 1718-1856.

BB³⁰ 520 et 521. Ministère de la Justice : conseil d'administration. 1823-1888.

BB³⁰ 522. Archives et bibliothèque du ministère (an VII-1876). Archives de l'ancienne secrétairerie d'État impériale. -- Commission de la correspondance de Napoléon I^{er} (1817-1855). -- Hôtel du ministère (1822-1896).

BB³⁰ 523. Ambulance installée au ministère de la Justice pendant le siège de Paris. 1870-1871.

BB³⁰ 524 et 525. Organisation judiciaire : commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux criminels (1792); service des cours et tribunaux spécialement dans les pays réunis (1812-1813); conseil des prises (an VIII-1812); tribunaux de commerce (1807-1808).

BB³⁰ 526. Observations des cours de justice criminelle sur l'institution du jury, classées par départements. An XII.

BB³⁰ 527. Observations sur le Code de Justice criminelle et sur l'institution du jury (an XII-1808). Observations sur le Code civil et sur l'organisation judiciaire (an VII-1814).

BB³⁰ 528. Observations des cours d'appel sur le projet de Code de procédure civile (imprimées). An XIII.

BB³⁰ 529 et 530. Timbres et cachets à l'usage des tribunaux. An XIII-1869.

BB³⁰ 531 à 533. Destruction des timbres et cachets du gouvernement impérial : correspondance classée par cours d'appel. 1816.

BB³⁰ 534. Organisation judiciaire. 1814-1828.

BB³⁰ 535. Conseillers, auditeurs et juges auditeurs (1824-1829). Établissement d'un noviciat pour la magistrature (1829-1846).

BB³⁰ 536. Exécuteurs des arrêts criminels : dossier général, dossiers individuels. 1828-1853⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB³ 206 à 219.

BB³⁰ 537 et 538. Timbres et cachets pour les cours et tribunaux. 1831.

BB³⁰ 539. Discipline judiciaire : affaire Bret, président de chambre à la Cour d'Aix. 1832-1846.

BB³⁰ 540 et 541. Projet de loi sur l'organisation judiciaire. 1835.

BB³⁰ 542¹. Discipline judiciaire : affaires classées (1843-1846). -- Questions diverses d'organisation ou d'administration judiciaire (1830-1918).

BB³⁰ 542². Organisation du tribunal de la Seine. 1830-1884.

BB³⁰ 542³. Application dans le ressort de Lyon de la loi du 9 avril 1914 sur la réorganisation judiciaire. Organisation judiciaire du comté de Nice et de la Savoie (1860-1863).

BB³⁰ 542⁴. Maintien de la Cour d'appel de Chambéry. 1901.

BB³⁰ 543 à 547. Inventaires des circulaires et instructions émanées du ministère de la Justice et existant dans les parquets et dans les greffes. Classés par ressorts. 1844.

BB³⁰ 548. Projet de loi sur l'organisation judiciaire. 1848.

BB³⁰ 549. Composition des jurys en matière criminelle : avis des présidents d'assises. 1848-1853.

BB³⁰ 550. Tournées d'inspection des procureurs généraux : rapports classés par ressorts. 1853-1869⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 1169.

BB³⁰ 551 et 552. Projet de loi sur l'organisation judiciaire. 1859-1860.

BB³⁰ 553. Organisation judiciaire : pièces diverses (1870-1879). Procès-verbaux de la commission chargée de la réforme de la magistrature (1873-1874).

BB³⁰ 554. Traitement des greffiers des justices de paix (circulaire du 6 décembre 1869). Organisation judiciaire : pièces diverses (1871-1880). Réhabilitations d'officiers ministériels destitués (1862-1870). Organisation du jury criminel (1872-1875).

BB³⁰ 555. Nouvelle délimitation des circonscriptions des justices de paix de Marseille (1842-1869). -- Projet de loi sur l'élection des juges consulaires (1880). -- Répartition des charges de notaires dans le département de Seine-et-Marne (1811-1832).

BB³⁰ 556¹ et ². Greffiers des justices de paix : pétitions pour l'amélioration de leur situation (1846-1871); pièces concernant les greffiers de diverses juridictions (1828-1903).

BB³⁰ 557 à 559. Cours d'assises : envoi des ordonnances fixant l'ouverture des assises dans les divers départements et nommant les présidents, envoi des procès-verbaux de la formation des listes des jurés. 1874-1879.

BB³⁰ 560. Personnel judiciaire : exécution du sénatus-consulte du 12 octobre 1807 concernant l'épuration 1808⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB⁶ 24.

BB³⁰ 561. Organisation judiciaire de 1811 : personnel admis à la retraite. 1811⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB⁶ *passim*.

BB³⁰ 562 à 570³. Personnel judiciaire. An VIII-1878⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Les pièces qui composent les cartons BB³⁰ 562 à 570¹ semblent être des résidus ou des fonds de bureaux. -- Voir ci-dessous BB³⁰ 1512 à 1514.

562 à 564. Nominations, demandes de places, etc., renseignements. An VIII-1832.

565. Mutations. 1827-1829⁽²⁾.

⁽²⁾ Quelques pièces de 1831.

566 à 569. Demandes de places, recommandations et renseignements. 1822-1841.

570¹ à ³. Pièces et états divers (1831-1876). Demandes d'états de services d'anciens

magistrats (1860-1873). Recrutement des attachés à la chancellerie et aux parquets (1875-1878). Magistrature pendant la guerre de 1870-1871.

BB³⁰ 571 à 574⁹. Dossiers de candidats magistrats, juges de paix, notaires, avoués, greffiers, huissiers, commissaires-priseurs, classés alphabétiquement. 1851-1904⁽³⁾.

⁽³⁾ Cf. BB⁵ *passim*.

571. A.

572. Ba-Bi.

573. BI-Bu.

574¹. C.

574². D.

574³. E-G.

574⁴. H-Le.

574⁵. Lh-Mi.

574⁶. Mo-O.

574⁷. P.

574⁸. R-S.

574⁹. T-Y.

BB³⁰ 574¹⁰. Personnel judiciaire : candidatures, divers. 1914-1936.

BB³⁰ 575 à 578. Exécution de la circulaire du 5 août 1859 sur la rectification des noms des magistrats en conformité de la loi du 28 mai 1858. Dossiers classés par cours d'appel. 1859-1861.

575. Dossier général. -- Agen à Bourges.

576. Caen à Montpellier.

577. Nancy à Paris.

578. Pau à Toulouse.

BB³⁰ 579 à 583. Juges de paix et suppléants : nominations, démissions, mises à la retraite. 1843-1848⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB⁸ 619 à 1382.

BB³⁰ 584. Greffiers des justices de paix : nominations. 1816⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB⁸ 157.

BB³⁰ 585. Tribunaux de commerce : nominations. 1820-1827⁽³⁾.

⁽³⁾ Cf. BB^{7*} 139⁵ à 3.

BB³⁰ 586. Numéro vacant. Liasse versée dans la sous-série BB⁷ (53²).

BB³⁰ 587 à 608. Numéros vacants. Liasses versées dans la sous-série BB³³ (1 à 36 et 38 à 45).

BB³⁰ 609 à 613². Pensions de retraites des magistrats. 1814-1903⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 1154 et 1510. Cf. BB⁶ *passim*.

BB³⁰ 614 et 615. Magistrature coloniale : personnel (1822-1849)⁽⁵⁾; correspondance avec le ministre de la Marine (1847-1849).

⁽⁵⁾ Cf. BB^{6*} 493 à 498.

BB³⁰ 616 à 624. Algérie : administration de la Justice. 1831 à 1870⁽⁶⁾.

⁽⁶⁾ Id. Voir ci-dessous BB³⁰ 1127.

616 et 617. Organisation judiciaire de la colonie. 1831-1848.

618 et 619. Affaires criminelles. 1852-1860.

620 et 621. Relevés trimestriels des condamnations criminelles et correctionnelles. 1854-1860.

622¹ et ². Organisation judiciaire (1849-1870). Organisation des justices de paix (1835-1844). Algérie et Tunisie : congés des magistrats (1840-1913).

623. Règlement et service des audiences de la cour royale, des tribunaux et des justices de paix. 1836-1847⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Dossiers de magistrats et de greffiers (1843-1849) versés dans BB⁶ 358² et BB⁸ 1386¹.

624. Naturalisations, dispenses pour mariages, etc. 1839-1848.

BB³⁰ 625 à 645. Commission du sceau : séances. 1814-1830⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB^{12*} 12 à 18 et BB^{12*} 19. Voir ci-dessous BB³⁰ 1589.

625. 1814.

626. Janvier-mars 1815.

627. Avril-décembre 1815.

628. Janvier-mars 1816.

629. Avril-juillet 1816.

630. Août-décembre 1816.

631. Janvier-juin 1817.

632. Juillet-septembre 1817.

633. 1818.

634. 1819.

635. 1820.

636. 1821.

637. 1822.

638. 1823-1824.

639. 1825.

640. 1826.

641. 1827.

642. 1828.

643. 1829.

644. Janvier-mai 1830.

645. Juin-novembre 1830.

BB³⁰ 646. *Idem, idem* : décembre 1830-1831. Décrets, ordonnances et arrêtés relatifs au service du sceau (1808-1830). Avis du conseil du sceau.

BB³⁰ 647. Avis du conseil du sceau. 1862-1870⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 1590¹ et '.

BB³⁰ 648. Pièces relatives au service du sceau (1810-1832). Conseil du sceau : correspondance interne (1812-1814).

BB³⁰ 649 et 650¹. Commission du sceau : correspondance avec les divers ministres (1815-1828). Demandes de titres, classées dans l'ordre alphabétique (1816-1831).

BB³⁰ 650² et 651. Demandes de titres, classées dans l'ordre chronologique. 1808-1846.

BB³⁰ 652. Commission du sceau : personnel et local. 1814-1874.

BB³⁰ 653 à 656. Budget et caisse du sceau. 1808-1831.

BB³⁰ 657¹ à 660. Droits de sceau. 1814-1883.

BB³⁰ 661 à 664. Application du sceau. 1832-1848.

BB³⁰ 665 et 666. États des ordonnances royales en matière civile. 1820-1835.

BB³⁰ 667 et 668. Déclarations d'absence. 1846-1852⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB¹³ 10 et 11.

BB³⁰ 669. Français naturalisés à l'étranger ou y servant. 1812-1813.

BB³⁰ 670. *Idem.* 1810-1812. Demandes de naturalisation de soldats invalides nés hors de France (1817-1820). Autorisation de servir à l'étranger ou réintégration dans la qualité de Français (1839-1846). Additions et substitutions de noms; naturalisations (1838-1847).

BB³⁰ 671. Naturalisations : demandes en remise ou en réduction de droits de sceau. 1820-1830.

BB³⁰ 672. *Idem* : pièces diverses (1823-1839). -- Demandes d'autorisation de servir en Espagne (1835).

BB³⁰ 673. Anoblissements : chevaliers de l'Empire (actes de notoriété, déclarations de revenus, etc.) 1803-1813⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 711.

BB³⁰ 674¹ à 675. *Idem* : prestations de serment (1814-1820); correspondance avec les procureurs généraux (1816-1823).

BB³⁰ 676. Armoiries de villes (1808-1824). Demandes de titres, pièces diverses (1812-1818).

BB³⁰ 677. Jurisprudence du sceau (1808-1818). Recueil de règlements au sujet des dispenses pour mariage (an IV-1823). Lettres patentes relatives à l'institution de titres de pairie (1818-1825). Annulations d'annuités (1816-1818 et 1833).

BB³⁰ 678 à 690. Dotations⁽²⁾. Brevets d'investiture. 1808-1813.

⁽²⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 965 à 1120 et BB³⁰ 1591 à 1603. Cf. AF IV 1035 et 1036, 1040, 1311 et 1312, AF IV* 307 à 312, F³³ 1 à 17.

678. A-Bel.

679. Ber-Bo.

680. Br-Cer.

681. Ces-Cur.

682. D.

683. E-Go.

684. Gr-K.

685. Lac-Len.

686. Leo-Mon.

687. Mor-Pl.

688. Po-Ri.

689. Ro-Ta.

690. Te-Z.

BB³⁰ 691 et 692. Dotations des membres de la famille impériale, des grands dignitaires, des maréchaux et généraux : procès-verbaux de prise de possession. 1807-1812.

BB³⁰ 693. Dotations : décrets portant désignation des biens y affectés (ordre géographique). 1808-1813.

BB³⁰ 694 et 695. *Idem, idem* : ordre chronologique (1808-1815).

Décrets, arrêtés et décisions formant la jurisprudence du sceau en matière de dotations (1808-1813).

BB³⁰ 696. Dotations : décrets d'attribution (ordre géographique) 1809-1812⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Quelques ordonnances ou arrêtes le l'époque de la Restauration relatifs à des dotations (1816-1830).

BB³⁰ 697 et 698. *Idem* : correspondance avec les directeurs des domaines impériaux à l'étranger et avec les administrateurs des sociétés de donataires. 1809-1814.

BB³⁰ 699. *Idem* : procès-verbaux de prise de possession en Allemagne. 1809-1811.

BB³⁰ 700 à 702. Remplacement de dotations perdues en Allemagne par des dotations dans les départements romains. 1813.

BB³⁰ 703. Dotations : correspondances diverses. 1809-1829.

BB³⁰ 704 et 705. *Idem* : procès-verbaux d'attribution de lots. 1808-1815.

704. Hanovre, Westphalie, Illyrie, principauté de Fulde, province d'Erfurt.

705. Grand duché de Varsovie.

BB³⁰ 706. Dotations sur le monte Napoleone. 1808-1810.

BB³⁰ 707. Dotations sur les canaux du Loing et du Midi. 1809-1813.

BB³⁰ 708. Dotations sur l'octroi du Rhin. 1811-1813.

BB³⁰ 709. Dotations sur le canal du Loing. 1810.

BB³⁰ 710. Dotations : demandes en liquidation, en obtention de décomptes et en obtention d'arrérages. 1810-1811.

BB³⁰ 711. Actes de notoriété déposés en vue d'obtention de dotations ou de titres de noblesse. An XII-1811⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 673.

BB³⁰ 712. Sociétés de donataires : décrets constitutifs, procès-verbaux d'assemblées. 1809-1813.

BB³⁰ 713. Dotations : ordonnances de rectification de noms. 1811-1828.

BB³⁰ 714 et 715. Dotations et majorats : dossiers de donataires (A à D seulement). 1809-1831.

BB³⁰ 716. Dotations et majorats : pièces diverses. 1809-1826.

BB³⁰ 717. Majorats : correspondances diverses par ordre alphabétique de signataires (1823-1832); correspondance avec la Grande chancellerie de la Légion d'honneur (1821-1842).

BB³⁰ 718. Constitutions de majorats : notes à insérer dans le *Bulletin des lois*. 1808-1849.

BB³⁰ 719. Majorats : annulations de droits annuels. 1815-1818.

BB³⁰ 720 à 722. Décorations, anoblissements, dotations : lettres d'avis. An XII-1813.

BB³⁰ 723. Actes d'état civil, contrats de mariage, pièces généalogiques, etc., déposés à l'appui de demandes de titres, de pairies, de dotations ou de décorations (ordre alphabétique).

BB³⁰ 724. Pièces et résidus divers : concessions de titres, candidats à des fonctions judiciaires, officiers ministériels, etc. 1811-1829.

BB³⁰ 725 à 742. Conseil d'État. 1806-1904⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 1131 à 1153 et BB³⁰ 1681 à 1695. -- Cf. BB¹ 138 à 143.

725 à 728. Organisation, fonctionnement (1811-1856); pièces de comptabilité (1807-1870).

729. Personnel (pièces diverses). 1814-1844.

730 et 731. Comité de législation et de justice administrative : tableaux des affaires traitées, extraits des registres des délibérations, ordonnances royales. 1830-1841.

732 à 736. Personnel (demandes de places). 1806-1851.

732. Huissiers et divers. 1806-1844.

733. Maîtres des requêtes en service ordinaire. 1823-1830.

734. Maîtres des requêtes en service extraordinaire et conseillers d'État. 1823-1830.

735. Auditeurs. 1823-1830.

736. Conseillers d'État, maîtres des requêtes et auditeurs. 1830-1851.

737. Organisation, fonctionnement, personnel (décrets de nomination). 1852-1869.

738 à 742. Dossiers personnels. 1834-- 1904.

738. A-Ce.

739. Ch-Duf.

740. Dum-K.

741. L-Pe.

742. Pi-Z.

BB³⁰ 743 et 744. Numéros vacants. Liasses versées dans la sous-série *F⁷⁰* (8¹ et 8²).

BB³⁰ 745 à 750. *Idem, idem* (1¹ à 1⁶).

BB³⁰ 751. *Idem, idem* (dossiers 1 et 2 : *F⁷⁰ 114¹ et 2*; dossier 3 : *F⁷⁰ 120*).

BB³⁰ 752. *Idem, idem* (114²).

BB³⁰ 753 à 756. Relations du ministère de la Justice avec la Grande chancellerie de la Légion d'honneur. An x-1873⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. ci-dessous BB³⁰ 1129.

753. Correspondance (An XI-1839). Budgets et comptes de la Grande chancellerie (1822-1838). Ordre de Saint-Louis et ordre de la Réunion (1832). Maisons d'éducation de la Légion d'honneur (1821-1837).

754 et 755. Correspondance et affaires diverses. 1840-1865⁽²⁾.

⁽²⁾ Le dossier 2 de l'article BB³⁰ 754 a été versé dans BB³³ 37. N'ont été maintenus dans BB³⁰ que les dossiers généraux concernant la Légion d'honneur, les dossiers individuels ont été versés dans la sous-série BB³³.

756. Législation de la Légion d'honneur (an X-1851). Commission de secours aux anciens militaires de la République et de l'Empire, etc. (1850-1851). Reconstitution des matricules de la Légion d'honneur (1872-1873).

BB³⁰ 757 et 758. Numéros vacants. Liasses versées dans la sous-série BB³³ (50).

BB³⁰ 759 à 761³. Imprimerie nationale, royale et impériale. 1787-1878⁽³⁾.

⁽³⁾ Cf. BB⁴ 27 à 42. Voir aussi la sous-série AJ¹⁷.

759. Histoire, organisation et gestion. 1787- 1878.

760. Feuilles de travail du directeur avec le ministre de la Justice (1811-1814); demandes d'impressions gratuites (1817-1824); questions contentieuses (1860-1874); comptes rendus imprimés (1858-1883).

761¹ et ². Personnel : appointements. An IV-1810.

761³. Comptabilité. 1820-1827.

BB³⁰ 762¹ et ². *Bulletin des lois* : administration, insertions, distribution, correspondance. 1790-1885.

BB^{30*} 763 à 770. Enregistrement de la correspondance relative au personnel des cours d'assises, tribunaux de première instance, avoués et huissiers. 1811-1840⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB^{6*} 540 à 563 et voir ci-dessus, p. 44, l'introduction à l'état sommaire de la sous-série BB⁹.

763. Ain à Cantal.

764. Charente à Finistère.

765. Gard à Landes.

766. Loir-et-Cher à Meuse.

767. Meuse-Inférieure à Pyrénées-Orientales.

768. Rhin (Bas-) à Vendée.

769. Vienne à Yonne.

770. Départements réunis⁽²⁾.

⁽²⁾ On y trouve, sous len° 117, le département de Tarn-et-Garonne qui manque dans BB^{30*} 768, par suite de sa création tardive.

BB^{30*} 771. Tribunaux de première instance : répertoire des mutations du personnel par ordre alphabétique de noms de villes. 1827-1829⁽³⁾.

⁽³⁾ Cf. BB^{6*} 540 à 563.

BB^{30*} 772 et 773. Congés des magistrats : répertoires par ordre alphabétique de noms de personnes. 1824-1830⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ *Id.*

BB^{30*} 774. Personnel de la magistrature : états nominatifs par cours d'appel. 1840-1879⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB^{6*} 540 à 563.

BB^{30*} 775. Enregistrement de la correspondance relative au personnel des juges de paix. An

XI-1814⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir aussi BB^{8*} 1390² à ⁵.

BB^{30*} 776 à 783⁵. *Idem* (classement par départements). 1815-1862.

776. Ain à Creuse. 1815-1830.

777. Dordogne à Loire-Inférieure. 1815-1830.

778. Loiret à Pyrénées (Basses-). 1815-1830.

779. Pyrénées (Hautes-) à Yonne. 1815-1830.

780. Ain à Creuse. 1830-1844.

781. Dordogne à Loire-Inférieure. 1830-1844.

782. Loiret à Pyrénées (Basses-). 1830-1844.

783¹. Pyrénées (Hautes-) à Yonne. 1830-1844.

783². Ain à Côtes-du-Nord. 1844-1862.

783³. Creuse à Loire-Inférieure. 1844-1862.

783⁴. *En déficit*.

783⁵. Pyrénées (Basses-) à Yonne. 1844-1862.

BB^{30*} 783⁶ et ⁷. Justices de paix : personnel. 1827-1841.

783⁶. Vacances et nominations (classement par cantons). 1827-1829.

783⁷. *Id.* (classement chronologique). 1832-1841.

BB^{30*} 784. Tribunaux de commerce: enregistrement de la correspondance relative notamment aux mutations dans le personnel des juges (ordre alphabétique des tribunaux). 1810-1824⁽³⁾.

⁽³⁾ Ce registre n'est que le second et commence à Paimpol. A la suite des tribunaux de France sont ceux des départements réunis. Voir aussi BB^{7*} 139⁶ à ⁸.

BB^{30*} 785. Cours royales : enregistrement de la correspondance relative au personnel. 1819-1840⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. BB^{6*} 540 à 563.

BB^{30*} 786. Correspondance générale du ministère de la Justice : enregistrement au départ. 1829⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB²⁹.

BB^{30*} 787 à 792. *Idem* : enregistrement à l'arrivée. 1852-1857.

787. 19 février 1852-7 mai 1853.

788. 9 mai 1853-10 juillet 1854.

789. 11 juillet 1854-20 août 1855.

790. 21 août 1855-21 avril 1856.

791. 28 avril-25 novembre 1856.

792. 25 novembre 1856-7 juillet 1857.

BB^{30*} 793 à 803. Enregistrement des pièces jointes à la correspondance reçue. 1861-1870.

793. Février-décembre 1861.

794. Janvier-novembre 1862.

795. Décembre 1862-septembre 1863.

796. Octobre 1863-1^{er} avril 1864.

797. 1^{er} avril-1^{er} octobre 1864.

798. 1^{er} octobre 1864-août 1865.

799. Septembre-décembre 1865.

800. Janvier-octobre 1866.

801. Novembre 1866-décembre 1867.

802. 1868-1869.

803. 1870.

BB^{30*} 804. Enregistrement de la correspondance reçue à l'occasion des élections législatives de 1863⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir ci-dessous BB³⁰ 1121 à 1124.

BB^{30*} 805. *Numéro vacant. Liasse versée dans la sous-série F^{70*} (534²).*

BB^{30*} 806. Enregistrement des décrets de l'Assemblée nationale. Mai-juin 1848.

BB^{30*} 807. Enregistrement des décrets du gouvernement provisoire. 5 février-4 mai 1848⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 319 et ci-dessous BB³⁰ 1125.

BB^{30*} 808. Enregistrement des arrêtés de la commission du pouvoir exécutif. 11 mai-21 juin 1848.

BB^{30*} 809. Enregistrement des demandes de grâces pour des condamnés politiques. 1852-1853⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB²⁸.

BB^{30*} 810. Fournitures de sceaux, cachets, timbres aux cours, tribunaux et justices de paix. 1830-1832.

BB^{30*} 811 et 812. Enregistrement de la correspondance relative aux frais de justice criminelle (ordre chronologique). 1843-1868⁽³⁾.

⁽³⁾ Cf. BB²⁹.

BB^{30*} 813 et 814. *Idem* (ordre alphabétique). 1857-1870.

BB^{30*} 815 et 816. *Numéros vacants. Registres versés dans la sous-série F^{70*} (566 et 567).*

BB^{30*} 817 et 818. Dotations sur le Monte Napoleone : brevets d'investiture. 1810-1812.

BB^{30*} 819 et 820. Affaires civiles : enregistrement de la correspondance. 1817-1822⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ *Id.*

BB^{30*} 821. Enregistrement des affaires renvoyées aux comités de législation et du contentieux du Conseil d'État. 1820-1837.

BB^{30*} 822. Affaires civiles et du sceau : enregistrement de la correspondance reçue. 1844-1845.

BB^{30*} 823. *Numéro vacant. Registre versé dans la sous-série BB²⁹ (582).*

BB^{30*} 824. *Idem, idem (569).*

BB^{30*} 825 à 854. *Numéros vacants. Registres versés dans la sous-série F^{70*} (526¹ à ⁶, 542¹ à ⁵, 563¹ à ¹⁷, 565¹ à ⁹).*

BR^{30*} 855 à 871. Enregistrement des pourvois en cassation et mention des arrêts rendus. 1860-1875.

855. 1860.

856. 1861.

857. 1862.

858. 1863.

859. 1864.

860. 1865.

861. 1866.

862. 1867.

863. 1868.

864. 1869.

865. 1870.

866. 1871.

867. 1872.

868. 1872.

869. 1873.

870. 1874.

871. 1875.

BB^{30*} 872 à 940. Numéros vacants. Registres versés dans la série U (1062 à 1130).

BB^{30*} 941 à 946. Numéros vacants. Registres versés dans la série E (3654 à 3659).

BB³⁰ 947 à 949. Exécution de la circulaire du 24 mai 1894 sur les délits anarchistes : rapports des procureurs généraux (ordre chronologique). 1895.

965. Abbé à Albert.

966. Allemand à Anthoine de Saint-Joseph.

967. Arbod à Aubrée.

968. Aubry à Avice.

969. Avy à Baltus.

970. Bancalis à Le Barrois.

971. Barthélemy à Baudinot.

972. Bauduin à Beaumont.

973. Beaupoil de Saint-Aulaire à Belford.

974. Belhomme à Berlier.

975. Berlier à Berthier.

976. Berthollet à Bicquelley.

977. Bignon à Boerner.

978. Boisgelin à Bonnay.

979. Bonnefoy à Boréa.

- 980. Boreau à Bouilié.
- 981. Bouilié à Bourke.
- 982. Bourke à Boutillier.
- 983. Boutillon à Breissand.
- 984. Brenier à Brohon.
- 985. Brondel à Bruneteau.
- 986. Bruny à Cadilhon.
- 987. Cadoit à Caivière.
- 988. Cambacérès à Carrière.
- 989. Cartier à Catellan.
- 990. Caulaincourt à Cervoni.
- 991. Chaban-Mouchard à Champmol.
- 992. Champy à Charnotet.
- 993. Charpentier à Chasseloup-Laubat.
- 994. Chassepot à Chatelain.
- 995. Chaubry à Choppin.
- 996. Chouard à Clermont-Tonnerre.
- 997. Clermont-Tonnerre à Commaille.
- 998. Commant à Cornuau.
- 999. Cornudet à Coubard.
- 1000. Couin à Cretet.
- 1001. Cretté à Dalberg.
- 1002. Dalesme à Darion.
- 1003. Darlhac à Davous.
- 1004. Davout à Decaux.

BB³⁰ 950 à 952. Campagne contre l'emprunt portugais de 1891 : rapports des procureurs généraux.

- 950. Agen-Dijon.
- 951. Douai-Lyon.

952. Montpellier-Toulouse.

BB³⁰ 953. Chemins de fer : police, exploitation, accidents, attentats. 1846-1870⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Une pièce de 1885.

BB³⁰ 954. Marchés de la guerre de 1870-1871 : poursuites. 1871-1878.

BB³⁰ 955. Demandes de naturalisation d'officiers et soldats invalides (1817-1827)⁽²⁾. --
Transportation en Algérie, en Guyane ou en Nouvelle-Calédonie (1851-1882).

⁽²⁾ Cf. BB¹¹.

BB³⁰ 956. Loteries. 1835-1885.

BB³⁰ 957 et 958. Législation sur la presse (1844-1873). -- Assises de 1854 : comptes moraux,
opinions des présidents d'assises sur le jury.

BB³⁰ 959 à 962. Affaire Lesurques ou du courrier de Lyon. An IV-1868.

BB³⁰ 963. Relevés, par cours d'appel, des condamnations pour délits politiques (1862-1870).
-- Jury d'expropriation de la Seine : listes des membres. (1833-1855.)

BB³⁰ 964. Affaire Louis XVII (an II-1817). -- Affaire de la duchesse de Berry (1831-1832).

BB³⁰ 965 à 1113. Majorats⁽³⁾ : dossiers personnels classés par ordre alphabétique⁽⁴⁾. 1808-
1830.

⁽³⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 678 à 722 et ci-dessous BB³⁰ 1591 à 1603.

⁽⁴⁾ Pour le détail, voir l'*inv. ms.* [878], t. III.

1005. Decazes à Dejean.

1006. Dejean à Delalande.

1007. Delamagdelaine à Delort (J.).

1008. Delort (M.) à Depère.

1009. Deponthon à Deschamps.

1010. Deschesnes à Desperichons.

1011. Desportes à Dewall.

1012. Deystabenrath à Doguereau.

1013. Dommanget à Dubreil.

1014. Ducambout à Duhamel.

1015. Dujon à Durand.

1016. Durand-Linois à Durosnel.
1017. Durosnel à Eblé.
1018. d'Ecquevilly à Fain.
1019. Falatieu à Félix.
1020. Fercoq à Fontaine.
1021. Fontaine à Fourcade.
1022. Fourcroy à Frapard.
1023. Fraville à Froment-Fromentès.
1024. Frossard à Gassendi.
1025. Gaud à Gengoult.
1026. Gentet à Girardin.
1027. Girault à Goullus.
1028. Gouré à Grandeau.
1029. Grandjean à Grouchy.
1030. Grouvei à Guérout.
1031. Guerrier à Haegen-Mussain (Van der).
1032. Hainguerlot à Haubersart.
1033. Haussonville à Herville.
1034. Hervo à Hugouet.
1035. Huguet à Jacquinot (F.).
1036. Jacquinot (J.) à Jaubert.
1037. Jaubert à Jochim.
1038. Jofirenot-Montlebert à Jourand.
1039. Jousserandot à Jullien.
1040. Jumilhac à Kergolay.
1041. Kerhorre à La Boissière.
1042. La Boissière à Laguette.
1043. Laigues à Lannes.
1044. Lannes à Las Cazes.

- 1045. Laspaye à La Vaissière.
- 1046. Laval à Le Blond.
- 1047. Le Brun à Ledean.
- 1048. Ledru à Legrand.
- 1049. Legras à Lemercier.
- 1050. Lemièrre à Lepape.
- 1051. Lepeletier à Lesparde.
- 1052. Lespérut à Levavasseur.
- 1053. Leveneur à Liborel.
- 1054. Liedel à Lorcet.
- 1055. Lorge à Mac-Mahon.
- 1056. Macquart à Maleville.
- 1057. Mallet à Marbeuf.
- 1058. Marbois à Margaron.
- 1059. Marie à Marthod.
- 1060. Martin à Mathevon.
- 1061. Mathieu à Maurin.
- 1062. Maury à Menilglaise.
- 1063. Menne à Merlin.
- 1064. Merlin à Michel.
- 1065. Micoud à Molène.
- 1066. Molitor à Montalembert.
- 1067. Montalivet à Montholon.
- 1068. Montiers à Moreau.
- 1069. Morel à Mounier.
- 1070. Mouriez à Muraire.
- 1071. Muraire à Ney.
- 1072. Ney à Noury.
- 1073. Nugent à Ormancey.

- 1074. Ornano à Pajol.
- 1075. Palmarole à Pasqueraye du Rouzay
- 1076. Pasquier à Pauline.
- 1077. Paultre à Penne.
- 1078. Pépin à Perthuis.
- 1079. Pérusse d'Escars à Picquet.
- 1080. Pierlot à Pieyre.
- 1081. Pilotte à Polier.
- 1082. Pollosson à Portal.
- 1083. Portalis à Pouzet.
- 1084. Pradier à Puy de Rony.
- 1085. Quelon à Rambaud.
- 1086. Rambourgt à Rapp.
- 1087. Raverat à Regnier.
- 1088. Reille à Repoux.
- 1089. Reveroni à Rignoux.
- 1090. Ringuelet à Rohert.
- 1091. Robillard à Rolland
- 1092. Rolland à Rosey.
- 1093. Roslin à Roussel.
- 1094. Roussille à Ruty.
- 1095. Sahatier à Saint-Mars.
- 1096. Saint-Martin à Sarraire.
- 1097. Sarrut à Schérer.
- 1098. Schilt à Séguier.
- 1099. Ségur à Seroux du Fay.
- 1100. Serra à Signoris-Buronzio.
- 1101. Silvestre à Soult.
- 1102. Soussay à Symonet.

- 1103. Taillepie à Tascher.
- 1104. Taulier à Thabaud.
- 1105. Tharreau à Touchaleaume.
- 1106. Tour-Envoivre (La) à Tripoul.
- 1107. Trocmet à Varlet.
- 1108. Vasse de Saint Ouen à Verrières.
- 1109. Verrion à Viaris.
- 1110. Viart à Villiers du Terrage.
- 1111. Villot de Fréville à Volney.
- 1112. Vouigny à Waringhien.
- 1113. Wartelle à Zucchi.

BB³⁰ 1114. Majorats et dotations : dossiers personnels (classés par ordre alphabétique) de constitution, modification, abolition, concession et transmission (1808-1877). Pièces diverses concernant les majorats, la pairie, les droits de sceau, le bureau du sceau, des brevets (1808-1862).

BB³⁰ 1115. Majorats : dossiers d'affaires inachevées, classés par ordre alphabétique. Demandes d'armoiries ou de confirmation d'armoiries. Pensions des veuves de bénéficiaires de dotations, XIX^e siècle.

BB³⁰ 1116¹ et ². Demandes, classées par ordre alphabétique, de titres, de lettres d'anoblissement ou de lettres patentes déclaratives de titre (la plupart du titre de chevalier de la Légion d'honneur). 1808-1830⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Pour le détail voir l'inv. *ms.* [878], t. III.

BB³⁰ 1117. Demandes d'expéditions de lettres de pairie : dossiers classés par ordre alphabétique. 1815-1830.

BB³⁰ 1118. Ordonnances et décisions particulières du roi en matière de sceau, classées par années. 1814-1831.

BB³⁰ 1119. Divers : nationalité des Français au service de l'étranger (1833-1846); transmission de titres (1875); transmission de dotations (1865-1877); titres conférés par des puissances étrangères (1877); armoiries de Châteaudun (1877); dossier de naturalisation de Joseph-Bonaventure Orfila (1818-1834).

BB³⁰ 1120. Copies de décrets portant érection de majorats (1808-1815). Décrets relatifs au remplacement des titres dans les départements réunis (1812-1813). Nominations de membres du conseil du sceau des titres (1808-1811).

BB³⁰ 1121 à 1124. Correspondance échangée entre le ministre de la Justice et les procureurs généraux à l'occasion d'affaires de colportage ou d'élections : dossiers classés par cours d'appel. 1874-1879⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir ci-dessus BB^{30*} 804.

1121. Agen à Bordeaux.

1122. Bourges à Limoges.

1123. Lyon à Poitiers.

1124. Rennes à Toulouse.

BB³⁰ 1125. Décrets du gouvernement provisoire. 24 février-5 mai 1848⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 3 19 et 807.

BB³⁰ 1126. Algérie : dossiers divers concernant interprètes, saisies immobilières, récusation, testament des militaires, lettres de grâce, procédure civile, Beit-el-Mal, successions vacantes, contrainte par corps, timbre, frais de justice, locations verbales, mineurs, mariage, hypothèques. 1830-1848.

BB³⁰ 1127. *Idem* : création de tribunaux ou d'offices ministériels. 1882-1893⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 616 à 624.

BB³⁰ 1128. *Journal des Savants* : règlements, correspondances, comptes, distribution, abonnements. 1816-1851.

BB³⁰ 1129. Légion d'honneur : rapports, projets, règlements, dépenses, traitement des légionnaires. An XI-1848⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 753 à 756.

BB³⁰ 1130¹ et ². Cérémonial à observer par les membres des corps judiciaires lors des cérémonies officielles. 1802-1888⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 181¹ et ².

BB³⁰ 1131 à 1153. Rapports, projets d'avis et de décrets présentés par le Conseil d'État. (Imprimés). 1806-1818⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 725 à 742 et ci-dessous BB³⁰ 1681 à 1695,

1131. 1^{er} juin-27 août 1806.

1132. 4 janvier-25 avril 1808.

1133. 5 mai-31 août 1808.

1134. 1^{er} sept.-29 décembre 1808.

1135. 1^{er} janvier-31 mai 1810.

- 1136. 1^{er} juin-30 juillet 1810.
- 1137. 2 octobre-30 novembre 1810.
- 1138. 3-28 décembre 1810.
- 1139. 2-31 janvier 1811.
- 1140. 1^{er}-28 février 1811.
- 1141. 1^{er}-29 mars 1811.
- 1142. 1^{er}-30 avril 1811.
- 1143. 2 mai-27 juin 1811.
- 1144. 4 juillet-30 septembre 1811.
- 1145. 2 janvier-31 mars 1812.
- 1146. 2 avril-30 juin 1812.
- 1147. 2 juillet-28 septembre 1812.
- 1148. 1^{er} octobre-27 novembre 1812.
- 1149. 2 janvier-23 mars 1813.
- 1150. 1^{er} avril-24 juin 1813.
- 1151. 5 juillet-23 septembre 1813.
- 1152. 5 octobre-31 décembre 1813.
- 1153. 24 janvier 1814-1^{er} novembre 1818.

BB³⁰ 1154. Ordonnances sur les pensions des fonctionnaires de l'ordre judiciaire. 1814-1815⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 609 à 613² et ci-dessous BB³⁰ 1510.

BB³⁰ 1155 à 1163. Circulaires du ministre de la Justice. (Imprimés.) 1790-1883⁽²⁾.

⁽²⁾ Cf. BB² 20 à 37

1155¹. 1790-1792.

1155². An IV-an VIII.

1156. An IX-an XIII.

1157. An XIV-1811.

1158. 1812-1818.

1159. 1819-1828.

1160. 1829-1843.

1161. 1844-1852.

1162. 1853-1873.

1163¹. 1874-1883.

1163². 1884-1910.

BB³⁰ 1164 à 1167. Divers. 1823-1900.

1164. Statistique des assises (1854 à 1878); organisation du notariat (1843-1891); grâces militaires (1830-1863); extraits d'arrêts de la Cour de Cassation (1838-1853); situation politique (1858); plans de communes (1868-1900).

1165. Journaux paraissant en 1882; assises de Sousse (1890); crise boursière de Lyon en 1882; affaire Hervé à Rennes en 1884; empoisonnements à Cahors en 1884; décrets de naturalisation (1850-1860); demandes de réduction des droits de sceau dus pour lettres de naturalité ou dispenses de parenté. 1827-1828⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Pour le détail de ces dossiers classés alphabétiquement voir *l'inv. ms* [878], t. III.

1166. Dossiers d'officiers ministériels frappés de mesures disciplinaires ⁽²⁾ (1823-1870); conflits entre magistrats et administrateurs (1858-1861); propriété littéraire (1846); échange de publications administratives avec le gouvernement belge (1875); divers : avoués agréés, comptables, courtiers (1831-1891); affaire Bailly jugée aux assises de Grenoble en 1849.

⁽²⁾ *Idem.*

1167. Mise en jugement d'officiers municipaux (1849); ventes judiciaires de biens immeubles (1842); port d'armes en Corse (1868); révision des jugements en matière criminelle; élection des juges aux tribunaux de commerce (1881); protection des noms commerciaux (1879); réforme judiciaire (1882); pétition de la Supérieure des Dames de la Mère de Dieu, anciennes directrices des maisons des Loges et d'Écouen (1881).

BB³⁰ 1168. Notariat du Haut-Rhin. 1820-1870⁽³⁾.

⁽³⁾ *Idem.* Cf. BB¹⁰.

BB³⁰ 1169. Comptes rendus d'inspection présentés par les procureurs généraux des cours d'appel d'Agen, Aix, Angers, Bastia, Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Dijon, Douai, Lyon, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Paris, Pau. 1884⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 550.

BB³⁰ 1170. Grèves : rapports de juges de paix sur les conflits survenus entre ouvriers et patrons. (Classement par cours d'appel). 1896-1898.

BB³⁰ 1171. Commune de 1871 : insurgés arrêtés et déportés en Cochinchine (1876); transports de condamnés en Nouvelle-Calédonie (1873); insurgés réfugiés à Lisbonne (1872); dossiers d'insurgés (1871-1876)⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Pour le détail des dossiers, classés alphabétiquement, voir l'*inv. ms.* [878], t. III. -- Voir ci-dessus BB³⁰ 486 à 488. Cf. BB²⁴.

BB³⁰ 1172. Rectifications d'actes de l'état civil (dossiers classés par ordre alphabétique des impétrants) ⁽²⁾. 1859-1865.

⁽²⁾ Pour le détail voir l'*inv. ms.* [878], t. III.

BB³⁰ 1173¹. Arrêts de la Cour de Cassation (classés chronologiquement). 1870⁽³⁾.

⁽³⁾ Cf. BB¹⁹.

BB³⁰ 1173². Documents relatifs à l'impression du *Bulletin des arrêts* de la Cour de Cassation. 1817-1877.

BB³⁰ 1174. Nomination d'avocats à la Cour de Cassation et d'officiers ministériels (1835-1843). -- Incompatibilité des fonctions publiques et du mandat parlementaire (1830-1845).-- Serments de magistrats (1852)⁽⁴⁾.-- Députés des colonies (1870). -- Tenue des registres de pointes dans les justices de paix (1875-1816).

⁽⁴⁾ Cf. BB¹ 14 à 38².

BB³⁰ 1175. Mélanges : compte général de l'administration de la justice criminelle en 1831; mémoires sur la criminalité (1818), la punition des délits commis sur des territoires frontières (1790), le système pénitentiaire (1830), le droit d'asile et l'extradition (1833), l'immunité diplomatique (1833), la prescription (1835), la Corse (1836), les tribunaux maritimes (1836), la grâce et la réhabilitation (1837), etc.⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Pour le détail voir l'*inv. ms.* [878], t. III.

BB³⁰ 1176 à 1456. État des individus jugés et précédemment condamnés pour crimes, délits ou contraventions, à quelque peine et par quelque tribunal que ce soit. (Classement par cours d'appel.) 1828-1901.

1176 à 1179. Agen.

1180 à 1 186. Aix.

1187 à 1190. Alger.

1191 à 1203. Amiens.

1204 à 1210. Angers.

1211 et 1212. Bastia.

1213 à 1221. Besançon.

1222 à 1230. Bordeaux.

1231 à 1236. Bourges.

1237 à 1245. Caen.

1246. Chambéry.

1247 à 1254. Dijon.

1255 à 1273. Douai.

1274 à 1281. Grenoble.

1282 à 1286. Limoges.

1287 à 1298. Lyon.

1299 à 1307. Montpellier.

1308 à 1313. Nîmes.

1314 à 1319. Orléans.

1320 à 1339. Paris (département de la Seine excepté).

1340 à 1344. Pau.

1345 à 1352. Poitiers.

1353 à 1367. Rennes.

1368 à 1374. Riom.

1375 à 1382. Rouen.

1383 à 1389. Toulouse.

1390 à 1456. Paris (département de la Seine seul) ⁽²⁾.

⁽²⁾ Les articles 1401 à 1456 sont des registres.

BB³⁰ 1457 à 1506. Imprimés divers : textes législatifs, projets de lois ou de résolutions, débats parlementaires, coupures de journaux. 1849-1923⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Pour le détail, voir l'*inv. ms.* [878], t. III.

BB³⁰ 1507¹ à 3. Tribunal des conflits : décisions rendues et convocations aux séances. (Imprimés incomplets). 1872-1908.

1507¹. Décisions, n^{os} 1 à 300. 1872-1881.

1507². Décisions, n^{os} 301 à 630. 1881-1908.

1507³. Convocations. 1872-1904.

BB³⁰ 1503. Procès-verbaux des audiences solennelles de rentrée, classés par cours : Agen à Paris, Rouen, Toulouse. 1884.

BB³⁰ 1509. Types de signatures de magistrats. 1885-1887.

BB³⁰ 1510. Personnel judiciaire : régime de la retraite des magistrats. 1922⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 609 à 613² et 1154.

BB³⁰ 1511. Affaires diverses concernant le personnel de la Cour de Cassation et du Conseil d'État. 1920-1925.

BB³⁰ 1512 à 1514. Personnel judiciaire : affaires diverses classées par cours. 1916-1925⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 562 à 569 et 571 à 574¹⁰. -- Cf. BB⁶ *passim*.

1512. Agen à Besançon.

1513. Bordeaux à Nancy.

1514. Nîmes à Toulouse, Maroc, Tunisie.

BB³⁰ 1515 à 1523. Simplification des actes de procédure : réponses à la circulaire du 10 mai 1905, classées par cours d'appel. 1905.

1515. Agen à Amiens.

1516. Angers à Bordeaux.

1517. Bourges à Chambéry.

1518. Dijon à Lyon.

1519. Montpellier, Nancy.

1520. Nîmes, Orléans.

1521. Paris, Pau.

1522. Poitiers, Rennes.

1523. Riom à Toulouse.

BB³⁰ 1524. Simplification des actes de procédure. 1905.

BB³⁰ 1525. Réorganisation des justices de paix. 1884.

BB³⁰ 1526. Organisation judiciaire des cantons de la Seine. 1886-1904.

BB³⁰ 1527. Organisation judiciaire des cantons nouvellement créés à Tourcoing, Vichy, Villars (Ain), et au Havre. 1853-1902.

BB³⁰ 1528 cl 1529. Administration de la justice en France et en Algérie pendant la première guerre mondiale. 1914-1918.

BB³⁰ 1530. Échéance et recouvrement des effets de commerce. 1845-1886.

BB³⁰ 1531. Législation relative aux protêts. 1847-1890.

BB³⁰ 1532. Réforme du taux de l'intérêt légal. 1898.

BB³⁰ 1533. Conseils des prud'hommes : affaires diverses classées par cours d'appel. 1909-1920.

BB³⁰ 1534 à 1579. Législation des loyers : préparation et application des lois. 1914-1917⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Pour le détail des articles, voir l'*inv. ms* [878], t. IV.

1534. Moratorium des loyers. 1914-1918.

1535 à 1565. Études et correspondance relatives aux lois sur les loyers. 1914-1927.

1566 à 1572. Commissions arbitrales. 1917-1923.

1573. Commission consultative des loyers. 1918.

1574 à 1578. Papiers du haut-commissaire A. Levasseur. 1921-1926.

1579. Bureau des loyers. Bureau de la répression des fraudes sur les loyers à la Préfecture de Police. 1926.

BB³⁰ 1530 à 1583. Législation relative aux dommages de guerre. 1914-1924.

BB³⁰ 1584. Accidents du travail : affaires en retard classées par années et par cours d'appel. 1907-1909.

BB³⁰ 1585. Liquidation de la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama. 1888-1908⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cf. la sous-série 7 AQ (anciennement A J¹²) : *Société du canal interocéanique de Panama*, inventoriée par M. Guillemot, *inv. ms*. [895].

BB³⁰ 1586. Affaire Malvy (1918).-- Affaire Oustric et consorts (1930-1932).

BB³⁰ 1587. Commissions d'enquête (spéculateurs; affaires Stavisky; événements du 6 février 1934). 1930- 1934.

BB³⁰ 1583. Révision du Code de justice militaire. 1923-1930.

BB³⁰ 1589. Administration du sceau: personnel, protocole, impressions, droits de sceau (1823-1873). Demandes de lettres de noblesse, de remises de droits de sceau, de pensions ou de secours sur la caisse du sceau. (1823-1825)⁽²⁾.

⁽²⁾ Demandes classées par ordre alphabétique des impétrants dont on trouvera le détail dans l'*inv. ms*. [878], t. IV. Voir ci-dessus BB³⁰ 625

BB³⁰ 1590¹ et 2. Procès-verbaux des séances du conseil du sceau des titres. 1859-1870⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 647.

BB³⁰ 1591. Majorats, titres de noblesse, particule «de» : législation, notes, rapports, demandes diverses. XIX^e siècle⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 678 à 722 et 965 à 1120.

BB³⁰ 1592 à 1603. Décrets, ordonnances ou arrêtés portant collation de lettres de noblesse, de titres ou d'armoiries, et création, abolition ou investiture de majorats. 1808-1897.

1592. 1808-1813.

1593. 1814-1816.

1594. 1817-1819.

1595. 1820-1823.

1596. 1824-1826.

1597. 1827-1829.

1598. 1830-1840.

1599. 1841-1858.

1600. 1859-1864.

1601. 1865-1874.

1602. 1875-1896.

1603. 1897.

BB³⁰ 1604. Naturalisations : pièces diverses. 1818-1 25⁽³⁾.

⁽³⁾ Pour le détail, voir l'*inv. ms.* [878], t. IV.

BB³⁰ 1605. Correspondance reçue à la direction des affaires civiles et du sceau et relative à des nationalisations et changements de nom. 1 34.

BB³⁰ 1606. État civil : constatation des naissances et des décès à domicile. 1841-1868.

BB³⁰ 1607 à 1609. Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris. 1871-18 4.

BB³⁰ 1610 et 1611. Pétitions adressées au Président de la République par le Secours rouge international. 1935.

BB³⁰ 1612. Jurisprudence, questions diverses (procédure civile, recours en grâce, voirie, crédit foncier, frais de justice, etc.)⁽¹⁾. 1806-1887.

⁽¹⁾ *Idem*,

BB³⁰ 1613. Mélanges (pétitions, réclamations, discours, instructions, etc.) ⁽²⁾. An XI-1904.

⁽²⁾ *Idem*

BB³⁰ 1614. Liquidation des biens des congrégations religieuses : circulaires ministérielles adressées aux procureurs généraux et réponses de ceux-ci. 1901-1913.

BB³⁰ 1615 à 1630. Liquidation des biens des congrégations religieuses : dossiers des établissements classés par cours d'appel. 1901-1911⁽³⁾.

⁽³⁾ *Idem* Les cours de Riom, Rouen et Toulouse ne sont pas représentées. Cf. F³³ 512 à 612.

1615 à 1617. Agen.

1618 à 1621. Aix.

1622. Amiens.

1623. Angers.

1624. Bastia.

1625. Besançon.

1626 et 1627. Bordeaux.

1628. Bourges.

1629 à 1631. Caen.

1632. Chambéry.

1633. Dijon.

1634 à 1636. Douai.

1637 à 1639. Grenoble.

1640 et 1641. Limoges.

1642 à 1646. Lyon.

1647 à 1650. Montpellier.

1651 et 1652. Nancy.

1653 à 1656. Nîmes.

1657. Orléans.

1658 à 1670. Paris.

1671 et 1672. Pau.

1673 et 1674. Poitiers.

1675 à 1680. Rennes.

BB³⁰ 1681 à 1695. Conseil d'État : projets de décrets, lois et avis adoptés par le Conseil d'État. (Collection incomplète d'imprimés, classée par ordre numérique des pièces.) 1862-1919⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus BB³⁰ 725 à 742 et BB³⁰ 1131 à 1153.

1681. Nos 1700 à 2000. 1862-1865.

1682. Nos 2001 à 2400. 1863-1866.

1683. Nos 2401 à 2700. 1866-1870.

1684. Nos 2701 à 3060. 1868-1872.

1685. Nos 1 à 100. 1872-1874.

1686. Nos 101 à 200. 1874-1876.

1687. Nos 201 à 300. 1876-1880.

1688. Nos 301 à 400. 1879-1882.

1689. Nos 401 à 500. 1881-1885.

1690. Nos 501 à 600. 1884-1887.

1691. Nos 601 à 700. 1887-1889.

1692. Nos 701 à 800. 1889-1890.

1693. Nos 811 à 1100. 1891-1897.

1694. Nos 1102 à 1600. 1897-1909.

1695. Nos 1601 à 2028. 1909-1919.

BB^{30*} 1696. Code Napoléon. Exemplaire imprimé, s. d. [1807?].

BB³¹. OPTIONS DES ALSACIENS-LORRAINS.

Les Alsaciens-Lorrains dont les territoires passèrent à l'Allemagne en 1871 eurent à choisir entre la nationalité française et la nationalité allemande. La présente sous-série fait connaître en détail la migration qui suivit le traité de Francfort ; et l'historien est en mesure d'étudier, à la lumière des tableaux récapitulatifs dressés par les départements, le sens des options en fonction des classes sociales et des lieux.

Les trois versements qui composent ce fonds, organisés par M. Patry en mai et décembre 1933 et en avril-mai 1941, ont été classés et inventoriés par M. Chardon et le soussigné.

P. GÉRAUDEL.

BB³¹ 1 à 507. Dossiers des optants pour la nationalité française.

1 à 14. A.

15 à 70. B.

71 à 93. C.

94 à 119. D.

120 à 128. E.

129 à 151. F.

152 à 186. G.

187 à 226. H.

227 et 228. I.

229 à 239. J.

239 à 269. K.

270 à 304. L.

305 à 346. M.

347 à 353. N.

354 à 358. O.

359 à 377. P.

378. Q.

378 à 405. R.

406 à 460. S.

461 à 467. T.

468 et 469. U.

470 à 478. V.

479 à 501. W.

502. Y.

503 à 507. Z.

BB³¹ 508 à 510. Dossiers des optants pour la nationalité allemande.

508. A-G.

509. H-N.

510. O-Z.

BB³¹ 511 à 529. États des optants pour la nationalité française, classés d'après leur résidence.

511 à 527. Départements.

511. Ain à Calvados.

512. Cantal à Eure-et-Loir.

513. Finistère à Lozère.

514. Maine-et-Loire à Mayenne.

515 à 517. Meurthe-et-Moselle.

518. Morbihan à Pyrénées-Orientales.

519. Rhin (Bas-) à Savoie (Haute-).

520. Seine (Arcueil à Vitry).

521. Paris (1^{er} à 4^e).

522. Paris (5^e à 10^e).

523. Paris (11^e à 13^e).

524. Paris (14^e à 20^e).

525. Seine-Inférieure à Vienne (Haute-).

526. Vosges.

527. Vosges (suite) à Yonne.

528. Possessions coloniales : Algérie, Cochinchine, Chandernagor, Gabon, La Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre-et-Miquelon.

529. Pays étrangers.

BB³¹ 530. Textes divers régissant la question des options. Protocoles de Francfort. Correspondance relative aux incidences diplomatiques et financières des options.

BB³¹ 531 et 532. Options postérieures au 1^{er} octobre 1872, dites «tardives».

531. Optants pour l'Allemagne.

532. Optants pour la France.

BB³¹ 533. Fonctionnement du service des options : préparation des listes insérées au *Bulletin des lois*⁽¹⁾. rectificatifs. 1871-1875).

⁽¹⁾ Dans la *Partie supplémentaire*. Voir les tables de cette publication aux mots *Alsaciens-Lorrains* et *Citoyens français : options*.

BB³². MÉDAILLE DE LA RECONNAISSANCE FRANÇAISE.

Instituée pour consacrer les dévouements qui s'étaient fait jour dans l'ordre civil pendant la

guerre de 1914-1918, cette décoration a donné lieu à l'ouverture de plus de 16.000 dossiers. Les 314 articles où ils se trouvent rassemblés proviennent des deux versements organisés en mai et décembre 1933 par les soins de M. Patry, classés et inventoriés par M. Chardon et le soussigné.

P. GÉRAUDEL.

BB³² 1 à 288. Dossiers des propositions pour la médaille de la reconnaissance française soumises à la commission chargée d'instruire les candidatures.

1 à 10. A.

11 à 42. B.

43 à 69. C.

70 à 93. D.

94 à 96. E.

97 à 107. F.

108 à 127. G.

128 à 137. H.

138 à 143. I-J.

143 et 144. K.

145 à 172. L.

173 à 197. M.

198 à 200. N.

201 à 203. O.

204 à 225. P.

226. Q.

227 à 244. R.

245 à 259. S.

260 à 270. T.

271. U.

272 à 284. V.

284 à 287. W.

288. X, Y, Z.

BB³² 289. Ampliations des décrets conférant la médaille, pris sur la proposition du ministre des Affaires étrangères.

BB³² 290 et 291. Registres des candidatures soumises à la commission.

BB³² 292. Répertoire d'enregistrement des diplômes.

BB³² 293. Répertoire des recommandations appuyant les candidatures.

BB³² 294 à 297. Minutes des décrets préparés par la commission.

294. N^{os} 1 à 130.

295. N^{os} 131 à 250.

296. N^{os} 251 à 390.

297. N^{os} 391 à 522.

BB³² 298. Procès-verbaux des séances de la commission.

BB³² 299. Textes régissant l'attribution de la médaille. Projets relatifs à l'insigne, au ruban, au diplôme. Rémunérations des membres de la commission.

BB³² 300 à 312. Correspondance relative à l'établissement des dossiers de candidatures (ordre alphabétique des candidats).

300. A.

301. B.

302. C.

303. D.

304. E-F.

305. G.

306. H-K.

307. L.

308. M.

309. N-P.

310. Q-R.

311. S-T.

312. U-Z.

BB³² 313. Correspondance relative aux demandes de renseignements. Correspondance avec le ministère de la Justice.

BB³² 314. Correspondance avec le ministère des Affaires étrangères. Correspondance relative aux séances de la commission de classement. Questions écrites de parlementaires divers, de Maurice Herbet, du président Dislère. Dossier sur la médaille de la mutualité. Statistiques relatives à la médaille de la reconnaissance française.

BB³³. DOSSIERS DE LÉGION D'HONNEUR.

Les 111 liasses composant aujourd'hui la sous-série BB³³ couvrent la période 1814-1936. Les matériaux qu'elles fournissent à l'historien sont, à la vérité, d'une très inégale abondance. Ces inégalités n'ont qu'une cause : les destructions dont il est parlé dans l'introduction de M. Georges Bourgin, page XLVIII.

Les 45 premières liasses, ainsi que la 50^e ont été prélevées dans la sous-série BB³⁰⁽¹⁾ où elles figuraient sous les cotes 5871 à 608, 754 d², 757 et 758⁽²⁾. Les unités suivantes proviennent d'un versement d'avril-mai 1941.

⁽¹⁾ Exactement dans la partie de cette sous-série versée le 10 mai 1905, il s'agit de dossiers individuels. Les dossiers généraux concernant la Légion d'honneur ont été maintenus dans BB³⁰ où ils sont groupés sous les cotes 753 à 756.

⁽²⁾ Le tableau ci-dessous donne la concordance des cotes assignées dans BB³³ aux articles déplacés de BB³⁰.

P. GÉRAUDEL.

BB³³ 1. BB³⁰ 587¹.

2. 587¹.

3. 587².

4. 587⁴ et¹³.

5. 587⁵.

6. 587⁶.

7. 587⁷.

8. 587⁸.

9. 587⁹.

10. 587¹⁰.

11. 587¹¹.

12. 587¹².

13. 587¹³.

14. 587¹⁴.

15. 588¹.

16. 588².

17. 588³.

18. 588⁴.

19. 588⁵.

BB³³ 20. BB³⁰ 588⁶.

21. 588⁷.

22. 588⁸.

23. 588⁹.

24. 588¹⁰.

25. 589.

20. 590.

27. 591.

28. 592.

29. 593.

30. 594.

31. 595.

32. 596.

33. 597.

34. 598.

35. 599.

36. 600.

37. 754, dossier 2.

38. 601.

39. 602.

40. 603.

41. 604.

42. 605.

43. 606.

44. 607.

45. 608.

50. 757 et 758.

BB³³ 1. Nominations faites par le duc de Berry et le comte d'Artois (1814-1815). Candidatures : dossiers individuels de magistrats (1814).

BB³³ 2. Candidatures de magistrats (mars-décembre 1816). États des membres de la Légion d'honneur, par cours royales (1816). Décès des membres de l'ordre (juillet 1817-août 1818). Certificats de services (1816-1817).

BB³³ 3. Correspondances diverses (1814-1822). Promotions de 1821.

BB³³ 4 à 13. Candidatures. 1816-1822. États nominatifs avec référence aux numéros d'ordre ci-dessous :

4. 1 à 60.

5. 61 à 130.

6. 131 à 210.

7. 211 à 280.

8. 281 à 380.

9. 381 à 473.

10. 474 à 580.

11. 581 à 710.

12. 711 à 900.

13. 901 à 1010.

BB³³ 14. Candidatures à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux (1820). Promotions du 22 mai 1825 (dossiers individuels).

BB³³ 15. Candidatures et nominations. 1822-1824.

BB³³ 16. Promotions de 1824 : documents généraux et dossiers de magistrats, juges de paix, avocats.

BB³³ 17. Promotions de 1825 à 1829 : objets généraux et correspondances diverses.

BB³³ 18 à 23. Idem : dossiers classés par cours d'appel.

18. Agen-Angers.

19. Bastia-Dijon.

20. Douai-Metz.

21. Montpellier-Pau.

22. Paris.

23. Poitiers-Toulouse.

BB³³ 24. Réponses aux lettres de recommandation (1828-1832). Correspondances diverses (1826-1847).

BB³³ 25. Candidatures. 1828.

BB³³ 26. Correspondances, ampliations d'ordonnances, résidus divers. 1831-1837.

BB³³ 27 à 36. Candidatures et nominations. 1827-1847.

27. 1827-juillet 1830.

28. Août 1830-1833.

29. 1834-1839.

30. 1840-1841.

31. 1842.

32. 1843.

33. 1844.

34. 1845.

35. 1846.

36. 1847.

BB³³ 37 et 38. Relevés annuels des candidatures (1842-1847). État nominatif des magistrats et des employés du ministère décorés de 1834 à 1847. Candidatures (1849-1855). État par ressort des membres de l'ordre (1853-1855).

BB³³ 39. Nominations (1852-1870). Candidatures (1854-1870). Registres des membres de l'ordre (1853-1866).

BB³³ 40 à 45. Candidatures. 1854-1879.

40. Relevés des candidatures dans l'ordre des cours d'appel. 1864-1870. Candidatures de magistrats. 1854-1856.

41. *Id.* 1856-1863.

42. *Id.* 1864-1866.

43. *Id.* 1867-1872.

44. *Id.* 1873-1875.

45. *Id.* 1876-1879.

BB³³ 46. Candidatures. 1872-1914. (Administration centrale, Cour de cassation, Conseil d'État, Sénat, Chambre des députés, chambres de commerce, cours d'Agen et d'Aix.)

BB³³ 47 à 49. Candidatures. 1874-igog. (Tribunaux de commerce, officiers publics et ministériels, avocats.)

47. Amiens-Lyon. 1874-1899.

48. Montpellier-Paris. 1874-1899.

49. Paris. 1899-1909.

BB³³ 50 et 51. Radiations à la suite de condamnations pénales. 1854-1906.

BB³³ 52. Mouvement de décorations (1897-1909). Recommandations (1936).

BB³³ 53. Procès-verbaux des commissions et sous-commission de la Légion d'honneur réunies en vue d'une réforme éventuelle de cet ordre. 1908-1913.

BB³³ 54 à 59. Tableaux de candidatures et correspondance y relative. 1914-1934.

54. 1914 (2^e semestre), 1919 (2^e semestre). 1920-1922.

55. 1923-1925.

56. 1926-1927.

57. 1928-1929.

58. 1930-1931.

59. 1932-1934.

BB³³ 60¹ à 51. Dossiers individuels classés dans l'ordre alphabétique des noms. 1922-1936.

BB³⁴. DÉCRETS, ORDONNANCES, ARRÊTÉS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Les décisions du ministère de la Justice, sous les différentes formes juridiques qu'elles ont reçues, ne s'ordonnent pas en une suite unique. Le principe initial d'un ensemble d'une seule venue, continûment classé suivant le fil du temps, s'est de bonne heure laissé entamer.

De la longue série chronologique, présentée ci-dessous sans faille de l'an iv à 1932, certaines matières se sont en effet détachées à des dates diverses pour former des groupes séparés. Ainsi voit-on de décade en décade le bloc originel s'amincir, un ordre méthodique se faisant jour aux dépens de l'ordre chronologique.

Cette évolution répond aux nouveaux usages graduellement introduits en matière de rédaction réglementaire : les textes élaborés par les services compétents du ministère cessent de traiter à la fois de questions disparates et se spécialisent. Il convient donc, avant toute investigation dans la vaste série chronologique sur laquelle s'ouvre notre inventaire, de prendre connaissance du détail des autres rubriques.

Les 362 cartons composant à l'heure actuelle BB³⁴ proviennent de trois versements effectués en avril-mai 1941, décembre 1943-janvier 1944 et le 28 mai 1951. M^{me} Clémencet avait reconnu sur place les deux premiers de ces versements dont M. Chardon a dressé un premier répertoire. Le soussigné a fait le reste.

P. GÉRAUDEL.

BB³⁴ 1 à 288. Décrets, ordonnances et arrêtés. An IV-1932.

1 à 4. An IV (brum.)-an v (20 vend.).

5 à 8. An v (brum.)-an VI (15 brum.).

9 à 12. An VI.

13 à 17. An VII.

18 à 24. An VIII.

25 à 29. An IX.

30 à 37. An x.

38 à 46. An XI.

47 à 53. An XII.

54 à 60. An XIII.

61. An XIV (vend.-6 niv.).

62 à 67. 1806.

68 à 72. 1807.

73 à 78. 1808.

79 à 85. 1809.
86 à 93. 1810.
94 à 99. 1811.
100 à 103. 1812.
104 à 109. 1813.
110 à 114. 1814.
115 à 119. 1815.
120 à 125. 1816.
126 à 129. 1817.
130 à 135. 1818.
136 à 141. 1819.
142 à 149. 1820.
150 à 155. 1821.
156 à 161. 1822.
162 à 169. 1823.
170 à 176. 1824.
177 à 181. 1825.
182 à 188. 1826.
189 à 196. 1827.
197 à 205. 1828.
206 à 213. 1829.
214 à 218. 1830.
219 et 220. 1831.
221 à 223. 1832.
224 et 225. 1833.
226 et 227. 1834.
228 à 230. 1835.
231 et 232. 1836.
233 et 234. 1837.

- 235 et 236. 1838.
- 237 et 238. 1839 (janv.-oct.).
- 239. 1839 (nov.)-1840 (juin).
- 240. 1840 (juil.-déc.).
- 241. 1841 (janv.-sept.).
- 242. 1841 (oct.)-1842 (juin).
- 243. 1842 (juil.-déc.).
- 244. 1843 (janv.-juin).
- 245. 1843 (juil.)-1844 (mars).
- 246. 1844 (avril-déc.).
- 247 et 248. 1845.
- 249. 1846 (janv.-juin).
- 250. 1846 (juil.)-1847 (mars).
- 251. 1847 (avril-déc.).
- 252. 1848.
- 253. 1849.
- 254. 1850.
- 255. 1851.
- 256. 1852.
- 257. 1853.
- 258. 1854.
- 259. 1855.
- 260. 1856-1857.
- 261. 1858-1859.
- 262. 1860.
- 263. 1861-1862.
- 264. 1863-1864.
- 265. 1865-1866.
- 266. 1867-1869.

267. 1870 (janv.-oct.).

268. 1870 (nov.)-1871.

269. 1872-1874.

270. 1875-1876.

271. 1877-1879.

272. 1880-1881.

273. 1882-1884.

274. 1885-1887.

275. 1888-1890.

276. 1891-1894.

277. 1895-1897.

278. 1898-1899.

279. 1900-1903.

280. 1904-1906.

281. 1907-1908.

282. 1909-1910.

283. 1911-1913.

284. 1914-1918.

285. 1919-1920.

286. 1921-1923.

287. 1924-1927.

288. 1928-1932.

BB³⁴ 289 à 301. Arrêtés relatifs au personnel de l'administration centrale. 1847-1931.

289. 1847-1861.

290. 1862-1870.

291. 1871-1878.

292. 1879-1887.

293. 1888-1893.

294. 1894-1898.

295. 1899-1906.

296. 1907-1914.

297. 1915-1921.

298. 1922-1924.

299. 1925-1927.

300. 1928-1930.

301. 1931.

BB³⁴ 302 à 306. Arrêtés relatifs au personnel (magistrats et greffiers) des cours d'appel, tribunaux de première instance, justices de paix et tribunaux de commerce. 1913-1925.

302. 1913-1914.

303. 1915-1917.

304. 1918-1919.

305. 1920-1922.

306. 1923-1925. (En outre, pour ces deux dernières années, les arrêtés relatifs aux tribunaux de pensions et aux commissions de dommages de guerre).

BB³⁴ 307 et 308. Arrêtés relatifs aux juges de paix et suppléants. 1926-1930, 1931-1935.

BB³⁴ 309. Arrêtés relatifs aux greffiers. 1926-1935.

BB³⁴ 310. Arrêtés relatifs aux greffiers d'Alsace-Lorraine (1926-- 1935). Conseils de prud'hommes (1913-1918). Médailles d'honneur des conseils de prud'hommes (1926-1935).

BB³⁴ 311 à 314. Arrêtés relatifs aux officiers publics et ministériels. 1913-1935.

311. 1913-1919. (En outre, une série d'arrêtés relatifs aux notaires et au notariat, 1846-1867).

312. 1920-1923.

313. 1924-1929.

314. 1930-1935.

BB³⁴ 315 à 317. Décrets relatifs au Conseil d'État. 1870-1927.

315. 1870-1878.

316. 1879-1901.

317. 1902-1927.

BB³⁴ 318. Décrets de pensions. 1888-1899. Arrêtés de secours. 1870-1875.

BB³⁴ 319 à 324. Arrêtés de secours. 1876-1918.

319. 1876-1880.

320. 1881-1886.

321. 1887-1890.

322. 1891-1899.

323. 1900-1908.

324. 1909-1918.

BB³⁴ 325. Arrêtés de délégations. 1879-1881, 1890-1900.

BB³⁴ 326. Ordonnances et arrêtés de dispenses pour mariage. 1822-1832.

BB³⁴ 327 à 342. Décrets et arrêtés de dispenses pour mariage. 1848-1888.

327. 1848-1849.

328. 1850-1852.

329. 1853-1855.

330. 1856-1858.

331. 1859-1861.

332. 1862-1864.

333. 1865-1866.

334. 1867-1868.

335. 1869-1871.

336. 1872-1873.

337. 1874-1875.

338. 1876-1877.

339. 1878-1879.

340. 1880-1882.

341. 1883-1885.

342. 1886-1888.

BB³⁴ 343 à 361. Décrets, ordonnances et arrêtés d'extradition. 1832-1932.

343. 1832-1839.

344. 1840-1843.

345. 1844-1846.

346. 1847-1850.

347. 1851-1852.

348. 1853-1854.

349. 1855-1856.

350. 1857-1859.

351. 1860-1862.

352. 1863-1865.

353. 1866-1867.

354. 1868-1869.

355. 1870-1872.

356. 1873-1874.

357. 1875-1882.

358. 1883-1890.

359. 1891-1910.

360. 1911-1927.

361. 1928-1932.

BB³⁴ 362. Décrets de Légion d'honneur. 1866-1920.

SUPPLÉMENT. BB⁶.

Après l'impression de l'état sommaire de la sous-série BB⁶⁽¹⁾, le Ministère de la Justice a versé, les 1 et 12 janvier 1955, un ensemble de dossiers qui ont été classés dans cette sous-série sous les numéros suivants.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus p, 27 et suiv.

P. C.

BB⁶ II 612 à 1294. Dossiers personnels de magistrats. 1900 env. à 1942 env. (classement alphabétique).

SUPPLÉMENT, BB¹⁹.

Les articles qui suivent ont été versés aux Archives nationales par la Cour de Cassation en mars 1952. Ils concernent tous l'affaire Dreyfus et complètent ceux qui figurent déjà dans la sous-série BB¹⁹ sous les cotes 68 à 129⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus p. 112 et suiv.

Ce premier ensemble documentaire avait été d'abord déposé par la Cour de Cassation au ministère de la Justice qui l'a versé aux Archives en mai 1933.

Le principe du respect des fonds n'impliquait pas l'incorporation du versement de 1933 à la série BB, essentiellement réservée aux documents émanés du ministère de la Justice. Il aurait fallu tenir compte de l'institution d'origine, en l'occurrence la Cour de Cassation, et ne pas se borner à considérer l'administration qui opérait le versement, à savoir le ministère de la Justice.

En même temps que des papiers concernant l'affaire Dreyfus, la Cour de Cassation a versé, en mars 1952, un lot important de minutes d'arrêts. M. Caillet, conservateur de la section moderne, a estimé que l'erreur de classement initiale ne devait pas être répétée et il a été décidé d'affecter une nouvelle série, AM, aux documents provenant de la Cour de Cassation. Cependant, une exception a été faite pour les papiers concernant l'affaire Dreyfus qui sont la suite normale de ceux versés en 1933.

Il ne pouvait être question, en effet, de revenir après la publication de l'état sommaire de la sous-série BB¹⁹, sur les décisions prises antérieurement, ni de séparer les documents d'un même fonds, aussi a-t-on classé les dossiers de l'affaire Dreyfus, versés en dernier lieu, dans la sous-série BB¹⁹, à la suite de ceux entrés en 1933. Cette mesure offre, de surcroît, l'avantage de simplifier la tâche des historiens et des chercheurs.

Les documents dont nous donnons l'état n'apporteront aucun élément nouveau au dossier de l'affaire Dreyfus. La plupart sont les originaux de pièces célèbres et déjà publiées (réquisitoires, autographes du procureur général Baudouin, arrêt réhabilitant Dreyfus, etc.).

Il faut cependant signaler une cinquantaine de boîtes contenant des clichés photographiques ayant servi à l'expertise Bertillon. Étant donné que les originaux des pièces les plus célèbres comme le *bordereau* et le *petit bleu* ont disparu, il n'est pas sans intérêt d'en posséder les reproductions photographiques tirées dans des conditions donnant les plus grandes garanties d'authenticité.

Jacqueline CHAUMIÉ.

BB¹⁹ 130. Révision de 1899 : documents rapportés de Rennes par le capitaine Hellouin; registres des lettres reçues et envoyées par le conseil de guerre de Rennes; dépêche par laquelle le ministre de la Justice saisit la Cour de Cassation de l'affaire Dreyfus (27 septembre 1898); réquisitoire du procureur général Manau; arrêt de recevabilité (29 octobre 1898); arrêt de révision (3 juin 1899). 1898-1899.

BB¹⁹ 131. Révision de 1904 : dépêche du ministre de la Justice (25 décembre 1903); réquisitoire du procureur général Baudouin (autographe, janvier 1904); conclusions de la Cour de Cassation; arrêt de recevabilité ; expertise Darboux, Poincaré et Appell; diverses pièces de procédure; minute de l'arrêt réhabilitant Dreyfus (12 juillet 1906). 1903-1916.

BB¹⁹ 132. Divers mémoires imprimés à l'appui des demandes en révision introduites contre le jugement du conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris du 22 décembre 1894 et contre le jugement du conseil de guerre de Rennes du 9 septembre 1899. 1899 et 1904-1905.

BB¹⁹ 133. Documents divers : journaux contenant des articles concernant l'affaire Dreyfus (n° du *Matin*, du 10 novembre 1896, publiant le fac-similé du bordereau) ; album de 78 fac-similés ayant servi à l'expertise Bertillon. -- Affaire Picquart : pourvoi en cassation; requête en règlement de juges; ordre de mise en jugement; rejet de la requête (août-décembre 1898); cahier provenant du gouvernement militaire de Paris contenant le journal des faits pendant les affaires Picquart et Cuignet (1898-1899).-- Diverses lettres concernant l'affaire Dreyfus (1904).

BB¹⁹ 134. Reconstitution du bordereau, trois planches à dessin donnant la totalité du texte.

BB¹⁹ 135 et 136. Portefeuilles contenant divers documents fac-similés, calques, etc., concernant l'expertise Bertillon.

BB¹⁹ 137 et 138. Photographies composites.

BB¹⁹ 139. Fiches ayant servi à l'expertise Bertillon (ordre alphabétique direct et ordre alphabétique inverse).

BB¹⁹ 140 à 145. Portefeuilles petit format contenant les clichés photographiques provenant de l'expertise Bertillon : déposition de Rennes et album de Rennes.

BB¹⁹ 146 à 150. *Idem* : écriture authentique d'Alfred Dreyfus et écriture authentique de Mathieu Dreyfus.

BB¹⁹ 151 à 155. *Idem* : écriture d'Esterhazy.

BB¹⁹ 156 à 165. *Idem* : bordereau; études de certains mots du bordereau; bordereau du *Matin*; agrandissement du bordereau; bordereau et minutes du ministère de la Guerre de l'écriture ne Dreyfus; rapprochement Teyssonnières.

BB¹⁹ 166 et 167. *Idem* : papiers Tomps (affaires Baumler; Wessel; Przyborowski).

BB¹⁹ 168 et 169. Études des mots «intérêt» et «adressé».

BB¹⁹ 170 à 172. *Idem* : positifs composites, gabarits ; expertise; divers.

BB¹⁹ 173. *Idem* : pièce 371 du dossier secret (D...) et divers.

BB¹⁹ 174. Portefeuilles grand format contenant des clichés photographiques provenant de l'expertise Bertillon : album de Rennes.

BB¹⁹ 175 et 176. *Idem* : écriture de Dreyfus.

BB¹⁹ 177. *Idem* : lettres de Dreyfus et bordereau.

BB¹⁹ 178 à 180. *Idem* : agrandissement du bordereau.

BB¹⁹ 181 et 182. *Idem* : écriture de Mathieu Dreyfus.

BB¹⁹ 183. Écritures d'Alfred et de Mathieu Dreyfus agrandies.

BB¹⁹ 184. *Idem* : bordereau sur gabarits.

BB¹⁹ 185. *Idem* : lettre de Gallifet et bordereau.

BB¹⁹ 186. *Idem* : lettre du buvard agrandie.

BB¹⁹ 187. *Idem* : étude des mots «intéresse» et «dispositions».

BB¹⁹ 188 à 191. Papiers saisis en 1894 au domicile de Dreyfus (scellés n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 13)⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ces documents, à l'exception du scellé n^o 5, contenu dans une liasse ficelée et scellée, étaient dans une malle scellée. Une note sur la malle et sur la liasse précisait que l'une et l'autre avaient été ouvertes le 30 mars 1904 par Petitier, conseiller à la Cour de Cassation, en vue de l'examen des pièces et qu'aucune n'avait été extraite.

ADDITIONS ET CORRECTIONS RENDUES NÉCESSAIRES PAR L'INTÉGRATION DE DOCUMENTS RETROUVÉS APRÈS LA PUBLICATION DU 1^{ER} FASCICULE.

BB⁶ 55 à 61 (page 28). *Au lieu de* 1813-1818, *lire* 1812-1818.

BB¹⁰ 1 à 119 (page 51). *Au lieu de* An XI-1818, *lire* An II-1818.

BB¹² 9¹ (page 59). *Au lieu de* 1818-1820, *lire* 1818-1819.

BB¹² 9² (page 59). *Au lieu de* 1819, *lire* 1820.

BB¹⁸ 86 à 940 (page 91), *Au lieu de* Affaires criminelles (an II-1816) et correctionnelles (an III-1813), *lire* Affaires criminelles (an III-1816) et correctionnelles (an III-1816).

BB¹⁸ 400 à 405 (page 92). *Au lieu de* An IV-1808, *lire* An III-1810.

BB¹⁸ 420 à 422 (page 92). *Au lieu de An VII-1808, lire An VII-1813.*

BB¹⁸ 520 à 525 (page 92). *Au lieu de An IV-1813, lire An IV-1816.*

BB¹⁸ 555 à 562 (page 92). *Au lieu de An IV-1813, lire An IV-1816.*

BB¹⁸ 904 à 906 (page 93). *Au lieu de An II-1816, lire An III-1816.*

BB¹⁸ 912 à 915 (page 93). *Au lieu de An II-1816, lire An III-1816.*

BB¹⁸ 939 et 940 (page 93). *Au lieu de An IV-1813, lire An IV-1815.*

BB²⁰ 2 (page 118). *Ajouter aux départements indiqués : Haute-Marne, Mayenne, Orne et au lieu de 1814-1818, lire 1811-1818.*

BB²¹ 72 à 169 (page 132). *Ajouter :*

166. Vidocq, ancien forçat devenu agent secret de la police, puis chef de la brigade de sûreté à Paris, An V-1843. [496. S4].

BB²³ 43 (page 146). *Au lieu de [SM 2472], lire [SM 2884].*

BB²⁵ 249 à 282 (page 164). *Au lieu de [Série P₂], lire [Séries P₂ et P₃].*

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR PAULETTE CAVAILLER ARCHIVISTE-
ADJOINT DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR PAULETTE CAVAILLER ARCHIVISTE-
ADJOINT DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

A

- ABADIE (Ism.-Isaac), 158.
- ABAZAËR, 141.
- ABBÉ, 220.
- ABD-EL-KADER, 201.
- Ablain-Saint-Nazaire* (Pas-de-Calais), 154.
- Abolition de peines, 151, 191.
- ABRAHAM (affaire), 130.
- ABRIAL, ministre de la Justice, XI, XXI, XXXI.
- Absents civils, 61, 62, 171.
- Absents militaires, 63, 64, 171.
- Accaparement (affaires d'), 13.
- Accidents de chemins de fer, 152, 220; -- du travail, 226.
- Accoucheurs autorisés, 4.
- Accusation (actes d'), 179.
- ACHARD, 139.
- ACQUET DE FÉROLLES (madame), 132.
- Acte additionnel d'avril 1815, 196.
- Actes d'accusation, 179; -- du corps législatif, 181; -- d'état-civil, 216, 224, 227; -- du gouvernement, 171, 181; -- de notoriété, 215, 216; -- de procédure, 225, 226.
- « Actes des Apôtres », 194.
- Addition de noms, 59, 60, 182, 215.
- ADÉLAÏDE (madame), 84.
- « Adèle (l') », brick-citerne de l'État, 147.
- Administrateurs, 224; -- des sociétés de donataires, 215.
- Administration, 199; -- centrale, 235; -- judiciaire, 212, 213, 226; -- de la justice criminelle,

224; -- pénitentiaire, XXV, LXXXI, LXXXII; -- du sceau, 226.

Administrations supprimées par la Révolution, VI.

Admissions à domicile, 182.

Adresses, 84, 198, 200, 207, 208; -- à l'Empereur, 195; -- au Gouvernement, 4, 5.

Affaires civiles, LXV, 178, 198, 219, 227 ; -- coloniales, 150 à 161; -- criminelles, LXV, LXVII, 11, 91, 93, 179, 196, 210, 213; -- électorales, 161; -- locales, maritimes, militaires, 150 à 161; -- politiques, 100, 130, 170, 196 à 199, 201 à 204; -- prévôtales, voir Cours prévôtales; -- religieuses, 104, 150 à 161, 207.

Affaire des 12-13 mai 1839 (insurrection des « Saisons » à Paris), 99.

Affichage, 108.

« Affranchi (L') », journal, 155, 159.

AFFRE (mgr), archevêque de Paris, 204.

Afrique. Côte, 146, 147.

Agen (Lot-et-Garonne). Affaires diverses intéressant le ressort de la Cour d'appel, 196, 197, 202, 203, 205, 207, 210, 220, 222, 224, 225, 227, 234, 235. -- Évêque, 104. -- Grâces politiques, 140, 143.

Agence de l'envoi des lois, XIX, XX, XXXI, 8, 180, 210; -- temporaire du triage des titres, IX, XXXVII, 2.

Agence des lois, voir Agence de l'envoi des lois.

Agents des commissions exécutives provisoires, 2.

Agitation légitimiste, 101; -- ouvrière, 146; -- politique, 104; -- réformiste, 99, voir Réforme électorale; -- républicaine, 99. Voir Désordres, Émeutes, Insurrections, Révoltes, Troubles.

Agrément de charges, 191.

AGUESSEAU (D'), XXXIII.

AHMED BEN EL HAMELAOUI, 146.

Aignan (Gers), 131.

AIGUILLON (duc D'), 190.

Ain (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Grâces, 142. -- Juges de paix, 218. -- Mission de Jouve-Dubor, 200. -- Personnel judiciaire, 22, 217. Voir *Gex*, *Pierre-Châtel*, *Villars*.

Aisne (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Chauny*, *Pasly*, *Pommiers*, *Vauxrezis*, *Vervins*.

Aisne (rivière), 161.

Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Agitation légitimiste, 101. -- Attentat contre le roi, 96, 98. -- Chambre des Comptes, 192. -- Cour d'appel, 2, (affaires diverses intéressant le ressort) 196,197,198,202,203,204,205,207,210,212, 224, 225, 227, 235. -- Parlement, 193.

Ajaccio (Corse), 15, 152.

ALADENIZE, 134.

Alais, voir *Alès*.

ALAVOINE, sous-directeur de l'Imprimerie nationale, 158.

ALBERT, 220.

ALBERT-LE-GRAND (école), 155.

Albi (Tarn), 102.

ALEM-ROUSSEAU, avocat, 140.

Alençon (Orne), 16, 154.

Alès (Gard), 144.

ALEXANDRE II, tsar, 154.

Alexandrie (Italie), 3.

Alger. Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 203, 225. -- Évêché, 83. -- Fort-National, 160. -- Insurrection, 147. -- Prise de la ville, 82.

Alger (département d'). Voir *Alma*, *Blida*, *Cherchell*, *Dellys*, *Djurdjura*, *Douera*, *Drael-Mizan*, *Issers*, *Marengo*, *Miliana*, *Orléansville*, *Palestro*, *Rebeval*, *Tizi-Ouzou*, *Vesoul-Bénian*.

Algérie. Administration de la justice, 213, 226. -- Affaires diverses, 223. -- Alsaciens-Lorrains, 230. -- Commerce des laines, 208. -- Justices de paix, 42. -- Localités, 171. -- Ministère, 201. -- Organisation judiciaire, 23, 101. -- Paquebots, 84. -- Poursuites contre des journaux, 104. -- Transportation, 140, 147, 220. -- Tribunaux de commerce, 34. -- Troubles, 159 à 161, 202. Voir *Alger*, *Aoust-ben-Daoud*, *Aurès*, *Bardj*, *Bouhira*, *Constantine*, *Ferdjiouch*, *Hammam-Rhira*, *Hodna*, *Kabylie*, *Medjana*, *Oran*.

Algériens révoltés, 154.

ALIBAUD, 98.

ALI BEN AÏSSA, 146.

Aliénation de domaines nationaux, 181.

ALIVON, 139.

Allemagne. Alsaciens-Lorrains, 230. -- Dotations, 215. -- Libelles contre l'armée française, 195. -- Organisation judiciaire, 23. -- Principautés, 57. Voir *Bouches-de-l'Elbe*, *Bouches-du-*

Weser, Deux-Ponts, Ems-Oriental, Ems- Supérieur, Erfurt, Francfort, Fulde, Hambourg, Hanovre, Hanséatiques (villes), Hesse-Darmstadt, Lippe, Mecklembourg, Mont-Tonnerre, Nassau, Nuremberg, Prusse, Roër, Sarre, Saxe, Trèves, Varel, Westphalie, Wiesbaum, Wurtemberg, Wurtzbourg.

ALLEMAND, 220.

Allemands, 161.

ALLEMANE (Jean), 156.

« Alliance des Communistes (L') », association, 153.

Allier (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 205, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Légitimistes et Clergé, 206. -- Préfet, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Représentant, 153. Voir *Bellenaves, Commentry, Étroussat, Lapalisse, Montluçon, Moulins, Veurdre (Le), Vichy.*

Alliés, 196.

ALLIX, 141.

ALLIX (J.-J.), 158.

Alma (Alger), 160.

Almanach royal, impérial, national, 38, 44, 50.

Alpes (département des Basses-). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 170, 208. -- Commissions et tribunaux militaires, tribunaux révolutionnaires, 12. -- Cour de justice criminelle, 136. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Faits séditieux, 133. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Barcelonnette, Digne, Esparron-du-Verdon, Forcalquier, Gréoux, Lurs, Manosque.*

Alpes (département des Hautes-). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22.

Alpes-Maritimes (département des). Affaires criminelles et correctionnelles, 91, 93. -- Affaires diverses, 68. -- Brigandage, 131, 154. -- Organisation judiciaire, 24. Voir Grasse, Nice.

ALQUIER, 133.

Alsace, 239. -- Commission intermédiaire provinciale, 190. -- Officiers ministériels, 46.

Alsaciens, 156, 229, 230.

Alsaciens-Lorrains, XXXI, 229, 230.

Altkirch (Haut-Rhin), 144.

AMAURY, 141.

Ambassadeurs, 195.

Ambert (Puy-de-Dôme), 139.

AMBROISE, 157.

Ambulance du Ministère de la Justice, 211.

AMEIL (général), 94.

« Ami du Peuple (L') », journal, 141.

Amiens (Somme). Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 196, 197, 198, 202, 203, 205, 207, 210, 225, 227, 235. -- Grèves, 103. -- Troubles, 151.

Amnistie, 16, 94, 107, 136, 161; -- du 15 septembre 1791, 12; -- du 25 avril 1810, 108; -- du 12 janvier 1816, 196; -- du 8 mai 1837, 82, 98; -- de 1840, 151; -- du 2 décembre 1852, 153; -- du 16 août 1859, 207; -- du 14 août 1869, 107; -- du 19 juillet 1889, 108.

AMOUROUX (Charles), 157.

Amplepuis (Rhône), 208.

Ampus (Var), 143.

Amsterdam (Hollande), 131.

AMYOT, notaire, 143.

Anarchistes, 15, 219.

Andorre (république d'), 161.

ANDRIEU, médecin, 143.

ANDRIEU (Jules), 158.

Angers (Maine-et-Loire). Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 136, 196, 197, 198, 202, 203, 205, 207, 210, 224, 225, 227, 234. -- Cour d'assises, 144. -- Grâces politiques, 142. -- Insurrection, 153, 207. -- Pont suspendu, 102. -- Société « La Marianne », 205, 206. -- Troubles, 95.

Anglais, 15, 35.

Angleterre. Autorisations de rester à son service, 57. -- Chemins de fer, 83. -- Convention avec la France, 107. -- Espionnage, 130, 131. -- Guerre avec la France, 81. -- Voyage de Louis-Philippe, 84. Voir *Jersey*, *Londres*.

ANGOULÊME (duc d'), 79, 80, 136.

ANNAT (Napoléon), 134.

Annulation de mariages, 66.

Anoblissements, 171, 215, 216, 222.

ANTHOINE DE SAINT-JOSEPH, 220.

Antibes (Alpes maritimes), voir Légion.

ANTOMARCHI, 82.

ANTONIN, 140.

Aoust-ben-Daoud (Algérie), 160.

Apennins (département ligurien des). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

APPELL, expert, 115, 243.

Appointements des employés de la Commission de radiation des émigrés, 194 ; -- de l'Imprimerie nationale, 217; -- du Ministère de la Justice, 180, 210. Voir Émoluments, Rémunérations, Salaires, Traitements.

Arabes, 146, 147, 154, 161.

ARBOD, 220.

Arbois (Jura), 143, 206.

ARC (Jeanne d'), 198.

Archevêché de Paris, 155, 156.

Archichancelier, XXI, XXII, 181, 195.

Archives des chanceliers et gardes des sceaux, X; -- de la Chancellerie, XXXIV, XLII; -- du Châtelet, VI; -- des commissaires du Châtelet, VIII; -- des conseils militaires, VIII; -- de la Couronne, XLIII; -- départementales, LXIX; -- détruites, LXXII à LXXIV; -- de l'Empire, XI, XII; -- du Ministère de la Justice, XLII à LXXXIII, 211; -- du Palais de Justice, 156; -- du Parlement, VI; -- de la Secrétairerie d'État impériale, XLIII, XLIV, 211; -- du Tribunal révolutionnaire, 194; -- des tribunaux extraordinaires et révolutionnaires, VII; -- des tribunaux supprimés, VI.

Archives nationales, V, VII, VIII, XLI, XLIV, 158, 194.

Archiviste de la République, VII, XXXVII.

Arcueil (Seine), 230.

Arcueil (dominicains d'), 155, 157.

Ardèche (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Brigandage, 130, 131. -- Commission mixte, 208. -- Cour d'assises, 95. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Sociétés secrètes, 161. Voir *Genestelle*, *Jalès*, *Salavas*.

Ardennes (département des). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Mézières*, *Rethel*, *Sedan*.

ARIBERT-DUFRESNE (Ovide-François), 150.

Ariège (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Pamiers*.

Arles (Bouches-du-Rhône), 206.

Armée, 106, 195; -- des Alpes, des Ardennes, des côtes de Brest, des côtes de Cherbourg 11; -- d'Espagne, 96; -- d'Italie, 11, 136, 208; -- du Nord, de l'Ouest, des Pyrénées-Orientales, du Rhin, de Sambre-et-Meuse, 11; -- insurrectionnelle, 156; -- révolutionnaire, 13. Voir Affaires militaires, Régiments.

Armement, 105, 159.

Armoiries, 222, 227; -- de Châteaudun, 222; -- de villes, 215.

ARNAUD (Antoine), 158.

Arno (département toscan de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 24.

ARNOLD (Georges), 155.

ARNOULD (Arthur), 158.

Arras (Pas-de-Calais), 142. -- Évêque, 150.

Arrestation de diligences, 130; -- d'émeutiers, 146.

Arrêts, 169; -- du Conseil, 191; -- de la Cour de Cassation, 219, 224; -- du Parlement de 1756, 194.

Arrêté du 5 floréal an IV, IX; -- du 6 prairial an VIII, VIII; -- du 1^{er} pluviôse an ix, IX, X.

Arrêtés de la Commission du pouvoir exécutif de 1848, 219; -- du Directoire, 181; -- du Directoire et des consuls, 171; -- du Gouvernement provisoire de 1848, 200; -- du Ministère de la Justice, 171, 237 à 240; -- du Pouvoir exécutif, 172, 200; -- portant collation de titres, 227; -- relatifs au service du sceau, 214.

Arsenal de Paris, 156.

Artois. Conseil provincial, 193.

ARTOIS (comte d'), 233.

Arts (établissements relatifs aux), 195.

Assassinat, 146, 147, 152.

Assemblée des chambres de la Cour impériale de Paris, 195; -- constituante, 181; -- législative, 134, 152, 181; -- nationale, 134, 153, 190, 200, 201, 218; -- des Notables, 194.

Assemblées cantonales, 8; -- provinciales, 190.

ASSI (Adolphe-Alph.), 158.

Assignats faux, voir Faux assignats.

Assises de Grenoble, 224; -- de Sousse, 224; -- de 1854, 220. -- Comptes rendus des assises, 117 à 119, 245. -- Ouverture, 212. -- Statistique, 224.

Association fraternelle des tailleurs, 139; -- illicite, 105 ; -- internationale des travailleurs, 105, 106; -- légitimiste, 99; -- de malfaiteurs, 99; -- socialiste internationale des travailleurs, 105, 106.

Associations, 102; -- illégales, 196; -- nationales pour l'expulsion des Bourbons, 97; -- philanthropiques, 204; -- religieuses, 195 ; -- secrètes, 196. Voir Sociétés.

ASSOMPTION (presbytère de l'), à Paris, 154.

Astaffort (Lot-et-Garonne), 143.

ASTORG (d'), 193.

ASTROS (mgr d'), 15.

Ateliers nationaux, 146.

Atlantique (océan), 81.

Attachés à la Chancellerie et aux parquets, 213.

Attaque de diligence, 152.

Attentats, 130, 150 à 161; -- contre les chemins de fer, 220; -- contre l'Empereur, 205, 206, 207, 208; -- contre les Princes, 134; -- de nivôse an II, 4; -- du 3 nivôse an x, 131; -- des 19 novembre 1832 et 28 juillet 1835, 5; -- du 25 juin 1836, 98; -- des 25 juin et 27 décembre 1836, 5; -- du 15 octobre 1840, 99; -- du 13 septembre 1841 et du 29 juillet 1846, 5; -- du 15 mai 1848, 134.

Attroupements, 133, 154.

Aube (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 90. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Clairvaux, Étrelles, Troyes, Vanlay*.

AUBLET, XLI.

AUBRÉE, 220.

AUBRY, 220.

Auch (Gers). Archevêque, 69. -- Commission militaire, 144. -- Grâces politiques, 140, 141. -- Poursuites contre un journal, 106.

Aude (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Troubles, 97. Voir *Narbonne*.

Audiences de rentrée, 225.

- Auditeurs, 211; -- au Conseil d'État, 216.
- AUDRY DE PUYRAVEAU, 82.
- AUGE, avocat, 139.
- AUGUSTINS (dépôt d'archives des), à Paris, VI, XXXV.
- AUMALE (duc d'), 5, 100.
- AUMONT, commissaire provisoire, XIX, XX.
- Auray* (Morbihan), 152.
- Aurès* (Algérie), 153, 161.
- Auteuil* (porte d'), à Paris, 156.
- Authie* (Calvados), 151.
- Autographes, 84.
- Autorisations de prendre du service à l'étranger, 130, 180, 182, 214.
- Autriche*, 57, 80.
- Autun* (Saône-et-Loire). Complot, 161.
- Auxerre* (Yonne), 157.
- Avallon* (Yonne), 152.
- « Avant-garde républicaine (L') » journal, 144.
- « Avenir (L') », journal, 106.
- Avesnes (Nord), 98.
- Aveyron* (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Brigandages, 131. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Grèves, 106. -- Personnel judiciaire, 22. -- Votes, 195. Voir *Castanet, Marcillac, Millau, Rodez, Saint-Affrique*.
- « Aveyron républicain (L') », journal, 141.
- AVICE, 220.
- Avignon* (Vaucluse). Association légitimiste, 99. -- Commission militaire, 144. -- Cour d'assises, 99. -- Mouvement séditionnel, 131. -- Réunion à la France, 68. -- Tribunal criminel, 68.
- Avoués, 44 à 47, 193, 217, 224. -- Candidats aux charges, 213. -- Leurs émoluments, 168. Leur serment, 164.
- Avoués d'appel, 46.
- AVRIAL (Aug.), 158.

AVY, 220.

AYCARD, notaire, 143.

AYRAUD, voir HAYRAUD-DEGEORGE.

Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire), 130.

B

BABEUF (affaire), 12.

BABEUF (François-Noël), 72.

BABEUF, impliqué dans l'affaire des « Patriotes de 1816 », 137.

BABEY, maire de Salins, 143.

BABICK (J.-Nic.), 158.

BACH, 133.

BACHELER, 154.

Bade (grand-duché de), 57, 101.

Bagnes, 136, 146.

Bagneux (Marne), 136.

BAILLARD (frères), 205.

BAILLÈS (mgr), 103.

Bailliages, 191.

BAILLY (affaire), 224.

BAILLY, prêtre, 131.

BALLIÈRE (Ed.-Achille), 155.

Ballons, 159.

BALSENQ, 158.

BALTUS, 220.

BANCAL (v^{ve}), 133.

BANCALIS, 220.

Bannis, 198.

Banque russe, 154.

Banqueroutes, 181, 199.

Banquets (campagne des), 101.

Baptême du duc de Bordeaux, 234; -- du prince impérial, 206.

Barbarie, 210.

BARBARINI, 103.

BARBAROUX, conventionnel, 14.

BARBÉ, 141.

Barbezieux (Charente), 99.

BARBIER, 141.

BARBOUX, avoué, 140.

Barcelonnette (Basses-Alpes), 139, 142.

Bardj (Algérie), 160.

BARENTIN, XV, XVI, XXIII, XXXII.

BARÈRE, XXIX.

Bar-le-Duc (Meuse), 192.

Barran (Gers), 141.

Barreau, 3.

Barricades, 146, 147, 151, 156, 157.

Barricadiers, 159.

BARRIER, 131.

Bartenheim (Haut-Rhin), 96.

BARTHÉLEMY, 220.

BARTHÉLEMY (Félix), 155.

BARTHOU (Louis), LIX.

BARY, archiviste de la Secrétairerie d'état, XLIII, XLIV.

Bastia (Corse). Cour d'appel, 1, 17, voir *Corse*. -- Sociétés secrètes, 206.

BASTIAN-BRUCKER (affaire), 112.

Batavia (Java), 150.

Bateaux à vapeur, 80, 82.

Batna (Constantine), 160.

BATZ (baron de), 13.

BATZ (baronne de), 81.

BAUBEAU DE SECONDIGNÉ (Achille-Henri), 155.

BAUDELAIRE (Charles), 134, 154.

BAUDIN, 106.

BAUDINOT, 220.

BAUDOUIN, procureur général, 115, 242, 243.

BAUDOUIN (Al.), libraire à Paris, 150.

BAUDUIN, 220.

Baugé (Maine-et-Loire), 206.

BAUJARD, avocat, 141.

BAUMLER (Mathilde), 243.

BAUTIN, 156.

Baux (Les) (Bouches-du-Rhône), 190.

Bavière, 57.

Baylen (capitulation de), 193.

Bayonne (Basses-Pyrénées), 141, 143.

BAZAINÉ (maréchal), 161.

BEAUFORT, adjudant général de Custine, 13.

BEAUFORT (femme), maîtresse de Julien de Toulouse, 13.

BEAUFORT (comte de), 155, 159.

BEAUMARCHAIS, 194.

BEAUME, avoué, 139.

BEAUMONT, architecte du Palais de Justice, VIII.

BEAUMONT (de), archiviste des secrétaires du roi, XXXVIII.

BEAUMONT (de), 220.

BEAUMONT (Gustave de), 82, 157.

BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE, 220.

Beaupréau (Maine-et-Loire), 134, 151.

Beaurepaire (Isère), 139.

BEAUVAIS, avocat, 139.

BÉCHET, 151.

BÉCOURT (abbé), 157.

BÉDIET (Marie-Virginie), 157.

BELFORD, 220.

Belfort, 133, 150.

Belges réfugiés, 14.

Belgique, 199, 205, 224. -- Autorisation d'y servir, 57. -- Chambre des représentants, 200. -- Convention avec elle, 107. -- Départements réunis, 194. -- Désordres, 194. -- Organisation judiciaire, 23. -- Tribunaux de commerce, 33. Voir *Bruxelles, Dyle, Escaut, Jemmapes, Liège, Lys, Namur, Nèthes* (département des Deux-), *Ourthe, Sambre-et-Meuse*.

BELHOMME, 220.

BELIN, 142.

BELLANGER, médecin, 139.

Bellenaves (Allier), 141.

Belleuse (Somme), 131.

Belle-Ile, 15, 204, 205.

BELLE-ISLE (comte de), 194.

BELLEMARE, 206.

BELLIN, 144.

BELLOT DES MINIÈRES, juge, 142.

Bénéfices, 191; -- ecclésiastiques, 193.

Beneuvre (Côte d'Or), 143.

Beni-Aïcha (col des) en Algérie, 160.

BENOÎT, notaire, 141.

BENOT, 156.

BENTINCK (comte de), 150.

BENVENUTI, 131.

BERAL (J.-B.), avocat, 142.

BERCHOU, conseiller à la Cour de Cassation, 112.

Bercy, à Paris, 156, 158, 159.

BÉRENGER, 151.

BEREZOWSKI (Ant.), 154, 208.

Berg (grand-duché de). Archives, XLIII, 71, 80. -- Autorisation d'y servir, 57.

BERGER, XXXIX.

Bergerac (Dordogne), 143.

BERGÈRE (Hipp.), sous-préfet, 143.

BERGERET (Jules-Henri-Marius), 155, 158, 159.

BERGUIN, 133.

BERLIER, 220.

BERLIER, président du Conseil des prises, XI.

BERLY (de), référendaire du sceau, XXVIII.

BERNARD, 158.

BERNARD (Paul), LXX.

BERNIS (cardinal de), 196.

BERRY (duc de), 5, 94, 233.

BERRY (duchesse de), 98, 133, 151, 220.

BERRYER, 103.

BERTHIER, 220.

BERTHOLLET, 220.

BERTHOLON (César), 138.

BERTIER DE SAUVIGNY, 193.

BERTILLON, expert, 114, 115, 242, 243, 244.

BERTON (général), %, 132, 133, 137, 150.

BERTRAND (général H.-Gr.), 79, 94.

BERTRAND, instituteur, 140.

BERTULUS, 113.

Besançon (Doubs). Archevêque, 104. -- Commission mixte, 205. -- Cour d'appel, 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 136, 196, 197, 202, 203, 207, 210, 224, 225, 227. -- Horlogers, 71. -- Parlement, 193. -- Procureur général, 206. -- Société des Bons Cousins Charbonniers, 205.

BESENVAL (baron de), LIV, 192, 193.

BEYER, membre de la Commune, 156.

BEYER (Eugène), peintre, représentant du Bas-Rhin, 153.

BEZIADE, instituteur, 141.

Béziers (Hérault). Commission militaire, 144. -- Complot, 204.

Bibliothèque de la Couronne, XLIII; -- de législation, administration, histoire et droit public, XXXVI, 194; -- du Louvre, 156, 158; -- Mazarine, 159 ; - du Ministère de la Justice, 194, 211; -- nationale, 159, 201; du Roi, XXXVII.

Bibliothèques, 201; -- communales, 200.

Bicêtre (Seine), 190.

Bicêtre (fort de), 157.

BICQUELLEY, 220.

Bidassoa, 198, 201.

Biens nationaux, 193.

BIGNON, 220.

Billancourt (porte de), à Paris, 156.

BILLAUD, juge de paix, 141.

Billets faux, voir Faux billets.

BILLIORAY (Alfred-Édouard), peintre, 155.

Bio (Lot), 141.

BIOBET, 133.

BISSETTE (affaire), 118.

BITOUZÉ-DELINIÈRES, XXIX.

BLANC, vicaire, 139.

BLANC (Louis), 201, 204.

BLANCHARD, chef des Chouans, 97.

BLANCHET (POURILLE dit), 159.

BLANDIAU-LAVAL (J.), 131.

BLANQUI (Auguste-Louis), 157, 199, 202, 205.

Blida (Alger), 147.

BLONDEL, XXXIX.

BLOUD, 158.

BODA, 131.

BOERNER, 220.

Bois, voir Forêts.

BOISDEFFRE (général de), 114.

BOISGELIN, 220.

BOISSIEUX, notaire, 143.

BOLLE (G.-A.), juge consulaire, 142.

BOLLERAIT, architecte, 141.

Bombes, 154, 156, 157, 159, voir Engins, Explosifs, Munitions, Poudres.

BONAPARTE, voir NAPOLÉON 1^{er}.

BONAPARTE (Joseph), LXVI.

BONAPARTE (Louis-Napoléon), 82, 100, 104, 134, 138, 143, 152, 202, 205, voir NAPOLÉON III.

Bonapartiste (agent), 157.

BONET (général), 97.

BONET, percepteur, 141.

BONHOMME, banquier, 141.

BONJOANNI, 131.

BONNAIRE (général), 150.

BONNAY, 220.

BONNEAU (Paul de), 199.

BONNEFOY, 220.

« Bonnet Rouge (Le) », journal, 155, 158.

« Bons Cousins Charbonniers » (Société des), 205.

BONTANT, 158.

BONTEMPS, 157.

Bordeaux (Gironde). Commission mixte, 205. -- Complot, 136. -- Cour d'appel, 1, (affaires diverses intéressant le ressort) 136, 196, 197, 202, 203, 207, 210, 222, 224, 226, 227. -- Grâces politiques, 139 à 142. -- Grand hôpital, 81. -- Grèves, 103. -- Parlement, 193. -- Poursuites contre un journal, 103. -- Tribunal révolutionnaire, 95.

BORDEAUX (duc de), 136, 234.

Bordereau de l'affaire Dreyfus, 242, 243, 244.

Bordj-bou-Arréridj (Constantine), 160.

BORÉA, 220.

BOREAU, 220.

BORIES, 131.

BOSCH (Ch.), 134.

BOUCARD, juge d'instruction, 112, 113.

Bouches-de-l'Elbe (département hanséatique des). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Organisation judiciaire, 23.

Bouches-de-l'Escaut (département hollandais des). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Organisation judiciaire, 23.

Bouches-de-la-Meuse (département hollandais des). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 136. -- Organisation judiciaire, 23.

Bouches-du-Rhin (département hollandais des). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 68. -- Organisation judiciaire, 23.

Bouches-du-Rhône (département des). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 68. -- Affaires prévôtales, 15. -- Brigandage, 146, 154. -- Commissions et tribunaux militaires et tribunaux révolutionnaires, 12. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Sociétés secrètes, 161. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Aix-en-Provence, Arles, Baux (Les), Marseille, Puy-Sainte-Réparate (Le)*.

Bouches-du-Weser (département allemand des). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 68. -- Organisation judiciaire, 23. Voir *Varel*.

Bouches-de-l'Yssel (département hollandais des). Affaires criminelles et correctionnelles, 91. -- Affaires diverses, 68. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Organisation judiciaire, 23.

BOUDIN, 155.

Bouesse (Indre), 139.

Bougie (Constantine), 160.

Bouhira (Algérie), 160.

BOUILLÉ, 220.

Bouis (Casimir-Dominique), 155.

BOUISSON, 140.

- Boulangerie, 104, 203.
- Boulangers, 104.
- BOULA DE LA MEURTHE, XI.
- BOULET, avoué, 141.
- Boulevards (à Paris), 147.
- Boulogne* (Pas-de-Calais), 16, 134, 151, 152.
- Boulogne* (Seine), 132.
- BOULOUMIÉ, avocat, 141.
- BOUQUEMONT, 156.
- BOURBON (famille de), 13, 97, 194.
- Bourbon* (île), 99.
- BOURDEAU, XXIII.
- BOURDEILLÉ, 158.
- BOURDINAUD, notaire, 139.
- BOURDON (Jean), LI, LXVI.
- Bourganeuf* (Creuse), 141.
- Bourges* (Cher). Commission mixte, 205. -- Cour d'appel 1, 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 196, 197, 198, 202, 203, 204, 207, 210, 222, 224, 225, 226, 227. -- Séjour de Don Carlos, 83.
- BOURGES (Michel de), 98.
- BOURGIN (G.), directeur des Archives de France, LVI, LVIII, LX, LXVIII, LXXXI, LXXXIII, 1, 7, 11, 19, 68, 117, 185, 186.
- BOURGIN (H.), LXVIII.
- Bourgogne*, 186.
- BOURKE, 220.
- BOURMONT (général), 98.
- BOURNISSAC (M. de), 190.
- Bourreaux, 194, voir Exécuteurs des hautes œuvres.
- Bourse de Lyon, 224.
- BOURSON (père et fils), acteurs, 143.
- BOURVALLAIS, XXXIII.

- BOUSSARD (François-Armand), 156.
- BOUSSON, médecin, 143.
- BOUTILLIER, 220.
- BOUTILLON, 220.
- BOUTIN, avoué, 140.
- BOUTON, 81, 131, 133.
- BOUTONNET (affaire), 114.
- BOUVET DE LOZIER, 130.
- BOUVRET, 156.
- Bouzy* (Loiret), 139.
- BOYD, banquier, 14.
- BOYER DE PEYRELEAU (adjudant-commandant), 132.
- BOYSSET (Ch.), représentant de Saône-et-Loire, 144.
- BRACHET, notaire, 139.
- BRAIBANT (Charles), directeur des Archives de France, 166.
- BRANJONNEAU, 131.
- BRANDT (DE), voir DE BRANDT.
- BRAQUÉ, 157.
- BRATIANO, moldo-valaque, 153.
- BRAUD, 151.
- BRAYER (général, baron de), 94.
- BRÉA (église), à Paris, 157.
- BRÉA (général), 146, 152.
- BREISSAND, 220.
- BREISTROFF DE ROQUEBRUNE (affaire), 103.
- BRENIER, 220.
- Bressuire* (Deux-Sèvres). Chouannerie, 98. -- Troubles, 97.
- Brest* (Finistère). Bagne, 69, 146. -- Diligence, 152. -- Mouvement révolutionnaire, 154. -- Tribunal révolutionnaire, 95.
- BRET, président de chambre à la Cour d'Aix, 212. *Bretagne*. Affaires parlementaires, 190.

-- États provinciaux, 194. -- Voyage de Napoléon III, 206.

Bretenoux (Lot), 142.

BRETON, 131.

BREUILS, 142.

Brevets d'investiture, 215, 219, 222.

Brigandages, 12, 94, 130 à 134, 146, 150, 151, 196.

Brigands, 131, 136.

Brignoles (Var), 140.

BRINCOURT (général), 160.

BRISSON, 141.

BROHON, 220.

BROISE (E.-M. de), imprimeur, 154.

BRONDEAU, 140.

BRONDEL, 220.

BRUCHON, 156.

BRUN, 133.

BRUNEAU (Mathurin), 93, 196.

BRUNEL (Paul-Magloire-Antoine), 158.

BRUNETEAU, 220.

BRUNY, 220.

Bruxelles (Belgique). Cour d'appel, 1. -- Insurrection, 131. -- Organisation judiciaire, 23. -- Réfugiés, 153.

BRUYS, 151.

BUISSON, sous-préfet, 143.

Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation, 224; -- des lois, 8, 171, 180, 216, 217, 230 ;-- officiel du Ministère de la Justice, 181.

Bulletins nominatifs, 170.

BUONARROTI, LXVI, 56.

Bureau des affaires criminelles et correctionnelles, 99 ; -- du Cabinet du Ministre, 79 à 85 ; -- de Cassation, 174; -- central du canton de Paris, 14; -- de consultation, XXIX; -- des décrets, 8; -- des émigrés, 2 ; -- d'envoi des lois, voir Agence de l'envoi des lois; -- de

législation, XXIX, 8; -- des lois, voir Agence de l'envoi des lois; -- des loyers, 226; -- particulier, LXVII, 169, 178, voir Cabinet particulier; -- de la répression des fraudes, 226; -- des réunions, 192; -- de surveillance de l'exécution des lois et arrêtés, 191; -- de triage, IX, X, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XL, XLI.

Bureaux des finances, 192.

BUREAU-DESETIVAUX, avocat, 139.

BUROLLEAU, 98.

BUVIGNIER, avocat, 144.

Buzançais (Indre), 152.

C

Cabara (Gironde), 141.

CABET, 100.

Cabinet particulier du Ministre de la Justice, LXVII, 77 à 85, 183, voir Bureau particulier.

CABOCHE, médecin, 140.

Cachets des tribunaux, 211, 212, 219; -- du gouvernement impérial, 211.

Caderousse (Vaucluse), 141.

CADILHON, 220.

CADOLT, 220.

CADOUDAL (Georges), 15, 130.

Caen (Calvados). Commission mixte, 205. -- Cour d'appel, 1, (affaires diverses intéressant le ressort) 196, 197, 198, 202, 203, 207, 210, 224, 225, 227. -- Cour d'assises, 118.

CAGNAT, 158.

Cahors (Lot), 224.

CAILLET (Pierre), conservateur aux Archives nationales, LVI, 190, 242.

CAILLEUX, 156.

Calais (Pas-de-Calais), 194.

Calvados (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 68. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Brigandages, 132. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Authie*, *Caen*, *Vire*.

CALVET (H.), LXV.

Calvi (Corse), 147.

CALVIÈRE, 220.

CAMBACÉRÈS, VIII, XI, XXI, 198, 220.

CAMELINAT (Lin-Jean-Baptiste), 156.

CAMUS, VII, VIII, IX, XI, XXXV, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XL, XLI, XLII.

Canal latéral de la Garonne, 205; -- du Loing, 216; -- du Midi, 216; -- de Panama, 226.

Candes (Indre-et-Loire), 206.

Candidatures judiciaires, 213, 216; -- à la Légion d'honneur, 233, 234, 235; -- à la Médaille de la Reconnaissance française, 231.

« Cantabre (Le) », brick, 146.

CANTAGREL, 153.

Cantal (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Enlèvement de la recette, 137. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Tribunaux criminels, 12.

CANTELOUP, avocat, 141.

CAPELLINO, 131.

CAPELY, instituteur libre, 143.

CAPO DE FEUILLIDE, 143.

CAPRARA (cardinal), XLIII.

Carbonari, 96.

Carbonarique (société), 152.

CARBONNEAU, 133.

Carency (Pas-de-Calais), 154.

« Caressts (Les) », ouvrage de Richepin, 107.

Carhaix (Finistère), 16.

CARLIER (Charles-Désiré), 156.

Carlistes catalans, 97.

« Carlo Alberto », navire, 97.

CARLOS (don), 83.

CARNOT, 105.

Carnoules (Var), 140.

CARON (Pierre), directeur des Archives de France, LV, LVI, LVII, LX, 183, 184, 185,

189, 190.

CARON (colonel), 133.

CARPENTIER, 137.

Carpentras (Vaucluse), 99.

CARRÉ, 154.

CARRIÈRE, 220.

CARRIEU, médecin, 142.

CARTIER, 220.

CASSAGNAC (de), 104, 106.

CASSAL, avoué, 144.

CASSANYÈS, conventionnel, 79.

Cassation d'arrêts de cours souveraines, 192. Voir Arrêts, Bureau, Pourvois.

CASSINI, 131.

Castandet (Landes), 139.

Castanet (Aveyron), 141.

Castelfidardo (bataille de), 206.

CASTELNAU, 144.

Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), 141, 205.

Castillon (Gironde), 139.

Castres (Tarn), 131, 202.

Catalans carlistes, 97.

Catalogne, 23.

CATELLAN, 220.

Catholiques, 152.

CAUCHARD-DESMARES, 152.

CAUCHOIS-LEMAIRE, archiviste, XIII, XIV, LXIII, LXXII.

CAULAINCOURT, 220.

CAULLET (Nicolas-Augustin), 155.

CAUMONT DE POMPONNE, 13.

CAUSSAT, 141.
CAUSSE (J.-P.), 142.
CAUSSIDIÈRE, 201.
CAUZIT, médecin, 139.
CAVANI, médecin, 141.
CAZAUBON (affaire), 71.
CAZAVAN, 205.
CÉLARIÉ, avocat, 139.
Célestins (couvent des), à Paris, XXXVII, XXXVIII.
Celle-Saint-Cyr (La) (Yonne), 141.
Censure, 107, 198.
Centième régiment d'infanterie, 154.
Cent-Jours, XLIII, 81, 196.
Cent-trente-cinquième bataillon fédéré, 158.
Cercles, 204.
Céréales, 146.
Cérémonial, 223.
Cérémonie de la proclamation de l'Empire, 205.
Cérémonies publiques, 195, 199, 223.
Céret (Pyrénées-Orientales), 97.
CERVONI, 220.
CHABAN-MOUCHARD, 220.
CHABANNES, 152.
CHABERT, 131.
CHABERT (docteur), 112.
CHAFFIN, avocat, 142.
CHALAIN (L.-D.), 158.
CHALENDAR, voir FRABOULET.
Châlons-sur-Marne (Marne), 94, 133.

- Chalon-sur-Saône* (Saône-et-Loire), 142, 202, 206.
- CHAMANS DE LA VALETTE (comte), voir LA VALETTE.
- CHAMBARD, avocat, 143.
- Chambéry* (Savoie). Cour d'appel, 212, (affaires diverses intéressant le ressort) 203, 207, 210, 225, 226, 227.
- CHAMBLASSE, 143.
- Chambord* (Loir-et-Cher). Château, LXI.
- CHAMBORD (comte de), 98, 102, 206.
- Chambre des Députés, 24, 82, 112, 198, 199, 235; -- des pairs, XXIII, XLIV, 198, 199; -- syndicale de la Librairie, XXXIX.
- Chambres de Commerce, 235; -- des Comptes, 191, 192; -- de Notaires, 207.
- CHAMOIN (général), 113, 115.
- CHAMPION DE CICÉ, XVI.
- CHAMPMOL, 220.
- Champ-Saint-Père* (complot du), en Vendée, 151.
- CHAMPY (Jean-Simon), 220.
- CHAMPY (Louis-Henri), 157.
- Chanceliers, X, XIV, XXIII.
- Chancellerie, V, X, XII, 7, 184, 186, 198, 210. -- Attachés, 213. -- Conseil, 192. -- Constructions, 211. -- Historique, XIV à LXI. -- Lettres, 191. -- Officiers, 192. -- Personnel, 211. -- Prestation de serment, 199. -- Travaux littéraires, 194.
- Chancellerie de la Légion d'honneur, voir Grande chancellerie.
- Chandernagor* (Inde), 230.
- CHANDEY (Gustave), avocat à la Cour, 155.
- Change (Le)* (Dordogne), 141.
- Changement de noms, 57, 59, 60.
- « Chanson des Gueux » (La), 107.
- « Chansons de Béranger » (Les), 150.
- Chansons séditieuses, 136.
- CHANTEMILLE (Auguste-Frédéric), avocat, 142.
- CHANTEREINE (dame de), 198.

CHANTREAU, 156.

Chants séditions, voir Propos séditions.

CHAPPE (frères), 80.

CHAPUYS DE MONTLAVILLE, député, 83.

« Charbonnerie réformée (La) », société secrète, 161.

CHARDON (J.-B.), 158.

Charente (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. - Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Tribunaux criminels, 12. -- Troubles 106, 154. Voir *Barbezieux*.

Charente-Inférieure (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Circulation des grains, 99. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Manifestations, 95. -- Personnel judiciaire, 22. -- Prix des grains, 99. -- Tribunaux criminels, 12. -- Troubles, 106, 154. Voir *Rochefort, Rochelle* (La).

Charité-sur-Loire (La) (Nièvre), 160,161.

CHARLES, 131.

CHARLES, imprimeur, impliqué dans l'affaire des « Patriotes de 1816 »⁽¹⁾, 137.

⁽¹⁾ Par suite d'une erreur, figure dans l'état sommaire de la sous-série BB²² la mention « Ch. WARIN » alors qu'il s'agit de deux personnages distincts : CHARLES et WARIN.

CHARLES X. Avènement, 5, 198. -- Sacre, 80, 96, 198. -- Voyage dans l'Est, 81.

CHARNOTET, 220.

Charolles (Saône-et-Loire), 142.

CHARPENTIER, 220.

Charpentiers, 205.

CHARRIN (ex-lieutenant-colonel), 14.

CHARRUY, 142.

Charte constitutionnelle de 1814, 196.

CHARTON, 157.

CHARTRAN (général puis maréchal de camp), 16, 131.

Chartres (Eure-et-Loir), 134.

Chartriers, VI.

CHASSELOUP-LAUBAT, 220.

CHASSEPOT, 220.

Chasseurs à pied, 147.

CHASTEL, 131, 141.

Chastellux (Yonne), 152.

CHATAGNIER, juge, 139.

CHATEAUBRIAND (Armand de), 130.

CHATEAUBRIAND (François-René de), 80.

Château-Chinon (Nièvre), 70, 141.

Châteaudun (Eure-et-Loir), 222.

Châteaurenault (Indre-et-Loire), 141.

Châteauroux (Indre), 139, 140.

CHATELAIN, 220.

Châtelet de Paris, VI, X, 192.

Châtellerault (Vienne), 204, 205.

Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), 142.

Châtillon-sur-Sèvre (Deux-Sèvres), 140.

CHAUBRY, 220.

CHAUDRON, médecin, 142.

« Chauffeurs », 152.

CHAULIEU, 157.

CHAUMIÉ (Jacqueline), conservateur-adjoint aux Archives nationales, 79, 242.

CHAUMIER, 140.

Chauny (Aisne), 68.

CHAVOIX, 141.

CHAYAUX (J.-B.), 131.

Chemin de fer, 220; -- de la Loire, 81; -- du Nord, 152; -- d'Orléans, 208; -- Paris-Versailles, 83. -- Accident de chemin de fer près de Vitré, 106. -- Catastrophe de Fampoux, 100. -- Destruction, 133. -- Dévastations, 134. -- Indicateur, 84. -- Lignes, 83, 96. -- Tentative de déraillement, 152.

Cher (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 170, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Bourges*, *Nérondes*, *Sancerre*.

- Cherbourg* (Manche), 136.
- Cherchell* (Alger), 160.
- CHÉRON, 158.
- CHEVALIER (Ernest-Louis), 155.
- Chevaliers de l'Empire, 215.
- CHEVALLIER, 156.
- CHEYRÉ, VII.
- CHINCHOLLE, 141.
- Chirurgiens autorisés, 4.
- Choléra, 82, 95, 133, 151, 208.
- Cholet* (Maine-et-Loire), 134.
- CHOPPIN, 220.
- CHOQUET, 115.
- « Chouanne Saint-Désiré » (affaire de la), 9.
- Chouannerie, 12, 96, 98, 131, 133, 134, 150, 151, voir GUILLEMOT.
- Chouans, 131, 132, 133, 151, voir Chouannerie.
- CHOUARD, 220.
- Christol* (Gard), 139.
- Circonscriptions des justices de paix, 212.
- Circulaires du Ministre de la Justice, 8, 212, 219, 223, 225; -- du Ministre de la Police, 172; -- ministérielles, 169, 171, 172.
- « Civilisation (La) », journal, 139.
- CIVRAI (J.-J.), 137.
- Clairvaux* (Aube). Maison centrale, 101.
- CLAM (de), voir Du PATY.
- CLAVIER, 158.
- CLÉMENCE (Hippolyte-Adophe), 158.
- Clémence royale, 151.
- CLÉMENCEAU, 141.
- CLÉMENCEAU (Charles), 157.

- CLÉMENCET (Suzanne), voir VITTE (Suzanne).
- CLÉMENT (J.-B.), 158.
- CLÉMENT (Léopold-Émile), 157.
- CLÉMENT DE RIS, 130.
- CLERC-LASALLE, 139.
- Clergé, 151, 206.
- CLERGEAU, 141.
- Clermont-Ferrand* (Puy-de-Dôme), 206.
- CLERMONT-TONNERRE (de), 220.
- « Cloche (La) », journal, 155.
- CLOUET (général), 98.
- Clubs, 102, 200, 201; -- de la Boule noire, 156; -- de l'église Saint-Séverin, 157; -- Massiac, 13.
- CLUSERET (Gustave-Paul), 155, 158.
- Coalitions, 130, 150 à 161; -- de boulangers, 104; -- d'ouvriers, 83, 100, 103.
- Cocarde blanche, 93.
- COCHET, 131.
- Cochinchine*, 224, 230.
- Code civil, 9, 211; -- de commerce, 35, 210; -- de justice criminelle, 211; -- de justice militaire, 226 ; -- militaire suisse, 97; -- Napoléon, 228; -- de la pêche fluviale, 198; - pénal, 208; -- de procédure civile, 211; -- rural, 210.
- CODRON et MASSON (affaire), 168.
- COËTLOGON (de), 205.
- COEURDEROY, médecin, 139.
- COLLIN, 151.
- Collo* (Constantine), 160.
- COLLOMP, 139.
- COLLOT (Adolphe), 157.
- COLLOT d'HERBOIS, XXIX.
- Colmar* (Haut-Rhin). Commission mixte, 205. -- Conseil souverain, 193. -- Conspiration, 133. -- Cour d'appel, 1, (affaires diverses intéressant le ressort) 196, 197, 198, 202, 203, 207.

-- Cour d'assises, 132. -- Grèves, 103.

Colombes (Seine). Pont, 152.

COLOMBIER, 134.

Colonies. Députés, 224. -- Organisation judiciaire, 23, 99. -- Situation sociale et politique, 84. -- Troubles, 202. -- Voir Affaires coloniales.

Colportage, 100, 222.

« Combat (Le) », journal, 157.

COMBE, avoué, 141.

COMBIER, 138.

COMBRAY, voir HÉLIE DE COMBRAY.

Comines (Nord). Couvent des Sœurs grises, 71.

Comité central démocratique européen, 153; -- central de résistance, 204; -- central révolutionnaire, 14; -- des décrets, 8; -- démocratique socialiste des élections, 153; -- des grâces, 205; -- de Légion, 156; -- de législation, XX; -- de législation de la Convention, 193; -- de législation et de justice administrative, 216, 219; - lorrain de Nancy, 112; -- révolutionnaire de Londres, 154; -- de la rue de la Corderie, 157; -- de Salut public, XX, 155, 158, 190, 191; -- de surveillance de la Commune de Paris, 133; -- de surveillance du département de Paris, 13, 14; -- de vigilance des citoyens républicains du 18^e arrondissement, 156.

Comités des assemblées, 7, 8; -- civils des sections de Paris, 2, 14; -- révolutionnaires, 14, 153; -- de surveillance, 14.

COMMAILLE, 220.

Commandements militaires, 103.

COMMANT, 220.

Commentry (Allier), 204.

Commerce, 150; -- des grains, 192; -- des laines, 208. -- Code de commerce, 210. -- Effets de commerce, 226. -- Établissements de commerce, 195.

COMMEYRAS (le chevalier de), 193.

COMMISSAIRE (Sébast.), 153.

Commissaires des administrations civiles, police et tribunaux, 190; -- du Châtelet, VIII; -- dans les départements, 200; -- du Directoire exécutif près les tribunaux des départements, 180; -- des guerres, 2; -- nationaux près les tribunaux criminels des départements, 191; -- nationaux près les tribunaux de district, 2; -- de police, 2, 14; -- du pouvoir exécutif près les tribunaux, 2, 170, 211.

Commissaires-priseurs, 44 à 47, 213.

Commission des administrations civiles, police et tribunaux, XIX, XX, XXXIV, 1, 3, 13, 14, 19, 190, 191, 193; -- administrative de police de Paris, 2; -- des affaires contentieuses, XXXII; -- chargée de la réforme de la magistrature, 212 ; -- chargée de présenter le premier projet de loi sur les faillites et banqueroutes, 181; -- consultative des loyers, 226; -- de la correspondance de Napoléon 1^{er}, 211; -- des Dix-sept, 19; -- des dommages de guerre, 239; -- des émigrés, 2, 3; -- pour l'étude des modifications à introduire dans le Code pénal, 208; -- exécutive provisoire des administrations civiles, police et tribunaux, voir Commission des administrations civiles, police et tribunaux ; -- des grâces, 144; -- intermédiaire provinciale d'Alsace, 190; -- de la Légion d'honneur, 235; -- de la loi du 5 prairial an III, 11, 12; -- de la Médaille de la Reconnaissance française, 231, 232; -- militaire et extraordinaire marchant à la suite de la colonne des éclaireurs commandés par le général Guillot, 146; -- militaire de Rennes, 12; -- des Onze, 8; -- des pensions, 164; -- du pouvoir exécutif, 200, 219; -- de radiation des émigrés, 194; -- des réguliers, 191; -- de révision des lois, 199; -- révolutionnaire de Commune-Affranchie, 12; -- du sceau, XXV, XXVII, 59, 60, 214; -- de secours aux anciens militaires, 217; -- de surveillance pour la fabrication des substances explosives et incendiaires, 159.

Commissions arbitrales, 226; -- d'enquête, 226; -- exécutives provisoires, 2; -- des finances, 192; -- militaires, 11, 12, 16, 144; -- mixtes, 138, 170, 205, 207, 208, 210; -- nommées dans le corps législatif, 169; -- relatives aux inculpés politiques, 204.

Committimus, 190.

« Commune (La) », journal, 155, 157.

Commune de 1871, 154, 155 à 159, 170, 172, 176, 210, 224.

Commune de l'arrondissement de Paris (3^o), 153.

Commune-Affranchie, voir *Lyon*.

« Commune révolutionnaire des ouvriers français (La) », société secrète, 154.

Communes, 150, 224.

Communisme, 97, 100.

Communistes, 100, 153; -- dits « matérialistes », 152.

Commutations de peines, 136, 151, 170, 191, 207.

Compagnie de chemin de fer d'Orléans, 208; -- générale des mines de la Loire, 100; -- des Indes, 71; -- des Petites-Voitures, 157; -- universelle du Canal interocéanique de Panama, 226.

« Compagnons du devoir de Salomon », 137.

COMPAN, 139.

Compiègne (Oise), XXXIII, 152.

Complots, 132, 150 à 161; -- d'Ajaccio, 15; -- d'Alençon, 16; -- de Belfort, 137; -- de Béziers, 204; -- bonapartiste dans les Landes, 137; -- de Bordeaux, 136; -- de Caron-Pailhès, 133; -- du Champ-Saint-Père, 151; -- contre l'Empereur, 206, 208; -- contre l'État, 12; -- contre le Gouvernement, 95; -- contre la République, 15; -- de Desbans et Chayaux, 131; -- européen, 204; -- du Fort de Vincennes, 133; -- du général Berton, 133; -- de Geslain, 151; --

de Grenoble, 132; -- de l'Hippodrome, 205; -- légitimiste, 102; -- légitimiste de Montpellier et Nîmes, 202; -- légitimiste de Saint-Omer et du Havre, 205; -- de Lunéville, 134; -- de Lyon, 102, 204; -- du général Malet, 132; -- de Marseille, 99, 151, 205 ; -- du Midi, 12; -- du Mont-Tonnerre 12; -- de Neuilly, 134; -- de Normandie, 132; -- de l'Opéra-Comique, 205; -- d'Oran, 102; -- de Paris, 133; -- des « Patriotes de 1816 », 133; -- de Ponthierry, 133; -- des Pyrénées-Orientales, 204; -- de La Rochelle, 131,132;-- de la Rue Pastourelle, 100; -- de Saint-Jean-du-Gard, 205; -- du Sud-Ouest, 204; -- du Tarn, 12, 131; -- de Toulon, 15; -- de Toulouse, 98; -- de Valence, 204; -- du 20 août 1820, 5; -- de janvier 1821, 5; -- du 15 mai 1848, 101; -- du 13 juin 1849, 102. Voir Conspirations.

Comptabilité, 2, 164, 171, 178, 181; -- du Ministère de la Justice, LXV.

Comptables, 224.

Comptes-rendus d'assises, 117 à 119, 245.

Comptoir d'escompte, 108.

Comtés. Érection, 191, 192.

Condammations à la peine des fers, 147; -- criminelles et correctionnelles, 213, 235; -- politiques, 210, 220.

Condamnés, 225; -- à la déportation, 144; -- aux galères, 191; -- aux travaux publics, 146; -- ayant fini leur prison, 13; -- des commissions mixtes, 208, 210; -- de la Commune, 172, 176, 224; -- du Second Empire, 170; -- insolvable, 164; -- politiques, 10, 16, 151, 153, 219.

CONDÉ (prince de), 17, 82.

CONDUZORGUES-LAIROLLE (Paul), pasteur, 143.

Conférence Molé, 201.

Conférences de Londres sur les affaires de Belgique, 199; -- des ministères, 198.

Conflits de juridiction, 190, 191; -- entre magistrats et administrateurs, 224; -- entre ouvriers et patrons, 224. -- Tribunal des conflits, 225.

Congés des magistrats, 217.

Congrégations religieuses, 100, 227.

Coni (Italie), 17.

CONNAT, 157.

CONNEAU (D^r H.-Fr.-Al.), 134, 152.

CONSALVI (cardinal), 196.

Conscription, 90, 131, 132.

Conscrits, 131.

Conseil d'administration du Ministère de la Justice, XXVII, XXVIII, 171, 180.

Conseil d'État, XXXI, 77, 186, 195, 216, 217, 223, 235, 239. -- Avocats, 3. -- Budget, 3. -- Conseillers, 191. -- Contentieux, 219. -- Décrets et lois, 228. -- Décisions, 192. -- Incendie, 157, 158. -- Instances, 191. -- Magistrats, 191. -- Maîtres des requêtes, 191. -- Personnel, 3, 225. -- Réorganisation, 81. -- Travaux divers, 3.

Conseil exécutif provisoire, 7, 8, 190; -- de guerre, 12, 113, 114, 115, 146, 147, 150, 243; -- de justice, XXIX, 7, 177; -- de Lorraine, VI; -- permanent de révision, 114; -- des prises, 11, 17, 211; -- privé, VI, 121, 130; -- provincial d'Artois, 193; -- de prud'hommes, 25, 226, 239; -- du sceau, XXVII, XXVIII, 191, 214, 222, 227; -- souverain de Colmar, 193.

Conseils au ministre, 201.

Conseils d'arrondissement, 102; -- de discipline, 97; -- généraux, 102, 103, 104, 207; -- militaires, VIII, 11; -- municipaux, 102; -- du Roi, VI, XV, 3; -- souverains, 191, 193.

Conseillers, 211; -- au Conseil d'État, 81, 191, 216.

Conservateurs des hypothèques, 45.

Conspirations, 130; -- des « Anarchistes » de Toulouse, 15; -- de Belfort, 150; -- de Bernay, 15; -- de Berton à Saumur, 150; -- contre la République, organisée par les Anglais, 15; -- des départements de la Loire et du Rhône, 15; -- de l'Est, 79; -- de Georges, 15; -- de Grasse, 15; -- de Grenoble, 94, 137, 150; -- lyonnaise, 16; -- de Paris, 137; -- des « Patriotes de 1816 », 150. -- Princes de Strasbourg, 15; -- de la Rue des Prouvaires, 151. -- Valet, à Marseille, 150. Voir Complots.

CONSTANS, avoué, 141.

Constantine (Algérie), 146, 154.

Constantine (département de). Voir *Batna*, *Bordj-bou-Arréridj*, *Bougie*, *Collo*, *Djidjelli*, *El-Hanser*, *El-Milia*, *Lambèse*, *Ouargla*, *Sétif*, *Souk-Ahras*, *Takitount*, *Tuggurt*.

Constitution de 1793, 190. -- Révision de la Constitution, 204.

Constitutions françaises, LVIII, LXXV, LXXVI.

« Constitution de l'Allier (La) », journal, 142.

Consulat, 4.

Consuls, 17, 171, 194.

Contentieux du Conseil d'État, 219.

Contrainte par corps, 223.

Contrats de mariage, 216.

Contraventions, 225.

Contrebande, 161.

Contributions indirectes, 151.

Contrôle des sommes ordonnancées, 179.

Convention, 12, 13, 181, 193.

COQUELET, 204.

Cordeliers (couvent des), à Paris, XXXVII, XXXVIII.

« Cordeliers (Les) », société, 14.

CORMENIN (de), 82.

CORNE (Victor), sous-préfet, 143.

Corneilla-de-la-Rivière (Pyrénées-Orientales), 141.

CORNUAU, 220.

CORNUDET, 220.

Corps judiciaires, voir Judiciaires (corps).

Corps législatif, 169, 181.

Correspondance du Ministère de la Justice, 177 à 182; -- de Napoléon I^{er}, 211.

Correspondances étrangères (affaire des), 205.

Corrèze (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Affaires prévôtales, 15. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Pillages de châteaux, 95. -- Propagande révolutionnaire, 155. -- Tribunaux criminels, 12.

Corse. Conseil supérieur, 193.

Corse (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Carbonari, 96. -- Commission mixte, 208. -- Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 196, 197, 202, 203, 207, 210, 224, 225, 227, 234. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Érection d'un monument à Napoléon I^{er}, 208. -- Établissement du jury, 97. -- Personnel judiciaire, 22. -- Port d'armes, 224. -- Souscription en faveur de Garibaldi, 206. Voir *Ajaccio, Bastia, Calvi*.

CORVETTO, conseiller d'État, 196.

Cosne (Nièvre), 139, 140, 160, 161.

COSSON, 139.

COSTE, 137.

COSTER-SAINT-VICTOR, 131.

Côte-d'Or (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 208. -- Comptes-rendus d'assises, 118. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Juges de paix et suppléants, 40. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Beneuvre, Châtillon-sur-Seine, Dijon, Semur, Seurre*.

Côtes-du-Nord (département des). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Brigandages, 132. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Juges de paix et suppléants, 40. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12.

COTTE, avocat, 144.

COUBARD, 220.

COUDRON, 141.

COUIN, 220.

Coup d'état du 2 décembre, 2, 201.

COURIER (Paul-Louis), 96.

Cour martiale, 159.

COURNET (Fréd.-Et.), 158.

Couronne royale, 82.

COUROT, 156.

« Courrier de la Gironde (Le) », journal, 139.

« Courrier de Loir-et-Cher (Le) », journal, 144.

Courrier de Lyon (affaire du), 131, 132, 220.

Cours des aides, 191, 192.

Cours d'appel, XLVI; -- des départements étrangers, 17; -- de Paris, X. -- Affaires diverses, 222, 224, 226, 227, 228, 234, 235. -- Affaires politiques, 197, 198. -- Avocats, 3. -- Comptes-rendus, 17. -- Comptes-rendus d'inspection, 224. -- Condamnations pour délits politiques, 220. -- Délits de presse, 101, 102. -- Élections, 106, 107, 207, 210, 222. -- État des individus jugés, 225. -- Insurgés de la Commune, 210. -- Juges-auditeurs, 2. -- Magistrats, 3. -- Observations sur le projet de Code de procédure civile, 211. -- Officiers ministériels, 45, 46. -- Personnel, 218, 225, 239. -- Procès-verbaux des audiences de rentrée, 225. -- Rapports politiques des procureurs généraux, 203, 204. -- Simplification des actes de procédure, 226. -- Troubles, 202. Voir Tribunaux d'appel.

Cours d'assises, 212. -- Arrêts, 112. -- Personnel, 217. -- Présidents, 97. Voir Comptes-rendus d'assises.

Cour de cassation, LXVIII, 111 à 116, 242. -- Affaire Dreyfus, 242, 243. -- Arrêts, 224. -- Avocats, 3, 224. -- Candidature à la Légion d'honneur, 235. -- Décisions, 172. -- Demandes de places, 23. -- Nominations, 28. -- Officiers ministériels, 45, 46. -- Personnel, 225.

Cour des Comptes, 199; -- impériale, 195.

Cours de justice, 195, 198, 200, 207, 208, 211, 212, 219; -- de justice criminelle, 136, 168, 211; -- des monnaies, 192.

Cour des Pairs, 83.

Cours prévôtales, 3, 15, 16, 178; -- royales, 8, 164, 214, 218, 233; -- souveraines, 192.

COURTEAULT (Henri), directeur des Archives de France, LV, LVI, LIX, LX.

Courtiers, 224.

COUSIN, 158.

COUSSEAU, 132.

Couvents, 157, 158.

Crach (Morbihan), 133.

Crédit foncier, 227.

CRÉMIEUX, XLIV.

CRETET, 220.

CRETTE, 220.

Creuse (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Juges de paix, 218. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Bourganeuf*, *Faux-la-Montagne*.

Creusot (Le) (Loire). Agitation ouvrière, 206. -- Grèves, 102. -- Guerre civile, 161. -- Procès Schneider, 201.

« Cri du Peuple (Le) », journal, 155, 156, 157.

Crieurs publics, 100.

Crimée, 154.

Crimes, 225. Voir Affaires criminelles.

Criminalité, 224.

Cris séditieux, 104, 105, 106, 136, 137, 150 à 161, voir Propos séditieux.

Crise boursière, 224; -- des céréales, 146.

CROMBEZ, 131.

CROUZET, 152.

CRUGY, 139.

Cuers (Var), 140.

CUGNET DE MONTARLOT (affaire), 79.

CUIGNET (affaire), 243.

Cultes, XXIII, 195, 207.

Cunhat (Puy-de-Dôme), 141.

CURET (Jos.-Marie), 142.

CURZON (DE), 206.

CZERNUSKI (prince), 112, 114.

D

DABIN (Georges GANIER, dit), 159.

DACOSTA, 131.

DACOSTA (Ch.-Nic.-Maurice), 155.

DACOSTA (Gaston-Pierre), 156.

DAGUERRE, 81.

DALBERG, 220.

DALENCOURT, 131.

DALESME, 220.

Dalmates, 132.

Dalmatie, 132.

DALVERNY, 139.

DAMBRAY, chancelier, XXII, XXIII.

Dames de la Mère de Dieu, 224.

Danemark, 57.

DANIELO, 133.

DANTHONAY, XXXIX.

DANTON, XVIII, XXIX, LIV, 192, 194.

Danubiennes (principautés), 210.

Dappes (vallée des), 203.

DARBOUX, expert, 115, 243.

DARBOY (mgr.), 155, 157.

DARDENNE, 139.

DARION, 220.

DARLHAC, 220.

DARMÈS (affaire), 99.

Darnetal (Seine-Inférieure), 151.
DARNOSPIL, 143.
DAUMIER, 133.
DAUNOU, VIII, XI, XII, XLII.
Dauphin (le), fils de Louis XVI, 191. Voir Louis XVI.
Dauphin (faux), 196.
DAUSSONNE, 137.
DAUTRICHE, 115.
DAUZON, avocat, 140.
DAVID, 137.
DAVIOT, gérant du « Démocrate de Saône-et-Loire », 142.
DAVOUS, 220.
DAVOUT, 220.
Dax (Landes), 106.
Débats parlementaires, 225.
DEBELLE (général), 132, 133.
Débits de boisson, 203.
DEBLOIS, 141.
DEBOCK, 158.
DE BRANDT, 131.
DECAEN (général), 196.
DECAMP, 156.
DECAUX, 220.
DECAZES, 221.
Décembre 1851. Inculpés, 138.
Décès, 227, 233.
Décisions particulières du Roi, 222.
Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, LIV.
Déclarations d'absences, 214; -- de revenus, 215.

Décompte de dotations, 216.

Décorations, 4, 216, 235.

DECOUX, 97.

Décrets, 179; -- d'accusation, 179; -- d'amnistie, 152; -- de l'Assemblée constituante, 181; -- de l'Assemblée législative, 181; -- de l'Assemblée nationale, 200, 218; -- d'attribution de dotations, 215; -- de collation de lettres de noblesse, titres et armoiries, 227; -- conférant la médaille de la Reconnaissance française, 231; -- constituant les sociétés de donataires, 216; -- de la Convention, 181; -- d'érection de majorats, 222; -- du Gouvernement de la Défense nationale, 172; -- du Gouvernement provisoire de 1848, 200, 219, 223; -- de grâce, 161; -- du Ministère de la Justice, 237 à 240; -- de naturalisation, 224; -- sur les pensions, 164; -- présentés par le Conseil d'État, 223, 228; -- relatifs au service du sceau, 214; -- de remplacement de titres, 222.

Décret du 7 août 1790, VI; -- du 6 mars 1791, VI; -- du 12 brumaire an II, VII; -- du 7 messidor an II, VII, IX; -- du 3 brumaire an III, VII; -- du 28 brumaire an III, IX; -- du 14 ventôse an III, 193; -- du 12 novembre 1806, 146; -- des 6 avril 1809 et 24 avril 1810, 12.

DECRION (affaire), 114.

Défense nationale (Gouvernement de la), 172.

DREGRENON, 137.

DEGUERRY (abbé), 154.

DEJEAN, 221.

DELAIGUE, XLII.

Délais judiciaires, 199. « De la justice dans la Révolution et dans l'Église », par Proudhon, 153.

DELALANDE, 137.

DELALANDE (C.-J.-A.), 221.

DELAMAGDELAINE, 221.

DELATTRE (Fr.-J.), 150.

DELAUNAY (dame de Chantereine, née), 198.

DELAUNAY-BOISELUCAS, 130.

DELAVILLE, procureur de la République, 141.

DELAYE, 131.

DELBREL, 133.

DELCHF (Em.-J.-D.), 157.

Délégations, 239.

DELESCLUZE, 152.

DELHON, médecin, 141.

DELIGNY, dentiste, 141.

DELIMAL (Nap.-Jos.-Odilon), 157.

DELISSALDE, négociant, 141.

Délits, 225; -- anarchistes, 219; -- commis sur territoires frontières, 224; -- électoraux, 210; -- de fausse-monnaie, 17; -- forestiers, 7, 17, 151; -- d'offenses envers l'Empereur, 104; -- politiques, 15, 93, 101, 105, 220; -- de presse, 96, 101, 102, 130, 150 à 161; -- d'usure, 17.

Dellys (Alger), 160. Voir *Rebeval*.

DELORT (J.), 221.

DELORT (M.), 221.

DELPECH, avocat, 143.

Démagogues, 203.

Demandes d'armoiries, 222; -- de grâces, 219 ;-- de lettres de noblesse, 226; -- de naturalisations, 214, 220; -- de pensions, 164, 226; -- de places, 164, 170, 197, 201, 213; -- de secours, 164, 197, 200, 201, 226; de titres, 214, 216, 222.

DEMAY (Ant.-Math.), 158.

Démissions de juges de paix et suppléants, 213.

« Démocrate de Saône-et-Loire (Le) », journal, 142.

Dénonciations, 200.

Départements. Administrateurs, 2. -- Affaires criminelles, 91 à 93. -- Affaires diverses traitées au Bureau de la Division civile, 68 à 72. -- Alsaciens-Lorrains, 229, 230. -- Assises, 212. -- Comités contentieux, 192. -- Commissions mixtes, 170. -- Commissions, tribunaux militaires et révolutionnaires, 11. -- Cours prévôtales, 15, 178. -- Délits politiques, 16. -- Délits relatifs à la conscription, 90, 91. -- Exécuteurs, 17. -- Formation, 193. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Greffiers des justices de paix, 40, 41. -- Juges, 2, 39. -- Justices de paix, 41. -- Médecins, chirurgiens, accoucheurs, 4. -- Notaires, 49, 50, 178. -- Observations des cours de justice, 211. -- Officiers ministériels, 44, 45. -- Personnel judiciaire, 22, 217, 218. -- Poursuites contre des Français ayant porté les armes contre la France, 12. -- Propagande révolutionnaire, 156. -- Tableaux des distances aux chefs-lieux, 8. -- Tribunaux, 177, 178, 181. -- Tribunaux de cassation, 15. -- Tribunaux criminels et révolutionnaires, 12.

Départements belges, XL, 23.

Départements étrangers. Affaires criminelles, 91 à 93. -- Affaires diverses traitées au Bureau de la Division civile, 68 à 72. -- Avoués et huissiers, 44. -- Cours d'appel, 17. -- Cours prévôtales, 3. -- Délits relatifs à la conscription, 90, 91. -- Juges de paix et suppléants, 39, 40. -- Organisation judiciaire, 23. -- Salaires des auxiliaires de la justice, 20. -- Tribunaux de commerce, 33.

Départements hanséatiques, 23; -- italiens, 12; -- réunis, 217, 222; -- de la rive gauche du Rhin, 23; -- romains, 215; -- transalpins, 171.

Dépêches télégraphiques, 200.

DEPÈRE, 221.

DEPERT, brigadier, 113.

DEPONTHON, 221.

Déportation, 94, 144, 150, 190.

Dépôts d'archives, VI.

Députations, 195.

Députés, 199, 224.

Déraillement, 152.

DEREURE (Simon), 158.

DERVIN (Jean-Louis), 150.

DESBANS (C.-Fr.), 131.

DESBORDES, lieutenant de la Légion de la Seine, 150.

DESCAMPS, conventionnel, 94.

DESCATTE, 141.

DESCAVES (Lucien), 108.

DESCHAMPS, 221.

DESCHANEL (Paul), LXXVI.

DESCHESNES, 221.

DESCLOZEAUX, secrétaire général du Ministère de la Justice, 199.

Déserteurs, 90, 130, 136, 154.

DESFILHES, médecin, 141.

Désordres, 151, 152, voir Agitation, Émeutes, Insurrections, Révoltes, Troubles.

DESPERICHONS, 221.

DESPORTES, 221.

Destruction d'archives, LXXII, LXXIV; -- de métiers, 152.

Détenus, 82, 151, 190, 196.

Détentions préventives, 107.

- Dette nationale, 192.
- Dettes du comte de Provence, 198.
- Deux-Ponts* (Allemagne). Prince palatin, 190.
- DEVARENNES, 158.
- Dévastations, 150 à 161; -- de couvents, 134.
- DEVILLE (J.-B.), 138.
- DEVILLE (madame), XXXV.
- DEWALL, 221.
- DEYSTABENRATH, 221.
- DEZEIMERIS (Jean-Baptiste), 143.
- DHUR-BELHOMME, 115.
- Diamants de la couronne, 131.
- DIDIER (conspiration), 16, 99, 132.
- Dieulefit* (Drôme), 143.
- Digne* (Basses-Alpes). Commission militaire, 144. -- Grâces politiques, 140, 141, 144. -- Palais épiscopal, 68.
- DIJON, 157.
- Dijon* (Côte-d'Or). Chambre des Comptes, 192. -- Commission mixte, 205. -- Cour d'appel, 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 136, 196, 197, 198, 202, 203, 207, 210, 220, 224, 225, 226, 227, 234. -- Cour de justice, 17, 136. -- Grâces politiques, 139, 141, 142, 143. -- Grèves, 103. -- Parlement, 193. -- Société des «Bons cousins charbonniers », 205.
- Diligences. Attaques, 131, 152.
- Dîme, 106, 154.
- Diorama, 81.
- DIOT, 97, 151.
- Diplomatique, XXVI, XXVII.
- Diplômes de la médaille de la Reconnaissance française, 231, 232.
- Directeurs des domaines impériaux, 215.
- Direction de l'administration pénitentiaire, XXV; -- des affaires civiles, XXV, XLIX, 227; -- des affaires criminelles, XLVIII; -- des cultes, XXIII.
- Directoire. Arrêtés, 171, 181. -- Lois, 181. -- Proclamations, 181.

- Directoire exécutif près les tribunaux des départements, 180.
- Discipline judiciaire, 212.
- Discours, 169, 227.
- Disette, 112.
- DISLÈRE (président), 232.
- Dispenses diverses, 179, 191; -- pour études de droit, 179; -- pour mariages, 57, 66, 179, 182, 214, 215, 239; -- de parentés, 224.
- District. Tribunaux, 191.
- Division civile (ou des affaires civiles), XXV, LXVI, 49, 53, 56, 67 à 75. -- Comptabilité, 171. -- Correspondance, 178, 180, 181. -- Décisions, 171, 172, 181. -- Feuilles décadaires, 178. -- Fichiers, 170. -- Répertoire, 169. -- Secrétariat général, 178, 180.
- Division criminelle. Bureaux du Nord et du Sud, 179. -- Comptabilité, 171. -- Correspondance, 87 à 109, 179, 180, 182. -- Décisions, 171, 181, 182. -- Feuilles décadaires, 179. -- Fichiers, 171. -- Répertoires, 169. -- Secrétariat. général, 179.
- Division des émigrés, 2; -- militaire, 144; -- du sceau, XXV, LXVI.
- Djidjelli* (Constantine), 160.
- Djurdjura* (Alger), 147.
- DOCTEUR, 141.
- DOCTRINAL (Sophie), 156.
- DOGUEREAU, 221.
- Doire* (département piémontais de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.
- Dôle* (Jura), 142, 143.
- Domaines nationaux, 181; -- impériaux, 215.
- Domicile. Admissions, 182. -- Fixation en France, 179.
- Dominicains d'Arcueil, 155, 157.
- Dommages de guerre, 226, 239.
- DOMMANGET, 221.
- Donataires (sociétés de), 215, 216.
- DONNADIEU (général), 83.
- Dons patriotiques, 195; -- volontaires, 7.

Donzy (Nièvre), 139.

Dordogne (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 170, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. - Grâces politiques, 141, 142, 143. -- Juges de paix, 218. -- Personnel judiciaire, 22. -- Pillages de châteaux, 95. -- Tribunaux criminels, 12. -- Troubles, 154. Voir *Bergerac, Change (Le), Javerlhac, Piegut, Saint-Paul-la-Roche, Villefranche-de-Longchapt*.

Dossiers de mouvement des magistrats, 27, 28; -- personnels des magistrats, 27, 29, 241; -- de remplacement des officiers ministériels, 43.

Dotations, 171, 215, 216, 219, 222.

Douai (Nord). Commission mixte, 205. -- Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 196, 197, 198, 202, 203, 207, 210, 220, 224, 225, 227, 234. -- Cour d'assises, 119. -- Grèves, 102, 103, 105. -- Parlement, 193. -- Prison, 131. -- Rébellion, 131. -- Troubles, 71.

Douanes, 3, 16, 178.

DOUARCHE, LXVI.

Doubs (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 208. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Subsistances, 136, 152. Voir *Besançon, Morteau, Pontarlier, Thiébouans*.

Douéra (Alger), 138.

DOUGLAS (abbé), 193.

Doulevant-le-Château (Haute-Marne), 141.

Doullens (Somme), 202.

DOURILLE (H.-J.-J.), homme de lettres, 143.

DOUSSET, 140.

Dra-el-Mizan (Alger), 160.

Draguignan (Var), 144.

Drapeau tricolore, 16; -- sédition, 130.

DRÉO, 105.

DREYFUS (affaire), 112 à 116, 242 à 244.

Droit civil, 198; -- public, 194. -- Études de droit, 179.

Droit d'asile, 224.

Droits féodaux, 106.

Drôme (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 205, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces

politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Représentant, 139. -- Sociétés secrètes, 102, 161. -- Troupes du général Debelle, 133. Voir *Dieulefit, Marsanne, Montélimar, Montjoux, Montoison, Saillans, Saint-Marcel-les-Sauzet, Tain, Valence*.

DRUGEON (Victor-Alexandre), 156.

DUBEDAT, 131.

DUBLAR (Brutus-César), 137.

DUBOIS (Louis), LXXIV.

DUBOIS, conseiller d'État, 196.

DUBOIS, constituant, 14.

Du BOTDERU (comtesse), 99.

DUBREIL, 221.

DUCAMBOUT, 221.

DU CHAFFAUD (comte J.), 141.

DU CHAFFAUD (C.), avocat, 141.

DU CHÂTELET (marquis), 133.

DUCHÉ, 133.

DUCHÉ (T.-M.), 138.

DUCHÉNE, 157.

DUCHESNE, intendant du comte de Provence, 13.

DUCLUZEAU, 156.

Ducs, 194.

Duels, 107.

DUEZ, avocat, 151.

DUGAST-ESTUBLIER, médecin, 142.

DUGENNE, médecin, 141.

DUHAMEL, 151.

DUHAMEL, 221.

DUJON, 221.

DUMANOIR (Jean-Michel-Hubert), 150.

DUMAS-MERLE, 115.

DUMONT, 133.
DUMONT, journaliste, 158.
DUMOURIEZ (général), XL.
Dunières (Haute-Loire), 152.
DU PATY DE CLAM, 113.
DUPIN (baron), 84.
DUPIN (président), 205.
DUPONT, archiviste, LIII, LXIII, LXXII.
DUPONT (général), 193.
DUPONT, major d'infanterie, 142.
DUPONT (Clovis-Joseph), 157.
DUPONT (Jean-Martial-Anunthe), 156.
DUPONT [DE L'EURE], 79.
DUPORT-DUTERTRE, XVI, XVII.
DUPRAT (Henri), 155.
Du QUESNAY (affaire), 132.
DURAND, complice de Didier à Grenoble, 132.
DURAND, 221.
DURAND (Jacques-Louis), 158.
DURAND-BERNARD, notaire, 140.
DURAND-LINOIS, 221.
Durée du travail, 104.
DURIF, 132.
DUROSNEL, 221.
DU SAILLANT (marquis), 14, 68.
DUSSERT, 132.
Dussouss (G.), 138.
DUTERTRE (J.-B.), 151.
DUVAL, 133.

DUVAL (Émile), 159.

DUVAL D'ÉPRÉMESNIL, 13.

DUVAL-LAGUIERCE (lieutenant-colonel), 115.

DWEAU, LXVIII.

Dyle (département belge de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92, 93. -- Affaires diverses, 69. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Organisation judiciaire, 23.

E

Eaux et Forêts, 192.

EBERLE (J.), 133.

ÉBLÉ, 221.

Ecclésiastiques, 193.

Échange de publications, 224.

Échelles du Levant, 210.

« Éclaireur des Pyrénées (L') », journal, 143. École polytechnique, 82; -- primaire, 151; -- supérieure de guerre, 115.

Écoles de droit, 4; -- secondaires ecclésiastiques,

Écouen (Seine-et-Oise), 224.

ECQUEVILLY (d'), 221.

Écrits séditieux, 12, 13, 15, 16, 106, 150, 205.

Édition de chansons, 150.

Édits, 169, 191.

Éducation. Maisons de la Légion d'honneur, 217.

Effets de commerce, 226.

Église catholique, 134. -- Gens d'église, 191.

Éguzon (Indre), 16.

Égypte, 210.

Elbe (département de l'île d'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Organisation judiciaire, 24.

Elbeuf (Seine-Inférieure). Emeute, 84. -- Insurrection, 134. -- Troubles, 202.

Élections, 96, 150 à 161, 198, 202, 207, 222; -- de 1822, 80; -- de 1834, 82; -- de 1846, 84, 100; -- de 1848 à 1850, 101, 152; -- de 1849 à 1851, 102; -- de 1855, 102; -- de 1876-1877, 210; -- de 1877, 161; -- aux conseils d'arrondissement, 105, 106; -- aux conseils généraux, 103 à 106; -- départementales, 105; -- des juges consulaires, 212, 224; -- législatives, 106,

107, 198 à 200, 205, 207, 210, 218; -- municipales, 104 à 106, 205. Voir Affaires électorales.

El-Hanser (Constantine), 154.

El-Milia (Constantine), 160.

ÉLOI, 131.

« Émancipation (L') », journal, 106, 204.

« Émancipation normande (L') », journal, 144.

Émancipations, 191.

Embauchage de soldats, 107.

Emblèmes séditieux, 94.

Émeutes, 137, 150 à 161, 192; -- à Elbeuf, 84; -- à Lyon, 10; -- à Metz, 133; -- aux Rives, 133; -- à Roanne, 133; -- à La Sône, 137; -- à Toulouse, 137; -- du 13 juin 1849, 102. Voir Agitation, Désordres, Insurrections, Révoltes, Troubles.

Émigration, 2.

Émigrés, XXX, 150, 195; -- des départements réunis de la Belgique, 194; -- échoués à Calais, 194. -- Amnisties, 193. -- Éliminations, 193. -- Listes, 2, 130, 170, 171. -- Radiations, 3, 193, 194.

Émoluments des avoués, huissiers et greffiers, 168. Voir Appointements, Rémunérations, Salaires, Traitements.

Empereur, 153, 154, 195. -- Adresses à lui faites par les corps judiciaires, 195. -- Attentat, 205, 206. -- Complot, 206, 208. -- Offenses, 206. -- Voyage en Normandie et Bretagne, 206.

Empire (premier). Anciens militaires, 217. -- Archives, XI, XII. -- Écroulement, LXVII. -- État de la population en 1810, 195. -- Fonctionnaires, LXX. -- Situation en 1813, 195.

Empire (second), LXX. -- Condamnés politiques, 170. -- Proclamation, 205, -- Rétablissement, 205, 207.

Emplois. Demandes, 200.

Employés du Ministère de la Justice, 172, 180. Voir Fonctionnaires.

Empoisonnements, 224.

Emprunt portugais, 220.

Ems-Occidental (département hollandais de l'). Affaires diverses, 69. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 136. -- Organisation judiciaire, 23.

Ems-Oriental (département hanovrien de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Délits relatifs à la conscription, 91.

Ems-Supérieur (département hanovrien de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Organisation judiciaire, 23.

- Enfance, 208.
- Enfants trouvés, 194.
- ENGHIEN (duc d'), 79, 198.
- Engins asphyxiants, 157.
- Enrôlements clandestins, 193.
- Enseignement, 150 à 161.
- ENSELME, 137.
- Entraigues* (Vaucluse), 131.
- Épidémie, 82; -- de choléra, 208.
- Épinac* (Saône-et-Loire), 161.
- ÉPRÉMESNIL, voir DUVAL D'ÉPRÉMESNIL.
- Épuration du personnel judiciaire, 212.
- Érections de majorats, 222; -- de terres en marquisats et comtés, 191, 192.
- Enregistrement, 164.
- Erfurt* (province d'), 216.
- Escaut* (département belge de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92, 93. -- Affaires diverses, 69. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Juges de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.
- ESCHWEILER (affaire), 15.
- ESPAGNAC (baron d'), 71.
- Espagne*. Autorisations d'y servir, 57, 215. -- Événements de 1834-1835, 98. -- Fièvre jaune, 79. -- Guerre, 198. -- Roi, 80. Voir *Madrid*, *Puycerda*.
- Esparron-de-Verdon* (Basses-Alpes), 140.
- Espionnage, 12, 15, 130, 131, 146, 150.
- Esprit public, 90, 144, 195.
- Est de la France. Voyage du président de la République, 102.
- « Estafette (L) », journal, 155, 158.
- Estafettes, 200.
- ESTERHAZY (commandant WALSIN-), 112 à 115, 243.
- Étampes* (Seine-et-Oise), 140.
- État civil, XXII, 4, 192, 216, 224, 227.

- États d'Artois, 192; -- de Bourgogne, 192; -- de Bretagne, 194; -- de Languedoc, 192.
- États généraux de 1789, 192, 194.
- États romains, 33, 102.
- États-Unis*, 57, 80, 82, 107, 154.
- Étranger. Domaines impériaux, 215. -- Français à son service, 179, 181, 182, 214, 222. -- Signification d'actes, 210.
- Étrangers nés en France, 208; -- vivant en France, 107. -- Liquidation de leurs créances, 196.
- Étrangers (pays), 230.
- Étrangères (puissances), 222.
- Étreilles* (Aube), 136.
- Étroussat* (Allier), 142.
- Étrurie*. Reine, 132.
- Études de droit, 179.
- Eu* (Seine-Inférieure). Domaine, 205.
- EUDES (Émile-François-Désiré), 158.
- Eure* (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Brigandage, 196. -- Chouannerie, 12. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Députés girondins, 14. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Souscription en faveur de Dupont de l'Eure, 79. Voir *Vernon*.
- Eure-et-Loir* (département d'). Affaires militaires et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Affaires prévôtales, 15. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Chartres*, *Châteaudun*, *Lèves*.
- Europe*, 154.
- Européens, 160.
- « Évangiles annotés (Les) », de Proudhon, 154.
- Événements politiques de 1815, 7; -- de décembre 1851, 204, 205, 207; -- du 6 février 1934, 226.
- Évêques, 103.
- « Excommunié (L') », journal, 156.
- Exécuteurs des hautes œuvres, 17, 23, 168, 180, 211. Voir *Bourreaux*.
- Exécutions d'otages, voir *Otages*; -- sommaires, 159. -- Matériel d'exécution, 17.

Exploitation des chemins de fer, 220.

Explosifs, 159. Voir Bombes, Engins, Munitions, Poudre.

Exposition universelle, LIV.

Expropriation, 220.

Expulsion de religieuses, 157, 158.

Extradition, 107 à 109, 208, 224, 240.

FABIEN (affaire), 118.

Faculté de théologie, 194.

Faillites, 181, 199.

FAIN, 221.

Faits contre-révolutionnaires, 130; -- séditieux, 150, voir Troubles.

FALATIEU, 221.

FALLIÈRES, président de la République, LXXVI.

FALQ, imprimeur, 141.

FALTOT (Nicolas-Dominique), 156.

Famille impériale, 195, 208, 215.

Fampoux (Pas-de-Calais), 100, 152.

FARCY, gardien du dépôt du Louvre, VI.

FARGIN-FAYOLLE (Sébastien), 153.

FAUCHÉ, 133.

FAUCHER, notaire, 139.

FAURE, avocat, 143.

Fausse monnaie, 17, 132, 146, 150.

Fausses nouvelles, 104, 105, 106, 207.

Faux assignats, 17.

Faux billets, 17, 154.

Faux-la-Montagne (Creuse), 140.

FAVRAS (affaire), LIV, 17, 192.

FAVRE (Jules), 83.

Fayence (Var), 142.

Fédération (fête de la), 191.

« Fédération anarchique Lyonnaise », 161.

Félicitations, 201.

FÉLIX, 221.

FENOUILLAS (Jean-Louis dit Philippe), 156.

FERCOQ, 221.

Ferdjiouch (Constantine), 146.

Fermeture de chapelles, 134.

Fermiers généraux, 7, 9, 194.

FÉROLLES, voir ACQUET DE FÉROLLES.

FERRAIL, 133.

FERRAT (Paul), 158.

FERRÉ (Théophile-Charles-Gilles), 155.

FESCH (cardinal), 80, 196.

Fête de la Fédération, 191; -- du Roi, 137.

FEUILLET DE CONCHES, 201.

FEVRET DE FONTETTE (collection), 186.

FIALIN dit DE PERSIGNY, 134, 151.

FIESCHI (attentat de), 98.

« Figaro (Le) », journal, 102, 103.

FILLEMOTTE, 156.

Finances, 192, 194.

Finistère (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Brest, Carhaix*.

FIXARY, 115.

Fixation de domicile, 57.

FLACHAT (affaire), 14.

FLANDIN-VOURLAT (Antonin), 152.

Fleurines (Oise), 141.

« Fleurs du Mal (Les) » de Baudelaire, 154.

FLOQUET, 105.

Florence (Italie), 3, 24.

Foi et hommage, 190.

Foires, 191.

Fonctionnaires de l'Empire, 195; -- du Ministère de la Justice, 172, 180; -- de l'ordre judiciaire, 195, 223. Voir Employés.

Fonctions publiques, 224.

Fons (Gard), 140.

FONTAINE, 221.

Fontainebleau (Seine-et-Marne), XXXIII.

FONVIELLE (Wilfrid de), professeur de mathématiques, 144.

Forcalquier (Basses-Alpes), 142.

Forçats, 136, 194.

Forêts, 101, 151.

Forêts (département luxembourgeois des). Affaires criminelles et correctionnelles, 92, 93. -- Affaires diverses, 69. -- Juges de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23. -- Troubles, 130.

Formules de chancellerie, 210.

Fort-National à Alger, 160.

FORZINETTI (commandant), 112, 114.

FOUCHÉ, XXII.

FOURCADE, 221.

FOURCROY, 221.

FOURNEL, avocat, 143.

FOURNIER, 151.

FOURNIER (affaire), 168.

FOURQUER, 131.

FRABOULET **de** CHALENDAR, 134.

Frais de bureau, 194; -- d'emprisonnement, 164; -- de justice, 164, 167, 168, 172, 194, 219, 223, 227; -- de procédure, 190.

Français au service de l'étranger, 179, 181, 182, 214, 222; -- naturalisés, 214. -- Individus réintégrés dans la qualité de Français, 214.

France. Pays réunis, 194. -- Soldats nés au dehors, 214.

« France (La) », journal, 99.

FRANCFORT (Marc), 155.

Francfort (grand-duché de), 57.

Francfort (traité de), LXVII, 230.

Franchise postale, 96.

FRANCKEL (Léo), voir FRANKEL.

Franc-maçonnerie, 106, 159.

FRANÇOIS (J.-B.-I.), 156.

Francs-fiefs, 190.

FRANKEL (Léo), 159.

FRAPARD, 221.

« Fraternité universelle (La) », société secrète, 153.

Fraudes électorales, 210; -- sur les loyers, 226.

FRAVILLE, 221.

Frères de la Doctrine chrétienne, 152.

FRESSINET (général), 196.

FREULON, 131.

FRÉVILLE, homme de lettres, 143.

FRICHON, avoué, 141.

Frise (département hollandais de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 68. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Organisation judiciaire, 23.

FROISSARD, 159.

FROMENT-FROMENTÈS, 221.

Frontières, 224.

FROSSARD, 221.

FRUCHARD, officier de santé, 140.

FUALDÈS (affaire), 14, 94, 133, 196.

Fuite devant l'ennemi, 154.

Fulde (principauté de), 216.

Fusiliers, 146.

G

GABÉ, VI.

Gabelle, 194.

Gabon (A.E.F.), 230.

GABRIEL, XXXII.

GAILLARD, 130.

GAILLARD (Napoléon), 159.

Galères, 191.

GALLIFFET (général de), 244.

GALOS, 139.

GAMBETTA, 161.

GAMBON (Charles-Ferdinand), 159.

GAMET, avocat, 141.

GAMON, 133.

GANIER dit DABIN (Georges), 159.

GANNE, médecin, 140.

GARAT, XIX.

GARCIN, 158.

Gard (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Manifestations, 95. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Troubles, 97. Voir *Alès, Christol, Fons, Lédignan, Lussan, Montfrin, Nîmes, Pont-Saint-Esprit, Quissac, Saint-André-d'Olérargues, Saint-Jean-du-Gard*.

Garde des Sceaux, X, XV, 147, 151, 153, 190, 191, 192, 198.

Garde-Freinet (La) (Var), 142.

GARDEMBAS, 141.

Garde mobile, 147, 152; -- nationale, 7, 14, 97, 106, 152, 154, 200, 211.

Gardes nationaux, 154.

GARET, notaire, 141.

GARIBALDI, 102, 206.

GARNERIN (Élisa), aéronaute, 80.

GARNIER-PAGÈS, 105, 204.

Garonne. Canal latéral, 205.

Garonne (département de la *Haute-*). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 209. -- Compte-rendu des assises, 107. -- Délits, 15. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Subsistances, 152. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Toulouse*.

GARRET-MESIÈRE, 150.

Garrottages, 131.

GASNOT, 157.

GASPARIN, XII.

GASSENDI, 221.

GASTINEAU, 141.

GASTINEAU (Benjamin), 159.

GASTON (J.), 139.

GAUD, 221.

GAUDOT (affaire), 15.

GAURAN, médecin, 143.

GAUTHIER, 152.

GAUTHIER DE LA VERDERIE, 137.

Gaz hydrogène, 80.

« Gazette de France (La) », journal, 190.

« Gazette du Dauphiné (La) », journal, 99.

« Gazette du Lyonnais (La) », journal, 151.

GAZARD, préfet de l'Allier, 142.

Gendarmerie, 7, 15, 97, 100.

Généalogiques (pièces), 216.

Généraux d'empire, 215.

Gênes (département ligurien de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Conspiration, 15. -- Cour de justice, 23. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40.

Genestelle (Ardèche), 143.

GENETS, 151.

Genève (Suisse), 82. -- Association socialiste internationale, 105. -- Événements politiques, 104. -- Réfugiés français, 102. -- Tribunaux de commerce, 33.

GENGOULT, 221.

GENTET, 221.

Gentilly (Seine), 152.

GENTON (Gustave), 155.

GEORGES (conspiration), 15.

GÉRARDIN (Charles), 159.

GÉRARDIN (François-Eugène), 155.

GÉRAUDEL (Pierre), archiviste aux Archives nationales, 229, 231, 233, 237.

GERESME (J.-B.-Hubert), 158.

Gers (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 209. -- Comptes-rendus d'assises, 118. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Menées séditieuses, 79. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Aignan, Auch, Barran, Lupiac, Masseube, Mirande, Vic-Fézensac*.

GESLAIN (François-Hippolyte), ancien valet de chambre de la duchesse de Berry, 151.

Gex (Ain). Affaires diverses intéressant le ressort de la Cour d'appel, 197, 198.

GEYNET, 158.

GIFFAULT, 156.

GILÈDE (Félix de), 143.

GIRARD, avoué, 142.

GIRARD, horloger, 152.

GIRARDIN, 221.

GIRARDOT, 156.

GIRAUD, maire de Thiers, 143.

GIRAUD, pasteur protestant, 142.

GIRAULT, 221.

Gironde (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et tribunaux révolutionnaires, 12. -- Comptes-rendus d'assises, 118. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Troubles, 106, 154. Voir *Bordeaux, Cabara, Castillon, Libourne*.

« Gironde (La) », journal, 103.

Girondins (députés), 14, 96.

GLEYSAL, 133.

GODARD-BEAUCHÊNE, 141.

GODINOT **de** VILAIRE, colonel du génie, 194.

GOHIER, Ministre de la Justice, VII, XIX, XXXVIII.

GOIS (Émile-Charles), 159.

GONNET **de** RUPÉ, 14.

GONTAY (Th.), 138.

GONTIER (Napoléon-Louis), 156.

GORANI, LXVI, 56.

GORDON (colonel), 150.

GORRIN, médecin, 142.

GOSCHLER, XLIV.

GOUBIN, 131.

Gouhenans (Haute-Saône). Mines, 134.

GOUJON, 140.

GOULLUS, 221.

GOUPIL (Edmond-Alfred), 156.

GOURÉ, 221.

GOURLOT (Jean-Baptiste), 157.

Gouvernement (actes du), 171, 181.

Gouvernement belge, 224; -- de la Défense nationale, 172; -- impérial, 211; -- militaire de Paris, 113, 114, 243; -- provisoire de 1848, 200, 219, 223.

GOYON (général, comte de), 138.

Grâces, LXVII, LXVIII, LXIX, 16, 207, 209, 210; -- accordées, 130 à 134, 149 à 161, 176, 191; -- collectives, 135 à 144; -- demandées, 8, 9, 149 à 161, 194, 208, 209, 219; -- militaires,

145 à 147, 209, 224; -- politiques, 135 à 144, 210; -- refusées, 149 à 161. -- Comité, 205. -- Fichiers, 169 à 172. -- Lettres, 195, 223. -- Mémoires, 225. -- Recours, 227. -- Registres, 173 à 176.

Grains, 99, 136.

Grand conseil, 191.

GRANDEAU, 221.

Grande-Bretagne, voir *Angleterre*.

Grande chancellerie de la Légion d'honneur, 216, 217.

GRANDJEAN, 221.

Grand Juge, XXII, 179, 195.

Grand rapporteur du Sceau au Grand conseil, 191.

Grands chefs (affaire des), 161.

Grands dignitaires de l'Empire, 195, 215.

GRANIER de CASSAGNAC, voir CASSAGNAC.

Granville (Manche), 81.

Grasse (Alpes-Maritimes), 15.

Gratifications, 191.

Gravelle (La) (Mayenne), 146.

GRAVIER (J.-P.), 133.

Gray (Haute-Saône), 137.

GRECO, 154.

Greffes, 212; -- du Châtelet, X; -- des cours d'appel, 17; -- du Parlement, X; -- des tribunaux supprimés, VI, VIII.

GREFFIER (J.), 159.

Greffiers, 239; -- candidats, 213; -- des justices de paix et tribunaux de police, 40 à 42; -- des tribunaux de commerce, 34. -- Droits, 168, 194. -- Émoluments, 168, 212. -- Nominations, 24, 213. -- Prestation de serment, 2.

GRÉGOIRE (abbé), IX.

GRÊLIER, 156.

Grenadiers, 146.

GRENET (Ch.-J.), médecin, 141.

GRENET (D.), médecin, 141.

Grenier d'abondance, 156.

Grenoble (Isère). Affaires politiques, 100. -- Assises, 224. -- Chambre des comptes, 192. -- Commission mixte, 205. -- Conspiration, 16, 94, 132, 137, 150. -- Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 196 à 198, 202, 203, 207, 210, 225, 227. -- Diocèse, 153. -- Grèves, 105. -- Insurrection, 14. -- Parlement, 193.

Gréoux (Basses-Alpes), 142.

Grèves, 103, 105, 150 à 161, 224; -- de charpentiers, 205; -- de mineurs dans l'Aveyron, 106; -- d'ouvriers, 102; -- à Grenoble, 105; -- à Lodève, 100; -- à Paris, 83; -- à Riom, 104.

GRÈZES, médecin, 141.

GRIMAUD (affaire), 112.

Groningue (Hollande), 130.

GROS (baron), peintre, 80.

GROUBENTAL, 144.

GROUCHY, 221.

GROUSSET (Paschal), 155, 159.

GROUVEL, 221.

GRÜN, LXXII.

GRUYER (général, baron), 132.

Guadeloupe (Antilles). Alsaciens-Lorrains y résidant, 230. -- Insurrection, 152. -- Organisation judiciaire, 23, 99.

GUARRIGUES, médecin, 141.

GUÉRIN, médecin, 141.

GUÉROULT, 221.

Guerre civile, 161; -- contre la France, 150; -- d'Espagne, 5, 198; -- d'Italie, 206; -- de Sécession, 105; -- de 1870, 213, 220; -- de 1914, 226. -- Dommages, 226, 239. -- Ministère, 243.

GUERRIER, 221.

GUICHARD, 131.

Guichetiers, 17.

GUIFFREY (Jules), archiviste, LI, LIV, LV, LXIII, LXIV, LXXII, 53.

GUILBAULT (L.-Th.), 157.

GUILLARD de KERSAUSIE (Théophile-Joachim-René), 153.

GUILLAUME, constituant, 13.

GUILLEBEAU, 83.

GUILLEMOT (Étienne), conservateur aux Archives nationales, LVI, LX, LXXIII, LXXVII, LXXXI, 127, 185, 189.

GUILLEMOT (affaire), 12, 15, 95.

GUILLIÉ, 139.

GUILLIER, médecin, 140.

GUILLOT (général), 146.

Guillotina, 23.

Guyane. Alsaciens-Lorrains y résidant, 230. -- Organisation judiciaire, 23, 99. -- Rapport du directeur de l'Administration pénitentiaire sur Dreyfus, 114. -- Transportés, 138, 220.

H

Hâ (fort du), 16.

HABERT (J.-C.), architecte, 142.

HAEGEN-MUSSAIN (Van der), 221.

HAGUENIN, représentant de la Haute-Saône, 142.

HAINGUERLOT, 221.

HAIRON (Louis), 137.

Haiti, voir *Saint-Domingue*.

Ham (Somme). Fort, 100.

Hambourg (Allemagne), 17, 23.

Hamam-Rhira (Alger), 160.

Hanovre (Allemagne), 216.

Hanséatiques (villes), 195.

Hardivilliers (Oise), 134.

HARTMANN, 107.

HATON, juge d'instruction, 144.

HAUBERSART, 221.

HAUSSONVILLE, 221.

Hautes cours, LXXXIII, 12; -- d'Orléans, LXXXIII; -- de Vendôme, LXXXIII; -- de

Versailles, 102.

Hautes-Bruyères (affaire de la redoute des), 157.

HAVAS (correspondances), 201.

Havre (Le) (Seine-Inférieure). Canton, 226. -- Complot, 205.

Haye (La) (Hollande), 23.

HAYRAUD-DEGEORGES ou AYRAUD, 142.

HÉBERT, ministre, 85.

HECQUET, 113.

HÉLIE de COMBRAY (veuve), 132.

HELLOUIN (capitaine), 243.

HENRI IV, 158.

HENRI V, 151.

HENRION DE PANSAY (baron), XXII.

HENRY, 134.

HENRY (Fortuné), 158.

HENRY (Lucien-Félix), 156.

HENRY (lieutenant-colonel), 112, 114, 115.

Hérault (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 170, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Effervescence sociale, 205. -- Grâces politiques, 140 à 143. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Béziers, Lésignan-la-Cèbe, Lodève, Marseillan, Montblanc, Montferrier, Montpellier, Puissalicon, Roujan, Saint-Chinian, Sète*.

« Hérault socialiste (L') », journal, 144.

HERBETTE (Maurice), 232.

HERMAN (commissaire), XX.

HERMITTE, avocat, 140.

HERQUÉ, 115.

HERVÉ (affaire), 224.

HERVILLE, 221.

HERVO, 221.

Hesse-Darmstadt (grand-duché de), 57.

HETZEL, 143.

HEURTIN (affaire), 168.

HIBBACK, 140.

HINARD, 158.

Hippodrome (complot de l'), 153, 205.

HIRSIGER (Joseph), 159.

Histoire, 117.

HOBBS, 56.

Hodna (Algérie), 153.

Hollandais (départements). Administration de la justice, 195. -- Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Condamnés des anciens tribunaux, 136. -- Lois et actes du gouvernement qui y furent publiés, 171. -- Médecins, chirurgiens et accoucheurs, 4. -- Organisation judiciaire, 23. -- Tribunaux de commerce, 33.

Hollande. Autorisations d'y prendre service, 57.-- Embauchage de soldats en France, 107. Voir *Amsterdam, Bouches-de-l'Escaut, Bouches-de-la-Meuse, Bouches-du-Rhin, Bouches-de-l'Yssel, Ems-Occidental, Frise, Groningue, Haye (La), Meuse-Inférieure, Yssel-Supérieur, Zuydersée*.

Homme de couleur, 152.

Hôpitaux, 191, 194.

HORTENSE (reine), 82.

HOSTEINS, voir OSTYIN.

Hôtel de Ville de Paris, 156 à 158.

Houat (île d') (Morbihan), 105.

HOUILLON (père), 157.

HOULDINGER, 158.

HOZIER (d'), 130.

HUARD, compositeur d'imprimerie, 147.

HUBER (L.), 134.

HUET, 157.

HUGONNEAU-RIVAUD, médecin, 142.

HUGOUET, 221.

HUGUET, 221.

Huissiers, 44 à 47; -- candidats, 213 ; -- du Conseil d'État, 216; -- des tribunaux de commerce, 34. -- Correspondance les concernant, 179, 217. -- Leurs droits, 194. -- Émoluments et salaires, 168.

Hypothécaire (régime), 192.

Hypothèques, 223.

I

IDJIEZ, 159.

Ile d'Elbe, voir *Elbe* (île d').

Ile-de-France, ancien nom de l'île Maurice, 23.

Iles Ioniennes, voir *Ioniennes* (îles).

Ille-et-Vilaine (département d'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Brigandages, 132. -- Commission mixte, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22. -- Prix des grains, 99. Voir *Rennes*, *Saint-Malo*, *Vitré*.

Illuminations, 95.

Illyrie, 23, 216.

Immunité diplomatique, 224.

IMPERATORI, 154.

Impératrice, 195, 206.

Impôts, 93, 102, 150 à 161.

Imprimerie impériale, 217; - nationale, XIX, XX, XXIII, XXXI, 19, 20, 155, 217; -- royale, 217.

Imprimeurs, 102.

Incendies, 111, 112, 131, 152, 156, 157, 198.

Incompatibilité de fonctions, 224.

Inculpés politiques, 204, 205, 207.

Inde (établissements français de l'), 99. Voir *Chandernagor*.

Indemnités aux condamnés politiques, 95, 96; -- de remplacement des magistrats, 168.

« Indépendance belge (L') », journal, 115.

« Indépendant (L') », journal, 144.

« Indépendant de Neuchâtel (L') », journal, 206.

« Indépendant des Alpes (L') », journal, 140.

Indigents, 164.

Indre (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Commission mixte, 170, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Ecclésiastiques, 14. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Subsistances, 152. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Bouesse, Buzançais, Châteauroux, Éguzon, Nohant, Villedieu*.

Indre-et-Loire (département d'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses 69. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Préfet, 153. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Azay-le-Rideau, Candés, Châteaurenault, Larçay, Mettray, Montsoreau, Tours*.

Industrie, 103, 150, 151.

Ingouville (Seine-Inférieure), 131.

Inondations, 208.

Insigne, voir Reconnaissance française.

Insoumis, 147.

Inspection des commissions militaires, 144; -- des procureurs généraux, 212, 224.

Instruction primaire, 151.

Instructions, 227; -- du Ministère de la Justice, 212.

Insubordination, 147. Voir Mutineries, Révoltes.

Insultes au roi, 93.

Insurgés, 143; -- de la Commune, 210, 224.

Insurrections, 130, 132, 150; -- à Alger, 147; -- à Elbeuf, 134; -- à Limoges, 134; -- près de Livourne, 131; -- à Lyon, 94, 97, 133, 151; -- dans l'Ouest, 98; -- à Paris, 99; -- à Rouen, 134; -- de troupes à Turin, 131; -- à Varel, 150; -- de 1832, 151; -- des 12 et 13 mai 1839, 134, 151. -- de juin 1848, 101, 134, 147; -- de décembre 1851, 144. Voir Agitation, Désordres, Émeutes, Révoltes, Troubles.

Intendances, 191.

Intendants, 7, 191.

Intérêt légal, 226.

« Internationale (L') », société secrète, 161.

Interprètes, 223.

Invalides, 214, 220.

Inventaire des circulaires et instructions du Ministère de la Justice, 212.

Investiture. Brevets, 215.

Ioniennes (îles), 23, 195.

Irlande, 136.

Isère (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 69. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Sociétés secrètes, 102. -- Tribunaux criminels, 12. -- Troubles, 202. Voir *Beaurepaire, Grenoble, Sône (La), Tour-du-Pin (La), Vienne*.

ISOARD, 140.

Israélites, 130, 152, 202.

Issers (Alger), 160.

Italie. Armée, 208. -- Autorisations d'y prendre du service, 57. -- Cours prévôtales, 3. -- Guerre, 206. -- Organisation judiciaire, 23. Voir *Alexandrie, Apennins, Arno, Coni, Doire, Florence, Gênes, Ligurie, Livourne, Lucques, Mantoue, Marengo, Méditerranée, Milan, Montenotte, Naples, Ombrone, Parme, Piémont, Pignerol, Plaisance, Pô, Rome, San-Remo, Sardaigne, Sesia, Stura, Tanaro, Taro, Tibre, Toscane,*

Trasimène, Turin, Villafranca.

ITARD, notaire, 140.

IVORY de KERNILIEN (Gédéon d'), 142.

J

JACCINI, 131.

JACQUINOT (F.), 221.

JACQUINOT (J.), 221.

Jalès (Ardèche), 68.

JAMMES, 141.

JAUBERT, 221.

Javerlhac (Dordogne), 139.

JEAN (P.), 157.

JEANNE d'ARC, 198.

JEANNIN, 139.

JEHL (Ignace), 138.

Jemmapes (département belge de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92, 93. -- Affaires diverses, 69. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Juges de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

JÉNART, 158.

Jersey (Grande-Bretagne), 204.

« Jeune Montagne (La) », société secrète, 205.

Jeunes détenus, 151.

JOCHIM, 221.

JOFFRENOT-MONTLEBERT, 221.

JOHANNARD (Jules-Paul), 159.

Joigny (Yonne), 141.

JOINVILLE (prince de), 202.

JOIRON, 153.

JOLLY (affaire), 168.

JOLY (de), XVIII.

JOSÉPHINE (impératrice), 132.

JOURAND, 221.

JOURDE (François), 159.

JOURDY (Cl.-Ant.), juge consulaire, 142.

« Journal des Savants (Le) », 199, 223.

« Journal officiel de la Commune » (Le), 159.

Journaux, 14. -- Censure, 198. -- Coupures, 225. -- Poursuites, 201, 204. -- Statistiques, 78, 84. -- Journaux concernant l'affaire Dreyfus, 243; -- étrangers, 205; -- « incendiaires », 147; -- parus en 1882, 224; -- suisses, 206. -- Voir Presse. Voir aussi « Affranchi (L') », « Ami du Peuple (L') », « Avant-Garde républicaine (L') », « Avenir (L') », « Aveyron républicain (L') », « Bonnet rouge (Le) », « Civilisation (La) », « Cloche (La) », « Combat (Le) », « Commune (La) », « Constitution de l'Allier (La) », « Courrier de la Gironde (Le) », « Courrier de Loir-et-Cher (Le) », « Cri du Peuple (Le) », « Démocrate de Saône-et-Loire (Le) », « Éclaireur des Pyrénées (L') », « Émancipation (L') », « Émancipation normande (L') », « Estafette (L') », « Excommunié (L') », « France (La) », « Gazette de France (La) », « Gazette du Dauphiné (La) », « Gazette du Lyonnais (La) », « Gironde (La) », « Hérault socialiste (L') », « Indépendance belge (L') », « Indépendant (L') », « Indépendant de Neuchâtel (L') », « Indépendant des Alpes (L') », « Journal des Savants (Le) », « Journal officiel de la Commune », « Lanterne (La) », « Libre pensée (La) », « Marseillaise (La) », « Matin (Le) », « Moniteur (Le) », « Montagne (La) », « Mont-Aventin (Le) », « Mot d'ordre (Le) », « Nain Jaune (Le) », « National (Le) », « Nouvelle République (La) », « Œil de Marat (L') », « Œil du Peuple (L') », « Officiel (L') », « Paris-Libre », « Patrie en danger (La) », « Patriote de la Meurthe (Le) », « Père Duchesne (Le) », « Petite République (La) », « Peuple Vosgien (Le) », « Précurseur de l'Ouest (Le) », « Républicain (Le) », « Républicain de la Dordogne (Le) », « Républicain de la Moselle (Le) », « Résistance (La) », « Révolution (La) », « Salut public (Le) », « Situation (La) », « Suffrage universel (Le) », « Travailleur de l'Indre (Le) », « Tribun (Le) », « Tribune de l'Est (La) », « Vengeur (Le) ».

Journées des 5 et 6 octobre 1789, 17; -- de juin, juillet, août 1792, 190; -- du 31 mai au 2

juin 1793, 14; -- de février 1848, 200; -- de juin 1848, 146; -- du 18 mars 1871, 158.

JOUSSERANDOT, 221.

JOUVE-DUBOR, conseiller à la Cour d'appel d'Alger, 200.

Jubaudière (La) (Maine-et-Loire), 151.

Judiciaires (corps), 195, 223.

Jugements, 224.

Juges, 192; -- auditeurs, 2, 211; -- candidats, 44; -- consulaires, 33, 34, 212, 224; -- militaires, 2. -- Règlements de juges, 243.

Juges de paix, 218, 234, 239; -- candidats, 39, 213. -- Correspondance les concernant, 179. -- Fichiers, 172. -- Installation, 2. -- Mouvements, 213. -- Nominations, 2, 24, 37, 39 à 42. -- Rapports, 224. -- Rôle dans les élections, 210.

Juifs, voir Israélites.

JULIEN de TOULOUSE, 13.

JULLIEN, 221.

JULLIEN (affaire), 168.

JUMILHAC, 221.

Jupilles (Sarthe), 131.

Jura (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Représentant, 144. -- Sociétés secrètes, 206. -- Tribunaux criminels, 12. -- Vol de subsistances, 136. Voir *Arbois, Dôle, Poligny, Ruffey, Salins, Vers-en-Montagne, Voiteur*.

Jurés, 117, 212, voir Jury.

Juridiction consulaire, 210; -- parisienne, VI; -- prévôtale, 108, 196. -- Conflits, 190, 191.

Jurisprudence, 195, 199, 227; -- criminelle, 193; -- du sceau, 215.

Jury, 204; -- d'expropriation de la Seine, 220. -- Composition du jury, 212. -- Établissement en Corse, 97. -- Institution, 211. -- Opinion des présidents d'assises, 220. -- Organisation, 101, 117.

Justice. Administration, 194, 226. -- Frais, 164, 167, 168, 219, 223, 224, 227. -- Voir Ministère et Ministre de la Justice.

Justice criminelle, 211, 219; -- de paix, XLVII, 39 à 42, 212, 213, 218, 219, 224, 226, 239; -- en Algérie, 213; -- militaire, 226; -- seigneuriale, 17.

K

Kabylie (Algérie), 154.

KADUR, 112, 115.

KAYPER, 131.

KERGOLAY, 221.

KERHORRE, 221.

KOCK, pharmacien, 157.

KOECHLIN (usine), 205.

KRABBE, 139.

KROPOTKINE (prince), 161.

L

LABARTHE, avocat, 141.

La BARTHE (comte de), 139.

La BOISSIÈRE, 221.

LABORDE (marquis de), V, VII, VIII, IX, XI, XLII.

LABROUSSE-BOSREDON, médecin, 144.

Labruguière (Tarn), 131.

LACÉCILIA (Napoléon-François-P.-Thomas), 159.

LACHAISE, 159.

La CHALOTAIS, 190.

LACORDAIRE (père), 82, 97, 103.

LACOUR, 137.

LACOUR, médecin, 141.

LACROIX (L.), 130.

LAFARGE, 141.

LAFARGE (affaire), 83, 99, 134.

LAFAUICHE, 131.

La FAYETTE (général, marquis de), 79, 82, 193.

La FORCE (duc de), 194.

La FLIZE, avocat, 139.

LAGARDE, XLIII.

LAGARDE (abbé), 155.

LAGARDE (général), 196.

LAGARDE (affaire), 15.

LAGUETTE, 221.

LAHAUSSOIS, clerc de notaire, 140.

LAIGUES, 221.

Lain (Yonne), 142.

Laines. Commerce, 208.

LAJOLAIS, 130.

LALIRE, 140.

LALLEMAND (A.), LXIII, LXXII.

LA MARELLE, président du Grand conseil, 13.

LAMARTINE (madame de), 151.

Lambersart (Nord), 205, 206.

LAMBERT (Al.), 139.

LAMBERT (Simon), 15.

LAMBESC (affaire), 17, 192.

Lambèse ou *Lambessa* (Constantine), 138.

LAMBRECHT, XXIX.

LAMORLETTE (Jean-Baptiste), 157.

Landeronde (Vendée), 151.

Landes (département des). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Tribunaux criminels, 12. Voir Castandet, Dax.

LANDRY, gouverneur du fort de Bicêtre, 157.

LANGEVIN (Pierre-Camille), 159.

LANGLOIS (C.-V.), directeur des Archives, V, LV, LVIII, LIX.

LANNE, XX.

LANNES, 221.

« Lanterne (La) », journal, 106.

Lanzac (Lot), 141.

Lapalisse (Allier), 141.

LAPORTE, 143.

Larçay (Indre-et-Loire), 96.

La ROCHEJAQUELEIN (général de), 98.

La RUE (chevalier de), VIII, XI.

LARUE (Jules-Sébastien), 159.

LASCAUX, 137.

LAS CAZES, 221.

LASPAYE, 221.

LATIL, 140.

LATOUR-BELLONET, médecin, 144.

LA TOUR ENVOIVRE, 222.

LA TOUR-GOUVERNET (marquis et marquise de), 13.

LAURENCE DE VILLEDIEU, conventionnel, 133.

LAURENS, 131.

LAURENT-ATTHALIN, conseiller à la Cour de cassation, 112, 115.

LA VAISSIÈRE, 221.

LAVAL, 221.

LAVAL (abbé), 153.

Laval (Mayenne), 146.

LVALETTE, 158.

LA VALETTE (CHAMANS, comte de), 16, 133, 196.

LA VALETTE (marquis de), 133.

LA VERDERIE, voir GAUTHIER DE LA VERDERIE.

LAVERTUJON (affaire), 103.

LA VIEUVILLE (de), XXXIII.

LAVIGNE, 140.

LAVIGNE, constituant, 13.

LA VILLEURNOY (de), intendant du Béarn, 13.

LE BARROIS, 220.
LEBEAU (Émile-Antoine), 159.
LEBLOIS, 114.
LE BLOND, 221.
LEBON, 153.
LE BRUN, 221.
LEBRUN (Louis-Armand), 137.
LECESTRE (Léon), LVII, LXXII, 183 à 185, 189.
LECLERC, 14.
LECLERC **de** CHAMPGOBERT (Ange), 142.
LECOINTRE, 151.
LECOQ, 14.
LECOMTE (général), 155.
LECONTE (H.-Jos.), capitaine, 142.
LEDAIN, médecin, 143.
LEDEAN, 221.
Lédignan (Gard), 142, 144.
LEDROIT (Charles), 159.
LEDRU, 221.
LEDRU-ROLLIN, 99, 202, 204, 206.
LE DUFF **de** MÉSONNAIS, 134.
LEFEBVRE-DESNOËTTES, 94.
LEFEBVRE-RONCIER (Frédéric-Paul), 159.
LEFÈVRE (H.), 158.
LEFIOT (Jean-Alban), conventionnel, 150.
LE FLO (général), 138.
LEFRANC, 137.
LEFRANÇAIS (Gust.-Adolphe), 158.
Légalisation de signatures, 2.

Légion (10^e), 155; -- (17^e), 158.

Légion des Enfants perdus de la Commune, 157; -- du 14^e arrondissement, 156; -- romaine dite d'Antibes, 171; -- de la Seine, 150.

Légion d'honneur, 186, 223, 233 à 235, 240. -- Grande chancellerie, 216, 217. -- Législation, 217. -- Maisons d'éducation, 217. -- Membres, 132, 170. -- Palais, 156 à 158. -- Poursuites contre des membres, 13. -- Reconstitution des matricules, 217. -- Titre de chevalier, 222.

Législation, 198, 199; -- en matière de frais de justice, 168; -- des loyers, 226; -- pénale, 199; -- sur la presse, 220; -- relative aux dommages de guerre, 226; -- relative aux protêts, 226; -- relative aux titres de noblesse, 227; -- des transports, 210. -- Comité de législation, 216, 219. -- Travaux de législation, 194.

Légitimation, 191, 192.

Légitimistes, 101, 102, 152, 153, 206.

LE GOURGUE (affaire), 71.

LEGRAND, 221.

LEGRAS, 221.

LE GRAVEREND, juriconsulte, 122.

LE GRIX, conseiller à la Cour de cassation, 113.

LE GUEVEL, avocat, 143.

LEMAIRE, gardien du dépôt d'archives des Augustins, VI.

Léman (département suisse du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Juges de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 24.

LEMERCIER, 221.

LEMIÈRE, 221.

LEMOINE, 159.

LE Moussu (Benjamin-Constant), 159.

LE NÔTRE, XXXII.

LÉOPARDI, 103.

LE PAGE, XXXIX.

LEPAPE, 221.

LEPELETIER, 221.

Lèse-nation, 192.

Lésignan-la-Cèbe (Hérault), 141.

LESPARDA, 221.

LESPÉRUT, 221.

LESSENCE, curé, 139.

LESTANG (Léonard), 155.

LESTRADE, instituteur, 141.

LESURQUES (affaire), 131, 132, 220.

LETELLIER, 144.

LETOURNEAU, 155.

LETRONNE, garde général des Archives, XLIV.

Lettres d'anoblissement, 222, 226, 227; -- de chancellerie, 191; -- de grâce, 223; -- de naturalité, 224; -- de pairie, 222; -- patentes, 171, 180, 181, 191, 215, 222; -- de rappel, 191; -- de recommandation, 234; -- de répit, 192.

Leugny (Yonne), 141.

Levant (ports du), 82.

LEVASSEUR, 131.

LEVASSEUR (A.), haut-commissaire à la commission des loyers, 226.

LEVAVASSEUR, 221.

Levée en masse, 102.

LEVENEUR, 221.

Lèves (Eure-et-Loir), 134.

LEVIEUX (Ch.), 133.

L'HÔPITAL (Michel de), XXXV.

L'HÔPITEAU, garde des sceaux, XLVIII.

Liberté provisoire, 151.

LIBOREL, 221.

Libourne (Gironde), 139, 140, 204.

Librairie. Chambre syndicale, XXXIX. -- Délits, 96.

« Libre Pensée (La) », journal, 156.

LIBRI, 201.

LIBRI-BAGNANO (affaire), 14.

LIEDEL, 221.

Liège (Belgique), 23.

Lieutenants généraux des bailliages et sénéchaussées, 191.

« Ligue des Droits de l'Homme », 115.

« Ligue de la Patrie française », 112.

Ligurie (Italie), 23, 33.

Lille (Nord), 141, 206.

Limoges (Haute-Vienne), 139, 141. -- Commission mixte, 205. -- Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 196 à 198, 202, 203, 207, 210, 222, 225, 227. -- Insurrection, 134, 154. -- Révolte du 46^e R.I., 147. -- Troubles, 202.

LIMOUZINEAU, 139.

Linards (Haute-Vienne), 139.

Lippe (département westphalien de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Organisation judiciaire, 23.

Liquidation des biens des congrégations religieuses, 227; -- de dotations, 216.

LISBONNE (Maxime), 155.

Lisbonne (Portugal), 224.

LISSAGARAY (Hipp.-Prosper-Olivier), homme de lettres, 106, 158.

Liste civile, XLIII, 199.

Livourne (Italie), 131.

LIVRON (DE), 193.

Locations verbales, 223.

Lock-out d'ouvriers, 100.

« Locomotive (La) », indicateur général des chemins de fer, 84.

Lodève (Hérault), 100, 143, 202.

Lœuilly (Somme), 131.

Loges (Les) (Seine-et-Oise), 224.

Loire (rivière), 100.

Loire (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Chemin de fer, 81. -- Commission mixte, 143, 209. -- Conspiration, 15. -- Délits relatifs

à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Mission de Jouve-Dubor, 200. -- Personnel judiciaire, 22. -- Préfet, 160. -- Votes, 195. Voir *Creusot (Le)*, *Montbrison*, *Rive-de-Gier*, *Rives (Les)*, *Roanne*, *Saint-Étienne*, *Saint-Genest-Malifaux*.

Loire (département de la *Haute-*). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Dunières*, *Puy (Le)*.

Loire-Inférieure (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Juges de paix, 218. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Moisdon-la-Rivière*, *Nantes*.

Loiret (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Affaires prévôtales, 15. -- Archives départementales, LXXXIII. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142. -- Juges de paix, 218. -- Personnel judiciaire, 22. -- Préfet, 144. -- Représentant, 142. -- Tribunaux criminels, 12. -- Troubles, 202. Voir *Bouzy*, *Montargis*, *Orléans*, *Ouzouer-sur-Trézée*.

Loir-et-Cher (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Assises, 98. -- Commission mixte, 144, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Représentant, 153. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Chambord*, *Ménars*, *Talcy*, *Vendôme*.

Lois adoptées par le Conseil d'État, 228; -- d'amnistie, 161; -- criminelles étrangères, 208; -- du Directoire, 181; -- sur la durée du travail, 104; -- électorales, 102, 204; -- françaises dans les pays réunis, 194; -- du gouvernement provisoire de 1848, 200; -- insérées au *Bulletin des Lois*, 180; -- sur les pensions, 164; -- sur la presse, 106; -- sur le recrutement de l'armée, 106; -- sur la réorganisation de l'armée, 105; -- sur la réorganisation de la justice, 212; -- sur la transportation et la relégation, 107.

Lois du 5 brumaire an v, IX; -- des 18 et 19 brumaire an VIII, 194; -- du 28 juin 1833, 151; -- du 27 février 1858, 207; -- du 29 juin 1867, 107. -- Agence ou bureau de l'envoi, 180. -- Bulletin, 171. -- Envoi, 180. -- Interprétation, 191. -- Projets, 225. -- Registres, 181. -- Révision, 199. -- Tables, 171.

Lois et décrets, LXXVII à LXXX.

LONCLAS (Alphonse), 159.

Londres (Lot-et-Garonne), 139.

Londres (Grande-Bretagne), 153, 199, 205.

LONGUET (Ch.-Félix-César), 159.

LOOZ-CORSWAREM (affaire), 14.

LORCET, 221.

LOREAU, médecin, 141.

LORGE, 221.

Lorient (Morbihan), 136, 139, 146.

Lormes (Nièvre), 141.

Lorraine. Conseil, VI. -- Greffiers, 239. -- Officiers ministériels, 46.

Lorrains, 112, 156, 229, 230.

Lot (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Bio*, *Bretenoux*, *Cahors*, *Lanzac*, *Souillac*.

Loteries, 220.

Lot-et-Garonne (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Agen*, *Astaffort*, *Londres*, *Marmande*, *Nérac*, *Sainte-Livrade*, *Villeneuve-sur-Lot*.

Louhans (Saône-et-Loire), 83.

LOUIS XIV, XXXIII.

LOUIS XV, XXXVI.

LOUIS XVI. Anniversaire de sa mort, 5. -- Argent à lui prêté, 81. -- Enlèvement, 190. -- Mariage et sacre, 191.

LOUIS XVII. Sa mort, 198, 220. -- Faux Louis XVII, 94, 96, 97.

LOUIS XVIII. Adresses, 84. -- Attentat, 131. -- Colonne à sa gloire, 79. -- Sa mort, 5, 80, 198.

LOUIS, roi de Hollande, XLIII.

LOUIS (Fr.-A.), avocat, 140.

Louisiane, 23.

LOUIS-NAPOLÉON (prince), voir BONAPARTE (Louis-Napoléon).

LOUIS-PHILIPPE I^{er}, 84, 133, 134.

Louvois, XXXIII.

Louvre (palais du), VI, VII, XIII, XLIII, 155, 158.

Loyers, 226.

Lozère (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Affaires prévôtales, 15. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22. -- Troubles, 70. Voir *Mende*.

LOZIER, voir BOUVET DE LOZIER.

Lucenay (Saône-et-Loire), 136.

LUCIPIA, 155.

Lucques (principauté de), 57.

LUILLIER, fermier général, XXXIII.

Lunéville (Meurthe-et-Moselle), 134, 139, 141.

Lupiac (Gers), 131.

Lurs (Basses-Alpes), 144.

Lussan (Gard), 139.

LUSSON, architecte, 83.

LUZIER, 157.

LYAZ, 158.

LYON, avocat, 143.

Lyon (Rhône). Affaire du Courrier, 220. -- Agitation ouvrière, 100, 152. -- Archevêché, 80. -- Bourse, 224. -- Comités révolutionnaires, 153. -- Commission mixte, 205. -- Commune-affranchie, 12. -- Complot, 102, 152, 161, 204. -- Congrégations religieuses, 100. -- Conspiration, 16, 196. -- Cour d'appel 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 98, 136, 197, 198, 202, 203, 207, 210, 212, 220, 223 à 227, 235. -- Croix rousse, 154. -- Diocèse, 196. -- Émeute, 101, 152. -- Insurrection, 94, 97, 133, 154, 160, 161. -- Journaux, 156. -- Parti communiste, 100. -- Place des Terreaux, 151. -- Situation politique, 201. -- Sociétés secrètes, 100, 153, 206. -- Troubles, 134, 151.

Lys (département belge de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92, 93. -- Affaires diverses, 70. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

M

MACABIÈS (P.-N.-J.), 157.

Machine infernale, 205, 206.

Machines anglaises, 151; -- industrielles, 133.

MAC-MAHON, 221.

Mâcon (Saône-et-Loire), 144.

Maçonnerie (manifestation), 155.

MACQUART, 221.

MADEUF, 157.

Madrid (Espagne), LXVI.

MADY (Jacqueline), conservateur-adjoint aux Archives nationales, 68, 111, 117, 164, 177.

MAFFRE, maire de Marseillan, 143.

MAGHELLA, préfet de police à Naples, 195.

Magistrats, LXV, LXVI, 195, 207, 224, 233, 234, 239; -- candidats, 213;--démissionnaires, 180; -- éliminés lors de l'institution des cours royales, 164; -- élus conseillers généraux, 207; -- en Algérie et Tunisie, 214; -- pensionnés, 180, 191; -- retraités, 180, 213, 225; -- révoqués, 180; -- secourus, 164. -- Candidatures de magistrats à des décorations, 4. -- Congés, 217. -- Demandes d'audience, 5. -- Dossiers, 27, 28, 29, 241. -- États de service, 213. -- Indemnités de remplacement, 168. -- Installation et serment, 2. -- Mouvements, 1, 2. -- Nominations, 24, 25, 28 à 31. -- Pensions à leurs veuves, 164. -- Leurs rapports, 195. -- Rapports confidentiels les concernant, 3. -- Recommandations, 195. -- Rectification de leurs noms, 213. -- Renseignements confidentiels, 197, 198. -- Serment, 196, 224. -- Signatures, 225. -- Traitements, 191.

Magistrature, 211, 212, 213, 218.

MAGNIER, 156.

MAIGE, 142.

MAIGNE (Fr.), 138.

MAILLÉ (DE), 206.

MAILLIET, 153.

MAILLOT, 158.

Maine-et-Loire (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Affaires prévôtales, 15. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Brigandages, 132. -- Chouannerie, 151. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Insurrection, 153. -- Personnel judiciaire, 22. -- Sociétés secrètes, 206. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Angers, Baugé, Beaupréau, Cholet, Jubaudière (La), Saumur, Segré, Trélazé, Verchers*.

Maîtres des requêtes au Conseil d'État, 191, 216.

Majorats, 171, 216, 220 à 222, 227.

Malakoff (U.R.S.S.), 154.

MALESSIE, maréchal de camp, 13.

MALESSIE (marquis de), 14.

MALET (général), 15, 132.

MALEVILLE, 221.

Maligny (Yonne), 140.

MALLET, VII.

MALLET (Guillaume), 221.

MALLIER, 131.

MALON (Benoît), 159.

Malte (chevaliers de), 3.

MALVY (affaire), 226.

MANAU, procureur général, 243.

MANCEL (Alexandre), 144.

Manche (tunnel sous la), 210.

Manche (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Conventionnel, 150. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Esprit public, 16. -- Personnel judiciaire, 22. -- Subsistances, 152. -- Tribunal criminel, 136. Voir *Cherbourg*, *Granville*, *Mont-Saint-Michel (Le)*, *Teurtebéville-Hague*.

Mandat parlementaire, 224.

Mandats d'arrestation, 179.

MANGIN (capitaine), 146, 152.

MANIÈRE (Pierre), 137.

Manifestations, 150 à 161; -- légitimistes, 202; -- de 1841, 99; -- du 13 juin 1849, 134.

Manifestes séditions, 154.

Manosque (Basses-Alpes), 139.

Mans (Le) (Sarthe), 99, 196, 205.

MANSART, XXXII, XXXIII.

Mantes (Seine-et-Oise), 152.

Mantoue (Italie), 136.

Manufactures, 102.

MAQUILLÉ (DE), 98.

MARAT, 190, 194.

MARBEUF, 221.

MARBOIS, 221.

MARCELLIN, 140.

MARCHAIS, préfet, 153.

Marchés, 191, 220.

Marcillac (Aveyron), 141, 143.

Maréchaussée, 190, 192, 194.

Maréchaux d'empire, 195, 215.

Marengo (Alger), 160.

Marengo (département piémontais de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

MARESCOT (général), 193.

MARET (Henri), 155.

MARGARON, 221.

Mariages, 223. -- Annulation, 66. -- Contrats, 216. -- Dispenses, 65, 66, 179, 182, 214, 215, 239.

« Marianne (La) », société secrète, 153, 205, 206.

MARIE, 221.

Marine, 195, 213.

Mariniers, 133, 152.

Marins absents ou décédés, 64; -- condamnés, 136.

MARION, 115.

MARJOLIN, LXVIII.

Marmande (Lot-et-Garonne), 140.

MARMONT (maréchal), duc de Raguse, 201.

Marne (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Cour d'assises, 94. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir Bagneux, *Châlons-sur-Marne*, *Reims*, *Saint-Just*.

Marne (département de la *Haute-*). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Comptes-rendus d'assises, 245. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Doulevant-le-Château*, *Poissons*.

Maroc, 225.

MAROTEAU (Gust.-Louis), 155.

Marquisats, 191, 192.

MARRAUD, ministre de l'Instruction publique, LIX.

Marsanne (Drôme), 147.

« Marseillaise (La) », journal, 158.

Marseillan (Hérault), 143.

Marseille (Bouches-du-Rhône), 141, 142. -- Affaire des avocats, 68. -- Attentat contre le roi, 96. -- Attentat contre le Prince président, 205. -- Complot, 99, 151. -- Députés des sections, 14. -- Émeutes, 98, 190. -- Insurrection, 159, 202. -- Justices de paix, 212. -- Ligne de bateaux à vapeur, 82. -- Mutinerie, 130. -- Révolte de militaires, 136. -- Transfert des membres de la famille d'Orléans, 190. -- Troubles, 204.

MARTEL, médecin, 142.

MARTELET (Jules), 159.

MARTHOD, 221.

MARTIN, 153.

MARTIN, 157.

MARTIN, 221.

MARTIN, notaire, 142.

MARTIN (Abraham), 159.

MARTIN (Albert), 153.

MARTIN (Alexandre), 142.

MARTIN (Amédée), 142.

MARTIN-FEUILLÉE, XXIII.

Martinique (Antilles). Alsaciens-Lorrains, 230. -- Cour royale, 118. -- Organisation judiciaire, 23, 99. -- Troubles, 159 à 161.

MARTRE, greffier, 140.

Massacre, 147, 151.

Masseube (Gers), 142, 143.

MASSON, 156.

MASSON (commandant), 146.

MASSON, instituteur, 143.

MASSON et CODRON (affaire), 168.

MASSOT, médecin, 140.

« Matérialistes » (communistes dits), 152.

MATHEVON, 221.

MATHIEU, 221.

MATHIEU DE LA DRÔME, 139.

« *Matin (Le)* », journal, 243.

Matricules de la Légion d'honneur, 217.

MAUBREUIL, 14, 131.

MAUGEY, 157.

Mauléon (Hautes-Pyrénées), 152.

MAUMEN (abbé), 139.

MAUPEOU (chancelier), XV, XXXIV.

Maurice (île), 23.

MAURIN, 221.

MAURY, 221.

Mayenne (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Chouannerie, 131, 151. -- Commission mixte, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12 -- Comptes-rendus d'assises, 245. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Gravelle (La)*, *Laval*, *Saint-Jean-sur-Erve*.

Mayenne (Mayenne), 141.

MAZIAU, 133.

MAZZINI, 98, 102, 105, 154, 206.

Mecklembourg (grand-duché de), 57.

Médailles à l'effigie du comte de Chambord, 206. -- d'honneur des conseils de prud'hommes, 239; -- de la Mutualité, 232; -- de la reconnaissance française, XXXI, 231, 232.

Médecins autorisés, 4.

Méditerranée (département toscan de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Organisation judiciaire, 24.

Medjana (Algérie), 160.

MEILHAN, voir SÉNAC de MEILHAN.

MEILLET (Léo), 159.

MÉKARSKI, 157.

MELLINET (général), 106.

Mémoires, 9, 200, 224, 243.

Ménars (Loir-et-Cher), LXI.

Mende (Lozère), 70.

Mendiants, 151.

Mendicité, 15.

Menées légitimistes, voir Légitimistes.

MENEUST-LABROUSSE (Louis), 131.

MENICI, 131.

MENIER, 159.

MENILGLAISE, 221.

Ménilite, 108.

MENNE, 221.

Mer, voir Affaires maritimes.

MERCIER (général), 112.

MERLIN, 221.

MERLIN DE DOUAI, XX.

MÉRODE (comte de), 83.

MESLEY (DE), président de la Chambre des Comptes, 13.

MÉSONNAIS, voir LE DUFF DE MÉSONNAIS.

Messages, 169.

Métallurgie, 157.

Mettray (Indre-et-Loire), 151.

Metz (Moselle), 140. -- Commission mixte, 205. -- Cour d'appel, 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 197, 198, 202 à 204, 207, 234. -- Élections législatives, 198. -- Émeutes, 133. -- Parlement, 193. -- Soulèvement des habitants, 150.

MEUNIER (attentat de), 96.

Meurthe (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12.

Meurthe-et-Moselle (département de), 229. Voir *Lunéville*, *Nancy*, *Saxon*.

Meurtre, 146, 147, 150, 160.

Meuse (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Bar-le-Duc*, *Robert-Espagne*, *Verdun*.

Meuse-Inférieure (département hollandais de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92, 93. -- Affaires diverses, 70. -- Juges de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23. -- Personnel judiciaire, 217.

MÉVOLHON, constituant, 13.

MEYNIER, médecin, 143.

Mézières (Ardennes), 146.

MIALON, 151.

MICHEL, 221.

MICHEL (Georges-Jean-Jos.), 157.

MICHEL (Louise), 157.

MICOUD, 221.

Midi de la France. Agitation républicaine, 99. -- Brigandage, 146. -- Communisme, 97. -- Départements, 15, 144. -- Insurrection, 151.

MIGNET, 103.

Milan (Italie), 201.

MILHAUD, 133.

Miliana (Alger), 147, 160.

Milices bourgeoises, 190.

Militaires, 16, 169; -- absents, 63, 64, 171; -- condamnés, 146, 147; -- décédés, 63; -- grâciés, 224; -- rappelés sous les aigles, 195; -- secourus, 217. -- Leurs testaments, 223.

Millau (Aveyron), 141.

MILLERAND (Alexandre), LXXVI.

Mines, 134.

Mineurs, 106.

Mineurs (d'âge), 223.

Ministère des Affaires étrangères, 156, 232; -- des Colonies, 113; -- des Finances, 156, 158; -- de la Guerre, 112 à 115, 243; -- de l'Intérieur, 13.

Ministère de la Justice, V, 211. -- Administration centrale, 210. -- Ambulance, 211. --

Anciens fonctionnaires, 180. -- Appointements, 210, 211. -- Archives, 211. -- Arrêtés, 171, 237 à 240. -- Bibliothèque, 194, 211. -- Bulletin officiel, 181. -- Circulaires et instructions, 171, 212, 223. -- Commissions et concours, 211. -- Comptabilité, 19, 20. -- Conseil d'administration, 171, 180, 211. -- Constructions, 211. -- Correspondance, 3, 177 à 182, 196, 197, 202, 217 à 219, 232. -- Costume, 210. -- Décrets, 237 à 240. -- Dépêches télégraphiques, 200. -- Dépenses, 19, 211. -- Employés et fonctionnaires, 164, 172, 180, 211. -- Historique, XIV à LXI. -- Membres de la Légion d'honneur, 170, 234. -- Ordonnances, 237 à 240. -- Organisation, 19, 210. -- Personnel, 19, 21 à 25, 210, 211, 238. -- Relations avec la Grande chancellerie de la Légion d'honneur, 217.

Ministère de la Marine, 155.

Ministre des Affaires étrangères, 231; -- de la Guerre, 147; -- de l'Intérieur, 151.

Ministre de la Justice, 243. -- Comptes et comptes-rendus, 191. -- Conseils à lui adressés, 201. -- Correspondance, 168, 181, 191, 201, 222. -- Prise de possession de ses fonctions, 196. -- Rapports avec le Directeur de l'Imprimerie nationale, 217. -- Relations avec les autres ministres, 190. -- Sommes qu'il ordonnance, 179. -- Traitement, 210.

Ministres, 190; -- de l'Empire, 195; -- de Louis Philippe, 101.

MIOT (Jules), 138, 154, 159.

Mirande (Gers), 141.

Mirebeau (Vienne), 139.

MIRÈS (affaire), 104.

Missions, 210.

Moisdon-la-Rivière (Loire-Inférieure), 134.

Moissac (Tarn-et-Garonne), 143.

MOLÉ, ministre de la Justice, XXI.

MOLÉ (conférence), 201.

MOLÈNE, 221.

MOLITOR, 221.

Monarchie de juillet, 2, 77.

MONICAT (J.), conservateur aux Archives nationales, 53, 56, 59.

« Moniteur (Le) », journal, 208.

Monnaie (fausse), voir Fausse monnaie.

MONNIER, 133.

MONNOT, graveur, 142.

« Montagnards (Les) », société secrète, 153.

« Montagne (La) », journal, 155.

MONTALEMBERT, 83, 97, 103, 201, 221.

MONTALIVET, XII, 221.

Montargis (Loiret), 157, 160.

Montauban (Tarn-et-Garonne), 70.

MONTAUT-MARIBON, 94.

« Mont-Aventin (Le) », journal, 155.

Mont-Blanc (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92, 93. -- Affaires diverses, 70. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Organisation judiciaire, 24.

Montblanc (Hérault), 141.

Montbrison (Loire), 136.

MONTCHIRON, 153

MONTEIL (Jacques), 139.

MONTEILHET, médecin, 139.

Montélimar (Drôme), 147.

Monte Napoleone (dotations sur le), 216, 219.

Montenotte (département ligurien de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

Montereau (Seine-et-Marne), 154.

MONTET, 141.

Montferrier (Hérault), 141.

Montfrin (Gard), 140.

Montgolfières, 159.

MONTHOLON, 221.

MONTHOLON (général Charles-Tristan de), 101.

MONTHUS, médecin, 143.

MONTIERS 221.

Montjoux (Drôme), 140.

MONTLAVILLE, voir CHAPUYS DE MONTLAVILLE.

Montluçon (Allier), 142, 153.

Montmartre, à Paris, 156, 159.

Montoisson (Drôme), 140.

Montpellier (Hérault), 139, 141, 144. -- Agitation légitimiste, 101. -- Chambre des Comptes, 192. -- Commission militaire, 144. -- Commission mixte, 205. -- Complots légitimistes, 202. -- Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 98, 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 220, 224 à 227, 234, 235. -- Élections législatives, 198. -- Procès des Carbonari de la Corse, 96. -- Troubles, 202.

Montpellier (ordre du Saint-Esprit de), 194.

MONTPENSIER (duc de), 100.

Montrouge (Seine), 153.

Mont-Saint-Michel (Le) (Manche), 16.

Montsoreau (Indre-et-Loire), 206.

Mont-Terrible (département suisse du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Organisation judiciaire, 24.

Mont-Tonnerre (département rhénan du), XXX. -- Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Conspiration, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Frais de justice, 168. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

MONZIE (Anatole de), LVI.

Morbihan (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Brigandages, 132. -- Chouannerie, 99. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 143. -- Insoumis, 147. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Auray, Crach, Lorient, Ploërmel, Vannes*.

MOREAU (Jean-Claude), 221.

MOREAU (capitaine), 150.

MOREAU (général), 15.

MOREAU (J.-N.), historiographe de France, XXXVI, 194.

MOREL (J.-P.-D.-G.), 221.

MOREL, médecin, 140.

MOREL (Blaise), 151.

MOREL (Michel), 151.

MORIN, notaire, 140.

MORIZET (André), LV.

Morteau (Doubs), 143.

MORTIER (Henri-Joseph), 159.

Moselle (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Candidature et élection du prince Louis-Napoléon, 202. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Metz*, *Sarrebourg*.

« Mot d'ordre (Le) », journal, 155.

Motions, 169.

MOUGENET (affaire), 14.

MOULIN, 133.

MOULINIER, médecin, 143.

Moulins (Allier), 104, 139, 142, 202.

Moulins-Engilbert (Nièvre), 70.

MOUNIER, 221.

MOURIEZ, 221.

MOURRE, XX.

Mousseaux (Seine-et-Oise), 132.

MOUSTIER (marquis de), 14.

MOUTON-DUVERNET (général), 131.

Mouvements démagogiques, 204; -- insurrectionnels, voir *Insurrections*; -- populaires, 137, 192; -- républicains, révolutionnaires, royalistes, 150 à 161; -- séditieux, voir *Troubles*.

Mulhouse (Haut-Rhin), 154, 206.

MULOT (abbé), 13, 68.

MUNICH, notaire, 141.

Municipalités, 192. -- Constitution, 193. -- Élections, 104.

Munitions de guerre, 151. Voir *Bombes*, *Engins*, *Explosifs*, *Poudres*.

MURAIRE, 221.

MURAT, roi de Naples, LXVI.

Musée des médailles, 156.

Mutations du personnel judiciaire, 213.

Mutinerie à *Loeuilly*, 131. -- *Marseille*, 130. -- *Mézières*, 146. -- *Orange*, 147. -- *Zurich*, 131. Voir *insubordination*, *révolte*.

MYONNET, 98.

N

« Nain Jaune (Le) », journal, 104.

« Nain tricolore (Le) », 133.

Naissance du prince impérial, 206, 207.

Naissances (constatation des), 227.

Namur (Belgique), 14.

Nancy (Meurthe-et-Moselle), 139, 140. -- Chambre des Comptes, 192. -- Comité lorrain, 112. -- Commission mixte, 205. -- Cour d'appel, 2, (affaires diverses intéressant le ressort) 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 224 à 227. -- Elections législatives, 198. -- Parlement, 193.

Nantes (Loire-Inférieure). Arrestation de Raspail et de Michel de Bourges, 98. -- Attaque de diligence, 152. -- Cour d'assises, 132. -- Lancement de vaisseaux, 105. -- Procès politiques, 98. -- Sociétés secrètes, 204 à 206.

NAPIAS, 141.

NAPIER, inventeur, 80.

Naples (Italie), LXVI. -- Autorisation d'y servir, 57. -- Événements de 1821, 79. -- Événements de mai 1848, 103. -- Préfet de police, 195.

Naples (roi de), 131.

NAPOLÉON 1^{er}, 132. -- Correspondance, 211. -- -- Masque, 82. -- Monument, 208. -- Mort et succession, 79. -- Testament, 80. Voir Empereur.

NAPOLÉON (Napoléon-Joseph-Charles-Paul BONAPARTE, prince), 138, 201.

NAPOLÉON III. Fête, 104. -- Mariage, 142. -- Offenses, 104 à 106. Voir Empereur.

Narbonne (Aude). Insurrection, 154, 160. -- Troubles, 107.

NARBONNE (comtesse de), 13.

Nassau (duché de), 57.

« National (Le) », journal, 143.

Nationalité allemande, 229; -- française, 229, 230.

Naturalisation, 56, 57, 130, 171, 181, 182, 208, 214, 215, 220, 222, 224, 227.

Naturalité, 191, 192, 224.

NAUNDORFF, 96.

Néants, 191.

NEMOURS (duc et duchesse de), 100.

NEPVEU, 159.

Nérac (Lot-et-Garonne), 143.

Nérondes (Cher), 142.

Nèthes (département belge des Deux-). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Brigandage, 130. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

Neuchâtel (Suisse), 206.

Neuilly (Seine), 134, 158.

Neuvy (Nièvre), 139, 160, 161.

Nevers (Nièvre), 137, 139.

NEY (maréchal), 12, 16, 196, 199, 221.

Nicaragua (état de), 81.

NICATI, pasteur, 140.

Nice (Alpes-Maritimes). Bagne, 136. -- Émeute, 154. -- Officiers ministériels, 46. -- Organisation judiciaire, 212. -- Réunion à la France, 206.

Nice (comté de). Organisation judiciaire, 24. -- Tribunaux de commerce, 33.

Nièvre (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 70. -- Commission mixte, 170, 205, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140 à 143. -- Insurrection, 161. -- Personnel judiciaire, 22. -- Représentant, 154. -- Société secrète, 206. -- Subsistances, 152. -- Tentative de soulèvement par la Commune de Paris, 156 à 158. Voir *Charité-sur-Loire* (La), *Château-Chinon*, *Cosne*, *Donzy*, *Lormes*, *Moulins-Eugilbert*, *Neuvy*, *Nevers*, *Pouilly-sur-Loire*, *Prémery*, *Saint-Amand*, *Saint-Germain-Chassenay*, *Saint-Pierre-le-Moûtier*, *Tannay*.

Nîmes (Gard), 143. -- Attentat contre le roi, 96. -- Commission militaire, 144. -- Commission mixte, 205. -- Complots légitimistes, 202. -- Cour d'appel, 2, (affaires diverses intéressant le ressort) 98, 197, 202 à 204, 207, 210, 224 à 226, 228. -- Élections législatives, 198. -- Évêché, 83. -- Évêque, 104. -- Luttes religieuses, 152. -- Troubles, 69, 94, 95, 150, 196.

Niort (Deux-Sèvres), 139, 140, 142. -- Banquet libéral, 81. -- Insurrection, 72.

Noblesse, 216, 226, 227. Voir Anoblissement.

Nohant (Indre), 201.

NOIR, médecin, 139.

Noirs, 147.

Nominations dans la Légion d'honneur, 234; -- aux places municipales, administratives et judiciaires, 170, 178, 193, 213; -- d'avocats à la Cour de cassation, 224; -- de notaires, 172; -- d'officiers ministériels, 172, 224.

Nom. Additions, 182, 215. -- Changements, 227. -- Protection des noms commerciaux, 224. -- Rectifications, 213, 216. -- Substitutions, 215.

Nord (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Commission mixte, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux révolutionnaires, 12. Voir *Avesnes, Comines, Douai, Lambersart, Lille, Roubaix, Tourcoing*.

Nord de la France, 107.

Normandie, 206.

NORMANDIE (duc de), voir LOUIS XVII.

Notaires, XLVII, 49 à 51, 178, 212, 213, 239. -- Chambres, 207. -- Mémoires et pétitions, 193. -- Nominations, 25, 172.

Notariat, 224, 239.

NOURY, 221.

Nouvelle-Calédonie, 220, 224, 230.

« Nouvelle République (La) », journal, 155.

Nouvelles fausses ou alarmantes, 93.

Noviciat pour la magistrature, 211.

NUGENT, 221.

Nuremberg (Allemagne), 195.

0

Objets séditieux, 150 à 161.

Obus, 157.

Octroi du Rhin, 216.

Odelin (Paul), 156.

« Œil de Marat (L') », journal, 158.

« Œil du Peuple (L') », journal, 142.

Offenses envers l'Empereur, 104 à 106, 206; -- envers des souverains étrangers, 105. Voir Délits.

Offices ministériels, 223.

« Officiel (L') », journal, 159.

Officiers invalides, 220; -- de justice, 164; -- de marine, 195; -- ministériels, XLVII, 24, 44 à 47, 85, 172, 207, 212, 216, 224, 235, 239; -- municipaux, 224; -- publics, 235, 239.

Oise (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Armée révolutionnaire, 13. -- Commission mixte, 170, 209. -- Comptes-rendus d'assises, 118. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Fleurines*, *Hardivilliers*, *Pierrefonds*, *Senlis*.

Olim du Parlement de Paris, 199.

Ombrone (département toscan de l'). Affaires diverses, 71. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 24.

Opéra-Comique (complot de l'), 153, 205.

Opinions, 169.

Options des Alsaciens-Lorrains, 229, 230.

Oran (Algérie), 102, 152.

Oran (province d'), 146.

Orange (Vaucluse), 140, 142, 147.

Ordonnances, 169, 191, 200; -- de paiement, 180; -- du Ministre de la Justice, 237 à 240; -- des Rois de France, 194, 199; -- du 24 juillet 1815, 196; -- du 3 septembre 1817, 146 ;-- insérées dans le *Bulletin des Lois*, 180 ; -- relatives au service du sceau, 214, 222; -- royales, 214, 216; -- sur la Légion d'honneur, 234; -- sur les pensions, 223; -- sur les titres, 227.

Ordre de la Réunion, 217; -- du Saint-Esprit de Montpellier, de Saint-Lazare, 194; -- de Saint-Louis, 217.

Ordre judiciaire, VI, X, 192, 223.

Ordres (membres des), 16.

ORFILA (Joseph-Bonaventure), 222.

Organisation judiciaire, 21 à 26, 178, 181, 198, 211, 212, 226; -- dans les colonies, 99; -- en Algérie, 101, 213, 214.

ORIGET, 156.

Orléans (Loiret), 144. -- Commission mixte, 205. -- Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 224 à 226, 228. -- Élections législatives, 198. -- Émeute, 151. -- Grèves, 103. -- Haute-Cour, 12. -- Statue de Pothier, 201.

ORLÉANS (duc d'), 13, 83, 108. -- Sa mort, 5, 100, 199.

ORLÉANS (famille d'), 190, 205.

Orléansville (Alger), 146.

ORMANCEY, 221.

ORNANO, lieutenant général, 14.

ORNANO (Philippe-Antoine), 221.

Orne (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Affaires prévôtales, 15. -- Archives départementales, LXXVII. -- Commission mixte, 209. -- Comptes-rendus d'assises, 245. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22. -- Prix des grains, 99. -- Subsistances, 152. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Alençon*.

Orphelins des défenseurs de la Patrie, 170.

ORSINI, 206, 207.

ORVAL (d'), 113.

OSTYN, 158.

Otages, 154 à 158.

Ouargla (Constantine), 160.

OUDET (Joseph-Émile), 158.

Ouest de la France. Condamnés politiques, 16. -- Insurrection, 98. -- Troubles, 97, 151.

Ourthe (département belge de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Brigandages, 131. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

OUSTRIC (affaire), 226.

Outrages à la morale publique, 154; -- au roi, 94.

Ouvrages condamnés, 107. Voir Censure.

OUVRARD (affaire), 96.

Ouvriers. Agitations, 106. -- Coalitions, 100, 103. -- Émeute, 131. -- Grèves, 100, 102, 103. -- Mouvements, 134.

Ouzouer-sur-Trézée (Loiret), 141.

P

Pacifique (océan), 81.

PAILHÈS (colonel), 132, 133, 196.

PAIN (Olivier-Alphonse), 155.

PAINE (T.), conventionnel, 14.

Pairie, 215, 216, 222.

Pairs de France, 82, 83, 194, 199.

Paix d'Amiens, 4.

PAJOL, 221.

Palais de justice de Paris, VII, VIII, IX, XIV, XXXVIII, XXXIX, 156, 159.

Palais royal à Paris, XLIV, 155, 158.

Palalda (Pyrénées-Orientales), 161.

Palestro (Alger), 160.

PALM, libraire à Nuremberg, 195.

PALMAROLE, 221.

Pamiers (Ariège), 150.

Panama (canal de), 226.

PANET, médecin, 139.

PANIZZABDI (affaire), 112.

PAPAVOINE, 156.

Pape, 196, 207.

Paquebots, 84.

Parachute, 80.

PARENT, colonel-commandant l'Hôtel de Ville, 158.

Parenté. Dispenses, 224.

Paris (Seine), 139 à 141. -- Alsaciens-Lorrains y résidant, 230. -- Archevêché, 155, 156. -- Arsenal, 156. -- Ateliers de Saint-Thomas d'Aquin, 159. -- Attentat contre l'Empereur, 154. -- Attroupements, 133. -- Avenue d'Italie, 155. -- Barricades, 146, 147, 154, 156, 157. -- Barrière d'Italie, 146. -- Barrière du Roule, 147. -- Bercy, 156, 158, 159. -- Bibliothèques Mazarine et Nationale, 159. -- Boulevards, 147. -- Bureau central du canton, 14. -- Chambre des Comptes, 192. -- Chapelle expiatoire, 80. -- Châtelet, 192. -- Choléra, 133. -- Colonne Vendôme, 158. -- Comités civils, 14. -- Comités révolutionnaires, 14, 153. -- Comité de surveillance, 13, 14, 133. -- Commissaires de police, 14. -- Commission mixte, 205. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Commune, 193. -- Commune de l'arrondissement, 153. -- Commune de 1871, 154, 155 à 159. Complot communiste, 152; -- Geslain, 151; des Libéraux, 133. Conciergerie, 133. -- Conseil d'État, 157, 158. -- Conspirations, 137, 150, 151. -- Cour d'appel, X, 2, 136, 151, (affaires diverses intéressant le ressort) 197, 198, 202 à 204, 210, 224 à 226, 228, 234, 235. -- Cour d'assises, 188. Couvents des Célestins, des Cordeliers et des Petits-Pères, XXXVII, XXXVIII; -- de Picpus, 157; -- de Vaugirard, 156. Département, 193. -- Dépôts d'archives et chartiers, VI, VIII, XI, XII, XXXV. -- Désordres, 151. -- Docks de la Villette, 156, 157. École Albert-le-Grand, 155; -- publique de la rue des Beaux-Arts, 97. -- Édition de chansons, 150. Église Bréa, 157; -- de la Madeleine, 154; -- Notre-Dame, 82, 156; -- Notre-Dame-de-Lorette, 159; -- Notre-Dame-des-Victoires, 158, 159; -- Saint-Ambroise, 157, 158; -- Sainte-Geneviève, 80; -- Saint-Éloi et Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 158; -- Saint-Jean-Saint-François, 159; -- Saint-Laurent, 158; -- Saint-Leu et Saint-Merry, 159; -- Saint-Séverin, 157; -- Saint-Vincent-de-Paul et de la Trinité, 159. -- Élections législatives, 198. -- Entrepôt de la Villette (voir Docks). -- État-civil, 227. -- Fabrication de munitions, 151. -- Faubourg Saint-Antoine, 192. Fort de Bicêtre, 157; -- de

Vincennes, 133, 156. Gare de Lyon, 155; -- Saint-Lazare, 161. -- Gouvernement militaire, 243. -- Grâces politiques, 142 à 144. -- Grèves, 83, 103. Hôtels de Breteuil et de Brionne, XLIII;-- de Chabrol, 156; -- de la Chancellerie, XXXII à XXXVI; -- d'Elbeuf (petit), XLIII; -- de Pomereu, 156; -- de Rohan, 23; -- Soubise, XI à XIII, XLIV; -- Thiers, 159; -- de Vendôme, XXXIII; -- de Ville, 156, 157, 159. -- Journaux et périodiques, 84. -- Magistrats, 2. Mairie du V^e arrondissement, 155, 156 ;-- du XI^e arrondissement, 155. -- Maison commune, XXXVIII. -- Manifestes séditions, 154. -- Manufacture des Gobelins, 157. -- Marché Saint-Jean, 151. -- Menées légitimistes, 152. Ministère des Affaires étrangères, 156; -- des Finances, 156, 158; -- de la Marine, 155. -- Montmartre, 156. -- Mouvements populaires, 192. -- Municipalité, 156, 192 (voir Commune). -- Musée des médailles, 156. Palais Cardinal, 23; -- de Justice, VII à IX, XIV, XXXVIII, XXXIX, 156, 159, 201; -- de la Légion d'honneur, 156, 157, 158; -- du Louvre, VI, VII, XIII, XLIII, 83, 133, 155, 156, 158; -- Royal, XLIV, 158; -- des Tuileries, XLIII, XLIV, 83, 131, 132, 155 à 159. -- Parlement, 193, 194. -- Passy, 132. Place Cambronne, 154; -- des Piques, XXXV, XXXVIII; -- Vendôme, XXXIV, XXXVI, 156. -- Pont de la Concorde, 156. Portes d'Auteuil, de Billancourt et de Clignancourt, 156; -- Maillot, 155; -- de Versailles, 156. -- Préfecture de police, 156, 159. -- Préfet de police, 202. -- Presbytère de l'Assomption, 154. -- Prévôté de l'Hôtel, 192. Prison du Cherche-Midi, 113, 115; -- de la Roquette, 154, 156; -- de Saint-Lazare, 155; -- de la Salpêtrière, 190. -- de la Santé. 113, 155. -- Procureur général syndic du département, 14. -- Publications de Proudhon, 153. -- Rassemblements, 151. -- Route Petit-Montrouge-Maillot, 82. Rue de l'Arsenal, 159; -- Castiglione, 151, 154; -- de Charenton, 156; -- Clovis, 147; -- de la Corderie et de Flandre, 157. -- Haxo et Jules-César, 156; -- de Lille, 156, 158; -- de Lyon, 156; -- Neuve-des-Bons-Enfants, 151;-- Neuve-du-Luxembourg, XXXV; -- aux Ours, 151, 154; -- de la Paix, 156; -- Pastourelle, 100; -- des Prouvaires, 134, 154; -- Racine, 82; -- de Reuilly, 158; -- de Rivoli, 154, 155; -- Royale, 155, 156; -- de Ruty, 158; -- Saint-Florentin et Saint-Honoré, 155 ; -- Soufflot, 147 ; -- de Vaugirard, XLIII; -- de la Vieille-Boucherie, 146. Sainte Chapelle du Palais, VIII, XIII. -- Salpêtrière, 190. -- Siège, 211. -- Sociétés secrètes, 153, 154, 205, 206. -- Statue d'Henri IV, 158. -- Théâtre de la Porte Saint-Martin, 156. -- Tribunaux de commerce, 33. -- Troubles, 151, 196. -- Visite du tsar Alexandre II, 154.

PARIS (comte de), 5.

PARISEL (François-Louis), 159.

PARISET, notaire, 141.

« Paris-Libre », journal, 159.

Parlement, XII, XLI. -- Affaires jugées, 193. -- Dépôts et greffes, VI, X. -- Magistrats, 191. -- Remontrances, 192, 194.

Parlement de Paris, 186, 194.

Parlementaires, 232.

Parme (Italie), 23, 33, 194.

Parquets, 16, 212, 213.

Parthenay (Deux-Sèvres), 140, 143.

Particule « de », 227.

PASCAL, 155.

Pas-de-Calais (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 170, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Garde nationale, 154. -- Personnel judiciaire, 22. -- Sociétés secrètes, 142. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Ablain-Saint-Nazaire, Arras, Boulogne, Calais, Carency, Fampoux, Saint-Omer, Souchez*.

Pasly (Aisne), 161.

PASQUERAYE DU ROUZAY, 221.

PASQUEREAU, 151.

PASQUET (André), 134.

PASQUIER, 221.

PASQUIER (baron), XXIII, 5, 196.

Passeports, 194.

PASTORET (comte de), commissaire du roi au sceau de France, 59, 60.

PASTORET (marquis de), XXIII.

PATAPY, avoué, 139.

« Patrie en danger (La) », journal, 156 à 158.

« Patriote de la Meurthe (Le) », journal, 140.

« Patriotes de 1816 » (conspiration des), 133, 137, 150.

PATRY (H.), conservateur-adjoint aux Archives nationales, LVI, LXXX, 33, 37, 38, 43, 44, 50, 53, 56, 59, 61, 63, 66, 111.

Pau (Basses-Pyrénées). Commission mixte, 205. -- Cour d'appel, 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 98, 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 224 à 226, 228, 234. -- Parlement, 193. - Rixes, 95.

PAULINE, 221.

PAULTRE, 221.

PAUMIER, 113.

PAYET, architecte, 79.

PAYS (Marg.), 115.

Pays-Bas, voir *Hollande*.

Pays étrangers, 230; -- réunis à la France, 194, 195, 211.

Pêche fluviale. Code, 198.

Pêcheries, 107.

Peines. Abolition, 191. -- Commutation, 151, 170, 191, 207. -- Rémission, 191. -- Peine des fers, 147; -- de mort, 151, 161.

PELET DE LA LOZÈRE, 17.

PELICOT, 137.

PELISSIER, artificier, 157.

PELLIAT, 144.

PELLIEUX (général de), 113, 114.

PENNE, 221.

Pensions, 7, 163, 164, 239; -- accordées à d'anciens fonctionnaires, 180; -- des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, 223; -- de retraite des magistrats, 213 ; -- de veuves, 222. -- Demandes de pensions, 180, 191, 226. -- Tribunaux des pensions, 239.

PÉPIN, 221.

« Père Duchesne (Le) », journal, 159.

PEREIRA, préfet du Loiret, 144.

« Pères de famille (Les) », société secrète, 206.

Périodiques, 84.

Pérou, 81.

Perpignan (Pyrénées-Orientales), 139, 140.

Perquisitions, 154.

PERRAUD, 158.

PERRETON, 131.

PERRIN, 134.

Perse. Sha, 144.

PERSIGNY, voir FIALIN.

Personnel de la Commission du sceau, 214; -- du Conseil d'État, 216; -- judiciaire, 2, 84, 85, 212, 213, 217, 218, 225; -- de l'Imprimerie nationale, 217; -- du Ministère de la Justice, LXV, 210, 238; -- des tribunaux, 177.

PERTHUIS, 221.

PÉRUSSE D'ESCARS, 221.

PETIET, ingénieur, 152.

PETIT, 151.

« Petite République (La) », journal, 112.

PETITFOURT, 131.

PETITIER, conseiller à la Cour de cassation, 112, 244.

« Pétition au Sénat » de Proudhon, 153.

Pétitions, 8, 9, 191, 193, 199 à 201, 227.

PETITPIERRE, archiviste. LXXIV.

Petits-Pères (couvent des) à Paris, XXXVII, XXXVIII.

PETOT, 139.

« Peuple vosgien (Le) », journal, 138.

PEYRAMAURE, avocat, 144.

PEYRELEAU, voir BOYER DE PEYRELEAU.

Pia (Pyrénées-Orientales), 161.

PIANORI, 206.

PIAT (L.-Fort.), 156.

PICAS, avocat, 140.

PICHEGRU, 8, 14, 15, 130.

PICHON, 156.

PICHOT, 156.

Picpus (couvent de), à Paris, 157.

PICQUART (lieutenant-colonel), 112, 113, 115, 243.

PICQUET, 221.

PIE IX, 103.

Piegut (Dordogne), 139.

Piémont (Italie), 168. -- Administration, 71. -- Événements de 1821, 79. -- Organisation judiciaire, 23. -- Tribunaux de commerce, 33.

PIERLOT, 221.

Pierre-Châtel (Ain), 13.

Pierrefonds (Oise), 140.

PIEYRE, 221.

PIFFRET, 157.

- Pignerol* (Italie), 154.
- PILET (Am.-Vict.), 143.
- PILHÈS (Victor), 134.
- Pillages, 95, 150 à 161.
- PILLOT (Jean-Jacques), 156.
- PILOTTE, 221.
- PIMODAN (général de), 206.
- PINAULT, 98.
- PINDY (Jean-Louis), 159.
- PINEAU, avocat, 139.
- PINÈS, 139.
- Piraterie, 146.
- Placards hostiles au gouvernement, 93; -- séditions, 106, voir Écrits séditions.
- PLACE (Louis-Joseph-Henri), 156.
- PLACÈNE (J.-B. de), 132.
- Placets, 9.
- Plaintes contre administration et fonctionnaires, 1.
- Plaisance* (Italie), 33, 194.
- Plans de communes, 224.
- Plébiscite pour le rétablissement de l'Empire, 205; -- du 8 mai 1870, 208.
- PLEIGNIER, 133.
- Ploërmel* (Morbihan), 143.
- Pô* (département piémontais du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23
- « Poignards » (société des), 206.
- POINCARÉ, expert, 115, 243.
- POINCARÉ (Raymond), LXXVI.
- POINTE (Noël), 150.
- POISSON (madame), XXXIII.

Poissons (Haute-Marne), 142.

Poitiers (Vienne), 206. -- Agitation légitimiste, 101, 153. -- Commission mixte, 205. -- Cour d'appel, 2, 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 222, 225, 226, 228, 234. -- Cour d'assises, 132. -- Grèves, 103. -- Sociétés secrètes, 205. -- Voyage du Président de la République, 204.

Police. Commission, 190, 191, 193. -- Commissaire, 191. -- Ministre, 172. -- Préfecture, 156, 159, 226. -- Préfet, 153, 202.

Police des chemins de fer, 220; -- municipale, 156; -- politique, 200.

POLIER, 221.

POLIGNAC, 130.

POLIGNAC (ministère), 81.

Poligny (Jura), 143.

POLINO, lieutenant-colonel du Sha de Perse, 144.

Politique (situation) de la France en 1815-1816, 196; -- en 1858, 224.

Politiques (affaires), voir Affaires politiques.

POLLOSSON, 221.

Pologne, 100, 104. Voir *Varsovie*.

POMEREU (hôtel de) à Paris, 156.

POMIERS, 131.

Pommiers (Aisne), 161.

POMPONNE, voir CAUMONT DE POMPONNE.

PONS, avocat, 140.

PONS TURRIERS (J.-P.), 136.

Pontarlier (Doubs), 143.

Ponthierry (Seine-et-Marne, commune de Pringy), 133.

Pont-Saint-Esprit (Gard), 139.

Population (état de la) sous l'Empire, 195.

PORTAL, 221.

PORTALIS, 221.

Port d'armes, 224.

Port-La-Claye (Vendée), 151.

- Portions congrues, 190.
- Portugais (emprunt), 220.
- Portugal*, voir *Lisbonne*.
- Postes, 84.
- POTHIER, 201.
- POTTET, 158.
- POTTIER (Eug.), 159.
- Poudre, 154, 204, 206. Voir Engins, Explosifs.
- Pouilly-sur-Loire* (Nièvre), 206.
- POULLAIN (Nestor), 102.
- POULLAIN-GRANDPREY, 133.
- POURILLE (J.-B.-Stan.-Xavier, dit BLANCHET), 159.
- POURTHIER, notaire, 140.
- Pourvois en cassation, 219, 243.
- Pouvoir exécutif. Arrêtés, 172. -- Chef, 200. -- Commissaires, 170, 221. -- Commission, 200, 219.
- POUYDRAGUIN, 115.
- POUZET, 221.
- POUZY, avoué, 143.
- Prades* (Pyrénées-Orientales), 97.
- PRADIER, 221.
- PRASLIN (duchesse de), 101.
- « Précurseur de l'Ouest (Le) », journal, 142.
- PRÉCY (comte de), 8.
- Préfets, 7, 142, 144, 153, 160; -- d'empire, 195; -- de la Loire, 107; -- de police, 153. -- Correspondance des préfets avec le Procureur général, 180, 181. -- Nominations, 200. -- Réclamations, 200. -- Renseignements sur les tribunaux de commerce, 34.
- Prémery* (Nièvre), 142.
- Prescription, 224.
- Préséance, 195.
- Président de l'Assemblée nationale, 190; -- d'assises, 97, 212; -- des cours prévôtales, 178; --

du Grand Conseil, 191.

Président de la République. Élection, 102, 200. -- Lettres de Dreyfus à lui adressées, 114. -- Pétitions à lui adressées, 227. -- Propos outrageants contre lui, 153, 161. -- Voyages, 102, 204, 205.

Présidiaux, 191.

Presse clandestine, 101; -- périodique, 97. -- Communications à la presse du Gouvernement provisoire de 1848, 200. -- Condamnations, 104. -- Délits, 96, 104, 105, 150 à 161. -- Histoire, 90. -- Lois, 95, 106, 196, 198, 210, 220. -- Poursuites, 102 à 106, 112. -- Procès, 199, 208. -- Propagande, 100. -- Surveillance, 82. Voir Journaux.

« Presse du Travail (La) », société, 139.

Prêtres, 159.

« Prêts de l'enfance au travail » (œuvre des), 208.

PRÉVILLE (Nymphé de), 131.

Prévôté de l'Hôtel de Ville de Paris, 192.

Prévôts des cours prévôtales, 178.

PRIESTLEY, LXVI, 56.

Prince impérial. Baptême, 206. -- Naissance, 206, 207.

« Prince impérial » (société du), 208.

Prince-Président, voir BONAPARTE (Louis-Napoléon).

PRINCEPS (conspiration), 15.

Princes, 151; -- du sang, 192, 194.

Principautés danubiennes, 210.

Prises maritimes, 17.

Prisons, 119, 190; -- de Paris, 17.

Prisonniers d'état, 196; -- de guerre, 130. -- Nourriture et transport des prisonniers, 194.

Procédure, 199, 225, 226; -- civile, 223, 227; -- criminelle, 208.

Procès d'avril 1834, 98; -- des Communistes dits « Matérialistes », 152; -- de lèse-nation, 192.

Proclamations du Directoire, 181.

Procureur général au Grand Conseil, 191.

Procureurs généraux, 134; -- de Chambéry et de Lyon, 104. -- Correspondance des procureurs généraux, 111, 112, 151, 180, 181, 197, 207, 215, 222. -- Leurs droits, 194. -- Mémoires et pétitions, 193. -- Observations sur les brigades de gendarmerie, 97. -- Procès-

verbaux de vérification des actes de l'état civil, 4. -- Rapports, 16, 97, 102 à 104, 107, 170, 195, 203 à 205, 207, 210, 219, 220. -- Renseignements sur les tribunaux de commerce, 34. -- Tournées d'inspection, 212, 224.

Professeurs, 191, 193.

Projectiles, 159. Voir Bombes, Engins explosifs, Munitions, Obus, Poudre.

Projets de décrets et arrêtés, 220, 223, 228; -- de lois, 169, 199, 208, 210, 212, 225; -- de résolution, 225.

Propagande pour la Commune de Paris, 155, 156, 157; -- socialiste, 100, 139, voir Socialisme.

Propos alarmants, 136; -- injurieux, 143, voir Injures; -- outrageants, 161, voir Outrages; -- régicides, 96; -- séditieux, 12, 15, 16, 93, 94, 96, 130, 137, 150, voir Cris et Chants séditieux.

Propositions, 200.

Propriété littéraire et artistique, 208, 224.

Protestant (culte), 207.

Protestants, 152. -- État civil, 192.

Protêts, 226.

Protocole, 226.

Protocoles de Francfort, 230.

PROTOT (Louis-Ch.-Eug.), 159.

PROUDHON (Pierre-Joseph), 153, 154.

Provence. Côtes, 15. -- Maréchaussée, 190.

PROVENCE (comte de), 198.

Provinces. Cours souveraines, 192. -- Mouvements populaires, 192. -- Troubles, 159 à 161.

Provisions d'offices, 192.

PRUDHOMME, 13.

Prud'hommes, 226, 239; -- pêcheurs, 72.

Pruillé (Sarthe), 131.

Prusse, 57.

Prusse (roi de), 206.

Prussien (état-major), 155.

Prussiens, 161.

PRZYBOROWSKI (Stanislas), 114.

Publication et envoi des lois, 7, 8.

Publications administratives, 224.

PUECH, avocat, 144.

PUGET (Ern.-Alf.), 159.

Puissalicon (Hérault), 141, 142.

Puissances étrangères, 222.

Punition des délits, 224.

PUTOIS, 115.

Puy (Le) (Haute-Loire), 104.

Puycerda (Espagne), 97.

Puy-de-Dôme (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Agitation réformiste, 99. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Ambert, Clermont-Ferrand, Cunlhat, Riom, Thiers*.

PUY DE RONY, 221.

PUYRAVEAU, voir AUDRY DE PUYRAVEAU.

Puy-Sainte-Réparate (Le) (Bouches-du-Rhône), 143.

PYAT (Aimé-Félix), 102, 154, 159.

Pyrénées (département des Basses-). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Juges de paix, 218. -- Personnel judiciaire, 22. -- Subsistances, 152. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Bayonne, Pau*.

Pyrénées (département des Hautes-). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Juges de paix, 218. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Mauléon, Saint-Arroman, Tarbes*.

Pyrénées-Orientales (département des). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Effervescences, 205. -- Grâces politiques, 141 à 143. -- Personnel judiciaire 22, 217. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Céret, Corneille-de-la-Rivière, Palalda, Perpignan, Pia, Prades*.

Pyrénées-Orientales (complot des), 204.

Q

Quarante-huitième régiment de ligne, 146.

Quarante-sixième régiment d'infanterie, 147.

QUATREBARBES, 98.

Quatre-vingt-huitième régiment de marche, 156.

Quatrième régiment d'infanterie, 147.

QUELEN, 222.

QUÉNISSET, 134, 151.

QUERELLE (Pierre), 130.

QUERELLES (vicomte de), 152.

QUESNE, 140.

Question romaine, 207.

Questions écrites, 232; -- pénitentiaires, 82.

QUILLET, directeur d'école normale, 143.

Quissac (Gard).

R

RABAN, 151.

RABAUT-POMIER, 133.

RABBE (colonel), 132.

Races. Rivalités, 150.

RADET (lieutenant-général, baron), 133.

Raincy (Le) (Seine-et-Oise), 152.

RAMAIN, 156.

RAMAIX (Adrien), 158.

RAMBAUD, 222.

RAMBOURGT, 222.

RAMEL (général), 137.

RANC (Arthur), 159.

RANDON (affaire), 136.

RANVIER (Gabriel), 159.

RAOULX, 131.

RAPP, 222.

Rapports, 164, 169; -- du Conseil d'État, 223; -- des juges de paix, 224; -- des procureurs

généraux, 170, 210, 219, 220; -- sur les commissions militaires, 144.

RASPAIL (Eugène), 202.

RASPAIL (Fr.-Vincent), 98, 134, 151, 202.

Rassemblements, 14, 151.

RASTOUL (Paul-Em.-Barth.), 155.

RAT (Ch.-And.), 142.

RATEAU (G.-Aug.), 132.

RAVARY (enquête), 114.

RAVERAT, 222.

« Ravin bleu (Le) », cercle de Batna (Constantine), 160.

RAYBAUD, 134.

RAYMOND, géomètre. 140.

RAYNAL (Th.), 138.

Ré (île de), 16.

Réalmont (Tarn), 131.

Rébellions, 130, 150 à 161.

Rebeval (c^{ne} de Dellys, Alger), 160.

REBUFFET, notaire, 142.

Recensement, 99.

Receveurs généraux des finances, 7.

Réclamations, 227.

RECLUS (J.-P. Michel dit Élie), 159.

Réclusion, 147.

Recommandations, 170, 195, 197, 213, 231, 234, 235.

Reconnaissance française (médaille de la), 231, 232.

Recours en grâce, 173 à 176, 227.

Recrutement, 90; -- des attachés à la Chancellerie et aux parquets, 213.

Rectification d'actes de l'état civil, 224; -- de noms, 213, 216.

Recueil des ordonnances, 194; -- de règlements, 215.

- Récusation, 223.
- Réextradition, 107.
- Référendaires du sceau, XXVIII.
- « Réflexions picardes (Les) », 16.
- Réforme électorale, 99, 203; -- judiciaire, 224; -- de la Légion d'honneur, 235; -- de la magistrature, 212.
- Réfractaires, 90, 151.
- REFRAY, 157.
- Réfugiés espagnols, 97; -- français, 102; -- italiens, 98; -- politiques, 153.
- « Régent » (Le), diamant de la Couronne, 131.
- Régente (impératrice), 195.
- RÉGÈRE (Dominiq.-Théoph.), 155.
- Régicides, 16, 133, 150.
- Régiment. 4^e d'infanterie, 147. -- 7^e d'artillerie, 130. -- 11^e de dragons, 13^e de ligne, 22^e d'infanterie légère et 46^e d'infanterie, 147. - 48^e de ligne, 146. -- 63^e de ligne, 147. -- 88^e de marche, 156. -- 100^e d'infanterie, 154.
- Registres de pointes, 224.
- Règlements au sujet des dispenses pour mariages, 215; -- de juges, 192, 243; -- sur les pensions, 164.
- REGNAULD DE BISSY (demoiselle), 193.
- RÉGNAULD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, XI.
- REGNIER, grand-juge, ministre de la justice, XXI, 222.
- Réhabilitations, 134, 147, 161, 210, 212, 225
- REILLE, 222.
- Reims* (Marne), 94, 205.
- REINACH (Joseph), 112.
- REINHARD, commissaire du gouvernement en Toscane, 194.
- Réintégration dans la qualité de Français, 214; -- de Français dans leurs droits, 181.
- Relégation, 107.
- Religion, 154. Voir Affaires religieuses.
- Rémission de peines, 191.

- RÉMOND, notaire, 143.
- Remontrances des États de Bretagne, 194; -- des Parlements, 192, 194.
- Rémunérations, 232. Voir Appointements, Émoluments, Salaires, Traitements.
- Rennes* (Ille-et-Vilaine). Affaire Hervé, 224. -- Agitation légitimiste, 101. -- Archevêque, 104. -- Commission militaire, 12. -- Commission mixte, 205. -- Conseil de guerre, 243. -- Cour d'appel, 2, (affaires diverses intéressant le ressort) 103, 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 223, 225, 226, 228. -- Parlement, 193. -- Procès Dreyfus, 114, 115, 243, 244.
- Renseignements, 201, 213.
- Rentes. Conversion, 208.
- Réorganisation judiciaire, 212, 226.
- Répertoires de nominations de notaires, 49; -- du Ministère de la Justice, 169 à 172.
- REPOUX, 222.
- Représentants du peuple, 200, 210; -- en mission, 191.
- Répression des fraudes, 226.
- « Républicain (Le) », journal, 144.
- « Républicain de la Dordogne (Le) », journal, 141.
- « Républicain de la Moselle (Le) », journal, 140.
- République. Anniversaire, 204. -- Attaques contre elle, 204.
- République (III^e). Histoire, 90.
- « Résistance (La) », journal, 156.
- Résolutions, 169, 225.
- Restauration, 2, 5, 77, 95, 96.
- Rethel* (Ardennes), 146.
- Retraite des employés du Ministère de la Justice, 164; -- des magistrats, 213, 225.
- REUBELL, procureur-général du Haut-Rhin, 71.
- Réunion* (île de La), 230.
- Réunion (ordre de la), 217.
- « Réunion de la Montagne (La) », 141.
- Révolte du 7^e régiment d'artillerie, 130; -- du 22^e régiment d'infanterie légère, 147; -- de tribus, 146. Voir Désordres, Insubordination, Mutineries, Troubles.
- RÉVEILLON (affaire), 192.

REVERONI, 222.

Révision du code de justice militaire, 226; -- des jugements, 224, 243.

Révolution de 1789, 190, 191; -- de février 1848, 101, 134.

« Révolution (La) », journal parisien, 143.

« Révolution (La) », société, 205.

REYNIER (le chevalier de), 193.

Rhin. Octroi, 216. -- Rive gauche, XXX, 23, 33, 71, 93, 194.

Rhin (département du Bas-). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Alsaciens-Lorrains, 229. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. - Personnel judiciaire, 22, 217. -- Représentant, 153. -- Socialistes, 203. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Strasbourg*.

Rhin (département du Haut-). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Notariat, 224. -- Personnel judiciaire, 22. -- Pillage, 152. -- Socialistes, 203. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Altkirch, Bartenheim, Colmar, Mulhouse, Seppois, Willer*.

Rhin-et-Moselle (département rhénan de), XXX. -- Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Frais de justice, 168. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

Rhône (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Commission mixte, 205, 209. -- Conspiration, 15. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Mission Jouve-Dubor, 200. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Amplepuis, Villefranche*.

Rhône-et-Loire (département de). Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Tribunaux criminels, 12.

RICHARD, 132.

RICHARDET (V.), 138.

RICHELIEU (duc de), 164, 198.

RICHFPIN (Jean), 107.

RICHER (P.-O.), 133.

RICHOMME, imprimeur, 20.

RICROCH, 141.

RIGAULT (Raoul), 156, 159.

RIGNOUX, 222.

RINGUELET, 222.

Riom (Puy-de-Dôme). Commission mixte, 205.-- Cour d'appel (affaires diverses intéressant le ressort), 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 225, 226. -- Cour d'assises, 119. -- Grèves, 104.

Rive-de-Gier (Loire), 100.

Rive gauche du Rhin. Voir *Rhin*.

RIVIEREAU (P.-J.-J.), 150.

Rives (Les) (Loire), 133.

RIVIÈRE, protégé d'Hérault de Séchelles, 14.

RIVIÈRE, avocat, 144.

RIVIÈRE (Ch.-François), 130.

Rixes, 150 à 161.

Roanne (Loire), 133, 139, 141.

Robe rouge, 195.

ROBERT, 222.

ROBERT, avoué, 143.

Robert-Espagne (Meuse), 141.

ROBESPIERRE, XXIX.

ROBILLARD, 222.

ROCHAMBEAU (général), 12.

Rochechouart (Haute-Vienne), 131, 143.

Rochefort (Charente-Maritime), 146.

ROCHEFORT (Henri), 106.

Rochelle (La) (Charente-Maritime), 99, 130, 131, 132.

RODEZ (abbé), 147.

Rodez (Aveyron), 98, 140, 141.

Roër (département rhénan de la), XXX. -- Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

ROGER (F.-D.), 133.

ROGER (Fr.), 151.

ROLLAND, 222.

Romains (états). Organisation judiciaire, 23.-- Tribunaux de commerce, 33.

Rome (Italie). Cour d'appel, 17, 23. -- Entrée des Français, 147. -- Occupation par les armées françaises, 102.

Rome (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. Voir Tibre.

RONDONNEAU, XLII.

RONSIN (général), 14.

ROQUEBRUNE, voir BREISTROFF DE ROQUEBRUNE.

ROSELLI-MOLLET, 138.

ROSEY, 222.

ROSLIN, 222.

ROSSEL (Louis-Nathaniel), 155.

ROSTAING (M.-H.), 140.

Roubaix (Nord), 102.

ROUBAUD, 140.

ROUCHON, notaire, 141.

ROUDEAU, avoué, 141.

Rouen (Seine-Inférieure), 134. 144. -- Agitation légitimiste, 101. -- Chambre des Comptes, 192. -- Comité révolutionnaire, 160. -- Cour d'appel, 151, (affaires diverses intéressant le ressort) 102, 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 225. -- Parlement, 193. -- Troubles, 202.

ROUET, 139.

Rouillé (Vienne), 142.

Roujan (Hérault), 143.

ROUSSEAU (Nestor), 158.

ROUSSEL, 222.

ROUSSELET (Marcel), LXVI.

ROUSSELIN, 157.

ROUSSELIN (père), 157.

ROUSSET, 140.

ROUSSILLE, 222.

Roussillon. Conseil souverain, 193.

Roux (Jacques), 13.

ROUX-FAZILLAC, 150.

ROVIGO (duc de), 205.

ROY, officier de santé, 141.

ROYER, notaire, 139.

ROUYER, conventionnel, 14.

RUBAN, 232.

Ruffey (Jura), 139.

RUPÉ, voir GONNET DE RUPÉ.

RUSILLION, 130.

Russes, 154.

Russie, 107. -- Autorisation d'y servir, 57. -- Paix avec elle, 203, 206. Voir *Malakoff*, *Sébastopol*.

RUTY, 222.

S

SABATIER, 222.

Sacre de Louis XVI, 191.

Sacrilège, 80.

Sacs de procédure, X.

SAGET, notaire, 142.

Saillans (Drôme). Conjuraton, 194.

Saint-Affrique (Aveyron), 144.

Saint-Amand (Nièvre), 161.

Saint-André-d'Olerargues (Gard), 139.

SAINT-ARNAUD (général de), 205.

Saint-Arroman (Hautes-Pyrénées), 141.

Saint-Chinian (Hérault), 140.

Saint-Cloud (Seine-et-Oise), 132.

Saint-Denis-d'Orgues (Sarthe), 151.

Saint-Dié (Vosges), 151.

Saint-Domingue (Haïti), 23.

Sainte-Adresse (Seine-Inférieure), 131.

Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne), 142.

Sainte-Marguerite (île), 146.

Saint Esprit (ordre du), 194.

Saint-Étienne (Loire), 141, 142. -- Agitation ouvrière, 100. -- Destruction de métiers, 152. -- Dévastation de couvents, 134. -- Insurrection, 160, 161. -- Propos injurieux contre le Prince-Président, 143. -- Révolte du 22^e régiment d'infanterie légère, 147. -- Sociétés secrètes, 206. -- Troubles, 107, 202.

Saint-Genest-Malifaux (Loire), 152.

SAINT-GENIÈS, aide-de-camp de La Fayette, 14.

Saint-Gengoux (Saône-et-Loire), 139.

Saint-Germain-Chassenay (Nièvre), 139.

Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), XXXIII.

Saint-Jean-du-Gard (Gard), 205.

Saint-Jean-sur-Erve (Mayenne), 151.

Saint-Junien (Haute-Vienne), 141.

Saint-Just (Marne), 141.

Saint Lazare (ordre de), 194.

Saint Louis (ordre de), 217.

Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), 204.

Saint-Marcel-les-Sauzet (Drôme), 147.

SAINT-MARS, 222.

SAINT-MARTIN, 222.

Saint-Mathieu (Haute-Vienne), 142.

Saint-Omer (Pas-de-Calais), 205.

Saint-Paul-la-Roche (Dordogne), 139.

Saint-Pierre-et-Miquelon (archipel), 230.

Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre), 142.

SAINT-PRIX, 133.

Saint-Sauveur (Yonne), 140.

SAINT-SIMON (marquis de), 130, 132.

Saint-Simonisme, 207.

Saint-Yrieix (Haute-Vienne), 141.

Saisies immobilières, 223.

Salaire des avoués, 168; -- des bourreaux ou exécuteurs des jugements criminels, 168, 194; -- des greffiers et huissiers, 168. Voir Appointements, Émoluments, Rémunérations, Traitements.

Salavas (Ardèche), 140.

Salins (Jura), 143.

Salpêtrière (prison de la), 190.

Salut (îles du), 114.

« Salut public (Le) », journal, 155, 158.

Sambre-et-Meuse (département belge de). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Menées anti-concordataires, 12. -- Organisation judiciaire, 23.

Sancerre (Cher), 141, 204.

« Sancy » (Le), diamant de la Couronne, 131.

SAND (George), 201.

SANDHERR (colonel), 115.

San-Remo (Italie), 131.

Saône (département de la Haute-). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 71. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Général Gruyer, 132. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Subsistances, 136, 152. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Gouhenans*, *Gray*.

Saône-et-Loire (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 71. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 141 à 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Police politique, 200. -- Représentant, 144. -- Subsistances, 152. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Autun*, *Chalon-sur-Saône*, *Charolles*, *Épinac*, *Louhans*, *Lucenay*, *Mâcon*, *Saint-Gengoux*, *Sully*, *Tournus*.

SARALE, 156.

Sardaigne, 57. -- Roi, 201.

SARIAC (de), 141.

SARRAIRE, 222.

Sarre (département rhénan de la), XXX. -- Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 71. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. --

Organisation judiciaire, 23. Voir *Wiesbaum*.

Sarrebouurg (Moselle), 147.

SARRUT, 222.

Sarthe (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 71. -- Brigandages, 132. -- Chouannerie, 151. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Prix des grains, 99. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Jupilles*, *Mans (Le)*, *Pruillé*, *Saint-Denis-d'Orgues*.

SASSI DELLA TEOSA, 132.

Saumur (Maine-et-Loire), 16, 133, 150.

SAUQUAIRE-SOUUCNÉ, 196.

SAUVE, avocat, 140.

SAUZAIS, 133.

SAVIGNAT-SOUVILLOUSE, référendaire du sceau, XXVIII.

SAVIGNAUD, 113, 115.

Savoie. Annexion à la France, 104, 206. -- Officiers ministériels, 46. -- Organisation judiciaire, 24, 212. Voir *Chambéry*, *Mont-Blanc* (département du).

Savoie (département de la Haute-), 229. Voir *Ville-le-Grand*.

Saxe, 57.

Saxon (Meurthe-et-Moselle, c^{ne} de Saxon-Sion), 205.

SCAGLIONI, 154.

Sceau, XV à XVIII, XXVI, XXVII, 82, 214, 222, 226; -- civil et criminel, 191. -- Affaires courantes du sceau, 181, 219. -- Application, 214. -- Archives des services, LXXX, LXXXI. -- Budget et caisse, 214. -- Commission ou Direction, XXV. -- Droits, 214, 215, 222, 224. -- Grand conseil, commission, conseil, 191, 214, 227. -- Jurisprudence, 215. -- Service, 214.

Sceaux de l'état, LXXV, LXXVI. -- Fourniture aux tribunaux, 219. Voir Timbres.

SCHÉRER, 222.

SCHERZER, 153.

SCHEURER-KESTNER, 114.

SCHICKLER (baron de), XXXV.

SCHILT, 222.

SCHMIDT (Ch.), LXX.

SCHNEEGANS (général), 115.

SCHNEIDER. Procès, 201.

SCHOLL (Aurélien), 104.

SCHWARTZKOPPEN, 115.

Sciences (établissements relatifs aux), 195.

Sébastopol (U.R.S.S.). Prise, 206.

SÉBLINE (affaire), 112.

Second empire, voir Empire (second).

Secours, 163, 164, 171; -- accordés à d'anciens exécuteurs de la justice, 180; -- aux anciens militaires, 217; -- rouge international, 227. -- Arrêtés de secours, 239. -- Demandes de secours, 197, 200, 201, 226.

Secrétairerie d'état impériale, XLIII, XLIV, 38, 211.

Secrétaires du roi, 192.

Secte de l'Église catholique française, 134.

Sections des Archives nationales. Administrative, V, XIII, XIV; -- ancienne, XIV; -- domaniale, VII, IX; -- historique, VII, IX, XIV ;-- judiciaire, VI à XIV, XL; -- législative, XIII, XIV, XLII, LXXIV; -- moderne, XIV.

Sections de Paris, 11, 14.

Sedan (Ardennes), 102.

Séditions, 130, 191.

Segré (Maine-et-Loire), 131.

SÉGUIER, 222.

SÉGUR, 222.

SEIGNOBOS (Ch.), LXX.

Seine (rivière), 152.

Seine (département de la), XL. -- Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 71. -- Alsaciens-Lorrains, 230. -- Commission mixte, 209. -- Cour de justice criminelle, 136, 168. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Garde nationale, 211. -- Grâces politiques, 140 à 143. -- Jury d'expropriation, 220. -- Justices de paix, 42. -- Légion, 150. -- Organisation judiciaire, 226. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunal du département, 212. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Arcueil, Bicêtre, Boulogne, Colombes, Gentilly, Montrouge, Neuilly, Paris, Vanves, Villejuif, Vincennes, Vitry*.

Seine-Inférieure (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 71. -- Alsaciens-Lorrains, 230. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 143. -- Manifestations, 95. -- Mendicants, 151. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Darnetal, Elbeuf, Eu, Havre (Le), Ingouville, Rouen, Sainte-*

Adresse.

Seine-et-Marne (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Comptes-rendus d'assises, 118. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 141 à 143. -- Notaires, 212. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Fontainebleau, Montereau, Ponthierry*.

Seine-et-Oise (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Affaires prévôtales, 15. -- Armée révolutionnaire, 13. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Juges de paix, 40. -- Personnel judiciaire, 22. Voir *Écouen, Étampes, Loges (Les), Mantes, Mousseaux, Raincy (Le), Saint-Cloud, Saint-Germain-en-Laye, Versailles*.

SÉLIGMAN (E.), LVII.

SELME-DAVENAY, 138.

SEMEL, clerc de notaire, 141.

Semnites (tribus), 146.

Semur (Côte-d'Or), 143.

SÉNAC DE MEILHAN, 13, 14.

Sénat, XXXII, 208, 235.

Sénatus-consulte du 12 octobre 1807, 212.

Sénéchaussées, 191.

Senlis (Oise), 139.

SÉNONES (marquis et marquise de), 14.

Sens (Yonne), 142, 157.

Seppois (Haut-Rhin), 152.

Septembriseurs, 15.

Séquestre des biens de la famille d'Orléans, 205.

Sergents de ville, 154.

Séries des Archives nationales. Série AL, 186. -- Série AM, 241. -- Série E, 186. -- Série F, V, VI, 186, 188. -- Série P, 187, 189. -- Série V, XI, XII, XIV. -- Série W, VIII, XI, XII. -- Série X, XI, XII. -- Série Y, VIII, XI, XII. -- Série Z, XI, XII.

Sérignan (Vaucluse), 140.

SEMZIER, 155.

SERIZIER, avocat, 139.

Serment des anoblis, 215; -- des avoués, 164; -- des députés, 199; -- des magistrats, 196, 224; -- des pairs, 199; -- du personnel judiciaire, 2.

SEROUX DU FAY, 222.

SERRA, 222.

SERRAILLIER (Aug.), 159.

SERVANT (Antoine), 150.

SERVAT (Ch.-H.-M.-Ferd.), 157, 159.

Service à l'étranger, 181, 195, 214, 222; -- en Espagne, 215. -- Autorisations, 130, 180, 182, 214. -- Demande de permissions, 179.

SERVOIS (Gustave), LV, LVIII.

Sésia (département piémontais de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Organisation judiciaire, 23.

Sète (Hérault), 102.

Sétif (Constantine), 160.

Seurre (Côte-d'Or), 202.

Sèvres (département des Deux-). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Circulation des grains, 99. -- Commission mixte, 209. -- Comptes-rendus d'assises, 118. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Réfractaires, 151. -- Sociétés secrètes, 206. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Bressuire, Châtillon-sur-Sèvre, Niort, Parthenay, Thouars*.

SIBILAT, 140.

SICARD (affaire), 96.

SICARD (Aug.-Alexandre), 159.

« Siècle (Le) », 115.

Siège de Paris, 211.

SIGAULT, médecin, 140.

Signatures des magistrats, 225; -- pour légalisations, 2.

Signification d'actes, 210.

SIGNORIS-BURONZO, 222.

SILVESTRE, 222.

SIMÉON (comte), XXIII.

SIMONET, 157.

SIMONOT, 137.

Simplon (département valaisien du). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires

diverses, 72. -- Organisation judiciaire, 24.

SINGLANDE (Jean), notaire, 142.

SI-SAD-ES-SAOUD (cadhi), 161.

« Situation (La) », journal, 103.

Situation politique, 16.

Socialisme, 100, 105, 139.

Socialistes, 203.

Société anonyme des ouvriers de la métallurgie, 157; -- du canal latéral de la Garonne, 205; -- « Carbonique », 152; -- en commandite et par actions, 199; -- de donataires, 215, 216; -- des « Droits de l'Homme », 151, 153 ; -- des « Familles et des Saisons », 151; -- fraternelle, 204; -- des « Ménages », 139; -- des métaux, 108; -- des Missions étrangères, 191; -- pour le patronage des jeunes détenus, 151; -- « Philanthropique », 151; -- des « Poignards », 206; -- politique, 204; -- du Prince impérial, 208; -- royaliste des « Vingt et un », 8; -- de secours mutuel, 204; -- secrète, 100, 102, 139, 150 à 161, 170, 205, 206. Voir « Alliance des Communistes (L') », « Bons Cousins Charbonniers (Les) », « Charbonnerie réformée (La) », « Commune révolutionnaire des ouvriers français (La) », « Compagnons du devoir de Salomon (Les) », « Cordeliers (Les) », « Fédération anarchique lyonnaise (La) », « Fraternité universelle (La) », « Internationale (L') », « Jeune Montagne (La) », « Légion des enfants perdus de la commune (La) », « Ligue des Droits de l'Homme (La) », « Ligue de la Patrie française (La) », « Marianne (La) », « Montagnards (Les) », « Patriotes de 1816 (Les) », « Pères de famille (Les) », « Presse du Travail (La) », « Ravin bleu (Le) », « Réunion de la Montagne (La) », « Révolution (La) », « Solidarité républicaine (La) », « Solidarité révolutionnaire (La) », « Travailleurs (Les) », « Tribune républicaine (La) », « Vengeurs (Les) », « Vengeurs de Flourens (Les) », « Vengeurs de Paris (Les) », « Vente la Persévérante (La) », « Voraces (Les) ».

Soixante-troisième régiment de ligne, 147.

SOLATGES, officier, 141.

Soldats condamnés, 136; -- invalides, 214, 220; -- réfractaires, 151. Voir Militaires.

« Solidarité républicaine (La) », société secrète, 153.

« Solidarité révolutionnaire (La) », société secrète, 153.

SOLIGNAC (général), 196.

Somme (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Affaires prévôtales, 15. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Amiens, Belleuse, Doullens, Ham, Lœuilly*.

SOMMIER (A.), représentant du Jura, 144.

Sône (La) (Isère), 137.

SORBIERS (Alexandre de), homme de lettres, 143.

- Souchez* (Pas-de-Calais), 154.
- Souillac* (Lot), 139.
- Souk-Ahras* (Constantine), 160.
- Soulèvement des habitants de Metz, 150.
- SOULT, 222.
- SOURDAC, lieutenant de police, 13.
- Sous-commissaires dans les départements, 200.
- Souscriptions, 201, 208; -- politiques, 102.
- « Sous-off. (Les) », livre, 108.
- Sous-préfets, 143.
- SOUSSAY, 222.
- Sousse* (Tunisie), 224.
- Spahis, 154.
- Spéculateurs, 226.
- SPINOLA (Pierre), 150.
- Statistique des Assises, 224; -- criminelles, 9; -- de la médaille de la Reconnaissance française, 232.
- Statue d'Henri IV, 158.
- STAVISKY (affaire), 226.
- STEIN (Henri), archiviste, LXXIII, LXXIV.
- STEVENS, prêtre, 12.
- STILLER, sous-officier, 134.
- Strasbourg* (Bas-Rhin), 15, 98, 102, 130.
- STROUP, 157.
- Stura* (département piémontais de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Brigandage, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.
- Substances, 15, 93, 95, 99, 130, 133, 134, 136, 137, 150, 152, 193, 202, 206, 207.
- Substitution de noms, 215.
- Successions, 192; -- en déshérence, 62; -- vacantes, 223.
- SUCHET, 134.

Sucres coloniaux et indigènes, 83.

Sud-Ouest (complot dit du), 204.

Suède, 57.

« Suffrage universel (Le) », journal, 144.

Suisse, 24, 57, 104, 203, 206. Voir *Genève, Léman, Mont-Terrible, Neuchâtel, Simplon*.

Suisses, 97.

SULEAU, 194.

Sully (Saône-et-Loire), 161.

Suppléants des justices de paix, 213, 239.

Suppliques, 9.

SURAT (mgr.), 157.

Sûreté générale, 156, 158. -- Loi, 93.

SYMONET, 222.

Système pénitentiaire, 224.

T

TABARET (affaire), 94.

TAILLEPIED, 222.

Tain (Drôme), 140.

Taingy (Yonne), 141.

Takitount (Constantine), 160.

Talcy (Loir-et-Cher), LXI.

Tanaro (département italien du). Affaires criminelles et correctionnelles, 93.

Tannay (Nièvre), 141.

Tarbes (Hautes-Pyrénées), 16, 202.

TARGE (capitaine), 112, 113.

Tarn (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Commission mixte, 209. -- Complot, 131. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 141 à 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. -- Troubles, 97. Voir *Albi, Castres, Labruguière, Réal. mont*.

Tarn-et-Garonne (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Affaires prévôtales, 15. -- Commission mixte, 170, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142. -- Personnel judiciaire, 22, 217. Voir *Castel-*

sarrasin, Moissac, Montauban.

Taro (département italien du). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 23.

TASCHER, 222.

TAULIER, 222.

Taux de l'intérêt, 226.

TAVEAU, 133.

TAVERNIER (capitaine), 113.

TAVERNIER, 155.

Taxe des grains, 192.

TCHERNOFF (J.), LXX.

TEISSIER, fermier général, 14.

Télégraphe, 80, 147, 208.

Témoins, 194.

TERRASSE (Auguste-Nicolas), VIII, XIII.

TERRASSE (François-Nicolas), VI à VIII, XI.

TERRASSE, maire de Genestelle, 143.

TESSIÉ DU MOTAY, 153.

Testament des militaires, 223.

TESTE (affaire), 134.

TESTELIN (Ach.), 138.

Teurthéville-Hague (Manche), 137.

Textes législatifs, 225, 232.

TEYSSONNIÈRES, 243.

THABAUD, 222.

THARREAU, 222.

Théâtre, 14, 156.

THEIS, 156.

THEISZ (Albert), 159.

THIBAULT, 139.

Thiébouans (Doubs), 130.

THIERS (Adolphe), XXVII.

THIERS (hôtel), à Paris, 159.

Thiers (Puy-de-Dôme), 143.

THIÉRY, 14.

THIRIFOCQ (Émile), 159.

THOMAS (Albert), LXX.

THOMAS (général Clément), 155.

THOMASSIN, 141.

THOMÉ (J.-J.), médecin, 143.

Thouars (Deux-Sèvres), 133.

Thury (Yonne), 140.

TIBALDI, 206.

Tibre (département romain du). Affaires diverses, 71. -- Organisation judiciaire, 24. Voir *Rome*.

Timbre et enregistrement, 7, 164, 223.

Timbres du gouvernement impérial, 211; -- des tribunaux, 211, 212, 219. Voir *Sceaux*.

Titres, 227; -- de noblesse, 216; -- de pairie, 215. -- Agence temporaire des titres, 194. -- Concession, 171, 216. -- Demande, 214, 216, 222.

Titrés (individus), 171.

Tizi-Ouzou (Alger), 160.

TOCQUEVILLE, 82.

TOLLERON, 133.

TOMPS, 243.

Tonnerre (Yonne), 139, 142.

Toscane (Italie). Commissaire du gouvernement 194. -- Justices de paix, 40. -- Organisation judiciaire, 24. -- Tribunaux de commerce, 33.

TOUCHALEAUME, 222.

Touggourt, voir *Tuggurt*.

Toulon (Var). Bagne, 136, 146. -- Commission militaire, 144. -- Complot, 15. --

Conspiration, 95. -- Troubles, 72.

Toulouse (Haute-Garonne), 139. -- Agitation légitimiste, 101. -- Archevêque, 104. -- Assassinat du général Ramel, 37. -- Banquet, 200. -- Communistes, 100. -- Complot républicain, 98. -- Conférences de Lacordaire, 103. -- Conspiration, 15. -- Cour d'appel, 17, (affaires diverses intéressant le ressort) 136, 197, 198, 202 à 204, 207, 210, 220, 223, 225, 226, 234. -- Cour d'assises, 107. -- Grèves, 102. -- Parlement, 193. -- Poursuites contre les journaux, 106, 204. -- Troubles, 106.

TOULOUSE (Julien de), 13.

Tourcoing (Nord), 226.

Tour-du-Pin (La) (Isère), 200.

Tournées d'inspection des procureurs généraux, 212.

Tournus (Saône-et-Loire), 137.

Tours (Indre-et-Loire), 142, 205.

TRASUCCO, 154.

Trahison (haute), 146.

Train des équipages, 147.

Traite des noirs, 80, 96, 118, 146, 150.

Traitement des commissaires du Directoire exécutif près les tribunaux des départements, 180; -- des greffiers, 212; -- des légionnaires, 223; -- des magistrats, 191; -- des membres du tribunal de cassation, 180; -- du Ministre de la Justice, 210. Voir Appointements, Émoluments, Rémunérations, Salaires.

Transport des condamnés, 98.

Transportation, 107, 220.

Transportés, 138, 147.

Transports. Législation, 210.

Trasimène (département romain de). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 71, 72. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Organisation judiciaire, 24.

Travail. Accidents, 226. -- Durée, 104. -- Protection, 107. -- Travail des enfants, 208.

« Travailleur de l'Indre (Le) », journal, 139.

« Travailleurs » (Société des), 152.

Travaux forcés, 146; -- littéraires, 194; -- publics, 146.

TRAVOT (lieutenant-général), 132.

Treize (procès dit des), 105.

Treizième régiment de ligne, 147.

Trélazé (Maine-et-Loire), 153.

Trésor des chartes, 194.

Trèves (Allemagne), 23.

Triage des titres (service du), 2.

« Tribun (Le) », journal, 158.

Tribunal de cassation, 15, 24, 180; -- des conflits, 225; -- révolutionnaire, VIII, XL, 13, 14, 190, 193, 194.

Tribunaux, 198, 200, 207, 208, 211; -- d'Algérie, 223; -- d'appel, 177, voir Cours d'appel; -- de commerce, XLVIII, 25, 33 à 35, 179, 211, 213, 218, 224, 235, 239; -- criminels, 2, 7, 12, 16, 24, 111, 136, 177, 191, 211; -- des départements, 180, 190; -- de district, 2, 191; -- des douanes, 3, 25; -- extraordinaires, VII; -- inférieurs, 192; -- maritimes, 224; -- militaires, 11; -- de pensions, 239; -- de police, 7, 40, 41; -- de première instance, XLVI, XLVII, 177, 199, 217, 239; -- révolutionnaires, VII; -- de la Seine, 212; -- spéciaux, 24; -- supprimés, VI, VIII, X. -- Commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux, 2, 191. -- Commission des administrations civiles, police et tribunaux, 190, 191, 193. -- Dons patriotiques volontaires des tribunaux, 195. -- Fonctionnaires, 2. -- Nomenclature, 181. -- Timbres et cachets, 211, 212, 219.

« Tribune de l'Est (La) », journal, 141.

« Tribune républicaine (La) », club, 147.

TRINQUELAGUE (DE), XXIII.

TRINQUET (Alexis-Louis), 158.

TRIPOUL, 222.

TRISTAN (Flora), 100.

TROCMET, 222.

TROGOFF (Ed.-Martial DE), 133.

TROHEL (Jean-Ch.-Nicolas), 157.

Troubles, 95, 100, 106, 130, 132, 134, 137, 150, 152, 201, 202, 206; -- à Albi, 102; -- à Amiens, 151; -- à Amsterdam, 131; -- dans l'Aude, 97; -- à Avignon, 131; -- dans les Basses-Alpes, 133; -- dans les Basses-Pyrénées, 152; -- à Bressuire, 97; -- à Castres et Chalon-sur-Saône, 202; -- en Charente et Charente-Inférieure, 106; -- à Chartres, 134; -- à Commentry, 204; -- à Darnetal, 151; -- dans le Doubs, 152; -- à Elbeuf, 202; -- à Entraigues, 131; -- dans le département des Forêts, 130; -- dans le Gard, 97; -- dans la Gironde, 106; -- à La Gravelle, 146; -- à Gray, 137; -- à Hardivilliers, 134; -- dans la Haute-Garonne, la Haute-Saône et l'Indre, 152; -- à Lèves, 134; -- à Limoges et Lodève, 202; -- à Lyon, 134, 151; -- dans la Manche, 152; -- à Marseille, 98, 204; -- à Metz, 133; -- à Montpellier, 202; -- à Narbonne, 107; -- dans la Nièvre et l'Orne, 152; -- dans l'Ouest, 97, 99; -- à Paris, 131, 133, 151; -- à Roanne, 133; -- à Rouen, 202; -- à Saint-Étienne, 107, 133, 202; -- à Sancerre, 204; -- en

Saône-et-Loire, 152; -- à Seurre, 202; -- dans le Tarn, 97; -- à Toulouse, 106; -- à Tournus, 137; -- dans la Vendée et les Vosges, 152. Voir Agitation, Désordres, Émeutes, Insurrections, Révoltes.

Troupes, 193; -- alliées, 196; -- royales, 150.

Troyes (Aube), 12, 142, 157.

TUETÉY (A.), LVII, LXV, 189.

Tuggurt (Constantine), 160.

Tuileries (palais des), XLIII, XLIV, 131, 132, 155. -- Incendie, 155 à 159.

Tunisie, 154, 210, 214, 225. Voir Sousse.

Tunnel sous la Manche, 210.

TURIGNY, médecin, 142.

Turin (Italie), 17, 23, 131.

TURPIN, 108.

TURRIERS, voir PONS TURRIERS.

U

Universités, 191.

URBAIN (Raoul), 155.

Usure, 17, 130.

V

VAILLANT (M.-Ed.), 158.

Valence (Drôme), 144, 204.

VALET (conspiration), 150.

VALLÈS (Jules), 157.

Vandalisme révolutionnaire, IX.

VANDENYVERT, banquier, 71.

VAN DER HAEGEN-MUSSAIN, voir HAEGEN.

Vanlay (Aube), 136.

Vannes (Morbihan), 152.

Vanves (Seine), 142.

Var (département du). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Brigandage, 146. -- Commission mixte, 170, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Prud'hommes-pêcheurs, 72. --

Tribunaux criminels, 12. Voir *Ampus, Brignoles, Carnoules, Cuers, Draguignan, Fayence, Garde-Freinet (La), Toulon*.

VARAMBON, XXIII.

Varel (Bouches-du-Weser), 150.

VARIN, voir WARIN.

VARLET, 222.

Varsovie (grand-duché de), 57, 216.

VASSE DE SAINT-OUEN, 222.

VASSEL, 154.

Vaucluse (département de). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Commission mixte, 205, 209. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Conflit d'autorité, 14. -- Cour d'assises, 99. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140 à 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Avignon, Caderousse, Carpentras, Entraigues, Orange, Sérignan*.

VAUDONCOURT (général de), 16, 150.

VAUTHIER (L. Léger), représentant du Cher, 134.

Vauxrezis (Aisne), 161.

VEDEL (général), 193.

VEIRUN, notaire, 144.

Vendée, 151, 206.

Vendée (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Commissions et tribunaux militaires et révolutionnaires, 12. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 141. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Subsistances, 152. Voir *Champ-Saint-Père (Le), Landeronde, Port-la-Claye*.

Vendôme (Loir-et-Cher), 12.

Vendôme (colonne), à Paris, 158.

Vendôme (hôtel de), à Paris, XXXIII.

« Vengeur (Le) », journal, 157.

« Vengeurs (Les) », société secrète, 206.

« Vengeurs de Flourens (Les) », 159.

« Vengeurs de Paris (Les) », société secrète, 155.

« Vente la Persévérante (La) », société, 152.

Ventes judiciaires, 224.

- Verchers* (Maine-et-Loire), 136.
- Verdun* (Meuse), 144.
- VERDURE (Augustin-Joseph), 155.
- VERGERS (abbé de), 14.
- VERLET (PLACE dit), voir PLACE.
- Vernon* (Eure), 152.
- VERRIÈRES, 222.
- VERRION, 222.
- Versailles* (Seine-et-Oise), 139, 159. -- Députés, 161. -- Haute-Cour, 102. -- Hôtel de la Chancellerie, XXXII à XXXIV. -- Hospice, 151.
- Versements d'archives, LII à LXI.
- Vers-en-Montagne* (Jura), 140.
- Vervins* (Aisne), 68.
- VESINIER (Pierre), 159.
- Vesoul-Bénian* (Alger), 160.
- Veurdre (Le)* (Allier), 143.
- Veuves de bénéficiaires de dotations, 222; -- de défenseurs de la Patrie, 170; -- de magistrats et officiers de justice, 164; -- de militaires, 169.
- VIARD (Pomp.-Aug.-Vincent), 159.
- VIARIS, 222.
- VIART, 222.
- Vic-Fézensac* (Gers), 141.
- Vichy* (Allier), 114, 205, 226.
- VIDOCQ, chef de la brigade de sûreté à Paris, 245.
- VIEL-CASTEL (comte de), 16.
- Vienne* (département de la). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Personnel judiciaire, 22, 217. -- Sociétés secrètes, 206. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Châtellerault, Mirebeau, Poitiers, Rouillé*.
- Vienne* (département de la Haute-). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Affaires prévôtales, 15. -- Alsaciens-Lorrains, 230. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 141 à 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Tribunaux criminels, 12. Voir *Limoges, Linards, Rochechouart, Saint-Junien, Saint-*

Mathieu, Saint-Yrieix.

Vienne (Isère), 17, 200.

VIGUIER (J.-P.-Ch.), 138.

Villafranca (Italie). Paix, 207.

Villars (Ain), 226.

VILLEDIEU, voir LAURENCE de VILLEDIEU.

Villedieu (Indre), 152.

Villefranche (Rhône), 152.

Villefranche-de-Longchapt (Dordogne), 143.

VILLEGOUREIX, porcelainier, 141.

Villejuif (Seine), 157.

Ville-la-Grand (Haute-Savoie), 104.

VILLEMARAIS, traitant, XXXIV.

VILLEMESSANT (de), 205.

Villeneuve-l'Archevêque (Yonne), 157.

Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), 140, 143.

Villes. Armoiries, 215.

VILLIERS DU TERRAGE, XXXIX, XLI, 222.

VILLOT DE FRÉVILLE, 222.

Vincennes (Seine), 79. -- Fort, 156.

VINCENT (Jules), 159.

Vingt-deuxième régiment d'infanterie légère, 147.

« Vingt-et-Un » (société des), 8.

VINOT (« colonelle »), 157.

VINOT, médecin, 142.

VION, prêtre, 139.

Vire (Calvados), 131.

VIREY, député, 151.

Vitré (Ille-et-Vilaine), 106, 151.

Vitry (Seine), 230.

VITTE (M^{me} Pierre Clémencet, née Suzanne), conservateur-adjoint aux Archives nationales, LVI, 167, 169, 173, 185, 190.

Vittel (Vosges), 141.

Voirie, 227.

Voiteur (Jura), 139, 141.

Voitures cellulaires, 98.

Vol, 131. Voir Brigandages.

VOLNEY, 222.

VOLNY (affaire), 118.

« Voraces (Les) », société secrète, 101, 153.

Vosges (département des). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Alsaciens-Lorrains, 230. -- Commission mixte, 170, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 142, 143. -- Personnel judiciaire, 22. -- Subsistances, 152. -- Tribunaux criminels, 12. Voir Saint-Dié, Vittel.

Votes, 195.

VOUGNY, 222.

VUILLAUME (Maxime-M.-A.-Joseph), 159.

W

WALSIN. Voir ESTERHAZY.

WARIN (Jules-François), 137.

WARINGHIEN, 222.

WARTELLE, 222.

WEIL, 113.

WELLINÇTON (duc de), 94.

WESSEL, 243.

Westphalie, 57, 216.

WHARY, 139.

Wiesbaum (Sarre), 132.

Willer (Haut-Rhin), 205.

WILSON (général), 196.

WOLFF, 156.

WROBLESKI (Valéry), général, 159.

Wurtemberg (grand-duché de), 57.

Wurtzbourg (grand-duché de), 57.

Y

Yonne (département de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Affaires prévôtales, 15. -- Alsaciens. Lorrains, 230. -- Commission mixte, 209. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 140, 142, 143. -- Juges de paix, 218. -- Personnel judiciaire, 22, 217. Voir *Auxerre, Avallon, Celle-Saint-Cyr (La), Chastellux, Lain, Leugny, Maligny, Saint-Sauveur, Sens, Taingy, Thury, Tonnerre, Villeneuve-l'Archevêque*.

Yssel-Supérieur (département hollandais de l'). Affaires criminelles et correctionnelles, 92. -- Affaires diverses, 68. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 136. -- Organisation judiciaire, 23.

Yvette (rivière). Châteaux de la vallée, LXI.

YVONNET (affaire), 15.

Z

ZAPP, 158.

ZENDER, curé de Wiesbaum, 132.

ZENOWITZ (Constantin), 133.

ZIMMERMANN, 156.

ZOLA (Émile), 114

ZUCCHI, 222.

Zuyderzée (département hollandais du). Affaires criminelles et correctionnelles, 93. -- Affaires diverses, 72. -- Délits relatifs à la conscription, 91. -- Grâces politiques, 136. -- Organisation judiciaire, 23.